



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

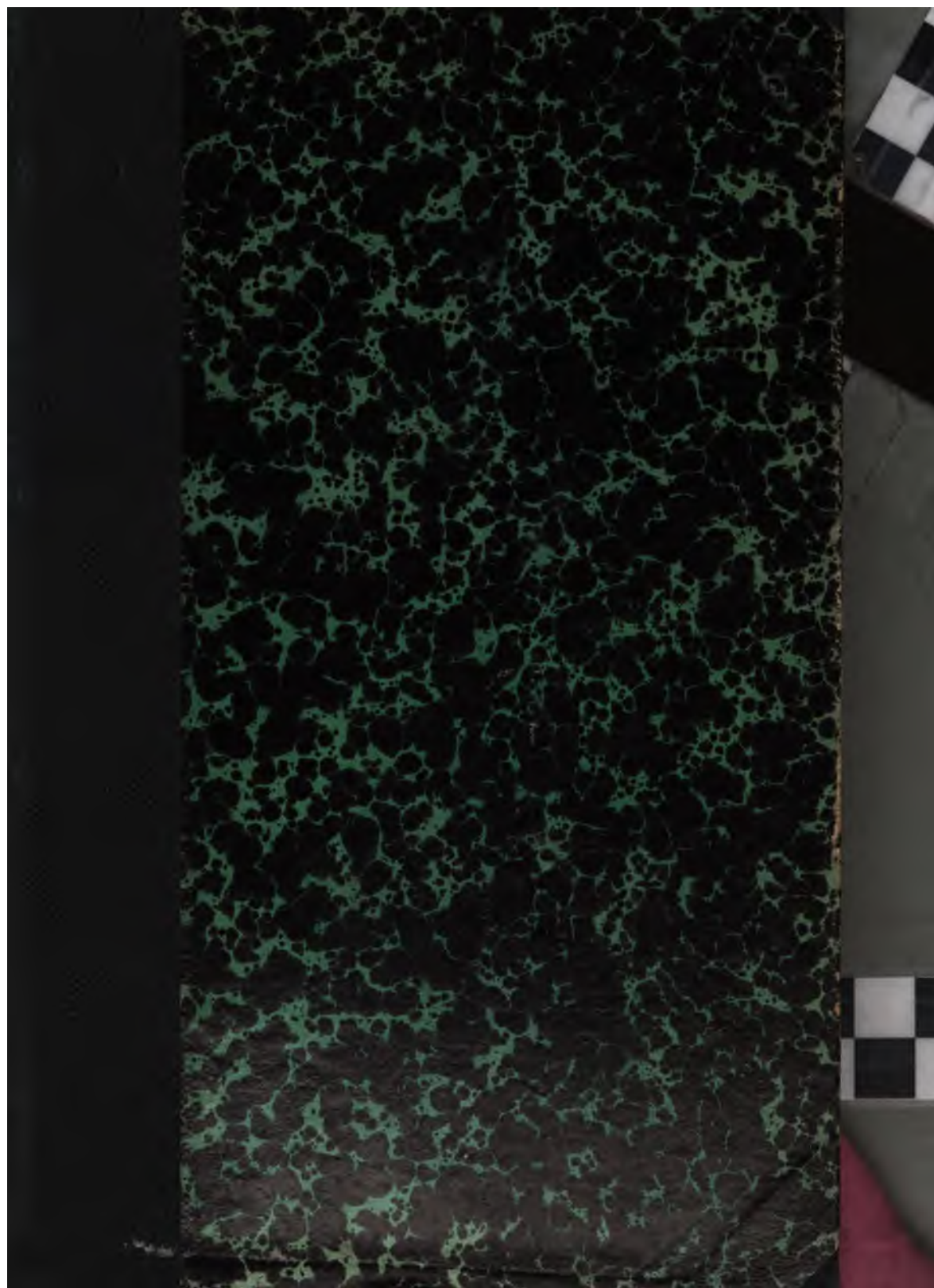
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



JOURNAL
DES
SCIENCES MILITAIRES

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE

78^e ANNÉE

DIXIÈME SÉRIE. — TOME QUATORZIÈME



PARIS
IMPRIMERIE ET LIBRAIRIE MILITAIRES
R. CHAPELOT & C^e
30, Rue et Passage Dauphine, 30

1902

Tous droits réservés.

STANFORD UNIVERSITY
LIBRARIES

STACKS

NOV 16 1970

U-2

211

6-6-70

11-11

1972



JOURNAL
DES
SCIENCES MILITAIRES



ment soit en lieu et place avant l'arrivée des troupes, car il peut régler la concentration des troupes en tenant compte de la position à défendre. Lorsque les troupes sont arrivées et qu'elles se reposent, il peut compléter son état-major en commandant des officiers d'ordonnance chargés de porter les ordres, et celui désigné pour faire le croquis.

Le commandant de détachement fera bien de garder le plus possible auprès de lui son officier d'ordonnance pour lui faire prendre note des renseignements qu'il reçoit, lui faire expédier les cavaliers, et inscrire tout ce qui a rapport au temps en vue de la rédaction du rapport sur le combat. Il ne faut pas moins de deux à trois officiers d'ordonnance, suivant la force du détachement. En outre le commandant du détachement peut commander un cavalier pour lui et un pour chaque colonel commandant un régiment d'infanterie. On doit réduire les officiers d'ordonnance au minimum afin de ne pas charger inutilement la cavalerie. En ce qui concerne les cavaliers de correspondance, il suffit que le commandant du détachement affecte un peu de cavalerie à chaque groupe organisé par suite de la répartition des troupes. Le chef de chaque groupe n'a qu'à prendre les cavaliers de correspondance dans cette cavalerie; en ce qui concerne le gros qui n'a pas de commandant particulier, le commandant de détachement affecte des cavaliers de correspondance à l'infanterie, mais leur nombre doit être restreint.

Le commandant de la colonne rassemble les officiers montés un quart d'heure avant le départ et leur communique en termes courts, mais clairs, la mission dont il est chargé, les ordres qu'il donne en conséquence et d'autres éclaircissements s'il y a lieu; tout cela doit être terminé en peu de minutes et ne doit pas prendre beaucoup de temps.

MARCHE EN AVANT OU DÉFENSIVE.

Après que le chef de détachement a fait partir l'avant-garde et que le gros s'est mis en mouvement, il doit s'assurer personnellement, ou par un officier, que tout suit dans la colonne de marche. Si cette précaution est négligée, il peut arriver que la colonne de marche soit coupée et que les parties séparées par

suite d'accidents prennent une fausse direction. La colonne traverse les avant-postes s'ils sont placés. Ceux-ci se rassemblent aussitôt qu'ils sont dépassés par l'avant-garde et prennent la place qui leur a été assignée dans la colonne formée par le gros¹.

En règle, le commandant de détachement doit rester en tête du gros. Il faut pour cela se faire violence, on voudrait bien voir tout par soi-même, et pour cela se porter en avant. Mais on fera bien de combattre cette agitation intime, de ne pas se porter à l'avant-garde afin de ne pas être exposé à intervenir sans nécessité dans les ordres donnés par le commandant de l'avant-garde qui doit cependant jouir de son initiative, et risquer alors de perdre de vue l'ensemble. On ne recevrait pas beaucoup plus tôt les renseignements venant de l'avant, de sorte que cela n'a aucune importance. On tombe alors trop facilement dans cette faute que non seulement soi-même on manque de calme, mais que cette agitation se communique aux troupes et que le commandant de l'avant-garde est de mauvaise humeur.

Il peut en outre arriver parfaitement, en pays coupé, que le gros soit attaqué sur le flanc et se trouve dépourvu de direction. Ainsi par exemple, dans une manœuvre qui fut tout à fait instructive, l'adversaire tomba, en passant derrière le système de sûreté de l'avant-garde, directement sur la colonne de marche du gros, sans que celui-ci se doutât de son approche. Dans un autre cas semblable, le commandant du détachement, qui marchait en avant, se laissa entraîner à rejoindre la cavalerie chargée de couvrir le flanc, afin de mieux observer l'ennemi. Lorsqu'il voulut rejoindre l'avant-garde dont il entendait le canon, l'ennemi s'était placé entre lui et le flanc de la colonne ;

¹ Le nouveau règlement recommande, afin de diminuer la profondeur des colonnes, de marcher, lorsque la largeur des routes le permet, par front double de section, c'est-à-dire par 8 files de front. Dans le même but, les distances dans l'intérieur des colonnes sont également diminuées ; elles sont :

Après une compagnie ou un escadron : 8 mètres.

Après un bataillon ou une batterie : 10 mètres (anciennement 16 mètres).

Après un régiment ou un groupe d'artillerie de campagne : 15 mètres (anciennement 30 mètres).

Après un bataillon d'artillerie lourde attachée à une armée : 30 mètres.

Après une brigade : 30 mètres (anciennement 60 mètres).

Après une division : 100 mètres (anciennement 250 mètres). (*Note du Traducteur.*)

en outre il tomba dans un pays inextricable. Lorsqu'il pût enfin rejoindre sa troupe, il trouva le gros déjà engagé en partie. Il est même arrivé que le commandant du détachement, dans un cas semblable, fut fait prisonnier.

On fera donc toujours bien de rester au gros. C'est seulement lorsque les renseignements signalent l'ennemi, que l'avant-garde est sur le point de le rencontrer et que la situation exige que l'on prenne une résolution, qu'il sera temps de galoper en avant. Arrivé à hauteur de l'avant-garde, le commandant du détachement se rend sur un point qui lui procure un horizon étendu, de manière à observer la conduite de l'ennemi et ne se met pas à galoper à droite et à gauche. Moins il change de place, moins on le cherchera, et les renseignements lui parviendront d'autant plus vite et plus sûrement.

C'est une vieille expérience acquise par des chefs habiles dans la conduite des patrouilles d'officiers, que l'on observe beaucoup mieux en station qu'en marche. Les mouvements se projettent sur le fond du paysage et se détachent beaucoup plus clairement. Il n'est pas non plus nécessaire de monter avec toute sa suite sur une hauteur. Un état-major sur une hauteur est tout à fait visible, attendu que les silhouettes des cavaliers se projettent à l'horizon.

Lorsqu'on se trouve dans une position défensive, on doit faire très attention à ce qu'on ne se découvre pas de très loin aux regards observateurs de l'adversaire. On doit tenir sévèrement la main à ce que ni troupes ni officiers ne se placent sur la crête visible de la hauteur. Il s'agit ici, avant tout, de ne pas être vu, en même temps d'observer les mouvements et les mesures de l'adversaire par quelques bons yeux placés aux aguets.

C'est seulement lorsque l'adversaire se rapproche, que l'on peut croire que l'on n'a plus aucun intérêt à rester caché, que l'on fait occuper rapidement la position.

Si on le faisait trop tôt, l'ennemi n'attaquerait peut-être pas, ou le ferait dans une autre direction ; on aurait ainsi non seulement fatigué les troupes inutilement, mais, par-dessus le marché, ce nouveau rassemblement occasionnerait une perte de temps d'autant plus préjudiciable qu'elle peut devenir néfaste.

On n'emploie pour la première occupation de la position que la quantité d'infanterie nécessaire pour former une ligne de feux,

et l'on garde une réserve aussi forte que possible. Un ou deux bataillons suffisent pour ce but, suivant la force du détachement. En fait d'artillerie on ne déploie encore qu'une batterie pour battre la principale direction que peut suivre l'adversaire. Les autres batteries demeurent en réserve. La cavalerie est en avant du front en contact avec l'ennemi.

Si l'on a le temps, on ne doit pas négliger de renforcer la position à l'aide de tranchées-abris et d'épaulements de batteries. Il est également utile de faire estimer et marquer les distances pour le tir de l'infanterie et celui de l'artillerie.

Toutes ces dispositions doivent être prises avant le déploiement de l'adversaire, afin de ne pas dévoiler la position choisie.

DÉPLOIEMENT.

a) *Attaque.* — L'avant-garde doit éclairer, protéger le gros et donner au commandant du détachement le temps de prendre ses résolutions. Elle ne doit se laisser entraîner à combattre qu'autant que l'exige ces diverses obligations ¹.

Le chef de l'avant-garde doit se rendre compte jusqu'à quel degré il doit engager le combat. Il est évident qu'il doit, comme tout chef subordonné, profiter des circonstances favorables et saisir aux cheveux l'occasion qui lui promettra un résultat. Seulement, il ne doit jamais perdre de vue sa véritable destination.

Le commandant du détachement observe personnellement le terrain du combat et les mouvements de l'ennemi, pour deviner ses intentions, découvrir ses fautes et, par suite, répartir convenablement ses propres forces. C'est en cela que consiste l'art de la conduite du combat.

¹ Les feuilles rectificatives parues en mars 1899 sur le règlement d'exercices de l'infanterie et le nouveau règlement sur le service en campagne de 1900 recommandent de conserver aussi longtemps que possible la colonne de route comme formation pour se mouvoir sur le champ de bataille. Elle permet, suivant les circonstances, de mieux utiliser le terrain, de se porter plus rapidement, par suite un déploiement plus rapide avec une moindre dépense de forces que si l'on emploie des formations plus profondes. (*Note du Traducteur.*)

Celui qui arrive à saisir au vol toute la situation, le terrain d'action, et à juger sainement, réussira aussi à ordonner convenablement le déploiement tactique de ses forces et à se mettre, particulièrement dans les combats de rencontre, dans une situation favorable, surtout si, en outre, il sait agir rapidement.

Il n'est pas indifférent pour le commandement du détachement d'avoir une excellente vue et de pouvoir embrasser tout le terrain d'un coup d'œil. Rien qu'avec cela, il a d'avance un immense avantage sur son adversaire. Il pourra ainsi reconnaître tous les mouvements de l'ennemi et le but auquel ils tendent.

S'il n'en est pas ainsi, il fera bien de garder près de lui un officier possédant une bonne vue. Cet officier lui rendra plus de service qu'une jumelle, quelque bonne qu'elle soit, avec son champ d'observation restreint.

On court toujours un danger immédiat lorsque, sur la foi des renseignements, l'on cherche à envelopper stratégiquement pendant la marche en avant, un adversaire encore assez éloigné et qu'avec le gros on opère des mouvements à longue portée; mais, d'autre part, on peut aussi obtenir de grands résultats. Il est très imprudent d'adopter un semblable mode d'opérer vis-à-vis d'un défenseur qui se rend compte de ses avantages. Il est tenté alors de se porter à l'attaque avec toutes ses forces réunies pour battre l'avant-garde et la repousser avant que le gros, trop éloigné, puisse l'en empêcher. On ne peut, dans les manœuvres dont il est question ici, tenter des enveloppements à grand rayon, exécutés avec le gros, attendu que l'avant-garde est trop faible par elle-même pour pouvoir se séparer complètement du gros.

Il y a encore une autre circonstance à relever dans ces enveloppements que l'on pratique si volontiers dans les manœuvres. Ils peuvent réellement réussir dans les exercices, mais ils échouent trop souvent dans la guerre réelle, attendu qu'on ne peut oser autant qu'en temps de paix.

Considéré en lui-même, l'enveloppement n'offre aucun avantage. Le succès dépend essentiellement de la manière dont se rencontrent les deux détachements une fois que l'enveloppement est effectué. Si l'enveloppé réussit à maintenir une partie de

l'enveloppant avec des forces moindres, il peut battre l'autre parti avec la masse de ses troupes, et l'enveloppant est alors en très mauvaise position.

Que sera-ce alors, si l'enveloppé, que l'on regarde comme plus faible, a reçu entre temps des renforts et reprend alors l'offensive? Ceci peut parfaitement arriver. C'est alors que le danger et le défaut de ces enveloppements sautent aux yeux.

Nous devons donc dans nos manœuvres rejeter les extensions exagérées, que ce soit pour tourner ou pour envelopper de loin; nous n'offrirons pas à l'adversaire l'occasion de se porter en force supérieure contre l'une ou l'autre fraction de nos troupes. Nous devons donc nous efforcer d'envelopper tactiquement et non stratégiquement.

Les considérations stratégiques déterminent en première ligne l'aile que l'on veut attaquer avec le gros. Mais elles ne doivent pas être constamment déterminantes. Si les circonstances tactiques sont tout à fait défavorables à l'aile que l'on veut envelopper stratégiquement, et tout à fait alléchantes sur l'autre aile, il en résulte que les considérations stratégiques et tactiques ne concordent pas; il peut être parfaitement indiqué de mettre les premières au dernier plan et de chercher la solution dans la direction la plus favorable pour l'emploi tactique des troupes.

En général, l'avant-garde reconnaît d'elle-même qu'avec ses propres forces elle ne peut plus se porter en avant et qu'elle doit se borner à maintenir sa position. Vouloir se porter isolément en avant, cela s'appelle s'exposer à une défaite. Par suite, le commandant du détachement l'avisera habituellement de conserver le terrain qu'elle a gagné. Il est avantageux pour l'appuyer et protéger en même temps le déploiement du gros, de renforcer une de ses ailes avec l'artillerie du gros. En règle générale on n'aura à sa disposition, pour couvrir l'aile extérieure de cette artillerie, que la cavalerie, qui peut être portée en avant à ce moment, ou si elle se trouve déjà sur le front, être réunie alors près de l'artillerie.

Le terrain décide sur quelle aile on place l'artillerie; l'avantageux, pour la disposition du combat, de pouvoir la placer du côté où l'on veut déployer le gros. Il en résultera que l'artillerie sera placée de manière à soutenir l'avant-garde.

ger contre les attaques ennemies, et en même temps, sans changer de position, elle protégera le déploiement du gros.

En règle, l'artillerie, lorsque le terrain le permet, est placée entre l'avant-garde et le gros. De là, elle peut agir partout efficacement.

Sans doute, il peut arriver que les mesures de l'adversaire amènent des modifications dans la disposition du combat ; ainsi, par exemple, l'ennemi étend démesurément l'aile menacée et l'allonge de plus en plus : l'assaillant a alors avantage à rapprocher, dans le déploiement ultérieur, l'infanterie du gros de l'avant-garde, par suite de la placer entre celle-ci et l'artillerie pour la porter à l'attaque. C'est le coup d'œil militaire et le talent qui permettent d'établir un jugement exact et d'utiliser habilement les fautes de l'adversaire.

On ne fait pas habituellement mettre l'artillerie en batterie à des distances supérieures à 2,000 mètres, même dans le cas où la configuration du pays et la situation du combat forcent à se tenir loin de l'adversaire. Lorsque cela est possible on place volontiers l'artillerie du gros quelque cents mètres au delà de la position occupée par la batterie de l'avant-garde. D'après le règlement, on ne peut attendre un effet suffisant de l'artillerie au delà de 2,400 mètres. Sans doute, le schrapnell actuel va beaucoup plus loin, mais il perd rapidement son efficacité en profondeur aux grandes distances, et l'observation est extraordinairement difficile. On ne peut utiliser le tir à schrapnell à de si grandes distances que quand les circonstances y forcent ; ou bien, et c'est en cela que git le principal avantage de tir à schrapnell au delà de 2,400 mètres, lorsque des buts profonds, reconnaissables de loin, se présentent diagonalement sur le champ de bataille, et que, malgré leur grand éloignement, on peut compter obtenir un effet suffisant en les prenant de flanc. De même, dans la poursuite, on peut trouver l'occasion d'utiliser le tir à schrapnell jusqu'aux limites de sa trajectoire.

Le gros se forme aussi dissimulé que possible de la vue de l'adversaire. C'est le terrain du combat qui décide si ce sera sur le côté, en arrière de l'aile extérieure de l'artillerie, ou en avant de celle-ci. On peut généralement, en utilisant les accidents du sol, en prenant en même temps d'autres mesures, telles que masquer ce mouvement avec de la cavalerie ou une partie de

l'infanterie, amener le gros à une faible distance de l'ennemi, tout en le dissimulant plus ou moins. Il est seulement nécessaire, pour cela, de masquer le mouvement de la masse de l'infanterie par un bataillon déployé; les forces restantes peuvent alors rester en colonne de marche. Un pli du sol qui paraît insignifiant, qui se prolonge jusqu'au flanc ennemi et qui, par hasard, est planté d'arbres, permet à l'infanterie formée en colonne de marche d'échapper à la vue de l'adversaire, et peut être parfaitement mis à profit pour rapprocher l'infanterie jusqu'à ce qu'elle puisse tenter la décision. Les circonstances sont aussi favorables si le terrain couvert permet d'arriver jusqu'au flanc de l'adversaire. Si le terrain n'offre pas de circonstances aussi favorables, on peut déployer l'infanterie en dehors de la portée efficace du feu ennemi.

Le déploiement sera retardé si l'on n'a pas reconnu suffisamment clairement la situation de l'adversaire et si, par suite de mesures inattendues prises par celui-ci, on est amené à prendre de nouvelles déterminations. On peut être parfaitement amené à maintenir le gros formé en colonne de marche, jusqu'à ce qu'on voie clair et qu'on se soit décidé. On ne doit faire de marche de flanc qu'en dehors du cercle d'action de l'adversaire. Si l'on veut qu'elles ne soient pas connues d'avance, il faut, pour qu'elles réussissent, que le terrain les cache complètement à la vue de l'adversaire. En outre, il est encore nécessaire de pousser de la cavalerie du côté de l'ennemi, et même, le cas échéant, un détachement de flanc renforcé avec de l'artillerie,

On doit toujours garder pour le combat une réserve dans la main du chef du détachement. Elle est formée au moment du déploiement du gros, et, suivant la force totale du détachement, elle varie de deux compagnies à un bataillon.

b) Défensive. — La position choisie par la défense ne doit jamais être inaccessible à l'adversaire, attendu qu'il ne l'attaquera pas et qu'il sera amené à la tourner. De telles positions sont aussi à rejeter parce qu'elles mènent à la défensive passive et qu'elles rendent difficile le passage à l'offensive. La défensive purement passive est une faute. On choisit la position à défendre de manière à amener l'adversaire à l'attaquer.

Une position défensive trop étendue peut être enfoncée par

l'adversaire, une trop petite peut être enveloppée. On doit toujours préférer la dernière, attendu qu'on peut se garder contre l'enveloppement en prenant une disposition en profondeur.

Il est avantageux pour la défense d'avoir une ligne de hauteurs descendant doucement vers l'ennemi, où il n'y ait aucun obstacle en avant du front pour empêcher le passage à l'attaque, qui facilite l'effet des armes et qui permette de défilé nos troupes le plus longtemps possible à la vue de l'adversaire. Si le sol n'offre aucun point d'appui pour les flancs, il doit au moins ne pas y avoir de terrain couvert permettant d'arriver jusqu'aux flancs. Une position défensive bien choisie doit, en outre, satisfaire à d'autres conditions.

Elle doit aussi bien tenir compte de la défense par le feu de l'infanterie que de la défense par l'artillerie, dont la portée est beaucoup plus grande. Les deux lignes de défense ne doivent pas être à la même hauteur, afin que l'infanterie ne soit pas ébranlée par la lutte préparatoire de l'artillerie, et l'artillerie paralysée au moment de l'action décisive. On évitera ces deux inconvénients si la ligne de défense de l'infanterie est au moins à 500 mètres en avant de la ligne de défense de l'artillerie, et si la première peut avoir un champ de tir de 400 à 1000 mètres de long. Il en résulte qu'il ne faut pas placer l'infanterie sur la crête de la hauteur qu'occupe l'artillerie, mais il est préférable de la placer en avant et plus bas. Il ne paraît pas avantageux de porter la ligne de défense de l'infanterie sur la crête même d'une hauteur, à moins qu'elle n'ait une pente en forme de glacis, comme à Saint Privat; mais si la pente a une forme convexe, comme à Gravelotte, on ne peut placer l'infanterie sur le sommet, attendu que la défense ne peut tirer que lorsque l'ennemi est éloigné, et qu'elle ne peut plus agir d'une manière continue lorsque l'adversaire se rapproche. Il n'est pas nécessaire que la ligne de défense de l'infanterie placée au-dessous de la crête commande tout le terrain en avant jusqu'à la distance de 1000 mètres; il suffit qu'elle le voie jusqu'à 400 mètres et que, pour les distances entre 400 et 1000 mètres, elle ait l'occasion de pouvoir couvrir momentanément de feux l'adversaire sur une longueur de 100 mètres, par exemple, lorsqu'il se trouve sur la pente visible d'une ondulation du terrain ou d'une hauteur.

Une position défensive avantageuse doit pouvoir aussi diminuer dans de certaines limites l'efficacité du feu de l'adversaire. Il serait favorable de pouvoir la choisir de telle sorte que l'adversaire ne puisse mettre son artillerie en action qu'à 2,000 mètres et au delà, et que, de sa position, elle ne puisse pas voir la ligne de défense de l'infanterie et, par suite, la battre directement.

Les avantages d'une semblable position se voient clairement. L'artillerie de l'adversaire est réduite au tir aux grandes distances; elle ne peut intervenir ultérieurement dans le combat de l'infanterie, à moins qu'elle ne veuille s'exposer au feu efficace de celle-ci. L'infanterie ennemie, dans son effort décisif, arrive tout à coup et à l'improviste sur une ligne de défense tout à fait fraîche; elle doit d'autant plus être repoussée qu'elle se trouve dépourvue de l'appui de son artillerie et est battue par celle de l'adversaire.

On ne peut recommander de sortir à l'avance d'une position défensive ainsi choisie avec l'artillerie, d'employer celle-ci avec la cavalerie à se porter contre l'adversaire pour forcer celui-ci à se déployer prématurément, et à les suivre inconsidérément sur la position principale. Quoiqu'une semblable manière de faire ne présente pas d'inconvénients tangibles, elle nous amènerait dans une affaire sérieuse, par suite de l'efficacité actuelle de l'artillerie, à laisser des pièces sur le terrain et à sortir de la position pour les sauver.

En ce qui regarde l'occupation de la position défensive, les troupes destinées à la première ligne, sont formées en profondeur pour gagner leurs emplacements, elles se répartissent sur la ligne de défense et gardent leurs soutiens abrités par le terrain aussi près que possible de la première ligne, afin de ne pas les obliger à parcourir un grand espace découvert pour se porter en avant. Le commandant de détachement tient sa réserve d'infanterie en arrière de l'aile la plus faible ou la plus menacée, et assez loin en arrière pour qu'elle ne soit pas entraînée dans le combat sans ordre, en cas d'une attaque enveloppante de l'adversaire. C'est là qu'il place aussi sa cavalerie lorsqu'elle est rassemblée, et il ne fait entamer le combat contre l'adversaire que par une seule batterie.

Le premier coup de canon enlève à l'adversaire tous ses doutes

et lui montre clairement et distinctement où se trouve l'adversaire. Par suite, il est bon de ne pas faire ouvrir trop tôt le feu de l'artillerie. Il est difficile de le commencer juste lorsque les colonnes d'infanterie sont à distance de tir efficace. C'est une affaire de coup d'œil militaire de reconnaître quand il est temps d'abattre son jeu et de passer au combat. Une faute que l'on remarque généralement dans les manœuvres, c'est que le feu de l'artillerie est ouvert généralement trop tôt et aux dépens du défenseur. On ne voit jamais la faute inverse.

On remarque que lorsqu'on doit défendre un défilé, la défense, presque sans exception, opère d'une manière désavantageuse. Cela tient à ce que le défenseur place généralement ses forces trop loin du défilé, tarde trop à prendre la résolution de se jeter avec toutes ses troupes sur la portion de l'adversaire qui a franchi le défilé et à la détruire. En général, ce sont les défilés qui offrent les circonstances les plus favorables pour obtenir un succès partiel. Après un léger combat, on laisse pénétrer l'avant-garde ennemie dans le défilé, ensuite on tombe sur elle avec toutes ses forces réunies et placées à l'avance pour l'envelopper; elle doit être écrasée, à moins que des circonstances favorables ne permettent au gros de faire sentir son action de la rive opposée. Mais il est toujours nécessaire, pour obtenir une bonne défense, de placer les forces principales à portée du défilé. Cependant cela arrive rarement. Il est même arrivé que le défenseur se plaçait loin en arrière de deux défilés dans une bonne position défensive et ne pensait pas attaquer l'assaillant aussitôt que celui-ci avait franchi l'un ou l'autre défilé avec une partie de ses forces. Le défenseur ne se mouvait même pas lorsque l'adversaire exécutait derrière le défilé une marche tellement téméraire qu'il aurait suffi de porter l'artillerie jusqu'à l'obstacle pour rendre complètement impossible une marche de flanc que l'on voyait parfaitement bien.

S'il y a plusieurs défilés, il faut occuper les deux plus importants avec des troupes avancées, attendu qu'il n'est pas possible d'en défendre davantage avec un détachement comme celui dont il s'agit. On cherche à défendre ces défilés le mieux possible jusqu'à ce qu'on puisse battre, avec les forces principales réunies, l'adversaire au moment où il débouchera des autres défilés.

On trouve rarement de bonnes positions de flanc. Elles n'ont de l'efficacité que si elles commandent la ligne de marche de l'adversaire, si bien que celui-ci soit obligé de l'attaquer, et lorsque l'aile tournée vers l'ennemi est appuyée de telle sorte que la position de flanc ne tombe pas naturellement quand l'adversaire enveloppe l'aile exposée.

EXÉCUTION DU COMBAT.

Le commandant du détachement ne doit pas se mêler inutilement de l'exécution de ses ordres ; c'est le moyen de ne pas perdre de vue un instant l'ensemble du combat. Il doit surveiller l'exécution, mais seulement pour prévenir de fausses interprétations de ses ordres.

Nos exercices de combat doivent servir à apprendre à nos officiers à agir par eux-mêmes. Chacun doit avoir dans son cercle d'action la plus grande initiative possible. En outre, chaque chef subordonné, lorsqu'il n'a pas à commander directement, doit indiquer à ses inférieurs quelle est la mission qui lui incombe, le but à atteindre et leur laisser le soin de l'exécution. Celui qui intervient partout et sans nécessité dans l'exécution de ses ordres amène chez ses inférieurs un manque d'initiative fort dangereux ; il ne peut espérer qu'ils prendront goût à tenter une entreprise hardie et qu'ils assumeront volontiers la responsabilité entière lorsqu'il s'agira d'utiliser une occasion favorable dans l'intérêt du tout. Sans doute il peut arriver qu'une prescription excellente et opportune n'amène pas le résultat espéré par suite d'une exécution vicieuse, mais il peut advenir aussi que les suites malheureuses d'un ordre inopportun soient atténuées par une habile direction et peut-être même se transformer en succès. C'est l'affaire de la direction d'élucider à la critique, au point de vue de l'instruction, le mode d'exécution des ordres donnés et les moyens employés à cet effet.

En général, le commandant du détachement n'a à donner des ordres qu'à cinq personnes : aux commandants de l'avant garde, de l'artillerie, de la cavalerie, de l'infanterie, du gros et de la réserve qu'il a gardée à sa disposition. Il doit s'efforcer lorsqu'il transmet, en vue de l'exécution ultérieure, ses ordres et instructions à ces cinq personnes, de donner à toutes ses prescriptions

un cachet absolument identique, quelle que soit l'arme, et de ne pas tomber dans la faute d'envoyer à l'arme à laquelle il appartient des ordres plus détaillés qu'aux autres.

Il faut encore examiner un autre point avant d'entrer dans l'exécution du combat. C'est la nécessité de diriger le combat en restant en arrière.

Jusqu'à ce que le gros ait effectué son déploiement, le commandant du détachement est rarement forcé de quitter le point qu'il a choisi, d'où il a une vue étendue. Il peut encore rester au même point lorsque l'avant-garde et le gros commencent à passer à l'exécution du combat. Il voit le gros gagner une ride du sol placée en avant; il galope jusque-là et emmène son artillerie avec lui. Toutes ses troupes sont placées, les dés sont jetés.

Pour pouvoir donner le dernier choc avec sa réserve, le commandant du détachement doit se placer à portée de celle-ci ou la faire venir jusqu'à lui.

De même, tous les chefs dirigeant l'infanterie doivent s'habituer à conduire leur troupe en restant en arrière, il faut comme instruction y veiller constamment pendant la conduite du combat. Ils ne font pas partie de la ligne de tirailleurs où ils se font tuer inutilement, leur place est avec leur seconde et troisième ligne.

La conduite des chefs dirigeant l'artillerie et la cavalerie est toute autre. Ceux-ci ne doivent pas être avec leur troupe, mais au contraire la précéder. Ils sont les yeux de leur troupe; le commandant de la cavalerie, pour épier le moment où il pourra charger; le commandant de l'artillerie, pour reconnaître de bonne heure la partie du champ de bataille située en avant, examiner plus facilement la marche du combat, reconnaître le moment exact et le point où il pourra porter ses batteries en avant.

Certainement qu'il serait désirable que le commandant du détachement donne ses ordres à l'artillerie, comme il les donnerait en réalité, qu'il lui indique quand et où l'artillerie doit se porter en avant, ainsi que le point sur lequel elle doit diriger son feu. Mais ce sera toujours un vain desideratum dans nos manœuvres en temps de paix, par suite de la rapidité foudroyante avec laquelle s'exécute le combat. Le commandant de l'artillerie ne doit pas, par suite, attendre anxieusement les

ordres. S'il a une conception tactique suffisante, il pourra reconnaître en temps opportun et prévoir ce qui arrivera, et alors agir d'après sa propre décision. Il est plus profitable, plus digne d'aller trop loin, que de rester en arrière inutile et en l'air.

Maintenant, passons au combat lui-même.

a) Attaque. — En règle, il est convenable de diriger l'attaque principale contre le flanc de la position ennemie. Le devoir des troupes combattant sur le front consiste à être assez actives pour que l'adversaire qui est en face d'elles ne puisse distraire une partie de ses forces, pour la porter sur le point menacé. En outre, les détachements placés sur le front doivent être assez forts pour qu'ils ne puissent être culbutés avant que l'attaque de flanc se fasse sentir.

Nous admettons tout d'abord qu'on ne passe à l'exécution de l'attaque, c'est-à-dire à la décision, que quand l'artillerie assaillante a pris la supériorité dans le combat d'artillerie préparatoire, et qu'elle peut agir avec le plus grand nombre de ses pièces contre l'infanterie ennemie. Nous devons aussi nous souvenir que, dans nos exercices du temps de paix, la supériorité de l'une ou de l'autre artillerie ne paraît pas aussi évidente que dans la réalité, autrement nous partirions d'une supposition fausse. En même temps, nous ne devons pas oublier que, quoique cela arrive rarement en réalité, l'assaillant dans nos manœuvres sait presque toujours que l'adversaire possède des forces inférieures.

Mais, d'autre part, l'augmentation d'un seul bataillon est trop peu considérable en elle-même, pour qu'on puisse arguer de cette supériorité, pour prendre trop de liberté vis-à-vis d'un adversaire convenablement placé. Des attaques isolées doivent être aussi bien évitées qu'une attaque avec des forces insuffisantes. Lorsqu'on veut rompre la résistance de l'ennemi, on doit agir avec décision et y engager toutes ses forces.

Il faut aussi songer au cas où l'on voudrait passer à l'attaque avec l'avant-garde, avant qu'on puisse le faire avec le gros ; par exemple, pour attirer l'adversaire. Mais ce sont des exceptions. En règle, le commandant du détachement cherchera à diriger l'attaque de l'infanterie de manière à assurer la simultanéité de l'action du gros et de l'avant-garde. Cela n'est pas facile. On ne

peut jamais éviter les malentendus et l'on ne peut arriver à la concordance des deux attaques avec des moyens artificiels. Le moyen le plus sûr, pour le commandant du détachement, c'est d'ordonner expressément à l'avant-garde de ne passer à l'attaque que lorsqu'il lui en donnera l'ordre précis, et d'envoyer cet ordre par un officier d'ordonnance lorsque le gros, près duquel il se trouve, est disposé pour l'attaque. Mais, même alors, il peut arriver que le commandant de l'avant-garde, mû par un zèle exagéré, ou pour une autre raison toujours louable, se mette en travers.

La conduite à tenir, si l'avant-garde attaque trop tôt, dépend essentiellement de ce que fait l'ennemi. On recommande souvent de se décider rapidement à passer à l'attaque avec le gros. Mais si l'on voit l'adversaire porter ses forces du côté où se fait l'attaque prématurée de l'avant-garde, on peut parfaitement conseiller d'attendre, en traînant les choses en longueur, jusqu'à ce que ces troupes ne puissent faire une contre-marche, et alors de passer à l'attaque avec le gros pour frapper plus vigoureusement l'aile affaiblie de l'adversaire.

Les difficultés, pour faire attaquer en même temps l'avant-garde et le gros, croissent naturellement en même temps que l'éloignement de ces deux fractions. Par suite, il est essentiel de ne pas augmenter les difficultés en séparant les deux groupes l'un de l'autre dès le point de départ.

Le commandant du détachement doit indiquer un point de direction générale pour l'attaque concentrique; cette précaution est nécessaire pour éviter tous les changements de direction et les mouvements de flanc du gros, qui occasionnent toujours des pertes considérables sous le feu de l'ennemi. Une infanterie, une fois engagée, ne doit plus avoir qu'à se porter en avant. Pour cela, il vaut mieux indiquer un objet se détachant visiblement, dans ou derrière la position ennemie, église, maison, arbre ou autre chose semblable, plutôt que la position de l'artillerie ennemie, qui peut changer à chaque moment ou disparaître complètement.

S'il y a des points d'appui dans la position défensive, tels que petites localités, fermes ou parcelles de bois, il semble plus avantageux de masquer seulement ces points, de pousser l'attaque principale à côté et de la diriger toujours sur le point choisi.

Par suite, le point d'appui tombe de lui-même et l'on évite des combats acharnés et sanglants.

L'infanterie du gros ainsi engagée doit avoir une formation profonde. Les lignes placées en arrière doivent, tout en restant à distance de ligne, déborder l'aile extérieure, pendant que plus loin, en arrière, la réserve générale est maintenue derrière l'aile intérieure. Pendant ce temps, le gros ne doit pas se laisser entraîner à cette tendance générale de vouloir envelopper l'ennemi, à s'écarter de sa direction primitive et à trop étendre sa première ligne vers l'aile extérieure. C'est l'affaire des dernières lignes d'empêcher que cette aile soit enveloppée.

La première ligne, sous la protection d'une artillerie supérieure, cherche à se rapprocher le plus possible de l'adversaire et commence alors le feu de préparation de l'infanterie; on doit le regarder comme le complément de la préparation déjà entamée par l'artillerie. On doit s'efforcer d'arriver à 400 mètres, si l'on est couvert passablement et si l'on peut le faire sans trop de pertes. Cette préparation, par le feu de l'infanterie, ne dure dans nos manœuvres qu'un temps très court, dans la réalité il en serait autrement; mais on doit s'efforcer, cependant, de faire ressortir la supériorité du feu de l'infanterie avant de vouloir passer à l'assaut. On doit donc s'efforcer d'amener au feu, un nombre supérieur de fusils.

Le commandant du détachement fait suivre, par la cavalerie, l'infanterie destinée à l'assaut. Celle-là ne doit pas se laisser aller à charger prématurément, contre les vues du chef, et ne pas commettre la faute, si souvent observée, de rechercher la cavalerie ennemie; mais elle doit se tenir à proximité de la réserve d'infanterie. Plus elle le fera, plus elle trouvera facilement l'occasion de pousser une charge et d'être soutenue heureusement par les autres armes. Le chef de la cavalerie doit être aux aguets pour reconnaître le moment propice pour la charge. Ce moment arrive, lorsque l'infanterie donne l'assaut et que, en cas de réussite, les troupes ennemies commencent à tourbillonner et se replient en désordre. La cavalerie pénètre alors dans ces groupes pour achever la besogne commencée par les balles. Si l'attaque de l'infanterie est repoussée, la cavalerie se sacrifie et se jette sur l'adversaire pour arrêter la poursuite, donner de l'espace à sa propre infanterie et la protéger contre une déroute.

Mais si, au moment de la décision, la cavalerie a déjà quitté l'infanterie pour chercher et charger la cavalerie adverse, il lui sera impossible de jeter son glaive dans la balance aussi vigoureusement que si elle s'était efforcée d'obtenir la victoire en restant liée intimement avec les autres armes. Un arbitre éclairé doit tenir un compte exact des motifs réels qui ont motivé la charge de la cavalerie ; dans sa décision il pèsera toutes les circonstances plaidant en faveur de l'attaque de la cavalerie, surtout si la charge a été faite au moment opportun.

En ce qui regarde l'artillerie, le chef de détachement fera bien de la placer de manière qu'elle soit protégée par les autres armes.

C'est seulement lorsque l'artillerie est en liaison avec l'infanterie, qu'elle peut appuyer celle-ci efficacement. L'histoire des nouvelles guerres l'apprend à chaque page. Si on la laisse loin, en arrière de l'infanterie, on ne l'a plus sous la main et on l'expose à tomber au pouvoir d'un escadron habile, tournant l'aile du détachement. (La distance à parcourir n'est pas trop grande.) Ceci n'est pas une préoccupation du temps de paix ¹. L'artillerie est toujours mal placée lorsqu'il est possible d'enlever les batteries restées en arrière du détachement. On ne l'exposera pas à un semblable danger si on l'emmène avec soi.

Un chef énergique n'hésitera jamais, dans la réalité, à amener son artillerie à 700 mètres de l'adversaire, lorsqu'aura sonné le moment de la dernière décision. Son artillerie peut subir et subira certainement des pertes, peut-être sera-t-elle momentanément incapable de se mouvoir, mais il faudra beaucoup de temps pour qu'elle soit dans l'impossibilité de continuer le feu ².

¹ *Remarque.* — J'ai appris par moi-même, le 3 juillet 1866, l'impression que fait la cavalerie ennemie sur les derrières de l'artillerie lorsqu'elle n'est pas soutenue par l'infanterie. Si, en 1870-1871, on ne s'est pas emparé des batteries laissées en arrière, cela tient à ce que l'artillerie combattait en liaison avec l'infanterie, et d'autre part au manque de hardiesse de la cavalerie ennemie. Il en sera autrement maintenant, et la tendance actuelle de laisser l'artillerie loin en arrière deviendra très dangereuse surtout dans les petits détachements qui peuvent être tournés plus facilement. (*Note de l'Auteur.*)

² *Remarque.* — L'histoire des guerres récentes ne contredit pas cette assertion. Certaines batteries, comme par exemple à l'aile gauche de l'artillerie de corps du IX^e corps, ne purent plus le 18 août 1870 continuer leur feu, mais il ne s'agissait pas de se porter en avant pour l'action décisive. (*Note de l'Auteur.*)

Que l'on se représente ce qui se passera en réalité. L'infanterie de l'attaque est arrivée jusqu'au point où a lieu le feu de pied ferme, c'est-à-dire jusqu'à environ 400 mètres; elle cherche, par un feu supérieur, étourdissant, à rendre, physiquement et moralement, l'adversaire incapable de combattre; l'artillerie se porte en avant au milieu de la fumée de la poudre¹, l'adversaire ne le remarquera pas tout d'abord. Quelques détachements vont diriger leur feu sur le front intermittent des batteries se portant en avant. Mais, sous le feu meurtrier de l'infanterie assaillante, l'œil et la main sont incertains; cependant une pièce culbute, une autre doit s'arrêter, dans le cas même le plus favorable, encore une troisième et même une quatrième. Les autres arrivent en position et interviennent efficacement dans le combat, elles sont rejointes successivement par celles restées en arrière, à l'exception de celles mises hors de service. Tel est le spectacle de la réalité.

Il est encore juste d'accorder que l'artillerie, avec son front intermittent et aux allures rapides, peut être portée heureusement jusqu'à 700 mètres de l'adversaire, surtout lorsqu'il est complètement occupé par l'infanterie. Ceci paraît tout aussi praticable que de porter les lignes épaisses de l'infanterie assaillante, à pas comptés et sans répondre au feu meurtrier, jusqu'à 400 mètres de l'ennemi.

Cette situation mérite de la réflexion de la part de l'arbitre, lorsqu'il doit prendre une décision. Il peut indiquer que l'artillerie a subi des pertes, la déclarer incapable de se mouvoir; mais dans des cas semblables il ne peut la mettre complètement hors de combat.

On s'est, jusqu'ici, occupé de l'exécution de l'attaque décisive de l'infanterie, en admettant qu'avant son début l'artillerie assaillante avait déjà pris la supériorité.

Mais si ce cas ne se présente pas, on doit pouvoir cependant en tenir compte dans les manœuvres, ainsi que de celui où la défensive s'est placée si habilement que l'artillerie assaillante ne peut battre la position défensive de l'infanterie; il faut alors adopter une autre ligne de conduite. Il serait, dans la réalité,

¹ L'emploi de la poudre sans fumée rend le mouvement plus difficile. (*Note du Traducteur.*)

tout à fait impraticable de vouloir amener de l'infanterie jusqu'à la distance de 300 à 400 mètres de la ligne défensive de l'infanterie ennemie, sans une action préparatoire. Il serait donc aussi parfaitement déraisonnable de l'ordonner dans nos manœuvres. Il n'y a donc rien d'autre à faire que de remplacer la préparation manquante ou impossible de l'artillerie, par le feu de l'infanterie, et dans ce but, porter en avant, pendant l'introduction du combat, des détachements d'infanterie tirés du gros et établir ceux-ci à 700 mètres, ou plus, de l'ennemi. Sous leur protection, et à l'aide de ce feu d'infanterie ininterrompu, l'attaque ultérieure des autres troupes aura plus de chance de réussite et peut être conduite plus heureusement que si cette préparation faisait défaut.

Des poitrines de héros ne protègent pas dans la marche en avant; elles sont traversées par les balles de l'adversaire. On devra peut-être se décider à tirer dans le mouvement en avant et à envoyer en avant de soi une pluie de balles servant à la fois de bouclier et de protection, de manière à infliger des pertes à l'adversaire pendant le mouvement en avant, ou au moins à le harceler pour troubler le feu ininterrompu qu'il dirige sur ceux qui attaquent. Il était très juste, avec l'ancien fusil se chargeant par la bouche, d'avoir une discipline de feu qui empêchât de tirer pendant la marche en avant. On ne devait pas laisser à l'adversaire le temps de recharger. Mais avec un fusil à tir rapide et à longue portée, on ne peut plus conserver les bases de cette discipline de feu, car on ne peut empêcher l'adversaire, pendant cette course de mille mètres de longueur, de nous jeter impunément sur le carreau.

On peut se raidir, si on le veut, contre cette extrémité. Il n'y a aucun autre moyen pour porter l'attaque en avant, au milieu du feu meurtrier de l'infanterie. On devra se servir, surtout, du moyen indiqué ci-dessus, lorsque l'on n'aura pas une supériorité indéniable en artillerie.

b) Défensive. — Le défenseur doit mettre en ligne toute son artillerie contre l'artillerie ennemie. Ne pas le faire, cela s'appelle renoncer à la défensive éloignée, faire un pont d'or à l'adversaire.

Il n'y a aucune raison de ne pas accepter le combat d'artillerie,

même vis-à-vis d'une artillerie supérieure en nombre. Le défenseur possède toujours l'avantage de rétablir l'équilibre en choisissant une position favorable pour son artillerie. S'il pense ne pouvoir accepter la lutte dans une position préparée à l'avance, il peut faire agir son artillerie, indirectement, d'une position complètement abritée.

Pendant ce temps, le chef de détachement peut être renseigné suffisamment à l'aide des avis qui lui sont envoyés et des observations qu'il fait lui-même, pour déterminer le point où doit avoir lieu l'attaque principale. C'est là qu'il portera, dorénavant, toute son attention.

L'artillerie, soutenue par une petite portion de l'infanterie, suffit pour la défense du front, de sorte que la plus grande partie de celle-ci peut être portée derrière l'aile menacée si elle n'y est déjà. Si l'ennemi fait mine d'envelopper cette aile, il suffit, tout d'abord, d'y porter l'artillerie. On peut parfois placer les batteries, pendant la lutte de l'artillerie, de telle sorte qu'elles obligent l'ennemi à un grand détour pour faire cet enveloppement et qu'elles puissent agir encore contre cette attaque. Si ce n'est pas le cas, une partie de l'artillerie doit être retirée du front et placée de manière à battre l'attaque principale, mais aussi de manière à être soustraite à la vue et au tir direct de l'artillerie assaillante. Pendant que toute l'artillerie et l'infanterie engagées sur le front continuent le combat de feu et ne cherchent pas à faire des retours offensifs, la réserve, infanterie et cavalerie, destinée à la contre-attaque, tout en restant couverte autant que possible, doit être déplacée et disposée de manière à agir dans le flanc extérieur, au moment où le feu des deux côtés atteindra son maximum d'intensité. Si l'on exécute trop tôt cette contre-attaque, on met l'adversaire, insuffisamment ébranlé, dans cette situation avantageuse, de devenir défenseur à son tour. La force de l'assaillant doit donc être déjà épuisée et rompue par sa propre attaque.

On a aussi recommandé de ne pas diriger la contre-attaque contre l'aile extérieure, mais contre l'aile intérieure de l'attaque principale, dans l'idée de couper l'adversaire en deux. Une semblable manière d'agir sera à adopter, lorsque la particularité du champ de bataille la favorise, ou lorsque l'assaillant, dans le but d'envelopper, s'est séparé inconsidérément, et que par consé-

quent il n'y a pas à craindre de se trouver placé entre deux feux. Mais la contre-attaque agira toujours plus efficacement lorsqu'elle sera dirigée, avec toute son énergie, contre le flanc et non contre le front de l'attaque principale.

Plus l'assaillant se partage et s'étend pour envelopper, d'autant moins le défenseur doit se laisser aller à faire de même.

La dernière troupe doit être engagée de manière à enlever à l'assaillant la palme de la victoire. Le défenseur doit être convaincu que c'est seulement la résolution et l'énergie qui peuvent le sauver d'une défaite complète, qu'il n'y a que deux solutions, la défaite de l'ennemi ou la sienne propre. Il doit posséder certainement de l'opiniâtreté, mais il doit être pénétré aussi de sentiments offensifs. L'art de la défensive consiste à choisir le moment exact pour passer à l'offensive, et par suite, à frapper l'adversaire à la place la plus sensible.

Une attaque repoussée est poursuivie par le feu de l'infanterie et de l'artillerie, en même temps que la charge de la cavalerie changera la retraite en déroute. L'infanterie suit plus tard. Mais si l'attaque ennemie réussit, tout dépend du coup d'œil et de la résolution des sous-ordres, de manière à parer au danger le plus pressant ; la direction supérieure est impuissante.

Nous nous permettons, en outre, de parler de quelques pratiques qui ont lieu dans les manœuvres, mais qui ne sont pas conformes à ce qui se passe à la guerre.

Les troupes occupées à un combat de front vigoureux doivent se considérer comme suffisamment occupées par cette lutte pour ne pas se permettre, comme on a souvent l'occasion de le remarquer, de négliger le feu qu'elles reçoivent directement, et de diriger leur tir dans une autre direction pour obtenir un flaquement.

Une faute qui se produit fréquemment, c'est que les portions de troupe occupées à un combat de front ne se préoccupent pas du feu de l'adversaire et exécutent des mouvements de flanc d'un côté ou de l'autre. De semblables mouvements de flanc sont peut-être possibles en réalité, mais ils occasionnent tant de pertes qu'une troupe qui les exécute doit être considérée comme anéantie au moment de la décision.

Les patrouilles de cavalerie, qui s'approchent inconsidérément de l'adversaire et qui ne font pas attention au feu de l'infanterie,

doivent être regardées comme hors de combat. Le service d'exploration doit s'efforcer de se rapprocher de la réalité, il faut chercher à voir sans être vu.

Les décisions des arbitres ont souvent fait replier en arrière les batteries du défenseur, aussitôt que l'infanterie assaillante arrive à 400 mètres. Cela signifie que l'artillerie ne peut plus tenir. On arrive ainsi, au milieu de la crise finale du combat, à priver le défenseur d'une partie très importante de sa force de résistance, et l'on ne pense pas à une chose, que l'artillerie est bien plus rapidement incapable de mouvement que mise hors de combat. Ce point a été fixé par les nouvelles prescriptions. L'artillerie a perdu la faculté de se mouvoir lorsque l'attaque de l'infanterie s'en est rapprochée à 400 mètres ; si l'adversaire est arrivé à 200 ou 300 mètres, elle ne peut même plus amener ses avant-trains. La défense, conformément à sa nature propre, prend ainsi le caractère d'une plus grande ténacité. Une attaque entreprise doit être continuée jusqu'à la décision ; l'artillerie doit aussi continuer à tenir, tenir jusqu'à une destruction des plus honorables. Il ne peut en être autrement ; lorsqu'une attaque réussit, il y a toujours des pièces perdues et des prisonniers.

(A continuer).



LES
MANŒUVRES DE L'EST
EN 1901

Nous n'avons nullement l'intention de faire un récit au jour le jour des manœuvres de l'Est.

Nous croyons plus intéressant de ne nous occuper de la question qu'au point de vue des progrès accomplis, des résultats obtenus. Ils sont d'ailleurs nombreux, malgré l'incrédulité d'esprits chagrins qui continuent à ne voir dans les manœuvres d'armées qu'une parade absolument inutile.

Cependant il faut reconnaître que les attaques contre l'utilité de ces manœuvres ont été beaucoup moins violentes cette année; nous sommes convaincu qu'elles cesseront bientôt complètement et que ce genre d'exercices à grande envergure finira par entrer complètement dans nos mœurs.

Nous espérons même que cette étude y contribuera quelque peu, en prouvant combien les dernières manœuvres ont été fertiles en enseignements.

C'est là l'unique but que nous nous proposons; aussi évitons-nous, autant que possible, de citer tout nom de personne ou de localité. Cette abstraction complète de toute question de personnalités contribuera peut-être à montrer que le seul sentiment qui nous anime, en écrivant cette étude, est la recherche du progrès et l'amélioration de notre armée.

Nous laisserons complètement de côté toute discussion « stratégique » qui ne saurait avoir de raison d'être, puisque dès le début les deux armées se sont trouvées au contact.

Au point de vue « tactique » nous avons l'intention d'étudier d'abord la tactique générale, puis les tactiques d'armes, le fonctionnement des services; enfin certaines questions particulièrement à l'ordre du jour, telles que les bicyclistes considérés en tant que combattants, les opérations de nuit, les arbitres, la discipline, l'esprit des populations, la cartographie, la critique, l'organisation journalière de la manœuvre, les automobiles, etc.

Nous terminerons enfin par un résumé général des enseignements fournis par ces manœuvres.

Organisation et préparation des manœuvres.

Organisation. — Deux systèmes sont en présence.

Le premier consiste à organiser les manœuvres de façon que chaque journée soit consacrée à l'étude d'un cas nouveau. Il nécessite une préparation des plus détaillée et enlève prise à tout imprévu, puisqu'il faut qu'à la fin de chaque journée les troupes soient placées de telle sorte qu'elles puissent passer le lendemain à l'étude d'une situation nouvelle et prévue. C'est d'ailleurs une façon de procéder qui rencontrerait de grosses difficultés, si elle était appliquée à des unités telles que des armées.

Dans l'autre système, les deux unités opposées partent d'une situation initiale bien nette, et livrent une série de combats d'après un thème très général, modifié d'ailleurs chaque jour suivant la situation des deux partis. C'est la façon de procéder qui se rapproche le plus de la réalité.

Malheureusement, cette année, elle n'a été appliquée qu'à moitié en ce sens que :

1^o Les deux armées opposées se sont trouvées dès le début au contact, et par suite sont parties d'une situation initiale invraisemblable; d'où impossibilité complète pour la cavalerie de faire du service d'exploration. Enfin il est certain qu'une des plus grosses difficultés qu'aurait à résoudre le commandement dans la guerre moderne consisterait à amener toutes ses troupes sur le champ de bataille, au point et au moment voulus. Il serait donc particulièrement intéressant de traiter cette question aux manœuvres.

On objectera peut-être que grâce aux indiscretions de la

presse, aux facilités de se procurer des renseignements, un grand nombre de difficultés se trouveraient par cela même aplanies ; c'est vrai, mais le problème n'en resterait pas moins encore assez ardu et par suite intéressant.

Les Autrichiens ont d'ailleurs exécuté des manœuvres dans ce sens, en plaçant les deux armées opposées à 100 kilomètres de distance, et ce sont certainement les opérations du temps de paix les plus instructives qui aient eu lieu dans ce pays.

2^e En France, non seulement nous n'avons jamais essayé de donner aux deux armées opposées une situation initiale vraisemblable, mais hypnotisés en plus par la question parade, revue finale, nous avons enlevé à ces manœuvres une grande partie de l'imprévu qui seul pourrait en faire « une image un peu rapprochée de la guerre ».

Chacun sait qu'à telle date on devra se trouver à tel endroit, et par suite manœuvre en conséquence.

Il est certain que si les deux chefs des armées opposées avaient au début une mission bien nette et qu'il leur soit donné ensuite carte blanche, nous assisterions à des manœuvres présentant beaucoup moins d'invéraisemblances, et par suite plus instructives. Le rôle des arbitres deviendrait certainement particulièrement délicat, mais nullement impossible, comme on l'objecte quelquefois.

Il faut reconnaître cependant que, pendant les dernières manœuvres de l'Est, tout a été employé pour créer le plus possible cet imprévu dont nous parlions précédemment ; mais étant données les conditions dans lesquelles elles devaient se terminer, il était bien difficile de faire mieux.

Préparation. — En 1900, la préparation des manœuvres de Beauce avait été assez pénible : plus de trois ou quatre mois à l'avance les états-majors de corps d'armée avaient reçu des instructions émanant un peu de tout le monde : Ministre de la Guerre, Directeur des manœuvres, Chefs de services du Grand Quartier Général, etc. Sur ces entrefaites le Directeur des manœuvres ayant été changé, nouvelles instructions. Il en était résulté une certaine confusion qui fit perdre à tout le monde un temps précieux.

En 1902, les instructions pour les manœuvres ont été envoyées

plus tard que d'habitude, et uniquement par le Ministre. Aussi la préparation s'est-elle faite plus facilement et surtout plus rapidement.

Les résultats obtenus ont montré, une fois de plus, que là encore l'unité de direction était absolument indispensable.

Concentration.

Notre infanterie a eu quelques déboires dans ses marches de concentration, et le nombre des trainards qu'elle a laissés sur les routes, dans les premiers jours, avait fait concevoir certaines craintes pour les manœuvres elles-mêmes. Il n'en a rien été, d'ailleurs, et, comme les années précédentes, nos fantassins ont montré une grosse endurance à la fatigue : endurance d'autant plus méritoire qu'ils ont eu presque constamment un très mauvais temps.

D'ailleurs, ces trainards du début étaient uniquement des réservistes qui, cette année, dans certains corps d'armée, avaient été convoqués l'avant-veille du départ. Il était donc à prévoir que la plupart d'entre eux, ayant perdu depuis plusieurs années l'entraînement de la marche, ne pourraient, du jour au lendemain, exécuter les étapes comme leurs camarades de l'armée active.

Il semble qu'il y a eu là un peu d'imprévoyance de la part du commandement.

D'autre part, ces marches de concentration ne présentant aucune difficulté, les états-majors ne les ont peut-être pas réglées avec toute la minutie que l'on est en droit de leur demander.

C'est ainsi que plusieurs fois des troupes de différentes armes, ou appartenant à des unités de marche différentes, se sont rencontrées dans des localités : d'où perte de temps et très mauvaise impression produite dans les corps de troupe.

Les états-majors devraient avoir d'autant plus à cœur d'éviter ces incidents que la question pour eux ne présente aucune difficulté et demande simplement un peu d'attention.

Et, malheureusement, c'est souvent sur de pareils incidents qu'on les juge.

TACTIQUE GÉNÉRALE

Marches.

Utilisation des chemins « à un trait ». — Il semble que, d'année en année, la tendance s'accroît à faire marcher les grosses unités en plusieurs colonnes et à utiliser à cet effet, non seulement les chemins à deux traits, mais également ceux à un trait : c'est là un gros progrès, et d'autant plus intéressant à reconnaître qu'il a fallu de longues années pour l'obtenir.

C'est ainsi que, dans les manœuvres de division contre division, généralement les troupes ont marché en colonnes de brigade ; dans celles de corps d'armée et d'armées, en colonnes de division. Toutefois, dans ces dernières, nous n'avons pas vu de commandants de corps d'armée essayer de rompre nettement avec la routine et fractionner leurs troupes en quatre colonnes de brigade. C'est là évidemment, étant donnée notre tactique actuelle, une formation de marche qui sera prise peut-être rarement, mais qui peut être employée dans certaines circonstances. Il serait donc prudent d'y habituer nos cadres.

Cependant grand progrès il y a, mais ce progrès n'est pas encore suffisant, et c'est ainsi que, pendant tout le cours de ces manœuvres, les généraux d'avant-garde se sont plaints constamment « que leur infanterie n'arrivait pas. » Et en effet, les premières troupes qui se déployaient formaient une succession de lignes plus ou moins minces, sans aucune réserve derrière elles. C'est une remarque d'ailleurs qui n'a pas échappé aux officiers étrangers. Aussi suffisait-il d'une simple contre-attaque pour arrêter net toute offensive et donner lieu dès lors à une longue série d'invraisemblances.

Sans doute en général, aux manœuvres, on va trop vite : les villages, les bois sont enlevés en quelques minutes, alors qu'en réalité il faudrait des heures, une journée peut-être ; mais encore faut-il que, lorsque une occasion favorable se présente, le chef ait le plus rapidement possible tout son monde sous la main.

Nécessité d'adopter la formation de marche par 8 dès que l'on

approche de l'ennemi. — C'est ce que ne permet pas la formation habituelle de marche de notre infanterie, la formation par 4. Il faut donc en chercher une autre qui remédie à ce gros inconvénient. Inutile d'aller la chercher bien loin, et surtout à l'étranger, comme malheureusement nous en avons un peu trop l'habitude. Elle existe en toute lettre dans nos règlements : c'est la marche par 8. Elle a de nombreux partisans, et cependant nous ne l'avons pas vu employer une seule fois aux manœuvres.

Ce n'est pas que nous la préconisions comme formation de marche habituelle : elle fatigue certainement beaucoup plus le soldat que la formation par 4 ; mais nous la réclamons énergiquement pour les marches près de l'ennemi, toutes les fois que l'on s'attendra à prendre le contact.

Quant aux marches à travers champs, ou marches d'approche proprement dites, qui réservent au fantassin le maximum de fatigue, il y a tout intérêt à n'y recourir que le plus tard possible.

La formation par 8 a de nombreux adversaires : pourquoi ? Au fond, la véritable raison est assez facile à trouver. Les idées nouvelles qui, depuis quelques années, battent en brèche la citadelle sacro-sainte de l'ordre serré pénètrent difficilement dans un milieu dont la grosse majorité se ressent forcément de sa première éducation, éducation basée avant tout sur la correction des mouvements. — Or, qu'arrive-t-il à une troupe formée par 8, et se heurtant par exemple à un pont où l'on ne peut faire passer qu'un rang de 4 hommes ? Elle se forme par 4, pour se réformer ensuite par 8, d'où semble ressortir l'inutilité de cette formation.

Plaçons-nous maintenant au point de vue pratique. Nous laisserons la troupe par 8, elle accélérera un peu l'allure, les rangs seront quelque peu confondus, mais elle passera, et cela avec une perte de temps insignifiante.

Autre exemple : un groupe d'artillerie veut doubler une colonne par 8 qui tient toute la longueur de la route, c'est un cas évidemment qui pourra se présenter maintes fois et peut-être dans la même journée ; l'infanterie s'arrêtera, appuiera légèrement du côté opposé et laissera passer l'artillerie qui, au trot allongé, aura vite fait de la dépasser.

Quant aux officiers d'état-major, estafettes, bicyclistes, qui

sont appelés à circuler le long des colonnes, il trouveront bien le moyen de passer sur quelque accotement, et au besoin à travers champs.

Nous nous sommes étendu un peu longuement sur cette question de marche par 8, beaucoup plus même que ne le comporte le cadre de cette étude, parce que nous avons cru remarquer contre elle une opposition systématique qui ne s'explique pas.

Il faut cependant absolument tenir compte de ce fait que, avec les effectifs des armées modernes, les colonnes s'étendront indéfiniment et ne permettront pas à leurs chefs d'avoir « leurs troupes dans la main ». Et cela est si vrai que même aux manœuvres, où les effectifs sont cependant bien réduits, nos généraux emploient constamment les « rassemblements préalables », dans la crainte perpétuelle de ne pouvoir disposer à leur gré de tous leurs éléments.

Les Allemands ont remédié à cet inconvénient en multipliant les colonnes, conséquence d'ailleurs de leur tactique d'enveloppement; comme nous semblons au contraire vouloir faire le trou et nous en tenir à la colonne de division, il faut en diminuer la longueur et, par conséquent, en développer la densité en largeur.

L'artillerie, dans ce cas, doit marcher également en formation doublée. — Toujours dans le même ordre d'idées, il y aurait tout intérêt à faire marcher l'artillerie par deux attelages de front (en colonne doublée); grâce à sa mobilité, si elle est appelée à se porter en avant, elle peut très facilement dédoubler en accélérant sa vitesse de marche.

Un autre fait caractéristique des dernières manœuvres et qui montre bien que, en général, on se préoccupait peu de cette question d'extension démesurée des colonnes, ce sont les distances considérables qui séparaient les différents éléments de l'avant-garde. Nous avons compté parfois dans certaines colonnes de division plus de 1800 mètres entre la tête et le gros de l'avant-garde.

C'était vraiment exagéré, et à un tel point que la liaison n'existait plus, bien que l'on eût pris soin, mesure excellente, de placer des bicyclistes comme hommes de liaison.

Cantonnements.

Les dernières manœuvres ont montré que l'on pourrait presque toujours arriver à cantonner. — Après 1870, à la suite des souffrances épouvantables qu'éprouvèrent nos soldats sous la petite tente, alors que les Allemands cantonnaient presque toujours et jouissaient d'un bien-être relatif, il y eut une violente réaction contre la tente-abri.

Un peu plus tard ses partisans firent remarquer que, en la supprimant complètement, on avait peut-être pris une mesure trop radicale et que, avec les effectifs considérables des armées modernes, l'emploi exclusif du cantonnement causerait très probablement de grosses désillusions.

Il semble que les dernières manœuvres de l'Est ne justifient pas cette dernière opposition et apportent, au contraire, un argument de plus aux partisans de la suppression de la tente-abri.

Dans plusieurs corps d'armée, au moment des manœuvres d'armée contre armée, à la suite de circonstances imprévues (ce qui est d'ailleurs le cas général en campagne), les états-majors ont dû assigner comme cantonnement à des brigades entières de simples villages de 200 à 300 âmes. Plusieurs fois même, l'escadron divisionnaire et la compagnie du génie étaient adjoints à l'une de ces brigades.

Enfin, on cite une division qui a passé une nuit dans un hameau comptant à peine 200 habitants; et cela, bien entendu, avec son artillerie, sa cavalerie, sa compagnie du génie; pas un homme n'a couché à la belle étoile.

Bien que de tels faits soient presque probants, on ne saurait cependant en tirer une conclusion trop absolue et affirmer qu'en Europe, en dehors de certaines régions, la tente-abri a vécu. Il peut se présenter certaines circonstances dans une guerre future où l'on soit encore obligé d'y recourir. Néanmoins, étant donné que depuis quelques années, on cherche avec juste raison tous les moyens d'alléger le chargement du fantassin, les faits précités constitueraient une raison de plus pour ne pas le surcharger de la tente-abri.

Nous devons ajouter qu'un des résultats des manœuvres d'ar-

mées, et non des moindres, a été d'obliger nos troupes à occuper des cantonnements très resserrés et, par cela même, a grandement contribué à compléter sous ce rapport leur instruction.

L'instruction de nos troupes à ce point de vue est presque parfaite. — D'ailleurs, bien que nous hésitions à employer un tel qualificatif qui dépasse toujours un peu la pensée, nous ne craignons pas de dire que cette instruction est presque parfaite. Nous avons vu plusieurs fois pendant ces manœuvres (notamment le 12 septembre pour des éléments du 1^{er} corps d'armée) des régiments arriver au cantonnement à 9 heures du soir et en repartir à 3 heures du matin; en dehors des hommes de service, tout le monde avait mangé et dormi.

On peut donc dire, et cela sans exagération, qu'actuellement nos troupes savent cantonner et que le cantonnement a pénétré si complètement dans la masse de l'armée française, qu'il est devenu pour ainsi dire « machinal ».

Or, nous dit le maréchal de Saxe, le soldat ne fait bien à la guerre que ce qu'il a l'habitude de faire. Nous pouvons donc compter que de ce côté nous n'aurons aucune désillusion.

La répartition des cantonnements faite par les états-majors a laissé quelquefois à désirer. — Cependant, tout n'est pas encore pour le mieux, et une légère critique doit être réservée pour les états-majors, en ce qui concerne la répartition des cantonnements.

Nous savons fort bien que, dans ces dernières manœuvres, les états-majors ont été quelque peu surmenés, que le mauvais temps, d'autre part, rendait encore plus difficile leur tâche, mais nous croyons qu'ils auraient pu cependant assurer les cantonnements dans de meilleures conditions.

En général, ils ont un peu trop tenu compte des conditions tactiques et, comme conséquence, isolé les différentes armes, d'où, dans grand nombre de cantonnements, des locaux inutilisés qui, en cas de mélange de plusieurs armes, auraient pu être occupés, et cela sans rompre en quoi que ce soit les liens tactiques. Comme conclusion, il y aurait eu augmentation du bien-être général, ce qui n'est jamais à négliger.

De plus, un assez grand nombre d'états-majors ne possédaient

même pas de notice indiquant le nombre exact des habitants des localités de la région, ainsi que les ressources qu'elles pouvaient présenter, et l'on faisait la répartition des cantonnements d'après la carte, ce qui a occasionné souvent des erreurs assez grossières.

Étant donnée la grosse importance de cette question qui, mal comprise, mal étudiée, occasionne aux troupes et surtout aux fantassins des fatigues inutiles, il est indispensable qu'elle soit chaque jour traitée par le même officier, et que cet officier ait fait un long séjour dans la troupe.

Un officier d'état-major doit toujours répartir le cantonnement dans les localités occupées par des troupes d'armes différentes. — Enfin, toutes les fois que des troupes appartenant à des armes différentes cantonnent dans la même localité, bien que le règlement prescrive que le cantonnement doit être réparti par l'officier représentant le commandant de l'unité le plus élevé en grade, il est prudent d'y envoyer un officier d'état-major qui évitera toute discussion, et par conséquent toute perte de temps, dont le trouper subit toujours le contre-coup.

L'article 75 sur le règlement des armées en campagne est trop absolu. — Avant de passer à un autre ordre d'idées, nous nous attaquerons à un article du règlement sur le service des armées en campagne, l'article 75, qui est vraiment trop absolu. Il prescrit en effet que, « sous aucun prétexte personne ne doit pénétrer dans le cantonnement avant le retour du commandant du campement », et c'est ce qu'ont toujours fait nos troupes pendant ces manœuvres, souvent et même la plupart du temps sous une pluie assez forte.

Sans doute, quand la colonne n'est appelée qu'à s'arrêter quelques minutes, il est de beaucoup préférable que le personnel chargé de répartir le cantonnement termine complètement sa mission, de manière à enlever toute incertitude; mais quand la tête de colonne talonne le campement, « et c'est ce qui arrive en campagne », ne vaudrait-il pas mieux que tout le monde entrât dans le cantonnement dès que la répartition est faite *grossomodo*, ce qui ne demande qu'un temps relativement restreint.

On pourrait ainsi abriter hommes et bêtes, quitte à opérer ensuite des modifications de détail.

Là encore n'oublions pas que nous devrions cantonner comme nous le ferions en campagne, et que dans ce cas les campements précéderaient de bien peu les colonnes ; ce sera donc l'exception qui deviendra la règle : c'est à nous de nous y préparer.

Combat.

Tactique française. — C'est avec la plus grande satisfaction que nous avons constaté, surtout cette année, que nos généraux continuent à appliquer au combat une tactique bien à nous, une tactique bien française, et ne vont pas chercher de l'autre côté du Rhin des procédés qui, presque toujours d'ailleurs, sont en opposition complète avec notre tempérament.

Nous ne sommes pas le seul à avoir fait cette constatation rassurante, et nous disons rassurante parce que, depuis quelques mois, il semble qu'un nouveau vent de folie ait soufflé sur notre armée et que l'on recommence à éprouver pour nos vainqueurs cette admiration irraisonnée qui, au point de vue tactique, ne peut nous conduire qu'à des contresens.

Quoi qu'il en soit, ainsi que nous venons de le dire, les manœuvres de l'Est ont été menées tout à fait « à la française », et c'est une voie dans laquelle on ne saurait trop continuer.

Tactique allemande. — Dans leurs dernières manœuvres d'automne les Allemands, partant de ce principe que les attaques de front, avec la puissance de l'armement actuel, devenaient pour ainsi dire impossibles, ont toujours cherché, comme ils l'ont fait d'ailleurs en 1870, à obtenir la solution, le succès, au moyen d'une attaque sur une aile en la débordant.

De là en général la marche de leurs corps d'armée en deux colonnes (de division) précédées d'avant-gardes relativement très faibles, et rarement suivies de réserves. D'après les Allemands, ces différents éléments, constitués par des divisions, disposent de moyens suffisants pour mener le combat jusqu'à ce que la troupe chargée de produire l'événement ait rempli sa mission en enveloppant une aile.

Ils comptent d'ailleurs conduire cette attaque sur le front avec

une violence, une soudaineté, une simultanéité telles que leurs adversaires se verront obligés, pour leur résister, d'appeler immédiatement leurs réserves sur le front, et par suite ne pourront plus en disposer pour repousser une attaque sur les ailes.

Nous retrouvons là l'esprit allemand, laborieux mais peu inventif, et qui s'étant bien trouvé une fois de certaine conception continue à l'appliquer méthodiquement.

Or, en France, malgré l'opinion des Allemands, malgré les résultats de la guerre du Transvaal, nous continuons à croire que l'attaque de front est encore possible, et la façon dont le combat a été mené dans les dernières manœuvres ne peut nous rendre que plus convaincu.

Nous verrons un peu plus loin, à propos de la tactique de l'artillerie, que grâce à la coopération intime des trois armes, on est en droit de croire encore en l'attaque de front.

L'attaque décisive. — Et nous en arrivons de suite à cette fameuse attaque décisive dont on a tant parlé depuis quelques années, et sur laquelle on ne semble pas très bien s'entendre.

Son but, comme son nom l'indique, c'est de décider du sort de la bataille, c'est de donner le coup de poing, le coup de marteau, afin de produire l'événement, de faire le trou.

On devra-t-on le faire ? Mais c'est là précisément que le commandant d'une armée montrera véritablement son action de chef, et cela non seulement en choisissant le point où il voudra frapper, mais encore le moment. Évidemment avant le combat lui-même il en aura notion, et la plupart du temps il y sera conduit par le plan stratégique, mais combien de fois aussi sera-t-il obligé de déplacer ses réserves, de les faire manœuvrer !

Si les Allemands estiment que leurs divisions, avec les moyens dont elles disposent, peuvent résister suffisamment, surtout « offensivement », pour permettre la manœuvre de la troupe chargée d'exécuter l'attaque décisive, nous pouvons avoir la même prétention.

Mais si nous nous plaçons au point de vue humain, au point de vue psychologique, il nous semble que, si une troupe débordée peut présenter encore une certaine résistance, il n'en est plus

de même pour une troupe défoncée, coupée en deux, comme cela se produirait après notre attaque décisive. Quelles que soient la valeur, la discipline de cette troupe, c'est pour elle la débandade assurée.

C'est ce qui nous a particulièrement frappé, cette année, le 13 septembre, lors de l'attaque décisive lancée par le commandant de l'armée B contre la 1^{re} division du 1^{er} corps, établie au sud-est d'Arnicourt.

Cette attaque est particulièrement intéressante à étudier, parce qu'elle a été menée d'une façon absolument méthodique et a produit un tel effet de surprise que les troupes de l'armée A, contre lesquelles elle a été dirigée, ont commencé d'elles-mêmes, instinctivement, un mouvement de recul qui, à un moment, faisait absolument l'effet d'une panique. Il est certain que, sur un champ de bataille réel, il y aurait eu là une véritable déroute qui aurait eu grande chance de se propager sur toute la ligne.

Le commandant de l'armée B avait massé sa réserve générale dès 8 h. 30 du matin au nord de Pargny, entre la route nationale et le chemin de fer.

Elle se composait de tous les bataillons de chasseurs disponibles (5 environ, 30 compagnies) et de 2 brigades de cavalerie de corps.

Une de ces brigades fut ensuite détachée, dans le courant de la matinée, pour remplir une mission particulière.

Ce n'est qu'à 11 heures que le commandant de l'armée B, jugeant qu'il avait usé suffisamment les forces de son adversaire, fit appel à la réserve et la dirigea droit sur le centre ennemi.

Elle arriva à 300 mètres de la 1^{re} ligne sans avoir été même signalée. C'était le succès.

Évidemment, le terrain présentait des cheminements des plus favorables, et, d'autre part, les troupes de l'armée A étaient complètement absorbées par le combat qu'elles étaient en train de livrer. Mais ce sont là des conditions qui pourront se présenter plus d'une fois, plus souvent même qu'on le croit généralement.

D'ailleurs, les 5 bataillons de chasseurs avaient pris les formations les plus propres à assurer le succès.

Loin de présenter la masse si vulnérable de la garde prus-

sienne à Saint-Privat, les cinq bataillons, sauf quelques compagnies détachées comme flanc-gardes de combat ou soutiens d'artillerie, présentaient plusieurs lignes successives, les dernières prêtes à pousser celles qui les précédaient, si besoin en était.

C'est bien là la véritable formation de toute attaque décisive, une série de vagues puissantes, prêtes à submerger tout ce qui se présente devant elles, mais pas de colonnes qui ne peuvent conduire qu'à l'anéantissement.

Évidemment, les adversaires de l'attaque décisive citent toujours comme exemple les massacres des colonnes de Wagram, Waterloo et Saint-Privat; mais l'attaque décisive, telle qu'on la conçoit maintenant, n'a aucun rapport avec ces dernières. On lui reproche encore de ne pas avoir eu la sanction du feu, mais elle n'est autre que la fameuse attaque de Skobeleff à Plewna, qui, on le sait, eut un plein succès.

Nous n'avons pas parlé du rôle de l'artillerie (batteries de surveillance, de préparation et d'accompagnement), mais il est trop connu aujourd'hui pour que nous insistions.

D'ailleurs, dans l'attaque du 13 septembre, l'artillerie sut fort bien comprendre son rôle, et la brigade de cavalerie placée sur la gauche des chasseurs à pied, par sa charge inopinée au moment de l'arrivée de son infanterie sur le plateau, produisit une véritable stupeur.

Sans entrer dans cette attaque dans ses moindres détails, nous avons insisté néanmoins quelque peu, pour bien montrer l'effet moral que l'on est en droit d'en attendre sur un champ de bataille, étant donné celui produit à de simples manœuvres.

Enfin, sa réussite prouve que l'on peut trouver des chemins permettant d'arriver jusqu'à quelques centaines de mètres de l'adversaire, sans être vu, et sans même recourir au « nuage de fumée » en avant de la troupe assaillante, que l'artillerie peut créer pour dissimuler la marche de cette dernière.

Cette attaque décisive a beaucoup frappé les officiers et critiques étrangers qui ont eu l'occasion de la voir, et fut certainement la plus belle « manœuvre » exécutée, en septembre dernier, dans les plaines de Rethel.

Il faut reconnaître toutefois que le terrain sur lequel elle a eu lieu constitue un terrain absolument exceptionnel, et qu'en général les premières « lignes » seront souvent forcées de

s'arrêter, de se cramponner au sol, et qu'elles ne se maintiendront en position qu'avec l'aide des batteries ou même des sections d'accompagnement.

La cavalerie, au lieu de charger uniquement en masse compacte sera peut-être obligée, elle aussi, pour traverser les espaces découverts, de recourir à l'ordre dispersé et de faire précéder ses groupes d'escadrons de nombreux fourrageurs. Il y aura des moments critiques pour tout le monde, lors de cette chevauchée dans la zone de la mort surtout pour la première ligne d'infanterie; mais pour que les dernières « vagues » à leur tour puissent entraîner les premières, il nous faudra surtout « un Skobeleff », un entraîneur d'hommes qui sache parler au cœur de notre soldat, sinon il serait inutile d'essayer la partie. Mais les Skobeleff n'ont jamais manqué dans notre armée, et il n'y a pas de raison pour que, sous ce rapport, nous soyons inférieurs à nos pères. Nos guerres coloniales depuis 1870 ont montré que nous conservions jalousement cet héritage de nos ancêtres, et que la vieille *furia* française n'était pas prête à disparaître.

Fronts trop étendus — Une conséquence directe de la tactique dont nous venons de parler, et que semble avoir adoptée notre haut commandement, est la nécessité du dispositif en profondeur. Il est certain en effet que le but principal étant d'user l'ennemi le plus vite possible, pour jeter ensuite, au moment voulu et au point favorable, un coup de belier qui brise la ligne de bataille, tout dispositif linéaire est à proscrire.

D'autre part, aussi bien dans l'offensive que dans la défensive, il faut pouvoir parer à toute tentative analogue de l'adversaire. Il en résulte que toute grande unité, sur le champ de bataille, doit avoir un front aussi peu étendu que possible, et au contraire une profondeur suffisante pour permettre la manœuvre et la durée.

Or, pendant les manœuvres de l'Est, les corps d'armée ont présenté presque toujours des fronts trop étendus, d'où le manque constant de réserves et ces lignes d'infanterie s'étendant à perte de vue sans personne derrière elles, obligées de s'arrêter à la moindre contre-attaque.

Autre inconvénient : plusieurs fois, ainsi que cela avait eu déjà lieu aux manœuvres de Beauce en 1900, de larges trous se

sont produits dans la ligne de bataille. La cavalerie adverse n'a d'ailleurs jamais essayé d'en profiter pour y passer et jeter le désordre dans les flancs des troupes d'attaque.

Rassemblements préalables. — Il y a eu de ce côté de gros progrès, et nos généraux ont semblé en abuser un peu moins que dans les manœuvres précédentes. Quelques-uns mêmes de ces rassemblements s'imposaient, mais là encore, les flancs dangereux étaient bien mal gardés ; c'est tout au plus si l'on confiait ce soin à l'escadron divisionnaire, qui d'ailleurs s'en acquittait généralement assez mal, restant complètement dans les jambes de son infanterie.

Quant à des flancs-garde d'infanterie il n'en a jamais été cure. Cependant ces rassemblements sont un bel objectif pour des batteries à cheval accompagnées de quelques escadrons.

D'ailleurs il est pénible de constater que sur le champ de bataille chacun pousse droit devant soi, sans s'occuper de ses flancs, et cela quand bien même il se trouverait à une aile ; le sentiment de la sûreté n'a pas encore pénétré dans la masse de l'armée, et cela non seulement dans le bas de l'échelle hiérarchique, mais aussi dans le haut.

Aussi, si tout à coup quelque attaque vient à se produire sur le flanc découvert, voilà toute la manœuvre arrêtée, et l'attention tout entière du commandement attirée dans cette direction, si bien que bientôt il perd de vue la mission véritable qui lui a été fixée.

On a souvent reproché à l'enseignement donné à l'École de guerre dans ces dernières années d'exagérer considérablement le rôle de la sûreté ; il semblerait, d'après ces derniers faits, « que ce rôle n'a pas été encore suffisamment exagéré ». Pour obtenir peu, comme toujours il faut demander beaucoup.

On ne manœuvre pas, on court. — C'est là un reproche que l'on peut adresser tous les ans aux troupes qui prennent part aux manœuvres, et dont personne ne semble d'ailleurs tenir compte.

Il faut donc s'en prendre à d'autres qu'aux troupes elles-mêmes, c'est-à-dire aux états-majors et par suite au commandement.

Il est certain qu'à peine la manœuvre est-elle commencée que le commandement semble vouloir la voir déjà terminée, et les ordres succèdent aux ordres, chacun ayant hâte de les exécuter pour couvrir sa responsabilité.

Comment, dès lors, pouvoir manœuvrer si l'on marche droit sur l'objectif et le plus rapidement possible? C'est ainsi que des villages, des bois, dont en réalité l'enlèvement nécessiterait des matinées, des après-midi tout entiers, sont pris en moins d'une heure.

Nous ne saurions trop le répéter : on livre beaucoup trop de combats aux manœuvres ; il serait bien plus profitable pour tous qu'on en livrât moins, mais qu'ils fussent menés méthodiquement.

Nous devons bien nous convaincre que, dans la prochaine guerre, les deux adversaires probables se présenteront en face l'un de l'autre avec des moyens sensiblement égaux : armement, effectif et instruction, et que la victoire appartiendra à l'armée la plus disciplinée, la plus manœuvrière.

Abus des attaques de front dans le combat d'usure pour l'enlèvement des points d'appui. — Ce n'est pas une raison parce que, « contrairement aux Allemands, nous croyons encore à l'attaque de front », pour en abuser et attaquer toujours le « taureau par les cornes ».

C'est pourtant ce que nous avons vu faire presque constamment dans les attaques de points d'appui ; quelquefois, on faisait un mouvement tournant, mais avec un minimum de force, la masse principale marchant à l'attaque droit devant elle. Les nombreux exemples de la guerre de 1870 nous montrent cependant que c'est absolument le contraire qu'il eût fallu faire.

Dans l'attaque du village de Perthes notamment, une division presque tout entière s'engouffra dans le village, d'où elle ne serait probablement pas sortie si elle avait eu affaire à un ennemi un peu plus tenace.

L'attaque de front a comme conséquence forcée, avec l'armement moderne, des pertes considérables, et il ne faut y recourir que lorsqu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Dans l'attaque décisive par exemple, mais dans tous les autres cas, dans le combat d'usure pour l'enlèvement des points d'appui, il y a tout

avantage à la remplacer par une simple démonstration et à opérer par les flancs avec le gros des forces.

Défense des points d'appui. — En général, dans la défense des points d'appui, on jetait beaucoup trop de monde dans le point d'appui lui-même, d'où une réserve ou des réserves relativement faibles. Cependant, là encore, la guerre de 1870, pour ne citer que la plus rapprochée, a démontré maintes et maintes fois que le succès de la défense reposait surtout sur le jeu des réserves, sur la possibilité de pouvoir jeter des contre-attaques là où l'ennemi se décide à faire son attaque principale. La garnison ne joue en quelque sorte qu'un rôle purement passif et, par conséquent, pourra peut-être contribuer au succès final, mais ne le provoquera pas.

Instruction tactique des officiers des corps de troupe. — Il devient de jour en jour plus évident qu'à moins d'aboutir à de véritables massacres, la conduite des troupes sur le champ de bataille, la tactique proprement dite, s'est transformée en une véritable science : le coup d'œil du chef ne pourra plus désormais embrasser tout l'ensemble du terrain où ses troupes auront à se mouvoir, et plus que jamais il devra compter sur l'initiative de ses seconds.

D'autre part, les progrès de l'armement ont rendu les marches d'approche, les prises de contact de plus en plus difficiles, et l'infanterie qui est appelée, comme par le passé (peut-être plus encore), à saisir l'adversaire à la gorge pour arriver à le terrasser, ne pourra rien si elle n'est puissamment secondée par les deux autres armes : artillerie et cavalerie.

On ne saurait trop le répéter : le succès dépend absolument de la coopération des trois armes, les combats où chacun entrerait successivement dans l'arène : cavalerie, artillerie, puis infanterie, n'auront eu d'existence que dans les règlements qui les ont préconisés.

Mais pour obtenir cette initiative individuelle, cette liaison intime des trois armes, il est indispensable que chacun (nous parlons de notre corps d'officiers) sache à peu près en quoi et comment il peut compter sur l'arme voisine.

Et c'est en cela que pêche en grande partie notre corps d'officiers.

Évidemment, l'École de guerre fournit tous les ans une certaine promotion de jeunes officiers qui, à ce point de vue, sont assez complets. Mais le service d'état-major les absorbe immédiatement et l'on peut, dès lors, les considérer comme à peu près perdus pour les corps de troupe.

Faut-il donc augmenter le nombre des officiers reçus chaque année à l'École de guerre ? C'est là une question qui demanderait à être étudiée longuement et qui d'ailleurs, nous croyons, ne donnerait pas la solution que nous cherchons.

Quoi qu'il en soit, il faut reconnaître que, étant données la guerre moderne et les conditions qu'elle impose, l'instruction tactique des officiers des corps de troupe semble insuffisante, et cela dans les trois armes.

Peut-on y remédier ? Nous le croyons ; ce ne sont ni le fond ni la bonne volonté qui manquent à nos officiers, il suffirait de savoir mettre en valeur ces deux facteurs.

Stages dans des corps d'une autre arme. — Un grand pas a d'ailleurs été déjà fait dans cette voie ; un certain nombre d'officiers, principalement du grade de capitaine ou de lieutenant-colonel, vont faire des stages dans une arme autre que la leur, et cette innovation ne peut donner que les meilleurs résultats.

On pourrait toutefois réduire le stage à six mois (au lieu de un an) et faire profiter ainsi de cette mesure un plus grand nombre d'officiers.

Mais il y a d'autres moyens de développer la connaissance des trois armes : les Kriegspiels d'abord, les voyages de cadres ensuite.

Kriegspiels. — Sans doute, dans certaines grandes garnisons, on fait des Kriegspiels ; mais ils ne répondent pas toujours au but que nous poursuivons et, d'autre part, rien ne s'oppose à ce que l'on en exécute également dans les petites garnisons, même celles ne possédant qu'une seule arme. Au besoin, si l'on ne trouvait pas dans la garnison même un officier remplissant les aptitudes nécessaires pour diriger ces Kriegspiels, rien n'empêcherait de déplacer certains officiers du service d'état-major,

les chefs et sous-chefs, par exemple, dont le rôle principal devrait être même celui-là : répandre l'unité de doctrine.

Et dans ce but, eux-mêmes, en dehors des voyages de cadres auxquels ils participent, seraient appelés à prendre part à Paris à certains Kriegsspiels organisés par le grand état-major et où chaque année, après les manœuvres, seraient tranchées les questions à l'ordre du jour.

Mais, nous objectera-t-on, c'est tomber là un peu dans le domaine du rêve ! Non, mais simplement la réalisation d'un projet depuis longtemps conçu par le général de Miribel, et que la mort seule l'a empêché de réaliser.

Ce serait la direction d'état-major remplissant enfin son véritable rôle.

En attendant il est toujours possible de commencer par les Kriegsspiels.

Mais il ne faudrait cependant pas en abuser, car s'ils habituent l'officier à ce qu'il sera d'ailleurs obligé de faire : à préparer sur la carte l'exécution des ordres reçus ; par contre leur abus, leur emploi unique comme moyen d'instruction, peut conduire à des idées fausses.

Voyages de cadres. — Il faut ensuite aller sur le terrain et nous en arrivons ainsi aux manœuvres de cadres qui représentent, au point de vue où nous nous plaçons, un excellent procédé d'instruction.

Pour les diriger, le personnel ne manque pas ; quant aux officiers destinés à y prendre part, ils seraient pris au besoin dans plusieurs garnisons ; il ne se présente d'ailleurs à ce sujet aucune difficulté.

Il est bien entendu que nous ne saurions pousser ces idées trop loin et demander que tous les officiers prissent part à ces Kriegsspiels et à ces voyages de cadres.

Les sous-lieutenants et les jeunes lieutenants n'auraient d'ailleurs nullement besoin d'y assister ; ils auraient suffisamment à faire en se contentant d'étudier la tactique de leur arme, qu'ils devraient évidemment connaître à fond, avant d'aborder celles des autres armes.

Nous savons fort bien que l'on nous objectera qu'il ne manque qu'une chose pour l'exécution de ce programme : c'est le temps,

et que nos officiers des corps de troupe sont des plus absorbés par l'instruction intensive des recrues.

Cet argument, selon nous, ne saurait être valable; Kriegspiels et exercices de cadres auraient lieu précisément au moment de l'instruction des recrues, et pendant ce temps ce seraient nos sous-officiers rengagés, sous-lieutenants et lieutenants peu anciens qui feraient l'instruction des jeunes soldats.

Croît-on que, pour une fois qu'on leur donnerait un peu d'initiative, ils s'acquitteraient mal de leur tâche? Nous pensons plutôt le contraire.

Visites des champs de bataille. — Nous ne saurions trop recommander également, pour les régions où cela serait possible, l'étude des champs de bataille de 1870. En dehors de l'intérêt tout particulier qui s'y rattache, cela permettrait au directeur du voyage d'étudier certains épisodes où les trois armes ont joué un rôle et d'en tirer des conclusions qui, forcément, laisseraient une impression beaucoup plus profonde que celle provenant d'un thème fabriqué de toutes pièces.

Opérations de nuit.

Pendant ces dernières manœuvres il n'y a pas eu à proprement parler « d'opérations de nuit », et cela, à notre avis, avec juste raison.

Sans doute, depuis quelques années les Allemands semblent préconiser beaucoup ce genre d'opérations. Se basant sur les effets des nouvelles armes à tir rapide, fusil et canon, ils pensent pouvoir éviter de grosses pertes en essayant d'enlever, à la faveur de l'obscurité, par exemple quelque point d'appui particulièrement fort et ne présentant pas, dans ses alentours, de cheminements permettant d'y accéder à couvert.

Les Anglais, pendant la guerre du Transvaal, ont exécuté des opérations de nuit, et cela avec de gros effectifs; mais, n'y étant nullement préparés, ils ont abouti à des désastres.

Les Boers eux aussi ont recouru aux opérations de nuit, mais sous la forme de simples coups de main et avec des effectifs ne dépassant pas 300 à 400 hommes; leurs tentatives ont été

couronnées de succès (Twœefontein pour ne citer que la dernière).

Les opérations de nuit peuvent se présenter sous deux formes : ou bien comme opérations proprement dites, c'est-à-dire que les troupes qui y participent manœuvrent en vue d'un but nettement poursuivi, en vue d'une attaque qu'elles exécutent ; ou bien simplement comme moyens de se rapprocher de ce but, mais sans chercher à l'atteindre pendant la nuit même ; dans ce dernier cas ces opérations se réduisent à des « marches de nuit ».

Autant nous sommes partisan de ces dernières, autant nous sommes adversaire (en ce qui concerne les grandes unités) des opérations de nuit qui, quel que soit le terrain où elles sont exécutées, ne peuvent donner aucun résultat, et souvent conduisent à être surpris soi-même, au lieu de surprendre les autres.

Mais par contre nous trouvons que nos grosses unités sont insuffisamment préparées aux marches de nuit. A cela on nous objectera que pendant les manœuvres mêmes nos troupes ont eu très souvent l'occasion de se mettre en mouvement avant le lever du jour, et quelquefois aussi, pour atteindre leur cantonnement, ont dû marcher bien après la tombée de la nuit. C'est vrai, mais isolément, comme elles auraient pu le faire aux alentours de leur garnison, et non pas encadrées dans une colonne un peu longue comprenant les trois armes, ce qui est tout différent.

La poudre sans fumée, la grande portée des armes, les rafales des nouveaux canons et fusils rendront les reconnaissances particulièrement difficiles dans la prochaine guerre ; il est donc fort probable que des deux côtés l'on restera longtemps incertain sur les forces que l'on a devant soi et sur les positions qu'elles occupent. Il semble également assez vraisemblable que des journées entières seront employées à combattre de simples avant-lignes masquant le gros des forces ; mais il est certain que dès que l'un des deux adversaires sera fixé sur les positions du gros ennemi, il se portera droit sur lui, le plus rapidement possible, avec toutes ses forces, et cela dans la crainte que son adversaire ne lui impose le combat, après l'avoir usé avec une série d'avant-lignes.

D'où la nécessité de marcher la nuit, et cela en grosses fractions constituées, en colonnes de division. Là encore il faudra se garder, plus peut être que pendant les marches au grand jour, car le moindre hourra de cavalerie peut produire une panique. Et comme on ne fait bien en campagne que ce que l'on a déjà fait en temps de paix, il serait bon, nous croyons, d'y habituer nos états-majors et nos troupes.

Ainsi que nous le disions plus haut, il ne s'agirait pas simplement de faire des alertes et d'habituer nos troupes à se rassembler rapidement pendant la nuit ; ce sont là des exercices qui peuvent et doivent se faire dans les manœuvres de garnison. Ces marches de nuit exécutées pendant les grandes manœuvres d'automne (une fois, deux fois au plus, serait d'ailleurs très suffisant) auraient uniquement pour but d'habituer les grosses unités à se porter rapidement et inopinément d'un point à un autre ; ce ne serait certainement pas du temps perdu, ni pour les états-majors, ni pour les corps de troupe.

Tout en faisant ces réserves on ne saurait cependant trop féliciter la direction des manœuvres de ne pas s'être laissé influencer par les tendances de l'armée allemande, et d'avoir sagement écarté de son programme toute opération d'une certaine envergure se déroulant dans l'obscurité.

Capitaine J. B.

(A continuer.)



IN-SALAH

ET

LE TIDIKELT¹

RETOUR DE LA COLONNE SUR EL GOLÉA

ORDRE DE MARCHÉ.

20 avril. — La colonne quittera In-Salah pour rentrer à El Goléa, les 21 et 22 avril en trois groupes, passant : les deux premiers par la route ordinaire, l'autre par la route d'Aïlissés.

A. Le premier groupe (spahis) partira le 21 avril.

Il comprendra : 4 officiers, dont 1 médecin, et 40 cavaliers du 1^{er} spahis, le pacha de Timmi et 12 kebar prisonniers.

Le capitaine de Boërio commandera le détachement. Les chameaux pour les bagages, vivres et prisonniers, lui seront remis cet après-midi.

L'itinéraire, par Hassi Mongar, Aïn El Guettars, Djelguem, Miribel, etc., sera établi de façon à arriver le 6 mai à El Goléa, en faisant séjour à Djelguem et à Miribel pour y prendre de l'eau et faire boire convenablement tous les animaux.

Le chef de détachement donnera les ordres de détail et s'entendra avec le commandant supérieur pour la mise en route des prisonniers et leur nourriture jusqu'à El Goléa. Il lui est remis une liste des prisonniers.

Liste des Kébar dirigés sur El Goléa.

1^o *Si Ed Driss ben El Kouri*, originaire de Fez. D'abord incorporé dans le Magh'zen du sultan, il fut nommé par la suite caïd dans le

¹ Voir les livraisons de février et mars 1902.

Tafilalet. Depuis quatre années, il dirigeait et administrait le sof Hamet au Touat, au nom du gouvernement marocain; sa résidence se trouvait à Adrar dans le district de Timmi;

2° *El Hadj Ahmed Ouled El Hadj El Arbi*, kébir des Oulad Ba Talha (Oulad Zennane), originaire de l'Aoulef-Arab;

3° *El Hadj Mohammed Salem Ould Mohammed*, originaire de Timoktea, kébir des Oulad Yahia cantonnés à Timokten (Aoulef);

4° *Ahmed ben Mohammed*, originaire de l'Aoulef-Arab, kébir de la fraction des Ouled Zennane;

5° *El Hadj Amiran ben Slimane*, d'In Zeguir (Touat). Influent par sa richesse;

6° *Ahmed ben Abd Er Rahmane*, de Timmi. Influent par sa fortune (Touat);

7° *Mohammed Ould El Hadj M'barek*, originaire de Timmi. Influent par sa richesse;

8° *Ba Salem bel el Hadj M'hammed*, originaire de Timmi. Influent par sa richesse;

9° *Abdallah Ould Ba Seddik*, originaire de Timmi. Influent par sa fortune;

10° *Abd Er Rahmane ben Sidi Mohammed*, originaire de Sali. Fils du principal kébir de ce district;

11° *Mohammed ben M'hammed*, originaire de Fez, accompagna Si Ed Dris ben El Kouri à Timmi en qualité de mokhzani;

12° *Hadj Mohammed ben Barka*, originaire de Titaf (Touat). Influent par sa richesse;

13° *El Mohammed Ould Abd El Kader*, originaire d'In Rhar, comptant parmi les notables de ce district.

Kébar maintenus à In-Salah.

1° *Abd El Kader Ould Mohammed*, kébir des Ouled Jaïch, Oulad Zennane, originaire de l'Aoulef El Arab;

2° *Bankhari ben El Kaid*, originaire de l'Aoulef;

3° *Abd Er Rahmane ben Mohammed*, originaire de Tit. Compte parmi les notables des M'rabetines;

4° *Hadj Ahmed ben Mohammed*, originaire du Maroc;

5° *Cheikh ben Seddik*, originaire d'In Rhar;

6° *El Hadj Ahmed ben Mohammed*, kébir des Oulad Hadega (ahl azzi d'In Rhar), originaire d'In Rhar;

7° *Mohammed ben Abd Es Selam*, originaire d'In Rhar. Compte parmi les notables des ahl azzi d'In Rhar;

8° *El Hadj Abd El Kader ben Moussa*, iman d'In Rhar.

B. Le deuxième groupe comprendra :

Trois sections de la 4^e compagnie du bataillon d'Afrique;

La 10^e compagnie de tirailleurs;

Le génie en entier;

L'artillerie (moins 1 brigadier et 11 hommes, ainsi que les pièces et les munitions laissées à In-Salah);

L'ambulance de l'administration.

Il quittera In-Salah le 22 avril et suivra la route ordinaire.

Ce groupe emportera 4 jours d'eau, 15 jours de vivres, 20 kilogrammes d'orge par chameau et de la farine pour les sokhars.

C. Le troisième groupe prendra la route nouvelle d'Afflissés, dont il fera la reconnaissance. Il emportera 4 jours d'eau, 20 jours de vivres, 4 kilogrammes d'orge par chameau et de la farine pour les sokhars.

Ce groupe comprendra au total : 6 officiers, 93 hommes de troupe, 22 chevaux ou mulets.

21 avril. — Départ de la cavalerie, qui va camper à Igosten. Le détachement part à 1 h. 1/2. La marche est lente et pénible à cause des animaux fatigués, dont 7 meurent en route et 30 restent en arrière. A l'arrivée à Igosten à 10 h. 50, après 18 kilomètres de marche, le camp est dressé, la tente des prisonniers est établie à 50 mètres en avant de la première face et gardée par 12 cavaliers et un brigadier commandés par un sous-officier; les mêmes dispositions pour la garde des prisonniers seront prises pendant toute la route.

Les 30 chameaux restés en arrière arrivent dans la soirée. Il est fait une distribution de 3 kilogrammes d'orge par chameau.

Eau excellente et abondante, peu de bois (branches de palmiers), pas de pâturages.

22 avril. — *Colonne du Tidikelt.* — Les 1^{er} et 2^e groupes de la colonne suivent la route prise à l'aller, dont l'itinéraire a déjà été fourni. Il n'y a pas lieu d'y revenir en détail. Seule la route suivie par le 3^e groupe est intéressante à connaître.

Départ d'In-Salah à 5 heures. Arrivée à Igosten à 9 h. 20. Vent qui gêne la marche, 16 kilomètres. Eau en abondance.

Détachement d'Afflissés. — Départ d'In-Salah à 5 heures du matin. Arrivée à Aouïnet-Sissa à 9 h. 20 (en passant par le village des M'rabtin).

L'état général de la route est connu : dunes, au départ, pendant 2 kilomètres et terrain de sebk'a recouvert de sable ; les pistes sont peu marquées. On arrive ainsi à Aouïnet-Sissa, où l'eau est bonne mais peu abondante ; les hommes remplissent leurs petits bidons au puits aménagé par les spahis, campés naguère en ce point pour la protection des chameaux. Arrivée au camp à 11 heures. Distance parcourue : 24 kilomètres.

Cavalerie. — Marche sur Foggaret-ez-Zoua. Départ à 5 heures. Arrivée à midi. Distance parcourue : 26 kilomètres. Eau excellente et en abondance ; peu de bois. Les tonnelets sont remplis, et le détachement emporte deux jours d'eau.

2 kilogrammes d'orge sont distribués par chameau.

23 avril. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ d'Igosten à 4 h. 40. Arrivée à Foggaret-ez-Zoua à 11 h. 25 ; distance parcourue : 26 kilomètres.

Le vent continue à souffler. Eau en abondance ; les tonnelets sont remplis pour quatre jours.

Détachement d'Afflissés. — Départ à 4 h. 45. Arrivée à Hassi-Mouïlok à 7 h. 25 du matin.

La colonne quitte le terrain de pâturages après 1 kilomètre de marche et parcourt, durant trois heures, un sol de reg dépourvu de toute végétation. On marche ensuite sur un reg sablonneux, coupé de petites dunes, renfermant du dh'oumran et du terfa.

Le camp est installé au puits d'Hassi-Mouïlok, à proximité des pâturages. Le puits d'Hassi-Mouïlok a 2 mètr. 20 de profondeur totale ; la hauteur de l'eau y est de 0 mètr. 60 ; il est cloisonné grossièrement avec du terfa, mais dépourvu de margelle. L'eau y est très abondante ; les 145 chameaux du convoi et les 75 moutons du troupeau sont abreuvés rapidement sans que le niveau baisse de plus de 0 mètr. 10.

Les sapeurs du génie creusent, à 0 mètr. 50 plus loin, un second puits ; ce travail dure cinq heures. L'eau est trouvée à 1 mètr. 60 ; le sol, facile à enlever tout d'abord, devient dur à partir de 1 mètr. 30 de profondeur.

Bois et pâturages très abondants autour du camp. Distance parcourue : 10 kilom. 500.

Cavalerie. — Marche sur Hassi-el-Mongar. Départ à 3 h. 45. Arrivée à 2 heures. Distance parcourue : 37 kilomètres.

L'eau des tonnelets n'est pas employée, le puits en fournit suffisamment pour les hommes et les chevaux. Trois chameaux restent en arrière et meurent pendant la route. Il est fait une distribution d'orge de 2 kilogrammes par chameau.

24 avril. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ de Foggaret à 4 heures du matin. Arrivée à Hassi-Mongar à 2 heures du soir. Distance parcourue : 37 kilomètres. Bonne marche. Route facile. Le puits fournit de l'eau dès l'arrivée, car on a eu soin d'y envoyer des puisatiers indigènes d'avance pour le nettoyer et tirer l'eau.

Détachement d'Afflissés. — Départ d'Hassi-Mouïlok à 3 heures. Pendant les deux premiers kilomètres, la colonne se déroule sur un terrain de reg couvert de sable assez fin ; la végétation est abondante (bois en grande quantité et pâturages). Au delà, le Bâten borne l'horizon à 2 ou 3 kilomètres ; à l'ouest, vaste espace découvert, borné au loin par des garas recouverts de sable. Ni bois, ni pâturages, ni eau, c'est le nu absolu. Pistes peu marquées et indiquées seulement de place en place. La colonne est arrêtée à midi, et le camp installé en terrain de reg en un point sans nom, entre Hassi-Mouïlok et la tête du Maader. Distance parcourue : 29 kilomètres. Temps chaud à partir de 10 heures. Vent du Sud-Ouest soulevant le sable à partir de midi. Le vent cesse le soir.

Cavalerie. — Marche sur l'Oued El-Abiodh. Départ à 5 heures. Arrivée à 1 h. 45. Distance parcourue : 32 kilomètres. Pas d'eau. Bois en quantité. Un peu de pâturages. Il est fait une distribution d'orge de 1 kilogr. 500 par chameau. Une journée d'eau est consommée.

25 avril. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ d'Hassi-Mongar à 4 h. 20. Arrivée à l'Oued El-Abiodh à 11 h. 30. Bonne marche, terrain facile. Distance parcourue : 28 kilomètres. On campe dans une daya. Ne pas s'étonner si, tout en campant dans l'Oued El-Abiodh, la colonne n'a fait que 28 kilomètres, lorsque la veille, campant également dans la même rivière ou vallée et partie du même point, la cavalerie en a fait 32. Cela provient de ce que, dans ce désert, les gîtes d'étapes ne sont pas bien indiqués, et il est rare que les colonnes successives bivouaquent

Distance parcourue : 17 kilomètres. Eau dans les tilmas creusés d'avance. Ces tilmas sont ceux désignés sous le nom de Hassi Chebaba. Il y a beaucoup d'eau que l'on a découverte en creusant le fond de l'oued, depuis le passage de la colonne à l'aller. Violent sirocco.

Détachement d'Afflissés. — Départ des tilmas de l'Oued Souf à 4 h. 45. A 5 h. 15, on arrive à l'entrée des gorges du défilé d'Aïn-Souf; le sol devient très accidenté et couvert de grosses pierres. Les pistes sont bien marquées, mais les chameaux ne peuvent et ne doivent s'en écarter par crainte d'accident et aussi à cause des difficultés du terrain.

Le défilé est cependant moins ardu que celui d'Aïn Guettara; il est aussi plus large.

Arrivée à Aïn-Souf à 8 heures. Distance parcourue : 12 kilomètres. Bivouaqué aux abords de la source d'Aïn-Souf, qui est dominée, à l'Ouest et à l'Est, par des sommets de 50 mètres de hauteur.

Les sapeurs du génie ont travaillé une partie de la nuit et toute la matinée pour déblayer la source, du fond de laquelle ils ont extrait plus d'un mètre cube de détrit. On met en réserve deux jours d'eau dans les tonnelets. Le débit de la source commence à baisser sensiblement à partir de midi; vers 6 heures du soir, il n'est plus que de 120 litres par heure.

Les chameaux sont abreuvés en partie seulement, et malgré que l'opération se continue pendant toute la nuit, il est impossible de donner à boire à tous.

Cavalerie. — Marche sur Tilmas Ferkla. Départ à 5 heures. Arrivée à 1 heure. Eau en abondance, prise dans un puits nouvellement construit par des hommes du 2^e bataillon d'Afrique. Ce puits est maçonné et recouvert d'une coupole; l'eau est bonne; bois et pâturages.

28 avril. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ d'Oued Moussa ben Yaïch (Hassi Chebaba) à 4 h. 45. Arrivée à 11 h. 15. Campé dans l'Oued Tilemsine. Violent sirocco. Route difficile.

Détachement d'Afflissés. — L'équipe légère, organisée l'avant-veille pour le service de l'eau, part et double l'étape; elle se rend à l'Oued Afflissés pour organiser un rhedir signalé par le guide comme existant à 8 kilomètres à l'est du chemin à suivre.

Le guide, dont la famille est campée à Tilmas Souf, a affirmé avoir abreuvé 35 chameaux dans ce rhedir, il y a 6 jours.

A 5 h. 45, départ de la colonne.

A 500 mètres au nord d'Aïn-Souf, commence l'ascension du Bâten, dont les escarpements sont à pentes très raides, comme à Aïn El Guettara. Il faut une heure et demie pour grimper de la source au plateau et faire un trajet de 1 kilom. 200 à peine.

Au delà, les pistes sont bien marquées, sur un terrain de hamada couvert de pierres noires; le sol est plat de tous les côtés jusqu'aux limites de l'horizon. La vue est sans bornes.

Aucune trace de végétation.

La colonne s'arrête à 11 h. 40 et campe en pleine hamada sur un sol favorable pour dresser les tentes. Ni eau, ni bois, ni pâturages. Vent du Sud-Ouest très chaud à partir de 10 heures; il devient plus violent au moment de l'installation du camp, et tourne à la tempête.

Température 41°.

Les sokhars reçoivent chacun $3/4$ de litre d'eau.

Vers 9 heures du soir, nouvelle distribution d'eau. On en garde un peu pour la journée du lendemain, afin de pouvoir encore en distribuer aux sokhars. Il faut, en effet, ne leur délivrer l'eau qu'en petite quantité et en plusieurs fois, ces gens là buvant de suite toute l'eau qui leur est attribuée, sans souci du lendemain.

Cavalerie. — Marche sur l'Oued Gouzmauzzong. Départ à 4 h. $1/2$. Arrivée à 2 h. $1/2$ après une marche de 30 kilomètres. Un sous-officier avec l'équipage d'eau a été envoyé en avant, à 2 h. $1/2$, à Tilmas Djelguen pour y remplir les tonnelets. Le convoi les prend en passant. Bois aux environs. Pas de pâturages. Pas d'eau; une journée de la réserve est consommée.

29 avril. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ de l'Oued Tilemsine à 4 h. 45. Arrivée à Ferkla à 12 h. 15.

Le puits qu'un détachement de 2^e bataillon d'Afrique a creusé et maçonné, depuis le premier passage de la colonne, donne de bonne eau.

L'appareil Pithoy est installé à côté, il fonctionne bien, et le remplissage des tonnelets s'effectue facilement. Violent sirocco.

Dès l'arrivée nous apprenons la mort, de fatigue et surtout

de soif, de deux hommes du bataillon d'Afrique : 1 caporal et 1 soldat. Tous deux étaient partis à la chasse des ânes sauvages, ils se sont égarés dans ces hamada où tout se ressemble, où aucun point particulier, si l'on n'y prend garde, ne peut servir de signal ou de repère.

On ne retrouva leurs cadavres que quelques jours plus tard, sur la piste conduisant à Hassi Inifel, à une cinquantaine de kilomètres de Djelguen, leur point de départ.

On trouve, en effet, des troupeaux d'ânes sauvages sur les sommets et hauts plateaux au delà des berges nues et arides de l'Oued Mya. Ces animaux sont abandonnés en toute liberté, dans le voisinage de ce point d'eau, par leurs propriétaires; ils deviennent très sauvages et il est difficile de les atteindre dans la « hamada ». Ils broutent l'herbe des oueds et torrents et ils viennent s'abreuver aux tilmas de Ferkla et de Djelguem (Oued Mya). C'est là que les propriétaires viennent les reprendre quand ils en ont besoin.

Les hommes du bataillon d'Afrique avaient négligé la première des précautions à prendre dans ce pays : s'orienter.

Détachement d'Aflissés. — Départ à 3 heures. La hamada reste la même que la veille avec des pistes bien marquées. A 6 h. 15 on descend dans un chabet accidenté, conduisant en 2 heures de marche à l'Oued d'Aflissés, où la colonne arrive à 8 h. 15.

Le lit de l'Oued contient du bois et un peu de pâturages. Les pistes deviennent moins apparentes, elles cessent même quelquefois; la marche des chameaux est un peu pénible, à cause des pierres. A 8 h. 15 au confluent du Chabet avec l'Oued Aflissés, le Medjebed tourne à l'Est, pour suivre le lit de l'Oued Aflissés et gagner le rhedir aménagé par l'équipe légère dont il a été parlé ci-dessus.

Le chemin semé de grosses pierres est difficile.

A 10 h. 15, arrivée au rhedir de l'Oued Aflissés. Le camp est installé près de l'eau, sur la berge, élevée de 3 mètres environ. On peut évaluer à 2^m, 300 l'eau recueillie dans les trous creusés dans le sable du tilmas. Les chameaux sont très fatigués; le commandant décide que la colonne passera la journée du lendemain au rhedir de manière à leur permettre de se reposer et de pâturer. Il y a là, en effet, des pâturages suffisants et du bois.

Cavalerie. — Marche sur Tabaloulet. Départ à 4 heures. Arrivée à 12 h. 1/2. Distance parcourue 30 kilomètres. Pas d'eau ; un peu de pâturages et du bois. La deuxième journée d'eau des tonnelets est consommée.

30 avril. — *Colonne du Tidikelt.* — Séjour à Ferkla. Vent violent toute la journée. Un sokhar meurt et est enterré par ses camarades ; on le traite en soldat et une délégation de troupe assiste aux obsèques. Les sokhars sont touchés de cette marque d'attention.

Détachement d'Afflissés. — Séjour à l'Oued Afflissés. Malgré tous les travaux exécutés (5 puits), il n'est pas possible de donner à boire à tous les chameaux qui cependant n'ont pas été abreuvés depuis le 23 avril à Hassi Mouïlok, soit 8 jours. Heureusement que la température n'est pas très élevée et qu'il y a des pâturages verts.

Les renseignements recueillis sont unanimes pour assurer l'existence d'une grande quantité d'eau à l'Oued El Ardek et à Khez Reg. La colonne devait se remettre en marche à 5 heures du soir dans le but de couper l'étape du lendemain, trop longue ; mais à 4 h. 30 le vent du Sud-Ouest souffle avec violence et soulève des nuages de poussière qui empêchent le départ.

La colonne reste en place malgré la pénurie de l'eau.

Cavalerie. — Marche sur Fort-Miribel. Départ à 4 heures. Arrivée à 1 h. 1/2, 36 kilomètres. A Fort-Miribel l'on se repose et l'on boit ; c'est la civilisation : tout est relatif.

1^{er} mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ de Ferkla à 4 h. 50. Arrivée à Tilmas Djelguem à 6 h. 50, 7 kilomètres. On campe en ce point.

Petite étape, afin de laisser reposer et paître les chameaux. Le sirocco, du reste, oblige à ne pas aller trop vite, et puis la colonne n'avait pas fait séjour à Hassi-Mongar faute d'eau dans le puits pour tout le monde ; il n'y a donc pas de temps perdu. Eau abondante à Djelguem. Vent d'une violence extrême. Sirocco ardent.

Détachement d'Afflissés. — Départ de l'Oued Afflissés à 4 h. 45. L'équipe légère devance la colonne d'une heure, pour organiser les prises d'eau.

La colonne s'avance sur la hamada pierreuse et dénudée. Vers 7 heures, elle rejoint les pistes bien marquées de l'Oued Afflissés à El Adrek, pistes qui conduisent jusqu'au gîte d'étape. Vers 9 heures le vent du Sud-Sud-Ouest souffle avec une violence de plus en plus forte qui soulève des nuages de sable. Heureusement ce vent vient d'arrière et n'entrave pas trop la marche qui a lieu dans la direction du Nord. Grand'halte et café vers 11 heures.

Le vent cesse dans la soirée.

On arrive à Aïn El Adrek à 1 h. 15, après avoir fait 32 à 33 kilomètres environ.

Campé dans l'Oued El Adrek au nord et à 30 mètres des sources sur un terrain sablonneux et bon. Il y a là deux bonnes sources. La source inférieure, qui renferme environ 2^m,35 d'eau légèrement magnésienne, est employée au remplissage des tonnelets.

L'eau (500 litres) que ceux-ci contiennent encore est donnée aux chameaux en raison de son état de malpropreté. Le puits est nettoyé à fonds par les sokhars pour permettre à l'eau de monter pendant la nuit et de remplir le puits. Son extraction sera plus facile le lendemain matin. La source supérieure, située à 30 mètres de la première, donne une eau très magnésienne et moins abondante : elle est attribuée à l'abreuvement des chameaux qui n'ont pu boire depuis Hassi Mouïlok. Les sokhars nettoient et approfondissent également cette source.

En outre, quatre puits sont creusés par les sapeurs et les sokhars dans la partie basse du lit de l'Oued ; l'eau apparaît à 0^m,60 du sol, mais le débit est insuffisant et l'eau très magnésienne.

Bois et pâturages en assez grande quantité aux abords du camp.

Cavalerie. — Séjour à Fort-Miribel. Remplissage des tonnelets pour une consommation de deux jours.

2 mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ de Tilmas Djelguem à 4 heures. Arrivée à Oued El Hadj Brahim vers midi.

Beau temps, 26 kilomètres.

Bonne route dans l'Oued Mya.

Bois et pâturages. Pas d'eau.

Détachement d'Afflissés. — Séjour à Aïn El Adrek. Les chameaux sont tous abreuvés dans la journée. L'équipe légère, sous les ordres du lieutenant Martial, quitte El Adrek à 5 heures du matin pour se rendre à Krez Reg où le guide affirme l'existence de puits très abondants. A 7 heures 1/2 du soir, le capitaine reçoit un compte rendu faisant connaître qu'il existe en effet, dans l'Oued Krez Reg, deux puits situés à 50 mètres l'un de l'autre : le premier est comblé; le second, profond de 2^m,35, donne plus de 500 litres à l'heure d'eau très bonne.

Cavalerie. — Marche sur Hassi Saret, 29 kilomètres. Départ à 5 heures. Arrivée à 10 heures 50.

L'eau du puits est corrompue; une journée d'eau est consommée. Un peu de bois et de pâturages dans la direction sud-ouest de l'Oued Saret.

3 mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ d'Oued El Hadj Brahim à 4. 45. Arrivée à Oued Rethmaïa à midi, 25 kilomètres. Route mauvaise. Quelques pâturages, un peu de bois, pas d'eau. Le bivouac est bien situé, dans une espèce de daya assez unie, facile à garder et à défendre, en même temps que très bonne pour l'installation des tentes. C'est un endroit à recommander pour l'avenir.

La température s'est adoucie fort heureusement et le vent est frais. C'est ainsi sans cesse, à n'importe quelle époque de l'année, sauf en été. On passe sans transition du chaud au froid, de 42° le jour à 5 ou 6° la nuit. Ainsi, la nuit est particulièrement froide, tandis qu'il y a trois jours la chaleur empêchait de dormir. Il faut prendre sans cesse des précautions hygiéniques dans ces parages.

Détachement d'Afflissés. — Départ pour l'Oued Krez Reg à 4 h. 45. Temps frais, vent du Nord-Est favorable à la marche. Les pistes bien tracées suivent les pentes de l'Oued El Adrek dont la vallée s'élargit peu à peu et finit par atteindre 2 kilomètres environ. Il est 8 h. 1/2.

Quelques pâturages se trouvent en cours de route. A l'Ouest et à l'Est le Bâten borne l'horizon, à 30 kilomètres de distance environ.

Vers 11 heures, descente dans l'Oued Krez Reg dont les berges dominent le lit de 8 à 10 mètres. La colonne suit le lit de

l'oued, et à 1 h. 15 le camp est installé près des puits ; bon terrain de bivouac.

Distance parcourue, 32 à 33 kilomètres.

Le puits inférieur est attribué au remplissage des tonnelets. Il fournit 500 litres à l'heure et cela pendant 9 heures consécutives sans que l'on constate de diminution dans le débit. Le puits supérieur, qui a été curé par les sokhars, sous la direction des sapeurs du génie, est affecté à l'abreuvement des chevaux et des chameaux.

Bois et pâturages abondants autour du bivouac.

Cavalerie. — Marche sur Meksa. Départ à 4 h. 1/2. Arrivée à Meksa à 10 heures. Le détachement s'arrête momentanément en ce point pour permettre le remplissage des tonnelets, puis il va camper à 10 kilomètres plus loin sur la hamada. Arrivée à 1 h. 1/2, 35 kilomètres de marche. Pas d'eau. Pâturages aux environs. Bois.

4 mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ de l'Oued Rethmaïa à 4 h. 30. Arrivée à l'Oued El Far à 2 heures, 28 kilomètres. Un peu de bois, Pas d'eau. Bon terrain de campement.

Détachement d'Afflissés. — Départ de l'Oued Krez Reg à 4 h. 45 du matin. Temps frais, vent du Nord-Est.

Le passage pour franchir la berge nord-est de l'Oued Krez Reg est difficile et il faut 45 minutes pour faire passer les 105 chameaux du convoi.

Les pistes, mal marquées, se prolongent sur un terrain pierreux et difficile. Ce n'est qu'après 8 kilomètres de marche que l'on rencontre un terrain de reg favorable.

Quelques pâturages en cours de route.

A midi 15, la colonne est arrêtée et le bivouac installé dans l'Oued El Khecheba, sur un terrain sablonneux.

Bois et pâturages à proximité du camp. Pas d'eau. Distance parcourue, 24 kilomètres environ.

Un sokhar meurt dans la soirée ; il est enterré le lendemain avant le départ.

Cavalerie. — Marche sur Maroket.

Départ à 4 h. 1/2. Arrivée à 11 heures, après 24 kilomètres de marche. Le puits n'a pas d'eau ; celle des tonnelets est utilisée. Bois et pâturages en abondance.

5 mai. — Colonne du Tidikelt. — Départ de l'Oued Far à 4 h. 30 ; arrivée à Fort-Miribel à 9 h. 30 ; 19 kilomètres. Bonne route, sauf la descente dans l'Oued Chebaba, qui est fort mauvaise.

Détachement d'Afflissés. — Départ de l'Oued El Khecheba à 4 h. 1/2 ; en quittant l'oued, au sortir du bivouac, on débouche sur un plateau couvert de gravier fin, excellent pour la marche.

Les pistes, peu nombreuses, ne sont marquées que de temps à autre. La marche a lieu dans la direction du Nord-Est ; l'on trouve des pâturages en cours de route, dans les bas-fonds, dont les plantes principales sont le « guezzah », que les chameaux mangent quand ils ont faim, et le « lelma ».

Vers 6 h. 40, on entre dans un terrain de reg couvert de pierres noires.

Vers l'Est, on aperçoit la garet ben Aouïssa, qui domine l'horizon. On arrive à sa hauteur vers 10 heures du matin. De la garet ben Aouïssa partent une série d'oueds (ouïdian), orientés généralement du Sud-Est au Nord-Ouest, qu'on coupe à peu près normalement et qui sont couverts d'une végétation abondante. On rencontre aussi des pistes nombreuses et bien marquées conduisant d'Aïn El Adrek dans la direction de Ras El Erg, en passant par la garet ben Aouïssa. Il souffle un vent d'Est favorable à la marche. La colonne est arrêtée à midi 15 et le bivouac est installé sur un terrain de reg excellent. Bois et pâturages à proximité. Pas d'eau. Distance parcourue : 28 kilomètres.

Cavalerie. — Marche sur El Okseïbat. Départ à 4 h. 1/2. Arrivée à 10 heures, après 21 kilomètres de marche.

Pendant la marche, deux chameaux, dont un piqué par une vipère à corne, meurent. Le camp est établi sur un plateau, à proximité des deux puits.

Eau excellente. Bois et pâturages en abondance.

6 mai. — Colonne du Tidikelt. — Séjour à Fort-Miribel. La température est élevée ; on se repose.

Détachement d'Afflissés. — Départ à 3 h. 30. Le terrain de reg continue et les pistes se poursuivent, en coupant de nombreux petits oueds orientés du Sud-Est au Nord-Ouest. A 8 h. 45, on quitte les pistes allant vers Ras El Erg pour gagner Aïn Mezzer (puits sans eau de 4^m,50 de profondeur, ensablé en partie).

On rencontre ensuite un oued raviné, assez difficile à franchir, par lequel on accède au Bâten. Le passage est amélioré par les sapeurs aidés des sokhars, et les chameaux parviennent ainsi sans difficulté sur le plateau.

La direction générale de marche est vers le Nord-Est; à 10 h. 30, grand'halte de trois quarts d'heure et café.

A midi 1/2, on pénètre dans les lits d'oueds profonds où se trouvent des pâturages. La colonne est arrêtée à 2 h. 1/2 et le camp établi dans un oued.

Le terrain sablonneux est excellent pour camper. Bois et pâturages aux abords même du bivouac. Pas d'eau. Distance parcourue : 37 kilomètres.

Cavalerie. — Marche sur El Goléa, 27 kilomètres. Départ à 4 heures; arrivée à 8 h. 1/2. Le camp est établi sur le front sud des murs d'El Goléa; rien de nouveau. Les prisonniers ont fait la route sans incident ni accident.

7 mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ de Fort-Miribel à 4 h. 30. Arrivée à Hassi Saret à 11 h. 30. Bonne marche : 30 kilomètres. L'eau du puits a été contaminée et il faut s'en méfier. Il y en a d'ailleurs peu. Avant de quitter Fort-Miribel, il faut toujours avoir soin de se munir de quatre jours d'eau quand on se dirige vers le Sud, et de deux jours quand on remonte vers le Nord (El Goléa).

Détachement d'Afflissés. — Départ à 4 h. 30. Marche sur Fort-Miribel. Direction générale de la marche vers l'Est.

A 9 h. 15, entrée dans la vallée de l'Oued El Oucham.

A 1 h. 10, arrivée à Fort-Miribel et campé sur la place, près du monument Collot. Distance parcourue : 31 kilomètres.

On sait que le lieutenant Collot, des tirailleurs sahariens, a été assassiné en 1896 (voir 27 février) avec ses hommes à l'Oued Ghallousen, où il faisait de la topographie. On lui a élevé un monument à Fort-Miribel.

Terrain du bivouac facile et commode. Température élevée. Pas un souffle de vent.

Cavalerie. — Séjour à El Goléa, où elle restera dès lors.

8 mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ d'Hassi Saret à 4 h. 15; arrivée à Meksa à 11 heures : 26 kilomètres. Eau en

abondance. On en trouve partout en creusant, et les sokhars se mettent au travail d'eux-mêmes et tirent de l'eau de certains endroits où l'on ne se douterait pas qu'il y en a, à première vue.

Détachement d'Afflissés. — Séjour à Miribel. A 6 heures du soir, départ de Fort-Miribel, dans la direction du Nord. A 8 h. 40, la colonne s'arrête et campe au kilomètre 125,500 dans une daya. Terrain de bivouac sablonneux et bon. Ni eau, ni bois, ni pâturages.

9 mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ de Meksa à 4 h. 30. Arrivée à Guern Ouled Yahia à 12 h. 30 : 28 kilomètres. Pas d'eau. On campe au kilomètre 54 d'El Goléa. Passage de dunes assez difficile.

Détachements d'Afflissés. — Départ à 4 h. 25 du kilomètre 125,500, et à 8 h. 1/2 la colonne est à Hassi Saret, kilomètre 108; elle dépasse ce point, dépourvu de pâturages, pour aller faire pâturer les chameaux en un point plus favorable. A 11 h. 05, arrêt et installation du camp au kilomètre 99 dans l'Oued Ghal-lousen.

Terrain de bivouac sablonneux. Pas d'eau. Bois et pâturages dans l'Oued Ghal-lousen.

10 mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ de Guern Ouled Yahia à 4 h. 15. Arrivée à El Okseïba à 11 heures. Bonne route. Beau temps. Eau. 26 kilomètres.

Détachement d'Afflissés. — A 4 h. 25, départ de l'Oued Ghal-lousen (kilomètre 99); à 9 h. 5, arrivée aux puits de Meksa (kilomètre 82); eau très abondante dans les deux puits. Bois et pâturages suffisants, à condition de conduire les chameaux à 3 kilomètres au moins du camp. Terrain de bivouac dans le sable sur la partie supérieure des dunes surplombant la cuvette dans laquelle se trouvent les puits. Ce terrain est à éviter quand le vent souffle, à cause des nuages qu'il soulève. Il fait chaud. La colonne est remise en marche à 6 heures du soir; à 9 heures, elle est arrêtée et campée au kilomètre 70, dans la daya Bou-Zian. Terrain de bivouac excellent; bois en abondance, pâturages en quantité suffisante; pas d'eau.

11 mai. — *Colonne du Tidikelt.* — Départ d'El Okseïba à

ses remerciements et ses meilleurs souvenirs, et il leur dit au revoir,
pour courir à de nouveaux lauriers, si les circonstances l'exigent.

El Goléa, le 17 mai 1900.

D'Eu.

Colonel d'Eu.

(A continuer).



ASSOUPPLISSEMENT DE L'INFANTERIE

EN VUE DE SON EMPLOI

DANS LE

COMBAT MODERNE

INTRODUCTION.

« La préparation à la guerre est le but unique de l'instruction « des troupes » dit l'article 1^{er} du dernier projet de règlement de manœuvres de l'infanterie française. Les règlements allemands expriment la même idée sous une autre forme. « Une troupe bien « instruite, disent-ils, est celle qui n'a rien à oublier sur le « champ de bataille de ce qu'on lui a enseigné en temps de « paix ». Cette manière de voir est basée sur le sens commun, tout le monde est d'accord pour la professer. Cela veut-il dire que tout le monde la met réellement en pratique ?

Un officier anglais, revenu du Transvaal et y ayant fait la campagne, écrivait, après avoir suivi les manœuvres impériales allemandes en 1901, que les formations de l'infanterie allemande étaient beaucoup trop lourdes et trop denses et que, à la guerre, le feu d'un adversaire bien abrité et sachant se servir de son fusil aurait infligé à cette infanterie des pertes cruelles. Ce reproche, ajoutait l'écrivain anglais, ne s'appliquent pas qu'à l'infanterie allemande ; toutes les infanteries de l'Europe, à commencer par l'infanterie française, peuvent prendre leur part de cette observation.

Il ne faut pas se le dissimuler, cette critique est en grande partie fondée. Malgré les progrès réalisés dans l'instruction des infanteries européennes, malgré le développement du sens tactique à un haut degré chez les officiers de carrière, malgré les perfectionnements apportés aux règlements de manœuvre, l'infanterie est loin d'avoir toute la souplesse qu'elle doit posséder pour être entièrement apte au combat moderne. Or, cette souplesse seule la mettra à même d'utiliser au mieux le merveilleux outil qu'elle a entre les mains, tout en se servant du terrain pour se soustraire au feu de l'adversaire et diminuer les pertes dans une proportion suffisante pour permettre le mouvement dans la zone du feu, le *mouvement* qui seul rend possible la *manœuvre*, et par suite, l'accomplissement de *l'acte décisif du combat*.

Pourtant depuis quinze ans les exercices d'assouplissement de la troupe figurent dans nos règlements, et tous les officiers s'efforcent de bonne foi d'assouplir la troupe sous leurs ordres. Comment donc se fait-il que l'on puisse encore voir aux manœuvres certaines unités paraître lourdes et peu maniables, utiliser médiocrement le terrain, se mouvoir avec une rigidité qui rend lent et pénible le moindre déplacement ?

Cela tient à bien des causes.

Pour beaucoup de garnisons on allèguera la rareté ou même l'absence, dans leurs environs, de terrains abordables en tout temps pour la troupe. Dans tous les régiments on parlera des difficultés et des retards apportés à l'instruction par la mauvaise saison, par les nécessités du service intérieur, par le grand nombre des employés indispensables au fonctionnement économique de la grande machine régimentaire. On pourrait donner encore bien d'autres raisons bonnes ou mauvaises.

Mais la vraie cause, le grand facteur, c'est l'idée fausse que se font encore beaucoup d'officiers d'infanterie de ce que doit être l'assouplissement d'une troupe, et par suite un manque de netteté dans les idées qui doivent présider à l'instruction. Il existe encore des officiers qui ne peuvent se résoudre à brûler ce qu'ils ont adoré dans les belles années de leur jeunesse et pour qui le rang serré (et j'entends par là l'uniformité de mouvement de tous les exécutants, la recherche exagérée de l'alignement et du parallélisme des unités subordonnées) a conservé tous ses charmes. Ils y sont aidés par la place excessive encore donnée dans nos règle-

ments aux manœuvres de parade, bonnes seulement pour les revues et défilés.

L'assouplissement de la troupe, tel qu'on l'a introduit timidement dans les évolutions de l'infanterie française, repose surtout sur l'attention exigée des hommes qui doivent obéir au geste de l'instructeur en l'absence de commandements oraux. On peut ainsi par une combinaison plus ou moins compliquée de gestes et de coups de sifflet, soigneusement codifiée d'avance, arriver à exécuter tous les mouvements à rangs serrés possibles. Qu'en résulte-t-il ? Est-ce le véritable assouplissement de la troupe ?

Pas du tout. La troupe en sort plus raidie, les volontés individuelles en sortent plus brisées peut-être que de la manœuvre avec commandement oral. Cette manœuvre à la muette n'est pas le véritable assouplissement. Elle n'est qu'une sorte de gymnastique préparatoire ; il n'en faut pas abuser, et ne pas la prendre pour le *but* alors qu'elle n'est et ne peut-être qu'un *moyen*, et un moyen insuffisant, incomplet, et dont l'abus peut présenter les plus grands dangers.

Le combat moderne, par suite de la puissance de destruction instantanée et à grande distance que possèdent le canon et le fusil actuels, exige la possibilité pour l'infanterie de se déployer très rapidement et d'utiliser au mieux le terrain afin de se soustraire aux effets du feu, ou de faire entrer en ligne, en un clin d'œil, le nombre de fusils nécessaires pour écraser une troupe ennemie qui s'offre en prise à bonne distance. La guerre de 1866 en Bohême et la guerre franco-allemande d'abord, puis la guerre russo-turque en 1877, avaient déjà montré que c'était une faute grave de s'offrir aux coups de l'ennemi dans une formation trop dense et trop peu souple pour utiliser les moindres couverts du sol ; aujourd'hui la guerre qui se déroule dans l'Afrique du Sud a prouvé que c'est devenu un *péché mortel*.

Quand donc une troupe sera-t-elle souple et comment l'assouplir ?

La souplesse d'une troupe, à quelque arme qu'elle appartienne, est faite avant tout de la *souplesse du commandement*. Il faut que la pensée du chef se transmette rapidement du haut de l'échelle jusqu'au dernier échelon, jusqu'au plus modeste exécu-

tant. Pour cela il faut dans tous les grades des officiers capables de comprendre instantanément la situation tactique et de l'envisager comme l'envisageront leurs supérieurs. Il faut une communauté de doctrine et une confiance réciproque basée sur la connaissance de la valeur des supérieurs et des inférieurs, confiance que permettra à *l'initiative* de ceux-ci de suppléer aux lacunes du commandement du chef absent ou occupé à autre chose, et à ceux-là de conserver leur liberté d'esprit pour juger la situation et agir sans précipitation, sûrs qu'ils seront que l'exécution suivra instantanément leurs ordres et les devancera au besoin.

Seule, la *souplesse du commandement* permettra d'obtenir subséquemment l'assouplissement réel de la troupe qui, dans l'infanterie, comporte trois genres de souplesse principaux :

1^o Le plus élémentaire est *l'assouplissement de l'emploi du feu* qui s'obtient par l'instruction individuelle de l'homme et par l'autorité et le savoir-faire des gradés inférieurs et des officiers subalternes ;

2^o Il faut aussi que la troupe possède une *souplesse évolutive* complète. Ici la coopération des officiers de troupe de tout grade entre en jeu pour permettre à une troupe, d'un effectif quelconque, de se mouvoir et de transformer sa formation et sa direction rapidement, sans désordre et avec le moins de fatigue possible pour le soldat ;

3^o Enfin, il faut que cette souplesse soit assez grande pour permettre *l'adaptation de l'évolution au terrain et à la situation tactique*, ce qui n'est possible que lorsque la troupe possède déjà la *souplesse évolutive* et la *souplesse dans l'emploi du feu*.

Nous allons donc voir successivement :

A) A quelles conditions le commandement sera souple ;

B) Ce qu'est l'assouplissement de l'emploi du feu ;

C) Comment une troupe d'infanterie acquiert l'aptitude évolutive ;

D) Enfin comment, dans une infanterie qui a acquis les qualités précédemment énumérées, l'évolution et l'emploi du feu pourront s'adapter au terrain et à la situation tactique, c'est-à-dire quelle doit être de nos jours la physionomie du combat d'infanterie.

I.

L'ASSOUPLISSEMENT DU COMMANDEMENT.

Le commandement ne sera souple qu'à une condition : laisser à tous les échelons de la hiérarchie la liberté et l'initiative la plus complète en tout ce qui touche aux moyens d'exécution. Le chef a l'idée ; les détails d'exécution ne le regardent pas et incombent à ses subordonnés. Cela est indispensable pour que le chef conserve son esprit libre et calme, reste capable d'apprécier les modifications à la situation et de donner, si cela devient nécessaire, une nouvelle idée directrice. Mais pour se maintenir dans cette sérénité, il faut que le commandement ait confiance, qu'il soit sûr ou presque sûr de tous ses exécutants.

Se créer cette confiance, en la basant sur la capacité, sur la valeur reconnue des subordonnés, doit être le but des chefs de tout grade en toute circonstance. Les procédés d'instruction, l'exercice journalier du commandement à tous les degrés de la hiérarchie, les manœuvres, tout doit tendre, pour les cadres, à ce but essentiel. Pour eux, la véritable instruction consiste non seulement à enseigner aux subordonnés ce qu'ils doivent connaître, mais encore à forcer ceux-ci à *vouloir*, à *agir par eux-mêmes*.

Le projet de règlement de l'infanterie de 1901 revient à maintes reprises sur cette idée. Dans les bases de l'instruction il est dit :

Art. 5. — « Les méthodes de commandement exercent sur le développement des qualités militaires des cadres la plus heureuse influence lorsqu'elles favorisent leur activité intelligente. Elles doivent être basées sur le principe suivant :

« Le commandement supérieur fixe le but et le fait connaître.
« Le commandement subordonné conserve l'initiative du choix des moyens ; il reste constamment dans la dépendance du but assigné qu'il a le devoir d'atteindre en conformant les dispositions prises à la situation du moment.

« Cette initiative est indispensable pour préparer les cadres de l'armée à la conduite des troupes dans la guerre moderne ; il est vigoureusement interdit de la restreindre.

Art. 8. — « Le règlement laisse à dessein, dans les évolutions, une certaine liberté de mouvements aux unités subordonnées,

« cette liberté a pour but d'obtenir plus de souplesse et de rapidité dans l'exécution et, en même temps, de développer les qualités d'initiative et d'esprit de décision des cadres. *Il est interdit de la restreindre par des prescriptions formelles érigées en types invariables.* »

Art. 14. — « Le commandement veille à ce que chacun, dans les différents grades, conserve l'initiative que comportent ses fonctions et la part de responsabilité qui en découle.... Il guide les instructeurs *tout en évitant d'entraver leur initiative par des prescriptions formelles.* »

Des règles analogues figurent déjà dans les règlements d'infanterie en vigueur, mais on n'y avait pas encore insisté sur la nécessité de ne jamais empiéter sur la part d'autorité et d'initiative à laisser aux chefs en sous-ordre.

L'esprit qui préside à l'instruction de détail qui façonne l'esprit du soldat à son arrivée au corps et dont l'action se continue sur les caporaux, les sous-officiers et les officiers des compagnies, ses distributeurs immédiats, cet esprit, il faut l'avouer, ne répond généralement point aux besoins de l'armée de nos jours. Cet esprit est l'héritage d'une époque, le XVIII^e siècle, où l'armée du grand Frédéric était le modèle de l'Europe. Excellent pour le but qu'on se proposait alors et qui était de briser la volonté individuelle, de faire du soldat dans le rang une machine qui ne se mouvait que sur un ordre, il ne peut répondre aux besoins de notre époque où, dès que l'instruction de la place d'exercice est faite, nous demandons aux soldats et aux cadres inférieurs intelligence, initiative, goût de l'action individuelle. Nous faussons le grand ressort pour commencer, et nous nous étonnons ensuite que la machine ne fonctionne pas à notre satisfaction. Cette instruction du début, donnée à rebours, n'agit pas seulement sur le soldat. Elle a aussi agi sur l'officier qui en a subi l'empreinte soit au régiment, soit à Saint-Cyr selon son origine. Voilà le premier obstacle à détruire. Conservons soigneusement chez tous la faculté de vouloir. Cultivons-la, exaltons-la au lieu de la déprimer.

Cela n'est pas vrai seulement à la manœuvre. Il faut développer cette faculté, l'exalter en toute circonstance, dans les mille incidents du service journalier, et dès l'arrivée de l'homme

au régiment. Il faut cultiver le désir de vouloir, le goût de la responsabilité, se forcer soi-même et forcer chacun autour de soi à respecter le droit de ses subordonnés à *vouloir* dans le cadre tracé par le supérieur.

Cette éducation *morale* de tous les instants, de toutes les circonstances, se retrouvera à la manœuvre. Celui qui sait vouloir dans la vie courante saura aussi et pourra aussi vouloir, en manœuvre et en guerre, même en l'absence d'une volonté supérieure directrice, quand il se sera persuadé par une longue pratique de sa propre capacité. L'*initiative*, dans notre métier comme dans toutes les autres professions, ne peut être que le fruit de l'*arbre de science*, sinon elle n'est pas l'initiative; elle n'est que la licence.

Seule aussi l'initiative pratiquée par tous les échelons de la hiérarchie permet d'assurer au combat la *liaison* entre les unités d'un même corps, entre les corps voisins et les différentes armes. Le commandement, absorbé par la direction, ne peut pas toujours, faute de temps et de moyens de transmission suffisants, communiquer au fur et à mesure les renseignements qui lui parviennent, soit à ses subordonnés, soit aux voisins. Tout officier a le devoir strict d'aller aux renseignements, de profiter de toutes les circonstances pour se rapprocher des états-majors et y puiser des nouvelles, de communiquer avec les troupes voisines pour s'orienter soi-même ou pour orienter des éléments nouvellement arrivés dans son voisinage. Les officiers de liaison attachés à l'échelon supérieur ne sont pas suffisants pour assurer cette orientation complète des esprits. On n'y arrivera que par le désir intelligent et actif de tous les échelons de la hiérarchie, par une *initiative générale* dans la recherche des renseignements.

L'initiative ainsi comprise ne diminue en rien le rôle du commandement. Elle ne s'exerce que sous le contrôle permanent du chef toujours prêt à intervenir pour redresser les erreurs et approuver ce qui est bien. Les indications constantes données par lui maintiennent les subordonnés dans la ligne qu'ils doivent suivre, font naître ou développent la communauté des idées et des doctrines. On enseigne ainsi à tous les échelons de la hiérarchie à agir par eux-mêmes, sans avoir l'œil anxieusement dirigé

sur le chef pour attendre l'ordre derrière lequel on se mettra à couvert. La confiance viendra au chef en voyant ses subordonnés agir d'eux-mêmes, et chez ceux-ci naîtra la confiance raisonnée en soi qui donne le goût des responsabilités et le courage de les assumer, d'où découlent l'élévation et la noblesse du caractère.

II.

EMPLOI DES FEUX.

La souplesse dans l'emploi du feu n'est possible qu'à une condition, c'est que sa conduite soit laissée à ceux qui peuvent réellement le diriger et qu'on ne commande que ce qui est utile et possible à la guerre. Les chefs supérieurs, jusqu'au chef de bataillon inclusivement, donnent des objectifs tactiques. Mais l'objectif de tir et l'exécution du feu relèvent en dernière instance des capitaines, dans bien des cas des chefs de section et des cadres inférieurs à leur disposition ; enfin, plus souvent qu'on ne le croit en général, de l'homme lui-même.

Il existe une différence notable entre l'emploi du feu de l'homme isolé et l'emploi du tir collectif.

Dans le premier cas, dit le projet de règlement pour l'infanterie (art. 90 de l'Ecole du soldat), l'homme « doit, de son propre mouvement et avec calme, choisir son emplacement, se poster, estimer la distance du but et, s'il y a lieu, disposer la hausse et tirer ».

Dans le tir collectif au contraire (art. 66 de l'Ecole de section), « le tirailleur applique pour tirer et pour se protéger les mêmes règles que quand il est isolé ; mais il n'a plus le choix de l'emplacement, du but et de la hausse, ni le droit de commenter, de continuer ou de cesser le feu selon sa propre volonté : l'initiative en est réservée au chef ».

Il semblerait d'après ce qui précède que la conduite du tir collectif ne dépend que du chef. Combien de facteurs ne dépendant que de l'homme influenceront cependant sur son efficacité !

Non seulement l'homme doit toujours savoir se poster de lui-même en utilisant au mieux le terrain sans gêner ses voisins, mais, s'il n'a pas bien entendu les indications du chef, il doit

également de lui-même, se renseigner près de ses voisins, s'assurer qu'il a bien la hausse indiquée, être attentif au moindre signal du chef pour l'ouverture, la cessation, la reprise du feu, charger de lui-même dès qu'il est arrêté pour être prêt à recommencer le tir instantanément, réapprovisionner de lui-même quand il a vidé le magasin en totalité ou en partie. Tout cela repose sur l'intelligente initiative du simple soldat. Sur lui aussi repose le soin de cesser le feu dès que l'objectif disparaît. Il faut donc développer, même chez le *tireur collectif*, le goût de l'*initiative et de l'action individuelle* sans sortir de la main du chef.

Le véritable conducteur du feu est le chef de section, mais tous les sous-officiers et caporaux de sa section doivent le seconder activement. C'est eux qui vérifient les hausses, s'assurent que les hommes tirent vraiment sur le but indiqué, répètent les commandements, surtout pour la cessation du feu, renseignent leur chef de section sur les mouvements de l'ennemi et des unités voisines qu'ils doivent observer. Ils doivent d'eux-mêmes entrer en relation avec les unités voisines, que celles-ci soient déjà en position, ou au contraire qu'elles rejoignent la section, pour prendre ou pour communiquer les données du tir, déchargeant de ce détail le chef de section qui peut ainsi se consacrer tout entier à son commandement. Dans certains cas, en patrouille de combat, à une aile de la ligne, voyant les premiers l'ennemi ou découvrant un nouvel adversaire, ils devront apprécier s'il faut ouvrir le feu ou changer d'objectif, peut-être même faire changer de direction leur unité pour tirer sur un objectif nouveau sans avoir le temps d'en référer au chef de section.

La conduite de la section est déjà une mission importante dans l'exécution du feu comme dans l'accomplissement des mouvements. Le chef de section jouit de la plus grande initiative en ce qui concerne l'emplacement de tir exact de son unité. Le capitaine ne peut pas toujours donner la hausse, les ordres relatifs à la désignation des objectifs, à l'ouverture et à la cessation du feu. Bien souvent, les sections seront échelonnées ou le front de la compagnie déployée sera trop grand pour que le capitaine ait une influence complète sur les sections les plus éloignées de lui. Le rôle du chef de section est donc de la plus

grande importance, et celui-ci ne sera à la hauteur de sa tâche que s'il a été habitué à une grande initiative.

Maintenant que nous savons la part de chacun dans l'exécution des feux, voyons ce que peuvent être ceux-ci dans le combat moderne.

Le feu peut s'exécuter sous deux formes :

Le feu de salve ;

Le feu à volonté, qui peut lui-même être un feu lent, un feu rapide coup par coup, ou un feu à répétition.

Parlons d'abord du feu de salve.

Napoléon I^{er} disait déjà : Le seul feu possible est le feu à volonté.

L'expérience des guerres européennes depuis l'introduction des armes à tir rapide en 1866, celle plus récente de la guerre du Transvaal montrent que le feu de salve, dans une période de crise, est aussi impraticable qu'il y a un siècle.

Après la campagne de 1870, le général Boguslavski écrivait en parlant de l'infanterie prussienne : « On lit quelquefois que « tel ou tel corps a exécuté des feux de salve ; cela veut dire « qu'on en a commandé, mais non qu'on en a exécuté. » Cette remarque est tout aussi vraie pour l'infanterie française de cette époque. Les Turcs en 1877 ont infligé aux Russes, devant Plewna, les cruelles pertes que l'on sait, uniquement au moyen du feu à volonté, et les Boers n'en ont pas connu d'autre à la Tugela, à Spion Kop, à Modder-River ou à Maggersfontein. Aux manœuvres allemandes, on n'entend jamais un feu de salve. Notre projet de règlement de 1901 ne connaît plus que le feu à volonté, et l'enseignement de l'école normale de tir (compte rendu des exercices pratiques de tir en 1901) déclare nettement que le feu à volonté est seul pratique à la guerre et constitue le « feu normal de l'infanterie. »

Il y a à cela une raison très importante.

Le feu de salve et le feu à volonté ont une justesse sensiblement égale, mais le feu de salve ne peut jamais atteindre la rapidité et par suite l'effet utile du feu à volonté, puisque les unités voisines sont obligées de ne tirer qu'alternativement et

que dans chaque unité, le chef ne peut commander le feu que quand tout le monde est prêt. Le feu de salve est à peu près impossible dans la position couchée qui sera si largement employée à l'avenir. Enfin, « contre des buts paraissant pendant « un temps limité, et le cas sera fréquent, le feu à volonté, plus « rapide dans sa préparation et son exécution, doit être préféré. « Le feu de salve exige souvent une mise en ordre de la troupe « qui retarde l'ouverture du feu. » (École normale de tir, 1901.)

Le feu de salve, dit-on, permet de régler le tir. Le feu à volonté le permet tout aussi bien, puisqu'avec une troupe bien instruite il suffit d'un coup de sifflet pour le faire cesser et prescrire une modification de hausse.

Quant à l'effet moral du feu de salve, il n'est nullement évident qu'il soit « plus important que celui d'un tir à volonté « exécuté à bonne vitesse et par rafales, car ce dernier est susceptible de produire dans un temps plus court les mêmes « résultats. Il semble que les détonations nourries d'une rafale « brusquement ouverte, nettement cessée, doivent produire des « effets aussi impressionnants que les salves. » (Compte rendu des exercices pratiques de tir de l'École normale de tir en 1901.)

Que doit donc être le feu de l'infanterie dans le combat d'aujourd'hui ?

Ce sera un feu à volonté subitement commencé, instantanément suspendu au coup de sifflet qui est le seul instrument capable d'attirer l'attention de tous dans le fracas de la fusillade. On ne peut s'imaginer le capitaine ou le chef de section sans un sifflet pendant le combat. Ce feu sera toujours un *feu rapide* coupé de pauses ; pour employer une locution courante, ce sera un *feu par rafales*. Pourquoi ?

Parce qu'il faut se découvrir et se donner en prise le moins longtemps possible au tir de l'ennemi. Donc, il faut obtenir le plus vite possible le résultat cherché. On voit un objectif ; on ouvre sur lui le feu rapide. Si l'objectif ne semble pas atteint, c'est que la hausse est mauvaise ; il faut alors suspendre le feu et prendre une autre hausse. Si l'on y remarque du trouble, on continue le feu jusqu'à ce que l'ennemi ait cessé le sien ou se soit mis à l'abri. Le but momentanément atteint, on s'abrite soi-même pour ne pas faire de pertes inutiles et pour faire reposer

treindre la liberté de mouvement des unités subordonnées « par
« *des prescriptions formelles érigeant les diverses évolutions en*
« *types invariables.* »

Une troupe n'est vraiment souple que lorsqu'elle est prête à exécuter n'importe quel mouvement de n'importe quelle façon à la seule indication de son chef, sans étonnement et sans trouble. Il faut que les chefs soient habitués à ne pas intervenir dans le rôle de leurs subordonnés, et le projet de règlement dit nettement à l'École de bataillon (art. 44) : « Les capitaines ont la latitude
« de modifier la formation de leur troupe pour utiliser le terrain ;
« ils ne sont pas astreints à maintenir les distances et les intervalles prescrits ; s'ils s'en sont écartés, ils les reprennent dès
« que le terrain le permet. » Le règlement actuel n'empêche pas d'agir ainsi, loin de là ; mais il ne le prescrit pas d'une manière aussi formelle.

Si j'insiste sur la communauté de pensée où je me trouve avec les auteurs éminents du projet de règlement de 1901, c'est que je ne veux pas avoir trop l'air révolutionnaire en prêchant le renversement des errements enracinés encore dans trop de régiments d'infanterie. C'est fort de leur appui que je dis : Plus de schémas, plus de formules. Une formule, par le seul fait qu'elle est immuable, qu'elle fait appel à la mémoire au lieu de faire appel à l'intelligence des exécutants, est mauvaise et doit être détruite.

J'ai dit que la cavalerie peut nous servir de modèle au point de vue de l'aptitude évolutive. Il ne m'échappe pas que le cavalier possède la diversité des allures qui lui permet de regagner rapidement sa place en prenant le trot ou le galop, tandis que le fantassin, son sac sur le dos, n'a qu'une allure : le pas. Il ne faut en effet recourir au pas gymnastique, en dehors du terrain d'exercice, que dans des circonstances exceptionnelles et urgentes, si l'on ne veut pas avoir une infanterie essoufflée et fourbue avant le moment où il faudra l'employer.

Mais si la cavalerie jouit de la diversité des allures, l'infanterie a sur elle l'avantage suivant : le fantassin occupe dans le rang un front égal à sa profondeur, tandis que la profondeur du cavalier est triple du front qu'il occupe. Dans la cavalerie, dès qu'on rompt les pelotons en colonne par quatre, se produit un

allongement qui fait que cette colonne n'est plus une formation tactique, et que la cavalerie ne peut manœuvrer que par *le front de ses pelotons* ; elle doit par suite conserver entre les unités de manœuvre (pelotons ou escadrons) des intervalles et des distances égaux à un front de peloton si elle veut pouvoir exécuter une évolution quelconque. Au contraire, dans une troupe d'infanterie, si massée qu'elle soit, il est toujours possible de faire demi-tour ou par le flanc sur place, par conséquent de faire face à n'importe quelle direction instantanément et de se mettre en marche sans aucune difficulté aussitôt après ce mouvement si simple.

Si on laisse la liberté de manœuvre aux unités subordonnées, si l'on renonce à avoir toujours toutes les sous-unités alignées à la même hauteur les unes sur les autres, il n'y a aucune difficulté sérieuse à laisser toute liberté de manœuvre et à faire dans l'infanterie ce qui se fait dans les autres armes : aller par le chemin le plus court et les mouvements les moins compliqués à la place résultant de l'énoncé de la formation à prendre.

La direction doit primer l'alignement. — Or, que voyons-nous en général dans une unité d'infanterie en marche, qu'il s'agisse d'une compagnie, d'un bataillon ou d'un régiment ?

De l'influence si longtemps et naguère encore excessive du rang serré subsiste toujours une tendance fâcheuse à s'aligner sur l'*unité de direction*, ou même sur un simple fanion.

Aussi les fractions les plus rapprochées de l'objectif, ou le pivot dans les changements de direction des lignes de colonnes dans lesquelles se résolvent toutes les formations massées de l'infanterie, piétinent, marquent le pas pour attendre les fractions plus en arrière. Dans une ligne de tirailleurs, on craint de se dépasser ; le jeu des échelons ne se produit pas en vertu des circonstances tactiques ou des facilités de cheminement qu'offre le terrain. Il ne se produit qu'au coup de sifflet du chef de bataillon qui fait arbitrairement avancer sa gauche ou sa droite, souvent à contre-sens, car il ne peut pas juger d'un terrain sur lequel il n'est pas, et toujours au détriment de l'initiative de ses capitaines, de la souplesse de sa troupe et de la bonne utilisation du terrain.

Que résulte-t-il de cette regrettable tendance ?

Chacun, pour éviter des observations, songe avant tout à regarder à droite et à gauche s'il est sur l'alignement, s'il a, à un pas près, son intervalle et sa distance, et, comme on ne peut pas tout faire à la fois, on perd de vue la direction à suivre et l'on cesse de penser à ce qui est le but manifeste de toute marche : *gagner du terrain en avant pour se rapprocher du but à atteindre*. Par suite, ralentissement de l'allure, absence de progression en avant. Mais le plus mauvais résultat du système, c'est l'énervement et la fatigue résultant pour tous, des officiers supérieurs aux soldats, des incessantes observations relatives aux distances, aux intervalles et par-dessus tout à l'alignement.

Il faut réagir contre ces tendances qui font la manœuvre fatigante, ennuyeuse, pas ou du moins *peu instructive, et pas éducative du tout*.

Encore une fois, ne prenons pas le *moyen* pour le *but*, ne croyons pas que la manœuvre à la muette suffit à donner l'assouplissement réel. Employons tous les procédés que nous donne la nature pour commander : la voix, le geste, la direction du chef, son allure et son attitude. Pour que les commandements oraux ne soient jamais gênants, il nous suffira de faire comme les cavaliers et les artilleurs, d'en modérer l'ampleur de manière à n'être entendus que de l'unité que nous commandons.

Rompons le moule du vieux rang serré !

N'attendons pas que le projet de règlement de 1901 partout appliqué nous oblige à rendre la liberté de manœuvre aux unités subordonnées, et profitons de ce que le règlement en vigueur nous permet de le faire et nous y *invite* dans la 2^e partie de tous ses Titres.

Si, par suite de changement de formation ou de direction, toutes les unités ne sont plus à la même hauteur, qu'importe. L'unité de direction est *toujours celle qui est le plus près de l'objectif ou la plus avancée dans la direction de la marche*. Les autres éléments seront momentanément, plus ou moins longtemps, en échelons ; à la faveur du premier arrêt, ils se reporteront à hauteur de l'élément le plus avancé si la situation tactique ne conseille pas de rester en échelons, ce qui sera bien souvent le cas.

Surtout, souvenons-nous que quand on marche, c'est *pour*

atteindre un but. Prenons des directions, faisons-en part à nos subordonnés, disons-leur ce que nous voulons et mettons-leur la bride sur le cou. Ils feront ce que fait un cheval à qui on rend la main en serrant les jambes. Nous verrons tout le monde allonger le pas, ne plus craindre les à-coups, n'en plus occasionner et n'en plus être gêné. On ira plus vite, avec plus d'ordre et moins de fatigue.

Qu'on regarde marcher une troupe ainsi dressée. L'allure est coulante; les hommes et les chefs, l'œil sur la direction connue de tous, ne songent qu'à gagner du terrain. De l'unité d'allure de l'infanterie, de la longueur immuable du pas du fantassin, l'alignement sort par surcroît, celui de la section bien entendu, le seul qui soit nécessaire au maintien de l'ordre; car la place relative des sections et des compagnies dans l'ensemble repose sur leurs chefs. Si l'on a cultivé leur initiative et leur coup d'œil, ils sont capables de se régler sur leurs voisins sans qu'on ait besoin de les tenir en laisse. La direction se modifie sans effort et peut se plier au terrain, et surtout de la souplesse de la troupe naît la tranquillité d'esprit du chef, sûr d'avoir dans la main un bon outil, utilisable en tout temps et en tout lieu.

Les *principes* qui doivent présider à l'instruction de l'infanterie, si on la veut souple et légère dans la main de ses chefs, nous venons de les indiquer. Précisons un peu plus maintenant les lignes générales des procédés d'exécution.

Rôle des chefs. — Le chef d'une unité quelconque n'a qu'une chose à prescrire : la place relative des sous-unités de premier ordre (bataillons dans le régiment, compagnies dans le bataillon, sections dans la compagnie), sans aucun souci de numérotage ni d'ordre normal, bien entendu, et sans chicaner personne pour quelques pas de plus ou de moins. Quant à la formation intérieure de ces sous-unités, le chef n'a pas à s'en mêler. Qu'importe dans un bataillon qu'une compagnie marche en colonne de compagnie et l'autre en ligne de sections par le flanc. C'est au capitaine qui parcourt un terrain donné à voir la formation la plus avantageuse; il est le meilleur juge, et son chef de bataillon risque fort de se tromper en lui imposant des prescriptions de détail. Nous reviendrons tout à l'heure d'une

manière plus précise sur ce point en parlant de l'adaptation des formations au terrain et à la situation tactique.

Comment assurer la direction ? — Nous avons dit que l'ordre s'obtient par la *direction* mieux que par l'*alignement*.

Comment donc assurer la direction ?

Le règlement de 1894 comme tous ses prédécesseurs prescrit que, dans le bataillon, la direction est donnée par le fourrier porte-fanion ; dans la compagnie il y a une section de direction.

Eh bien ! dans le bataillon, il est avantageux d'avoir de même une compagnie de direction.

Le fanion est surtout destiné à renseigner le colonel sur la place respective de ses bataillons ; ce n'est qu'accessoirement qu'on l'a employé à indiquer la direction, par une conséquence abusive de son antique emploi dans les alignements. Le fanion, comme on l'emploie bien à tort aujourd'hui, rappelle avant tout qu'on s'aligne sur lui, qu'on ne doit pas le dépasser.

Or l'unité de direction, avons-nous dit, doit toujours être celle qui est la plus rapprochée de l'objectif ; elle peut donc, elle doit donc se modifier dès que, pour une cause quelconque, l'unité de direction primitive est retardée dans son mouvement. Le porte-fanion ne suffit donc pas à assurer la direction et il ne faut pas n'employer que lui ; il sera du reste souvent utilement placé à l'unité de direction. Si une autre unité reçoit ce rôle, il s'effacera momentanément, quitte à rejoindre celle-ci le plus tôt qu'il pourra, ce qui n'est du reste pas indispensable.

Le vrai moyen de donner la direction sur un terrain où la vue est étendue, c'est d'indiquer à tous un *point de direction* bien visible de tous (arbre, maison, clocher, meule de paille, coin de bois bien apparent), et aussi éloigné que possible pour que les directions des unités subordonnées convergeant vers lui restent sensiblement parallèles. Tout le monde y fait face et part sans s'inquiéter des obliques et des échelonnements qui se produisent. Tout se redressera en marchant. Quand on se rapproche de cet objectif de marche ou quand, pour une raison quelconque, on ne peut le choisir assez éloigné, l'unité de direction marche exactement sur le point désigné ; les chefs des unités subordonnées se choisissent dans le voisinage du point de direc-

tion général un point de direction secondaire indiqué à tous dans l'unité et chacun y fait face sans s'inquiéter de s'aligner sur l'unité de direction.

Avec ce procédé, le souci de l'alignement n'existe plus et n'agit plus sur l'esprit et les jambes de tous comme un sabot d'enrayage. Tout le monde regarde le but, y marche et ne songe qu'à rattraper les plus avancés à moins que l'ordre ait été donné de rester échelonnés.

Le chef, guide de sa troupe. — Dans la compagnie et la section, le chef est guide de sa troupe ou se fait remplacer dans ce rôle par un de ses subordonnés à qui il passe le commandement afin de pouvoir se décoller, se porter en avant pour reconnaître les cheminements ou jalonner la direction à suivre, en se réglant personnellement sur les échelons qui le précèdent. Ce n'est pas pour rien que les capitaines sont montés dans l'infanterie. La sous-unité d'ordre immédiatement inférieur, qui marche dans les traces du chef-guide, sert d'unité de direction. L'officier chargé de guider la marche doit régler son allure de manière à ne jamais ralentir celle de l'unité de direction et se transporter rapidement devant l'unité la plus avancée, si celle qu'il possédait auparavant cesse de l'être. Les chefs-guides des unités subordonnées règlent leur mouvement sur celui de l'unité de direction, jalonnant ainsi la route de la fraction qui marche dans leurs traces. Il n'y a pas d'autre moyen de régler la marche d'unités en échelons.

Jamais de piétinement. — Dans aucun cas, aucune unité ne ralentit l'allure et ne piétine sur place. Si, pour une raison quelconque, on doit attendre des unités plus en arrière, il faut s'arrêter complètement. Rien ne fatigue plus les hommes comme ce piétinement. Cette indépendance dans la marche doit s'étendre jusqu'à la section.

Formation par le flanc des subdivisions. — La généralisation de l'emploi des formations par le flanc a beaucoup fait pour la souplesse de l'infanterie. Mais il ne faut pas croire qu'elles répondent à tous les besoins et peuvent toujours trouver leur emploi.

Ces formations éminemment maniables permettent de modifier

facilement, et sans à-coup, l'orientation de chacune des unités qui les composent, de se couler dans les cheminements du terrain, d'ouvrir ou de desserrer rapidement les intervalles. La routine, du reste, ne les a pas admises sans opposition et il a fallu des années pour qu'elles deviennent d'un usage courant. Chose curieuse, ce qui a le plus aidé à vaincre la résistance passive qui s'opposait à leur emploi, ce sont moins leurs propriétés évolutives que l'enseignement des écoles de tir qui les proclamait moins vulnérables aux grandes distances que les formations en ligne. Puis, à l'usage on les a trouvées si commodes qu'on a voulu les employer comme une panacée, perdant de vue l'enseignement de ces mêmes écoles de tir et les prescriptions du règlement sur leur vulnérabilité, qui doit les faire écarter aux moyennes et aux petites distances en terrain plat et découvert.

Il arrive donc aujourd'hui que leur *abus*, remarquez bien que je ne dis pas leur emploi, les fait appliquer dans des cas et à des moments où elles constituent un véritable non-sens, c'est-à-dire aux moyennes et aux petites distances sous le feu de l'infanterie. Nous reviendrons sur ce point tout à l'heure, en parlant de l'adaptation des formations au terrain et à la situation tactique.

Qu'on ne dise pas que cela est difficile, que les subordonnés ne seront pas à hauteur de leur tâche, qu'une pareille indépendance relâchera les liens tactiques et ceux de la discipline. La cavalerie d'abord, l'artillerie plus récemment, en empruntant à la cavalerie ses formations et ses procédés de manœuvre, sont arrivées à évoluer avec une souplesse complète, sans qu'aucune prescription formelle restreigne la liberté d'action de leurs officiers ; chacun d'eux conduit toujours son unité par le chemin le plus court et les moyens les plus simples à la place qu'elle doit occuper. Et nous fantassins, qui n'avons qu'à conduire des hommes intelligents, que n'entrave pas la direction à donner à un cheval, ou comme dans l'artillerie à un matériel encombrant, nous ne serions pas capables d'en faire autant ! Allons donc. Voulons-le, et nous le ferons sans effort dès que nous l'aurons voulu.

Chefs et subordonnés y gagneront, car la manœuvre devient

ritablement intéressante pour tous quand, du haut en bas de hiérarchie, chacun y déploie la part d'autorité qui lui revient, doit par suite faire entrer en jeu son intelligence et son aptitude à faire œuvre personnelle.

Capitaine A. NIESSEL.

(A continuer.)



a cherché à prendre les dispositions les plus complètes et les plus pratiques pour assurer l'alimentation des troupes en campagne dans tous les cas. Les mesures que l'on a adoptées dans les armées étrangères, à ce point de vue, sont sensiblement analogues à celles que nous avons indiquées plus haut pour notre armée.

Mais de ce que l'on a prévu pour le mieux les mesures à prendre, il ne s'ensuit pas que le problème du ravitaillement ne présente pas des difficultés assez sérieuses, que nous nous proposons d'examiner, ainsi que les divers moyens d'y remédier.

II.

RAVITAILLEMENT EN GÉNÉRAL.

Le ravitaillement des armées considérables que l'on mettra sur pied, dans le cas d'une guerre européenne, présente l'une des plus grandes difficultés que l'on ait à surmonter dans la guerre moderne.

Pour assurer ce ravitaillement, on fera usage à la fois des ressources du pays dans lequel opéreront les armées, et des denrées provenant des envois faits par les services de l'arrière.

Avec les effectifs énormes que l'on fera mouvoir, les ressources du théâtre des opérations seront rapidement épuisées ; il faudra donc compter principalement sur les envois de l'arrière. Le problème à résoudre se divise en deux parties : 1^o rassembler les approvisionnements ; 2^o les transporter depuis les points de rassemblement jusqu'aux armées d'opérations.

Le *rassemblement des approvisionnements* par l'exploitation méthodique des ressources agricoles, commerciales et industrielles du pays, est confié, dans chaque département, au sous-intendant militaire, pour tout ce qui regarde les besoins de l'armée, et au préfet, pour ce qui concerne la subsistance de la population civile des places fortes. Ces deux fonctionnaires sont secondés, en temps de paix, par un comité d'études et, en temps de guerre, par des commissions de réception. D'après les expériences qui sont faites annuellement, ce service fonctionnerait d'une manière très satisfaisante en temps de guerre.

En serait-il de même en ce qui concerne le *transport des ap-*

*provisionnement*s depuis les points de rassemblement jusqu'aux armées d'opération ? C'est ce que nous nous proposons d'examiner.

Pendant les grandes manœuvres qui ont eu lieu jusqu'à présent, on a assuré l'alimentation des troupes à la fois par l'exploitation des ressources locales et par l'envoi de denrées provenant de l'arrière. Ces dernières étaient rassemblées par le service de l'intendance, dans des centres appelés *stations-magasins*, d'où elles étaient expédiées par le chemin de fer, sur des stations de la voie ferrée appelées *centres de débarquement*, situés à petites distances des cantonnements et quelquefois au milieu de ces derniers. Les *trains régimentaires* venaient se ravitailler à ces centres, et le service fut toujours ainsi assuré d'une manière satisfaisante. Exceptionnellement, quand la distance de la voie ferrée jusqu'aux cantonnements atteignait une étape, on employait un convoi formé sur place au moyen de voitures de location, pour transporter les denrées depuis les centres de débarquement jusqu'aux points fixés pour le ravitaillement des trains régimentaires.

On peut conclure de ces expériences que le problème du ravitaillement est résolu lorsqu'on peut faire usage des voies ferrées jusqu'aux armées d'opérations.

Ce sera le cas, par exemple, pendant la période de concentration et au début des opérations, tant qu'on se trouvera dans la zone non encore occupée par l'ennemi. Il n'en sera plus de même, malheureusement, lorsque l'armée se portera en avant, car elle trouvera certainement les voies ferrées détruites, surtout aux endroits des ouvrages d'art, tels que ponts, viaducs, tunnels, etc. Suivant l'importance des destructions, il faudra un temps plus ou moins considérable pour rétablir la voie ferrée, et l'on sera alors obligé de faire usage des routes ordinaires, afin de relier l'armée avec le point où le chemin de fer cesse d'être exploitable.

III.

EMPLOI DES CONVOIS DE VOITURES.

Le règlement sur l'organisation et le fonctionnement des services de l'arrière prévoit alors l'emploi de convois de voitures

échelonnés et mis en mouvement successivement. Ces divers échelons sont les convois administratifs, les convois auxiliaires et les convois éventuels de réquisition.

Le règlement pose en principe que les différents échelons ne devront pas faire de marche en arrière, mais qu'ils seront ravitaillés sur place par le groupe immédiatement en arrière, qui poussera à cet effet en avant un jour de vivres et de fourrages. C'est ainsi que la section vide des trains régimentaires sera ravitaillée par un *convoi administratif*, celui-ci par une section pleine du *convoi auxiliaire* et cette dernière par un *convoi éventuel de réquisition*, journellement poussé par la station tête d'étapes de guerre ou par le gîte principal d'étapes à la rencontre de la section vide du convoi auxiliaire.

Ce système de ravitaillement est très compliqué, car il repose sur le fonctionnement parfait des échelons successifs, et si l'un d'eux vient à éprouver un retard, le ravitaillement est compromis. Il a, en outre, l'inconvénient d'exiger un grand nombre de chevaux et de voitures. Ce nombre n'est pas inférieur à 2,800 chevaux (y compris ceux des escortes) et à 1100 voitures pour le ravitaillement d'un corps d'armée à une distance de 100 kilomètres, soit quatre étapes.

On se représente facilement les difficultés considérables qu'il y aura à surmonter pour rassembler et nourrir les équipages de 20 corps d'armée, pour entretenir la ferrure des chevaux, ainsi que l'encombrement que ces voitures occasionneront sur les routes, qui ne tarderont pas à être défoncées et rendues impraticables par ces charrois incessants.

IV.

EMPLOI DES CHEMINS DE FER A VOIE ÉTROITE.

Depuis fort longtemps on s'est rendu compte, aussi bien en France qu'à l'étranger, des énormes difficultés du ravitaillement au moyen des convois, et l'on a cherché à y remédier par différents moyens, notamment par l'emploi des chemins de fer à voie étroite.

Le premier essai fait par la France eut lieu en 1881, lors de l'expédition de Tunisie. Tandis que la colonne Étienne était

réunie à Sousse pour marcher sur Kairouan, le Ministre de la guerre décida la construction d'un chemin de fer à voie de 0^m,60 de largeur, du système Decauville, entre Sousse et Kairouan. Une compagnie d'ouvriers militaires de chemin de fer du génie, forte de 3 officiers et 203 hommes, fut envoyée à Sousse avec le matériel nécessaire.

L'annonce de ce moyen de communication rapide donna lieu aux espérances les plus optimistes. On connaissait le chemin de fer Decauville pour l'avoir vu employer sur des chantiers ou dans des exploitations, et l'on avait remarqué la facilité et la promptitude de la pose de ces petites voies de service. Mais ces installations rapides, pour des parcours à courte distance, diffèrent considérablement de l'établissement d'une ligne à long parcours devant assurer un trafic régulier.

La construction de la ligne, d'une longueur de 59 kilomètres, dans une contrée sans ressources et sans routes, dura 115 jours, du 14 octobre 1881 au 6 février 1882. Il convient de dire que le travail fut souvent retardé parce que le matériel, expédié de France par les paquebots, n'arriva pas toujours à Sousse en temps utile.

Durant la période de construction, ce chemin de fer fut plutôt un embarras qu'un auxiliaire utile pour les troupes, mais, une fois terminé, il rendit de bons services.

Le deuxième essai de l'emploi des chemins de fer à voie étroite, pour les besoins de l'armée, a été fait en France par le service de l'artillerie. Il a eu pour but d'assurer les mouvements de matériel dans les places fortes et le transport des parcs de siège, depuis le point terminus de la voie ferrée jusqu'aux batteries de siège.

On sait en effet qu'un parc de siège ne pèse pas moins de 32,000 tonnes, soit le chargement de 105,000 chevaux. Il formerait une colonne de 1,000 kilomètres, qui mettrait plus de 10 jours à défilér avec une vitesse de 4 kilomètres à l'heure.

En 1894, un bataillon du génie fut chargé, sous la direction du lieutenant-colonel Péchot, inventeur du système, de construire une voie de 0^m,60 pour amener le parc de siège sur le terrain où s'exécutaient les manœuvres de forteresse de Vaujours. Le travail fut poursuivi de jour et de nuit, partie sur routes et partie dans les champs, avec une vitesse de 4 kilomètres par jour seulement.

Malgré certaines imperfections auxquelles on porta remède, cette voie permit d'amener, par traction de locomotive, le parc de siège de l'artillerie d'un poids de 32,000 tonnes.

Le service de l'intendance utilisa cette voie pour le transport de ses denrées, en aménageant les wagons d'une façon spéciale. Les résultats furent satisfaisants et démontrèrent que l'on peut avantageusement utiliser le chemin de fer à voie étroite pour le ravitaillement des troupes d'un corps de siège ou de tout autre rassemblement de troupes qui stationnerait pendant un certain temps au même endroit.

Au mois d'août 1895, on fit un nouvel essai de la voie ferrée du système Péchot, en construisant 20 kilomètres de ce chemin de fer sur une route. La gare de départ avait été organisée d'avance, on avait créé sept voies de garage, et le matériel avait été engerbé d'avance entre les voies ; enfin, la reconnaissance du terrain avait été faite au préalable. La vitesse de pose fut de 3 à 5 kilomètres par jour, sans travail de nuit, d'où l'on peut conclure à une vitesse minimum de 10 kilomètres en vingt-quatre heures, en travaillant jour et nuit, à brigades relevées.

La ligne fut ballastée avec les tas de cailloux de la route, avec le dépiquage de la route ou avec des fagots.

Pendant la construction, la voie ne put être utilisée pour aucun autre transport, et la route était impraticable.

Ces essais aboutirent à l'adoption de la voie ferrée de 60 centimètres de largeur, du système Péchot, pour le transport des parcs de siège et pour le service des places fortes seulement.

On s'est également préoccupé, à l'étranger, de l'utilisation des chemins de fer à voie étroite pour le ravitaillement des armées. L'emploi de ces voies ferrées est d'autant plus avantageux que le théâtre de la guerre est moins bien pourvu de chemins de fer à voie normale et de bonnes routes ordinaires, ainsi que cela a lieu, par exemple, en Russie et en Pologne.

La *Revue militaire de l'Etranger*, du mois d'avril 1894, donne la description du matériel de chemin de fer de 65 centimètres de largeur adopté par les Allemands et par les Autrichiens. Les parties essentielles, rails et matériel roulant, présentent la plus grande ressemblance avec le matériel similaire de la voie ferrée du système Péchot.

Des expériences de construction ont été faites en Allemagne

en 1895 et 1897. La première eut pour objet la construction d'une voie ferrée de 65 centimètres de largeur entre Berlin et Magdebourg (distance, 95 kilomètres). Dix compagnies de la brigade des chemins de fer furent employées aux travaux de cette voie, qui fut terminée en huit jours de travail non interrompu, de jour et de nuit.

Au mois d'août 1897, de nouvelles expériences eurent lieu pour la construction de cette même voie ferrée entre Wernier-Zinna et Sicharsdorff (distance, 83 kilomètres). Cette ligne fut construite en neuf jours, en travaillant jour et nuit, par douze compagnies prussiennes de la brigade des chemins de fer, une compagnie bavarroise, deux compagnies saxonnes et une compagnie wurtembergeoise. Cette voie ferrée fut utilisée pour le transport d'un parc de siège, ainsi que cela avait été expérimenté en France en 1894. Du 9 au 14 septembre, quatorze trains, complètement chargés, se rendirent journellement de Wernier-Zinna au terminus de la voie ferrée pour effectuer ce transport.

Il résulte également de ces expériences que la vitesse de construction des chemins de fer à voie étroite peut atteindre jusqu'à 10 kilomètres en 24 heures, comme nous l'avons vu pour la France. Mais, dans la pratique, ce résultat serait loin d'être atteint, car les reconnaissances du terrain avaient été faites entièrement à l'avance, de même que l'aménagement des gares de départ, l'engorgement du matériel, etc. Ces circonstances favorables ne se reproduiraient pas à la guerre, et il faudrait en outre tenir compte de l'encombrement des routes, des retards dans l'arrivée du matériel, etc.

De l'avis des militaires compétents, on ne peut compter en campagne que sur une vitesse de construction de 5 kilomètres par 24 heures, en travaillant sans interruption, à brigades relevées, et en disposant toujours, à point nommé, d'un matériel considérable et compliqué, qui doit parvenir en tête de pose, au fur et à mesure de l'avancement, dans un ordre obligé, sous peine d'arrêt. Il faut aussi que la voie soit solidement établie sur une couche épaisse de ballast de bonne qualité, sinon il serait impossible d'y faire emploi de la traction par locomotive. Il en résulte qu'il faudrait au moins 5 jours pour construire une voie étroite de 25 kilomètres de longueur, distance que l'armée et les convois administratifs peuvent parcourir en un jour.

D'un autre côté, le matériel de la voie du système Péchot pèse 34 kilogrammes par mètre courant, le poids de ce matériel serait donc de 856 tonnes pour une ligne de 25 kilomètres, sans compter le matériel roulant et le ballast, dont le poids est considérable. Or, en admettant qu'on se limite à une seule ligne pour deux corps d'armée, le poids d'un jour de vivres et d'avoine ne serait que de 360 tonnes, c'est-à-dire bien inférieur au poids du matériel du chemin de fer.

Enfin, pendant toute la durée de sa construction, le chemin de fer à voie étroite ne peut être utilisé que pour transporter et amener à pied d'œuvre son propre matériel.

Les considérations qui précèdent démontrent suffisamment que les chemins de fer à voie étroite, construits au moment du besoin, ne peuvent pas être utilisés avantageusement pour le ravitaillement des armées pendant la période des marches en avant.

V.

EMPLOI D'UN TRANSPORTEUR AUTOMOBILE SUR VOIE AÉRIENNE.

La *Revue du Génie militaire* du mois de janvier 1900 donne la description d'un transporteur automobile sur une voie aérienne, imaginé par le commandant du génie Augier et qui mériterait d'être expérimenté de la manière la plus sérieuse et sur une grande échelle :

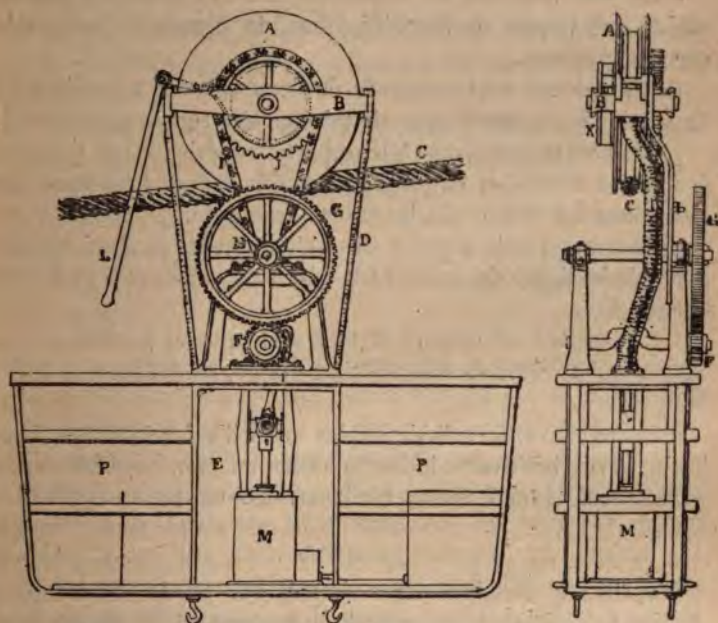
« Ce transporteur se compose essentiellement d'une poulie A roulant sur un câble C tendu entre des pylônes placés sur le sol. L'axe de la poulie A traverse une chape B supportant à ses extrémités par des tirants D tout le système.

« L'appareil moteur est monté dans une cage E et comporte un moteur vertical fonctionnant à l'aide d'un hydrocarbure, par exemple, ou avec toute autre source d'énergie et actionnant par son arbre-vilebrequin un pignon F. Celui-ci engrène avec une roue dentée G, sur l'axe de laquelle se trouve placé un pignon H communiquant son mouvement, par une chaîne de Galle I, à une roue J calée sur l'axe de la poulie A.

« La cage E se prolonge de chaque côté du moteur pour former deux espaces P, dans lesquels on peut placer les approvisionnements nécessaires à la marche du moteur. Dans ces es-

paces sont ménagées des places pour le mécanicien chargé de la conduite de l'appareil ainsi que pour d'autres personnes.

« Le frein de l'appareil est constitué par un tambour K calé sur l'axe de la poulie A, et sur lequel passe une lame d'acier



dont les extrémités sont attachées à un levier L placé près de la main du conducteur de l'appareil.

« Le dessous de la cage E est muni de crochets destinés à suspendre le wagon contenant la charge à transporter. On obtient ainsi pour le transporteur l'adhérence totale.

« Le poids utile transporté est de 900 kilogrammes et pourrait facilement atteindre une tonne. Le poids du transporteur étant de 300 kilogrammes, on arrive à 1200 kilogrammes pour le poids total de la charge roulante.

« C'est ce chiffre qui a été admis dans les calculs relatifs à l'établissement de la voie.

« Il est facile de se rendre compte qu', avec un tel système, on

peut franchir sans difficulté les obstacles naturels, du terrain, cours d'eau, torrents, vallées et gravir au moyen de lacets les fortes pentes dans les pays montagneux.

« On peut facilement obtenir, avec un moteur d'environ cinq chevaux, une vitesse de 25 kilomètres à l'heure.

« La voie aérienne est constituée par une double ligne de câbles métalliques de 30 millimètres de diamètre, supportés par des pylônes.

« Les pylônes sont composés de deux poteaux tubulaires en fonte, placés sur des plaques d'assise en tôle reposant sur le sol.

« Ces poteaux reçoivent à leur partie supérieure une traverse également tubulaire, sur laquelle sont fixés deux bras auxquels s'attachent les extrémités des câbles de la voie.

« Pour assurer la stabilité des pylônes et les rendre indépendants de la ligne, deux haubans munis de tendeurs sont fixés à chaque bras.

« L'ensemble est disposé de telle sorte que les poteaux ne subissent qu'un effort de compression simple, ce qui permet de les faire légers.

« Les haubans, formés de câbles en fil d'acier, sont amarrés, à leur partie inférieure, à des boucliers en tôle, noyés dans des puits creusés dans le sol et recouverts avec la terre extraite des trous. »

D'après les renseignements donnés par M. le commandant Augier, la résistance du câble à la rupture est de 33,900 kilogrammes ; le poids du matériel (câbles, pylônes, haubans et boucliers) est d'environ 10 tonnes par kilomètre ; la vitesse de pose est d'environ 1 kilomètre en deux heures, avec 200 travailleurs divisés en trois brigades, dont la 1^{re} creuse les trous, la 2^e dresse et fixe les pylônes, la 3^e pose le câble.

En admettant une ligne aérienne par corps d'armée, soit pour 180 tonnes à transporter journellement, il faudrait 200 charge-ments à raison de 900 kilogrammes chacun. La vitesse du transporteur étant de 25 kilomètres à l'heure, il faudrait deux heures pour le voyage aller et retour à une étape, et une heure pour le chargement et le déchargement, soit trois heures en tout. Le même transporteur pourrait donc faire huit voyages, aller et retour, en 24 heures. Le nombre de transporteurs nécessaires

pour les 200 chargements du corps d'armée serait donc de $\frac{200}{8} = 25$, ce qui n'est pas excessif.

L'utilisation de ce mode de transport procurerait les avantages suivants :

1^o La voie aérienne serait posée à travers champs, laissant ainsi la route libre pour les mouvements des troupes et ceux des voitures ;

2^o La voie est double, ce qui permet d'éviter toute espèce d'arrêt et augmente considérablement le rendement ;

3^o Il n'y a aucun ouvrage d'art à construire ;

4^o La vitesse de pose est de 12 kilomètres par 24 heures ;

5^o Le poids du matériel n'est que de 10 tonnes par kilomètre, tandis que celui du chemin de fer à voie étroite est de 35 tonnes par kilomètre.

Toutes les données, en ce qui concerne la construction de la ligne, ne reposent que sur des essais faits au moyen d'un câble de 40 mètres de longueur ; il serait donc nécessaire, ainsi que le demande M. le commandant Augier, que de nouvelles expériences fussent exécutées sur une double voie aérienne, d'une longueur d'un kilomètre au minimum. Ces nouveaux essais devraient avoir lieu dans différents terrains, afin qu'on pût se rendre un compte exact de la possibilité de franchir les cours d'eau de grande largeur, et de gravir les fortes pentes dans les pays montagneux.

VI.

EMPLOI DES AUTOMOBILES A POIDS LOURDS.

Les principaux inconvénients des chemins de fer à voie étroite et des transporteurs automobiles sur voie aérienne, c'est qu'ils exigent un matériel plus ou moins considérable et un temps plus ou moins long pour la construction de la voie, ce qui ne permet pas de les utiliser pendant les périodes de marche en avant.

C'est pour cette raison que l'on a recherché s'il ne serait pas possible d'utiliser les automobiles à poids lourd et de les substituer aux chevaux dans la traction des convois.

Deux systèmes différents de ces automobiles ont été expérimentés aux manœuvres de Beauce, en 1900.

Le premier système consiste en *automobiles porteurs*, c'est-à-dire portant eux-mêmes leur chargement. Nous croyons que ces automobiles conviennent surtout au ravitaillement des petits postes dans les colonies, comme par exemple au Soudan ou à Madagascar. Le *camion* construit par la maison de *Dietrich*, de Lunéville, en est le prototype, et nous renvoyons à ce sujet aux indications données dans les livraisons d'août et de septembre 1899 du *Journal des Sciences militaires*.

Le deuxième système consiste en *automobiles-tracteurs*, c'est-à-dire remorquant un certain nombre de véhicules chargés. Le plus remarquable de ces automobiles est le *tracteur Scotte*, construit par la Société des chaudières et voitures à vapeur, système Scotte.

Nous renvoyons pour sa description aux numéros précités du *Journal des Sciences militaires*. Nous nous bornerons à rappeler que ce tracteur pèse 6 tonnes et qu'il peut remorquer un poids de 10 tonnes, avec une vitesse de 5 à 6 kilomètres à l'heure. Sa consommation par kilomètre est de 6 kilos de charbon ou de coke, et de 30 litres d'eau. Il mesure 6 mètres de longueur et peut effectuer des virages de 3^m 50 de rayon.

Aux manœuvres de Beauce, un convoi de subsistances composé de 5 fourgons à charge réglementaire a effectué un parcours ininterrompu de 50 kilomètres, sans ravitaillement en eau et en coke. Cette distance étant le double de celle qui est parcourue en une journée par les convois trainés par les chevaux, il en résulte que les étapes pourront être doublées et que le service du ravitaillement pourra être effectué avec moitié moins de voitures. On pourrait même parcourir 100 kilomètres (soit quatre étapes) en 24 heures, en ravitaillant les tracteurs en combustible et en eau, après 50 kilomètres parcourus, c'est-à-dire au bout de 10 heures de marche.

Le nombre de fourgons nécessaires au transport d'un jour de vivres et d'avoine pour un corps d'armée étant d'environ 150, il serait indispensable d'employer 30 tracteurs Scotte pour les remorquer, à raison d'un tracteur pour cinq fourgons. Le combustible nécessaire pour ravitailler ces 30 tracteurs au bout de 50 kilomètres serait de $6 \times 50 \times 30 = 9,000$ kilogrammes,

ce qui nécessiterait un train spécial remorqué par un tracteur. Le ravitaillement en eau se ferait en un endroit convenable (cours d'eau, puits).

Il serait donc pratiquement possible de ravitailler en 24 heures une armée à 100 kilomètres du point terminus de la voie ferrée, au moyen du tracteur Scotte. Il suffirait pour cela d'avoir un double jeu, soit 62 tracteurs (pour l'aller et retour) par corps d'armée, et 300 fourgons. Que l'on compare ces chiffres avec les 2,800 chevaux et les 1,100 voitures nécessaires pour le même objet, si l'on employait les attelages de chevaux !

Le personnel nécessaire pour un convoi de 150 fourgons serait de :

- 1 officier ingénieur,
- 2 contremaîtres mécaniciens,
- 8 ajusteurs mécaniciens,
- 31 mécaniciens (à raison de 1 par tracteur),
- 16 manœuvres.

Soit un total de 89 hommes pour un convoi, et par suite 178 hommes pour l'aller et le retour.

Avec les convois attelés par des chevaux, il faudrait 1100 conducteurs pour le même objet.

Au point de vue de l'encombrement des routes, la longueur occupée par un convoi avec tracteur Scotte est la suivante :

31 tracteurs de 6 mètres de long.	186 mètres.
31 intervalles de 10 mètres entre les trains. .	310 —
150 fourgons de 6 mètres de long.	900 —
150 intervalles de 1 mètre entre 2 fourgons successifs	150 —
TOTAL.	1546 mètres.

Soit 3,092 mètres pour les deux convois aller et retour.

Avec les convois attelés par des chevaux, la longueur occupée sur une route serait de $1100 \times 10 = 11,000$ mètres au minimum.

Il y a lieu de tenir compte aussi de l'économie réalisée sur la nourriture des chevaux et des hommes, dont la subsistance est

également portée sur les convois administratifs, ce qui les allonge encore.

Les chiffres qui précèdent peuvent se passer de commentaires et démontrent d'une manière incontestable la supériorité de l'emploi des automobiles à poids lourd aux lieu et place des chevaux pour trainer les convois administratifs à la suite des armées.

Il faut remarquer d'ailleurs que la question des automobiles à poid lourd est encore dans l'enfance. Il sera certainement possible de les perfectionner et de leur faire trainer un plus grand nombre de véhicules, de manière à diminuer le nombre des tracteurs. On pourra alors ravitailler les armées à plus de 100 kilomètres du point où le chemin de fer cesse d'être exploitable, ce qui n'est pas possible aujourd'hui avec le système primitif et routinier des convois trainés par des chevaux.

On avait parlé dans les journaux que des expériences intéressantes seraient faites, dans les manœuvres de la Beauce, d'un train automobile construit par le colonel Renard, l'inventeur du ballon dirigeable. Ce nouveau système devait présenter de nombreux perfectionnements : 1° la combinaison d'un moteur en même temps très puissant et très léger ; 2° une souplesse et une cohésion suffisantes pour assurer à un convoi de trente voitures l'ordre le plus complet ; 3° un ingénieux système de jonction par une hélice permettant de donner une direction exacte à chaque voiture ; 4° un mode d'attache laissant la faculté de séparer chacun des fourgons en cours de route, au point où il y a lieu de s'en servir. Nous ignorons ce qu'il y avait de vrai dans cette nouvelle, mais il est certain qu'il n'a pas été question de ce genre de train aux manœuvres de la Beauce, et c'est regrettable. Espérons que la nouvelle n'était que prématurée.

VII.

RÉSUMÉ ET CONCLUSIONS.

En résumé, le problème du ravitaillement des armées pendant la période de la marche en avant ne paraît pas résolu d'une manière sûre et pratique.

Tous les règlements préconisent à l'envi, aussi bien en France qu'à l'étranger, l'utilisation des ressources du pays, soit au moyen de réquisitions, soit en faisant nourrir les troupes chez l'habitant, ce qui est mieux. Mais les ressources ainsi obtenues seront rapidement épuisées et, bien loin d'y compter d'une manière normale, il faudrait plutôt prévoir la nourriture des habitants.

Nous avons vu, par l'exposé précédent, que le moyen le plus sûr de ravitaillement des armées est la voie ferrée normale. On ne saurait donc trop insister sur la nécessité de prévoir toutes les mesures possibles pour réparer rapidement les voies ferrées détruites et, malgré les dispositions très intelligentes prises à ce sujet, on peut se demander s'il n'y aurait pas lieu de chercher à les perfectionner encore.

Y suppléer par des chemins de fer à voie étroite paraît tout indiqué et serait rationnel, si le matériel nécessaire n'était pas considérable et si son installation n'exigeait pas un temps fort long, de sorte qu'il sera généralement plus expéditif de réparer ou de compléter la voie normale. Mais les premiers pourraient être remplacés avantageusement, notamment à l'endroit des ouvrages d'art détruits, par l'emploi de transporteurs automatiques par voie aérienne, tel que celui qu'a proposé M. le commandant Augier, à la condition d'en faire des expériences complètes et concluantes.

Quant au ravitaillement par convois de voitures, nous avons constaté que le nombre de chevaux et de fourgons à rassembler et à faire mouvoir serait si considérable qu'il susciterait des difficultés presque inextricables, sans compter les chevaux et voitures nécessaires pour les autres convois (parcs d'artillerie, du génie, ambulances, fours de campagne, etc.). Comment faire circuler ces convois interminables sans qu'il en résulte des à-coups, des désordres, des accidents qui retarderont la marche, s'ils ne la compromettent pas ? Comment pouvoir compter sur leur arrivée en temps utile aux endroits opportuns, car pendant la durée de leur parcours, les troupes auxquelles il sont destinés ont pu changer de position ? Comment parer à l'imprévu, à l'effondrement des routes qui, par une circulation aussi intense, ne tarderont pas à être défoncées, hors de service ? Ce mode de ravitaillement, suffisant pour des armées peu nombreuses, ne

à employer dans l'offensive ou la défensive. Elle fera reconnaître que l'activité et la clairvoyance ont été les qualités principales des hommes de guerre qui ont remporté des succès : activité pour se tenir au courant des mouvements et des forces de l'ennemi, au jour le jour ; pour réunir à temps des troupes suffisantes et les pourvoir ; clairvoyance pour discerner de loin les véritables intentions de l'ennemi, pour choisir les lignes et les positions à occuper dans les diverses circonstances.

Nous avons étudié les campagnes suivantes :

Passage des Alpes par François I^{er}, 1515 ;

Aperçu des campagnes de 1536 à 1538, 1543-1544 ;

Campagnes de Lesdiguères, 1588, 1601 ;

Guerre de la Succession de Mantoue, 1628, 1631 ;

Campagnes de Catinat, 1690, 1696 (Invasion du Dauphiné, 1692) ;

Guerre de la Succession d'Espagne, 1700, 1712 (Système de défense adopté par Berwick, 1709, 1712) ;

Guerre de la Succession d'Autriche de 1743 à 1747 ;

Guerres de la Révolution de 1793 à 1796.

Guerres dans les Alpes sous François I^{er}.

1515. — *Passage des Alpes par François I^{er}.*

François I^{er} ayant résolu de faire la conquête du Milanais sur lequel il avait des droits, réunit à Lyon une armée composée de 2,500 lances (environ 15,000 cavaliers), 22,000 lansquenets, 14,000 Gascons et Basques, 8,000 Français et 3,000 pionniers; l'artillerie compte 70 gros canons et 300 pièces légères; un convoi considérable transporte les vivres et les munitions.

25,000 Suisses au service de Sforza ont occupé Saluces, Pignerol, Suse, et gardent les cols du mont Cenis et du mont Genève, croyant occuper les deux seuls passages praticables à une armée.

Sur les indications du seigneur de Moretta, envoyé par le duc de Savoie, et après les reconnaissances faites par Trivulce, Chabannes et Lautrec, François I^{er} se décide à marcher par le col de Largentière. Il envoie de forts détachements aux cols occupés par les Suisses pour tromper ces derniers sur ses intentions, et 5,500 hommes par la Provence sur Gènes. Il met en mouvement son armée sur Grenoble et de là sur Guillesière par deux chemins : Bourg-d'Oisans—le Lautaret, la Mure—le col Bayard. Son armée, précédée d'une forte avant-garde, que commande le connétable de Bourbon, passe, au commencement du mois d'août, le col de Vars, le col de Largentière et descend sur Rocca Sparviera, après des difficultés inouïes aux Barricades : il faut faire sauter des rochers, élargir les chemins, établir des ponts, traîner l'artillerie à force de bras ou la retenir avec des poulies. Le gros de l'armée descend ainsi la Stura et au débouché de la vallée se dirige sur Turin pendant qu'un détachement conduit par Chabot et Imbercourt franchit le tunnel de la Traversette, aux sources du Pô, et qu'une partie de la cavalerie (1500 chevaux environ) marche dans la Vraïta par le col Agnel, sous les ordres de Bayard, La Palice, d'Aubigny et Montmorency.

Prosper Colona, défenseur du marquisat de Saluces, évacue les vallées du Pô, de la Vraïta et de la Maïra, et cherche à rejoindre les Suisses vers Pignerol; mais il est surpris et battu à Villafranca et fait prisonnier avec sa petite armée par Bayard.

Les Suisses, voyant les Français dans la plaine du Pô, se retirent dans le Milanais. François I^{er} passe à Turin et marche sur Milan.

1536-1538. — *Conquête de la Savoie et du Piémont. — Les Français forcent les Barricades de Chaumont et entrent à Suse. — Trêve de Nice.*

1536. — François I^{er}, ne renonçant pas à ses prétentions sur le Milanais, fait envahir la Savoie par l'amiral Bonnivet, qui s'empare de toute la province; il s'allie, en outre, avec le marquis de Saluces contre Charles III, duc de Savoie, soutenu par Charles-Quint.

D'Annebault avec l'avant-garde prévient les Piémontais au col du mont Cenis, enlève le Pas de Suse et marche sur Turin, dont il s'empare. L'armée franchit à son tour le col du mont Cenis et va camper au confluent de la Dora Baltea. Le marquis de Saluces est nommé gouverneur de Turin pour la France.

Charles-Quint, au lieu de se heurter contre l'armée française, engage des négociations afin de gagner du temps, puis fait envahir la Provence par une armée de 50,000 hommes, par le col de Largentière, par le col de Tende et par mer.

François I^{er} est forcé de rappeler en Dauphiné une partie de ses troupes. Le marquis de Saluces passe du côté des Impériaux; 10,000 Allemands menacent Turin. La situation est très compromise; mais Charles-Quint essuie en Provence un désastre complet.

1537. — Une nouvelle armée, commandée par M. d'Humières, entre en Piémont, s'empare de diverses places, puis, après des alternatives de succès et de revers, est forcée de se replier sur Pignerol, et enfin sur Briançon; de fortes garnisons, toutefois, gardent Turin et Pignerol; cette dernière place ne tarde pas à être investie par les Impériaux.

Une deuxième armée, composée de 12,000 fantassins et de

quelques centaines de cavaliers, rassemblée d'abord à Lyon, marche par Grenoble sur Briançon et pénètre dans la vallée d'Exilles.

Les ennemis occupent les Barricades de Chaumont ; ces barricades consistent en des retranchements qui barraient le fond de la vallée et s'appuyaient à droite et à gauche à des redoutes élevées sur les versants des montagnes. Les Piémontais ne gardent que le fond de la vallée. Montmorency, mettant cette faute à profit, masque le front des retranchements avec peu de monde, et fait tourner facilement la position par les hauteurs.

Les Français entrent dans Suse, puis descendent par la Dora jusqu'à sous les murs de Turin. Pignerol est délivré.

Les Espagnols sont battus à Montcalieri.

François I^{er} vient ensuite en Italie et signe avec l'empereur une trêve de trois mois à Carmagnola. Le Piémont est alors administré par une main de fer. La trêve est ensuite prolongée de six mois.

1538. — Des négociations pour la paix sont entamées ; mais Charles-Quint, François I^{er} et le pape, pris comme arbitre, ne peuvent arriver à une entente générale. Une trêve de dix ans est alors signée à Nice. Le roi de France conserve ses conquêtes en Italie, mais il ne peut obtenir l'investiture du duché de Milan.

1543-1544. — *D'Annebault échoue au siège de Coni. — Victoire de Cérisoles. — Traité de Crespy-en-Laonnais.*

En 1540, François I^{er} laisse Charles-Quint traverser librement la France pour aller réprimer une révolte en Belgique ; l'empereur lui promet en retour le duché de Milan ; mais, en 1541, ce dernier revient sur sa parole et dit n'avoir rien promis.

1543. — La guerre recommence en 1543. Une armée française de 20,000 fantassins et 2,500 cavaliers ravage le Piémont entre Turin et Cherasco. D'Annebault échoue au siège de Coni, mais se venge sur Borgo San-Dalmazzo, qu'il fait réduire en cendres. Les Français, unis aux Turcs, bombardent Nice, sans pouvoir s'emparer de la citadelle. Mondovi est enlevé par les Impériaux qui resserrent les Français sur Turin et Pignerol.

1544. — La nouvelle campagne s'ouvre au mois de mars. Le duc d'Enghien gagne la bataille de Cérisoles et reprend plusieurs places; mais 10,000 hommes sont rappelés pour être envoyés dans la Picardie envahie par les Anglais.

Le traité de Crespy-en-Laonnais met fin à la guerre. François I^{er} s'engage à rendre la Savoie et la partie du Piémont conquise. Charles-Quint, de son côté, s'engage à donner le Milanais au duc d'Orléans, deuxième fils du roi de France, à la condition que le duc épousera une princesse espagnole. Une limite de deux ans est fixée pour l'exécution du traité. Dans l'intervalle, le duc d'Orléans vient à mourir. Charles-Quint élude ses engagements. François I^{er}, de son côté, garde ses conquêtes.

Sous Henri II, la guerre recommence avec l'Espagne gouvernée par Philippe II, de 1551 à 1559. Les opérations sont conduites par le maréchal de Brissac.

Cette guerre a pour théâtre une région située en dehors du cadre de cette étude.

En 1557, Brissac échoue au siège de Coni.

En 1559, le duc de Savoie rentre en possession de toutes ses provinces.

Nous ne gardons en Italie que le marquisat de Saluces, conquis en 1529, et Pignerol.

En 1574, les Savoyards nous enlèvent Pignerol.

Campagnes de Lesdiguières dans les Alpes.

1588. — *Le duc de Savoie nous enlève le marquisat de Saluces.*

Charles-Emmanuel I^{er}, duc de Savoie (1580-1630), préoccupé par le désir d'agrandir ses États, songeait, depuis 1582, à faire valoir ses droits sur le marquisat de Saluces.

En 1588, Lesdiguières, chef des calvinistes en Dauphiné, brûle les églises de la vallée de la Vraita. Le duc de Savoie prend cette dévastation comme prétexte pour recommencer la guerre; la

France étant depuis longtemps en proie aux dissensions intestines des guerres de religion, le moment lui paraît opportun.

Le 5 octobre, Charles-Emmanuel fait marcher contre Saluces 1000 hommes, 500 chevaux et des pièces de grosse artillerie. Le gouverneur français, n'ayant qu'une faible garnison, abandonne la place avant l'approche des Piémontais, pour se jeter dans Revel, petite ville adossée à la montagne, entourée d'un vieux mur et dominée par un fort construit sur les hauteurs.

Les Piémontais occupent Saluces sans éprouver de résistance. Une partie de leur armée va entreprendre le siège de Revel; l'autre partie remonte la Vraïta, s'empare de Bellino et de Pontechianale, coupant ainsi la retraite aux Français enfermés dans Château-Dauphin. Les fortifications de cette petite place sont peu solides, et la garnison est insuffisante. Le gouverneur demande à capituler; mais apprenant bientôt après que les ennemis viennent d'être battus à Pontechianale par un détachement français, qui était descendu par les cols Agnel et Saint-Véran, il refuse de signer la capitulation déjà consentie. Le général piémontais lève alors le siège de Château-Dauphin, rappelle le détachement envoyé à Bellino, se retire d'abord à Sampeyre, où il laisse deux régiments pour protéger la construction d'un fort, puis à Saluces, et se porte, enfin, à son tour, sous les murs de Revel.

Le 1^{er} novembre, le duc de Savoie fait investir cette place du côté de la plaine et envoie ses troupes légères sur la montagne; 28 pièces de gros calibre sont braquées contre le fort : 16 dans la plaine et 12 sur les hauteurs. La ville ne résiste pas longtemps. Des négociations ralentissent les opérations pendant quelques jours, mais elles restent infructueuses. Le bombardement recommence le 22 novembre, pour continuer sans interruption. Les Français capitulent le 24 novembre et obtiennent de se retirer avec les honneurs de la guerre.

Le duc de Savoie envoie ensuite 4,000 hommes avec 4 canons contre Château-Dauphin, qu'il fait investir de nouveau le 28 novembre, et fait réoccuper Bellino. Le 30, les Piémontais donnent l'assaut à la citadelle de Château-Dauphin; mais ils sont repoussés. Dans la nuit du 30 novembre au 1^{er} décembre, les défenseurs sortent de la place sans bruit, remontent les hauteurs de Pierrelongue et rentrent en France par le col Longet.

Il restait encore aux Français le château de Pont, dont l'attaque était difficile dans une saison aussi avancée. Après quelques pourparlers, le château est vendu aux Piémontais.

Nous avons ainsi perdu le marquisat de Saluces, conquis en 1515 par François I^{er}.

La campagne de 1589 a pour théâtre la partie de la Savoie voisine du lac de Genève, et le pays de Gex.

Le duc de Savoie convoitait Genève, qu'il ne peut enlever aux Bernois accourus pour défendre la ville.

1590. — *Les Français prennent et reprennent la vallée de Barcelonnette.*

Pendant que Charles-Emmanuel est occupé en Savoie et qu'une partie de ses troupes tient la campagne dans la Provence, où il avait été appelé par les ligueurs, Lesdiguières, qui avait des intelligences dans la vallée de Barcelonnette, fait enlever cette ville par surprise.

Le duc de Savoie, qui regrette beaucoup la perte de la principauté de Barcelonnette, ordonne une expédition pour la reconquérir. Il fait d'abord envoyer par le gouverneur de Coni un fort détachement à Larche, pour rester maître du col de Largentièrre ; le 15 mars, il fait partir de Turin six pièces d'artillerie pour la Stura. Les canons ne peuvent dépasser Coni à cause de la rigueur de la saison ; mais le comte de Samfront passe néanmoins le col de Largentièrre et repousse les Français, qui se postent au village du Châtelard. Les Piémontais emportent d'assaut les hauteurs du Châtelard ; ils marchent ensuite sur Jansiers, qu'ils trouvent abandonné, puis sur Barcelonnette. Le gouverneur de cette ville, n'ayant à sa disposition qu'une certaine d'hommes, offre de rendre la place lorsqu'on lui montrera seulement du canon. Le comte de Samfront envoie chercher l'artillerie laissée à Coni. Dans l'intervalle, le gouverneur de Barcelonnette, le capitaine Collet, ayant reçu 700 hommes de renfort, attaque les Savoyards au village de Faucon, les repousse sur les Sagnières et les force même à évacuer Jansiers et Châtelard ; continuant la poursuite, il arrive à Larche, passe le col de Largentièrre et descend à Pietraporzio.

Au mois de juin, 1200 Piémontais, conduits par le comte

Martinengo, rentrent dans la vallée de l'Ubaye, reprennent Jausiers, Barcelonnette, la tour de Méolans, sans pouvoir cependant entrer dans le village de Lauzet.

1591. — *Lesdiguières reprend Barcelonnette. — Tentative du duc de Savoie contre Briançon. — Les Piémontais nous enlèvent de nouveau Barcelonnette.*

Les Piémontais établis dans la vallée de Barcelonnette forment le projet d'enlever Guillestre. Une colonne remonte le col de Vars. Mais, arrivée au col, elle est attaquée par Lesdiguières, complètement battue et faite prisonnière. Lesdiguières s'empare des villages de Saint-Paul et de Gleysolles.

Quelque temps après cette expédition, 2,500 Piémontais, descendus par le col de Mirandol et Fouillouse, reprennent Saint-Paul. Lesdiguières revient contre ce village, en chasse les ennemis et les poursuit jusqu'au col de Largentière, sans pouvoir cependant les envelopper. Il rentre ensuite dans Barcelonnette. Il ne reste plus de Piémontais dans la vallée.

En France, le parti des ligueurs résistait à Henri de Navarre, avec l'appui de Philippe II et du duc de Savoie, qui aspiraient tous deux au trône. Lesdiguières défend avec acharnement le parti du roi de Navarre.

Pendant que les Français sont occupés du côté de Barcelonnette, l'ambitieux Charles-Emmanuel, à l'aide des intelligences qu'il entretenait avec le gouverneur de Briançon, un ligueur, originaire d'Oulx, tente de reconquérir les vallées de Pragelas et d'Exilles et même de marcher sur Briançon.

Lesdiguières apprend le complot qui devait favoriser les entreprises des ennemis. Une fois maître de Barcelonnette, il se porte rapidement à Briançon, fait entrer ses troupes dans la ville par surprise et fait égorger le gouverneur, traître à la patrie.

Le duc de Savoie n'abandonne pas son projet : il fait marcher de Bussoleno une colonne de 4,000 hommes et 400 chevaux vers le col de la Fenêtre, passage très important pour les communications entre Suse et Fenestrelle, pendant qu'une deuxième colonne se dirige par Pignerol dans la vallée de Pragelas.

Mais Lesdiguières, au courant des projets et des mouvements des ennemis, avait renforcé considérablement le poste établi au

col de la Fenêtre. La première colonne échoue complètement et se retire, d'abord à Gravières, puis à Giaglione, où elle est bientôt rejointe par la deuxième, qui avait à peine commencé son mouvement.

Le 2 octobre, Lesdiguières s'avance au delà de Chaumont (Chiomonte) et tend une embuscade aux Piémontais. Il envoie 50 cavaliers près de leurs retranchements; ces cavaliers se laissent poursuivre et attirent les ennemis sur un fort détachement posté à la lisière d'un bois; 300 Piémontais restent sur le terrain.

Le 3 octobre, marchant par les hauteurs et par la vallée, il s'empare de Giaglione après une lutte acharnée, dans laquelle 500 Piémontais sont tués.

Après cette expédition, il revient en Dauphiné pour reprendre Grenoble, tombé un instant au pouvoir des ligueurs.

Pendant son éloignement, un sieur Jean de Faucon, traître qui avait des intelligences avec la cour de Turin, arme un certain nombre de paysans de l'Ubaye, et dans la nuit du 22 décembre, nous enlève, par surprise, Barcelonnette, défendue par une faible garnison qui se gardait trop négligemment; il appelle les Piémontais dans la vallée. Le duc de Savoie, pour le récompenser d'avoir trahi la France, le nomme gouverneur de la principauté.

1592. — *Lesdiguières se fait rendre Barcelonnette.*

L'infatigable Lesdiguières, après avoir dirigé des opérations en Provence, sur l'Isère et en Savoie, revient vers Barcelonnette, qu'il se fait rendre par le fourbe Jean de Faucon. Les Piémontais évacuent de nouveau la vallée et repassent le col de Largentière.

1593. — *Tentative infructueuse de Lesdiguières contre Suse et Pignerol. — Combat de Garzigliana. — Siège et prise de Cavour.*

Lesdiguières, ayant rassemblé 3,500 fantassins et 600 cavaliers, passe le col du mont Genève et arrive à Oulx le 25 septembre. De là il envoie une colonne contre Suse et marche avec le reste de ses troupes contre Pignerol, par le col de Sestrières. Il s'em-

pare de la petite place de la Pérouse, laisse un détachement pour bloquer la garnison ennemie enfermée dans le château qui domine la ville, se remet en marche pendant la nuit et arrive deux heures avant le jour sous les murs de Pignerol. Les échelles portées par la colonne d'assaut sont bientôt dressées contre le rempart ; mais la garnison, avertie à temps, repousse les assaillants.

Lesdiguières revient alors à la Pérouse et emporte le château d'assaut.

L'attaque de Suse avait également échoué. Les colonnes, après avoir pénétré dans les murs, sont arrêtées par des défenseurs opiniâtres qui mettent le feu aux maisons. Les Français se retirent avant le jour pour rentrer à Oulx.

Lesdiguières, irrité de ces insuccès, dévaste les environs de Pignerol ; il s'empare d'Osasco, de Bricherasio, de Luzerne, la Tour, Bobbio, et du fortin de Mirabouc, qui barrait la vallée du Pellice, dans un défilé étroit à flancs escarpés, au débouché du col Lacroix ; il pactise avec les Vaudois, qui se donnent à la France en ne demandant qu'une chose : la garantie de leurs privilèges.

Il revient ensuite dans la plaine. Toujours bien informé par d'habiles et fidèles espions, il a appris que le duc de Savoie appelle à son secours les Savoyards et les Espagnols. En effet, Charles-Emmanuel, parti de Turin avec 7,000 hommes, entre dans Saluces pour garder sa nouvelle conquête, qui semblait menacée ; un détachement français, descendu par le col Agnel, avait paru sur les hauteurs de la Tour-de-Pont, pour faire une diversion.

Lesdiguières ravage la plaine en marchant sur Cavour ; il s'empare de la ville le 17 novembre pendant la nuit et bloque la garnison, forte de 330 hommes, dans la citadelle, bâtie sur un rocher haut de 150 mètres. Le siège va durer dix-neuf jours. Une batterie élevée sur la place de la ville ouvre, le 20 novembre, le feu contre la célèbre tour de Brancafame, construite à mi-hauteur ; mais le tir de bas en haut donne peu de résultats. La nuit du lendemain, un détachement enlève la tour par surprise ; une nouvelle batterie, dressée sur le terrain conquis, bat en brèche les murs de la citadelle.

Au cours de ces premières opérations, des renforts sont arri-

vés à Lesdiguières; mais il va bientôt être attaqué par l'armée ennemie, campée aux environs de Saluces. En effet, pour sauver Cavour, Charles-Emmanuel fait tenter un coup de main sur Bricherasio, mais sans pouvoir emporter la place d'assaut : les échelles apportées étaient trop courtes. Il reprend alors au plus vite la route de Vigone pour ne pas se laisser acculer à la montagne. Lesdiguières marchait déjà au secours de Bricherasio lorsqu'il apprend, en route, que les ennemis sont déjà en retraite dans la direction de Garzigliana. Il se replie aussitôt vers l'est et dissimule sa troupe dans un bois près du village de Mombrone. Lorsque le corps principal des Piémontais est engagé sur le pont du Clusone, les cavaliers français débouchent et tombent sur l'arrière-garde. Le duc de Savoie, sans perdre la tête, forme lui-même en bataille les troupes qui n'ont pas encore passé le pont et déploie sur ses flancs sa nombreuse cavalerie. Lesdiguières fait mettre pied à terre à ses arquebusiers à cheval, qu'il oppose aux mousquetaires piémontais, et, avec le reste de sa cavalerie, charge l'infanterie qui se déployait; le terrain, coupé de fossés et de clôtures, n'est pas favorable aux mouvements de la cavalerie. Les Piémontais sont d'ailleurs bien supérieurs en nombre. Lesdiguières avait, dès le début, demandé des renforts au corps de siège de Cavour; mais ces renforts arriveront trop tard. Les Piémontais parviennent à se dégager sans trop de pertes et à se retirer sur Vigone, après avoir coupé le pont de Clusone.

Cependant, Charles-Emmanuel veut à tout prix ravitailler Cavour. 300 hommes choisis, portant chacun un sac de farine, partent pendant une nuit, de Vigone, escortés par trois compagnies; les groupes de soutien devaient attirer sur eux l'attention des assiégeants, tandis que les porteurs pénétreraient dans le château d'un autre côté. Le détachement, n'ayant pu arriver avant le jour, se retire sans rien entreprendre.

Le duc tente une deuxième fois de ravitailler la garnison. Toute son armée marche cette fois sur Cavour. Cent trente porteurs de vivres parviennent à entrer dans la citadelle et s'y enferment. Charles n'ose cependant pas engager une action générale et se retire.

Les vivres apportés étant bien insuffisants, la garnison capitule le 6 décembre, avec les honneurs de la guerre.

Pendant ce temps, les Savoyards menaçaient Grenoble; Lesdi-

guières revient rapidement en Dauphiné et les repousse jusqu'à Chapareillan.

Les deux armées prennent alors leurs quartiers d'hiver.

1594. — *Les Piémontais nous enlèvent Exilles et la vallée du Pellice. — Investissement de Cavour. — Trêve de six mois.*

Le mois de janvier est employé par le duc de Savoie à réprimer l'insurrection des vallées du marquisat de Saluces. Les habitants de ces vallées regrettaient leurs anciens maîtres, les Français; mais trop faibles, ils sont partout battus et de nouveau soumis.

Le 2 mai, une armée composée de Piémontais et d'Espagnols pénètre dans la vallée de Suse; l'avant-garde occupe, le 3 mai, les hauteurs de Saint-Colomban qui dominent Exilles. Lesdiguières accourt en toute hâte de Bricherasio, renforce la garnison du fort et reprend les hauteurs de Colomban; puis il brûle le village d'Exilles et se retire à Oulx. Le 9 mai, le gros de l'armée ennemie remonte par la vallée et par les hauteurs: Saint-Colomban est enlevé; 13 gros canons bombardent le fort du 15 au 23 mai; la garnison repousse un premier assaut, puis, ne voyant venir aucun secours, elle demande à capituler. Le fort est livré aux Piémontais.

Lesdiguières fait aussitôt construire des retranchements à Césanne et à Beaulard pour couvrir les cols du mont Genève et de l'Échelle.

Un parti espagnol ayant remonté la vallée pour reconnaître les positions et les travaux, les postes français lui coupent la retraite à Salbertrand; presque tous les Espagnols sont massacrés.

Lesdiguières, rassuré pour un moment, revient à Grenoble menacé de près par les Savoyards.

Les Piémontais profitent de son éloignement pour se rendre de nouveau maîtres des villages de la vallée du Pellice, dont les garnisons se retirent dans le fortin de Mirabouc. Ils s'emparent ensuite de la ville de Cavour; la garnison française, forte de 600 hommes, s'enferme dans le château; le duc de Savoie veut faire bombarder la citadelle, mais il ne met pas son projet à exécution, un de ses généraux lui ayant fait remarquer qu'il

Cette manœuvre, très intelligemment conçue, aurait pu être dangereuse pour les Français, si elle avait réussi. Elle sera reprise plus d'une fois au cours des nouvelles opérations qui se dérouleront dans les vallées d'Exilles et de Fenestrelle. Le col de la Fenêtre a une importance capitale ; c'est le point central des communications entre Suse et Fenestrelle ; il joue à peu près le même rôle que le col de Vars entre Briançon et Tournoux.

Cependant, deux batteries construites par les Français, l'une sur les hauteurs de Saint-Colomban, l'autre dans la vallée de la Dora, bombardent le fort d'Exilles ; les travaux d'approche amènent bientôt l'assaillant au pied des remparts. Charles-Emmanuel, voyant qu'il est presque impossible de tourner les ennemis par les hauteurs de l'Assiette, se décide à marcher au secours de la place par la vallée de la Dora. Il envoie d'abord quatre officiers intrépides qui parviennent à entrer dans la forteresse et exhortent la garnison à tenir jusqu'à l'arrivée très prochaine de l'armée de secours.

Le 18 janvier, il fait lui-même la reconnaissance des positions occupées par les Français et arrête son plan d'attaque : 300 hommes avec 3 canons marcheront par la vallée pour s'emparer du pont d'Exilles ; après ce résultat obtenu, 1200 hommes graviront les pentes au nord de Chaumont pour aller attaquer le poste des Brunei, qui garde les hauteurs ; les paysans des vallons du mont Cenis franchiront les montagnes des Quatre-Dents et attaqueront de flanc ; l'attaque principale, exécutée par trois colonnes comprenant 3,700 hommes, sera engagée sur les pentes du contrefort de l'Assiette pour tourner la place.

Le 20 janvier, dans la nuit, les Piémontais se mettent en mouvement : la colonne de la vallée approche des retranchements du pont d'Exilles, mais ne peut s'en emparer ; la colonne de droite, ayant à marcher sur la neige gelée, laisse en route 500 Napolitains inhabiles à gravir les montagnes et n'arrive qu'avec 700 hommes à portée du poste des Brunei ; elle l'attaque néanmoins, mais, privée du concours que devaient apporter les paysans des vallons du mont Cenis, arrêtés par une tourmente de neige, elle échoue dans cette entreprise. Le duc de Savoie espérait, en faisant attaquer par sa droite, attirer les Français de ce côté ; mais ils ne tombent pas dans le piège.

Les colonnes de l'attaque principale refoulent d'abord les

avant-postes français ; mais elles n'obtiennent ensuite aucun autre résultat, les attaques n'étant exécutées que par de petits détachements, qui sont tous battus en détail. La première des trois colonnes, qui servait de direction, est forcée de se retirer ; les deux autres suivent à leur tour le mouvement rétrograde. Le duc de Savoie fait alors battre la retraite générale et établit ses troupes au bivouac sur les bords de la Dora. Malgré un froid excessif, il défend d'allumer des feux ; la nuit est ainsi très pénible pour les Piémontais, qui manquent même de pain.

Charles-Emmanuel, montrant l'exemple du courage, se tient sur pied toute la nuit pour visiter les postes et donner des ordres.

Au point du jour, il fait recommencer l'attaque par la vallée ; il veut, à tout prix, forcer le pont et pénétrer dans Exilles.

Mais Lesdiguières a renforcé tous ses postes.

Les Piémontais tirent toute la journée contre la tête de pont, sans faire, cependant, beaucoup de mal : les brouillards gênent le tir de leur artillerie ; ils s'élancent à l'assaut à plusieurs reprises, mais ils sont repoussés chaque fois.

Vers le soir, le duc de Savoie, estimant qu'il lui est impossible de secourir la place, se retire à Chaumont, ayant perdu 600 hommes. Il ne désespère cependant pas encore ; car, le lendemain, il projette une nouvelle attaque, qu'il allait engager, lorsqu'il apprend que la garnison du fort a capitulé. Il remet alors ses troupes en quartiers d'hiver.

Remarques.

On doit admirer cette campagne, entreprise au milieu de l'hiver, dans les neiges et les terribles tourmentes des Alpes, conduite avec une activité, une ténacité et une force d'autorité remarquables, par l'infatigable et intelligent Lesdiguières. Les soldats creusaient avec une peine inouïe des tranchées dans la neige et la terre gelées ; ils passaient les froides nuits au bivouac, n'ayant souvent que du mauvais pain gelé.

On peut également remarquer : 1^o l'habileté du duc de Savoie dans le choix de son premier plan, qui consistait à retenir les Français dans la vallée par une attaque de front, et à les tourner par les cols de la Fenêtre et de Sestrières ; 2^o l'énergie acharnée

qu'il déploya pour secourir une place dont il appréciait justement la grande importance.

On voit que toute l'armée ennemie, forte d'environ 5,000 hommes, lutta en vain toute une journée à l'attaque de frons des retranchements qui couvraient le pont d'Exilles. Il est vrai que Lesdiguières se gardait si bien sur ses flancs que tout mouvement tournant était impossible.

Après avoir rétabli l'administration française dans la vallée d'Exilles, Lesdiguières rassemble promptement un convoi de vivres pour la garnison de Cavour; le convoi est introduit le 29 janvier, et l'escorte se retire sans être même atteinte par la cavalerie piémontaise, lancée à sa poursuite.

Il est alors appelé en Provence.

Cependant, le corps de siège, resserrant la place de Cavour jour en jour au moyen de redoutes élevées de distance en distance autour de la place, parvient à l'investir complètement et à couper les vivres aux défenseurs. Au mois de mars, Charles-Emmanuel remet ses troupes sur pied et vient camper à Bibiana avec 5,000 fantassins et 1000 cavaliers; il compte réduire la garnison par la famine. Les défenseurs, de leur côté, ne laissent échapper aucune occasion de recueillir des subsistances; ils enlèvent même, un jour, un convoi aux ennemis.

Lesdiguières reparait au mois d'avril dans les vallées vaudoises avec 2,000 fantassins et 1200 chevaux. Arrivé à Dubbione, en aval de la Pérouse, il franchit les contreforts de Rochecotel pour ne pas défilier entre Pignerol et Bibiana, passe à Monastero et prend Frossasco. Il veut opérer une diversion en cherchant à faire sortir de leur camp les Piémontais. Pendant trois jours, fait la navette en avant de leur ligne vers Montebruno (Montbrone, sur le Pellice); mais il ne peut les forcer à une action générale, ni par suite porter à la garnison de Cavour le secours attendu. Il se replie alors par Buriasco sur Frossasco, qu'il abandonne à la fureur de ses soldats.

La garnison de la citadelle de Cavour, manquant complètement de vivres, capitule le 3 mai.

Lesdiguières livre alors au pillage tous les villages voisins de Frossasco. Voyant que le duc de Savoie cherche maintenant à engager une bataille, dont le résultat lui paraît douteux, et,

trouvant dans des conditions moins avantageuses qu'au début de la campagne par suite de la désertion des Vaudois enrôlés sous ses drapeaux, désertion qui lui faisait craindre encore la défection des Vaudois des vallées, il repasse promptement dans la vallée de la Pérouse, puis revient à Embrun en quatre jours jours de marche.

2,000 Piémontais se jettent alors dans les vallées des Vaudois, qui se soumettent presque sans résistance en implorant la clémence du duc Charles, et contribuent, en outre, à nous faire perdre le fortin de Mirabouc, dont le commandant, lâche et peu dévoué, capitule à la seule vue des canons ennemis.

1597. — *IncurSION dans la Vraita. — Tentative des Piémontais dans la vallée de Pragelas, repoussée.*

La première partie de la campagne se déroule sur les bords de l'Isère, aux environs de Pontcharra. Les Savoyards sont battus.

Charles-Emmanuel fait commencer les travaux de la construction du fort Barraux, le 24 août.

Au mois d'août, des détachements, partis de Guillestre, passent le col Agnel et pillent les villages de la Vraita ; à l'approche des Piémontais, ils rentrent en France avec leur butin. Ils se jettent ensuite dans la vallée d'Exilles ; le gouverneur de Suse, ayant essayé de les arrêter, est fait prisonnier et enfermé dans le fort d'Exilles.

Cependant, pour en finir, la cour de Turin décide de porter la guerre sur les terres françaises, dans la vallée de Pragelas. Un officier est envoyé pour communiquer le projet au duc, alors en Savoie. Cet officier est arrêté en Maurienne par un poste français. Lesdiguières apprend ainsi le dessein des ennemis. Il fait marcher en toute hâte des troupes dans les vallées vaudoises, dont les habitants reviennent à ses ordres ; ces mouvements ne sont même pas connus à Turin.

Les Piémontais commencent l'expédition projetée, le 8 septembre. Quatre colonnes doivent se porter par divers chemins dans la vallée de Pragelas : la première, de Suse, par le col de la Fenêtre ; la deuxième, de Giaveno, par le col de la Rossa ; la troisième, de Pignerol, par la Pérouse ; la quatrième, par la

vallée de Saint-Martin et le col de l'Albergian. Réunies à Pragelas, elles marcheront ensuite sur le Briançonnais.

La quatrième colonne arrive la première devant les retranchements du Villaret, en aval de Fenestrelle, et en déloge les Français, qui se retirent dans la direction du col de Malanotte; la troisième force l'entrée de la vallée de la Pérouse, réputée difficile, arrive au Villaret et marche sur Mentoulles. A un moment donné, des Français et des Vaudois, postés sur les hauteurs, se jettent au pas de course sur les derrières des Piémontais. Ces derniers, surpris ainsi à l'improviste et pris entre deux feux, font demi-tour et se lancent avec tant d'impétuosité qu'ils se rouvrent un passage, malgré des pertes considérables, et s'enfuient à Pignerol. La première enlève le col de la Fenêtre, après une lutte acharnée; mais le commandant de la colonne ayant été blessé, l'officier qui le remplace n'ose s'engager plus avant et ramène sa troupe à Suse; la deuxième n'a même pas paru.

La cour de Turin ordonne au chevalier Ponte, le commandant de la colonne battue à Mentoulles, de réparer son échec. Ce général revient attaquer les Français; mais, dans l'intervalle, ceux-ci avaient reçu des renforts, et ils étaient abrités derrière des retranchements si solides qu'il est impossible aux Piémontais de les déloger.

Pour arrêter les courses des Français en aval de la Pérouse, les Piémontais élèvent alors le fort de Bec-Dauphin.

1598-1601. — *Guerre en Savoie. — Traité de Lyon.*

1598. — Les Piémontais tentent de reconquérir la Maurienne; ils sont complètement défaits dans une première expédition; ils font une nouvelle tentative au mois de mars et en chassent les Français.

Au mois de mai, Lesdiguières enlève, par surprise, le fort Barraux, qui venait d'être achevé.

Des négociations s'étant ouvertes à Vervins entre la France, l'Espagne et la Savoie, Henri IV réclame le marquisat de Saluces, que Charles-Emmanuel ne veut pas céder. Les deux souverains s'en rapportent à l'arbitrage du pape. En attendant, le duc conserve le marquisat; les Français retiennent le pays de Gex et la

gardent Suse et obtiennent le libre passage sur les terres du Piémont pour aller renforcer Casal, assiégé par les Espagnols.

Charles-Emmanuel ne devait pas tarder à éluder le traité.

1630. — Richelieu à Suse. — Créqui s'empare de Pignerol. — Nouvelle invasion du Piémont. — Mort de Charles-Emmanuel.

Le duc de Savoie appelle à son secours les Espagnols et les Autrichiens.

Richelieu s'avance avec une nouvelle armée à Suse, par le mont Genève. Il somme le duc de lui fournir 10,000 sacs de blé, de démolir les murs d'Avigliana et de faire marcher ses propres troupes au secours de Casal. Charles-Emmanuel refuse. Richelieu tente, mais en vain, de faire enlever le duc et de surprendre Turin.

Les Piémontais s'étant repliés sur leur capitale, le maréchal de Créqui investit Pignerol le 20 mars, emporte la ville le 23, et commence le siège de la citadelle. Les Espagnols, jaloux des Piémontais, refusent de marcher au secours de la place; la citadelle capitule le 29 mars. Créqui soumet ensuite les vallées de Luserne et de Saint-Martin pour assurer ses communications.

Une deuxième armée, rassemblée à Lyon, fait la conquête de la Savoie; 11,000 hommes passent ensuite le mont Cenis et débouchent à Suse; ils descendent la vallée de la Dora, en livrant un combat d'avant-garde dans lequel ils tuent 800 hommes à l'ennemi, puis ils se portent sur Pignerol. Le maréchal de La Force veut aller secourir Casal; pour éviter les Piémontais rassemblés autour de Turin, il remonte le Pô jusqu'à Saluces (19 juillet), manœuvre autour de cette place, qui se rend le 23, reprend Verzuolo et Sampeyre. Le duc de Savoie, pour empêcher le maréchal d'exécuter son plan, fait avancer son armée dans le dessein d'attaquer les Français; mais il meurt sur ces entrefaites (26 juillet). La guerre est un moment arrêtée.

Charles-Emmanuel était un ambitieux et un fourbe. Il avait été en guerre toute sa vie et avait ruiné ses États.

Les opérations recommencent sous son successeur, Victor-Amédée 1^{er} (1630-1637), et se prolongent jusqu'en 1631 sur un théâtre plus éloigné de la frontière.

1631. — A la signature du traité de paix, Richelieu obtient Casal et Pignerol, grâce à l'habileté de Mazarin, négociateur d Saint-Siège.

MOURRAT,

Lieutenant au 14^e bataillon de chasseurs

(A continuer.)



LA
GUERRE DE LA SUCCESSION D'AUTRICHE¹
(1740-1748)

CAMPAGNE DE 1741-1743.

OPÉRATIONS MILITAIRES DANS LA HAUTE-AUTRICHE ET EN BAVIÈRE.

V.

LA SITUATION DANS LA HAUTE-AUTRICHE. — LES PRÉPARATIFS
DE DÉFENSE DE VIENNE. — LA RETRAITE DES TROUPES DU
F.—M.-L. COMTE PALFFY SUR VIENNE.

Dans la Haute-Autriche tout comme en Tyrol et en Styrie, la mort de l'empereur Charles VI avait relâché, si ce n'est brisé, les liens qui rattachaient ces différents États à la maison de Habsbourg. Si le clergé et la noblesse étaient demeurés indifférents à tout ce qui se passait et se préparait, la bourgeoisie et les paysans ne songeaient qu'aux moyens de s'éviter les charges que la guerre ne pouvait manquer de faire peser sur eux. L'apathie de la population, la terreur causée par la nouvelle du rassemblement des Bavares à Schärding, enfin les habiles menées des émissaires de l'Électeur avaient presque entièrement paralysé les efforts tentés par les autorités autrichiennes.

¹ Voir les livraisons de 1897, 1899, 1900 et mars 1903.

Dès le printemps de 1744, dès que l'attitude hostile de Bavière commença à se dessiner plus nettement, Marie-Thérèse avait chargé le conseil aulique de la guerre de prendre sans bruit les mesures les plus indispensables pour protéger des provinces presque entièrement dépourvues de troupes, et confier l'exécution de ces dispositions à l'un des membres de ce conseil, le feld-maréchal-lieutenant comte von Salburg, qu'elle envoya immédiatement sur les lieux.

Il avait reçu l'ordre de se rendre à Linz avec le major du génie Steiger sous le prétexte d'une partie de chasse, d'inspecter la frontière bavaroise, de voir ce que le pays pourrait fournir de ressources en fait de vivres et d'hommes capables de garder les postes et les défilés de la frontière, de déterminer le point sur lequel il conviendrait d'établir un grand dépôt de subsistance, enfin de se procurer des nouvelles et des renseignements sur les projets de l'Électeur¹.

Le 9 juillet, pendant que Salburg s'acquittait de sa mission, on recevait à Vienne, en même temps que l'avis de la marche des Bavares sur l'Inn, un rapport du colonel du régiment Wassegg, annonçant de Brisach que 30,000 Français se porteraient au mois d'août par la Souabe sur la Bavière. L'émoi causé à Vienne par ces nouvelles avait été d'autant plus grand qu'il n'y avait à ce moment dans toute la Haute-Autriche que les deux régiments de dragons Savoie et Khevenhüller.

Afin de s'assurer les moyens de s'opposer ou de résister à l'invasion désormais certaine des Français et des Bavares, Marie-Thérèse avait aussitôt réuni à Vienne un conseil, auquel assistèrent, outre les ministres de conférences, les feld-maréchaux prince von Hildburghausen, prince Lobkowitz et comte Khevenhüller. On y décida de retirer immédiatement de Hongrie quatre régiments de cavalerie et trois d'infanterie, qu'il fallait, il est vrai, mettre préalablement sur le pied de guerre et dont on n'avait pu compléter l'équipement qu'à l'aide de 20,000 florins pris sur les subsides fournis par l'Angleterre. 2,000 fantassins et quelques centaines de chevaux, provenant du généralat de Warasdin et autant de l'Esclavonie, reçurent également l'ordre

¹ K. und K. Kriegs Archiv (Feld-Acten Bayern) 1744, III, 1. Instruction pour le comte Salburg.

se diriger vers la Haute-Autriche. On se réservait de leur assigner une destination définitive dès qu'on serait parvenu à voir un peu plus clair dans le jeu des Franco-Bavarois.

Quelques jours après le départ de l'ordre de mobilisation, expédié le 14 juillet, certain désormais que l'armée franco-bavaroise opérerait à la fois sur la Bohême et la Haute-Autriche, on résolut de laisser les deux régiments de dragons seuls dans l'archiduché, de concentrer à Pilsen les troupes venant de Bohême et de placer cette armée encore en voie de formation sous le commandement supérieur de Lobkowitz.

Entre temps, et en raison même de la configuration de la frontière entièrement découverte du côté de la Bavière, Salburg avait proposé de mettre vivement sur pied huit compagnies de *Landes Schützen* fortes de 350 hommes chacune, de barrer la vallée du Danube en fortifiant le château de Spielberg (près de Mauthausen) et d'élever une redoute à Enghagen (faubourg d'Enns).

En août, après une tournée d'inspection qu'il fit à Linz avec le feld-maréchal-lieutenant comte Palfy, Lobkowitz donna aux régiments de dragons de Savoie et Khevenhüller l'ordre de se réunir à Wels et de fournir les postes d'observation de la frontière, pendant que 280 invalides, envoyés de Vienne à Linz, étaient dirigés sur Gmunden et qu'un certain nombre de conscrits allaient, les uns travailler aux redoutes de la rive droite de l'Enns, les autres fournir les garnisons d'Enghagen et de Spielberg. Enfin Palfy, auquel Lobkowitz confiait le commandement des troupes de la Haute-Autriche, devait répartir environ 4,000 miliciens dans les blockhaus qu'on se proposait de construire à proximité de la frontière. En cas d'attaque sérieuse tentée par des forces supérieures, le feld-maréchal, avant de partir pour la Bohême, avait laissé à Palfy l'ordre d'éviter tout engagement sérieux, de se retirer d'abord derrière la Traun, de couper les ponts, puis de se replier, s'il le fallait, derrière l'Enns, où il lui ferait tenir dans ce cas de nouvelles instructions.

Manquant à la fois de temps et d'hommes, Palfy, renonçant à l'établissement des redoutes le long du Danube, se contenta de faire surveiller la frontière, occuper Haag et Peuerbach par quelques postes et garder les abords de ces deux points par un millier de miliciens.

Ce n'était pas avec des forces aussi insignifiantes que la reine

de Hongrie avait cru pouvoir s'opposer au nouveau danger qui la menaçait. Elle avait, on se le rappelle et nous l'avons dit en parlant de la diète de Presbourg, non seulement eu recours à *l'insurrection hongroise* et mobilisé les contingents des confins militaires, mais décidé de lever 15,000 hommes dans ses États héréditaires allemands. Ces différentes mesures n'avaient toutefois produit et n'avaient pu produire aucun effet au moment où les Bava-rois franchissaient la frontière.

Il ne restait en Autriche rien qui permit de créer et de réunir l'armée dont la reine avait besoin pour couvrir sa capitale.

Malgré les craintes de jour en jour plus sérieuses que lui inspiraient l'attitude plus que douteuse du Piémont et les intentions hostiles de l'Espagne, il lui fallut bien se résigner à faire donner, le 25 septembre 1741, par le conseil aulique de la guerre, l'ordre au feld-maréchal Traun d'envoyer d'Italie par le Tyrol en Autriche 9 régiments d'infanterie, 1 de dragons et 1 de hussards. Conduites par les généraux Schülenburg, Mercy, Bärnklaus et Palfy (Léopold), ces troupes n'arrivèrent que dans les premiers jours de novembre dans le Tyrol méridional.

Or, dès les premiers jours d'août, les rapports des autorités militaires et civiles de la Haute-Autriche et la nouvelle de la surprise de Passau avaient prouvé à la cour de Vienne qu'il fallait s'attendre à l'invasion prochaine, presque immédiate, des Bava-rois. Si l'on pouvait, il est vrai, abandonner à lui-même le Tyrol, parce que la reine se savait sûre de la fidélité de ce pays, il n'en était pas de même pour la Styrie et pour l'archiduché d'Autriche, dont les populations semblaient disposées à se désintéresser du sort du reste de la monarchie et uniquement préoccupées de leurs intérêts personnels et particuliers. Au milieu des déboires et des épreuves qui ne furent pas épargnés à Marie-Thérèse en ces jours si critiques pour elle, le patriotisme de la capitale, qui ne se démentit pas un seul instant, lui apporta seul quelque espoir et quelque consolation.

Le 2 septembre, à la suite d'une conférence tenue à Presbourg, on avait décidé de confier la direction des mesures destinées à assurer la défense de Vienne au feld-maréchal comte Khevenhüller. Quatre jours plus tard, on procédait à la constitution d'une commission spéciale investie des mêmes attributions que celle de 1683. Le 7 septembre, on nommait un commandant

de la place de Vienne, on appelait la garde bourgeoise à l'activité et l'on décrétait la création de compagnies franches ¹.

Le 9 septembre enfin, Khevenhüller entra en fonction.

On procéda aussitôt, sous son énergique et intelligente direction, à l'exécution des travaux les plus indispensables ; on évacua les faubourgs, on rasa les arbres, les maisons, tout ce qui pouvait gêner les vues, le tir ou contrarier la défense des remparts de la ville intérieure. On s'occupa de l'approvisionnement de la capitale, dont la garnison se composait, y compris les deux régiments de dragons Savoie et Khevenhüller que le comte Palffy avait rapprochés de Vienne, de 8,000 hommes environ. Mais dans ce chiffre figurent, il convient de le dire, 2,000 Croates, le régiment de la garde urbaine, 8 compagnies de milices bourgeoises et 1327 hommes levés dans la population.

Le 20 octobre, à un moment où, il est vrai, le danger semblait momentanément conjuré, puisque les Bavares avaient passé le Danube pour se tourner contre la Bohême, la ville de Vienne était, au dire de Khevenhüller, en mesure d'opposer une résistance vigoureuse et prolongée même à une attaque en règle.

D'autre part, comme les Bavares auraient pu vouloir, surtout au début de la campagne, tenter une incursion dans la haute Styrie, on avait, dès le 6 août 1741, ordonné de réunir à Graz une commission de défense qui fit exécuter toute une série de travaux sur la Semmering, à Mariazell, à Aussee, à Saint-Wolfgang, aux passages de Mandling, de Pretlitz, de Seebach et de Bregenz. Mais comme le feld-maréchal-lieutenant Moltke, chargé de la direction et de l'organisation des défenses de la Styrie, ne disposait dans tout le pays que de 2,228 hommes de troupes régulières, force lui fut d'avoir recours pour assurer le service, les travaux et la garde de ces points, à 700 hommes des confins militaires de Carlstadt, et surtout aux chasseurs et paysans levés sur leurs terres par les différents seigneurs.

Pendant ce temps Palffy, se conformant aux instructions de Lorkowitz, avait ramené ses dragons et ses quelques troupes légères hongroises, le 12 derrière la Traun, le 14 septembre derrière l'Enns jusqu'à Wallsee, pendant que les conscrits et les

¹ K. und K. Kriegs Archiv. Feld-Acten 1741, IX, 1, et *idibem* Oesterreich und Bayern 1741, XIII, 20, 20 a, 21, 22.

quelques piquets autrichiens qu'ils rejetèrent vers l'Est après leur avoir enlevé une vingtaine d'hommes.

Après une nouvelle halte de 24 heures à Sternberg, où ils laissèrent les troupes bavaoises qui avaient ordre d'y attendre le retour de l'Électeur de Linz, retour retardé par des crues qui avaient enlevé les ponts de l'Enns, les Français avaient repris leur mouvement et, passant par Amstetten, arrivèrent le 6 à Ybbs où l'Électeur les rejoignit le lendemain.

Loin d'imprimer un peu d'activité aux marches, la présence de l'Électeur coïncide au contraire avec un nouveau temps d'arrêt. Ce fut le 11 octobre seulement qu'on se décida à pousser une avant-garde sur Melk où elle ne trouva plus personne lorsqu'elle y entra le 13. La veille, la division de cavalerie du comte de Saxe avait rejoint le gros de l'armée franco-bavaroise désormais au complet à Ybbs.

C'est également à partir de ce moment que l'on commence à voir clair dans le jeu de l'Électeur. C'est d'Ybbs qu'il laisse apercevoir son désir de s'emparer de la Bohême avant que la Saxe ou la Prusse aient pu mettre la main sur ce royaume qu'il convoite. C'est d'Ybbs qu'il écrit le 8 et le 9 octobre à Belle-Isle pour lui imposer ses projets. Il compte pousser sur Pisek ses Bavaois sous les ordres de Törring, les faire soutenir par quelques régiments de cavalerie française, opérer à Pisek sa jonction avec les troupes de Minuzzi venant d'Amberg, et faire continuer au reste de l'armée sa marche dans la direction de Vienne jusqu'à hauteur d'un point à déterminer ultérieurement, et sur lequel elle prendra position. L'Électeur espérait, de cette façon, amener à l'improviste devant Prague les 30,000 hommes de Törring, de Minuzzi et de Gassion, et réussir à enlever lestement cette ville, tandis que les troupes laissées sur le Danube paralyseraient Vienne jusqu'au moment où les Saxons viendraient leur donner la main. Tel devait être, d'après l'Électeur, le programme de la campagne, puisque, après la prise de Prague, il comptait mettre son armée en quartiers d'hiver. L'Électeur savait bien que ce plan ne pouvait avoir les suffrages et l'approbation de Frédéric qui, plus que jamais partisan de la marche sur Vienne, ne voulait voir employer en Bohême que la seule division française de Polastron. L'Électeur déclarait d'ailleurs à Belle-Isle qu'il croyait donner au roi de Prusse une preuve suffi-

la lenteur de cette marche et ce nouveau temps d'arrêt doivent être, en réalité, attribués aux embarras, aux hésitations de l'Électeur qui, n'osant prendre une résolution définitive, ne savait s'il devait se décider soit à pousser résolument sur Vienne, soit à se diriger vers la Bohême. Reculant devant une décision radicale et catégorique, dans la crainte de s'aliéner Frédéric II¹, l'Électeur crût qu'il pourrait réussir, sinon à lui donner le change, du moins à le satisfaire momentanément et dans la limite du possible, en continuant son mouvement jusqu'à l'Ybbs, sans abandonner pour cela l'arrière-pensée de prendre de là le chemin de la Bohême.

Le 1^{er} octobre au matin, son armée se remit en marche sur trois colonnes, passa l'Ybbs, poussa jusqu'à hauteur du couvent d'Erlaa, où elle fit séjour le lendemain, pendant que l'avant-garde (2 escadrons de hussards, 2 régiments de dragons, 8 compagnies de grenadiers et une compagnie franche avec quelques canons), sous les ordres du comte de Saxe, poussait sur Ybbs où elle devait prendre position. Au cours de cette marche, et pendant qu'on envoyait un petit détachement bavarois s'établir entre Waidhofen-sur-l'Ybbs et Kematen, y garder les ponts et y lever des réquisitions, les hussards français s'étaient, pour la première fois de la campagne, engagés, au sortir d'Amstetten, avec

¹ *Correspondance politique*, n° 525. Au grand-maitre de l'artillerie Schmettau, du camp de la Neisse, 23 septembre 1844 : « Marquez-moi à présent pourquoi l'Électeur ne se détermine pas plutôt en faveur de l'expédition de Vienne que pour celle de Prague ? Il me semble qu'en prenant Vienne la guerre serait terminée tout d'un coup, au lieu qu'à présent vous prendrez Prague et aurez, le printemps qui vient, sûrement les troupes d'Italie et de Hongrie à combattre..... »

Ibidem, n° 534. Au même, camp de Kelteck, 2 octobre 1741 : « Le courrier m'a apporté à la fois vos relations des 22 et 24 du mois passé..... J'ai été extrêmement surpris de voir qu'on va avec tant de lenteur et d'irrésolution à la besogne..... »

Le même jour encore, il insistait (*ibidem*, n° 535) dans le même sens dans la dépêche qu'il adressait à Belle-Isle : « Pour vous ouvrir mon cœur naturellement, il y a quelques points qui me refroidiraient beaucoup, si je n'y voyais pas un changement. L'un, c'est la lenteur des opérations bavaeroises qui, me laissant porter tout le fardeau de la guerre, ne profitent pas de l'absence de l'ennemi pour agir... » Et comme il sait que Belle-Isle n'est pas sourd aux compliments et aux éloges, il a soin d'ajouter : « Adieu mon cher maréchal, je brûle d'envie de vous voir à la tête de ces Français que vous mènerez en maître au lieu qu'on les conduit actuellement en écolier... »

L'anxiété de Charles-Albert était d'autant plus réelle et d'autant plus légitime que, malgré toutes « les protestations d'estime et d'attachement » que Frédéric lui prodiguait encore dans sa lettre du 14¹, l'Électeur avait été informé par sa belle-mère, l'impératrice douairière Amélie, de ce qui se tramait entre la Prusse, et l'Autriche, des machinations qui venaient, le 9 octobre, d'aboutir à la conclusion de l'acte de Klein-Schnellendorf. Sans vouloir pour cela rompre ouvertement avec Frédéric, l'Électeur était d'autant plus décidé à se conformer aux désirs de la France qu'il était désormais certain que seule l'intervention de la cour de Versailles pourrait lui assurer la voix du roi de Prusse.

Entre temps, après une halte, en tous cas inutile, de neuf jours à Ybbs, l'armée franco-bavaroise s'ébranla en trois échelons, du 13 au 16 octobre, se dirigeant sur Melk, tandis que les Français, précédés par leur avant-garde qui occupait Melk depuis le 11 au soir, continuaient seuls leur marche sur Sanct-Pölten.

Le 14, cette avant-garde, sous les ordres des lieutenants généraux de Mortaigne et d'Aubigné, entra à St-Pölten après un petit combat livré à la pointe du jour presque à la sortie de Melk à 900 hussards autrichiens. Le lieutenant-général de Mortaigne fut légèrement blessé dans cette affaire, à la suite de laquelle Palfy ramena tout son monde sur la ligne Maria-Brunn—Purkersdorf.

Le 18, pendant que Charles-Albert arrivait à Melk, Mortaigne occupait Mautern et Krems, où les Bavares de Töring et les hussards de Bercheny s'établissaient, le 20, et où l'on commençait dès le lendemain les travaux d'établissement d'un pont sur le Danube. Le même jour, le gros de l'armée française entra avec l'Électeur à Sanct-Pölten.

S'il avait eu la satisfaction d'y passer en revue le corps français dont il admira la belle tenue, d'apprendre par Töring que le pont était sur le point d'être achevé, les nouvelles, qui lui parvenaient d'autre part, avaient considérablement assombri le tableau. La Hongrie s'armait en faveur de Marie-Thérèse, les régiments venant d'Italie pressaient leur marche; Frédéric lu

¹ Correspondance politique, n° 337. A l'Électeur de Bavière, 14 octobre.

pagne, et signaler les fautes irréparables dues à la lenteur de la marche, aux hésitations de l'Électeur, tiraillé entre le désir de se concilier Frédéric en marchant sur Vienne et la crainte de voir Auguste III profiter de la présence de son armée dans la vallée du Danube pour s'établir presque sans conteste à Prague et occuper une bonne partie de la Bohême. Il suffira, du reste, de laisser parler les dates.

Le 17 septembre l'Électeur lève son camp de Schärding. Il s'arrête ensuite sans raison sérieuse, du moins au point de vue militaire, six jours à Linz, sept jours à Enns, neuf jours à Ybbs, trois jours à Melk, si bien que c'est le 21 octobre seulement que son armée, qui a mis quarante et un jours à faire 200 kilomètres, s'établit sur la ligne Sanct-Pölten—Krems. Enfin, neuf jours seulement plus tard, le dernier échelon de cette armée reprenait, lui aussi, le chemin qu'on venait de parcourir si lentement et si inutilement.

On avait perdu deux longs mois que Marie-Thérèse avait su, au contraire, mettre merveilleusement à profit.

Dans les derniers jours du mois d'octobre, sans parler de l'armée de l'Électeur et des Français restés sur l'Enns, les différents corps de troupes françaises, bavaoises, prussiennes et saxonnes d'une part, autrichiennes de l'autre, employés sur le théâtre de la guerre, occupaient en somme les positions suivantes :

Du côté de Pilsen, où il était entré le 26 octobre, le corps bavarois de Minuzzi, suivi d'assez près par les Français de Gassion, n'avait devant lui que le petit corps d'observation de Lobkowitz, fort d'environ 8,000 hommes. Ce corps avait d'ailleurs reçu l'ordre de se diriger sur Znaym pour y opérer sa jonction avec l'armée de Neipperg, rendue disponible par la convention de Klein-Schnellendorf et en marche d'Olmütz sur Brunn. Notons en passant que Prague et Eger, dont les défenses étaient en fort mauvais état, n'avaient que de faibles garnisons.

Les Saxons de Rutowski (22,000 hommes environ) attendaient à Freiberg et à Pirna l'ordre d'entrer en Bohême.

Du côté des Prussiens, le roi assiégeait Neisse, pendant que le corps du prince héréditaire d'Anhalt-Dessau marchait sur Glatz et que le reste de l'armée avait pris ses quartiers d'hiver en Silésie.

Les travaux de défense de Vienne étaient achevés, mais la garde de la Basse-Autriche continuait à n'être assurée que par deux régiments de dragons et les troupes légères de Menzel, puisque les régiments appelés d'Italie pour servir de noyau à la nouvelle armée, étaient encore loin d'avoir achevé leur longue marche et de pouvoir entrer en ligne.

VII.

FORMATION ET RASSEMBLEMENT DE L'ARMÉE DE KHEVENHÜLLER DANS LA BASSE-AUTRICHE.

Dès le 28 octobre, dès qu'il eût pu constater le départ des Franco-Bavarois de Sanct-Pölten, Khevenhüller avait conçu et soumis à Marie-Thérèse un projet d'opérations et proposé à la reine, non seulement d'arracher la Haute-Autriche aux Bavarois, mais de pénétrer dans les États de l'Électeur. Le 4 novembre, sur l'ordre de Marie-Thérèse, Khevenhüller exposait définitivement ses vues dans deux mémoires adressés, l'un au chancelier Sinzendorff, l'autre au conseil aulique de la guerre¹. Il demandait seulement qu'on mit à sa disposition un certain nombre d'hommes de l'insurrection hongroise et trois régiments qu'on comptait envoyer en Bohême et dont deux étaient déjà à Vienne; qu'on placât sous ses ordres, en les faisant avancer vers la Haute-Autriche, les troupes que le feld-maréchal-lieutenant Moltke avait établies sur les frontières de la Styrie, ainsi que les corps de nouvelle formation venant d'Esclavonie, pendant qu'on pousserait droit d'Innsbruck sur Munich les régiments que le prince de Saxe-Hildburghausen amenait d'Italie. Le succès paraissait certain à Khevenhüller, à condition toutefois de prendre une résolution immédiate et de garder, sur les décisions auxquelles on s'arrêterait, le secret le plus absolu.

S'ils n'avaient pas hésité à approuver dans son ensemble l'idée de Khevenhüller, à se prononcer en faveur de la formation d'une armée qu'on allait lui confier, les ministres de Marie-Thérèse, réunis en conférence à Presbourg, n'avaient pas pu en revanche

¹ *Kriegs Archiv*, Feld-Acten Bayern, 1741. Khevenhüller à Sinzendorff et au conseil aulique de la guerre, Vienne, 4 novembre 1741, XI, 41.

arriver à s'entendre sur les mesures à prendre, sur les ordres à donner afin d'assurer la réunion des éléments dont devait se composer cette armée. Ne pouvant ou n'osant pas se prononcer, le conseil pria « Marie-Thérèse de prendre une résolution catégorique ». Comme elle allait l'écrire à ses ministres, la reine, ne se croyant pas les connaissances et les aptitudes nécessaires, leur déclara avec juste raison que le mieux lui paraissait être de laisser Khevenhüller maître d'adopter toutes les mesures qu'il croirait utiles et libre de régler à son gré la marche de ses troupes et le développement de ses opérations¹.

Le seul fait que les régiments appelés d'Italie n'avaient ni artillerie ni équipages de pont, suffit du reste pour décider Khevenhüller à renoncer à les porter droit d'Innsbruck sur Munich et à leur envoyer l'ordre de se diriger sur la Haute-Autriche en passant par la Styrie, enfin à presser avant l'entrée de l'hiver, avant la période des grands froids qui arrête la navigation sur le Danube, la constitution des magasins, ainsi que la réunion des approvisionnements et des moyens de transport dont il avait besoin pour prendre l'offensive.

Le 22 novembre, Khevenhüller, sous les ordres duquel on plaçait les généraux Mercy d'Argenteau, Bärnklaus, Lucchesi, Léopold Palfy, Wurmb, Moltke, Luzan, Bernes et Charles Palfy, était officiellement appelé au commandement en chef du corps chargé d'opérer dans la Haute-Autriche et en Bavière.

Pendant que les corps de troupe venant d'Italie entraient, du 31 octobre au 17 novembre, par Ala en Tyrol et se dirigeaient par Trente et le Puster-Thal sur Villach, Unzmarkt et Waidhofen sur l'Ybbs, où ces différents régiments devaient arriver du 10 au 30 décembre, Khevenhüller avait établi ses troupes irrégulières le long et en avant de l'Ybbs, jeté les hussards de Raab et de Komorn sur la rive gauche du Danube du côté de Freistadt et fait avancer ses dragons et ses cuirassiers jusqu'à Melk.

Dans l'intervalle, les Bavares avaient continué leurs mouvements et leurs opérations en Bohême. Le 6 novembre, Törring avait occupé Budweis et Wesely; le gros des troupes françaises avait rejoint l'Électeur, le 12 et le 13, à Budweis. Gassion, arrivé

¹ *Hofkammer Archiv*, Reichs-Acten, fasc. 165. Conferenz Protokoll, 6 novembre 1741.

du 2 au 6, à Pilsen, s'y était à peine arrêté vingt-quatre heures et s'était porté par Beraun dans la direction de Prague.

Sans attendre l'achèvement de la concentration franco-bava-roise sur la ligne Buweis—Wesely, l'Électeur avait, le 11 novembre, quitté Budweis avec l'avant-garde pour opérer, en prenant par Pisek, sa jonction avec Gassion et pousser avec lui sur Prague et résolu de laisser Törring et Leuville à Budweis avec ordre de couvrir les abords de la Bohême et de garder les communications avec la Haute-Autriche.

Les Saxons de Rutowski, après avoir franchi la frontière de Bohême le 6, étaient parvenus le 16 novembre aux environs de Budin, tandis que l'armée autrichienne, placée désormais sous les ordres du grand duc de Toscane, et renforcée par quelques troupes venues de Vienne et de Hongrie, après s'être repliée de Silésie sur la ligne Znaym—Fratting—Zlabings, se reportait en avant et opérait, le 17, sa jonction avec le corps Lobkowitz du côté de Neuhaus.

Pendant ce temps Khevenhüller avait, sur la rive gauche du Danube, renforcé légèrement ses postes de Freistadt et ordonné, sur la rive droite, au feld-maréchal-lieutenant de Moltke de pousser des montagnes de la Styrie sur Gmunden et de réoccuper le Salzkammergut. Lui-même allait en même temps se porter sur Steyr, passer la Traun, occuper Enns et chercher à arriver à Linz et à rétablir par Budweis la communication entre son armée et celle du grand-duc.

Depuis les derniers jours de novembre, les opérations avaient d'ailleurs complètement cessé, quoique pour un temps seulement, en Bohême. Elles s'étaient terminées dans la nuit du 25 au 26 par la prise de Prague enlevée sans efforts par l'Électeur à la tête des troupes de Gassion et des Saxons de Rutowski.

Le grand-duc avait bien quitté Neuhaus le 19 pour secourir et dégager Prague, et obligé, par sa marche, Törring et Leuville à évacuer Budweis et Wesely pour se réunir à Protivin et prendre, par la rive gauche de la Moldau, la route de Prague. Mais, lorsque le grand-duc arriva le 27 à Beneschau, Prague avait capitulé depuis 36 heures, et, en raison même de l'époque avancée de la saison, il prit le parti de quitter Beneschau le 2 décembre pour mettre son armée en quartiers d'hiver sur la ligne Deutschbrod—Tabor—Bechin—Moldauthein—Pisek et

Strakonitz, et de faire occuper Budweis par un détachement chargé de le relier avec Khevenhüller.

Avant de prendre eux aussi leurs quartiers d'hiver, les Franco-Bavarois avaient, de leur côté, décidé de s'emparer d'Eger dont ils avaient besoin pour couvrir leurs derrières, et de Budweis dont la possession leur était indispensable pour communiquer avec la Haute-Autriche, et de déborder en outre l'aile droite autrichienne. D'Estrées se porta avec quatre régiments de cavalerie contre Eger; Piosasque avec neuf bataillons et seize escadrons bavarois et d'Aubigné avec douze bataillons et dix-sept escadrons français prirent le chemin de Pisek et de Budweis. Enfin Polastron avec sept bataillons et quinze escadrons français, Birkholz avec six bataillons et six escadrons saxons que devaient appuyer vingt-cinq escadrons prussiens de l'armée du prince héréditaire d'Anhalt, avaient ordre de prendre leur direction sur Iglau et Pilgram. 25,000 à 30,000 hommes restèrent à Prague après le départ de ces trois colonnes.

A la nouvelle de ces différents mouvements, nouvelle qu'il reçut à Neuhaus le 7 décembre, le grand-duc résolut de concentrer le gros de son armée à Wittingau, de laisser Lobkowitz sur la Sazawa et de porter à quatre bataillons la force du détachement de Budweis. Il ne devait pas tarder du reste à se mettre lui-même en marche sur Budweis (21 décembre).

Khevenhüller n'avait pas perdu son temps. Il avait pressé ses préparatifs, fait inquiéter les garnisons françaises de Steyr et d'Enns, activé la marche de son artillerie et de son équipage de pont, disposé enfin les cantonnements des troupes qui arrivèrent successivement, et à peu près aux époques fixées, sur les points qu'il leur avait assignés dans la Basse-Autriche. Enfin le 20 décembre, Khevenhüller quittait définitivement Vienne, s'arrêtait trois jours à Melk et arrivait le 25 à Amstetten, où il allait prendre ses dernières dispositions et rédiger ses ordres de mouvement.

L'année 1741 s'acheva d'ailleurs sans qu'il y ait rien de bien intéressant à signaler. D'Estrées, arrivé le 8 décembre devant Eger, avait infructueusement sommé le commandant de cette place de capituler. Après avoir conféré avec l'Électeur qu'il avait été rejoindre à Prague, il retourna devant Eger qu'il se contenta d'investir de près.

Le corps de Polastron, chargé de déborder la droite autrichienne, avait commencé par pousser une avant-garde sur Beneschau, pendant que les Saxons du général-lieutenant Birkholz, venant de Prague, s'établissaient de leur côté le 6 décembre à Kaurim. A la suite d'un accord intervenu avec Frédéric II qui avait finalement consenti à adjoindre aux Français de Polastron et aux Saxons de Birkholz les vingt-cinq escadrons du général-lieutenant Gessler, et promis de leur fournir des renforts d'infanterie, cette colonne avait atteint, le 15 décembre : la cavalerie prussienne, Chrudim; Polastron, Goltsch-Ienikau, et Birkholz, Hermanmestetz. On s'était d'ailleurs, sur la proposition de Frédéric, décidé à prendre des quartiers d'hiver que Polastron et Birkholz devaient couvrir en allant occuper Deutschbrod. Le 20 décembre, Polastron s'avancait jusqu'à Habern et Przi Bram, Birkholz jusqu'à Chotebor; mais ils ne crurent pas devoir pousser plus avant, parce que Polastron s'exagéra la force du petit corps de Lobkowitz, si bien que, à la fin de l'année 1741, le gros des troupes du feld-maréchal occupait encore Deutschbrod.

Il ne reste plus pour compléter l'exposé de la situation des belligérants en Bohême qu'à dire deux mots de ce qui s'était passé du côté de Budweis. D'Aubigné avait commencé par envoyer à Pisek une avant-garde bavarole aux ordres de Piosasque qui, après avoir enlevé cette petite ville, avait continué le 7 sa marche de Protiwin sur Budweis et s'était emparée le 9 du château-fort de Frauenberg. Le 8, d'Aubigné, arrivé avec son gros à Pisek, y avait laissé deux brigades françaises et avait opéré le 11 sa jonction avec Piosasque. Prévenu d'un gros rassemblement autrichien à hauteur de Neuhaus, de la présence à Budweis de forces relativement considérables, d'Aubigné arrêta son mouvement et cantonna ses troupes sur la ligne Pisek—Hlaboka—Protiwin.

Mais dans la nuit du 20 au 21, le grand-duc de Toscane, rejoint par les quatre régiments de cavalerie qu'il attendait, avait donné à son armée l'ordre de se porter sur Budweis, et d'Aubigné avait, aussitôt qu'il eût connaissance de ce mouvement, évacué Protiwin et pris ses mesures pour se concentrer à Pisek.

L'émotion causée à Prague par le mouvement du grand-duc

avait été si grande que Belle-Isle avait aussitôt dirigé sur Pisek la brigade de La Marine et que, quelques jours plus tard, le 24, le maréchal de Broglie, qui venait de succéder à Belle-Isle, avait cru nécessaire de se rendre à Pisek et d'y prendre en personne le commandement des troupes de d'Aubigné.

Pendant que de Broglie courait sur la route de Prague à Pisek, le grand-duc de Toscane passait, le 24, la Moldau sur deux colonnes, s'arrêtait, le 25, à Wodnan pour faire reposer ses troupes, atteignait Protiwin le 26 et réunissait ses deux échelons le 27 à hauteur de Selibau. Quant à Broglie, dès son arrivée à Pisek, il avait aussitôt rassemblé toutes les forces dont il disposait sur une forte position sur la rive gauche de la Wottawa.

Le 28, l'armée autrichienne se présentait et se déployait devant les lignes de Broglie, mais sans l'attaquer. Le grand-duc, dans l'espoir d'amener le maréchal à accepter la lutte sur un terrain qu'il avait choisi sur la droite de la Wottawa et sur lequel il avait formé son armée en ordre de bataille, fit inquiéter, le 28 au soir, Pisek et le détachement auquel Broglie avait confié la défense de cette ville. Broglie se garda de donner dans le piège par trop évident qu'on lui tendait, et le grand-duc, croyant que son adversaire se disposait à battre en retraite, craignant de compromettre le résultat qu'il avait obtenu en continuant l'offensive, ramena le 29 son armée dans le camp de Selibau, où elle passa la journée du 30 avant de revenir le 31 sur Protiwin¹, où son

¹ *Correspondance politique*, 639. Au cardinal Fleury, Berlin, 20 décembre. La désignation du maréchal de Broglie n'avait pas eu le don de plaire à Frédéric. « Pour Dieu et pour votre gloire, écrivait le roi de Prusse, délivrez-nous du maréchal de Broglie, et pour l'honneur des troupes françaises rendez-nous le maréchal de Belle-Isle. » Et un peu plus loin, *ibidem* 643, à Belle-Isle, Berlin, 23 décembre, il est encore plus sévère dans les jugements qu'il porte sur le nouveau commandant en chef de l'armée française. Après avoir approuvé les dispositions prises par Belle-Isle pour déloger les Autrichiens de Budweis, il ajoute, faisant allusion à la surprise que les Autrichiens avaient réussie en 1734 contre le camp du maréchal de Broglie : « Il est à présumer que votre présence peut apporter un poids très considérable dans l'affaire de l'élection, ... pourvu néanmoins qu'on vous rende à votre poste vers l'entrée de la campagne, sans quoi on peut craindre avec raison que la Sazawa ne fasse le second tome de la Secchia. » Cela ne suffit pas encore au roi et le 15 janvier 1742, il écrit encore, *Ibidem*, n° 663, à Fleury : « Vous savez la catastrophe de la Haute-Autriche et de la Bavière. Vous savez comme Neipperg a dupé Broglie à Pisek. » Et le même jour, *Ibidem*, n° 664, il dit à Belle-Isle : « Je vous demande à corps et à cris, car vos troupes françaises, qui sont des héros sous vos ordres, ne sont que des c..... sous Broglie. »

chef lui fit prendre des quartiers d'hiver. Broglie, après avoir tenté un coup de main insignifiant et timide sur Selibau, resta de son côté aux environs de Pisek.

Enfin, comme nous avons eu occasion de le dire dans une étude précédente, Frédéric avait, vers la mi-décembre, déchiré l'acte de Klein-Schnellendorf, recommencé les hostilités contre les Autrichiens et fait entrer ses troupes en Silésie et en Moravie. Le 20, Truchsess avait occupé Freudenthal, et Schwerin, Tropaup. Le 24, ces deux groupes s'étaient réunis à Sternberg ; le 25, Schwerin était devant Olmütz qui capitulait le 27, et le 28, il cantonnait ses régiments sur la ligne Müglitz—Olmütz—Perau.

Major Z...

(A continuer.)



LES LIVRES MILITAIRES

La Traction mécanique et ses Applications à la guerre. — Son emploi dans la campagne sud-africaine, par O. LAYRIZ, lieutenant-colonel de l'artillerie bavaroise E. D.; traduit de l'allemand par G. BODENHORST, capitaine commandant d'artillerie belge E. R. — 1 vol. in-8 avec 46 illustrations. — Paris, R. Chapelot et C^o.

La faveur dont jouit actuellement l'automobile, en tant que sport, devait forcément pousser ceux qui s'intéressent aux choses de la guerre — où la question des transports de vivres, munitions et matériel tient une si large place — à rechercher dans ce nouveau moyen de locomotion des applications plus pratiques. Le lieutenant-colonel Layriz a étudié, dans son ouvrage, quelles peuvent être les meilleures méthodes à employer pour la traction des convois militaires en temps de guerre.

Après un historique très complet de la traction mécanique au XIX^e siècle, où il montre l'indifférence presque générale qui accueillit ce nouveau mode de locomotion, il étudie, en deux chapitres fort intéressants, les services que peut rendre l'automobile employée isolément ou comme avant-train. Il compare ensuite les différentes espèces de moteurs et fait voir enfin les immenses avantages que peut rendre la locomotion routière, qu'il déclare être le complément indispensable de la locomotion sur voie ferrée. Les expériences faites l'année dernière à Liverpool, et qui ont pleinement réussi, en ont d'ailleurs donné la preuve.

La dernière partie de son ouvrage est toute d'actualité : l'auteur nous parle, en effet, des services rendus aux Anglais par la traction mécanique pendant la guerre du Transvaal. Il est inutile d'insister sur l'intérêt que présente ce chapitre.

L'ouvrage, rendu plus instructif encore par de nombreuses illustrations intercalées dans le texte, ne manquera pas de susciter un vif mouvement de curiosité, grâce aux enseignements que l'on en tirera pour les guerres futures. — F. C.

Atlas-Manuel de Géographie de Stieler, avec 100 cartes coloriées et gravées sur cuivre, 170 petites cartes et plans. — Nouvelle édition entièrement refondue. — 50 livraisons à 0 fr. 75 cent. — Paris, Albert Schulz.

Nous signalons à nos lecteurs l'apparition d'une nouvelle édition de l'*Atlas-Manuel* de Stieler, cette œuvre remarquable entre toutes dont les éditions se sont succédé depuis 90 ans. Chacune de ces éditions

surpassait sa devancière grâce au progrès incessant de la cartographie. Dans cette dernière édition, à laquelle ont été apportés les perfectionnements les plus récents, les cartes ont été remaniées et mises à jour autant au point de vue de l'exactitude topographique qu'en ce qui concerne le mode d'établissement; la gravure en est d'une perfection absolue, l'impression d'une netteté remarquable, et l'harmonie du coloris parfaite.

Des procédés nouveaux ayant permis de rendre le tirage moins coûteux, le grand *Atlas* de Stieler est maintenant à la portée de toutes les bourses. Il paraîtra en 50 livraisons à 0 fr. 75 toutes les deux ou trois semaines, ce qui, d'après l'expression même de l'éditeur allemand, permettra de se procurer « den grossen Stieler für 30 marken » !

Signalons aussi l'*Index* général, répertoire alphabétique de tous les noms portés sur les cartes, avec renvois permettant de les retrouver facilement. — G. Z.

Publication de la Section historique de l'État-Major de l'Armée.

— **La Guerre de 1870-1871.** — VI^e fascicule, journée du 5 août. — 1 vol. in-8 de 195 pages. — Paris, R. Chapelot et C^e.

La Section historique de l'État-Major de l'Armée continue la publication de sa grande œuvre sur la campagne de 1870-1871, œuvre si bien accueillie par la presse et les historiens.

Le 6^e fascicule, qui comprend la journée du 5 août 1870, vient de paraître. Nous n'avons rien à ajouter aux lignes consacrées par nous à cette œuvre, remarquable à tous égards, sous le rapport de la méthode, de l'exposé des faits et de la précision. On ne peut que souhaiter de voir les fascicules se suivre à intervalles rapprochés afin d'arriver promptement aux grandes journées. — H.

Chinas Kriege, seit 1840, etc. (*Les Guerres de la Chine depuis 1840 et ses forces militaires actuelles.* — Br. in-8 de 98 pages avec 4 cartes hors texte et 4 croquis dans le texte. — Berlin, Mittler et fils.

Afin de permettre à ses compatriotes de se rendre compte des forces militaires que les Chinois peuvent opposer à celles qui ont été dirigées contre elles par les puissances européennes, l'auteur anonyme allemand s'est proposé de donner d'abord l'historique sommaire des guerres que la Chine a eues à soutenir depuis 1840, en faisant ressortir les expériences qui ont pu en résulter de part et d'autre, puis de donner un aperçu des troupes chinoises actuelles.

Les campagnes dont l'historique est donné sont : 1^o la guerre anglo-chinoise de 1850 à 1863; 2^o les expéditions anglaises et françaises de 1856 à 1860; 3^o le soulèvement des Tai-pings de 1850 à 1863; 4^o la campagne du Tonkin de 1882 à 1885; 5^o la guerre sino-japonaise de 1894 à 1895.

Le coup d'œil sommaire jeté sur les troupes chinoises plus ou moins régulières n'a pas d'autre valeur que celle d'une indication générale, car personne n'est fixé ni sur la qualité ni sur la quantité de ces

général, il en attribue aussi la longue durée à l'inexpérience des Allemands en matière de sièges et au manque d'un matériel suffisant. « Clausewitz et de Moltke sont tous deux d'accord, dit-il, pour affirmer que la décision de la guerre réside dans les opérations en rase campagne..... Mais tandis que le premier considère les forteresses comme un facteur important du défenseur et un moyen de causer des embarras sérieux à l'agresseur, dans certaines circonstances, Moltke ne juge pas qu'elles constituent des obstacles sérieux. Il se propose de les observer seulement. » Ainsi s'explique ce défaut de préparation de l'armée allemande pour l'attaque des forteresses.

L'ouvrage traite successivement, et en autant de chapitres, des places du Rhin, de Metz, des forteresses du Sud-Est, de Langres, des petites forteresses situées sur les communications des armées allemandes, de Paris, des places du Nord. Il se termine par des considérations générales, très intéressantes, sur le rôle que pourront jouer les forteresses dans une guerre future.

L'auteur fait à ce propos cette réflexion très judicieuse : « Des retards et des difficultés que les petites places françaises ont apportés aux opérations, et en particulier à la prise de la capitale, il ne faudrait pas conclure à la nécessité de forteresses nombreuses dans l'intérieur du territoire. Plus un pays entretient de places fortes, plus il leur consacre de matériel, d'argent, de personnel, qui lui manqueront pour la guerre en rase campagne. Un grand nombre de forteresses entraîne inévitablement une dissémination des forces. » — E.

Die Kriege Friedrichs des Grossen, par la 2^e Section historique du grand Etat-Major allemand. — *La guerre de Sept ans*. — II. Prague. — III. Kolin. — Berlin, Mittler.

Nous avons rendu compte de la publication du premier volume de l'histoire de la guerre de Sept ans. Le second volume n'a pas tardé à lui succéder, conformément au programme d'après lequel les six premiers volumes doivent paraître en moins de deux ans. Ce fascicule (130 pages de texte et 12 plans ou croquis) est consacré à des sujets particulièrement intéressants : le plan de campagne de 1757, la concentration si audacieuse des armées prussiennes sous les murs de Prague, la bataille livrée près de cette ville. Le récit de la bataille de Prague, remarquablement clair et bien composé, fait ressortir bien des circonstances tactiques peu ou point connues et qui n'ont rien perdu de leur importance après un siècle et demi. Cette œuvre considérable sera désormais nécessaire à quiconque voudra faire de sérieuses études de tactique et d'histoire militaire.

Le troisième volume (250 pages et 17 planches) est consacré à la bataille de Kolin ainsi qu'aux événements qui la précèdent jusqu'à l'évacuation de la Bohême. Pour la première fois, les archives de Vienne et de Berlin mises à profit, on suit jour par jour les opérations des deux adversaires, seule manière de bien apercevoir les procédés et l'esprit de la guerre telle qu'ils la faisaient. La bataille de Kolin, décrite dans les moindres détails, n'apparaît pas sous un jour très différent de celui sous lequel Frédéric II, Tempelhof, Decker et d'autres historiens l'avaient présentée; nous pouvons regretter en particulier que les documents fassent défaut pour exposer le rôle de l'artillerie prussienne; du

moins avons-nous, en ce qui concerne les troupes d'infanterie et de cavalerie, une de ces relations à la fois complètes et claires que nous avons déjà remarquées dans les premiers volumes. La retraite de Frédéric et du prince de Prusse, l'un prenant la route de Leitmeritz pour rentrer en Saxe, l'autre celle de Jang-Bunlau et de Leipa pour rentrer en Basse, est racontée de la manière la plus intéressante, jusqu'aux événements de Landshut et de Zittau, où se fait la jonction des deux corps prussiens.

Chacune des parties de l'ouvrage est suivie d'observations qui, permettant de revoir rapidement, à un point de vue critique, les faits étudiés précédemment, rend la lecture d'autant plus profitable et plus facile. — C. D.

Urkundliche Beiträge und Forschungen zur Geschichte des preussischen Heeres, par la 2^e Section historique du grand Etat-Major allemand. — I. « Die Anfänge der alten Armee », von JANT, Oberleutnant im 3. Magdeburgischen Infanterie Regiment n° 66. Kommandirt beim grossen Generalstabe. — II. « Briefe preussischen Soldaten », 1736-1737. — Berlin, Müller.

La 2^e Section historique de l'Etat-Major allemand entreprend une nouvelle série de publications, destinée à compléter les grands ouvrages tels que l'histoire des guerres de Frédéric II. Ce seront tantôt des recueils de documents originaux, tantôt des travaux sur les points d'histoire qui ne sont pas traités dans les ouvrages plus considérables de la Section.

Le premier fascicule de cette série est une histoire très documentée et très complète de l'armée brandebourgeoise dans la première moitié du XVIII^e siècle, c'est-à-dire jusqu'au moment où elle commence à prendre la physionomie d'une armée régulière. Ainsi que le titre l'indique, cette intéressante histoire sera continuée, sans doute jusqu'à l'avènement de Frédéric II.

Les lettres écrites en 1736 et 1737 par des soldats prussiens, qui forment le deuxième fascicule, présentent un si vif intérêt que l'on ne saurait trop désirer qu'il en soit fait bientôt une traduction française. Outre les renseignements qu'elles fournissent sur les batailles de Lovositz et de Prague, ces lettres font revivre, de la manière la plus curieuse et la plus exacte la vie des armées au XVIII^e siècle. De tels documents sont malheureusement d'une extrême rareté en France, et nous trouvons ici le moyen de remplir en partie une lacune regrettable de notre littérature militaire. — C. D.

Le maréchal Ney, par le comte DE LA BÉDOYÈRE. — 1 vol. in-8 de 500 pages avec un portrait. — Paris, Calman-Lévy.

Cet ouvrage traite particulièrement du procès du maréchal et des affaires qui en découlèrent, demandes en revision, discours et lettres pour la réhabilitation, érection de la statue. Ce sont des documents puisés dans les papiers d'Edgar Ney, le quatrième fils du maréchal.

Le comte de La Bédoyère y a joint des détails sur la famille Ney, des lettres adressées à la maréchale par la reine Hortense et son fils le prince

Louis-Napoléon, des extraits des notes et souvenirs du général Béchot de Leocourt, l'aide de camp et chef d'état-major du maréchal de 1800 à 1812.

En résumé, c'est un simple recueil de documents, mais dont le groupement présente de l'intérêt.

L'ouvrage est enrichi d'un beau portrait du maréchal, d'après un fusain de Meissonier; de deux gravures et d'un fac-similé de la lettre par laquelle Ney annonça sa condamnation à son beau-frère. — J. H.

Souvenirs du lieutenant général vicomte de Reiset (1810-1814), publiés par son petit-fils le vicomte DE REISET. — Tome II. — 1 vol. de 580 pages avec un portrait en héliogravure. — Paris, Calmann-Lévy.

Le deuxième volume des *Souvenirs du lieutenant général de Reiset* présente un intérêt non moins grand que le premier. Il s'étend de 1809 à 1814. On y voit l'auteur poursuivre sa carrière aventureuse sur les champs de bataille de l'Autriche, où sa conduite lui valut des félicitations et une citation à l'ordre de l'armée. Ensuite, il passe en Espagne et y commande le 13^e dragons, à la tête duquel il continue de se distinguer. Mais ses nombreuses blessures, les fatigues de la guerre ayant altéré sa santé, il demande un congé et rentre en France au commencement de 1813. Nommé général de brigade, il commandait à Mayence lors de l'invasion des Alliés. Il accueillit favorablement le retour des Bourbons, et Louis XVIII le nomma lieutenant dans ses gardes du corps.

Comme les premiers, ces souvenirs sont remplis d'anecdotes, de renseignements, de faits absolument inédits et originaux, aussi bien sur la vie privée que sur la vie publique des personnages mentionnés. Les grandes relations du vicomte de Reiset, sa situation personnelle, le mirent à portée de voir et de connaître bien des choses intéressantes et utiles pour l'histoire de cette époque. — J. H.

Mémoires du général de Suremain (1794-1815). — 1 vol. in-8 de 392 pages avec deux portraits. — Paris, Plon-Nourrit et C^e.

Ces Mémoires ne touchent pas seulement à l'histoire de l'émigration par la biographie de leur auteur, mais à l'histoire des relations entre la France et la Suède pendant la Révolution et l'Empire.

Le chevalier de Suremain, après avoir servi avec Bonaparte au régime de La Fère, parvint aux plus hauts grades militaires dans le royaume où il avait trouvé un asile; ses récits nous présentent successivement le tableau de la cour suédoise sous les derniers Wasa, de la révolution dynastique de 1809, des dernières années du principat de Bernadotte en Suède. Dans ces Mémoires rédigés par lui en France à la fin de sa vie, il a voulu faire connaître un pays qu'il aimait et il en a dépeint, comme il le dit, les hommes et les événements avec « bonne foi, indépendance et simplicité ». — P.

Essais de Critique sur l'histoire militaire des Gaulois et des Français, par Th. DURET. — 1 vol. in-18. — Paris, édition de la *Revue Blanche*.

Livre intéressant, où l'auteur étudie certaines des grandes guerres qu'eut à soutenir notre pays depuis l'invasion romaine — sujet peut-être un peu vaste pour le cadre restreint d'un volume. D'ailleurs, l'ouvrage de M. Duret n'est pas technique : il tend plutôt à dégager la philosophie de ces événements. Mais l'auteur est trop pessimiste, et sa critique est amère. De quelques remarques qu'il fait sur l'esprit et le caractère français, qui ne sont pas, du reste, dénuées de justesse, il n semble pas qu'on doive conclure à rechercher en elles seules les causes profondes de nos revers ou de nos fautes. Certaines considérations particulières ont échappé à l'auteur dans l'appréciation des faits. Néanmoins, son livre donne quelques vues personnelles sur des événements assez mal connus de notre histoire, et, par cela même, il mérite d'être lu. — G. Z.

La Télégraphie sans fil et les Ondes électriques, par J. BOULANGER, chef de bataillon du génie, et G. FERRIÉ, capitaine du génie. — 2^e édition, augmentée et mise à jour. — 1 vol. in-8 avec 30 gravures. — Paris, Berger-Levrault et Co.

Ce travail peut être considéré comme exposant l'état actuel de cette intéressante question, et il vient à point pour satisfaire bien des curiosités. Il convient donc de signaler à tous ceux qui s'intéressent à l'électricité, le travail sur « la Télégraphie sans fil et les Ondes électriques », par MM. le commandant Boulanger et le capitaine Ferrié, dont vient de paraître une deuxième édition, entièrement mise à jour.

Les premiers chapitres sont consacrés à la partie théorique. Les auteurs ont réussi à dégager clairement et à présenter sous une forme succincte les principes essentiels à connaître pour bien savoir le fonctionnement des appareils de télégraphie sans fil.

D'autre part, depuis les premières expériences, ces appareils ont subi de nombreux perfectionnements. Ce sont ces modifications qui, avec description des expériences successives, font l'objet de la seconde partie du travail de MM. Boulanger et Ferrié. Les auteurs y ont joint l'aperçu des diverses théories proposées. — G. Z.

Le Propriétaire-Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et Co, 2, rue Christine.

JOURNAL
DES
SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Mai 1902.

LE
SERVICE DE DEUX ANS

DEVANT

le Sénat et la Chambre.

Lorsque, soit pour obéir à la loi du progrès, soit pour toute autre cause, une institution a subi des modifications ou qu'elle est sujette à en recevoir, il est de règle de voir surtout les inconvénients de ce qui existe et les avantages de ce qu'on n'a plus ou pas encore.

C'est là une tendance de l'esprit humain contre laquelle il importe d'autant plus de se prémunir qu'elle est plus naturelle et qu'elle est éminemment propre à fausser le jugement.

Les Français, plus que d'autres, sont portés à y céder, et l'amour du changement n'est peut-être pas moins caractéristique de notre race que le goût de l'éloquence et l'esprit guerrier qui étaient déjà, paraît-il, le propre des Gaulois, nos ancêtres.

Aussi la France est-elle par excellence, le pays des révolu-

Le mouvement ouvrier a été le premier à se révéler à la conscience collective. Il a été le premier à reconnaître l'utilité sociale de la lutte pour le bien-être matériel et moral des travailleurs. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social.

Le mouvement ouvrier a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social.

Le mouvement ouvrier a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social.

Le mouvement ouvrier a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social.

Le mouvement ouvrier a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social.

Le mouvement ouvrier a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social. Il a été le premier à se constituer en une force d'opposition à l'ordre établi, à se constituer en une force de progrès social.

Toute réforme de ce genre a d'ailleurs pour elle ceux qui sacchent, sans s'en rendre compte, à ce goût inné pour le changement et qui, faute d'une étude attentive, ne voient dans la so-

lution proposée que les côtés avantageux sans chercher à se rendre compte si cette solution sera praticable, ou si la somme des inconvénients ne l'emportera pas sur celle des avantages.

Ceux-là sont peut-être les plus dangereux, car ils ouvrent ainsi, inconsciemment, la voie aux pires bouleversements en paraissant accroître le nombre de leurs partisans.

On ne s'aventurerait sans doute pas ainsi à parler à la légère de toutes choses, si l'on était convaincu de cette vérité que *c'est le nombre et l'ignorance qui forment l'opinion publique.*

Nous nous proposons d'étudier le service de deux ans comparé à la loi actuelle, en prenant pour base la proposition de loi déposée par M. le sénateur Rolland et adoptée par la Commission de l'armée au Sénat, comme étant le document le plus sérieux, le plus complet et le plus documenté qui existe sur la question. C'est aussi celui où l'on s'est efforcé avec le plus de soin d'éviter les inconvénients et les dangers inhérents au service de deux ans. Notre critique s'adressera donc, *à fortiori*, à tout autre projet dans lequel les mêmes ménagements ne seraient pas gardés.

Afin que notre étude soit complète, nous aurons, pour terminer, à jeter un coup d'œil sur les dispositions présentées à la Chambre des Députés sur cette même question.

Examinons d'abord, d'après le rapport de M. Rolland, quels sont les défauts reprochés à la loi de 1889; nous verrons si les reproches sont fondés et comment corriger les défauts reconnus dans la loi.

Nous passerons ensuite à la proposition de loi elle-même afin de reconnaître si elle remédie effectivement aux défauts, si elle satisfait aux conditions nécessaires, enfin si elle est praticable.

Nous serons, après cela, en mesure de conclure soit au maintien de la législation actuelle, plus ou moins améliorée, soit à l'adoption d'une organisation que ses partisans jugent plus conforme à l'esprit démocratique.

Critique de la loi de 1889. — D'après le rapport¹, la loi de

¹ Rapport fait au Sénat, au nom de la Commission de l'armée, par M. le sénateur Rolland, pages 10, 11 et 12.

Il a estimé qu'il était bon, qu'il était juste de laisser de même le fils de la veuve à sa mère, l'ainé d'orphelins à ses frères, de ne pas enlever à la fois deux enfants à leur famille, d'offrir à des parents une certaine compensation pour un fils tué à l'ennemi ou mort sous les drapeaux.

D'autre part, le législateur, considérant le cas de jeunes gens susceptibles, par leur haute culture artistique, littéraire, scientifique, de rendre au pays des services signalés, a estimé qu'il était de l'intérêt général de ne les déranger que le moins possible de leurs études. Et pour assurer les services fondamentaux de l'instruction publique et des cultes, il a accordé le même traitement aux jeunes gens qui s'y consacrent.

Quoi qu'en puisse penser le rapporteur, l'opinion publique ne se choquera nullement si, tombant à la bataille ou mourant pendant son service, un soldat apporte un allègement à son frère, si l'ainé d'orphelins, le fils de la veuve ou du septuagénaire retourne plus tôt au secours des siens....

Lorsque la loi fléchit sa rigueur pour venir en aide aux malheureux, personne ne réclame.

L'égalité proposée s'appellerait ici de l'inhumanité.

Malheureusement, quand une idée fausse, comme cette dangereuse chimère de l'égalité absolue, a pénétré aussi profondément dans les masses, elle fait son chemin, souterrain d'abord, puis en plein jour, sapant le bon sens jusqu'à ce qu'elle ait produit son plein et entier effet de désorganisation et de ruine.

Et l'on ne s'aperçoit de l'erreur répandue que lorsque le mal est produit et que le pays succombe.

Toutes les fois que les deux principes de l'égalité et de l'équité se trouvent en présence, si leur application conduit à des conséquences opposées, il n'y a pas à hésiter, c'est l'équité qui doit l'emporter, attendu que c'est le vrai et le seul principe absolu.

Pourquoi faut-il que chez nous ce soit si souvent le contraire qui se produise, que ce soit le sophisme qui étouffe la vérité ?

Conservons donc le principe si équitable des dispenses accordées dans l'intérêt des familles comme dans l'intérêt de l'Etat.

Nous, nous ne nous refusons pas d'ailleurs à examiner si ce principe, si légitime en son essence, est demeuré intact dans son application et s'il n'a pas reçu certaines extensions injustifiables.

Ceci c'est une autre affaire.

Que, par exemple, l'article 23 déjà trop large au début, ait, petit à petit, l'intérêt électoral aidant, fini par ouvrir toute grande la porte à des abus véritablement scandaleux, en accordant sans mesure, à une foule de catégories, des dispenses que rien n'explique, certes on n'en disconvient pas dans l'armée, affaiblie d'autant, et perdant par là d'excellents éléments pour ses cadres.

En favorisant ainsi la multiplication des déclassés de tout genre, la loi a eu un effet doublement funeste, car ces avocats sans cause, ces médecins sans malades, ces diplômés de tout acabit qui viennent encombrer les carrières dites libérales, et dont la véritable vocation est d'échapper au service militaire, se rendraient autrement utiles dans la pratique effective de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, trop délaissés par la jeunesse instruite.

Parmi ces multiples catégories, celle des ouvriers d'art surtout, n'a aucune espèce de raison d'être. La plupart sont des fils de patrons ou de riches industriels, et beaucoup, succédant à leur père, ne mettent plus la main à la pâte une fois leur année de service accomplie.

Quand on parcourt la liste de leurs professions, on est stupéfait de constater qu'une grande partie d'entre elles, tout en exigeant si l'on veut une certaine dextérité manuelle, n'ont pas le moindre rapport avec l'art dont ils se réclament, uniquement pour échapper au service.

En revanche, un grand nombre de ces ouvriers d'art n'ont qu'une instruction rudimentaire et tout à fait insuffisante. Aussi ne peut-on les admettre tous au peloton des dispensés. Et, parmi ceux qui suivent le peloton, plusieurs y végètent sans pouvoir arriver au brevet de chef de section.

Dans certains régiments, ces ouvriers d'art forment près de la moitié de l'effectif des dispensés.

Mieux vaudrait augmenter le nombre des soutiens de famille en faveur de ceux d'entre eux qui sont seuls véritablement intéressants par leur situation voisine de l'indigence, et supprimer la catégorie, qui ne répond à aucun but d'intérêt général et dont l'étiquette est singulièrement trompeuse.

Il semble légitime, nécessaire et suffisant, de faire figurer à l'article 23 :

Les jeunes gens qui se destinent à l'enseignement secondaire

et supérieur, l'enseignement primaire n'ayant pas besoin de ce secours, attendu qu'il a déjà pléthore de personnel, d'après les documents mêmes cités par le rapporteur ;

Les jeunes gens qui se destinent à l'enseignement primaire dans les écoles françaises à l'étranger, Orient, Afrique...

Les élèves ecclésiastiques, et les prix de Rome.

Pour les dispenses de droit (article 21), il serait bien utile de découvrir un procédé pour soustraire les désignations à l'influence néfaste de la politique et des coteries locales. Une fois le procédé trouvé, rien de plus juste que d'accorder ces dispenses à ceux-là seuls qui se rendent effectivement utiles à leur famille.

En ce qui concerne l'article 22 — soutiens de famille — nous ne pouvons admettre que l'allocation aux parents d'une maigre indemnité, la même pour tous, puisse remplacer la présence du fils dans ses foyers¹. Celui-ci, en effet, apporte chez ses parents non seulement le produit de son travail, mais aussi ses soins, ses conseils, son affection. Et puis, cette indemnité que les nécessités budgétaires forceraient à réduire au minimum, suffira, peut-être, aux besoins d'une vieille femme dans son village, mais permettra-t-elle de nourrir une famille nombreuse dans une grande ville ? Il n'y a pas de commune mesure possible. Nous sommes résolument opposé à la suppression de l'article, préférant l'humanité à l'égalité et trouvant juste que le pauvre soit secouru aux dépens du riche ; c'est là qu'est, semble-t-il, la vraie démocratie².

Le deuxième mal découvert dans la loi de 1889 est, avons nous dit, la « plaie des embusqués », pour employer la phraséologie

¹ Cette indemnité annuelle a été évaluée à 150 francs par le Ministre devant la Commission (page 429 du *Rapport*), ce qui revient à admettre que le soutien de famille verse 0 fr. 50 par jour ouvrable à ses parents. Il est juste d'ajouter que, dans l'esprit du rapporteur, la commune accorderait une somme égale, ce qui porterait à 300 francs l'indemnité totale. (*Rapport*, pages 98 et 429, note.)

² Le nombre actuel des dispensés s'élève à 66,000 environ, se décomposant comme il suit :

40,000	dispensés de l'article 21 (dispensés de droit).	
21,000	—	22 (soutiens de famille).
5,000	—	23 (titres universitaires).

Nous pensons, d'après les considérations ci-dessus, que le nombre des dis-

du rapporteur. C'est ainsi qu'il désigne, d'une manière générale, tous les soldats qui n'entrent pas dans le rang, non pas seulement pour le combat, mais même pour la manœuvre, c'est-à-dire tous les employés.

Qu'il nous soit permis, en passant, de protester contre cette expression réservée exclusivement dans l'armée aux mauvais soldats qui cherchent, par paresse, à esquiver tout travail et à se soustraire à l'exercice.

L'épithète, quelque peu injurieuse, ne saurait s'appliquer aux hommes employés aux services accessoires qui s'acquittent de fonctions modestes mais indispensables à la vie de l'armée, en ne faisant d'ailleurs que se conformer à l'affectation ou aux ordres qu'ils ont reçus : tailleurs, cordonniers, selliers, bourreliers, armuriers, maréchaux-ferrants, sapeurs, ordonnances, secrétaires, conducteurs de voitures, employés au magasin d'habillement, plantons, cuisiniers, etc...

Ainsi que le déclare d'ailleurs l'honorable M. Rolland, « chacun est à sa place dans l'armée et a droit à la même considération s'il y remplit un rôle utile avec zèle et probité¹ ».

Les citations des opinions de certains rapporteurs antérieurs, les documents produits, comme les calculs présentés dans le rapport, portent souvent la marque de notables exagérations sur lesquelles nous aurons à revenir. Mais nous chicanerons d'autant moins le rapporteur à ce sujet que, sur le fond, nous sommes d'accord avec lui.

Il est incontestable que l'obligation imposée à l'armée de se suffire à elle-même, en puisant dans son sein tout le personnel employé aux multiples services accessoires, entraîne une diminution sensible de ses forces vives. En d'autres termes, si chacun dans l'armée se consacrait exclusivement à l'instruction militaire proprement dite, sans que personne n'en fût distrait pour exercer l'un quelconque des différents métiers énumérés ci-dessus,

pensés de l'article 21 pourrait être ramené à 30,000, qu'il ne faudrait faire subir aucune réduction aux soutiens de famille (art. 22), que le nombre de dispensés (art. 23) pourrait se réduire à 2,000, soit un total de 53,000, en réduction de 13,000 sur le chiffre actuel. Un examen attentif montre qu'il sera difficile de diminuer davantage.

¹ Rapport, page 80.

l'armée serait plus forte et plus homogène. C'est là une vérité de La Palice, pourrions-nous dire.

Toutefois, il serait étrange de reprocher à l'armée une situation qu'elle n'a pas créée, qui lui est imposée par le budget, c'est-à-dire par le législateur et dont elle est la première à souffrir.

Bien qu'aux termes du rapport, le « malade », c'est-à-dire l'armée, « désire se soustraire à la médication », on peut être certain qu'elle verrait tout avantage au remplacement du personnel militaire par un personnel simplement militarisé dans l'exécution, sinon de tous les services, du moins de ceux qui n'ont pas à fonctionner en campagne, conformément du reste à l'opinion du rapporteur¹. Il y aurait ainsi non suppression, mais réduction des « embusqués ».

Seulement, si l'exécution des services accessoires était confiée à la main d'œuvre civile, il en résulterait pour l'Etat une dépense infiniment plus élevée.

Et, si cette exécution revenait aux hommes des services auxiliaires, ces hommes devraient figurer dans les corps de troupe en surnombre, c'est-à-dire ne pas compter dans l'effectif armé. Par définition, ils ne sont pas combattants, et leur présence n'aurait de raison d'être qu'à la condition de permettre aux soldats qu'ils remplaceraient de rentrer dans le rang.

De ce chef encore il y aurait à prévoir, pour leur entretien, une forte augmentation de dépenses, quel que soit d'ailleurs le système adopté pour le recrutement de l'armée.

Nous avons examiné les deux seules critiques que le rapporteur adresse à la loi de 1889 : inégalité du service et plaie des embusqués, et nous avons montré qu'il serait facile de remédier à ce qui paraît fondé dans ces critiques : 1^o En ramenant les dispenses aux seuls cas véritablement conformes à l'esprit de la loi ; 2^o en réduisant le nombre des emplois par l'utilisation des services auxiliaires.

Nous ferons remarquer que ces réformes n'impliquent aucun

¹ Rapport, page 81 : « Quant aux employés et ouvriers prévus par la loi des cadres, on ne saurait assez y insister, ils subsisteraient dans les conditions actuelles; nul emploi ne serait touché de ceux qui se continuent fatalement au moment d'une mobilisation ».

changement de système de recrutement, mais seulement une modification relativement légère au texte de la loi.

D'ailleurs, le mal principal signalé par le rapporteur ne prend nullement son origine dans la loi, complètement muette sur la question des employés. C'est donc se montrer injuste envers elle que de lui imputer ce qui lui est absolument étranger.

Examen de la proposition de loi Rolland.

Charges imposées à la population et au budget. — Nous ne pouvons, en effet, nous empêcher de penser que c'est bien une mauvaise querelle qu'on veut chercher à la loi actuelle de recrutement.

Un certain mouvement d'opinion, qui n'est jusqu'ici ni aussi profond ni aussi répandu à beaucoup près qu'on veut bien le dire, s'est formé en vue de la réduction du temps de séjour sous les drapeaux.

Ce mouvement d'opinion, basé sur le désir fort naturel d'alléger les charges qu'imposent les nécessités de la défense nationale, n'a cependant pris corps qu'à la suite des déclarations publiques et réitérées d'un certain nombre d'hommes politiques, dont les uns sont les adversaires du principe même des armées permanentes : ce sont les antimilitaristes et les internationaux, et dont les autres ne sont pas assez préoccupés des moyens de tenir une promesse à leurs électeurs, faite peut-être un peu à la légère.

Pour tous ces réformateurs, la loi qui impose trois ans de service est donc mauvaise *à priori*, mais il faut le démontrer et ce n'est pas sans quelque peine qu'on y arrive, même en faisant intervenir « la plaie des embusqués », qui n'a rien à voir avec la durée du service.

« La loi de 1889, telle qu'elle est appliquée est un trompe-l'œil ; il faut la réformer » proclame le rapporteur¹.

Nous dirons, nous : Si elle est mal appliquée, qu'on en corrige l'application, et nous avons vu que les corrections souhaitées par le rapport étaient applicables quel que soit le système adopté

¹ Page 83.

Ce qui précède étant bien établi, nous n'hésitons pas à déclarer bien haut que, si le titre séduisant de la réforme « Service de deux ans » a réussi à capter un grand nombre de suffrages, le nombre de ses adhérents se réduirait presque à rien du moment où l'on en apercevrait nettement les véritables conséquences. Nous nous tromperions fort si, parmi les personnes dûment éclairées, il s'en rencontrait une seule à s'en déclarer partisan, en dehors, bien entendu, des hommes politiques, qui s'en servent comme d'un tremplin, et des adversaires, déclarés ou latents, des armées permanentes, qui y voient un acheminement vers le triomphe de leurs idées¹.

Examen critique des dispositions de la loi proposée. — Les indéniables conséquences du système proposé suffiraient sans doute à en détourner l'opinion une fois éclairée et pour empêcher les Chambres de le voter.

Cependant, si nous nous en tenions là, qui sait si les partisans du service de deux ans ne continueraient pas à vanter les qualités dont ils le parent.

Notre tâche ne sera donc terminée que lorsque nous aurons pénétré plus avant dans le mécanisme du système et qu'après avoir fait ressortir, comme nous venons de le faire, les charges qu'il imposerait à la population et au pays, nous nous serons rendu compte de ce que vaut ce système en lui-même et de la manière dont il se tire des graves problèmes dont la solution incombe à toute loi de recrutement.

Le rapport s'attache à démontrer qu'on peut « réduire la durée du service actif à deux années :

« 1^o Sans abaisser le degré d'instruction de nos soldats et par suite la valeur de nos réserves.

« 2^e Sans compromettre le recrutement des sous-officiers.

¹ On lit dans le journal *La Petite République*, du 5 avril 1902, ce passage instructif :

« Gardons-nous de confondre la théorie avec la pratique. La théorie, c'est le service d'un an, la simple milice et même moins; car il faut espérer que les hommes ne seront pas éternellement les victimes des gredins qui les mènent en agitant devant eux la loque patriotique.

« La pratique, c'est la réduction immédiate à deux ans, sans surenchère. Ne laissons pas échapper l'occasion qui se présente de libérer la jeunesse française d'une année de baigne et d'abrutissement. »

« 3^e Sans diminuer la force actuelle de nos effectifs ».¹

Nous déclarons, nous, que ces trois propositions représentent exactement l'inverse de la vérité, et nous allons en fournir les preuves.

Pour cela, examinons successivement les trois points.

Première question. — Peut-on réduire la durée du service actif à deux ans sans abaisser l'instruction de nos soldats ?

A première vue, on peut s'étonner et se demander comment deux ans de service peuvent équivaloir à trois ans au point de vue de l'instruction. Mais le rapporteur l'explique. Se fondant toujours sur la fameuse « plaie des embusqués », il démontre (?) que l'immense majorité des soldats de trois ans ne sont en réalité exercés que pendant leur première année et même que pendant dix mois².

D'après son projet, ils le seront pendant deux années complètes sans être jamais dérangés. Donc, ces deux années valent bien les trois années du régime actuel. Bien plus, elles valent le double.

Donc... prenez mon ours !

Certes, nous déplorons, nous l'avons déjà dit, l'obligation de distraire de l'instruction pour les besoins des services accessoires, un nombre considérable d'anciens soldats. Le rapporteur le déplore comme nous, et la plus grande partie de son rapport est consacrée à une charge à fond contre les « embusqués ». Cet emballement part assurément d'une excellente intention. Néanmoins, il ne faudrait pas tomber dans l'exagération, et c'est ce que fait l'honorable M. Rolland lorsque, par exemple, il nous raconte que, dans l'infanterie, 90 p. 100 des réservistes n'ont reçu au régiment l'instruction militaire que pendant dix mois, qu'il ne reste que quatre ou cinq anciens soldats à l'exercice par compagnie, deux ou trois cavaliers anciens par escadron, que dans l'artillerie l'instruction est à peu près nulle pour les hommes des deux classes les plus anciennes, etc., etc.

De plus, toujours d'après lui, à la plaie des embusqués viennent s'ajouter de déplorables habitudes, comme dans ce régiment

¹ Page 18.

² Rapport, *passim*, et notamment pages 25, 28 et 33.

pris au hasard et « très bien commandé », dont le colonel interrompt l'instruction des recrues pendant 15 jours au premier de l'an, 5 jours au mardi-gras, 30 jours à Pâques, 30 jours en juillet et août pour les permissions de moisson, sans parler du mois de mars où tous les cadres sont exclusivement consacrés aux territoriaux¹.

Le rapporteur déclare qu'il tient ces renseignements d'officiers dignes de foi ; certains, du Ministre même. Nous ne chercherons pas à savoir si ces renseignements ont été bien compris ou si certains officiers n'ont pas voulu se jouer de lui, ce qui serait assurément fort blâmable.

Mais nous savons bien que, dans l'armée comme ailleurs, on rencontre des esprits chagrins et caustiques, portés à voir tout en noir, ne considérant qu'un côté des questions, qui se font un plaisir de dénigrer ce qui se passe autour d'eux et les actes de leurs chefs, sans se rendre toujours compte du pourquoi des choses, comme du degré d'importance des dispositions qu'ils critiquent... S'ils pouvaient voir le mal qu'ils font à l'armée, le plaisir qu'ils procurent à ses adversaires, il est probable qu'ils mesureraient davantage la portée de leurs paroles.

Il importe de rétablir la vérité au sujet des « embusqués », ne fut-ce que pour ne pas laisser passer sans protestation ces étranges assertions que les chefs de l'armée entretiennent et encouragent les abus qu'ils ont charge de réprimer, ou bien encore qu'ils ont besoin d'être excités et dirigés par les hommes politiques pour se préoccuper des intérêts sacrés qui leur sont confiés.

Dans les discussions au Parlement, des opinions de ce genre sont monnaie courante.

Dans son rapport sur le budget de la guerre en 1896, le rapporteur n'hésitait pas à dire : « Il n'est pas rare de voir le commandement violer, pour son propre usage, les règles qu'il devrait être le premier à faire respecter »², et l'honorable M. Rolland : Il n'est pas très rare que les soldats soient enlevés aux corps

¹ Le rapporteur nous apprend que ce colonel vient d'être promu général. Il ne dit pas, toutefois, que ce soit pour sa manière de diriger l'instruction de son régiment (page 50).

² Page 13.

de troupe dès leur arrivée au régiment. Ces hommes ne reçoivent aucune instruction militaire. Peut-être quelques généraux pourraient-ils en témoigner »¹.

Mais cela va changer, l'honorable rapporteur nous l'assure — et nous rassure. « Nous pouvons » s'écrie-t-il dans son zèle de néophyte « très heureusement contribuer au développement de la qualité dans l'armée en apportant, à l'avenir, tous nos soins à l'instruction militaire de nos soldats »².

Rassurons-le donc à notre tour en lui montrant que la plaie n'est tout de même pas aussi horrible qu'il se l'imagine. Il a pris peut-être un peu trop au pied de la lettre les doléances qu'il a recueillies... « Biaux chires leus, n'écoutez mie » dit le vieux proverbe picard... Il est toujours de saison.

C'est pendant la première année de service que, dans toutes les armes, se fait le dressage du soldat, qu'il étudie pour la première fois tout ce qu'il doit savoir. Au bout de cette année, il n'y a plus rien de véritablement neuf à lui apprendre, à moins qu'il ne veuille obtenir un grade ou concourir pour une spécialité (dans les armes spéciales).

Dans le cours des années suivantes, il n'a donc plus qu'à repasser les matières vues une première fois et à se perfectionner.

On conçoit donc que l'instruction ne soit pas du tout conduite de la même façon pendant les seconde et troisième années que pendant la première. L'instruction de détail n'a nul besoin d'y être donnée d'une manière aussi intensive, car les anciens n'ont qu'à être entretenus. Ce pour quoi il faut réserver tous ses soins, ce sont les parties capitales du métier, celles qui seront utilisées en temps de guerre. Pour l'infanterie, c'est le service en campagne, le tir et la marche; pour la cavalerie, le service en campagne et l'aptitude équestre; pour l'artillerie, la batterie attelée et les écoles à feu; pour toutes les armes, les manœuvres d'automne, qu'une déplorable parcimonie budgétaire rogne trop souvent, soit dit entre parenthèses.

Telles sont les branches qu'il importe de soigner, celles exigent la présence de tous, des anciens soldats aussi bien que des

¹ Rapport, pages 82, 83.

² Ibid., page 44.

certain nombre profitent abusivement des dispositions bienveillantes insérées dans la loi de 1889, et nous avons indiqué que le nombre actuel de 66,000 dispensés pouvait être ramené à 53,000 sans léser aucun droit.

Si nous admettons ce dernier chiffre, que beaucoup trouveront encore trop élevé, les proportions ci-dessus seront modifiées et il en résultera pour le temps total de service fourni par une classe, d'après la loi actuelle amendée comme nous venons de le dire, la valeur suivante :

Mois de services.			
145,500 hommes servant effectivement 33 mois, font..	4,804,500		
11,500 — 22 —	253,000		
53,000 — 11 —	583,000		
210,000		Ensemble...	5,637,500
D'autre part, avec le service de deux ans, la même classe de 210,000 hommes serait exercée 22 mois.....	4,620,500		
Différence en moins pour le service de deux ans....	1,017,000		

Si nous divisons ces nombres de mois par l'effectif de la classe, nous obtenons les durées moyennes de service, savoir : 26 mois et 25 jours avec le service de trois ans et 22 mois avec le service de deux ans. D'où avantage pour l'instruction, de 4 mois et 25 jours, assuré par le service de trois ans.

Ce résultat n'est pas pour nous surprendre ; il nous montre que vaut l'assertion que nous combattons, à savoir que la réduction à deux ans du temps de service n'abaisse pas le degré d'instruction du soldat, non plus que la valeur de nos réserves. Continuons.

Deuxième question. — Peut-on réduire la durée du service actif sans compromettre le recrutement des sous-officiers ?

D'après ce que nous avons vu, le soldat, ayant parcouru pendant la première année le cycle de l'instruction militaire, doit consacrer la seconde année à repasser les mêmes matières pour se les assimiler. Par conséquent, si l'on décide en principe que tous les « embusqués », c'est-à-dire tous les employés aux services accessoires, cesseront de compter dans l'armée active, deux années de service uniquement consacrées au dressage de l'homme pourront suffire pour le soldat, du moins dans l'infanterie et

surtout si l'on y conserve un noyau de soldats plus anciens. Nous ne faisons aucune difficulté à l'admettre.

Mais ce n'est pas tout de former les soldats, il est non moins indispensable de former les cadres, c'est-à-dire non-seulement les sous-officiers, mais encore les caporaux et brigadiers, ainsi que les diverses spécialités existant surtout dans l'artillerie et le génie.

Et par « former » nous entendons, non seulement inculquer aux candidats toutes les connaissances qu'ils doivent posséder et transmettre, mais encore les voir à l'œuvre, de manière à s'assurer qu'ils aient les qualités de caractère sans lesquelles les connaissances ne sont rien et qu'un examen ne suffit pas à constater.

Un apprentissage préalable est donc nécessaire au sous-officier, et cet apprentissage est long. Ce qui le prouve c'est que sur les 41,000 sous-officiers existant dans l'armée française, 5,000 seulement ont été promus à ce grade dans leur deuxième année de service, et très peu de mois avant la fin de l'année.

Le surplus, de 36,000, se décompose en 14,000 ayant de deux à trois ans de service, et 22,000 rengagés ¹.

On peut donc dire, d'une manière générale, que c'est pendant leur troisième année de service que la vocation des sous-officiers se dessine, qu'on peut les juger et qu'ils obtiennent leur grade. C'est vrai pour plus des 7/8 d'entre eux. Plus tôt, la plupart ne sont pas encore assez sûrs d'eux-mêmes ; ils ne savent pas ce qu'ils veulent, et leurs chefs ignorent ce qu'ils valent.

Or, c'est précisément cette troisième année qu'il s'agit de supprimer.

Force serait donc de donner le grade et de rengager les jeunes gens à l'aveuglette, ce qui serait jouer gros jeu et courir risque de conserver dans l'armée et d'accepter comme sous-officiers bien des individualités médiocres. La valeur des cadres subalternes en serait évidemment fort diminuée.

Mais on se heurterait à une difficulté bien plus grande encore : le manque de candidats.

Actuellement le nombre de sous-officiers se rengageant annuel-

¹ Chiffres donnés par le Ministre à la Commission, *Rapport 62*.

lement pour la première fois, est de 3,700 environ pour 22,000 sous-officiers rengagés comptant à l'effectif, et dont la plupart demeurent à long terme.

Dans le système de la Commission, ce n'est plus 22,000 mais 36,000 sous-officiers rengagés qu'il faudra, c'est-à-dire les 22,000 actuels plus les 14,000 qui sont promus pendant leur troisième année de service, toutes choses égales d'ailleurs.

Le rapporteur n'est pas partisan des engagements à long terme qu'il voudrait voir remplacés, pour la plus grande partie, par des rengagements pour un an ou deux, ou des engagements de trois ou quatre ans¹.

On ne voit pas comment l'on trouverait, parmi les engagés ou appelés ne faisant que deux ans de service, plus de sous-officiers que par le passé. Ils ne rendraient d'ailleurs à l'armée que des services trop courts pour qu'il y ait intérêt à les encourager.

Il resterait donc 36,000 sous-officiers à puiser dans les soldats terminant leur deuxième année de service et devant demeurer une ou deux années encore sous les drapeaux. Ce serait donc 18,000 sous-officiers à rengager par an, au lieu de 3,700.

Le rapporteur assure bien que le nombre actuel de rengagements pourrait être aisément augmenté, et nous l'admettons volontiers pour quelques centaines. Mais passer de 3,700, à 18,000 ou même à 12,000, jamais de la vie !

Ou bien alors, il faudrait positivement faire un pont d'or à ces jeunes gens, ce qui ne paraît pas précisément dans les prévisions du gouvernement ni de la Commission, et ce qui ne contribuerait pas à équilibrer le budget.

Au surplus, les trouverait-on qu'ils n'auraient ni les qualités, ni les aptitudes, ni l'instruction militaires sans lesquelles leur maintien dans les rangs de l'armée serait plus nuisible qu'utile.

Nous savons bien que le rapporteur fait état des dispensés de l'article 23 qui, subissant désormais le sort commun, viendraient augmenter les ressources. C'est là une erreur. En effet, d'une part, ils ne sont que 5,000, et l'on est d'accord pour en réduire beaucoup le nombre; ensuite il résulte de la nature même de

¹ Rapport, page 62.

leurs études comme de la carrière par eux choisie, qu'ils ne demeureront dans les rangs que bien juste le temps de service imposé par la loi.

S'ils deviennent sous-officiers, ils serviront donc presque exclusivement dans la réserve et ne seront pas utilisables pour les cadres de l'armée active.

A propos du recrutement des sous-officiers, nous devons réfuter, à l'avance, une objection qui ne manquera pas de nous être faite par des personnes peu au courant de nos institutions militaires, comme il s'en trouve peut-être même jusque sur les sièges du Parlement.

L'objection repose sur ce fait d'expérience que, pour les conditionnels d'autrefois comme pour les dispensés d'aujourd'hui, une année de service suffisait pour faire un sous-officier, pourvu que le sujet ait une certaine somme d'instruction et d'intelligence, et qu'on lui applique pendant l'année entière une culture intensive.

Il est exact, en effet que la plupart de ces jeunes gens, souvent médiocrement cocardiens mais rangés et studieux, obtiennent, à la fin de leur année de service, le certificat d'aptitude au grade de sergent.

Il y a là une contradiction apparente sur laquelle il importe de s'expliquer.

Dans l'armée active, du haut en bas de l'échelle hiérarchique, le rôle de tout chef est double : en paix, c'est un instructeur et un éducateur; en guerre, c'est un conducteur d'hommes.

Au contraire la mission du gradé de réserve est simple, et partant, bien plus facile aussi; il n'a à se préoccuper que de son métier en campagne. Encore, la guerre venue, aura-t-il, le plus souvent au-dessus, à côté de lui, tout un personnel de l'armée active pour le guider et l'appuyer. Il a moins besoin de savoir que de vouloir, et les qualités de discipline, d'abnégation, d'endurance, d'énergie et de bravoure suppléeront chez lui, dans une large mesure, à l'instruction militaire qui ferait défaut.

Les cadres de nos formations de réserve savent qu'ils sont pour leurs camarades de l'armée active des auxiliaires précieux et indispensables. C'est ainsi que l'armée les considère, qu'elle les accueille avec reconnaissance et leur ouvre les bras.

Ce serait commettre une erreur grave, dans laquelle ils ne

tombent pas du reste, que de regarder l'instruction reçue pendant l'unique année passée sous les drapeaux comme de tout point suffisante et de se croire autorisés à secouer la tutelle de leurs frères aînés.

On conçoit maintenant que l'éducation d'un sous-officier de la réserve ne ressemble en rien à celle d'un gradé de l'armée active. Non seulement celle-ci est plus approfondie mais, de plus, elle comporte des matières que le premier ne fait qu'effleurer¹.

Que celle-ci exige beaucoup plus de temps que celle-là, il n'y a donc pas lieu de s'en étonner, car les deux termes ne sont pas comparables.

Aussi n'hésiterons-nous pas à conclure qu'avec le service de deux ans, tous les sous-officiers devraient être rengagés après avoir terminé leur temps de service légal. Il ne pourrait être fait d'exception qu'en faveur des jeunes gens dans le cours de leur seconde année, qui contracteraient un rengagement par avance ou qui paraîtraient nettement appelés à faire des officiers de réserve.

En présence de l'obligation où l'on se trouverait d'avoir à rengager un nombre aussi considérable de sous-officiers, il importerait tout au moins, avant de se lancer dans le nouveau système, d'examiner jusqu'à quel point il serait possible d'accroître les effectifs des sous-officiers rengagés, de s'assurer que cet accroissement ne serait pas au détriment de leur valeur professionnelle, de rechercher les dispositions pour les maintenir sous les drapeaux, de calculer les voies et moyens budgétaires, d'être certain de pouvoir faire face aux dépenses nouvelles.

Jusqu'à ce que ces questions aient été étudiées et résolues, nous sommes en droit de déclarer que le service de deux ans compromettrait gravement le recrutement des sous-officiers, et c'est notre conviction absolue.

¹ Le Ministre de la guerre vient de faire ressortir cette différence essentielle dans une instruction récente, celle du 22 novembre 1904, qui s'exprime en ces termes :

Art. 4 : « Le but de l'instruction est de former avec les dispensés des cadres capables de commander avec vigueur et intelligence une section dans toutes les circonstances de guerre et non d'en faire des instructeurs du temps de paix. »

Troisième question. — Peut-on réduire la durée du service actif à deux ans sans diminuer la force actuelle de nos effectifs ?

La question se trouve posée dans le rapport et aussi la réponse : la Commission, d'accord avec le Ministre de la guerre, fixe le déficit à 50,000 hommes ¹.

La Commission, comme le Ministre, propose de combler le déficit.

Le système du Ministre est très net. Il consiste à recourir au rengagement :

de	36,000	simples soldats et caporaux,
de	14,000	sous-officiers en plus des 22,000 existants
TOTAL	50,000	

« La Commission compte atteindre le même résultat à moins de frais, en combinant le système des engagements volontaires pour trois ans au moins, des rengagements de sous-officiers, caporaux et des simples soldats avec l'incorporation des hommes classés dans les services auxiliaires de l'armée en temps de guerre mais jusqu'alors dispensés de tout service en temps de paix ². »

Nous avons tenu à citer la phrase même du rapport parce que c'est le seul passage où soit exposé le système de la Commission qui demeure, on le voit, dans le vague.

¹ *Effectif de l'armée au 1^{er} janvier :*

	SOUS LE RÉGIME	
	de 3 ans.	de 2 ans.
Hommes dans leur 1 ^{re} année.....	205,800	205,800
Dans leur 2 ^e année.....	122,100	10,700
Dans leur 3 ^e année....	116,000	Néant.
Contingent algérien (p ^r 1 an).....	3,200	6,400
Effectif permanent....	117,500	117,500
TOTAUX.....	575,300	524,900

Différence environ : 50,000 hommes. (*Rapport*, page 427.)

² *Rapport*, page 68.

(On a ajouté les 66,000 hommes pensés servant 2 ans le nouveau régime.)

(servant 2 ans).

Nous découvrons cependant sa pensée dans la phrase suivante. Le rapporteur déclare qu'entre la Commission et le Ministre la divergence de vues ne porte pas sur le fond, car le Ministre est, lui aussi, partisan de l'incorporation des hommes classés dans les services auxiliaires, seulement « jaloux de maintenir intact le chiffre de ses effectifs en combattants, il préférerait ne pas faire entrer en ligne de compte des hommes impropres au service armé qui, dès lors, seraient entretenus en surnombre ¹ ».

Ce délicieux euphémisme nous fait comprendre ce que désire la Commission : elle préfère, elle, faire entrer en ligne de compte les hommes impropres au service armé qui, dès lors, feraient partie de l'effectif de l'armée.

Et cependant, il le dit plus loin : « Point capital, ils ne recevront aucune instruction militaire et ne seront pas armés. Comme en Allemagne, ils ne figureront pas dans les revues ². »

Mais alors, en incorporant chaque année, comme l'indique le rapport, les 40,000 hommes classés dans les services auxiliaires et en les conservant deux ans, c'est bel et bien organiser un déficit de 80,000 combattants ³.

Comme, de plus, le rapport se montre opposé au rengagement des simples soldats et caporaux sur lequel le Ministre compte pour parer, jusqu'à concurrence de 36,000 hommes, au déficit

¹ Rapport, page 68.

² Rapport, pages 76, 77. La même idée est exprimée page 81.

³ Le Rapport fixe, page 80, à 40,000 hommes le nombre des hommes classés annuellement dans les services auxiliaires, et à 80,000, pages 78, 81, 88, le nombre d'employés à des services accessoires qui pourraient être avantageusement remplacés pour l'exécution de ces besognes par des hommes des services auxiliaires.

Toutefois, plus loin, lors de la discussion des articles de la proposition de loi, le rapporteur ne veut plus que 15,500 hommes des services auxiliaires par an (pages 186 à 189).

Seulement, tous ses raisonnements étaient basés sur le chiffre de 80,000 hommes, ils ne tiennent plus avec le chiffre de 30,000.

Comment, en effet, avec 30,000 hommes des S. A. parer à cette plaie des embusqués qui, comme un chancre rongeur, dévore la plus grande partie des soldats des deux classes les plus anciennes, à cette plaie que, au dire toujours du rapporteur, les évaluations les plus optimistes fixent au tiers de l'effectif? (Rapport, page 13.)

Comment concilier ces plaintes qui remplissent d'amertume un grand nombre de pages du Rapport avec cette simple assertion de la page 188, aux termes

créé par le service de deux ans, le déficit amené par le système de la Commission dépasserait 100,000 hommes ¹.

On s'explique maintenant la timidité et les réticences du rapport.

Annoncer pompeusement des améliorations considérables à l'organisation actuelle de l'armée, à tous les points de vue : instruction de la troupe, valeur des réserves, recrutement des cadres inférieurs, meilleure utilisation des ressources, etc., etc..., et aboutir à une réduction de plus 100,000 combattants en remplaçant, dans l'effectif soldé, par une incroyable aberration, 80,000 soldats ² par un égal nombre d'hommes inaptes au service armé et sans instruction militaire, et cela sans réduction de charges, en augmentant les dépenses et en se lançant dans l'inconnu en ce qui touche le recrutement des sous-officiers et le maintien de l'effectif ! Il est naturel qu'on ne tienne pas à proclamer bien haut ce beau résultat et qu'on se borne à le glisser comme une simple « divergence de forme » entre la Commission et le Ministre.

Du reste, une fois cet aveu fait, le rapporteur reprend avec une désinvolture parfaite les arguments basés sur le système inverse qu'il n'hésite pas à s'approprier.

« Dès à présent, dit-il, si l'utilisation des hommes des services auxiliaires était adoptée, il suffirait de maintenir pendant deux ans sous les drapeaux les 40,000 hommes du service auxiliaire pour verser 80,000 hommes dans les rangs de l'armée active ³. »

« On verra enfin sur le terrain des escadrons d'une centaine de

de laquelle il suffirait de 15,500 hommes des S. A. par an, soit en tout 30,000 pour faire face à tous ces besoins ?

C'est en vérité un singulier mode de discussion que de commencer par établir, par une interminable série d'exemples, l'extrême gravité de la situation, pour se dérober au moment d'appliquer le remède.

De deux choses l'une : ou bien les plaintes étaient hors de toute proportion avec la réalité, ou bien l'on renonce à apporter à la situation le changement radical qu'on réclamait soi-même avec tant de fracas.

Desinit in piscem... et l'on constate que ce qui était donné comme le motif de l'établissement du service de deux ans n'en est que le prétexte.

¹ Ce déficit sera de 60,000 seulement si l'on n'incorpore que 30,000 hommes des services auxiliaires, comme l'indique le *Rapport*, page 187.

² Ou 30,000 seulement dans le second système du rapporteur.

³ *Rapport*, pages 80, 81.

cavaliers et on ne remarquera plus à l'exercice des compagnies squelettes¹. »

A quoi nous répondrons : Pardon ! ce que vous dites est exact avec le système du Ministre, c'est-à-dire si vous incorporez *en surnombre* les 80,000 hommes des services auxiliaires. Au contraire, c'est absolument faux si vous faites compter ces 80,000 hommes dans l'effectif de l'armée. Dans ce cas, les compagnies, les escadrons ne compteraient pas un homme de plus sur le terrain ; seulement les services accessoires au lieu d'être assurés comme à présent par des soldats qu'il n'y a qu'à rappeler dans le rang pour avoir des effectifs respectables, le seront par des hommes impropres au métier militaire, et notre armée, réduite de 80,000 hommes par une sorte d'escamotage, serait désormais hors d'état d'accomplir la mission que lui a confiée la France.

En vérité, qui trompe-t-on ici, sommes-nous tenté de dire ?

Est-ce bien l'opinion de la Commission de l'armée que nous trouvons dans le rapport ? Quant à nous, nous ne pouvons nous défendre de l'idée que la Commission s'en est remise, peut-être un peu trop aveuglément, à l'auteur même de la proposition de loi, lequel sous couleur de présenter l'opinion de la Commission, s'est surtout appliqué à défendre ses idées propres².

Si la Commission avait été appelée à délibérer sur le mode d'incorporation des hommes des services auxiliaires donné

¹ Rapport, page 77.

² Si nous inclinons vers cette dernière hypothèse, c'est que le travail du rapporteur de la Commission n'est, à vrai dire, que la reproduction, considérablement augmentée, il est vrai, de l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée par l'honorable M. Rolland, le 21 mai 1904.

Nous trouvons notamment dans l'un comme dans l'autre de ces documents (Rapport, page 83) cette perle que nous nous nous reprocherions de ne pas reproduire *in extenso* :

« Il est surabondamment démontré que l'organisation actuelle de l'armée « ne permet guère de donner l'instruction militaire qu'à la plus jeune des « trois classes qui sont sous les drapeaux ; il est clair dès lors que tous les « rengagés, fussent-ils cent mille et plus, seront tous confinés dans les emplois « accessoires, puisque, si ces vieux soldats étaient dans le rang, il faudrait « alors en faire sortir des hommes appartenant à la plus jeune classe, et les « recrues, dans ce cas, ne recevraient même plus, comme aujourd'hui, une « instruction de dix mois. »

Ainsi, ces compagnies, ces escadrons, ces batteries « squelettes » représentent cependant tout ce que nos cadres peuvent instruire et si, par impossible, ces unités étaient portées à leur effectif normal par la rentrée dans le rang des « embusqués », il faudrait, pour faire place à ceux-ci, faire sortir

comme s'en, nous ne comprendrions pas que des hommes comme M. de Freycinet, comme M. Mézières, comme le général Grévy comme le vicomte de Montfort, pour ne citer que ceux-là, aient laissé passer une telle proposition qui désorganise l'armée, sans une protestation énergique.

Nous voulons croire, n'en déplaise au rapporteur, que si la Commission eût été appelée à voter sur ce point, elle se fut, à une très grande majorité, ralliée au système préconisé par M. le général André, partisan du service de deux ans, mais avec l'incorporation *en surnombre* des hommes des services auxiliaires. Ce système serait plus acceptable. Seulement, il ne résout pas davantage la difficulté qui nous préoccupe : comment maintenir, avec le service de deux ans, les effectifs actuels ? Nous avons indiqué la solution proposée également par le Ministre : rengagement de 36,000 soldats et caporaux, et de 14,000 sous-officiers de plus : total égal au déficit reconnu de 50,000 hommes.

Au sujet de cette solution, nous ne pouvons que nous en référer à ce que nous avons déjà dit à propos du recrutement des cadres inférieurs pour montrer la difficulté du problème et l'inconnu où nous sommes jetés. Aussi concluons-nous comme l'ont déjà fait des hommes politiques d'une incontestable compétence, MM. de Montebello, à la Chambre, et de Montfort, au Sénat : il faudrait procéder progressivement et, avant de prendre une résolution définitive, mettre à l'essai les combinaisons propices, les voir à l'œuvre et attendre le résultat au lieu de l'escompter.

Nous venons d'examiner successivement à la suite du rapporteur les conséquences du service de deux ans, sous le triple rapport de l'instruction du soldat, du recrutement des cadres inférieurs et du maintien des effectifs reconnus nécessaires.

du rang les jeunes soldats ! On croit rêver en lisant ces lignes. Est-ce là ce que la Commission a voulu dire ?

Pour nous, cette extraordinaire conception appartient bien en propre au rapporteur. Il est dommage seulement qu'il n'ait pas cru devoir l'éclairer par quelques commentaires au lieu de se borner à déclarer que son opinion est « surabondamment démontrée ».

Telle qu'elle est cependant, elle suffit à jeter un jour singulier sur les idées militaires de l'honorable rapporteur et sur la connaissance qu'il a de l'armée.

Et voilà les hommes qui entreprennent de la réorganiser !

A aucun point de vue, le système n'est en état de tenir ses promesses ; partout il fait banqueroute et, si l'on a réussi à jeter à son sujet de la poudre aux yeux, c'est par le moyen d'une confusion voulue en imputant à la loi de 1889, qui n'en peut mais, l'inconvénient des « embusqués », d'ailleurs considérablement exagéré, comme aussi l'extension abusive des dispensés.

Est-ce à dire que nous soyons opposé d'une manière systématique et absolue à la réduction de deux ans du temps de service, pour certaines armes et dans certaines conditions ? Nullement, et nous nous sommes déjà expliqué à ce sujet.

Une grande partie des soldats d'infanterie, tous ceux du train, tous ceux des sections administratives peuvent très bien n'être astreints qu'à deux ans de service, mais ceux de toutes les autres armes doivent demeurer trois années complètes sous les drapeaux. Le projet de M. le général Luzeux, basé sur ce principe, est fort admissible. Il divise le contingent annuel par voie de tirage au sort en deux portions, dont l'une ferait trois ans et l'autre deux.

Ce n'est pas nous qui nous opposerions à cette réforme. Mais l'opposition viendra, on peut s'y attendre, des partisans du service général de deux ans, qui ne manqueront pas de protester au nom du principe de l'égalité de service, devant lequel, paraît-il, tout doit s'incliner, y compris les nécessités de l'instruction militaire et l'intérêt de l'armée. C'est pour lui qu'on est en train de ressusciter ce cri fameux de : « Périssent les colonies plutôt qu'un principe ! » Mais aujourd'hui ce ne sont plus les colonies, c'est la France elle-même dont l'existence est en jeu.

A vrai dire, ce que nous aimons le moins dans le projet de M. le général Luzeux, c'est son titre ¹.

Avec la loi de 1889, certains hommes servent déjà deux ans, d'autres un an. Et, cependant, c'est la loi du service de trois ans. Il faudrait qu'il en fut de même avec le projet Luzeux et que le service de trois ans restât inscrit au frontispice de la loi.

Ce n'est là, dira-t-on, qu'une question de mots. Soit, mais on sait qu'en France on se base bien plus sur les mots que sur les faits.

¹ De l'Introduction du service de deux ans dans l'armée française, par M. le général Luzeux.

Dès que la loi porterait comme en-tête : « Service de deux ans », il se produirait une tendance générale à ne plus considérer le service de trois ans que comme une exception fâcheuse consacrant la plus criante des inégalités, dira-t-on. C'est à qui s'efforcerait de réduire le chiffre de la première portion, celle faisant trois ans, en faveur de la deuxième portion, qui ne fait que deux ans. Les Chambres s'en mêleraient... députés et sénateurs s'en feraient une réclame électorale, et le service uniforme de deux ans pour tous serait rapidement adopté.

C'est pour ce même motif que, tout en rendant pleinement justice aux intentions de MM. de Montebello et de Montfort, nous ne pouvons nous ranger à leur opinion.

Quand une opinion est reconnue radicalement mauvaise, il est dangereux de chercher à transiger en proposant un moyen terme.

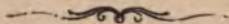
Le service de deux ans ne peut donner à notre armée ni l'effectif ni la solidité dont elle a besoin et qu'elle a conservés jusqu'ici.

Il est donc à rejeter absolument et sans ambages, alors même qu'il serait admissible dans certaines hypothèses et pour certains cas particuliers, et cela d'autant plus que toutes les transactions se heurtent au principe d'égalité et courent ainsi le risque d'être rejetées par les partisans du service de deux ans, tout aussi bien que le service de trois ans lui-même.

En présence de ce danger, nous conjurons tous ceux qui ont souci des intérêts du pays de ne toucher à la loi de 1889 qu'avec la plus extrême prudence, pour l'améliorer si l'on veut, mais non pour la refondre.

Général * *

(A continuer.)



LE COMMANDANT D'UN DÉTACHEMENT

PENDANT

LES MANŒUVRES D'AUTOMNE¹

DÉCISION ET POURSUITE.

Dans nos manœuvres, la décision est, en règle générale, donnée à la critique, car il ne paraît pas toujours avantageux de laisser le combat dépasser la crise finale.

Mais on peut, à l'occasion, représenter les suites immédiates du combat ; sans doute, la poursuite exécutée par le vainqueur, quoiqu'elle suive immédiatement le succès, ne peut jamais donner un tableau fidèle de la réalité, attendu que toute la confusion du tumulte de la bataille ne peut se représenter en paix. On peut cependant faire ressortir quelques parties de ce spectacle. Telles sont la poursuite des troupes repoussées par les feux de l'infanterie et de l'artillerie, installées sur la position conquise, l'action de toute la cavalerie, pour gagner le flanc et les derrières des vaincus, pendant que l'infanterie suit plus tard, lorsqu'elle a rétabli l'ordre dans ses diverses fractions.

Il est toujours très instructif d'exécuter la poursuite pendant un certain temps, attendu que les fautes dans le commandement

¹ Par von SCHELL. — Traduit de l'allemand par M. le général Gaisot.
Voir les livraisons de mars et d'avril 1902.

ressortent beaucoup plus fortement et instruisent plus sérieusement qu'on ne pourrait le faire autrement. Le coup d'œil et l'intelligence des subordonnés se font aussi remarquer lorsqu'il s'agit d'une retraite forcée.

On ne doit jamais continuer la poursuite jusqu'à complet épuisement des troupes. La direction doit l'arrêter en temps utile. Elle peut, à l'aide d'avis qu'elle fait parvenir, ou d'une nouvelle mission qu'elle indique, limiter le vainqueur dans sa poursuite et le vaincu dans sa retraite. Du reste, c'est nécessaire pour pouvoir installer le service des avant-postes.

Un chef de détachement qui a la liberté de ses résolutions met ses troupes au repos lorsqu'il croit avoir rempli sa mission. Si l'intervention du directeur ne se faisait pas sentir, il pourrait arriver, par exemple, que celui qui bat en retraite voudrait établir ses avant-postes derrière un obstacle favorable, tandis que celui qui se porte en avant ne voudrait ni le souffrir ni le lui permettre. Dans la réalité, il s'engagerait un nouveau combat, mais en temps de paix on doit l'éviter. Ici les deux partis doivent être placés assez loin l'un de l'autre pour qu'ils ne soient pas constamment sur le qui-vive, et que le service des patrouilles puisse se faire.

PASSAGE A LA POSITION D'AVANT-POSTES.

Ces mouvements doivent être faits comme en guerre. On a déjà indiqué au début de la première partie les prescriptions que doit donner le chef de détachement pour que les troupes puissent être bientôt installées et pourvues de tout ce dont elles ont besoin.

Le chef de détachement doit désigner les quartiers des troupes à peu près comme à la guerre (il n'est cependant guère possible d'y arriver); il se sert pour cela de notices portatives indiquant la capacité des cantonnements. Il va de soi que l'on n'installe dans les villages que les troupes qui ne sont pas employées aux avant-postes, et que l'on doit avoir attention à mettre dans les cantonnements les plus avancés les corps destinés à former l'avant-garde le lendemain matin. Les villages placés sur la ligne de marche doivent être fortement occupés; on doit exclure, autant que possible, les localités placées à plus de 2 kilomètres

de la route. Du reste, il faut avoir attention, dans la répartition des localités, de placer l'une à côté de l'autre, ou l'une derrière l'autre, les troupes d'infanterie appartenant à la même unité ; on mélange la cavalerie et l'artillerie avec l'infanterie pour assurer la sécurité de ces armes et occuper toutes les écuries. On doit porter son attention, en choisissant les quartiers des états-majors, que ceux-ci soient placés de telle sorte que les renseignements venant de l'avant-garde et les divers ordres puissent suivre la voie hiérarchique en employant le moins de temps possible.

On doit envoyer les logements à l'avance, de manière à faire reposer plus tôt les troupes et à ne pas les faire arriver inopinément dans les localités.

Pour prendre les cantonnements ou les bivouacs, on donne l'ordre de rompre le combat, de ne faire suivre l'ennemi qu'avec la cavalerie, ou de se retirer sous la protection de la sienne propre.

Le commandant du détachement donne en même temps que cet ordre, ses prescriptions aux chefs des avant-postes. Lorsqu'il s'agit d'unités plus considérables, ces prescriptions, tout en donnant les emplacements à occuper la nuit par le gros du détachement et la réserve des avant-postes, doivent s'adresser au chef de l'avant-garde (ou de l'arrière-garde) et lui faire connaître les considérations lui permettant de rédiger l'ordre de l'avant garde (ou de l'arrière-garde). Le chef des avant-postes a besoin de ces indications pour donner rapidement ses ordres. Dans les manœuvres dont nous nous occupons, toute l'avant-garde, ou toute l'arrière-garde, est employée en avant-postes à moins qu'on ne désigne spécialement des troupes pour ce service ; l'ordre de l'avant-garde disparaît donc, et le chef des avant-postes reçoit directement les instructions du commandant du détachement. Cet ordre est certainement le plus difficile que doit donner le commandant du détachement. Il n'est pas possible de fournir ici des indications s'appliquant à tous les cas ; ce sont les circonstances locales qui déterminent plus ou moins le contenu de l'ordre, et il faudra, pour chaque cas particulier, étudier sur la carte la direction des routes et des chemins conduisant vers l'ennemi.

L'ordre, outre les prescriptions générales indiquées plus haut

à des fermes ou à des portions de bois. L'infanterie bivouaque très volontiers dans un bois assez clair, à condition que le sol n'y oppose pas. Il faut mettre la cavalerie et l'artillerie contre la lisière du bois, afin que, en cas d'alarme, ces deux armes n'aient pas à faire de grands mouvements.

ANNEXE.

Aussitôt que le combat est terminé, on doit envoyer au directeur un rapport succinct, indiquant quel est l'ennemi qu'on avait devant soi, quelle a été l'issue du combat et quels sont les ordres qu'on a donnés en conséquence. Ceci ne dispense pas du tout d'envoyer ultérieurement le rapport réglementaire sur le combat. Celui-ci doit être établi aussitôt que possible par le commandant du détachement ; on y joint le rapport des avant-postes¹.

Le commandant du détachement doit marquer les annotations qu'il a inscrites dans la marge du rapport, en y ajoutant les premières lettres de son nom. La rédaction d'un rapport de combat est une besogne que l'on n'aime pas en général, mais qui constitue un exercice fort utile. Celui qui a été appelé à rédiger l'histoire d'une campagne à l'aide de rapports faits pendant la guerre, se rend très bien compte des difficultés, quand il n'a devant lui que des rapports incomplets, où, avec la meilleure volonté, on ne peut se rendre compte de la marche de l'affaire.

On doit donc, dans les exercices du temps de paix, s'exercer à rédiger clairement et succinctement de semblables rapports.

1. — Forme du rapport sur le combat.

Les prescriptions générales suivantes fixent la manière dont doit être rédigé le rapport.

Le rapport est placé dans une chemise qui porte les inscriptions suivantes :

¹ Remarque. — Si l'on n'exige pas un rapport des avant-postes, on le remplace par le compte rendu envoyé au commandant de détachement par le chef des avant-postes aussitôt que ceux-ci sont installés.

Le rapport des avant-postes ne répète pas les idées générales et spéciales, il commence avec l'ordre reçu. (Note de l'Auteur.)

Corps de troupe de l'auteur. Grade et nom de l'auteur.

Manœuvre de brigade (de division), le..... 18...

Détachement de l'Est (de l'Ouest).

Adversaire. Colonel A.

Le rapport commence sur le côté gauche de la feuille du format réglementaire pliée en deux; il donne dans l'ordre ci-dessous :

L'idée générale,

L'idée spéciale,

Les missions particulières,

Le nom et le grade de l'auteur.

En outre, on doit y joindre, toujours sur la feuille gauche, les places de rassemblement fixées par le directeur, la manière dont les troupes étaient marquées et tout ce qui a été prescrit avant le commencement de la manœuvre. On inscrit à la suite toutes les autres prescriptions qui ne se rapportent pas directement à l'exercice tactique.

On écrit le rapport proprement dit sur la page droite, à la hauteur où se terminent toutes les indications ci-dessus, se rapportant au thème. La forme est la suivante :

Lieu, date de la rédaction.

RAPPORT.

10.9.89, 9 h. 15, soir.

Répartition	{	Ordre du détachement-quartier.
des		1.....
troupes.		2.....
		Nom et grade du commandant du détachement.

L'ordre du détachement doit être transcrit textuellement avec toutes ses annexes (point de rassemblement, comment il a été envoyé aux troupes, etc.). En outre, il faut y joindre tous les autres avis et communications se rapportant à la situation militaire tels qu'ils ont été portés à la connaissance du directeur.

Ensuite, on écrit le développement militaire du cours de la manœuvre. Les communications envoyées pendant le cours de l'exercice par le directeur sont écrites sur le côté gauche de la feuille, à leur place correspondante, tandis que tous les rensei-

gements transmis par le commandant du détachement au directeur, ainsi que ceux provenant des troupes, sont placés dans le texte du rapport, avec l'indication de l'heure, qu'ils aient été envoyés verbalement ou bien par écrit.

On termine le rapport par l'indication du nom, grade et corps de l'auteur.

2. — Contenu du rapport sur le combat.

Le rapport forme le complément du compte rendu succinct transmis immédiatement après le combat ; comme il est rédigé dans la chambre et à loisir, il doit évidemment être fait avec plus de soin qu'un simple compte rendu. Le rédacteur, en parlant de sa personne, dit : Je, mon, etc., et non le soussigné. Il raconte en mots concis, clairs, sous la forme narrative, l'exécution de la mission donnée ; il joint les indications de temps pour distinguer les différents moments du combat. Il doit, sous la fraîche impression de ce qu'il a appris, indiquer successivement les faits particuliers, la conduite de l'ennemi, les nouvelles reçues, les ordres donnés, les décisions survenues et l'action de nos propres troupes ; par suite, il doit rester neutre et se garder de toute critique. On peut introduire dans le rapport quelques réflexions sur les impressions qu'on a éprouvées personnellement, ainsi que son appréciation. Celles-ci ont souvent une grande valeur, quoique un argument en faveur des mesures prises soit en général superflu, puisqu'il se déduit du rapport lui-même qui a dû se maintenir dans la neutralité.

Le rapport sera d'autant plus clair que le commandant de détachement comprendra qu'il est nécessaire de séparer les différents moments du combat résultant du cours naturel de l'action, tout en les disposant l'un après l'autre dans leur ordre suivant le temps et en tenant compte de leur ensemble intime. En parlant de la place de rassemblement, ces différents moments sont indiqués d'eux-mêmes : par la marche en avant, le déploiement, l'exécution et par la décision. Le simple emploi des lettres (A-A, B-B, etc.), ajoutées aux notations employées dans le croquis, rend inutile toute longue explication dans le texte et permet de faire le rapport plus court et plus clair.

On indique les décisions des arbitres comme des résultats ;

par exemple, « l'attaque ne réussit pas », il est inutile d'ajouter « par suite de la décision de l'arbitre ». On doit aussi indiquer que le combat s'est terminé, comme dans une action réelle, quand même il aurait été interrompu par le directeur. On trouvera facilement l'expression juste en se conformant au sens de la décision prise par le directeur¹.

On joint au rapport rédigé, en se mettant complètement au point de vue du commandant de détachement, tous les bulletins de correspondance numérotés d'après leur ordre d'arrivée et attachés dans une feuille séparée, de manière qu'on puisse les lire en les ouvrant à droite. Cette feuille est jointe au travail et placée dans la chemise².

3. — Croquis.

Le croquis sert à compléter le rapport. Il doit faciliter la lecture du rapport et remplacer la carte.

En règle, le croquis est à l'échelle du 1/25,000^e³, sur du papier fort; il est placé à la suite du texte, en laissant une à deux pages libres pour la critique, et attaché de manière qu'en l'ouvrant à droite on puisse le lire en même temps que le texte. On ajoute, si cela est nécessaire, dans un angle du croquis, une carte d'ensemble à petite échelle, qui donne en même temps que le croquis, les noms de toutes les localités citées dans le thème et dans le travail.

Le croquis et la carte d'ensemble sont orientés du côté nord; on y trace la direction de l'aiguille aimantée et une échelle. On écrit dans la marge du croquis toutes les explications nécessaires pour permettre de saisir la contexture du terrain. Tels sont les renseignements sur la possibilité de franchir les cours d'eau

¹ Remarque. — On recommande aussi, pour les rapports des avant-postes, de renvoyer à un croquis. On évite ainsi la prolixité, mais le rapport lui-même n'est pas superflu. Ce rapport doit être court, mais expliquant les choses à fond, afin que le lecteur ne soit pas obligé de rechercher les choses importantes dans les bulletins de renseignements qui y sont joints. (Note de l'Auteur.)

² On doit laisser à la fin du travail une page libre pour y transcrire la critique.

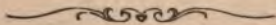
³ Remarque. — Pour des points intéressants au 1/12,500^e, pour de grandes portions de pays au 1/50,000^e, et plus petite si c'est nécessaire. (Note de l'Auteur.)

(profondeur, largeur), les marais, les fossés, l'épaisseur des bois, (du sous-bois, des taillis), la nature du sol, des différentes parties en ce qui concerne la viabilité pour les différentes armes. On peut faire le croquis au crayon de mine de plomb, en couleur, ou avec des crayons de couleur. On se conforme, pour les écritures et les couleurs, aux feuilles types de la topographie du royaume. On indiquera les hauteurs comme on le voudra, à l'aide de hachures, d'horizontales, de lavis à l'encre de chine ou à l'estompe. La direction des cours d'eau doit être indiquée avec une flèche; les points où se dirigent les chemins par l'indication de « (vers A, x kil^{res}. ».

On désigne les troupes par des abréviations et en employant les signes conventionnels usités par l'état-major général; les troupes du parti sont de couleur bleue, celles de l'ennemi de couleur rouge; les signes conventionnels doivent être à l'échelle et ressortir facilement. On y arrive en ayant soin de donner aux couleurs représentant les troupes un ton plus foncé que les écritures.

Le croquis gagne en clarté si l'on a le soin de ne pas indiquer trop de moments de combat, et si on les distingue par le tracé (clair, sombre, plein, vide, pointillé). Les troupes de l'adversaire; comme c'est le cas général, ne peuvent être marquées tout à fait exactement. Il suffit d'indiquer leur position approximative par une ligne rouge. On recommande aussi d'indiquer les points de rassemblement de ses troupes et les bivouacs qui ont été couverts par des avant-postes. On écrit les éclaircissements sur une place libre du croquis; ils indiquent l'espèce de troupes et expliquent l'emploi des diverses lettres (a-a, B-B, etc.), dont on s'est servi dans le croquis,

On est autorisé à faire exécuter le croquis par un autre officier. A droite et au-dessous du dessin, on indique le nom, le grade et le corps de l'officier qui a fait le croquis.



LA

REMONTE DE LA CAVALERIE

ET LA

PRÉPARATION DU CHEVAL DE GUERRE

Dans la préparation de la cavalerie à la guerre, la préparation de ses chevaux est une question capitale.

Tant que l'on n'aura pas transformé la cavalerie en infanterie montée, son arme principale sera, sans conteste, le cheval.

Il faut donc que l'on songe à perfectionner cette arme-là, comme les autres, et à perfectionner son emploi si l'on veut conserver l'équilibre des rôles dévolus à la cavalerie, par rapport à l'artillerie et à l'infanterie.

Or, non seulement on veut demander à la cavalerie ce qu'on lui demandait autrefois, mais on veut en exiger plus et dans des conditions qui imposent à ses chevaux une vigueur, une puissance et une résistance bien supérieures.

Les cavaliers sont prêts à ces exigences de la guerre future ; leurs chevaux en sont-ils capables ? Telle est la question troublante qui sollicite tous les efforts et tous les sacrifices pour l'amélioration de la remonte.

Il faut à la cavalerie des chevaux meilleurs que par le passé, et il lui en faut beaucoup plus qu'autrefois. Qualité et quantité, elle réclame tout à la fois.

Le problème posé au service de la Remonte est donc fort embarrassant.

fait de sa race andalouse pour l'alimentation de ses douze régiments de cavalerie.

Toutes les armées qui ont fait récemment la guerre ou toutes celles qui s'y préparent, dans les autres parties du monde comme en Europe, se préoccupent de rechercher le cheval qu'il faut.

Il n'est pas jusqu'aux Japonais qui ne poursuivent, avec l'ardeur de néophytes, l'amélioration de leur race : ils viennent acheter des producteurs en Europe. Et les officiers japonais, au lendemain de la guerre de Corée, ont demandé au gouvernement d'élever un monument aux chevaux qui ont succombé pendant la campagne. Les partisans de ce monument ont prétendu que cet hommage public rendu aux chevaux de guerre serait de nature à en favoriser l'élevage.

Seuls peut-être, les Américains, qui disposent d'une très grande quantité de chevaux rustiques et bien trempés, échappent à cette préoccupation troublante.

L'Amérique du Sud, comme celle du Nord, produit des chevaux ayant vraiment l'aptitude du service de guerre, et d'ailleurs les nations européennes y ont toutes largement puisé.

Mais les États-Unis surtout ressemblent beaucoup, à ce point de vue, à la Russie pour les ressources chevalines, et cela tient, comme en Russie, à ce qu'il est fait un très large emploi du cheval.

Il ne faudrait pas juger des qualités du cheval américain d'après les exemples de la guerre de Sécession où il en a été fait un véritable abus. Si la consommation des chevaux a été considérable, ce n'est pas seulement parce que la guerre a duré presque quatre ans, mais parce qu'on a surmené la cavalerie et que celle-ci a opéré de parti pris, en faisant d'avance le sacrifice de ses montures sachant en trouver d'autres ; enfin, que beaucoup de régiments de cavalerie furent improvisés et que les cavaliers étaient, par conséquent, inexpérimentés.

Le cheval de la cavalerie américaine est un animal fort commun, acheté à bas prix, mais qui tient ses qualités d'endurance de son élevage à la dure, presque à l'état sauvage. Il ne connaît ni grain, ni écurie, ni pansage. Ne mangeant que de l'herbe en toutes saisons, exposé aux intempéries dans un climat très rigoureux en général, il supporte des températures extrêmes. Aussi,

n'y a-t-il que les sujets les mieux trempés qui résistent. De telle sorte que la bonté du type se conserve par cette sélection naturelle qui supplée à l'élimination raisonnée.

Il est facile de se rendre compte, au contraire, que les éleveurs européens veulent tirer parti de tous leurs produits et gardent les malingres comme les mieux conformés. Aussi, sauf en Amérique, peut être, où cependant on s'occupe de mieux diriger l'élevage, partout on réclame l'amélioration du cheval de guerre.

Mais cette amélioration est un problème de longue haleine, de très longue haleine, qu'il faut sagement poursuivre avec une constante observation des moyens et des résultats.

Nous ne voulons pas examiner ici les différentes solutions si souvent débattues; on a écrit à ce sujet tout ce qui pouvait s'écrire.

Notre étude a pour objet de montrer les nécessités qui s'imposent, tant pour le choix du cheval que pour sa préparation au service de guerre dans les conditions actuelles.

Tout le monde sait que les deux difficultés les plus grosses que rencontre le service de la Remonte sont la pénurie de ses crédits et la concurrence du commerce.

A première vue, elles pourraient paraître synonymes, car il est certain que l'une et l'autre se basent sur le mobile de l'argent, qui fait rechercher à l'éleveur le débouché le plus lucratif. S'il n'en était que de cela, le remède serait relativement facile à trouver, parce qu'il suffirait de faire une part plus large au budget de la Remonte; on fait bien ce sacrifice quand il s'agit d'un autre armement des troupes, fusil ou canon. D'ailleurs, on a bien été obligé déjà d'en passer par là.

Mais les deux difficultés ont une divergence incompatible avec la majoration du prix d'achat, c'est que le commerce et l'armée ne demandent pas le même cheval; que le type du commerce est le cheval de trait, plus facile à réaliser par l'éleveur, plus courant, plus facile à caser, plus rémunérateur pour lui par conséquent, même à prix égal; tandis que le type de l'armée, tout spécial à elle, aujourd'hui que l'équitation civile a presque disparu devant la bicyclette et l'automobile, est un rossignol qui reste pour compte s'il ne convient pas à la Remonte.

Quant aux très bons chevaux, de race ou de sang, ils dépassent les prix que l'armée peut y mettre et d'ailleurs sont des-

tinés aux concours hippiques, aux hippodromes, courses de galop et de trot où, en dehors des prix, s'offrent des chances de vente exceptionnelles, jusqu'à en être dérisoires.

Et pourtant, si la troupe a besoin de bons chevaux pour satisfaire au service qui lui est tracé en campagne, combien supérieurs ne doivent pas être les chevaux d'officiers pour les reconnaissances d'exploration, les missions à grande envergure qu'on leur demande et pour lesquelles il leur faudra des montures de vitesse et de fond.

Ce n'est pas seulement pour accomplir sa mission que l'officier a besoin d'un très bon cheval, mais aussi pour la sauve ; car il ne suffit pas qu'il arrive à voir, mais encore à rendre compte en déjouant la poursuite de l'ennemi, et il aura, dans la plupart des cas, à lutter de vitesse avec des chevaux frais le poursuivant.

Combien d'exemples n'a-t-on pas cités d'officiers de cavalerie échappant ainsi grâce à leur cheval.

Aussi n'a-t-on pas tort d'exiger que les officiers de cavalerie aient de très bons chevaux et de les soumettre à des épreuves qui le garantissent ; de les engager, par conséquent, à se remonter en chevaux de sang.

Mais malgré tous les efforts de la Remonte, les chevaux de tête sont encore insuffisants, malgré aussi le prix qu'on y met. Les très bons chevaux de sang, même les bons, lui échappent. Ceux qu'elle peut surprendre sont des douteux que l'éleveur laisse partir parce qu'il leur accorde moins de confiance pour le succès sur l'hippodrome qu'à ceux qu'il garde.

Reste aux officiers la ressource de s'adresser directement au commerce avec leurs propres deniers. Or les bons chevaux de sang sont chers et, partant, ne sont accessibles qu'au plus petit nombre. Et faut-il encore que ces chevaux soient aptes au métier militaire, c'est-à-dire qu'ils soient taillés en force pour pouvoir porter l'officier et son paquetage militaire, condition qui les rend encore plus chers. Ou bien il ne faut prendre que des rebus d'écuries d'entraînement, ce qui est encore incontestablement plus nuisible qu'utile. S'il faut que le cheval d'officier sorte du commun et se signale par sa distinction, du moins est-il nécessaire qu'il ait les moyens de son rôle.

Si l'officier fait racheter son cheval par son régiment, mé-

diocre allègement à sa dépense, il faut que le cheval qu'il présente ait les conditions requises au cheval de troupe, c'est-à-dire qu'il soit susceptible d'être monté par un cavalier du rang ou par un sous-officier tout au moins, quand il passera du service de l'officier dans le rang. Donc, il faut qu'il puisse porter le paquetage de troupe, encore plus lourd, et qu'il ne soit pas une gêne pour l'escadron ou même un inutile rationnaire.

La question de la remonte des officiers est donc fort exigeante, et pourtant il faut y pourvoir.

Mais la remonte de la troupe n'est pas moins difficile.

S'il faut dans chaque régiment un lot assez nombreux de très bons chevaux pour les cavaliers destinés à accompagner les officiers dans ces courses à la fois de fond et de vitesse dont nous avons parlé, il faut à tous des chevaux capables de fournir les marches longues et continues qu'impose le rôle stratégique de la cavalerie, et des chevaux également capables de vitesse pour les interventions opportunes dans certaines circonstances, particulièrement sur le champ de bataille.

On comprend aisément, en effet, que la cavalerie ne pourra plus, comme par le passé, attendre l'occasion propice à quelques centaines de mètres en arrière de la ligne de combat.

Il lui faudra se tenir maintenant à 2,000 ou 3,000 mètres au moins de cette ligne pour être en dehors de la zone battue par l'artillerie, cette artillerie pouvant en quelques minutes anéantir toute troupe qui stationnerait dans sa zone de mort.

Donc, il faudra que cette cavalerie, appelée à charger sur un point du champ de bataille, parcoure d'abord cette distance avant d'entamer sa charge, et c'est à grande vitesse qu'elle devra franchir cet espace battu par le feu des canons et des fusils qui y ont déjà repéré leur tir. C'est donc à un bon galop qu'elle devra faire ces 2,000 ou 3,000 mètres d'approche, ayant besoin d'avoir encore au bout de cette course tout son souffle pour la charge et la poursuite. D'ailleurs, l'occasion si fugitive d'une intervention de la cavalerie sur le champ de bataille implique cette promptitude et cette vitesse. Encore ne parle-t-on ici que d'une cavalerie qu'on a sous la main, prête au premier signal. Il y aura bien des occasions où elle devra accourir de plus loin et au milieu de dangers semblables, nécessitant par conséquent une vitesse aussi rapide sur un parcours plus long.

On doit donc se convaincre qu'il faut à la cavalerie des chevaux de vitesse, et c'est pourquoi l'on a réclamé à la remonte des chevaux de galop.

C'est là l'explication de ces demandes faites par l'armée, en France et aussi à l'étranger, de l'institution de courses de demi-sang galopeurs qui engageraient les éleveurs à orienter leur production dans ce sens, qui faciliteraient le choix de reproducteurs capables de donner aux races de service l'aptitude à la guerre.

Déjà les règlements de cavalerie ont augmenté la vitesse du galop pour l'emploi tactique de l'arme. Le galop allongé a été institué, et dans certaines armées on le pousse même au delà du chiffre fixé.

Or, il ne s'agit pas de faire de comparaison avec les chevaux de courses pour lesquels on recherche le maximum de la vitesse sur un parcours restreint.

Le problème est tout différent. Il s'agit pour les chevaux militaires d'obtenir une vitesse dont tout le lot soit capable sous une surcharge forcée représentée par le poids du paquetage et du cavalier avec toutes ses armes.

Assurément ce problème ressortit plutôt à l'entraînement; mais il faut que le cheval du moins soit susceptible du rendement qu'on lui demande.

L'armée ne peut pas, comme une écurie de course, éliminer les sujets insuffisants. Et c'est à la remonte à ne pas lui fournir des chevaux n'ayant pas les qualités requises pour le développement.

En un mot, il faut que la remonte fournisse à l'armée des chevaux ayant de la trempe.

Nous ne nous arrêterons pas à discuter les moyens d'y arriver; nous constatons seulement que cela est difficile et que ce n'est qu'avec le temps qu'on y arrivera. Néanmoins, il est avéré que le cheval bien équilibré, possédant le plus de sang possible, un reproducteur de beaucoup préférable au trotteur pour obtenir le cheval propre à la selle.

Comme le type idéal du cavalier est un cheval qui ait l'équilibre, les lignes, la densité des tissus et l'influx nerveux, naturellement la paternité du cheval de pur sang qui possède tous ces dons au plus haut degré; mais l'infusion demande de l'argent et du temps.

Toutefois, il faut reconnaître que, dans cette concurrence de tous les pays, la France se trouve des mieux partagées pour l'amélioration du type de ses chevaux de cavalerie, parce que toutes ses races prennent bien le sang, ce qui n'est pas le cas de toutes les races étrangères. Les Russes, par exemple, qui ont essayé de la régénération de leurs chevaux par le sang arabe et par le sang anglais et qui disposent de superbes producteurs, entre autres le cheval tekké, qui n'est autre que le vrai cheval syrien, éprouvent, en dépit de leurs efforts et de leurs dépenses, des difficultés telles que l'amélioration de leurs races européennes menace de durer fort longtemps à se faire si lentement.

D'ailleurs, les chevaux de la cavalerie légère française sont déjà supérieurs à tous les chevaux de cette arme, et les chevaux de la cavalerie de ligne et de l'artillerie valent bien, comme ensemble, ceux des autres puissances.

Encore ne faut-il pas songer seulement à la remonte des contingents de la cavalerie en activité de service ; il faut aussi des chevaux prêts à compléter ses effectifs pour l'entrée en campagne et pour monter la cavalerie de la réserve et de la territoriale.

Il faut que la réquisition trouve des chevaux utilisables, ayant l'aptitude voulue, sinon les qualités requises.

Au jour d'une mobilisation, les chevaux de trait ne feront pas défaut, mais les chevaux de selle ?

La pénurie du cheval de cavalerie apparaît flagrante si l'on considère cette nécessité du cas de guerre, et elle préoccupe toutes les nations.

Certes, le déficit a des proportions très différentes suivant les pays ; mais il existe partout et il varie de 20,000 à 100,000.

Il faut observer encore que les chevaux de robe grise sont, autant que possible, éliminés des achats pour la cavalerie.

Que dire en effet d'un éclaireur, d'une vedette ou d'une estafette montée sur un cheval blanc, et ayant pour mission de ne pas se faire voir ?

La robe claire n'est point cependant une déchéance pour le cheval, on pourrait même dire le contraire, mais on comprend qu'elle puisse faire exception à la règle que dicte la prudence pour les qualités du cheval.

Cette élimination complique beaucoup le problème de la remonte et augmente singulièrement le déficit. Et ce qui complique encore plus la question, au sujet de la reproduction chevaline, c'est que l'on a constaté que, sur 1,000 poulains d'étalons de robe grise, 600 environ sont de la couleur du père. Si au contraire, c'est la jument qui est grise, 730 ont cette robe.

Cette observation statistique porte donc à éliminer les chevaux et juments de robe grise comme producteurs.

Pourtant, il est sans conteste que les chevaux arabes de robe claire sont supérieurs à ceux de robe foncée. La couleur claire de la robe a peu d'importance pour l'utilisation du cheval en Algérie, mais, pour la production des chevaux destinés aux régiments de France, c'est une considération qui fait hésiter à s'en servir en dépit de la garantie de race.

Une autre question, qui touche à la remonte militaire, est la répartition des chevaux des différentes races et des différents types entre les différents corps.

L'avantage d'avoir dans le rang des chevaux de même pied ne peut échapper à personne, car, dans l'utilisation de la troupe en campagne, on ne saurait faire autrement que de se régler sur les moyens des moins bons chevaux, si l'on ne veut s'en priver à brève échéance. Les mener trop vite ou leur demander trop est leur ruine assurée, et la pénurie des ressources chevalines force d'y réfléchir sérieusement.

Les bons chevaux trouveront l'emploi de leurs moyens supérieurs dans les missions si nombreuses des détachements, mais encore faut-il que la proportion des médiocres ne soit pas trop grande, à côté de celle des bons dans un même régiment, pour ne pas condamner ce régiment à des ménagements le laissant au-dessous de sa mission.

Dans certaines armées, on a pris le sage parti de remonter les régiments avec des chevaux de même provenance, même de classer les meilleurs dans un ou deux escadrons qui, de cette façon, deviennent des escadrons d'élite pour les tâches les plus rudes.

D'autres régiments ou escadrons sont moins bien montés, ce sont ceux destinés à marcher avec l'infanterie, ayant à fournir moins de vitesse et moins de chemin.

Enfin, il faut voir, à ce même point de vue, la proportion des

vieux chevaux fatigués, restant au service militaire, et sur lesquels aussi il faut forcément régler la tâche à demander.

La durée du service du cheval de cavalerie n'est pas non plus la même dans toutes les armées. C'est pourtant une grave question de ne pas laisser dans le rang des chevaux qui alourdissent la troupe, lui fassent trainer la jambe et la retiennent à un moment où il faut un coup de vigueur, par la considération de ne pas laisser en arrière des hommes qui seraient perdus.

Pourtant on ne peut pas demander aux chevaux de rester toujours jeunes, et plus on réduira leur durée de service, plus on augmentera les besoins, et, partant, le déficit.

On a proposé de faire passer ces chevaux de selle fatigués en plus grande quantité au trait. Cela évitera sans doute une dépense ou pour mieux dire une perte, mais cela ne donnera pas des chevaux de selle pour les remplacer. D'ailleurs les chevaux de trait ne font pas défaut.

Prendre le parti de faire entrer les chevaux plus jeunes au service ne peut être un remède qu'à la condition que le cheval soit rendu plus tôt apte. Le cheval ne peut être compté comme cheval de service que lorsqu'il a atteint tout son développement. Sinon c'est réparer un mal par un pire, car c'est fatalement diminuer sa durée.

Ne reproche-t-on pas à toutes les armées d'avoir déjà dans leurs rangs une proportion de chevaux trop jeunes ou trop vieux.

Un officier allemand, qui s'est beaucoup occupé des questions de remonte, dit, en parlant de notre cavalerie :

« La cavalerie française a dans ses régiments, en temps de paix, un trop grand nombre de jeunes chevaux qui ne sont pas encore formés ni en état de supporter les fatigues. En cas de mobilisation elle serait obligée de laisser en arrière un huitième de son effectif en chevaux. »

Comme nous l'avons dit, la cavalerie française n'est pas la seule à encourir ce reproche. Et il ne faut pas seulement compter le déficit des chevaux de cinq ans, mais aussi bien celui des chevaux de six ans, car la plupart des races n'ont atteint la vigueur et la résistance nécessaires au service de guerre qu'après cet âge.

On voit donc combien la durée logique du service du cheval

C'est donc aux dépôts de transition, où les chevaux de remonte séjournent entre leur achat et leur livraison aux corps de troupe, que doit réellement commencer la préparation.

Certains prétendent qu'il vaudrait mieux employer cette dépense à acheter des chevaux de cinq ans et prêts à être mis en service aussitôt après leur arrivée au corps, où ils pourraient être envoyés presque immédiatement. Ceux-là prétendent que les éleveurs consentiraient à les garder et à les dresser, s'ils étaient certains de les vendre à la Remonte à un prix convenable les indemnisant de leurs peines ; que ce serait un moyen d'éviter l'achat de sujets dont le développement ne répond pas aux promesses des apparences.

Mais ce serait là un procédé bien aléatoire.

Dans plusieurs armées européennes, les chevaux sont livrés tout dressés aux corps de troupe qui se trouvent ainsi déchargés d'une lourde tâche, pour laquelle le temps et les moyens lui font souvent défaut ; car les officiers et les gradés ne suffisant pas, il faut employer des cavaliers, et des cavaliers de deux ans de service.

Dans ces armées, c'est un personnel militaire choisi pour ses aptitudes qui est spécialement chargé de ce dressage, et les corps, ainsi dégagés de la préparation des chevaux, peuvent se donner entièrement à la préparation des hommes.

Dans la première période de la préparation, le point capital est la progression de la nourriture et du travail. Ce n'est donc pas, à proprement parler, un commencement de dressage, mais plutôt une continuation de l'élevage. On peut cependant en profiter pour gagner du temps en menant de front l'acclimatement et l'apprivoisement.

Il faut, en effet, que le cheval prenne l'hygiène et les habitudes militaires, ce qui sera un grand point acquis au dressage.

Si le cheval est livré aux corps de troupe ayant déjà l'habitude d'être sellé, de porter un cavalier et d'entendre le cliquetis des armes, le dressage proprement dit n'aura que peu à faire pour lui inculquer la régularité des allures, l'obéissance aux aides et ensuite la régularité des mouvements.

Si le manège est nécessaire au dressage, sans être pour cela indispensable, il n'est nullement nécessaire à la première période de préparation, qui peut être donnée dans les dépôts de remonte :

promenade en liberté dans les paddocks, promenade en couverte, promenade en selle.

Nous n'entrerons pas dans les procédés de ce premier dressage ; tous sont bons, pourvu qu'ils soient méthodiques et rigoureusement progressifs.

Quant au véritable dressage, qu'il soit fait dans les corps de troupe ou seulement perfectionné par eux, il doit comporter ces deux phases.

Dans la première phase du dressage proprement dit, il importe que les chevaux soient montés par des cavaliers adroits et patients. Il faut surtout qu'ils soient dirigés par un chef expérimenté ayant les qualités d'un dresseur, c'est-à-dire du calme, de la méthode et de la logique. Et ce qui est presque indispensable, c'est que le même cheval soit monté par le même cavalier, pour arriver le plus promptement possible à cette entente qui est la base du dressage.

Ne demander que des choses simples, par des moyens simples, et ne devenir exigeant que très progressivement, tels sont les plus sûrs garants de la réussite.

La force ou les moyens de contrainte étant bannis, on gagnera du temps et l'on évitera de rebuter le cheval, et aussi de le tarer.

Il ne s'agit pas de mater un cheval difficile par des châtimens énergiques qui deviendraient nécessaires pour monter ce cheval.

Il faut rendre le cheval utilisable par tous les cavaliers.

Certainement, il y aura des chevaux irritables ou difficiles qui resteront, quand même, le lot des meilleurs cavaliers ; mais les exceptions ne font que confirmer la règle.

En examinant successivement plusieurs classes de dressage, on peut dire, sans se tromper, que celle qui présente le plus de calme est celle qui a été la mieux menée.

Quant à la façon d'entendre le dressage, nous ne prendrons point parti dans les polémiques engagées à ce sujet. Il n'y a pas de système qui vaille mieux que l'autre. Dressage à pied, à la cravache, à la longe ou exclusivement à cheval, etc., etc., il faut se servir des moyens nécessaires pour obtenir ce qu'on veut, pourvu que les châtimens soient exclus. La progression logique est de commencer par l'assouplissement méthodique, en évitant la dislocation et la fatigue. Cet assouplissement ne doit viser qu'à faire disparaître la raideur et à obtenir la confiance de l'animal.

reconnaître qu'une mauvaise conformation du cheval ou un défaut de constitution sont de sérieuses difficultés, que les exercices de manège ne sont pas toujours aptes à vaincre.

Ce n'est point à dire pour cela que la bonne conformation soit une garantie infaillible d'un bon cheval de service. Il est indiscutable qu'un cheval bien proportionné, bien établi, ayant de bons membres et l'apparence de viscères normalement développés, offre des présomptions de puissance, de force et de résistance. Mais on rencontre trop souvent ce qu'on appelle de beaux voleurs.

Ce qui peut le mieux garantir la vigueur, c'est le sang, car, si les membres ne répondent pas toujours à leur apparence, le sang ne se dément jamais.

Encore mieux, c'est par ce que le jeune cheval montre de ses moyens qu'on peut juger de son avenir. Aussi demande-t-on avec raison qu'au lieu d'être acheté d'après ses apparences, il soit acheté d'après ses propres performances et celles de ses ascendants. Acheter un cheval présenté en main, surtout quand il est encore poulain, expose à bien des désillusions. Il suffit de noter une classe de jeunes chevaux avant et après le dressage pour se rendre compte des différences d'appréciation.

C'est d'après ces observations que l'on souhaiterait que la Remonte put acheter des chevaux plus faits, et qui lui seraient présentés montés.

Nous avons dit déjà toutes les difficultés matérielles et pécuniaires que soulève un pareil système, même en admettant que l'armée élève elle-même ses chevaux et vende dans le commerce ce qui ne convient pas à son service.

Dans la préparation du cheval de guerre, le dressage est donc bien sous la dépendance de la matière première. Il n'en reste pas moins vrai que la valeur du cheval, au point de vue service, dépend de son dressage; non encore une fois des procédés, mais de la méthode. Il faut que la préoccupation dominante soit la recherche de l'équilibre et que la progression soit naturelle; ce n'est qu'à ces conditions qu'on obtiendra des chevaux susceptibles de durer plus longtemps.

Pour parfaire la préparation du cheval à la guerre, il faut qu'il soit mis en condition par l'entraînement.

A l'objection si souvent faite que les armées d'autrefois n'en

caerchaient pas si long, il suffit de répondre que, autrefois, une guerre se déclarait longtemps avant l'ouverture des hostilités; que les adversaires mettaient beaucoup de temps à se concentrer et à marcher à la rencontre l'un de l'autre; qu'il y avait là un prologue qui permettait d'entraîner hommes et chevaux.

Aujourd'hui, les choses sont bien changées, les cavaleries entreront en collision le jour même de la déclaration de guerre, et c'est aux premiers symptômes de rupture qu'elles auront à faire des marches longues et rapides pour se porter aux frontières. Et ce ne sera là que le commencement d'un rôle d'activité par excellence où il y aura lutte de vigueur et d'endurance. Les succès des premiers jours sont trop importants pour qu'on ne fasse pas tout pour se les assurer.

Il faut donc que le cheval soit en forme et c'est par l'entraînement qu'on doit l'y amener.

Toutes les armées ont demandé, à cet égard, des performances à leur cavalerie.

Ces performances ne doivent pas être considérées comme un but, mais comme une vérification de la valeur des chevaux. Ce n'est pas à dire que l'habileté des cavaliers n'entre pas pour une bonne part dans ces épreuves, mais nous nous occupons spécialement ici de la préparation des chevaux.

Il n'échappe à personne que le cavalier aura à fournir, dans les guerres de l'avenir, des courses considérables de fond et de vitesse combinés, surtout certains détachements ou patrouilles dont le rôle est nettement tracé, et sur lequel on table. Mais encore faut-il savoir dans quelle mesure on pourra régler les exigences.

Aussi, est-ce avec un intérêt très justifié que l'on suit toutes les expériences faites à ce sujet, et qu'on y exerce les cavaliers dans tous les pays.

L'exécution des reconnaissances par les officiers et par les détachements, aux grandes manœuvres ou dans des exercices particuliers, ne ressortit pas seulement de la préparation des cadres et de la troupe, mais aussi bien de la préparation des chevaux. C'est avec raison qu'on pose comme condition primordiale que les chevaux n'y soient point surmenés.

Les randonnées d'officiers et de détachements sont pratiquées dans toutes les armées, et rien ne peut être plus instructif que les

détails circonstanciés de la conduite des chevaux pendant leur accomplissement, qu'il s'agisse de Français, d'Allemands, d'Autrichiens ou de Russes, voire même d'Américains, qui ont peut-être le premier rang dans cette émulation. Rien ne pourrait mieux montrer ce que l'on est en droit d'espérer, s'il faut demander un grand effort.

Il ne faut, toutefois, s'occuper que de celles de ces courses de fond qui ont été faites dans les conditions de guerre, c'est-à-dire en tenant compte de toutes les précautions et de toutes les difficultés que l'on rencontrerait en campagne.

De plus, il ne faut point prendre ces résultats pour de l'entraînement, mais pour une application de l'entraînement, un critérium.

Enfin, il ne faut pas vouloir demander cet effort à tous les chevaux.

Si tous les chevaux doivent être entraînés pour être prêts, on ne saurait rechercher pour tous la capacité des mêmes performances.

Il faut convenir aussi que l'on ne doit considérer que comme tout à fait anormales celles de ces applications où les cavaliers ont poussé leur chevaux jusqu'à bout de forces. S'il se peut, en effet, que, dans des circonstances de guerre très particulières, on doit faire le sacrifice de sa monture pour arriver coûte que coûte à un but, on doit, en principe, éliminer ce cas de la vérification des performances, parce que, dans de pareilles conditions, nul ne saurait prédire ce qu'on peut tirer d'un cheval qu'on est résolu de pousser jusqu'à la mort. De plus ce serait un piteux résultat que d'en arriver là.

Et cependant cela s'est vu dans certaines courses. L'on se souvient de ce ridicule compte rendu : « La distance à parcourir était de 140 kilomètres, elle a été couverte en dix heures et demie. La plupart des chevaux avaient été surmenés, au point qu'ils ont succombé. Plusieurs des officiers ne pouvaient plus se tenir debout. »

Il s'agit moins de faire des tours de force que de réaliser des épreuves.

Néanmoins, les chiffres des résultats obtenus sont renseignements.

Nous ne pouvons pas citer tout ce qui a été fait à cet égard ;

nous nous contenterons de relater certaines de ces performances que nous prenons d'abord dans la cavalerie russe, parce qu'on y pratique depuis longtemps, d'une façon raisonnée et très méthodique, l'entraînement des chevaux pour de longs parcours.

Une de ces épreuves, quoique de date déjà ancienne, puisqu'elle eut lieu en 1884, a marqué dans les souvenirs : 4 officiers et 14 cosaques volontaires du régiment d'Orembourg franchirent en seize jours, dont deux de repos, la distance de Novgorod à Saint-Petersbourg, soit 1167 kilomètres. Partis le 22 novembre, ils arrivaient le 7 décembre à Saint-Petersbourg avec des chevaux en parfait état, et après s'être reposés les 27 et 28 à Moscou. Ils avaient mis, 134 heures de marche pour franchir cette longue distance, par la pluie, la neige, le verglas et une température s'abaissant à 12° de froid. Ils avaient fait une moyenne de 83 kilomètres par jour. La plus longue étape avait été de 135 kilomètres de Novgorod à Valdaï.

A la même date, dans les manœuvres d'automne, un escadron de 8 officiers, 154 sous-officiers et cavaliers choisis, fit, dans des circonstances absolument semblables à celles de la guerre, des marches de fond de cinq jours pour pénétrer au cœur du parti ennemi, ayant par conséquent à dérober ses mouvements et à se tenir constamment sur le qui-vive. Cet escadron fut fractionné en trois détachements qui, en cinq jours parcoururent respectivement 340, 380 et 460 kilomètres, ne marchant que la nuit. Cet escadron ne laissa en arrière que six chevaux dont un mort à la peine.

Depuis, ces sortes d'épreuves sont devenues d'un usage courant en Russie. Des fractions constituées, escadrons ou régiments, sont exercées à des marches de guerre de longue haleine.

Les résultats atteints en dernier lieu, malgré les progrès apportés à l'entraînement, ne dépassent pas beaucoup ceux des premiers temps parce que, quand il s'agit d'une troupe, on est obligé de se régler sur les plus mauvais chevaux, et que, en général, les chevaux russes de la cavalerie régulière sont peu résistants.

Il n'en est pas de même des chevaux choisis, qui, par l'entraînement, ont été amenés à des performances surprenantes dont on comprend aisément tout le bénéfice dans une guerre.

Les raids individuels sont l'objet d'un autre point de vue.

En Autriche, en Italie, en France, on fait de l'entraînement de chevaux d'armes ; mais ce n'est qu'à l'état d'exception qu'on voit des épreuves du genre de celles que nous avons citées parmi tant d'autres performances de la cavalerie russe. Nous avons dit que les chevaux russes avaient en général peu d'aptitude à ce genre d'épreuves, et c'est pour cela qu'on cherche plus particulièrement à leur en donner.

Les ressources exceptionnelles en chevaux de la cavalerie russe, et le rôle stratégique qu'elle aspire à jouer en temps de guerre ont été les principales causes qui l'ont poussée en cette voie. Elle veut pouvoir lancer une véritable invasion de cavaliers opérant bien en avant des armées et prêts à abandonner leurs chevaux, harassés par une longue route, pour continuer la carabine au poing l'accomplissement de leur mission.

La cavalerie américaine entend son service de la même manière ; les raids y sont en grand honneur, surtout depuis ceux universellement célèbres de la guerre de Sécession. On peut même dire que les cavaliers américains comptent trop sur la résistance de leurs chevaux et qu'ils en abusent.

Aussi sont-ils fiers de certaines performances très remarquables. Nous en citerons quelques-unes encore pour donner une idée de ce que peut faire un cheval.

Pendant le soulèvement des Apaches, le courrier chargé des dépêches entre El-Paso et Chihuahua, parcourut la distance d'environ 600 kilomètres qui sépare ces deux postes, en trois jours. Il ne marchait que la nuit et pendant le jour se cachait, afin d'éviter d'être surpris par les Indiens et pour faire reposer et manger sa monture. Le poids du cavalier était de 92 kilogrammes, et son cheval n'avait pour se sustenter que l'herbe de la prairie.

Pendant la guerre indienne de 1876, plusieurs courriers de la colonne du major Thornburg, chargés de communiquer des renseignements à la colonne du général Merritt, ont parcouru 274 kilomètres en moins de 24 heures, sans que leurs chevaux en aient éprouvé dommage.

Pendant cette même campagne, deux cavaliers du 8^e régiment, porteurs de dépêches, ont fait 210 kilomètres en 20 heures, et le capitaine Fontrín 160 kilomètres en 8 heures ; une autre fois 220 kilomètres en 23 heures.

Le colonel Mackenzie, à la poursuite d'un parti indien avec un escadron, fit 260 kilomètres en 28 heures, aller et retour. Pendant ce temps, il franchit la frontière mexicaine, livra un combat sérieux après lequel il dut se replier sur le territoire des États-Unis.

Ce même officier, l'année suivante, à la poursuite de voleurs de chevaux, parcourut 137 kilomètres en 15 heures.

Le capitaine Fichtel, avec deux compagnies, faisait, en même temps et dans le même but, une course d'égale étendue en moins de temps encore.

Le capitaine Wood, en 1880, avec quelques cavaliers de choix, donnant la chasse à un sous-officier qui avait volé la solde de la troupe, parcourut 225 kilomètres en 31 heures, sans perdre un seul cheval de son détachement.

Dans une autre occasion, le même parcours a été fait par 5 cavaliers en 22 heures, et les mêmes chevaux, après un jour de repos, repartaient pour rejoindre leur poste.

Le colonel Henry, avec 4 escadrons, parcourut 174 kilomètres en 33 heures, dont 22 en selle, et ne laissa qu'un cheval en route.

Le général Merritt, avec 4 escadrons et un détachement d'infanterie transporté sur des voitures, fit 274 kilomètres en 66 heures, pour porter secours à la garnison d'un poste investi par les Indiens et, aussitôt arrivé, livra un combat très sérieux.

Le colonel Henry, de la cavalerie américaine, affirme qu'après quatre semaines d'entraînement, il est arrivé à parcourir en troupe, avec 150 à 200 chevaux, de 20 à 30 kilomètres au galop. Quant à des parcours quotidiens de 100 à 150 kilomètres, on peut, dit-il, les considérer comme les étapes normales dans les détachements du Far-West.

D'aussi longs trajets s'imposent, en cette région, non seulement aux cavaliers militaires, mais encore aux voyageurs, employés et autres personnes appelées à traverser les territoires indiens.

Le cheval de troupe américain porte environ 140 kilogrammes, dont 73 en moyenne comme poids du cavalier. En marche, il ne se nourrit que de l'herbe qu'il trouve et se passe souvent de boire en temps de sécheresse, devant se contenter à l'ordinaire de boire l'eau saumâtre des marais. On ne le desselle presque

jamais, et cependant les blessures causées par le harnachement sont excessivement rares, ce qui tient à la grande expérience des cavaliers, dont la vie se passe en courses et au bivouac. Ajoutons toutefois, que les chevaux de l'Union ne résistent pas longtemps à de pareils efforts, car leur durée moyenne atteint à peine cinq ans.

Que conclure de ces résultats ?

Il faut bien se garder de vouloir prétendre qu'on peut les atteindre avec tous les chevaux ; en essayer ce serait ruiner sa cavalerie. L'entraînement n'a pour but que de préparer aux fatigues et non de les affronter inutilement.

Il faut néanmoins profiter de l'expérience d'autrui et emprunter à ces chiffres un enseignement profitable, ainsi qu'aux considérants qui en découlent.

On ne saurait pas cependant en généraliser les déductions.

Il est certain que l'entraînement lui-même montrera bien vite la différence de moyens des chevaux.

On n'aura pas de peine à désigner ceux d'entre eux qui seraient capables des plus grands efforts après cette préparation. Et, d'après les chiffres cités, on verra ce qu'on peut leur demander, le cas échéant, toutefois en tenant compte de la différence des races et en prenant bien pour des maxima les performances dont les cavaleries de chacun des pays se sont glorifiées.

Quant à la moyenne des chevaux de troupe des cavaleries d'Europe, on peut dire, d'après tous les rapports, que jusqu'à 50 kilomètres ils peuvent marcher allègrement ; qu'après 50 kilomètres, ils ne pourraient fournir une charge à toute allure qu'à la condition d'avoir été reposés pendant quelques heures au cours ou en fin de route ; que la ration d'avoine doit être augmentée en raison de l'effort demandé, non pas d'un coup, mais par une préparation progressive, c'est-à-dire en même temps que l'entraînement.

En somme, l'entraînement doit consister à amener le cheval, par un exercice rationnellement progressif et une hygiène appropriée, au maximum de sa condition, c'est-à-dire à son meilleur état de santé et de force.

Mais il faut être prudent, car il est aussi dangereux de dépasser la dose de l'entraînement que celle d'un remède. Il ne faut pas

pour avoir voulu fondre la graisse avoir fatigué les muscles. Toute fatigue qu'on ne peut réparer est une usure.

De plus, on ne peut pas maintenir le cheval en condition d'une manière continue. Il faut des périodes où l'animal fasse de la graisse.

L'entraînement du cheval militaire doit être le perfectionnement de sa préparation à la guerre, et par conséquent diffère essentiellement de l'entraînement pour une course. Il faut que l'animal entre en campagne dans les meilleures conditions pour porter vigoureusement son cavalier avec tout son paquetage ; pour fournir du fond et, le cas échéant, de la vitesse ; pour supporter toutes les intempéries et se contenter d'une nourriture quelquefois parcimonieusement mesurée.

Le cheval militaire doit avoir pour principales qualités d'être à la fois très robuste, très résistant, très maniable et très adroit.

L'entraînement doit lui donner des muscles et du souffle ; mais le fond importe plus que la vitesse. Le cheval de guerre, en effet, n'a à donner son maximum de vitesse que dans la charge proprement dite, c'est-à-dire sur un parcours de 100 à 150 mètres au plus.

L'entraînement du cheval d'armes ne saurait être confondu avec l'entraînement du cheval de course. C'est un autre genre voilà tout. Mais il ne fait pas de doute que la préparation des chevaux est un atout aussi important sur le champ de bataille que sur le champ de course.

Lieutenant-colonel PICARD.



LE MORVAN

DANS LA DÉFENSE DE LA FRANCE¹

« L'art de la guerre est un art simple et tout d'exécution; il n'a rien de vague; tout y est bon sens; rien n'y est idéologie. »
(NAPOLÉON, *Corresp. milit.*, t. X, p. 216.)

II^e PARTIE.

Géographie du Morvan et de ses marges.

CHAPITRE II.

GÉOGRAPHIE MILITAIRE.

I. — Le Morvan.

HYDROGRAPHIE.

(suite).

2. *Morvan septentrional.* — a) *L'Yonne et ses bassins.* — Nous avons vu l'Yonne, enserrée entre ses dos thuringiens, percer une série de rides du système de la Côte-d'Or. La rivière coule donc dans une suite de parallélogrammes montagneux, une suite d'enceintes fermées qu'il nous faut énumérer et considérer sous le rapport de leur accessibilité générale.

Nous avons signalé que, par suite du large développement des

¹ Voir les livraisons de 1900 et 1901 et celle de février 1902.

dos thuringiens qui l'encadrent, la rivière est en quelque sorte doublement enveloppée de crêtes latérales, les unes constituées par la ligne de faite du dos, les autres par le bord intérieur de ce dos ; entre ces deux alignements de crêtes, s'étalent les hauts bassins des principaux affluents et de quelques cours d'eau dissidents. Nous n'indiquerons généralement que les lignes de faite du parallélogramme d'enceinte.

α) 1^{er} Bassin de l'Yonne : l'Yonne, les Garats, l'Houssière. — Ces explications données, nous pouvons limiter le premier bassin de l'Yonne par l'énonciation des quatre sommets du parallélogramme enveloppe. Ces sommets sont : la cime de Préneley et le hameau de l'Huis-Prunelle, sur la ride capitale du Folin, et, en regard, l'arbre de Saint-Léger et le hameau de la Fiolle, sur la ride parallèle de Château-Chinon. Chacun de ces points est, en même temps, — avons-nous besoin de le rappeler ? — sur un faite thuringien : la cime du Préneley et l'arbre de Saint-Léger, sur la ride de la Gravelle ; l'Huis-Prunelle et la Fiolle, sur le faite de la Chaussée-Romaine.

L'Yonne, sortie de l'angle aigu sud du grand parallélogramme, recueille les eaux du versant nord du faite de la Gravelle et atteint, entre le Grand-Montarnu et le massif de Montseaulnin, la ride de bord du dos thuringien. A partir de ce moment, son lit circule dans une vallée largement ouverte où viennent confluer, d'une part, le ruisseau d'Arleuf — qui semble avoir été un chenal de débordement du côté du Morvan méridional, par le seuil d'Arleuf — d'autre part, le ruisseau de Précy, — qui paraît de même avoir été un chenal de débordement dans la vallée du Veynon. — La grande route de Nevers à Autun par Château-Chinon et Arleuf suit d'assez près le thalweg d'expansion que dénoncent les deux ruisseaux transversalement au cours de l'Yonne.

La rivière perce ensuite le ride de Château-Chinon par une gorge étroite et profonde ; elle reçoit à l'issue de celle-ci les premiers affluents qui lui viennent de son enceinte orientale ; elle a donc tendu, pendant la traversée de son premier bassin, de son enceinte occidentale vers l'enceinte opposée ; elle s'échappe sensiblement par la partie médiane de la ride qui les relie. Née à l'altitude de 726 mètres, elle est à une altitude de 400 mètres

inférieure à hauteur de Château-Chinon, pour un parcours de 13 kilomètres à vol d'oiseau.

Sur le dos de Gravelle, dont il épouse la direction, le ruisseau des Garats a ouvert son haut bassin; nous le verrons, au delà de la ride de Château-Chinon, qu'il traverse entre Champscœur et l'arbre de Saint-Léger, s'échapper vers la dépression du Bazois.

Sur le dos de la Chaussée-Romaine, s'est plus largement développé dans tous les sens le haut bassin de l'Houssière. Il étale ses chevets à l'appui de la ride capitale du Folin, sur toute l'extension de la forêt d'Anost, et les encadre entre le faite de la Chaussée-Romaine et une suite de sommets d'altitude souvent supérieure, mais qui s'abaissent bientôt. Le ruisseau principal groupe tous ses affluents pour franchir le ride de Château-Chinon qui porte ici le bois de Houssière. L'un de ces affluents, le ruisseau de Martelay, vient marquer à proximité de la voie romaine un seuil auquel s'adossent le Chalaux et le ruisseau des Batailles, affluents de la Cure. Vers ce seuil, qu'emprunte la route de Saulieu à Château-Chinon par Montsauche, convergent un grand nombre de routes ou chemins. En dehors de ce point d'épanouissement du faite de la voie romaine, le haut-bassin de l'Houssière, profondément entaillé par les ruisseaux qui le sillonnent dans le sens du dos thuringien, hérissé de cimes, couvert de forêts, est peu accessible.

β) 2^e Bassin de l'Yonne : l'Yonne; l'Houssière; l'Anzin; les Garats; le Veynon. — Nous délimiterons encore le deuxième bassin de l'Yonne par les points de croisement des rides enveloppes : l'arbre de Saint-Léger et le hameau de la Fiolle sur la ride de Château-Chinon; Sainte-Péreuse et le hameau de Bourboins, sur la ride de Chassaygne.

Dans cette enceinte, l'Yonne, arrivée à l'appui du bord intérieur du faite de la Chaussée-Romaine, se redresse suivant l'orientation thuringienne. Ses sinuosités sont plus nombreuses et plus accusées, et sa pente est moins rapide, 60 mètres environ pour 8 à 9 kilomètres de parcours; elle est dominée de près par les hauteurs de sa rive droite, dont les altitudes sont supérieures à 500 mètres, et de plus loin et de moins haut par les hauteurs de sa rive gauche.

L'Houssière, après avoir continué pendant 4 à 5 kilomètres à

décrire de nombreux coudes sur son dos thuringien, s'en échappe brusquement sous le signal des Quatre-Vents, 576, pour se précipiter presque directement vers l'Yonne par une pente deux fois plus forte que celle qu'elle avait jusqu'alors.

Un peu plus loin, l'Yonne reçoit l'Anzin qui coule vers elle depuis le faite de la Voie Romaine, mais après avoir réuni ses nombreux affluents à l'appui de la ride de bord qui se prolonge par le signal des Quatre-Vents jusqu'à la ride de Chassaygne. La ride de Chassaygne sépare le haut bassin de l'Anzin de celui du Languison et, après s'être éparouie en un haut plateau à la rencontre de la ride de bord des Quatre-Vents, projette vers l'Yonne un étroit promontoire. Sous ce promontoire, la rivière fait un brusque crochet à l'ouest et fournit une partie de ses eaux à la « rigole d'Yonne » qui les emporte au canal du Nivernais.

Les affluents de gauche que l'Yonne reçoit dans ce deuxième bassin sur le sol morvanais se réduisent à deux ou trois ruisseaux, qui lui viennent du bord intérieur du dos de la Gravelle. Quant aux cours d'eau du dos lui-même, nous savons qu'ils se sont dérobés vers le Bazois. Ce sont le ruisseau des Garats et le Veynon.

Le ruisseau des Garats, que nous avons vu sortir de son haut bassin par un seuil assez large ouvert dans la ride de Château-Chinon, entre Champœur et l'arbre de Saint-Léger, s'échappe, la ride traversée, vers le Sud-Ouest; il s'engage ensuite dans une fracture sinueuse de la ride de faite, qui s'est longuement affaïssée entre l'arbre de Saint-Léger et le massif de Sainte-Péreuse; il appartient dès lors au bassin de la Loire et cesse de couler sur les granits morvanais.

Le Veynon adosse sa source à la ride de Château-Chinon, au point précis où s'ouvre le col élevé près duquel s'est assise la ville, et dans l'angle de raccord de la haute ride avec le bord intérieur du dos thuringien La Gravelle—Sainte-Péreuse. Ainsi incliné dès son origine vers le Nord-Ouest, le ruisseau s'infléchit bientôt vers l'Ouest, à travers un large fond où se montrent de nombreux étangs et où s'étalent de vastes prairies; il se redresse ensuite vers le Nord-Ouest, ayant ainsi longé les alignements de trois de ses parois d'enceinte; il s'incline, enfin, devant l'alignement de la quatrième paroi, la ride de Chassaygne, puis, vient

la traverser, ramené de nouveau vers le Nord-Ouest par le faite de Sainte-Péreuse. Il ne franchira ce faite, pour s'échapper définitivement du Morvan, que dans le troisième et dernier bassin morvanais de l'Yonne.

γ) 3^e bassin de l'Yonne : l'Yonne ; le ruisseau de Montreuillon ; le Languison. — Nous limiterons le troisième bassin de l'Yonne par ses quatre angles : Sainte-Péreuse, Bourboins, le bois des Monts-Fragots et le bois de Fadray. Dans ce bassin, nous voyons l'Yonne s'encadrer de grands affluents qui longent ou sillonnent les dos thuringiens de son enceinte. Elle-même continue à creuser son thalweg dans le fond étroit qui les sépare. Nous avons dit qu'au pont de Pannetière, un contrefort du dos oriental la rejetait à l'Ouest ; elle se redresse bientôt vers le Nord-Ouest pour s'infléchir de nouveau et longuement à l'Ouest. Elle aborde sous cette orientation la ride de Montreuillon et la traverse en de nombreux et brusques lacets ; elle s'échappe, enfin, vers le Nord-Ouest en débouchant dans le bassin de Corbigny. Dans ce parcours de 11 à 12 kilomètres, à vol d'oiseau, le lit de la rivière ne s'est abaissé que de 40 mètres environ.

Des affluents de gauche qui lui sont restés fidèles nous ne citerons que le ruisseau de Montreuillon. Ce ruisseau prend sa source au raccord de la ride de Chassaygne avec le bord intérieur du dos de Sainte-Péreuse aux Monts-Fragots. Ce bord s'accuse nettement, dans le bassin du Veynon, de Château-Chinon à Saint-Git, 507, et à la source du ruisseau de Montreuillon, 509, par un alignement de hautes altitudes ; il se poursuit en suivant d'assez près la rive gauche du ruisseau après des altitudes décroissantes, mais encore importantes : 467, 406, 366. Entre l'Yonne et le ruisseau s'étale le plateau mamelonné de Montigny-en-Morvan qu'emprunte la route de Lormes à Château-Chinon. Par sa rive gauche, le ruisseau reçoit, du dos thuringien qu'il a longé, un cours d'eau qui descend du massif du Mont-Chanson.

Le Mont-Chanson est, avec le massif des Monts-Fragots, le nœud de raccord du faite de Sainte-Péreuse avec la ride de Fadray, et il limite, au Nord, la brèche obstruée de mamelons ravins par laquelle le Veynon s'échappe du bassin de l'Yonne. Il semble que le cours d'eau, avant l'effondrement du Bazois,

devait gagner la rivière morvanaise par l'affluent du ruisseau de Montreuillon que nous avons montré originaire du Mont-Chanson.

Par sa rive droite, l'Yonne ne reçoit que trois ruisseaux de peu d'importance qui lui viennent du bord intérieur du dos de la chaussée romaine; mais sur le dos lui-même, entre ce bord et le faite, s'élargit le haut bassin du Languison. Les chevets du Languison et de ses premiers affluents se raccordent sur un alignement qui dénoncent clairement un barrage puissant orienté dans le système de la Côte-d'Or. Ce barrage, formé de plateaux, accidenté de hautes cimes, est le prolongement de cette ride de la Forêt-au-Duc, où nous avons montré un soubassement de la ride de Fadray. Elle s'allonge du Chalaux à l'Yonne en déterminant les coudes symétriques du Languison, vers Champcoulant, et de l'Yonne, vers Saint-Bernard. On peut voir son prolongement, sur la rive gauche de l'Yonne, dans le plateau de Poussignol-Blismes qui barre aujourd'hui, en se raccordant au massif du Mont-Chanson, le seuil qui paraît avoir existé entre le Veynon et le ruisseau de Montreuillon.

Cette première ride franchie, le Languison coule directement vers la ride de Fadray à travers un assez large bassin boisé et accidenté, particulièrement dans sa partie nord. Après y avoir reçu quelques affluents, il s'échappe de la ride de Fadray par le vaste seuil qui s'y est ouvert au nord de la forêt de Montreuillon et où s'est assis le village de Vauclaix. Ce seuil est la grande voie de pénétration du Morvan par le Nord et l'Ouest. Les routes d'Avallon à Château-Chinon, par Lormes, et de Corbigny, par Montsauche, à Saulieu, s'y croisent. Nous savons que le Languison ne confluera à l'Yonne que dans son bassin extra-morvanais de Corbigny.

δ) *4^e bassin de l'Yonne : l'Yonne ; la Colancelle ; le Languison ; l'Auxois.* — Nous suivrons encore l'Yonne dans ce bassin de Corbigny qui, bien qu'extérieur au Morvan, y compte néanmoins pour une part importante de son orographie et de son hydrographie.

Le bassin de Corbigny peut se délimiter : par le bois de Fadray et le chevet de la Colancelle, sur la ride de Fadray et le relèvement du sol qui la prolonge à travers le Nivernais; au

Nord-Ouest, par le Mont-Vigne et le plateau de Germenay. Cet alignement du plateau de Germenay et du Mont-Vigne est celui de la première enveloppe calcaire du massif de Lormes ; il se raccorde par Basoches, Dornecy-sur-Cure, Avallon avec l'enveloppe septentrionale de la fosse Auxoise. Le Mont-Vigne et, derrière lui, le Mont-Bué et le Mont-Sabau prolongent, par Pouques-Lormes et Lormes, le faite de la chaussée romaine, au delà de la ride de Fadray ; la route de Lormes à Clamecy y continue la voie romaine.

Du chevet de la Colancelle à Germenay court une enceinte de l'Yonne qui relève évidemment de l'alignement de la ride de la Gravelle par Sainte-Péreuse et les Monts-Fragots.

Dans ce cadre granitique et calcaire, l'Yonne reprend son orientation thuringienne Nord-Ouest-Sud-Est ; elle s'infléchit vers le Nord-Est pour traverser la ride du Mont-Vigne ; la pente, dans ce parcours d'environ 15 kilomètres, est de 40 mètres. La rivière ne reçoit, par sa rive gauche, aucun autre affluent important que la Colancelle qui lui amène le canal du Nivernais. Sur sa rive droite, elle a pour principaux tributaires le Languison et l'Auxois.

Le Languison, aussitôt après avoir franchi le seuil de Vauclaux, reçoit à droite un affluent qui lui amène les eaux des nombreux ruisseaux et étangs adossés à la voie romaine entre les rides de Fadray et de Lormes. Il s'infléchit, ensuite, vers le Sud-Ouest sous l'influence des plateaux de soubassement de cette dernière ride et franchit, près de Montbaron, la ride d'enceinte directe de l'Yonne. Toutefois, au lieu de gagner la rivière, il s'échappe au Nord-Ouest, vers le gué Boussard, par une fracture de la ride de Lormes. Il coule alors longtemps parallèlement à l'Yonne et ne conflue avec elle, au delà de Corbigny, que lorsque la rivière se redresse à sa rencontre pour franchir la ride du Mont-Vigne. Il a reçu, en amont de Corbigny, un affluent assez important venu du revers septentrional de la ride de Lormes, au delà de son seuil de Marnay.

L'Auxois creuse son premier bassin dans le faite de la Voie Romaine, entre les rides de Fadray et de Lormes. Il semble que les eaux de ce bassin durent se déverser, autrefois, entre les deux rides, vers le Languison ; puis, elles s'échappèrent par le large seuil de Marnay, que nous venons de signaler, pour se

joindre à celles qui s'épanchaient entre la ride de Lormes et la ride du Mont-Vigne. L'Auxois, ainsi formé, conflue à l'Yonne sous l'appui de cette dernière ride, après avoir reçu un cours d'eau qui en longe le versant méridional.

ε) *Propriétés militaires des bassins morvanais, de l'Yonne.* —

Dans la série de cloisons que nous venons de lui voir traverser, la grande rivière, si on la considère dans le rôle à lui assigner dans une défense du Morvan, face au Nord-Est et à l'Est, apparaît comme une dernière ligne intérieure, courbée et aménagée de manière à dérober ses ailes et à parer aux attaques de flanc. En effet, du Préneley à son issue du Morvan, en aval de Montreuillon, son fossé se cintre vers le Nord-Est et, face au Sud-Est comme face au Nord-Ouest, elle présente une série de flancs puissants ou inaccessibles : la ride du Folin, celle de Château-Chinon, celle de Chassaygne, celle de Montreuillon, celle-ci doublée de la ride du Chalaux au Veynon, par Champcoulant, Saint-Bernard, Poussignol-Blismes, en travers des routes d'accès par le Nord-Ouest.

En avant de ce fossé à traverses, le large faite de la Chaussée Romaine, si fortement appuyée à la forêt d'Anost et à la ride de Lormes. Pour dépasser ce front ou y revenir, deux grandes voies convergeant vers le seuil d'accès de Saulieu : les routes de Vauclaux, par Montsaulche, et de Château-Chinon, par le même point. Pour desservir les ailes, les routes Château-Chinon—Autun, par Arleuf, et Saint-Bernard—Lormes, par Vauclaux, les deux routes se reliant en arrière du fossé cintré, de Saint-Bernard à Château-Chinon. Pour accéder de l'arrière ou y refluer, les routes : Château-Chinon—Decize ; Château-Chinon—Nevers, celle-ci doublée d'une voie ferrée ; Lormes—Nevers et la Loire moyenne, par Corbigny ; entre ce réseau de routes, une voie ferrée bien couverte, par le Bazois.

En arrière du fossé de l'Yonne et de son couronnement de hauteurs ou d'obstacles continus de Montreuillon à Château-Chinon, les larges prairies du Veynon et des Garats pour les troupes de la défense ; les magasins à Poussignol-Blismes, Châtin, Dommartin, à proximité de la voie ferrée ou sur elle. Enfin, un mur de gorge pour protéger à revers ces centres de ressources : la ride des Mont-Fragots à la Gravelle, assez forte

pour arrêter des raids audacieux, trop peu fermée pour tenter la défense à s'y laisser investir.

Nous avons vu comparer le Morvan à un donjon. Le donjon serait, dans l'ensemble des défenses morvanaïses, le haut bassin de l'Yonne dans ses murailles inaccessibles de la ride du Folin, du bassin de l'Houssière, de la ride de Château-Chinon et de la ride de la Gravelle.

Il se dresse à l'extrémité du front de l'Yonne, partout précédé de remparts ou d'ouvrages étagés et ouvert par de hautes poternes, vers les régions nourricières et leurs lignes de retraite.

Mais ces lignes de retraite, un ennemi, ayant pris pied dans l'Autunois peut les menacer par le seuil de Luzy. Nous allons examiner de suite les obstacles qui tiennent ce seuil et permettent au donjon d'exercer une action de flanc sur la voie d'accès.

b) Bassins tributaires de la Loire. — a) Bassin du Guignon et de la Dragne. — Nous avons vu le Guignon et la Dragne recueillir les eaux du versant méridional du dos de la Gravelle, entre sa ligne de faite et son bord extérieur jalonné par le mont Genièvre et les plateaux qui le prolongent jusqu'à la rencontre de la ride de Château-Chinon. Nous limiterons ce bassin à double thalweg au mont Premeley et à la forêt de Châtillon, sur la ride du Folin; à l'arbre de Saint-Léger et au massif de Mourceau, sur la ride de Château-Chinon.

Dans ce losange, le Guignon, issu d'une anfractuosité de la Gravelle, longe le côté septentrional, cherche une issue dans le côté occidental et, l'ayant trouvée près du Champ-Congnard, s'échappe dans le Bazois, où il se grossit du ruisseau des Garats à Moulins-Engilbert.

La Dragne a son chevet adossé à celui de l'Yonne dans le massif du Premeley; elle longe d'abord la ride du Folin, du Premeley à la forêt de Châtillon; elle se redresse alors vers le Nord-Ouest, dans l'orientation de la ride du mont Genièvre, se grossit d'un affluent qui lui vient de la forêt de la Gravelle et, trouvant un seuil dans la ride de Château-Chinon, au sud du massif de Mourceau, gagne la vallée de l'Aron par un brusque coude au Sud-Ouest.

β) *Le bassin de l'Alène. — L'Alène; la Roche.* — L'Alène appartient au Morvan méridional pour la première partie de son cours jusqu'au seuil de Luzy, mais elle est tributaire du Morvan septentrional pour les eaux qu'elle y amène et qu'elle y recueille; elle y est un accident remarquable par le seuil qu'elle y ouvre; nous ne différerons pas l'étude de son bassin.

La partie de ce bassin qui relève du Morvan méridional peut se délimiter par le prolongement de la ride de la Gravelle, que nous avons montré jalonné par le Beuvray et le petit massif de la Comelle; par la ride du Folin jusqu'à son effacement, de la fourche des hauts affluents de la Roche au bois de Luzy où elle reparait; par le prolongement de cette même ride, du bois de Luzy au plateau de Tazilly; par la ride de Tazilly à Sainte-Radegonde; enfin par la ride latérale à l'Arroux, que jalonnent les massifs de Corcelles, de Curzy, du mont Dosne, de la Comelle et de Montaigu.

Dans ce vaste parallélogramme, nous savons que la ride du mont Genièvre paraît avoir gardé des témoins dans les massifs du signal de l'Houleur (ou Toleur) et de la Roche-Millay, — contre lesquels viennent confluer des affluents symétriques de la Roche, — enfin dans le mont Dosne, qui marque le seuil entre l'Alène et le ruisseau d'Étang. Il semble qu'il y eût là, entre le Beuvray, la Comelle, le mont Dosne et la Roche-Millay, un vaste lac ou glacier qui, s'étant frayé de multiples débouchés au temps de ses hauts niveaux, les vit se réduire en se desséchant au large seuil où le ruisseau d'Étang réunit aujourd'hui ses affluents, entre le mont Dosne et la Comelle; au bassin où se groupent les affluents de la Roche, entre le Beuvray et la Roche-Millay; enfin, au seuil de la Goulette que barre aujourd'hui le chevet de l'Alène, mais qui devait unir, autrefois, au premier lac un lac presque aussi étendu, étalé entre la Roche-Millay et le mont Dosne, Curzy et le bois de Luzy. C'est ce second lac qui constitue de nos jours le seuil de Luzy et le bassin de l'Alène supérieure; du premier relèvent les hauts bassins du ruisseau d'Étang et de la Roche.

Il n'était pas oiseux de signaler, comme nous venons de le faire, cette division oro-hydrographique du premier bassin de l'Alène; elle nous permet de montrer que le seuil de Luzy possède deux avant-seuils : l'un, voie naturelle des agressions

venant de l'Est, est emprunté par la grande route de Bâle à Moulins, et une voie ferrée de Dijon ou Chagny à Nevers; le Mont-Dosne et ses contre forts se prêtent à organiser fortement la défense; l'autre est l'étroite gorge où s'enfonce la Roche à hauteur de la Roche-Millay; il ne saurait être utilisé que par les défenseurs du bassin de la Dragne.

L'Alène décrit de sa source à Luzy une grande courbe qui lui fait épouser la direction de la ride du Mont-Dosne, puis, à hauteur de la vaste érosion qui s'enfonce vers Curzy et au delà, la direction thuringienne de la ride de Tazilly. En aval de Luzy et vers le point où elle traverse l'alignement de la ride du Folin, l'Alène reçoit le ruisseau de la Roche. Nous avons vu ce ruisseau s'ouvrir un premier bassin sur le versant méridional de la chaîne du Folin. Le ruisseau lui-même s'enfonce par une étroite gorge à pente très rapide entre la chaîne et le massif du Beuvray jusqu'à proximité des sources de l'Yonne; il reçoit, au moment où il dépasse le massif, un affluent qui enveloppe celui-ci au Sud jusqu'aux chevets du ruisseau d'Étang qui embrassent l'éperon sud-est de la grande montagne. Ce cours d'eau délimite au Nord le bassin supérieur que nous avons dit s'étendre du Beuvray à la Roche-Millay. Sous la falaise granitique qui supporte le château et l'église de la petite ville, la Roche reçoit un nouvel affluent de gauche qui limite au sud le bassin, en l'étendant également à l'Est jusqu'au bassin du ruisseau d'Étang et en l'adossant au même point au plateau de chevet de l'Alène. La Roche reçoit à droite, et symétriquement à ses affluents de gauche, deux ruisseaux qui descendent de la ride du Folin.

Après avoir franchi la falaise de La Roche-Millay, la rivière ouvre sa vallée, surtout vers l'Est, sur le bassin de l'Alène auquel elle appartient désormais. Elle s'infléchit alors à l'Ouest sous l'éperon qui termine, ici, la ride du Folin et se grossit d'affluents qui lui viennent du versant opposé de la ride. Elle vient enfin confluer à l'Alène devant le promontoire du bois de Luzy où se relève la chaîne du Folin à l'appui de la ride de Tazilly.

Le deuxième bassin de l'Alène se développe sur le versant septentrional du Morvan. La Roche lui appartient pour la dernière partie de son cours. La rivière, en effet, a dépassé l'alignement de la ride du Folin, depuis le promontoire sous

lequel elle vient recueillir ses derniers affluents de droite, jusqu'au bois de Luz y où elle finit. Le bassin a pour angles la forêt de Châtillon et le bois de Luz y, d'une part, le Mont-Genièvre et le plateau de Lanty, d'autre part.

Cet alignement du Mont-Genièvre et du plateau de Lanty est fortement en retrait de la ride de Château-Chinon ; celle-ci depuis le massif de Mourceau s'est effacée. La dépression du Bazois commence géologiquement de ce côté, à la ride de Sainte-Péreuse, entre les coudes symétriques du Veynon et du ruisseau des Garats, de part et d'autre du massif : elle se poursuit par Sermages, au coude correspondant du Guignon, jusqu'au massif de Mourceau, au coude de la Dragne ; puis s'enfonce le long du bord thuringien du Mont-Genièvre jusqu'au chevet du ruisseau de Saint-Honoré. Elle longe, alors, l'alignement des sommets de la Queudre, 542, de la Vieille-Montagne, 557, de la butte de Montécot, du plateau de Lanty, du Mont d'Azy, de Bourbon-Lancy. Ces sommets, plus ou moins entamés ou recouverts d'alluvions postérieures à leurs roches, jalonnent approximativement le bord respecté des terrasses granitiques face à l'Ouest.

C'est ce bord, relativement élevé, qui forme du Mont-Genièvre à Lanty l'enceinte occidentale du dernier bassin Morvanais de l'Alène. La rivière, qui depuis Luz y a suivi assez fidèlement l'orientation thuringienne que lui imprime la ride de Tazilly, s'échappe du bassin en contournant au Sud la butte de Montécot ; elle s'infléchit alors suivant l'alignement des terrasses Morvanaises, vers le Sud-Ouest, pour se redresser bientôt et gagner l'Aron à Cercy-la-Tour. Elle a reçu, entre le confluent de la Roche et la butte de Montécot, un ruisseau qui lui amène les eaux du Mont-Genièvre et de nombreux étang.

γ) *Bassin de la Somme*. — La Somme appartient, comme l'Alène, au Morvan méridional par ses hauts bassins, au Morvan septentrional par son bassin inférieur. Son premier bassin s'enferme entre la ride de Tazilly dont relève le massif du mont Tharot, au Nord-Est ; la ride de Montaigu, de Corcelles, 430, au signal de la Comaille, 430, par le mont Dardon, 509, au Sud-Est ; la ride de la Comaille au mont d'Azy, 323, par le signal de Montperroux, 410, et le signal du mont Tauffrin, 416, au Sud-Ouest ; enfin, la ride du Folin du massif que prolonge le mont d'Azy à

la ride de Tazilly. Nous sommes là sur un dos thuringien dont le faite s'accuse, du mont d'Azy à la Comaille, comme ayant subi un fléchissement expliqué par la proximité de la dépression de la Loire. Le bord oriental de Corcelles à Tazilly est devenu dominant (430.440). De même le prolongement de la ride du Folin, influencé par la dépression latérale du Bazois a laissé passer la supériorité des altitudes au prolongement de la ride de Montaigu. Ainsi s'explique la déviation du haut cours de la Somme vers le Sud-Ouest, quand elle eût dû s'épancher vers l'Alène, au Nord-Est, ou vers l'Arroux, par Issy-l'Évêque et Uxeau ou Sainte-Radegonde. Le bord occidental de ce large dos se montre entre Bourbon-Lancy et Gueugnon, dans les plateaux qui ont imposé sa direction à la Loire et qui, au Nord-Ouest de la Somme, ont redressé la Cressonne sous leur orientation.

Dans son bassin supérieur, la Somme, justifiant l'hypothèse que nous avons faite de la modification survenue dans les commandements relatifs de ses enceintes, adosse ses nombreux chevets à la ride du Folin et étale ses prairies et ses fonds marécageux vers Issy-l'Évêque, près de la ride de Montaigu, non sans coudes brusques qui rappellent l'hydrographie des affluents de l'Arroux, plus au Nord. Elle s'échappe de la ride du mont Tauffrin par une fracture qui interrompt celle-ci, à l'appui de la ride du Folin.

Dans son deuxième bassin, la Somme longe la ride du Folin, puis la traverse à Saint-Clément; elle creuse alors son lit le long de son revers septentrional, après avoir assez longuement sinué dans son épaisseur et coupé par un dernier lacet la ride de bord occidental du dos thuringien. Cette dernière ride, qui limite au Sud le deuxième bassin de la Somme, s'attache à la ride de Montaigu près de la Chapelle-au-Mans, 397, enveloppe les chevets du Blandenin, affluent direct de la Loire, puis s'aligne très nettement dans l'orientation thuringienne par une série de plateaux et de sommets culminants, jusqu'au signal de Mont où elle se croise avec le ride du Folin que la Somme a franchi plus haut. Coupée elle-même par la Somme vers le moulin de la Martine, la ride se manifeste longuement sur la rive droite de la rivière par un vaste plateau qui s'abaisse vers la Cressonne, non sans imprimer son orientation aux principaux affluents du cours d'eau et à son cours moyen.

Le deuxième bassin de la Somme est ainsi enclos : au Nord par la ride de faite du Tauffrin ; à l'Est par la ride de Montaigu, du signal de la Comaille à la Chapelle-au-Mans ; au Sud par la ride de la Chapelle-au-Mans, que nous venons de décrire ; enfin, à l'Ouest par le ride du Folin, du massif du Mont-d'Azy au signal de Mont. Il présente la même disposition que le premier bassin ; la rivière y circule près de l'enceinte ouest, étendant au loin vers l'Ouest la sinueuse vallée du ruisseau de Valence.

Dans son dernier bassin la Somme est bordée, à gauche par les plateaux culminants qui continuent jusqu'à Bourbon-Lancy la ride du Folin ; à droite par un étroit plateau de même orientation qui doit son relief aux érosions parallèles de la rivière et de l'un de ses derniers affluents.

De la Cressonne nous ne dirons qu'une chose, c'est qu'elle limite ici le sol Morvanais, parallèlement, d'abord, à la ride du Folin, qu'elle encadre avec la Somme ; puis, en contournant la dernière ride transversale qui croise cette arête capitale de la région.

2) *Propriétés militaires des bassins morvanais tributaires de la Loire.* — Nous avons vu le bassin supérieur de l'Yonne nous apparaître comme le Donjon du Morvan, dans son enceinte formée des plus hautes et plus puissantes cîmes du pays ; mais nous nous sommes demandé si le donjon était flanqué vers le Sud-Ouest jusqu'à la Loire contre les diversions que pourraient amener la faille du Charollais et les crevasses de l'Autunois. Nous pouvons maintenant répondre. Du Prénelay à la forêt de Châtillon et de celle-ci au Mont-Genièvre, les hauts bassins du Guignon et de la Dragne s'enclosent de crêtes inaccessibles et fermées sur les directions menaçantes. Du Prénelay à la forêt de Châtillon on fait face à l'Arroux et l'on a pour avancée, de ce côté, au delà du fossé à pic de la Roche, le Beuvray, véritable demi-lune inexpugnable voyant la direction d'Autun et de la vallée du Mesvrin. Si, cependant, l'ennemi se présente vers l'avant-seuil de Luzy sous les vues du mont Dosne, de la forêt de Châtillon, du saillant des faces du bassin de la Dragne, on peut accourir soit vers la source de l'Alène, devant le seuil assailli, soit vers la Comelle, sur la ligne des communications de l'adversaire.

De la forêt de Châtillon au Mont-Genièvre, on fait face au défilé de Luzy, au flanc ou au front enveloppant.

A l'intérieur du bassin, de bonnes routes desservent : les faces, les routes de Château-Chinon à Luzy et de Moulins-Engilbert à Autun ; enfin, en arrière, le massif de Mourceau ferme le bassin.

En résumé, le bassin de la Dragne prolonge l'action du Donjon Morvanais vers les entreprises qui prétendraient l'éviter ou le tourner au Sud, et protège le bassin nourricier du Veillon.

Si l'ennemi a forcé par des masses imposantes la barrière du Charolais, c'est derrière la Loire, sous l'appui du massif central, qu'il faut reconstituer les armées à lui opposer. L'armée de défense du Morvan septentrional aura à protéger cette reconstitution en contenant les forces que l'adversaire montre de Dijon à Troyes, tant pour retarder leur jonction sur la Loire avec les armées qui y parviennent que pour couvrir ou appuyer les mouvements de nos corps d'opérations dans les vallées de la Seine moyenne et de la Marne ; l'armée de défense du Morvan méridional s'efforcera de rendre cette mission possible en disputant pied à pied le terrain en avant du front de Château-Chinon—Bourbon-Lancy. Nous avons vu de quelle utilité lui serait dans ce cas, au nord du seuil de Luzy, le bassin de la Dragne et les obstacles annexes ; les bassins de la Somme ne lui seraient pas d'un moindre appui, au sud du seuil.

La ride de Tazilly, enceinte nord du bassin supérieur, commande longuement et de près l'Alène et la voie ferrée qui la suit de Luzy au Montécho. Elle tient sous ses vues Luzy, le seul nœud de route important de la région, et les routes qui en rayonnent vers Nevers, Bourbon-Lancy et Toulon-sur-Arroux longent ses crêtes ou les traversent. De Courcelles au signal de la Comaille, l'enceinte est domine à cinq kilomètres la vallée de l'Arroux et toute la circulation latérale ou transversale de sa rive droite ; les enceintes sud et ouest assurent l'indépendance du bassin. Le bassin moyen reproduit vers la Loire et le Bas-Arroux les dispositions du bassin supérieur, de sorte que les deux bassins forment un losange de 14 à 15 kilomètres de côté, — le massif de l'Apenelle, — qu'on peut considérer comme un ouvrage détaché du Morvan entre l'Alène, l'Arroux et la Loire et le cadre des voies ferrées qui joignent ces cours d'eau.

En somme, les rivières tributaires de la Loire qui traversent le Morvan septentrional ou y naissent ont leur bassin ainsi tracés qu'ils constituent, dans le prolongement du haut bassin de l'Yonne et transversalement à l'enfilade des autres bassins de la rivière, un flanc des plus puissants. Ce flanc couvre non seulement le front de l'Yonne, face à l'Est, et les terre-pleins bas où l'on peut approcher les magasins de la défense, mais aussi les ponts de Bourbon-Lancy et Decize par lesquelles les défenseurs du Charollais et de l'Autunois, obligés de rétrograder, garderaient leurs communications avec les forces démasquées sur la Loire en avant de Moulins-sur-Allier.

Au nord-est du front de l'Yonne dont nous venons de terminer l'étude, les bassins de la Cure tendent une ligne de terre-pleins hauts, cloisonnés pour une défense indépendante d'où que vienne l'attaque; c'est ce qu'il nous faut montrer maintenant.

c) *Les bassins de la Cure.* — a) *1^{er} bassin de la Cure : La Cure; le Caillot.* — Le premier bassin de la Cure a pour angles : le hameau de l'Huis-Prunelle, 734, et celui de la Fiolle, 623, entre lesquels le faite de la Chaussée Romaine le sépare de l'Houssière; le hameau des Grosses-Pierres, 628, et le hameau des Petites-Fourches, 638, sur la ligne de faite qui le sépare du Cousin; la Fiolle et les Petites-Fourches s'alignent sur la ride de Château-Chinon, d'autre part; l'Huis-Prunelle et les Grosses-Pierres, sur la ride du Folin.

Dans ce parallélogramme allongé, le bassin recueille les eaux du versant oriental du dos de la Chaussée Romaine et celle du versant occidental du faite d'entre Cure et Auxois. La rivière elle-même de la Cure étale ses chevets entre la Chaise, Gien-sur-Cure et la Pomereau, c'est-à-dire entre les points où, de la ride du Folin, se détachent la Chaussée Romaine et le bord oriental du dos dont elle est le faite. Ce bord, nous l'avons vu, du massif qui domine la jolie vallée de Moux, sur le versant du Ternin, s'étaler largement entre le réservoir des Settons et le ruisseau du Bridier, pour croiser la ride de Château-Chinon entre Monteslme et Champ-Gazon; il forme avec cette ride, celle de la Chaussée-Romaine et celle du Folin, un losange de 8 à 9 kilomètres de côté dans l'angle nord duquel les eaux contenues par le pourtour des crêtes, à peu près égales d'altitude, formaient autrefois un

immense marécage. Ce marécage est devenu le réservoir des Settons, grâce à un barrage, long de 267 mètres et haut de 20 mètres, édifié en granit, à l'extrémité septentrionale d'où s'échappait la Cure. Aujourd'hui, la rivière reçoit par le jeu de quinze épanchoirs les 22,000,000 de mètres cubes d'eau captés dans le lac de 400 hectares alimenté par ses apports et ceux de ses hauts affluents. Son lit respecté continue à décrire de nombreuses sinuosités pour gagner, au sud-ouest de sa sortie du lac, une large brèche de la ride de Château-Chinon. Dans cette brèche, par 544 mètres d'altitude, elle se grossit du ruisseau des Batailles. Ce ruisseau lui amène les eaux d'un haut seuil que nous avons déjà signalé sur la Chaussée-Romaine et qu'encadrent le ruisseau des Batailles, le ruisseau et l'étang de Martelay, dans le bassin de l'Houssière; enfin le chevet du Chaulaux. La route de Saulieu à Château-Chinon par Montsauche accède à ce seuil en suivant la rive gauche du ruisseau des Batailles à travers un défilé boisé. C'est la seule voie de pénétration commode du Nord-Est vers le haut bassin de l'Yonne, et elle est de facile défense. Elle paraît, cependant, ne pouvoir être évitée par l'attaque, parce que, si les chemins longeant la direction de la Voie Romaine sont assez nombreux, les chemins transversaux sont par contre rares et allongés de fréquents et longs détours.

Au bassin de la Cure proprement dite s'accolle le bassin du Caillot. Le Caillot reçoit par ses affluents de gauche, dont le ruisseau du Bridier, les eaux du versant oriental du dos de la Cure et, par ses affluents de droite, celles du versant occidental du dos du Cousin. Il marque le thalweg de séparation des deux dos depuis le massif de Moux jusqu'à la ride de Château-Chinon. Celle-ci s'efface entre le massif du bouquet de Gouloux, 652 mètres, et la crête transversale de la forêt Chenue, 654 et 680 mètres, ne présentant qu'un haut plateau, de 565 mètres, en moyenne, large d'un kilomètre environ, dans l'intervalle des deux falaises. Le Caillot, grossi du Bridier, contourne au sud-ouest ce plateau accidenté, par 520 mètres, et conflue, par 490 mètres, sous le pont Dupin, avec la Cure sortie de son premier bassin.

En résumé, le premier bassin de la Cure comprend un large palier de 8 kilomètres, sur lequel la Cure et ses affluents recueillent à l'altitude de 580 mètres, qui est celle du lac des

Settons, les eaux d'un terrain tourmenté d'une altitude moyenne de plus de 600 mètres. Ce palier confine, au Nord-Est, au couloir du Caillot, formé de deux versants de 4 kilomètres chacun s'inclinant vers le thalweg du ruisseau et dominant, de plus ou moins près, de leurs crêtes de plus de 600 mètres, ses altitudes de 570, 548 et 520 mètres. Ces deux régions du bassin ne communiquent que par de mauvais chemins; elles sont au contraire desservies, de la rive de Château-Chinon à la rive du Folin, par quelques routes départementales ou vicinales.

3) 2^e bassin de la Cure : La Cure ; le Caillot ; le Chalaux ; le rû de la Garenne ; le ruisseau de Saint-Brisson. — La Cure entre dans son deuxième bassin par 544 mètres à travers la brèche de Montslme où elle s'unit au ruisseau des Batailles. Elle s'incline alors brusquement au Nord-Est, longeant à l'Ouest la rive de Château-Chinon qu'elle vient de traverser.

Vers Champ-Gazon, rencontrant la rive de bord du dos de la Chaussée-Romaine, qui croisant la rive de Château-Chinon l'a infléchi un moment suivant son orientation, elle contourne l'obstacle au Nord-Ouest pour revenir vers l'Est et recevoir le Caillot sous l'arche de 12 mètres de haut et de large du pont Dupin. A partir de ce moment, elle suit vers le Nord-Ouest l'étroit thalweg de séparation du dos de la Cure et du Cousin, en serrant de près la falaise de la forêt Chenue. Elle sort de son deuxième bassin sous la forêt de Breuil, vers l'huis Gilot par 410 mètres, après un cours qui accuse les pentes successives de 54 mètres pour 7 kilomètres de Montslme au pont Dupin, et de 80 mètres pour 5 kilomètres du pont Dupin à l'huis Gilot.

Nous venons de suivre la Cure à travers son deuxième bassin; il nous faut marquer l'enceinte qui lui est commune avec le haut Chalaux. Cette enceinte forme un parallélogramme large de 6 kilomètres environ, entre les hameaux de la Fiolle et de Bourboins, sur la Voie Romaine, et ceux des Petites-Fourches et de l'huis des Meuniers, sur le dos du Cousin, pour un développement de 16 kilomètres de l'un à l'autre des deux alignements parallèles.

Dans ce cadre, nous avons vu la Cure s'infléchir vers le Nord-Est, entre Montslme et Champ-Gazon, et nous avons dit qu'en ce dernier point elle traversait la rive de bord du dos de la Chaussée-Romaine. Cette rive se poursuit sur la rive gauche de

la Cure par le plateau de Montsaulche, 604, 663, pour croiser au signal de Bonnin, 657, la ride de Chassaygne. Le deuxième bassin est ainsi divisé, comme le premier, en deux régions ; l'une du faite de la Voie Romaine au plateau de Montsaulche appartient au dos thuringien ; l'autre à son versant oriental et au versant occidental du dos du Cousin.

Dans la région relevant du dos de la Chaussée-Romaine, se creuse le lit de la Cure de Monteslme à Champ-Gazon, et le premier bassin du Chalaux. Le Chalaux, né près du seuil de Planchez, entre Cure et Houssière, 705 mètres, gagne directement, en une suite indéfinie de cascades, la ride de Chassaygne qu'il traverse par 430 mètres sous la Chapelle-de-Savant, 580 mètres ; sa pente, pour un parcours de 7 kilomètres, est de 270 mètres ; elle accuse l'abondance des eaux qui s'accumulent ici et auxquelles la Cure put bien ajouter ses apports, autrefois, comme permet de le supposer le grand nombre des cours d'eau qu'amènent au Chalaux les pentes qui le séparent de la rivière. Beaucoup moins nombreux sont les ruisseaux provenant du faite de la Chaussée-Romaine. L'un d'eux, le ruisseau des Agles, né de l'étang d'Ouroux, sur le faite lui-même, 575 mètres, traverse pour son compte la ride de Chassaygne pour ne confluer qu'au delà avec le Chalaux.

Des rares affluents de gauche que reçoit la Cure dans la région occidentale de son deuxième bassin, nous ne citerons que le rû de la Garenne, parce qu'il souligne, au Nord, la ride de bord du plateau de Montsauche au signal de Bonnin.

Mais, la rivière reçoit par sa rive droite, outre le Caillot, le ruisseau de Saint-Brisson, qui lui vient du plateau du même nom. Ce plateau s'étale entre le faite du dos du Cousin et son bord occidental de la forêt Chenue, sur une largeur de 4 à 5 kilomètres. Circonsrit par des forêts, d'une altitude presque toujours supérieure à 650 mètres, il constitue, avec les plateaux qui le prolongent de part et d'autre, le parapet défensif du Morvan, derrière le fossé du Cousin et les glacis couronnés de sa rive droite.

γ) *Voies de communication dans les 1^{er} et 2^e bassins de la Cure ; leurs propriétés militaires.* — Des Grosses-Pierres aux Petites-Fourches, sur l'enceinte nord-est du premier bassin de la

Cure, la ride de faite est abordée en son milieu par la route de Saulieu à Montsauche. La direction de la route, son tracé aux flancs d'une longue croupe, son débouché sur le plateau, longtemps parallèle à une lisière boisée, tout semble avoir été calculé pour la rendre impraticable à un assaillant maître du seuil de Saulieu. Sur le plateau, la route s'infléchit à l'Ouest, vers la forêt Chenue, et aborde le deuxième bassin de la Cure. Parvenue à la forêt, elle y fait un brusque coude et descend, pendant 2 kilomètres dans cette direction, la falaise de la Cure, sous les vues des hauteurs de la rive gauche. Après quelques lacets sur le plateau du Gouloux, elle franchit la rivière sur le pont Dupin et circule à flanc de coteaux en suivant la courbe de la rive gauche. A Montsauche, elle se bifurque, d'une part, sur Château-Chinon par le ruisseau des Batailles et le seuil de Planchez; d'autre part, vers Corbigny ou Lormes par Vauclaix, à travers les accidents des bassins du Chalaux et du Languison.

De Vauclaix à Château-Chinon, la route d'Avallon par Lormes et la vallée de l'Yonne réunit les deux voies en formant avec elles un vaste triangle qui constitue, au cœur de la région, la base du système routier du Morvan. Sur les côtés de ce triangle et sur la route qui met son sommet en communication avec Saulieu, quelques bons chemins s'embranchent, mais presque tous en épousant l'orientation et les crêtes des dos thuringiens; fort peu transversalement à ces dos. Il résulte de cette observation que les voies de pénétration du Morvan par le Nord-Est se réduisent à la route de Saulieu à Montsauche, vers laquelle la défense a toute facilité d'appeler ses troupes d'aile, tandis que l'attaque manque de chemins latéraux pour étendre le front de ses colonnes. C'est donc sur le terre-plein de Montsauche, précédé du fossé du rû de la Garenne et, au nord du ruisseau, d'un plateau dominé et en partie déboisé, qu'on pourrait dénuder plus encore, que paraît devoir être tentée toute affaire d'ensemble contre un ennemi qui aurait forcé le seuil de Saulieu et le parapet de Saint-Brissou.

2) 3^e bassin de la Cure : La Cure ; le Chalaux ; le ruisseau de Saint-Marc. — Le troisième et dernier bassin morvanais de la Cure a pour angles l'huis des Meuniers et Quarré-les-Tombes, du côté du ride de faite du Cousin ; Bourboins et le bois de Fadray, du

côté du faite de la Voie Romaine. Dans ce parallélogramme, large de 10 kilomètres pour ses côtés thuringiens, et long de 16 à 17, comme le précédent, pour ses côtés transversaux, la Cure suit directement son thalweg thuringien. Elle le creuse profondément dans la roche qui donne à ses eaux une teinte bitumineuse, et s'échappe du Morvan par 319 mètres d'altitude, après un parcours de 10 kilomètres, par une pente du centième environ.

Sur sa rive droite, la rivière continue à être bordée de près par le prolongement de la falaise de la forêt Chenue. Dans les bois de Lapeyrouse et dans la forêt au Duc, cette falaise, qui atteignait encore 634 mètres dans la forêt de Breuil, s'abaisse lentement par 609 et 551 mètres. Elle ne laisse échapper du dos du Cousin que de rares affluents ; ce dos, d'ailleurs, longuement entaillé par un détour imprévu du Cousin, dérobe vers ce dernier le ruisseau de Trinquelin, qui dût autrefois confluer à la Cure par la lisière nord de la forêt au Duc.

Sur sa rive gauche, la Cure étend son bassin direct jusqu'au bord oriental du faite de la Chaussée-Romaine. Nous avons suivi ce bord à travers le deuxième bassin de la Cure de Champ-Gazon au signal de Bonnin ; il se prolonge dans le troisième bassin de la rivière jusqu'au Bois-du-Vent, 598, où le Chalaux le coupe sous l'inclinaison que lui imprime la ride de Fadray.

De ce bord, la Cure ne reçoit que le ruisseau de Saint-Marc. Ce ruisseau, dont les chevets s'adossent, près du signal de Bonnin, à la ride de Chassaygne, sous l'influence de cette ride, a, comme le rû de la Garenne, qui lui est symétrique sur l'autre versant, une tendance à suivre la direction de son enceinte sud-ouest ; il n'atteint, par suite, la Cure que près de sa sortie du bassin, après avoir traversé ou longé la ride de soubassement de la ride de Fadray que nous avons montrée se prolongeant depuis l'Yonne, par Brassy, jusqu'aux bois de la Chevière et de Lapeyrouse, de part et d'autre de la Cure.

Le Chalaux, dans ce troisième bassin de la Cure, s'est creusé largement deux bassins assez distincts. Dans le premier, il continue à courir avec une assez faible pente sur l'orientation thuringienne de la Chaussée-Romaine et à peu de distance de son faite. Il en reçoit, à gauche, le ruisseau des Agles, dont nous avons indiqué déjà l'origine. Sur sa ride droite, la rivière reçoit les ruisseaux de Razou et de Brassy, qui suivent intérieurement

le pied des rides opposées de Chassaygne et du Bois-au-Duc. C'est dans ce bassin, de Chassaygne à l'huis Diolo (ou Giolo), que la route de Saulieu à Vauclaix gagne le bassin du Languisson.

Dans le deuxième bassin, le Chalaux se redresse dans l'orientation de la ride de Fadray; il contourne longuement le puissant massif par une gorge profonde à pentes rapides et le traverse à angle droit pour revenir au Nord-Ouest, après avoir reçu le ruisseau des Goths sur le versant occidental de la ride franchie. Dans ce bassin, pas de grande route, mais un assez grand nombre de chemins carrossables rayonnant vers le bourg de Brassy, sur la limite du bassin précédent. Brassy peut être considéré dans le troisième bassin de la Cure, comme le centre de la défense, ainsi que Montsauche dans le deuxième bassin. Les deux localités sont unies par un bon chemin, qui suit le faite de séparation entre la Cure et le Chalaux; elles communiquent de plus avec Dhun-les-Places. Ce gros bourg, assis sur le haut plateau qui sépare la Cure du ruisseau de Saint-Marc, est au nœud de toutes les directions qui, de Quarré-les-Tombes à Saint-Brisson, aboutissent au front de la Cure moyenne; il est à 5 kilomètres sur le flanc nord-ouest de la grande route de Saulieu à Montsauche, au moment où elle s'élève du pont Dupin, dans l'angle droit formé par le coude de la rivière, vers les hauteurs de la rive gauche.

ε) 4^e bassin de la Cure : Avallonnais; la Cure; le Chalaux.

— Nous allons suivre la Cure, comme nous l'avons fait pour l'Yonne, dans son bassin marginal du Morvan; elle y est encore un obstacle en avant du haut sol qu'elle vient de quitter et elle continue à recevoir les eaux qui s'en échappent; son lit profondément creusé s'encaisse encore, d'ailleurs, entre des roches granitiques. Nous avons vu le bassin extérieur de l'Yonne s'adosser au Nord-Est, au prolongement de la ride de la Chaussée-Romaine, accusé par les hauteurs de Pouques-Lormes et du Mont-Vigne. Au mont Bué, ces hauteurs se rattachent à un dos que souligne à l'Est le cours de la Brajanne jusqu'à son confluent avec la Cure. Ce dos, sans grand relief, se poursuit au nord de la Cure, par les bois de la Cure et d'Uzy. Au bois d'Uzy se relie le faite indécis qui sépare la Cure et le Cousin, par Saint-Germain-des-Champs, 397, Mennemois-Dessus, 438, Quarré-les-

Tombes, 455 ; là, nous retrouvons le grand dos morvanais du Cousin. A Quarré-les-Tombes, ou plus exactement à Mennemois-Dessus, 443, aboutit aussi la ride de Fadray. Cette ride, que nous avons vue enveloppée par le Chalaux et son affluent le ruisseau des Goths, projette entre le Chalaux et la Cure le haut plateau de Marigny-l'Église, 484, puis, au delà de la Cure, le mamelon de Mennemois-Dessus.

Nous avons ainsi circonscrit le bassin extérieur de la Cure, entre le bois de Fadray, le Mont-Vigne, le bois d'Uzy et les hauteurs de Mennemois-Dessus.

La Cure qui, aujourd'hui, entre dans ce bassin par un coude symétrique à celui du Chalaux, à l'autre extrémité du plateau de Marigny-l'Église, dut, autrefois, pousser droit au Nord. De profondes et larges vallées, la suite des étangs de Marrault, jalonnent son chenal probable jusqu'au Cousin, et nous allons voir tous ses affluents de droite marquer la même tendance. Ceci semble dénoter qu'après le grand courant diluvien qui creusa la fosse de l'Auxois et, rognant les roches morvaines, tendit vers l'Yonne par la Brajanne, des déluges d'origine exclusivement morvaine durent se produire, ces déluges poussant directement les eaux de l'un à l'autre des grands sillons transversaux de la Cure et du Cousin tracés antérieurement. Quoi qu'il en soit, la Cure s'infléchit maintenant directement à l'Ouest après avoir franchi la ride de Marigny. Elle rencontre bientôt le Chalaux à l'appui du prolongement de la ride de Lormes, qu'il longe depuis son entrée dans le bassin et son confluent avec le ruisseau des Goths. Devant l'obstacle de la ride de Lormes, la Cure se détourne un instant vers le Nord, puis reprend vers l'Ouest le sillon profond et sinueux qu'elle dût se tracer aux temps diluviens. Après avoir reçu la Brajanne, par sa rive droite, elle traverse la ride que nous avons montrée entre le Mont-Bué et le bois d'Uzy, et coule désormais vers le Nord-Ouest.

Il semble que la ride du Mont-Bué au bois d'Uzy ait canalisé ici le remous formé par le courant diluvien contre la crête oolithique qui lui barrait la voie de Montbard à Vezelay, mais seulement pour la partie sud de ce remous, celle qui traça la Cure de son coude à hauteur de Mennemois-Dessus jusqu'à son confluent avec la Brajanne. La partie nord du remous, celle qui traça symétriquement au Nord la vallée du Cousin, de la forêt de

Villiers à Pontaubert, plus large et plus puissante, en raison de la plus grande proximité de la crête déviatrice, paraît avoir poussé jusqu'à l'alignement : Mont-Bué, Mont-Sabau, Nuars, prolongement de la Voie Romaine, un ressac enveloppant. C'est cet arrière affouillement que la Cure traverse de Domecy-sur-Cure à Vezelay. Ce que nous venons de dire de la puissance du remous auquel le Cousin doit son cours, de la forêt de Villiers à Pontaubert, explique le reculement vers la Cure du faite Bois-d'Uzy—Mennemois-Dessus, d'où, par conséquent, extension du versant du côté du Cousin et, au contraire, développement restreint du versant du côté de la Cure. Sur les deux versants, les affluents de la Cure et ceux du Cousin creusent leurs sillons très manifestement dans le prolongement les uns des autres ; il semble donc qu'on doit voir là un indice de débordement de la Cure, dont les bassins supérieurs sont plus étendus et plus riches en eaux, vers la vallée parallèle du Cousin.

5) *Voies de communication dans le 4^e bassin de la Cure.* — Les routes d'accès du Morvan, dans le bassin de la Cure que nous venons de décrire, se réduisent à deux : la route départementale d'Avallon à Lormes par Saint-Martin-du-Puy, et le chemin carrossable d'Avallon à Marigny-l'Église par Saint-Germain-des-Champs. La route d'Avallon à Lormes conduit, par Vauclaux, à Montsauche ou à Château-Chinon, mais après avoir longuement longé le massif de Lormes, de Saint-Martin-du-Puy à Lormes. De Saint-Martin-du-Puy se détache un chemin-carrossable sur Brassy ; il circule en longs lacets à travers la partie la plus épaisse et la plus boisée du massif pour atteindre le Chaulaux en l'un de ses points de passage les plus difficiles. Le chemin de Saint-Germain-des-Champs à Marigny-l'Église conduit à Brassy ou à Dhun-les-Places, à travers le massif boisé du Bois-du-Vent et du Bois de la Chevière. Le chemin, comme la route, est barré par la Cure dont, les ponts détruits, la profonde entaille rocheuse est peu franchissable.

Saint-Martin-du-Puy et Marigny-l'Église sont donc les seuls points du bassin où la défense ait à garder, de ce côté, l'accès du Morvan ; un chemin carrossable relie les deux localités.

7) *Propriétés militaires des bassins de la Cure : Montsauche ;*

Château-Chinon ; Vauclair ; Dhun-les-Places ; Brassy. — Nous avons vu la Cure emprisonnée au cœur du Morvan dans trois grands bassins, accolant leurs parallélogrammes allongés du Sud-Est au Nord-Ouest. Ces parallélogrammes profonds appuient leur front étroit aux faîtes du Cousin et de l'Yonne ou de la Chaussée-Romaine, faîtes également forts, couronnés de forêts, précédés de fossés et bordés de même sur l'autre revers.

Le parallélogramme sud-est, ou premier bassin, accroche son grand côté aux cimes de la ride du Folin. Sur cet alignement, les Valottes, Mont-Sermage et Gien-sur-Cure marquent des voies d'accès par l'Arroux ; mais nous verrons que chacun de ces points serait protégé sur le versant de l'Arroux par les forces d'occupation de ses hautes vallées tributaires : le Ternin et la Selle.

Le petit côté, le front nord-est du parallélogramme est intimement lié, pour les opérations à y prévoir, au front du parallélogramme suivant, le plateau de Saint-Brisson. Il se prêterait toutefois à quelques entreprises indépendantes sur le flanc de l'ennemi, s'il parvenait à prendre pied sur le plateau ; ces entreprises incomberaient aux forces de défense du haut Ternin, dès lors tournées et rassemblées vers les Valottes. Ces forces, grossies au besoin de l'aile des troupes refoulées du plateau, au fur et à mesure des progrès de l'adversaire vers Montsauche et l'Yonne, se réuniraient, en rétrogradant, aux groupes de défense des vallées du versant de l'Arroux par le mont Sermage et Gien-sur-Cure. La direction des chemins permettrait une guerre de détail efficace sur les flancs et les derrières de l'envahisseur, comme aussi sur les communications qu'il pourrait tenter d'établir entre sa ligne de marche et la vallée de l'Arroux.

Le premier bassin de la Cure, en résumé, est un flanc du front du Cousin ; les opérations y seraient laissées aux forces d'observation vers l'Arroux.

Le deuxième bassin de la Cure est le bassin capital. Son front, le plateau de Saint-Brisson ; son centre, le plateau de Montsauche, se prêtent à de puissantes actions d'ensemble contre un ennemi réduit à déboucher en une seule colonne. Montsauche est le sommet offensif du triangle des grandes voies intérieures du Morvan septentrional : Montsauche, Château-Chinon, Vauclair, si l'envahisseur se présente par le Nord-Est ; Vauclair et Château-

Chinon sont au même poste, dans des conditions sensiblement analogues, si l'assaillant vient du Nord-Ouest ou du Sud-Est. On peut donc dire que les trois villes dessinent, avec le reculemant nécessaire derrière l'enceinte quadrangulaire du Morvan, le triangle des bases défensives de la région. Mais Montsauche, à considérer le Morvan dans l'ensemble de la défense française, unit les bases parallèles aux attaques les plus probables ; il y est, dans ces conditions, l'articulation capitale, le centre désigné de l'organisation défensive.

Le troisième bassin de la Cure est, comme le premier bassin, un flanc, aux dimensions nécessaires de ce côté de la défense sur le front du parallélogramme de crêtes qui l'enclôt, et, bien que ce front soit étendu, aucune route importante ou commode ne s'y présente. Toutefois, à Dhun-les-Places aboutit une route carrossable venant de l'Auxois par Saint-Agnan et que pourrait suivre une colonne d'aile. Si cette colonne n'a pas été détruite pendant la traversée des forêts et des gorges qui accidentent son parcours, le plateau de Dhun-les-Places se prête à l'arrêter de façon définitive. Nous avons vu, de plus, que Dhun-les-Places est au croisement de deux directions de l'Avallonnais, par Quarré-les-Tombes et Marigny l'Eglise ; on pourrait donc y centraliser l'observation de cet ensemble de directions de front et d'aile et, en cas de succès de l'ennemi sur le plateau de Saint-Brisson, intervenir de flanc avec les troupes rappelées ou disponibles entre le pont Dupin et Montsauche. Marigny et Quarré-les-Tombes sont indiqués pour l'observation ou la résistance, s'il y a lieu, aux abords du bassin, à l'aile de son front et de son flanc. Quant au flanc lui-même, si l'heure vient d'y prévoir quelque menace, en arrière de Lormes et de Saint-Martin-du-Puy, postes avancés, Brassy flanquerait à la fois Vauclaux et Montsauche.

Ainsi, les bassins de la Cure sont admirablement disposés par la nature pour donner à la défense morvanaise, face au Nord-Est, un centre à positions puissantes, couvrant les communications avec l'arrière et assis sur l'axe obligatoire de l'attaque dans des conditions d'extension du front, de profondeur de la résistance, d'installation des services de ravitaillement et de centralisation du commandement qu'on ne saurait imaginer meilleures. A ce centre sont accolés deux flancs non moins bien organisés naturellement, pour être facilement et méthodiquement tenus

avec peu de monde, ou appelés à une coopération active à l'action principale. Si les bassins de l'Yonne sont la zone des magasins et des suprêmes luttes de la défense, les bassins de la Cure sont la zone des luttes sur l'enceinte, après le couronnement du chemin couvert, et des luttes sur les lignes intérieures, après le forçement de l'enceinte. Nous allons voir, en étudiant les bassins du Cousin, qu'enceinte et chemin couvert, du côté de l'Auxois, se prêtent à une bonne résistance.

BIOTTOT,

Lieutenant-colonel du 26^e rég. d'infanterie.

(A continuer.)



LES
MANŒUVRES DE L'EST
EN 1901¹

TACTIQUE D'ARMES

Infanterie.

Nous ne reviendrons pas sur la tactique de marche de l'infanterie, dont nous nous sommes occupé assez longuement en traitant la tactique générale des trois armes ; nous nous bornerons à étudier l'infanterie dans le stationnement et le combat.

Tactique de stationnement. — Nous laissons de côté la question du cantonnement, qui a été également développée précédemment, et nous en arrivons immédiatement à étudier l'organisation du service de sûreté.

Ligne de résistance et ligne de surveillance. — Les états-majors ont commis presque constamment la faute d'indiquer la ligne de « surveillance » au lieu de la ligne de résistance. Il semble qu'il y ait là un véritable contre-sens : si l'on prend des avant-postes, c'est à la fois pour assurer la sûreté matérielle et la sûreté tac-

¹ Voir la livraison d'avril 1902.

tique. En d'autres termes, c'est que l'on veut avoir la certitude de ne pouvoir être atteint pendant le repos par l'arme ennemie qui porte le plus loin : l'artillerie, et, d'autre part, pour exécuter sa mission, de disposer le lendemain d'une zone de manœuvre suffisante. Ce sont les avant-postes qui, en occupant une ligne ou plutôt une série de points d'appui situés à une distance suffisante (3 kilomètres environ), permettent précisément de remplir ces deux conditions. Cette ligne est ce que l'on appelle la ligne de résistance; voilà celle qu'il faut indiquer, et non la ligne de surveillance (ligne des petits postes), qui dépend directement de la première : on ne peut donc pas en déduire la ligne de résistance.

Organisation des avant-postes; emplacements des réserves. —

D'autre part, les commandants des avant-postes ont presque toujours négligé d'organiser des réserves en arrière de leurs grand'gardes, ou bien ont placé ces réserves beaucoup trop loin de ces dernières.

Cela tient, nous croyons, à ce que très souvent on ne trouvait pas sur la carte, en arrière des grand'gardes, des villages ou hameaux permettant de cantonner; c'est là une considération dont on ne saurait tenir compte. Les manœuvres durant relativement peu de temps, les mêmes troupes ne sont pas appelées à fournir chaque jour les avant-postes; elles peuvent bien, pour une fois, et même pour deux s'il le faut, bivouaquer. Tout doit être sacrifié en pareil cas aux considérations tactiques, et il faut soigneusement éviter de donner aux cadres des idées fausses.

Toute troupe constituant une réserve ne doit pas se trouver à plus de 15 ou 20 minutes de la fraction qu'elle est appelée à soutenir, sinon elle peut arriver trop tard. Ces 15 ou 20 minutes impliquent une distance de 1500 mètres, 2 kilomètres au maximum.

Évidemment, c'est là une condition qui ne pourra pas toujours être remplie, mais on doit cependant chercher à s'en rapprocher le plus possible.

Cavaliers détachés aux avant-postes. — Nous reviendrons un peu plus loin sur la question des cavaliers à détacher aux avant-postes; qu'il nous suffise de dire ici que nous les considérons

comme absolument indispensables et que toute autre considération doit s'effacer devant celle-ci.

L'infanterie au combat. — 1^{re} *Formations.* — Ainsi que nous le mentionnions plus haut à propos des marches, l'infanterie, au début du combat, a toujours montré des lignes particulièrement minces, à tel point que l'on pouvait se demander si cette première ligne n'était pas simplement une ligne de patrouilles ou d'éclaireurs.

Cela n'empêchait pas d'ailleurs le commandant de cette première ligne de la pousser en avant, et presque toujours sans attendre les réserves, si bien que, arrivé à 200 ou 300 mètres de l'ennemi, il fallait faire coucher tout le monde et tirailler jusqu'à ce que des renforts suffisants fussent arrivés.

A ce moment, la ligne devenait alors tellement dense que la plupart des tirailleurs ne pouvaient utiliser leurs armes.

Quelquefois aussi, quand on se trouvait en face d'un adversaire manœuvrier, il profitait de cette halte forcée pour lancer, avant l'arrivée des réserves, une contre-attaque vigoureuse qui imposait la retraite.

En tout cas, cet arrêt à 200 ou 300 mètres de l'ennemi est impardonnable. Quand on arrive à cette distance, c'est que la solution de la crise est proche : si l'on s'arrête, on est perdu ; il faut marcher et marcher à tout prix, pendant que l'artillerie criblée de ses rafales de shrapnels les défenseurs qui, pour tirer, ont été obligés de se montrer.

Quant aux réserves elles-mêmes, elles conservaient beaucoup trop longtemps la formation en colonne par le flanc, qui sans doute, jusqu'à 1000 ou 1200 mètres, présente de certains avantages à tous points de vue (à condition qu'elle ne soit pas prise d'écharpe, ce qui, sur un champ de bataille, peut arriver assez souvent), mais qui est des plus vulnérable dès que l'on a dépassé ces distances.

Sur le champ de bataille, il ne saurait y avoir une foule de formations : dès que l'on reçoit du plomb, il faut en renvoyer, en renvoyer le plus possible ; donc mettre les hommes coude à coude et suivis de très près par des fractions de réserve, pour boucher les vides que le feu ennemi va produire.

Quant aux réserves, dès qu'elles sont sous le feu de l'infanterie

adverse, elles aussi prennent la formation en ligne; c'est la moins vulnérable, c'est celle qui permet le plus facilement le mouvement en avant, qui, dès ce moment, doit se continuer avec le moins possible d'interruptions.

On peut reprocher d'une façon générale aux officiers d'infanterie de s'être souvent portés en avant, sans s'être assurés qu'ils étaient soutenus par leur artillerie et surtout que leurs réserves suivaient. Ce sont là deux conditions *sine qua non* du succès, et qui auraient d'autant plus avantage à être scrupuleusement observées que l'on « manœuvre » toujours trop vite.

2° *Feux.* — Le feu à volonté a été presque seul employé, généralement réglé au sifflet, par rafales.

Il nous a même semblé que ces rafales duraient un peu trop longtemps, et cela nous a amené à penser à la consommation des munitions. C'est là une question dont, à notre avis, on ne paraît pas se préoccuper suffisamment. Les armes actuelles, avec leur magasin et leur répétition, consomment beaucoup, et l'on est en droit de se demander si l'on n'aura pas des déboires à ce sujet sur le champ de bataille.

Sans doute, le réapprovisionnement en munitions est des mieux réglé, mais reste à savoir s'il sera toujours possible.

A ce point de vue, le feu de salve, si en honneur dans notre armée il y a quelques années, si honni aujourd'hui, présente certains avantages, et nous sommes convaincu que l'ostracisme qui le frappe actuellement ne saurait durer. Il est certain qu'aux petites distances, et même dès que le soldat est sous le feu de l'infanterie ennemie, le feu de salve ne saurait être employé; mais, aux grandes et aux moyennes distances, il peut encore rendre des services.

C'est un facteur de « discipline » qu'il ne faut pas négliger.

3° *Utilisation du terrain.* — Il semblerait que notre infanterie a complètement perdu le sentiment de l'utilisation du terrain. Déjà, en 1900, à la suite des manœuvres de Beauce, c'était là le principal reproche que l'on avait adressé à nos fantassins; mais ils pouvaient encore invoquer, comme circonstances atténuantes, le terrain lui-même qui, évidemment dans cette partie de la France, ne présente pas de nombreux cheminements.

Dans les manœuvres de l'Est, ce prétexte ne saurait être invoqué; partout où il y a eu des engagements, il y avait des cheminement, mais on a toujours passé à côté, sans les utiliser.

Y avait-il un terrain complètement découvert à traverser et cela sous le feu de l'ennemi, jamais nous n'avons vu un commandant d'unité employer la méthode autrichienne, pourtant bien connue : les hommes gagnant successivement et en courant le nouvel emplacement; le mouvement a toujours été exécuté par tout le monde à la fois, et le plus souvent au pas.

En campagne, on le ferait « naturellement », nous a-t-on souvent objecté.

Nous ne le croyons pas, du moins pour le début de la campagne, et, avant que les leçons aient porté, bon nombre de nos troupiers auraient été victimes de cette imprudence impardonnable avec les rafales que lance l'armement actuel.

Nous ne devons pas oublier que les shrapnels des canons à tir rapide ne peuvent rien contre des hommes terrés, défilés, mais par contre ont une efficacité considérable contre une troupe à découvert qui peut être détruite en quelques instants.

Et cependant, à ces dernières manœuvres, nous avons vu des compagnies entières, déjà engagées et atteignant une crête, ne pas même essayer d'en profiter pour se défilér.

Ce sont là des fautes que l'on payerait cher en campagne.

Certains officiers d'infanterie invoquent la nécessité d'« aller vite », ce qui, aux manœuvres, est devenu un véritable principe et semble primer toute autre considération. C'est un peu vrai : le commandement, dans sa hâte de voir terminer rapidement les combinaisons qu'il a enfantées, ne cesse d'envoyer les officiers d'état-major harceler les commandants des unités d'infanterie, trouvant toujours que ces dernières ne « marchent pas ».

Et la course « au clocher » commence; villages, bois, points d'appui quelconques, sont enlevés en un quart d'heure, sans même se préoccuper si l'artillerie est en position pour soutenir l'attaque.

Il s'agit bien, dès lors, de perdre son temps à utiliser le terrain.

C'est d'autant plus regrettable que c'est ainsi que nos troupes en arrivent à perdre ce sentiment de l'utilisation du terrain, qui

péennes où l'on met les outils portatifs sur le sac, et nous croyons que de ce côté nous ne sommes pas dans le vrai.

Presque tous les hygiénistes qui se sont occupés de la répartition du chargement du fantassin (et notamment les médecins militaires), ont préconisé le port de l'outil portatif au ceinturon. Ils se sont basés, en général, sur ce que le dos du soldat supportait actuellement une charge beaucoup trop lourde, alors que les hanches sous ce rapport étaient relativement favorisées.

Nous n'avons pas la compétence nécessaire pour trancher en un pareil débat, mais il nous semble cependant, uniquement au point de vue bon sens, que le port des outils portatifs au ceinturon assurerait une répartition plus pratique du chargement total.

Cavalerie.

C'est avec la plus grande satisfaction que, une fois de plus cette année, nous avons constaté que la cavalerie avait conservé tout son allant d'autrefois, et que, malgré les prophètes de mauvais augure prétendant que, avec les progrès de l'armement, son rôle sur le champ de bataille était terminé, elle n'en croyait pas moins pouvoir exercer encore une grosse influence sur les destinées de la bataille.

La cavalerie agit trop souvent seule, sans tenir compte des autres armes. — Malheureusement elle agit encore bien souvent seule, sans tenir compte des autres armes et de la nécessité absolue de la coopération des trois armes.

Nous ne voudrions cependant pas généraliser; ce reproche ne saurait être appliqué, par exemple, au 20^e corps d'armée dont la cavalerie, pendant toute la durée des manœuvres, a fait preuve d'une instruction tactique vraiment remarquable.

Nous avons encore une autre remarque à faire et assez sérieuse : il semblait que les officiers de cavalerie étaient un peu trop hantés par le souci de ménager leurs chevaux.

Il faut malheureusement reconnaître, pour la justification des capitaines commandants, que les colonels les jugent souvent d'après le nombre des chevaux qu'ils ramènent dans la garnison, et non d'après la façon dont ils ont conduit tactiquement leur escadron. Et d'aucuns même disent que c'est le cas général.

Aussi combien de fois a-t-il été donné de voir en pleine manœuvre des escadrons pied à terre, et pendant ce temps, les généraux dont ils dépendaient manquaient de renseignements et de cavalerie.

Escadrons divisionnaires. — C'est le cas qui s'est produit particulièrement pour les escadrons divisionnaires. Le commandement s'est constamment plaint de n'en point recevoir de renseignements, et avec juste raison. En général, les commandants de ces escadrons se sont contentés d'éclairer le flanc de l'unité à laquelle ils étaient attachés ou de la relier à l'unité voisine; cela fait, ils sont presque toujours restés inactifs, convaincus que leur mission était terminée. Elle ne faisait pourtant que commencer.

Brigades de corps. — Divisions de cavalerie. — Quant à la cavalerie de sûreté, représentée par les brigades de corps d'armée, ou aux divisions de cavalerie qui ont opéré sur les ailes des armées, on peut leur faire à toutes le même reproche : elles ont passé la plus grande partie de leur temps à rechercher la cavalerie adverse au lieu d'essayer de venir en aide à leur infanterie et à leur artillerie.

Pas une seule fois, par exemple, il n'a été donné de voir la cavalerie essayer d'agir contre les réserves, contre ces réserves qui, en général, se gardent si mal.

Par contre, le 13 septembre, lors de la fameuse attaque décisive qui impressionna si vivement les troupes de la 1^{re} division, une brigade de cavalerie tout entière coopérait à cette attaque; grâce à certain cheminement que présentait le terrain, elle put arriver à 300 mètres des fantassins et de l'artillerie ennemis sans être aperçue; la charge qu'elle exécuta à ce moment eut une influence morale considérable et permit à son infanterie (les bataillons de chasseurs à pied) de profiter du désarroi de leurs adversaires pour traverser la zone de la mort, les fameux 400 mètres si fatals en général à ce genre d'attaque.

Ainsi, pour une fois que la cavalerie agissait en coopération avec les autres armes, elle obtenait un résultat qui ne devait pas lui faire regretter d'avoir négligé la cavalerie adverse.

Ce résultat a montré, une fois de plus, que même sur le champ

de bataille, la cavalerie a encore à cueillir des lauriers dignes d'elle.

En résumé, la cavalerie doit bien se pénétrer que, avec la poudre sans fumée actuelle et les distances auxquelles on combattra dans la prochaine guerre, le commandement aura besoin, plus que jamais, de renseignements et que, à tout prix, il faudra aller lui en chercher. Mais là ne se bornera pas son rôle; dès qu'elle croira sa mission terminée quelque part, elle devra aller se mettre immédiatement à la disposition du commandement qui en aura constamment besoin, et cela aussi bien pendant les marches que sur le champ de bataille même.

Dans la bataille, elle ne s'occupera de la cavalerie ennemie que si elle devient gênante pour sa propre infanterie; toute son attention, toutes ses préoccupations seront de venir en aide aux armes voisines; qu'elle soit bien convaincue que la belle sentence chrétienne : « Aidez-vous les uns les autres » doit être plus que jamais notre Credo à tous.

Les reconnaissances d'officiers. — Nous avons encore quelques mots à ajouter au sujet des reconnaissances d'officiers dont on a abusé vraiment pendant ces manœuvres, aussi bien au point de vue du nombre que de l'emploi même.

Ainsi que nous le disions un peu plus haut, plus que jamais, avec la poudre sans fumée, le commandement a besoin d'être renseigné, et il s'en rend si bien compte qu'il multiplie les reconnaissances d'officiers à tel point que, bien souvent, il a été donné de voir passer des escadrons dont la majorité des pelotons était commandée par des sous-officiers.

C'est une faute grave, mais qui, certainement, ne se répèterait pas bien longtemps après l'ouverture des hostilités. En voici d'ailleurs la raison : la reconnaissance d'officiers pourra peut-être encore se glisser le long de colonnes en marche et envoyer des renseignements sur leur composition et leur objectif; mais sur le champ de bataille même, vis-à-vis d'une troupe en position, elle ne pourra rien. Accueillie par des coups de fusil dès qu'elle arrivera au contact, elle sera incapable de se rendre compte d'où ils viennent, et il lui faudra faire demi-tour, sans pouvoir rapporter le moindre renseignement.

Dans la guerre future, c'est l'avant-garde seule qui pourra

donner des renseignements à peu près précis, et cela en attaquant.

Dès lors pourquoi abuser des reconnaissances d'officiers et priver les pelotons de leurs chefs habituels? Pourquoi le faire aux manœuvres, puisque, en campagne, on renoncerait à cette sorte d'information.

Enfin, on ne saurait trop répéter que, plus nous allons et plus les reconnaissances d'officiers opèrent aux manœuvres d'une manière absolument invraisemblable. Nous avons vu, de nos propres yeux, dans un village que traversait une colonne (une division), un lieutenant de dragons appartenant au parti ennemi, installé derrière une haie contiguë à la route, rédiger tranquillement son compte rendu et l'envoyer, alors que des patrouilles de sûreté (cavalerie et infanterie) contournaient le village.

Cela devient de la comédie, et évidemment il suffit de quelques incidents de ce genre pour donner beau jeu aux adversaires des manœuvres.

Que l'on conserve les reconnaissances d'officiers aux manœuvres très bien, car il est certain que, en campagne, on aura l'occasion de les employer, mais qu'on les réglemente de manière à éviter le plus possible les invraisemblances.

Par contre, il faut reconnaître une tendance de plus en plus marquée à diriger les reconnaissances d'officiers plutôt sur les flancs que sur le front de l'ennemi, et l'on ne peut qu'y applaudir, étant donné que les flancs représentent toujours la partie dangereuse, celle où l'on se garde le moins, et par conséquent où la reconnaissance d'officiers pourra voir. Certains commandants de grosses unités se sont plaints de recevoir également un peu tard les renseignements envoyés par les reconnaissances d'officiers; ils ne devaient cependant s'en prendre qu'à eux-mêmes, car, en général, ils faisaient partir ces reconnaissances presque en même temps que l'infanterie.

Des cavaliers détachés aux avant-postes. — Les commandants des avant-postes ont manqué très souvent de cavaliers. Nous savons fort bien que les escadrons divisionnaires des manœuvres sont des escadrons « squelettes » et qu'ils ne peuvent assurer le service très chargé qui leur est demandé; mais nous n'en sommes pas moins persuadé que les généraux de division ont

cédé peut-être un peu trop, à ce point de vue, aux sollicitations des capitaines commandants.

Un commandant d'avant-postes a absolument besoin de quelques cavaliers ; si l'un de ses postes est attaqué, il est de toute nécessité que la réserve en soit immédiatement prévenue, et pour ce faire l'estafette qui en est chargée doit pouvoir passer partout. Seul un cavalier pourra remplir cette condition, et non un bicycliste, ainsi que le préconise dans un but assez facile à comprendre les commandants des escadrons divisionnaires.

C'est donc aux commandants des avant-postes à réclamer des cavaliers, si, par hasard, le commandement oublie de leur en donner ; quant à discuter si l'escadron peut ou ne peut pas les fournir, c'est là une autre question dans laquelle nous ne saurions entrer. Que l'on augmente au besoin son effectif (nous parlons de celui des manœuvres), mais il est de toute nécessité que les avant-postes d'infanterie soient pourvus de quelques cavaliers. C'est là d'ailleurs une précaution que l'on néglige trop souvent, aussi bien dans les grandes manœuvres que dans celles de garnison.

Artillerie.

L'artillerie semble se désintéresser de plus en plus des manœuvres d'automne ; un assez grand nombre de ses officiers estiment qu'après les écoles à feu l'instruction des cadres est terminée et que les manœuvres ne sauraient leur apprendre quelque chose de nouveau.

C'est une erreur. Nous sommes à une époque où, en raison même de la transformation de l'armement, les différentes armes ne peuvent arriver à un résultat qu'en s'aidant constamment les unes les autres. La bataille ne peut plus être un combat de cavalerie continué par le duel d'artillerie et le combat d'infanterie : la victoire ne pourra sortir que de l'union, de la coopération intime et constante des trois armes.

Les écoles à feu apprennent aux officiers d'artillerie à manier leur matériel, mais elles ne sauraient leur enseigner la tactique de leur arme, et les grandes manœuvres, à ce point de vue, leur offrent une excellente occasion.

Nous savons fort bien que, une fois l'action engagée, le com-

mandement envoie à l'artillerie des ordres si vagues que souvent le commandant des batteries se trouve fort embarrassé et finalement se borne à faire du bruit. C'est là un travers dans lequel tombaient certes un grand nombre de généraux ; ils avaient d'ailleurs pour eux l'excuse assez valable de n'avoir jamais eu l'occasion de manier l'artillerie. Espérons que la circulaire récente du Ministre de la guerre, plaçant les batteries divisionnaires sous le commandement direct des généraux de division, remédiera en partie à cette anomalie.

En tout cas les artilleurs ne manquent pas d'occasions de montrer à leurs propres troupes, ainsi qu'aux camarades de l'infanterie et de la cavalerie, comment on emploie l'artillerie sur le champ de bataille. Les grandes manœuvres n'ont pas d'autre but, aussi bien pour l'artillerie que pour les autres armes. Cette « représentation » de la guerre ne pourrait d'ailleurs que contribuer à donner à tous la plus grande confiance, surtout avec les idées qui règnent actuellement au sujet de l'emploi du canon à tir rapide.

Rôle de l'artillerie au début du combat. — C'est ainsi que pendant ces manœuvres, au début du combat, au moment où l'avant-garde arrivait au contact, les batteries d'avant-garde bien souvent allaient prendre position derrière une crête et, si l'ennemi montrait quelque résistance, ouvraient le feu toutes à fois.

Avec une pareille façon de procéder les coffres seraient bien vite vidés ; évidemment l'artillerie doit chercher à briser l'obstacle, à aider son infanterie qui s'est heurtée à une forte résistance, mais en engageant le nombre de batteries nécessaires : 2 si l'ennemi en a montré 1, 4 s'il en a montré 2, mais pas plus ; les autres restent « en garde » prêtes à tout événement.

Pendant ce temps, d'ailleurs, les batteries du gros continuaient leur route, alors que leur rôle, à elles aussi, était, plus qu'à tout autre, de courir au canon.

Qui pouvait prévoir la nature de la résistance que l'on allait rencontrer ? En tout cas ces batteries du gros ne devaient-elles pas toujours être disponibles ? Leur place était tout indiquée : à côté des batteries de l'avant-garde et elles aussi prêtes à intervenir. A quelle allure s'y rendre ? Au grand trot ! Rarement une batterie a pris cette allure.

Il ne faudrait pas conclure cependant, de cette concentration de batteries, qu'elle a pour but ce fameux duel d'artillerie qui, depuis 1870, a été si en honneur dans les armées européennes. Espérons que les maigres résultats obtenus par les Anglais dans la guerre du Transvaal, en canonnant pendant des journées entières les positions ennemies avant de les attaquer, dessillera les yeux les plus incrédules, et que, en France notamment, on saura un peu mieux employer le nouveau matériel.

Il est fort probable que, avec les canons à tir rapide, des deux côtés on cherchera à éviter le duel d'artillerie et que l'on réservera les munitions pour la période de la bataille où elles sont vraiment indispensables, c'est-à-dire le moment où les deux infanteries adverses chercheront à s'aborder.

Sans doute, aux manœuvres, on aperçut bien encore des batteries sur les crêtes, mais, dans la réalité, il y a de grosses chances pour que de telles imprudences ne se commettent pas ; sauf dans la période de l'attaque décisive, on peut dire que l'artillerie se tiendra généralement masquée défilément de l'homme à cheval et, grâce à son nouveau matériel, tirera avec autant de précision que si elle occupait des crêtes elles-mêmes.

Il s'ensuit qu'une lutte engagée entre deux artilleries adverses ne pourra généralement donner de résultat décisif : la plus faible cessera certainement le feu dès qu'elle aura conscience de son infériorité, et cela avant qu'elle n'ait subi de grosses pertes. Avec l'ancien matériel, une fois engagé, il devenait bien difficile de se défilier.

Donc, au début de l'action, comme dans ces dernières années, concentration des batteries, et l'artillerie conserve sa qualité primordiale : toujours disponible, mais disponible dans toute la force du terme, prête à ouvrir le feu à la minute même, si le commandement le juge nécessaire. Dans quel but toutefois va-t-elle ouvrir le feu ? Est-ce pour combattre uniquement avec l'artillerie adverse ? Certes non, mais pour aider son infanterie à aborder l'adversaire. En résumé il y aura encore des « luttes », mais non plus des « duels » d'artillerie. Nous en arrivons donc une fois de plus à cette liaison intime des armes qui, on ne saurait trop le répéter, est le gage de la victoire.

L'artillerie dans le combat d'usure et dans l'attaque décisive.

— C'est à ce moment qu'intervient l'artillerie et qu'elle joue un rôle capital. Évidemment, à la suite de la guerre du Transvaal et des échecs sanglants subis par les Anglais dans leurs attaques des positions boers (Magersfontein, etc.), on a prétendu que les attaques de front n'étaient plus possibles avec les armes à répétition; de là à préconiser la défensive il n'y a qu'un pas. Mais depuis quelque temps on commence à avoir des documents qui montrent nettement que si l'infanterie anglaise a toujours échoué, c'est que précisément elle n'a jamais été soutenue par l'artillerie.

Il est certain que, sans l'appui de cette dernière arme, l'infanterie, à de très rares exceptions près, restera impuissante.

Mais il ne saurait en être de même si, dès qu'elle prononce son attaque, elle a derrière elle une partie de ses batteries qui maintiennent en respect l'artillerie adverse (batteries de surveillance) pendant que l'autre partie prépare l'attaque même. Et comment prépare-t-elle cette attaque? Est-ce en inondant de projectiles les lisières des points d'appui occupés par l'ennemi? Certes non, shrapnels et obus-torpilles de campagne sont impuissants contre un ennemi terré ou défilé.

L'essentiel tout d'abord est de permettre à l'infanterie d'avancer; d'où ce rideau de fumée préconisé par le général Langlois, et que permet actuellement l'organisation de nos shrapnels. Grosse consommation de projectiles objectera-t-on, et cela sans faire de mal à l'ennemi. C'est possible, mais il y a des sacrifices qu'il faut savoir faire à certains moments, sacrifice d'ailleurs qui sera loin d'être inutile, puisqu'il évitera de grosses pertes en hommes et surtout contribuera à atteindre le but poursuivi.

Mais ce feu ne saurait continuer dès que l'infanterie arrive à 400 mètres, et cependant la traversée de cette zone (de 400 mètres à la position ennemie) représente la période critique par excellence. L'artillerie va-t-elle laisser son infanterie réduite à ses seules forces? L'ennemi, pour tirer sur l'adversaire qui s'avance, va bien être obligé de se montrer, de sortir quelque peu de ses tranchées; c'est le moment pour l'artillerie de l'attaquer, de le couvrir de ses rafales qui, évidemment, seront courtes, mais n'en sont pas moins indispensables.

Ces quelques rafales envoyées, le tir est allongé, et cette fois c'est une zone de feu qui sépare les défenseurs de leurs soutiens, impuissants dès lors à leur porter secours.

Pendant ce temps les pièces ou les batteries d'accompagnement aident à parer aux contre-attaques.

Nous ne parlerons pas de l'attaque décisive qui, au point de vue artillerie, repose sur les mêmes principes.

Et ce sont ces différentes phases de la bataille que nous aurions voulu voir marquer par l'artillerie, pendant ces dernières manœuvres. Tout le monde y eût gagné au point de vue de l'instruction : fantassins, cavaliers, aussi bien qu'artilleurs.

En résumé, il est absolument indispensable, et cela dans l'intérêt des trois armes, que l'artillerie marque nettement les différentes phases du combat ; mais les différentes positions qu'elle occupe, les manœuvres qu'elle exécute ne suffisent pas, il faut encore que les autres armes puissent voir constamment les objectifs sur lesquels on tire.

Nécessité pour les autres armes de distinguer les objectifs sur lesquels tire l'artillerie. — L'année dernière, dans une étude analogue, nous avons préconisé l'emploi de faisceaux lumineux ; or, nous nous sommes laissé dire que la question avait été étudiée et que l'on était arrivé à construire des appareils donnant, à ce point de vue, toute satisfaction.

Espérons qu'aux manœuvres prochaines quelques-uns seront mis en expérience. Nous sommes convaincu que cette innovation ne peut qu'augmenter l'intérêt porté par chacun à « la manœuvre », et en tout cas éviter quelques-unes de ces invraisemblances, qui, par tous les moyens, doivent être réduites au minimum.

Nous avons encore d'autres observations à présenter sur l'artillerie, moins graves cependant, et qui d'ailleurs ne sauraient être généralisées.

Dans les changements de position les allures sont trop lentes. — 1^o Il a semblé que, dans les changements de position, les échelons se portaient en avant à des allures un peu lentes, d'autant plus que cela se passait généralement en terrain découvert, où certainement ils auraient été atteints par les rafales de l'ennemi. Dans la marche en avant il y a tout intérêt à faire ces déplacements à bonne allure ; pourquoi même aux manœuvres ne pas y habituer le personnel ? On voulait sans doute ménager

Les chevaux, question secondaire, quand il s'agit de la préparation à la guerre.

Il n'y a pas d'ailleurs que dans l'artillerie où malheureusement cette préoccupation prime toutes les autres : la cavalerie elle aussi, à ce point de vue, a été prise assez souvent en flagrant délit.

Inutile d'ajouter que les mises en batterie ne présentaient pas cette rapidité que la mise en service d'un canon à tir rapide a paru imposer, et que bien souvent l'ouverture du feu se faisait attendre assez longtemps.

2° Dans le même ordre d'idées, fantassins et cavaliers ont été souvent assez étonnés, alors que le canon grondait déjà à l'avant-garde, de voir l'artillerie du gros s'y porter à une allure des plus modérée. Encore une fois, dès que l'action est engagée, on ne peut savoir le genre de résistance que l'on va rencontrer, et il y a tout intérêt à pouvoir, dès le début, écraser cette résistance, et, s'il le faut, avec tous ses moyens.

Il y a encore une autre considération qui impose les allures vives : au point de vue moral, le fantassin qui marche à l'ennemi et qui voit ces nombreuses batteries s'y précipiter au grand trot, ne sent-il pas augmenter sa confiance ? S'il va combattre, au moins il ne sera pas seul.

Génie.

Il est admis presque partout, aujourd'hui, que le rôle des troupes du génie en campagne, et surtout sur le champ de bataille, n'est pas seulement de construire des ponts ou de creuser des tranchées, mais qu'elles aussi doivent obéir à cette loi fondamentale de la coopération intime des armes, et chercher toutes les occasions de venir en aide à l'infanterie et même à l'artillerie et à la cavalerie.

En ce qui concerne ces dernières, ce sera peut-être assez délicat, étant donnée la difficulté pour le génie de pouvoir les suivre, mais pour l'infanterie cela devient plus que jamais une nécessité de premier ordre.

C'est le génie qui lui aplanira les obstacles, qui créera des voies d'accès si elles n'existent pas, et surtout qui mettra en état

de défense les points d'appui que l'infanterie aura réussi à enlever. Car on ne saurait trop répéter que l'enlèvement de toute position ne pourra se faire qu'après de gros efforts, accompagnés de pertes importantes, et que les troupes victorieuses, en arrivant sur la position conquise, seront presque épuisées.

D'autre part, vu l'importance des points d'appui, l'ennemi profitera de ce moment pour essayer de reprendre l'offensive, il est donc de la plus haute importance que l'on procède immédiatement à une rapide organisation de la position conquise.

C'est encore là le rôle du génie.

Nous savons fort bien que, pendant les manœuvres, il est assez difficile aux troupes du génie d'exécuter ces différentes missions, et cela pour une foule de raisons bien connues ; mais nous trouvons cependant que l'on a exagéré en sens contraire.

C'est ainsi que la compagnie du génie divisionnaire, aussitôt le combat engagé, s'arrêtait, mettait sac à terre et attendait des ordres qui, il faut le dire, arrivaient bien rarement. Puis, au bout de quelque temps elle remettait sac au dos et suivait le mouvement, en général derrière les réserves.

Elle était beaucoup trop loin. Sa place évidemment n'était pas en première ligne où elle se serait fait décimer inutilement, mais en tout cas à une distance telle des troupes d'attaque qu'elle puisse leur rendre des services, et cela sans être trop exposée au feu.

D'ailleurs il semble assez rationnel en pareil cas (dans l'offensive) de la fractionner, cela suivant les circonstances, mais tout au moins en deux détachements, quand cela ne serait même que pour habituer chacun à marcher côte à côte et mettre en pratique cette fameuse camaraderie de combat dont tout le monde parle et que personne n'applique.

Cette année ci encore, dans de nombreuses occasions, les troupes d'attaque se sont heurtées à des rivières de largeur très moyenne, et ont dû faire de longs détours pour aller chercher un pont, souvent défendu avec vigueur ; d'où des pertes de temps considérables.

Il serait à souhaiter que pendant les manœuvres, les compagnies du génie divisionnaires et de corps fussent munies de ce matériel qui a été prévu dans ces dernières années (qui doit exister d'ailleurs) et qui permet d'établir très rapidement un

pont sur des rivières ou cours d'eau présentant une largeur de 6 à 8 mètres.

Ce matériel ne peut être très encombrant et en tout cas rendrait les plus grands services, à condition toutefois qu'il ne fût pas relégué derrière les colonnes, mais fit partie du train de combat même des compagnies divisionnaires et de corps.

De l'ensemble de ces différentes considérations nous sommes conduit à une conclusion qui nous vaudra peut-être l'anathème des « spécialistes », mais qui, à notre avis, s'impose actuellement : c'est l'endivisionnement, dès le temps de paix, des compagnies divisionnaires du génie et, comme conséquence immédiate, leur participation fréquente aux manœuvres de garnison.

Les bicyclistes considérés comme combattants.

Historique de la question. — Nous croyons que les dernières manœuvres de l'Est vont permettre de trancher enfin la question des bicyclistes.

Jusqu'ici, et cela dans toutes les armées européennes, il était admis que le bicycliste en tant qu'estafette, que porteur de renseignements, pouvait rendre les plus grands services, et partout on s'était empressé d'adjoindre à chaque unité un peu importante des trois armes un ou plusieurs de ces précieux auxiliaires.

Mais il n'en était pas de même pour les bicyclistes combattants.

La France avait paru tout d'abord se mettre à la tête du mouvement, puis la période des essais s'était indéfiniment prolongée.

En Autriche. — En Autriche, pendant les manœuvres de 1887, furent organisés des détachements de découverte formés presque uniquement de cyclistes ; cette tentative ne donna aucun résultat.

Cet insuccès fut attribué au terrain très accidenté où l'on opérait et surtout aux difficultés qu'éprouvaient ces détachements à se glisser à travers le réseau des patrouilles de sûreté de la cavalerie. Plusieurs fois même, ils furent chargés inopinément sur des routes par des patrouilles de cavaliers et mis en désordre. Ce dernier fait montrant bien d'ailleurs le point faible de toute

troupe bicycliste se mouvant isolément : la difficulté de s'éclairer sur ses flancs.

En Russie. — Cette même année, en Russie, pendant les manœuvres de Pologne, on adjoignit des détachements de bicyclistes à la cavalerie et à l'infanterie.

Les détachements donnés à la cavalerie intervinrent assez souvent de la façon la plus utile, soit comme troupe de repli, soit par leurs feux dans le combat de cavalerie, soit même contre des colonnes en marche ou bien encore, après la prise de batteries mal gardées, contre un retour offensif de l'ennemi.

Après de tels résultats, on en est même conduit à se demander pourquoi la Russie n'a pas constitué des unités bicyclistes destinées à être adjointes à ses troupes de cavalerie. En dehors même de la question « innovation » devant laquelle on hésite toujours, quand cela ne serait qu'en raison de la dépense, il y a lieu de se rappeler que la Russie possède dans ses « cosaques » une véritable infanterie montée qui permet de suppléer presque complètement aux détachements de bicyclistes.

C'est là, nous croyons, ce qui sans doute lui a permis d'attendre que les essais entrepris chez les autres grandes nations militaires aient apporté une solution ferme à la question.

En ce qui concerne les détachements attachés à l'infanterie, ils ne donnèrent aucun résultat : quand ils restèrent à proximité des colonnes, ils ne lui rendirent aucun service ; quand ils s'éloignèrent, ils furent sabrés par la cavalerie ennemie.

En Allemagne. — En Allemagne, un premier essai fut fait aux manœuvres de 1896, mais dès le troisième jour le temps devint si mauvais qu'on ne put utiliser les détachements de bicyclistes, et les Allemands semblèrent en conclure que, dans le cas où il deviendrait absolument nécessaire de faire soutenir leur cavalerie par de l'infanterie, ils feraient transporter cette dernière en voiture.

Aux manœuvres de 1898, les bicyclistes ne furent employés que comme porteurs d'ordres ou de renseignements ; toutefois, on constitua pour la cavalerie des détachements de pionniers à bicyclette.

A la suite de ces manœuvres, un journal allemand officiel

(*La Gazette de Cologne*) indiqua quelques-unes des raisons qui avaient fait renoncer à constituer des détachements de bicyclistes indépendants :

1^o Dans les colonnes : si on les place en tête, ils prennent une grosse avance.

Si on les intercale, ils ne rendent aucun service ;

2^o Pendant les manœuvres, ils réalisent de superbes exploits, parce qu'il n'y a pas de balles dans les fusils ; mais en campagne, il en serait tout autrement : ils ne pourraient rester au contact de l'ennemi ;

3^o Enfin, en cas de rencontre, ils sont mis beaucoup plus facilement hors de combat que la cavalerie.

Aux manœuvres de 1901 les Allemands n'ont encore employé les bicyclistes que comme porteurs d'ordres ou agents de liaison.

Reconnaissant, d'autre part, la nécessité, pour la cavalerie, d'être appuyée, dans certains cas, par des feux d'infanterie, ils ont adjoint à quelques unités de cavalerie des détachements de « mitrailleuses », qui, selon eux, ne présentent pas, comme les cyclistes ou les détachements d'infanterie, le gros inconvénient d'enlever à la cavalerie sa première qualité : la mobilité.

En Angleterre. — Les Anglais pendant la guerre du Transvaal ont constitué, vers le mois de décembre 1900, de nombreuses compagnies de bicyclistes et, à les en croire ou du moins à en croire la presse anglaise, on en attendait de gros résultats.

Pendant quelques semaines, en effet, les journaux retentirent de leurs exploits, puis un silence brusque se fit, et l'on n'en entendit plus parler.

Les quelques critiques militaires anglais qui ont déjà essayé de tirer des conclusions de cette guerre, et surtout d'en déduire les enseignements, ne font nullement mention des cyclistes.

Leur insuccès, leur inutilité étaient d'ailleurs à prévoir, étant donnée la nombreuse infanterie montée que l'Angleterre a envoyée au Transvaal.

Ils n'auraient pu faire que double emploi.

D'autre part, très hantés depuis quelque temps par la possibilité d'une invasion française, nos voisins croient que notre corps de débarquement disposerait d'un certain nombre d'unités cyclistes qui, aussitôt débarquées, auraient pour mission d'isoler

Londres du reste de l'Angleterre en coupant les télégraphes et en détruisant les chemins de fer. De là, l'idée de leur opposer également des détachements de bicyclistes et la manœuvre exécutée vers le mois de mars 1901. Deux partis cyclistes étaient opposés l'un à l'autre, l'un marchait sur Londres venant de l'Est, l'autre avait pour mission de s'y opposer.

La manœuvre se termina d'une façon absolument ridicule; les deux partis, en raison du vent et de la pluie, ne purent arriver au contact.

En France. — En France, ainsi que nous le disions plus haut, la période des essais a duré longtemps; tout en admettant que les bicyclistes, en tant que combattants, pouvaient rendre certains services, on leur adressait principalement les reproches suivants :

Principaux reproches adressés aux détachements de bicyclistes.

— 1^o Ils ne peuvent opérer par tous les temps et par tous les chemins;

2^o Ils éprouvent de grosses difficultés, pour ne pas dire une impossibilité complète, à s'éclairer sur leurs flancs;

3^o Ils ont besoin de voitures pour porter leurs vivres, leurs sacs et leur matériel de réparation; en résumé ils ne peuvent se suffire à eux-mêmes;

4^o Dès qu'ils veulent se rendre indépendants et agir pour leur compte, ils tombent sous les coups de la cavalerie adverse;

5^o Dans une colonne composée des trois armes, ils ne rendent aucun service s'ils sont intercalés dans cette colonne; s'ils sont en avant, ils perdent la liaison et tombent dans des embuscades;

6^o Si l'on veut utiliser leur mobilité pour la poursuite, dans leur impossibilité de se faire éclairer ils finissent par tomber dans une embuscade d'infanterie et se font décimer.

Parmi ces différents reproches, quelques-uns sont assez justes, mais nous croyons que l'on a beaucoup exagéré et que, en tout cas, on a trop considéré cette question des bicyclistes au point de vue général au lieu de la sérier.

Évidemment le capitaine Gérard, qui a lancé cette idée d'uti-

liser les bicyclistes en tant que combattants, a été obligé, comme tout innovateur (et même l'a peut-être fait inconsciemment, ce qui est des plus naturel), d'exagérer considérablement.

Il se rendait très bien compte que son innovation se heurterait à de grosses oppositions, et que c'est en demandant beaucoup qu'il obtiendrait quelque chose.

Il en est donc arrivé à vouloir adjoindre des détachements de bicyclistes non seulement à la cavalerie, mais aussi à l'infanterie.

Nous ne le suivrons pas dans cette dernière voie; d'après ce que nous avons vu aux dernières manœuvres, nous sommes convaincu que les détachements de bicyclistes pourraient rendre des services à la cavalerie, mais non à l'infanterie ou plutôt aux colonnes comprenant les trois armes.

Nécessité pour la cavalerie d'avoir des soutiens d'infanterie.

— Notre règlement sur le service en campagne reconnaît lui-même que, dans certains cas, il serait bon de faire appuyer la cavalerie, et surtout la cavalerie d'exploration, par des détachements d'infanterie. Si nous recourons maintenant aux exemples historiques, nous voyons Murat, au combat d'Amstetten (1805), arrêté par une poignée de fantassins, obligé d'attendre l'arrivée des grenadiers d'Oudinot.

Quelques années plus tard, à Krasnoë, en 1812, n'ayant pas d'infanterie, il laissait échapper l'occasion d'anéantir l'arrière-garde des Russes.

Et Napoléon, dans ses Mémoires, insiste sur la nécessité pour la cavalerie de disposer de fantassins « qui pourraient suivre la cavalerie au trot ».

Ce n'est certes pas ce que pourrait faire une infanterie quelconque ou même les chasseurs à pied comme on le propose quelquefois.

Pour que cette infanterie puisse rendre à la cavalerie les services qu'elle en attend, il faut qu'elle « puisse la suivre » au trot ou autrement, cela importe peu.

Aux manœuvres de 1876, les Autrichiens adjoignirent un bataillon de chasseurs à chacune des divisions de cavalerie opposées; le résultat ne fut pas brillant.

En 1892 ils firent un nouvel essai; l'infanterie enleva à la

cavalerie sa première qualité : la mobilité. Certain jour il arriva même que l'une des divisions resta immobilisée sur une hauteur avec ses escadrons accolés à son infanterie, et, ce voyant, l'autre division ralentit sa marche pour attendre, elle aussi, son infanterie.

Ainsi donc, c'était l'infanterie dans ce cas, arme tout à fait auxiliaire, qui dictait la loi à la cavalerie, arme principale.

L'archiduc Albert, que l'on peut considérer comme l'un des premiers hommes de guerre du XIX^e siècle, avait toujours cherché à réagir contre cette tendance, et même d'après lui « l'infanterie adjointe à la cavalerie ne devait constituer qu'un point d'appui dans le cas où la cavalerie était forcée de battre en retraite. »

D'ailleurs, comme le disait le général allemand von Schmitt, « l'infanterie est un boulet rivé au pied de la cavalerie, elle lui met du plomb dans l'aile. »

Il faut donc que l'infanterie cherche à « suivre » la cavalerie par tous les moyens possibles et sans que cette dernière ait à s'occuper d'elle.

Différents moyens de constituer ces soutiens. — Parmi ces moyens l'on peut citer d'abord celui qui consiste à déposer les sacs, ce qui permet d'augmenter considérablement la vitesse de marche ; mais l'histoire fournit une foule d'exemples démontrant qu'on ne les retrouve plus, et il est bien connu qu'un fantassin sans sac n'est « qu'un corps sans âme. »

On peut aussi requérir des voitures, ainsi que l'a fait Napoléon en 1814, et Manteuffel en 1870 dans l'Argonne et la Picardie, mais encore faut-il trouver des voitures et avoir des chemins suffisants.

Ce sont donc des moyens très aléatoires et c'est ce qui, jusqu'ici, avait fait presque renoncer à adjoindre des détachements d'infanterie à la cavalerie. L'invention de la bicyclette et son introduction dans l'armée avaient fait cependant reprendre la question, et l'on a cherché si l'on ne trouverait pas là la solution du problème. A notre humble avis, les compagnies cyclistes aux dernières manœuvres de l'Est semblent avoir résolu la question.

Par contre, nous ne voyons nullement l'utilité d'adjoindre des

détachements de bicyclistes à nos colonnes d'infanterie et d'artillerie, et cela pour les raisons que nous avons déjà exposées¹.

Nous savons fort bien que depuis la guerre du Transvaal, depuis l'enthousiasme des Anglais pour l'infanterie montée, pour « la nouvelle arme » comme ils l'appellent, certains critiques militaires en ont conclu que les armées européennes devraient, sous peu, en être également pourvues, et que les bicyclistes étaient tout indiqués pour remplir ce rôle.

Nous ne voulons pas nous engager dans cette nouvelle question qui est trop vaste pour entrer dans le cadre de cette étude, mais en tout cas nous estimons que si jamais on en arrivait, en Europe, à créer de l'infanterie montée, en vue de permettre des déplacements tactiques rapides (en particulier sur le champ de bataille), il faudrait chercher autre chose que les bicyclistes.

Unités à créer. — Pour en revenir à la question, nous pensons que, avec la poudre sans fumée et les perfectionnements de l'armement, la cavalerie d'exploration peut plus que jamais se voir arrêter de longues heures par de simples détachements d'infanterie, dont elle viendrait facilement à bout si elle était elle-même suivie ou soutenue par des troupes de la même arme. Il y a donc lieu de constituer ces détachements dès le temps de paix et de les habituer à manœuvrer avec la cavalerie. Mais là encore il ne faut pas « s'emballer » ; la solution actuelle semble consister uniquement à l'adjonction d'une compagnie de 150 à 200 fusils à chacune de nos divisions de cavalerie indépendante. Peut-être dans l'avenir, en présence des résultats obtenus, serons-nous conduits à augmenter le nombre de ces compagnies, mais pour le moment nous ne saurions agir avec trop de prudence, étant donné que les effectifs de notre infanterie n'augmentent pas et que nous ne saurions nous montrer trop avares d'une arme qui, à la suite des perfectionnements de l'armement (canon et fusil), est appelée, plus que jamais, à décider du sort de la bataille.

¹ Quant à la solution préconisée par les Allemands et consistant à faire exécuter ces « feux d'infanterie qui paraissent nécessaires » par des détachements de mitrailleuses, nous l'admettons dans la défensive mais nullement dans l'offensive. Nous ne nous représentons pas très bien, en effet, comment des détachements de mitrailleuses permettraient, par exemple, de forcer un passage défendu par une petite troupe d'infanterie.

Quant aux brigades de cavalerie de corps d'armée, elles n'en ont nullement besoin ; l'adjonction d'une arme nouvelle ne pourrait que les conduire à agir encore plus isolément, c'est-à-dire à accentuer leur défaut actuel.

LES SERVICES.

Les états-majors.

Les états-majors étaient trop nombreux. — Pendant ces dernières manœuvres les états-majors étaient beaucoup trop nombreux, et cela dans toutes les grandes unités ; c'est un fait qui a frappé presque tout le monde.

A peine un général apparaissait-il sur une crête que l'on voyait poindre derrière lui un véritable escadron.

Si l'on se reportait aux tableaux d'effectif de guerre, on constatait facilement que ces états-majors dépassaient de beaucoup les effectifs réglementaires.

Ce luxe d'officiers provient de plusieurs causes : tout d'abord beaucoup de généraux croient faire œuvre utile, au point de vue instruction, en emmenant avec eux tous les officiers qui font partie de leur état-major ; mais à ces derniers s'ajoutent les officiers de l'École de guerre, les officiers de réserve, si bien que finalement les états-majors atteignent le double de leur effectif réglementaire.

En second lieu, certains officiers appartenant à des troupes ne prenant pas part aux manœuvres ou bien à des Écoles, demandent à faire partie de l'état-major de quelque grand chef dont ils sont connus.

Et ces « clients », comme on disait autrefois à Rome, viennent encore encombrer les états-majors.

Quoi qu'il en soit, cette pléthore d'officiers a de gros inconvénients. Il semblerait logique de voir donner aux états-majors, pendant les manœuvres, la même composition qu'en campagne, et cela d'autant plus que les effectifs des troupes sont très réduits.

Aussi, sur le terrain, parmi ce nombreux état-major, se trouve-t-il toujours quelques officiers s'autorisant de leurs relations personnelles avec le général pour s'approcher de sa per-

sonne et souvent glisser leur avis. D'où ces « parlottes » continues toutes les fois qu'il s'agit de prendre une décision.

Il faut reconnaître cependant qu'un grand nombre de généraux, agissant véritablement en chefs, ont uniquement à côté d'eux leur chef d'état-major et leurs autres officiers à 10 ou 15 pas derrière, chacun rentrant dans le rang dès qu'il s'est acquitté de sa mission.

Enfin, il faut loger ces états-majors, et comme ils se trouvent toujours (ce qui est très logique) au milieu des corps de troupe, c'est forcément aux dépens de ces derniers. C'est là un inconvénient d'autant plus grave que les cantonnements ont une tendance à devenir de plus en plus serrés.

Encore une fois nous trouvons très naturel qu'on fasse assister le plus grand nombre possible d'officiers aux manœuvres d'armées, mais que l'on s'arrange pour qu'ils ne deviennent pas gênants.

Toujours « les paperasses ». — Les commandants d'unités, petites ou grandes, se sont beaucoup plaints d'avoir été débordés par le nombre de « papiers » à fournir : situations, compte rendus, etc... Sans doute cet amour des paperasses est une maladie bien française, dont nous aurons beaucoup de mal à nous guérir ; cependant il semble que l'on pourrait réserver uniquement à la tactique la partie active des manœuvres (qui dure d'ailleurs à peine 8 jours) et demander les fameuses « pièces » après cette période.

Elles seraient en retard de 8 jours, sans doute, mais au moins chacun aurait pu, pour une fois, se consacrer uniquement à son vrai métier : celui de soldat. Le fait est si rare qu'il en serait d'autant plus apprécié.

Confection des ordres. — Très peu de progrès à ce point de vue. Comme les années précédentes l'armée a envoyé son ordre de mouvement aux corps d'armée qui, à leur tour, en ont confectionné de nouveaux pour les divisions, et celles-ci ont procédé de même pour les échelons inférieurs.

D'où de grosses pertes de temps, et dans les derniers échelons cette attente énervante des ordres qui prive de repos un nombre considérable de gens, qui cependant en auraient bien besoin.

sente une foule d'avantages et nous ne lui voyons pas d'inconvénients.

C'est d'ailleurs la seule solution que semble comporter cette question, qui, nous le répétons, est assez délicate et mérite qu'on s'en occupe.

**Service de santé, Intendance,
Trésorerie et Postes, Télégraphie, etc.**

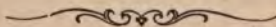
Nous n'insisterons pas sur la façon dont ont fonctionné les autres services. Étant données les conditions dans lesquelles se font les manœuvres, et qui sont les plus favorables qui peuvent se présenter, ils ne devraient mériter que des éloges, et c'est ce qui s'est produit en général. D'ailleurs le service de l'intendance est le seul qui ait eu à résoudre quelques difficultés, et il faut reconnaître qu'il s'est assez bien acquitté de sa tâche; nous disons « assez bien », car, dans un corps d'armée tout au moins, ont eu lieu une ou deux distributions de pain un peu avarié. C'est là un fait qui pourrait se produire en campagne, mais qui, dans les manœuvres, en temps de paix, est excusable.

Le service de l'arrière a également fonctionné, mais son rôle a été si peu considérable que l'on ne saurait l'apprécier.

Nous avons entendu de nombreuses plaintes contre le service de la Trésorerie et des Postes, et nous croyons que la plupart de ces plaintes n'étaient pas sans fondement. De l'avis de tous, ce service aurait pu et aurait dû fonctionner avec beaucoup plus de rapidité.

(A continuer).

Capitaine J. B.



ASSOUPPLISSEMENT DE L'INFANTERIE

EN VUE DE SON EMPLOI

DANS LE

COMBAT MODERNE¹

IV.

LE COMBAT D'INFANTERIE.

**Application de l'évolution et de l'emploi du feu au terrain
et à la situation tactique.**

L'instruction a été dirigée dans le sens que nous venons d'indiquer : la troupe assouplie évolue facilement et est prête à faire de ses fusils un bon usage.

Comment devra-t-elle se comporter au combat, se servir de son feu, modifier ses formations et utiliser le terrain pour ne pas faire de pertes inutiles ?

L'adaptation au terrain exige l'effort constant de tous les exécutants, des officiers supérieurs aux simples soldats, et elle ne sera complète que si, à tous les degrés de la hiérarchie, les chefs sont prêts à modifier d'eux-mêmes la formation de leur unité selon les besoins. Il est impossible à un colonel de guider tous ses bataillons, à un chef de bataillon de guider à la fois ses

¹ Voir la livraison d'avril 1902.

quatre compagnies ; il est impossible à un capitaine de régler le mouvement de ses quatre sections et de prescrire soit leur itinéraire exact, soit le point précis où elles doivent s'arrêter ; dans l'intérieur de la section même, sur chaque position soit d'attente, soit de tir, le chef de section ne peut tout faire et doit être aidé par ses sous-officiers, par ses chefs d'escouade. Le soldat lui-même aura à faire preuve d'initiative en se plaçant un peu plus en avant ou en arrière pour être, selon le cas, soit complètement défilé, soit aussi peu découvert que possible. Il ne faut donc pas s'imaginer que tout le monde va se lever, marcher, s'arrêter, ouvrir et cesser le feu au coup de corne du colonel ou du chef de bataillon.

C'est la part considérable d'initiative à laisser aux subordonnés qui fait de *l'emploi tactique de l'infanterie le problème le plus délicat de la guerre moderne*, car le chef doit à la fois faire faire aux autres tout ce que pour quoi son action personnelle n'est pas absolument indispensable, et rester cependant à même de remédier à toutes les erreurs et de parer à tous les imprévus. La manière d'y arriver est donnée par l'emploi des réserves qui forment, dans la main des chefs de tout grade, le régulateur du combat. Nous y reviendrons tout à l'heure.

Cheminement loin de l'ennemi. — Tant qu'on est loin de l'ennemi, hors de la zone du feu, qu'on n'a qu'à gagner du terrain en avant, on est encore dans l'évolution pure, et il s'agit seulement de ne pas s'exposer inutilement aux vues, de se défilér en un mot. Il y a bien peu de cas où l'utilisation complète des couloirs et des cheminements naturels ne permet pas de gagner du terrain sans se donner en prise aux coups. On pourra ainsi garder groupées, souvent très tard, de grosses unités, régiments, brigades, divisions même, qui restent alors bien plus aptes à changer de direction, et qui, échappant aux vues, sont disponibles pour le commandement supérieur, *aptes à la manœuvre* en un mot. Les chefs de tout grade doivent en toute circonstance conserver le plus longtemps possible leur unité ainsi massée et défilée aux vues et aux coups, tout en se gardant à distance suffisante pour être en mesure de parer à un incident imprévu, résister en un mot à la tentation du *déploiement prématuré*.

Le rôle des chefs des troupes cheminant ainsi massées, et

quand il faut s'ouvrir davantage, celui des chefs de bataillon, est de rechercher les meilleurs cheminements dans le secteur qui leur est assigné, et d'indiquer la place relative et, s'il y a lieu, l'échelonnement des sous-unités de premier ordre, le front et la profondeur résultant des ordres qu'ils ont reçus eux-mêmes. Ils règlent le mouvement par rapport à celui des unités voisines, prescrivent par conséquent les départs et les arrêts de l'ensemble; les sous-unités restent libres bien entendu de se déplacer encore pour trouver une position plus avantageuse à la seule condition de ne pas aller gêner les éléments voisins ni usurper une place qui revient à ceux-ci. — Dès qu'on arrive à portée de canon de l'ennemi, la plus grande initiative devient indispensable pour le bon emploi du terrain et les modifications à faire subir aux formations en vue de diminuer les pertes. Les officiers supérieurs ne peuvent songer à régler les déviations d'itinéraires ou les resserrements d'intervalles ayant pour but d'utiliser les couloirs du terrain, les ouvertures d'intervalle ou l'échelonnement des sections dans les compagnies destinés à diminuer la vulnérabilité, les moments où les sections doivent marcher par le flanc ou en ligne selon que l'une ou l'autre de ces formations est moins vulnérable; cette tâche incombe aux capitaines.

Formations à employer sous le feu. — Avantages des formations par le flanc. — Conditions dans lesquelles on peut les employer. — Voici le moment venu de parler de nouveau des formations par le flanc.

Outre leur mérite de développer la souplesse évolutive à un haut degré, ces formations, quand elles sont employées avec des intervalles suffisants, diminuent beaucoup la vulnérabilité.

Les méthodes actuelles de tir de l'artillerie consistent le plus souvent, dès que le tir est réglé sommairement, à battre uniformément, par un tir à toute vitesse, une zone plus ou moins vaste, selon que les hausses sont ou non échelonnées, selon qu'on emploie ou non le fauchage; il importe donc peu, au moment où l'artillerie a réglé son tir, que la troupe en butte à une rafale marche en ligne, par le flanc, en masse ou dispersée. Si cette troupe se trouve dans la zone battue, elle sera uniformément arrosée par les balles des shrapnels. Le grand mérite de la formation par le flanc à intervalles suffisants est, aux grandes distances de tir

colonne serrée, qu'elle soit formée de colonnes de compagnie ou de lignes de sections par le flanc, est perdu dans une masse anonyme. Il ne se sent pas en évidence sous l'œil de ses gradés et de ses camarades, il ne voit pas bien ses officiers. Qu'une rafale de feu s'abatte sur cette masse et la fasse tournoyer sur elle-même, ce sera peut-être la panique.

Il faut donc sous le feu des formations ouvertes, aérées, oserais-je dire, c'est-à-dire des lignes déployées ; mais les longues lignes déployées ne peuvent utiliser le terrain ni marcher alignées et en ordre. Comment donc procéder ?

Emploi des échelons. — C'est l'emploi judicieux des échelons qui donnera la solution du problème.

L'unité d'infanterie que le combat ne doit jamais dissocier, c'est la section. Dès que des sections existent et qu'elles ont des chefs, dit le règlement allemand, l'ordre tactique peut exister ; car leur groupement est facile, par l'intermédiaire de leurs chefs, dans la main des capitaines.

Puisque les longues lignes déployées sans intervalles manquent de souplesse, rompons l'alignement linéaire ; avec l'indépendance de mouvement des sous-unités, elles se fractionneront en échelons et, dans cette formation, le mouvement s'effectuera sans difficulté.

Les avantages des échelons sont multiples.

Au début du combat, ils rendent plus difficile le réglage du tir ennemi, puisqu'il est impossible de se rendre compte à grande distance si des fractions marchent en échelons ou en ligne. Un dispositif échelonné permet de faire instantanément face à une direction quelconque par un simple infléchissement de têtes de colonnes, de neutraliser un mouvement enveloppant en tenant sous le feu et en menaçant de les déborder les troupes qui l'exécutent. Il fournit la meilleure formation pour décourager la cavalerie d'attaquer une aile en l'exposant partout à des feux croisés.

Les échelons ne sont pas moins avantageux à employer dans les éléments de deuxième ligne. Ils y conservent leur propriété de rendre plus difficile le réglage du tir ennemi. Débordant l'aile de la première ligne ou se présentant derrière un vide

celle-ci, ils permettent aux fractions maintenues en réserve d'agir utilement par leur feu, sans cesser de rester disponibles pour la manœuvre, et de se soustraire aux effets des feux dirigés sur la première ligne.

Ils permettent aussi d'ouvrir les formations sans conduire à la dispersion, surtout si l'on a soin de profiter de tous les abris pour serrer temporairement les intervalles et reformer les compagnies qui s'ouvrent de nouveau en éventail pour en déboucher.

Cette manière de faire exige évidemment bien plus de souplesse des unités, bien plus de coup d'œil et une attention de tous les instants chez les chefs. Mais elle est la seule manière de soustraire les unités de deuxième ligne aux effets destructeurs du feu d'artillerie et du feu d'infanterie modernes.

Conduite du feu. — La puissance du feu d'infanterie rend à peu près inabordable sur son front une infanterie déployée et disposant d'un bon champ de tir, à moins qu'elle ne soit en butte à un feu d'artillerie violent. Ce qui fait qu'aujourd'hui encore de telles attaques pourront réussir, ce sera la supériorité acquise par l'attaque, soit grâce à la prépondérance de son artillerie, soit par la forme enveloppante qui permettra de mettre en ligne plus de fusils que le défenseur. Pour arriver à ce dernier résultat, il faut *manœuvrer*. La *manœuvre* reste toujours le principal facteur du succès.

Cette puissance du feu est aussi avantageuse dans l'offensive que dans la défensive; elle permet une grande économie des forces en dehors du point décisif. On peut parfaitement abandonner à elle-même une ligne très ténue d'infanterie avec quelques rares soutiens derrière elle partout où elle a un bon champ de tir. Cette propriété facilite la conservation des réserves et par suite la *manœuvre*, qui seule permettra de s'opposer à la *manœuvre* de l'ennemi.

Nous avons déjà vu ce que sera le feu d'infanterie : une rafale s'ouvrant instantanément, concentrant le tir du plus grand nombre de sections possible sur un objectif momentané, et cessant instantanément dès qu'un résultat est atteint ou que l'objectif a disparu. Le procédé est bon pour l'offensive comme pour la défensive, mais les principes qui président à l'emploi du feu montrent qu'on ne l'emploiera pas toujours selon des règles

chacun dans son secteur. Quand tous ses bataillons seront engagés, il doit le plus longtemps possible garder dans sa main quelques compagnies de réserve qui constituent son outil personnel.

Les généraux font de même. Ils prélèvent sur leurs régiments un ou plusieurs bataillons qui sont à leur disposition immédiate. Ces bataillons, ils peuvent ensuite soit les remettre à la disposition des colonels si la marche du combat l'exige, soit les employer directement à l'exécution de l'acte décisif du combat ou à parer à un incident imprévu.

L'initiative complète des fractions en première ligne et déjà engagées est indispensable. Sans elle, l'action ne pourra se développer normalement. L'expérience de la guerre anglo-boer a prouvé que, dans la zone du feu d'infanterie, il est presque impossible de songer à employer des cavaliers à la transmission des ordres et que, même pour des fantassins, la circulation est à certains moments très difficile. Les chefs des unités déjà engagées en première ligne sont donc à peu près abandonnés à eux-mêmes et doivent être susceptibles de prendre des décisions sans attendre des ordres de leurs supérieurs. L'action des chefs qui se tiennent plus en arrière ne peut consister que dans l'envoi de troupes fraîches sur le point voulu.

Les chefs de tout grade, quand ils ne disposent plus d'une réserve, n'ont plus aucune action sur la marche générale du combat. Leur préoccupation constante doit donc être de profiter de toutes les circonstances qui le permettent, pour s'en reconstituer une, soit en rassemblant des unités dont la présence en première ligne n'est plus nécessaire, soit en utilisant dans ce but les troupes qui viennent d'enlever un point d'appui et qui se remettent en ordre sous la protection d'autres unités qui les ont dépassées.

Les chefs de bataillon ne doivent donc pas s'étonner que leur colonel leur enlève la libre disposition de certaines compagnies, ni les colonels que les généraux se réservent de même un ou plusieurs bataillons. Cela ne dispense d'ailleurs nullement ces officiers supérieurs de s'intéresser au sort des fractions de leur unité maintenues en réserve, de se tenir en liaison avec elles pour être prêts à les reprendre en main si elles sont remises à leur disposition.

Physionomie du combat d'infanterie moderne.

Nous voici enfin arrivé au terme de cette étude. Il ne nous reste plus qu'à résumer en quelques mots la physionomie du combat d'infanterie moderne : dans la défensive, dans l'offensive, dans l'attaque décisive.

La défensive. — La défensive tire une grande force de la puissance du feu du fusil actuel. Celui-ci permet à une première ligne très ténue, souple, moulée au terrain, de tenir avec très peu de monde des points d'appui se flanquant mutuellement, flanqués au besoin par le feu de fractions maintenues en réserve en arrière de leurs intervalles et dont les abords, battus par l'artillerie de la défense, rendent difficile l'approche de l'assaillant.

Il en résulte pour la défense la possibilité d'une grande économie de forces sur les troupes employées au combat de front, économie qui doit avoir pour but de conserver une masse plus considérable pour la manœuvre. Cette manœuvre de la défense sera : soit le passage à l'offensive sur un point donné quand l'assaillant paraîtra s'être usé en efforts infructueux ; soit des contre-attaques locales ayant pour but de repousser un assaut, de reprendre un point perdu de la position, ou enfin de faciliter la retraite de fractions compromises.

L'infanterie peut, à la rigueur, remplir à elle seule ces diverses missions. Mais pour avoir de sérieuses chances de succès, il faudra qu'elle soit appuyée par l'artillerie joignant ses shrapnels au feu d'infanterie de la défense en vue de produire une rupture d'équilibre momentanée. C'est dans ces moments également que la cavalerie de la défense trouvera de glorieuses occasions de coopérer au passage à l'offensive de l'infanterie ou de faciliter par une charge la retraite de celle-ci. Le terrain lui permettra souvent de déboucher à bonne portée, et, là où l'infanterie peut marcher sous les balles, la cavalerie saura bien y galoper à toute allure.

L'offensive. — Dans l'offensive, le combat d'infanterie aura dans ses grandes lignes l'aspect suivant :

Sous la protection des premières unités d'infanterie arrivées sur le terrain de la lutte et y occupant une série de points d'appui

d'où doit déboucher l'attaque, l'artillerie entre en action, cherche à prendre le dessus sur l'artillerie ennemie et à préparer la chute des points d'appui de la défense. Sous sa protection, la première ligne d'infanterie ouvrant de plus en plus ses unités, se glisse dans les couloirs ou les couverts du terrain. Elle cherche à atteindre, autant que possible d'emblée et à l'abri des vues, les positions d'où son feu aura sur le défenseur des effets sérieux afin d'accrocher l'ennemi sur tout son front, d'amener l'entrée en ligne de ses réserves hors du point décisif, de forcer son infanterie à se découvrir pour faire face à ce mouvement offensif et par suite à se donner en prise, de *l'user* en un mot, matériellement par les pertes, moralement par la crainte constante de l'assaut.

Il n'y a pas de combat démonstratif, de combat traînant. L'infanterie de l'attaque n'a qu'une manière d'agir : s'engager à fond, avec l'idée fixe de ruiner l'adversaire qui se trouve en face d'elle ¹. Ce qui nuancera le combat, ce sera la répartition faite par le commandement de la densité des troupes sur le champ de bataille par l'emploi des réserves, économisées sur tous les points où il suffit d'accrocher l'ennemi, et reportées au point décisif.

Sur tout le front de la bataille, l'infanterie cherchera à gagner du terrain et à se rapprocher le plus possible du défenseur. L'absence de réserves suffisantes ne lui permettra pas, hors du point choisi par le commandement, de passer à l'acte décisif de la bataille. En ligne tenue et souple comme l'infanterie de la défense, elle tiendra les couverts les plus rapprochés de celle-ci, profitera de toutes les occasions pour se jeter sur les points d'appui tenus par elle, remportant des succès ou subissant des échecs locaux auxquels parera l'emploi des réserves partielles. La traversée des terrains découverts se fera par petites fractions en profitant des accalmies et, au besoin, homme par homme, sur les points trop violemment battus.

Pendant cette série de combats juxtaposés et successifs, le commandement a découvert le point sensible du défenseur. Il a concentré sur lui le feu d'une quantité suffisante d'artillerie, il a

¹ Le règlement provisoire de l'artillerie du 16 novembre 1901 affirme très nettement ce principe (art. 632, Instruction sur le combat pour les troupes de toutes armes).

réuni à proximité une masse d'infanterie destinée à donner le choc décisif, et la cavalerie se tient prête à protéger cette attaque en aidant l'artillerie à couvrir les flancs de la masse d'assaut, à y coopérer par la charge, et au besoin en attirant sur elle le feu de la défense.

Nous voici arrivé au moment d'étudier la crise suprême du combat, son point culminant : l'attaque décisive.

L'attaque décisive. — Le point à attaquer est criblé des feux croisés de l'artillerie et de la ligne d'infanterie qui a pris l'ascendant du feu sur le défenseur. Comment débouchera l'attaque ?

Nul n'ignore, ou ne devrait ignorer, qu'à 1200 ou 1300 mètres la colonne de compagnie, qu'elle soit par le front ou par le flanc des sections, est trop vulnérable pour circuler à découvert sur le champ de bataille. Il y a quelques années encore, sous l'influence des souvenirs de 1870, personne, en France, ne songeait à la possibilité de donner un assaut avec des colonnes même séparées par des intervalles plus ou moins grands.

Les Allemands, dans la deuxième partie de la campagne de 1870, les Russes à la fin de la campagne de 1877 n'avaient, après les sanglantes leçons du début de ces deux guerres, qu'une seule formation pour l'attaque décisive : c'était une série de lignes déployées venant successivement se fondre dans la ligne des tirailleurs, lui faisant faire chacune un bond en avant, l'amenant à distance de charge et l'enlevant enfin dans un dernier élan pour jeter tout ce flot d'hommes sur la position à enlever. Plus récemment, au Transvaal, toutes les attaques trop denses des Anglais ont été brisées à distance par le feu de l'ennemi.

C'est de ces exemples historiques qu'il faut s'inspirer dans l'exécution de l'attaque décisive.

Une première ligne mince et souple débouche du dernier couvert, court en avant et, quand elle ne peut plus avancer en raison des pertes, s'arrête au premier abri ou se couche, et ouvre le feu. Les compagnies de réserve des bataillons de première ligne, en totalité ou par fractions, viennent lui donner l'impulsion pour un nouveau bond et la reportent un peu plus près encore. Après elles, les compagnies des bataillons de deuxième, de troisième ligne disposés en profondeur remplissent le même rôle. Les fa-

cilités données par le terrain, l'arrivée des renforts produisent *naturellement* la marche en échelons, les parties de la chaîne les moins éprouvées ou qui viennent d'être renforcées la dépassant et étant rejointes ensuite par les fractions restées plus en arrière, dont la tendance est de se reporter à hauteur des précédentes si tout le monde est imprégné de l'idée d'offensive, du désir d'en arriver au choc. L'assaillant ainsi renforcé, donnant le plus souvent à son attaque une forme enveloppante, soit parce qu'il s'en prend à un saillant, soit parce qu'il a gagné une aile du défenseur, met en ligne un plus grand nombre de fusils, prend l'ascendant du feu, et ce mécanisme de renforcement, de rafales de feu et de bonds successifs se continuant, amène l'assaillant jusqu'à l'assaut.

Si le défenseur ne parvient pas, en donnant à son front une densité plus considérable, à enrayer par son feu cette marche en avant de l'attaque décisive, sa dernière ressource est de manœuvrer avec ses réserves, de chercher la contre-attaque sur un des flancs de la masse d'assaut. C'est aux réserves qui sont encore massées dans les couverts derrière l'attaque et en arrière de ses flancs à déboucher à leur tour sur le flanc de la contre-attaque et à briser son effort.

La formation à employer, demandez-vous, pour l'exécution de l'attaque décisive ?

Pas de formule, pas de schéma avant tout. Toutes les formations ont leur emploi tour à tour. Les unités ont été pointées par leur chef, mais, à partir du moment où l'attaque sera déclanchée et où l'on entendra sonner la charge, initiative de tous, des chefs de corps aux lieutenants.

Quand on a débouché du dernier couvert, il n'y a plus d'utilisable que la formation en ligne sur un rang. Pour que la direction reste possible, il n'y a qu'un seul procédé, avons-nous dit, c'est que ces lignes ne soient pas continues, c'est la marche en échelons, pour la progression des réserves comme pour celle de la chaîne. L'échelonnement, l'ordre dans lequel se fera le mouvement de chaque échelon, le chef de bataillon lui-même ne peut plus les prescrire. Ils résulteront des circonstances, des effets du feu, des couverts et des cheminements les plus insignifiants qui permettront à une fraction quelconque de gagner du terrain.

L'arrivée successive de ces vagues amènera la progression en avant en échelons de portions de la chaîne, progression coupée de rafales de feu rapide à chaque arrêt.

Derrière les bataillons qui ont fourni ces vagues successives, les réserves, se glissant massées par le flanc des subdivisions dans tous les couloirs du terrain, sont venues jusque derrière le dernier couvert, restant dans la main du chef, aptes à la manœuvre. Sans leur présence, le succès de l'assaut risquerait d'être éphémère, et le sang versé d'être inutilement répandu.

Quand un dernier effort aura jeté sur l'objectif la ligne la plus avancée, tout ce que celle-ci pourra faire sera de s'accrocher au terrain conquis, tout au plus de gagner le revers de la position enlevée pour prendre des vues sur le terrain en arrière et résister par son feu aux retours offensifs probables. C'est aux réserves maintenues groupées à accourir alors, à dépasser l'ancienne première ligne, à exploiter la victoire en complétant la destruction matérielle et morale de l'adversaire, à entamer une nouvelle *manœuvre* ayant pour objectif la chute des points d'appui que la défense peut occuper plus en arrière.

Des réserves amenées massées sur la position enlevée sont indispensables également pour pouvoir manœuvrer contre les retours offensifs de l'ennemi toujours à craindre, et si dangereux dans la situation critique où se trouvera la masse d'assaut qui aura cruellement souffert, où toutes les unités engagées en première ligne seront mêlées et auront besoin d'un certain temps pour se remettre en ordre sous la protection des réserves avant de se trouver de nouveau aptes à la manœuvre.

C'est cet instant que les autres armes doivent saisir pour coopérer à l'exécution immédiate de l'acte décisif et assurer la conservation et l'exploitation des résultats acquis, résultats qui ne doivent pas se borner à l'enlèvement d'une motte de terre, qui doivent procurer la ruine de l'ennemi, la rupture définitive de l'équilibre.

L'artillerie jettera sur la position enlevée une partie de ses batteries, qui y aideront l'infanterie à résister aux retours offensifs et prépareront l'attaque des points d'appui encore tenus par l'adversaire. La cavalerie exploitera la désorganisation de l'infanterie ennemie cruellement éprouvée.

La cavalerie, enfin, peut aussi trouver ici le rôle le plus honorable en empêchant par des charges, même vouées à l'insuccès et à de grandes pertes, soit les réserves du défenseur d'entrer en action, soit l'artillerie ennemie de se consacrer à la destruction de la troupe d'assaut.

CONCLUSION.

Le moment est venu de conclure.

Je m'estimerai heureux si j'ai pu faire partager ma conviction profonde que rien n'exige plus de coup d'œil, d'initiative, de force morale, n'exige une préparation plus soignée des chefs et des exécutants, que le combat moderne et en particulier que le combat de l'infanterie, où la moindre faute, commise à un échelon quelconque de la hiérarchie, se paie par le sang des soldats.

Ce combat, où les chefs de tout grade, une fois sous la tourmente du feu rapide, sont pour ainsi dire livrés à eux-mêmes et n'ont pas à compter sur les ordres de leurs supérieurs, où la meilleure conception du commandement peut échouer par le manque de savoir-faire des exécutants, exige chez tous les officiers un grand moral, beaucoup de coup d'œil et de sens tactique, et chez les chefs supérieurs *beaucoup de confiance dans leurs subordonnés*. Ces qualités, cet état d'esprit, c'est le travail en commun qui seul nous les donnera. Exercices sur la carte, exercices de cadres sur le terrain, exercices de combat à double action enfin doivent être, selon l'époque de l'année, le pain quotidien des cadres, si l'on veut créer cette confiance réciproque qui seule permettra à tous d'être vraiment à hauteur de leur mission le jour du combat.

Donc travaillons tous et travaillons en commun. C'est le seul moyen d'avoir confiance en soi-même et dans les autres, par suite de pouvoir laisser à tous cette *initiative* qui est la *base de la souplesse du commandement* dans le combat. Seule, l'initiative, largement pratiquée journallement à tous les degrés de la hiérarchie, permettra au commandement supérieur de lâcher la bride à ses subordonnés dans ce moment de crise suprême qu'est une attaque décisive.

Hors de là, pas de salut. C'est le schéma, la lourdeur des formations, et, à leur suite, les pertes cruelles qui rendent la victoire impossible, qui, d'une troupe d'élite, font en un moment un troupeau éperdu de fuyards.

Certes, nous pouvons savoir mourir comme la garde prussienne est morte par la faute de ses chefs, sur les glacis de Saint-Privat ; mais c'est une cruelle expérience à acquérir en campagne et trop dangereuse pour le pays. Songeons à la lourde responsabilité qui pèsera sur nous tous le jour de la bataille, au sang inutilement répandu, dont la patrie aurait le droit de nous demander compte.

Notre premier devoir, à la guerre, sera d'être avare de ce sang que nos soldats sont prêts à verser généreusement. Travaillons donc, apprenons notre métier par l'effort personnel, par la réflexion, par l'étude de cas concrets, car le règlement, si parfait qu'il soit, peut toujours devenir la lettre qui tue. Il n'y a que l'esprit qui vivifie.

Cet esprit, pour l'officier, doit être le goût de l'initiative, c'est-à-dire le désir d'agir de lui-même dans le sens des ordres reçus de ses chefs. Quand ceux-ci nous auront journallement vus à l'œuvre, devançant leur désir, ils auront en nous cette confiance qui est pour eux une des bases de la préparation du combat.

Capitaine A. NIESSEL.



TACTIQUE DE LA CAVALERIE

EXERCICES DE DIVISION EN 1901

Les Échelons.

Il est arrivé, dans l'application des doctrines auxquelles la rédaction du nouveau règlement de cavalerie semblait convier les efforts, que la simplicité et la souplesse des procédés, recommandés pour l'emploi de l'arme, n'offraient pas toujours des règles suffisamment définies, et, parce que, toutes d'entraînement, les meilleures d'entre elles ne devaient donner leurs résultats complets que par une pratique à cheval incessante et bien ordonnée, il a paru plus séduisant à beaucoup d'entre nous de chercher des systèmes. La théorie des échelons est un champ tout indiqué, ouvert aux ingéniosités. La multiplicité des figures auxquelles elle donne lieu est un attrait, et, à les agencer, il a pu se manifester une tendance qui, de nos jours, est allée jusqu'à l'engouement.

Appliquée aux grandes unités telles que la division, le procédé s'impose. Que celle-ci, en effet, attaque ou se défende, il est bien évident qu'elle ne peut le faire avec toutes ses forces à la fois, conduites par un seul guide. Les éléments dont elle se compose sont donc, de toute nécessité, disposés, échelonnés les uns par rapport aux autres, de façon à pouvoir concourir au but commun. Les échelons se présentent ici sous forme de lignes qui sont généralement des soutiens et des réserves.

Beaucoup plus délicate est la théorie des échelons appliquée aux petites unités, jusqu'à concurrence de l'effectif le plus fort

que puisse conduire un seul chef, c'est-à-dire jusqu'à la brigade. Que celle-ci attaque ou se défende, elle peut le faire avec toutes ses forces, sous l'unique direction de son chef. Jusqu'alors, le principe en faveur était que la troupe manœuvrait l'adversaire dans la formation normale préconisée par son chef. Une réserve quelquefois un flanc offensif, un garde-flanc constituaient le seul dispositif en échelons. A la guerre, et même aux manœuvres, les événements sont si intenses que cette simplicité devait à juste titre passer pour beaucoup d'officiers, excellents manœuvriers, comme la plus sûre garantie du succès. Leurs efforts tendaient dès lors uniquement, dans la préparation de leurs éléments, à les voir réaliser, en cours et en fin d'instruction, les qualités de souplesse et de cohésion aux allures vives, appelées à rendre leur attaque irrésistible. La théorie nouvelle nous fait entrevoir des dispositifs échelonnés, avec agencement des éléments employés à l'attaque ou à la riposte. En en faisant la loi de l'emploi, peut-être est-il à craindre, si elle reste tant soit peu superficielle, qu'elle ne soit un gros écueil. Le chef qui manœuvre une cavalerie ennemie n'est sûr de lui et de ses moyens qu'autant qu'il a tout son monde dans la main, bien orienté sur l'axe qu'il détermine. Des échelons qui ne resteraient pas intimement liés ensemble, qui, par des intervalles et des distances quelconques ou des dispositions excentriques, tendraient à s'affranchir, à s'isoler, ne pourraient prendre part au déploiement final, sur le front déterminé par la situation de combat, avec cette soudaineté que commande l'action de la cavalerie. Des dispositions semblables prises *à priori*, qui ne se trouveraient pas en concordance avec une situation analogue et symétrique de l'adversaire, outre que de pareilles conceptions sont puériles, laisseraient l'unité désassemblée, à la merci d'une ligne pleine ennemie simplement et résolument conduite.

Sous le bénéfice de ces réserves que l'exposé qui suivra cherchera à faire plus amplement ressortir, il faut convenir que le dispositif en échelons peut être, par excellence en cavalerie, aux mains d'un chef alerte, un procédé de manœuvres prépondérant. Nos règlements le recommandent; les directeurs de manœuvres le préconisent, et quelques-uns ont pu en jouer merveilleusement depuis quelques années. La notoriété brillante de ces derniers, de même que le mérite séduisant du procédé, ont

naturellement justifié la faveur qui s'est attachée aux manœuvres qu'ils ont dirigées? Est-ce à dire que les chercheurs, et il en est encore heureusement beaucoup dans notre arme, se soient assimilé du premier coup tous les secrets de la doctrine? A en juger par nos efforts à la creuser, nous pouvons bien le dire, au moins pour notre compte, il y aurait danger à voir dans le procédé par échelons la panacée universelle. L'esprit a donc pu se défendre de l'attrait sans réflexion que ces manœuvres auraient pu laisser. Il s'y est complu pour les raisons que nous avons dites. Un travail latent, inconscient si l'on veut, s'est fait. La réflexion le mûrira. Les maîtres et le temps orienteront définitivement la doctrine. C'est sous la recommandation de ces pensées que cette étude demande qu'on veuille bien lui être indulgents, et ne pas voir une prétention quelconque dans ce qui n'est qu'un travail consciencieux, un effort plein de bonne volonté.

Manœuvres de la 6^e division de cavalerie.

(Aout 1901.)

Pendant que, sous la direction du Président du Comité, des manœuvres de cavalerie se déroulaient aux environs de Troyes; alors que l'opinion, mise en éveil par l'arrivée prochaine du Tsar, se portait du côté des grandes manœuvres de l'Est qui s'annonçaient et auxquelles il devait assister, la 6^e division accomplissait en Dauphiné, sous la direction du général de Beauchesne, une période d'exercices. Si jamais travail exact, exposé intense de principes et de méthodes furent livrés à l'étude d'esprits en éveil, certes ce furent ceux de ces quelques jours qu'il nous a été donné de suivre. La personnalité du général de division donnait à ces évolutions un relief personnel de haute marque. Aux mains d'un chef de tempérament différent, la doctrine professée pourra devenir incomplète, et par suite peut-être dangereuse. La 6^e division a eu dans le cavalier prestigieux qu'était son général une confiance entière. Il ne s'est trouvé parmi nous personne qui ne l'ait accepté aveuglément et n'ait vu en l'exposé professé par lui, exercé par lui, le gage assuré du succès. C'est le compte rendu du travail accompli pendant ces quelques journées, dans les formes générales sous lesquelles

tout au moins elles nous ont apparû, que nous voudrions retracer. Loin de nous la pensée de prétendre en reproduire tous les détails ; mais le relevé des traits les plus saillants, parce que ceux-ci, contiennent des éléments de doctrine, appellent l'étude et la réflexion. Peut-être nous sera-t-il permis de la sorte d'en retirer quelques enseignements et, grâce à leur portée considérable, d'orienter quelque peu nos esprits dans la conception générale d'un procédé appelé à devenir prépondérant dans la tactique du combat de cavalerie.

Marche d'approche.

L'unité tactique en faveur à la division est le demi-régiment. Son effectif est déjà considérable ; son déploiement est aussi rapide que celui d'un escadron. C'est en principe l'élément du dispositif échelonné.

Dans le voisinage de l'ennemi, l'ordre de marche préconisé est la colonne double de demi-régiments. Cette colonne, qui met bien tout son monde dans la main du général, est agencée de telle sorte qu'elle se désarticule aisément et vite dans tous les sens. En tête une brigade qui, parce qu'elle est appelée à donner de suite en entier droit devant elle, est formée de deux colonnes accolées de demi-régiments. Derrière cette première masse, les deux brigades, dragons et légère, sont accolées dans le même ordre de demi-régiments en colonne. Le front est celui d'un régiment en masse.

L'artillerie, si elle est dans la colonne, marche soit derrière la première brigade, soit plus généralement entre les premiers et deuxièmes demi-régiments. En principe, toutefois, elle emprunte la route la plus voisine ; mais là elle est exposée. La brigade de son côté, dragons ou légère, lui fournit son soutien.

Indépendamment de la fraction qui l'escorte, l'artillerie est toujours précédée, flanquée et suivie de groupes d'éclaireurs.

Le général de division se porte au loin vers l'ennemi, sous la protection d'une avant-garde. Les généraux de brigade sont à sa portée. Les colonels se tiennent en relation directe avec leur général de brigade ; ils assurent leurs communications avec leur troupe.

La division rassemblée a rompu en colonne de pelotons. Elle s'est formée en colonne de demi-régiments, puis en colonne double, par doubléments successifs. Elle est revenue à la colonne de pelotons par des dédoubléments.

Les brigades ont été exercées aux assouplissements de la colonne de demi-régiments.

Déploiement sur le front.

Dans l'esprit du général et dans l'orientation de sa manœuvre d'ensemble, il peut arriver que la brigade de tête doive offrir une ligne très régulièrement formée, destinée à amorcer une attaque. Le déploiement n'obéit, dès lors ici, à aucune autre des considérations tactiques que l'attaque directe peut faire concevoir. Il se fait strictement dans les formes qui doivent lui donner la précision, la régularité parfaites, la cohésion pleine au départ. Il s'exécute au galop, mais les têtes de colonnes passant au pas. On a cherché à déterminer dans ces conditions l'espace minimum nécessaire à une brigade pour se déployer et charger.

Sur ces données on a calculé l'espace que devait, au pas, parcourir la tête pour que le dernier élément de chaque régiment de la brigade ait le temps d'arriver en ligne. La profondeur de la colonne de demi-régiments étant de $48 + 48 + 18 = 114$ mètres, l'espace nécessaire au déploiement d'un escadron, soit 12 mètres, s'y ajoutant et donnant un total de 126 mètres, on a adopté une moyenne de 120 mètres, comme espace à parcourir au moins par les derniers pelotons pour arriver sur le front.

Les fanions ont été placés à 120 mètres en avant du front de la colonne. La brigade s'est déployée, et l'expérience a démontré que ces limites étaient suffisantes. Deux brigades ont été ensuite disposées à 240 mètres, face à face l'une de l'autre, et se sont déployées. La confirmation de cette règle quelque peu empirique s'est trouvée réalisée.

Cette démonstration, dont les écarts peuvent être corrigés par accélérations d'allures des éléments qui se portent en ligne, a pu paraître intéressante.... Ce qui l'eût été à un titre non moins suggestif eût consisté à voir par expérience l'espace nécessaire au déploiement de la brigade au galop allongé, les têtes de colonnes conservant sensiblement le galop de manœuvre. Si les

temps nécessaires dans les deux cas, pour arriver à l'attaque se fussent rapprochés, ce qui n'eût pas manqué d'arriver, à très peu de choses près, peut-être la subtile objection faite au déploiement au galop allongé eût-elle été résolue. Cette objection est que le déploiement doit se faire le plus près possible de l'ennemi. Si, dans les deux cas, le temps nécessaire est sensiblement le même, la règle si prépondérante en cavalerie, du déploiement au galop allongé qui exploite la vitesse avec la griserie qu'elle imprime à la ligne d'attaque, se fût trouvée dégagée. A cet exercice particulier du deuxième jour, les partisans du déploiement avec arrêt des têtes de colonnes ont pu trouver une apparente justification de leurs idées. Nous avons mis vingt ans à vouloir en sortir, sans pouvoir y réussir, sous prétexte que nous n'étions pas mûrs pour le galop allongé. Au cours des exercices qui ont suivi, le déploiement s'est toujours fait au galop sur le chef, ce dernier conservant ou prenant cette allure dont il a dû subordonner le rythme aux circonstances de la manœuvre ou aux particularités de l'évolution. Le travail du jour, pour séduisant qu'il apparaisse comme calcul, nécessaire, applicable à un cas tout particulier, n'en a pas moins ancré à nouveau, dans des esprits qui n'en ont retenu que la forme, ce mode, restrictif du déploiement. Au lieu que celui-ci se fasse sur le chef; au lieu que ce dernier, par suite, n'ait plus à se préoccuper que de sa direction, des nuances de son allure dans laquelle se coule la vitesse des fractions qui arrivent, avec, réalisées, les qualités de cohésion auxquelles les ont rompues des exercices de ce genre, et dont il exploite ainsi pour la charge l'élan et la griserie, des préoccupations diverses et de toute autre nature lui sont imposées. Le capitaine commandant quitte la direction; il vient placer son premier peloton sans intervalle à côté du voisin qui lui sert de base, le fait passer au pas, de peur qu'il ne dépasse l'alignement, puis cherche sa place devant le centre de son escadron dont il attend perplexe la formation complète, etc, etc.... L'expérience, on le répète, eût été pénible si elle ne se fût appliquée à un cas d'ordre tout particulier; si, par surcroît, elle n'eût été ordonnée par un chef, qui, un des premiers, avait posé nettement en principe, au Grand-Camp, que le déploiement devait se faire au galop, le chef et la fraction de tête conservant cette allure.

Le principe émis en fin d'exercices a relevé un ordre d'idées essentiellement de ce genre, et dont l'énoncé est toute une doctrine en matière d'échelons. Telle circonstance peut se produire au moment ou au cours du déploiement, qui impose au chef de voler à l'attaque. Si toute sa ligne est formée, tant mieux ; mais s'il y manque quelques fractions encore, il ne s'en porte pas moins à l'attaque avec ce qu'il a, parce qu'il le faut ; parce que le voisinage de l'ennemi le commande ; parce que l'occasion passe favorable et rapide. Les fractions non arrivées suivent en échelons. Mais ce n'aura pas été, qu'on y prenne bien garde, une disposition voulue qui dans ce cas serait médiocre, car, à fronts égaux, la ligne pleine est la forme de la charge. Les échelons ainsi semés sont *déposés* parce qu'on n'a pas eu le temps de les attendre. Sous cette apparence l'échelon est un pis-aller ; il souligne au surplus un défaut de coup d'œil, quand il n'est pas une nécessité de circonstance. Ainsi se trouve condamnée la théorie, hélas encore très répandue, qui préconise un dispositif d'échelons déployés chargeant successivement une ligne pleine.

Ploiements.

Chacun des exercices de la brigade contre les fanions, ou de brigade contre brigade, a été suivi du mouvement de ploiment de ces unités. Dans ces ploiements, la fraction base est de pied ferme ou passe au pas. Les sonneries « au trot » ou « au galop » ne peuvent s'adresser qu'aux fractions qui ont le plus de chemin à parcourir. En vue d'éviter des cheminements inutiles et des tourniquets, que le général de division proscriit absolument, les commandants d'unités, escadrons, demi-régiments, régiments..., ordonnent des évolutions orientées de telle sorte que le redressement final se fasse par un mouvement carré. Cette règle sera rigoureusement appliquée aux cours des exercices ultérieurs.

Le règlement prescrit que toutes les formations, celles des ploiements comme les autres, se font sur le chef, ou sur la fraction qu'il indique et à laquelle il indique une direction. La formation indiquée, chacun se porte à sa place par le chemin le plus court, à l'allure commandée. Le principe est d'une simplicité d'application appelée à lever toutes les hésitations et à rendre

l'évolution de cavalerie souple et rapide. En prescrivant dans les ploiements des évolutions rigoureuses, le général, sans doute, a cru devoir ainsi exercer le coup d'œil des chefs et assouplir l'aptitude manœuvrière de la troupe.

Fourrageurs.

L'emploi des fourrageurs comme disposition a été exercé. Devant un régiment ou devant une brigade en masse, une ligne de fourrageurs peut être lancée avantageusement pour masquer une manœuvre. Le front à garnir comporte ici, au moins, la dispersion d'un escadron.

L'escadron désigné se détache et se déploie de diverses manières suivant la place qu'il occupe dans la masse. S'il est premier escadron, il se déploie vers la gauche; s'il est deuxième ou troisième, il se déploie sur le centre. Le mouvement est successif, par pelotons, chacun d'eux ne commençant sa dispersion que lorsque celle de son voisin du côté du peloton base est terminée; c'est, sinon le moyen d'aller plus vite, au demeurant celui d'aller plus sûrement, plus exactement dans la prise successive des intervalles et dans la continuité de la ligne.

Il n'a pas été question d'attaque en fourrageurs. Celle-ci est d'ordre tout différent. L'attaque en fourrageurs est une attaque en ordre dispersé. L'emploi des fourrageurs comporte la dispersion en fourrageurs et la charge en fourrageurs. La charge en fourrageurs peut s'exercer en partant de l'ordre dispersé, ou directement d'une formation quelconque. Dans ce cas la dispersion et la charge se confondent. Le chef commande en « En fourrageurs » et ensuite « Chargez ! ».

Telle est en substance la nouvelle rédaction du règlement. Elle constitue un progrès réel sur l'ancienne qui nous donnait cet unique gabarit : la dispersion et la charge. Toutefois, comme si là, de même qu'en beaucoup d'autres points, le progrès réalisé n'avait pas la netteté d'une règle hardiment posée, le formalisme ancien n'est pas délaissé. Même dans l'attaque, la forme antique se retrouve : Dispersion et charge. Il est vrai qu'on a soin d'ajouter qu'elles se confondent.

La dispersion en fourrageurs peut constituer une démonstra-

tion ou une disposition momentanée prise en vue de parer aux projectiles d'infanterie ou d'artillerie. Une telle disposition n'implique pas l'idée d'attaque. Elle se prend dans le peloton et dans l'escadron à l'aide des indications habituelles se rapportant aux exercices d'assouplissement, à la prise des intervalles. La troupe est exercée à s'ouvrir ainsi, soit sur le centre, soit sur une aile, aux trois allures.

L'attaque en fourrageurs est une attaque en ordre dispersé. Elle part en principe d'une formation quelconque de manœuvre, exceptionnellement de la formation en ordre dispersé. Un objectif se présente, un groupe d'artillerie, une troupe d'infanterie, une cavalerie qui tourne bride, etc., etc., il n'y a pas de temps à perdre. Une indication : tel peloton; tel objectif; « En fourrageurs ». Les hommes prennent leur direction, et le sabre à la main, de toute la vitesse de leurs chevaux, courent sus à l'objectif.

La troupe doit être exercée à ce genre d'attaque en partant de l'ordre en bataille et de l'ordre en colonne. Contre la cavalerie, la nature du terrain où nous appelle l'emploi de l'arme nous trouve en principe en colonne de pelotons; mais contre l'infanterie, mille occasions peuvent surgir qui nous prennent cheminant le plus souvent en colonne par quatre, quand ce n'est pas en colonne par un. La troupe doit être rompue aux dispersions en partant de la colonne de route, en avant, à droite, à gauche, en arrière. Il ne faut pas prétendre ici réaliser l'alignement, pas plus que la régularité des intervalles. La pratique de cet exercice appelle un objectif. Elle doit habituer les hommes à courir à ce dernier en prenant chacun pour son compte un point de direction qui les disperse au fur et à mesure qu'ils avancent. La marche à l'ennemi, et non la prise des intervalles, reste ainsi la physionomie prépondérante de cette attaque.

Ralliement.

En fin de chaque séance, les hommes ont été dispersés aux mille points du cadre de la manœuvre. Les chevaux, dans l'isolement qui suit ainsi le travail du rang, tendent à s'affranchir de la routine et de l'attrait nuisible à leur franchise, que ne manquerait pas de leur imprimer un travail de ce genre tro

prolongé. Toute une brigade ainsi dispersée a été ralliée. Le mouvement s'est fait au galop. Les chefs se sont portés à leur place, et les hommes se sont alors formés derrière eux.

Cette forme du ralliement est effrayante, et c'est merveille qu'elle ait réussi sans encombre; un millier de chevaux lancés au galop se sont croisés, entremêlés, et ont fini par se grouper derrière leurs chefs respectifs.

La note alerte du *ralliement* arrachant au désarroi de la mêlée ou aux vibrantes circonstances de la poursuite, pour les reformer, les cavaliers dispersés, nous reste-t-elle donc la règle qu'a poétisée la légende? Est-ce bien la forme sous laquelle le règlement, qui vient de créer la sonnerie du *rassemblement*, envisage cette évolution?

Le ralliement implique une situation critique dont il faut sortir d'urgence, ou une occasion propice qu'il convient de saisir sans qu'il soit possible, sans que l'on estime avoir le moyen de passer par la formation de manœuvre habituelle. Le rassemblement permettant de ressaisir une troupe de cavalerie et de la reconstituer dans un ordre dont elle est momentanément sortie, il va de soi que le ralliement sous sa forme précipitée, anormale, n'en comporte pas moins l'attaque, la marche à l'ennemi. En conséquence, les dispositions prises dans la formation en bataille habituelle sont au ralliement sensiblement les mêmes. Au point de vue tactique qui se retrouve ici, un capitaine commande moins aux cent hommes de son unité qu'à ses quatre pelotons. Dans le ralliement, de même que dans toutes les circonstances d'une attaque en bataille, les unités de combat doivent arriver compactes derrière leurs chefs respectifs.

Déploiements sur la ligne oblique.

Si le déploiement doit se faire sur une direction oblique, il est préférable, avant de l'ordonner, d'engager la tête de colonne dans l'axe de l'évolution.

Mais il peut arriver que l'on n'en a pas le temps ou que, l'orientation de la tête étant prononcée, la queue de la colonne n'est pas encore engagée dans l'axe du déploiement au moment où celui-ci est commandé. L'évolution pour rester souple et rapide comporte des procédés assez délicats.

Au signal du déploiement, les chefs de peloton envisagent la place qu'ils doivent prendre derrière leur capitaine commandant.

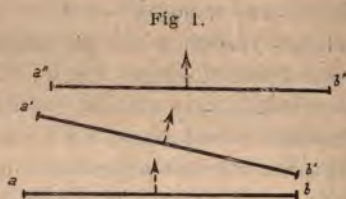
Ils ont, pour s'y porter, trois mouvements à exécuter :

1^o Changer de direction. Ce changement de direction doit se faire vite, c'est-à-dire au galop, à pivot mouvant, sur le plus petit arc de cercle possible ;

2^o Marcher droit sur la direction oblique qui conduit à leur place derrière le capitaine commandant ;

3^o Se redresser. Or, ce redressement final par conversions est lourd, embarrassant, trop long. Il y a tout avantage à lui substituer le redressement résultant de l'oblique individuelle. En conséquence, au moment où se termine la première conversion, le peloton coule dans l'oblique du côté du pivot.

Les trois positions de la ligne *ab*, dans la figure 1 ci-dessous, indiquent le sens de l'évolution.



Il faut que les cavaliers du côté *b'* pivot allongent en avançant pour venir en *b''*. Le procédé est remarquable par sa souplesse.

C'est le suivez-moi avec l'aisance résultant de l'oblique individuelle, sans aucune des obligations tactiques auxquelles peut astreindre la précision de l'angle de 45°. Ces deux mouvements, conversions au galop sur le plus petit arc de cercle suivies du couler dans l'oblique, donnent au travail d'ensemble le coulant et la rapidité des évolutions. Ils doivent être l'objet des préoccupations de l'instruction ; il convient d'y former tous les pelotons.

(Marche oblique sur le cercle, le front restant toujours dans le prolongement du rayon.)

Pour bien marquer les détails du procédé, les fanions ont été disposés obliquement par rapport au front. Le déploiement

ordonné, l'évolution a été décomposée : 1° les capitaines commandants se sont portés à leur place de bataille; 2° les pelotons se sont orientés par rapport à eux par conversions à pivots mouvants; 3° ils se sont portés dans le dispositif de l'oblique individuelle à leur place de bataille vis-à-vis de laquelle ils se sont redressés.

Abstraction faite de l'idée que comporte cette décomposition, cette seconde manière de présenter le déploiement dans son ensemble nous affranchit des formes étudiées le deuxième jour, et souligne celle sous laquelle il convient d'envisager désormais, et en général, le déploiement d'une troupe de cavalerie. Le déploiement se fait sur le chef. Celui-ci oriente la manœuvre, précise le sens de l'attaque, fait sonner « en bataille » et continue à s'avancer au galop sur l'axe qu'il détermine. Derrière lui, à la place qu'il doit occuper, chaque commandant d'escadron se dirige à la tête de sa troupe qu'il déploie lorsqu'il est orienté par rapport à la direction de son chef. Le capitaine commandant ne se préoccupe que de deux choses : sa direction; l'allure de son galop, qu'il règle par rapport à celle de son chef et de telle sorte que l'escadron se forme aisément et vite, le centre derrière lui; il prend dans l'allure la plus vite du dernier peloton son unité déployée et la conduit sur la ligne de l'étendard, derrière le colonel qui, à son tour, entraîne progressivement à la charge les escadrons formés.

Sous cet aspect simple et souple, toute de décision et d'élan, l'attaque d'une troupe de cavalerie réalise vraiment les qualités qui la font irrésistible. Ainsi sont supprimées toutes les hésitations, toutes les causes d'irrégularité, toutes les erreurs accidentelles de direction que soulignent les arrêts des têtes de colonnes, basés de formations.

Le déploiement implique la portée finale de la manœuvre, laquelle est dans l'attaque la charge en ligne. Les formes sous lesquelles cette charge doit se produire sont donc réalisées au départ. Le signal du déploiement comportera dès lors le commandement : « Sabre à la main! pour l'attaque! » Par suite également les officiers seront tous sur la ligne de l'étendard.

Il a été dit que l'escadron se déploie de telle sorte que le centre soit derrière le capitaine commandant. Celui-ci n'ayant pas à rechercher sa place devant le centre de son escadron, comme

dans le cas du déploiement sur le premier peloton base, reste exclusivement à sa direction et à son allure. Or, comme il est en tête de sa colonne qu'il dirige, au moment où il ordonne le déploiement en bataille, il doit en indiquer le sens. Il est admis, une fois pour toutes à la division que ce déploiement en bataille se fait vers la gauche; le premier peloton va à droite; le deuxième droit devant lui; les troisième et quatrième vers la gauche.

Du procédé par échelons.

Au combat de cavalerie, un front bien défini appelle contre lui la manœuvre d'une troupe en formation normale suivant les règles tracées par nos règlements et consacrées par la pratique des exercices.

En présence d'une situation complexe, contre un objectif dont la nature, la force et les dispositions sont capables d'échapper *a priori* à la conception du chef qui le manœuvre, la formation normale, sans doute, peut être employée; pour être des plus simples, des plus fréquentes, souvent même des plus heureuses, cette forme de l'attaque, on le conçoit, n'en est pas moins celle d'un va-tout. Une disposition qui permettrait d'aborder une semblable situation en connaissance de cause, sans compromission fâcheuse, qui laisserait la possibilité d'employer judicieusement toutes ses forces au gré des circonstances, serait de toute évidence bien plus rationnelle.

Telle est en cavalerie, en dehors de toutes autres considérations, la raison d'être du procédé dit « par échelons ».

Donc, l'échelonnement d'une troupe de cavalerie en vue du combat, se recommande tout d'abord parce qu'il se prête aux éventualités et permet d'exploiter les circonstances.

En ce qui concerne les petites unités, la raison d'être du procédé, pour apte qu'il doive être, nous le verrons, à l'emploi de toute la troupe sur un seul front, sous peine d'être exposé à ne produire que des résultats incomplets et de rester à la merci d'une ligne pleine ennemie résolument conduite, n'en implique pas moins le débit successif, par suite l'action quelque peu isolée des échelons. S'il arrivait que l'un d'eux fut exposé, en raison de son peu de consistance, à ne donner qu'un effort incertain,

ou même à faire demi-tour, le cas serait désastreux, car il pourrait réagir sur les échelons suivants, en paralyser l'action ou même en entraîner la déroute. La force de l'échelon dans la brigade est en principe d'un demi-régiment, et la raison qui la motive au moins de cet effectif doit sembler mûrement approfondie.

Dans le combat de cavalerie moderne, l'attaque se faisant en ligne pleine, la cohésion apparaît comme la première des forces qui donnent de la valeur à la troupe. L'escadron, unité de combat, habitué à charger en ligne dans le régiment, conserve dans le demi-régiment cette qualité de liaison dont, isolé, il ne saurait avoir au même degré l'impression. Avec ses deux escadrons en ligne, le demi-régiment offre ainsi la garantie d'un front solide, avec toutes les valeurs de cohésion faites pour donner à son attaque les formes appelées à la rendre efficace. Son effort est appréciable, son déploiement instantané. Pour ces motifs, il est à la division l'élément de combat. Ainsi s'explique et ne saurait trop se recommander la faveur qui tend à s'attacher cette unité.

La nature des situations détermine le caractère général du procédé par échelons.

Ces situations sont offensives ou défensives.

Dispositif offensif.

Pour bien faire ressortir le jeu du procédé, le groupe des unités est disposé comme dans la figure 2 ci-après : une première ligne déployée x, y ; en arrière, à gauche, une série de pelotons de demi-régiments disposés de façon à présenter une succession de fronts diversement orientés.

La brigade D, en colonne double de demi-régiment a, b, c, d , est conduite par son chef suivant l'axe général m, n , orientée par suite dans le sens offensif par rapport aux objectifs 1, 2, 3, 4.

Au fur et à mesure qu'elle s'élève et que les objectifs 4, 3, 2, 1 se dessinent, à l'indication « à vous », elle se débite par échelons a, b, c, d , qui, successivement se portent à l'attaque de l'échelon correspondant. Le mouvement commence par la tête, la brigade continuant à progresser sur m, n .

plus, et même, si cela eût été nécessaire, toute sa brigade. Si cette observation paraît juste, et qu'elle soit bien retenue, la théorie des échelons de manœuvre, dont ce procédé caractérise la nature et l'emploi, pourra nous apparaître sous son vrai jour.

Le mérite d'un dispositif échelonné, quel qu'il soit, serait superficiel s'il n'était fait que de la valeur intrinsèque de la figure qui le dessine. La conception en serait puérile si le procédé ne devait pouvoir comporter que l'emploi successif de chacun des échelons dans les limites absolues d'un front préconçu. Les éventualités appelées à se dégager d'une situation peuvent être diverses. Elles appellent des fronts correspondants.

Elles font appel à des procédés tactiques.

Le procédé par échelons pour une brigade de manœuvre serait donc illusoire s'il ne se recommandait des qualités qui font une troupe manœuvrière, au même titre qu'une formation en ordre normal.

A cette condition, et elle est essentielle, le procédé par échelons doit être préconisé en cavalerie, parce que, merveilleux instrument d'évolution par nature, il peut devenir aux mains d'un chef alerte, le gage certain du succès. C'est sous cet aspect, au point de vue de son mérite comme procédé d'évolution dans la manœuvre, que nous allons l'envisager.

UN OFFICIER DE CAVALERIE.

(A continuer.)



LES LIVRES MILITAIRES

L'Armée à travers les Ages. — 3^a série : les Mémoires. — Conférences faites en 1900 à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr, par MM. SOREL, de l'Académie française et de l'Académie des Sciences morales et politiques; GUIRAUD, de l'Université de Paris; LEHUGEUR, Professeur d'histoire au Lycée Henri IV; COVILLE, de l'Université de Lyon; GEBHART, CHUQUET et RAMBAUD, de l'Académie des Sciences morales et politiques; VANDAL, de l'Académie française. — 1 vol. in-12. — Paris, R. Chapelot et C^e.

Le succès obtenu auprès du public par les deux premiers recueils des conférences d'histoire faites à l'Ecole de Saint-Cyr en 1898 et 1899, est un sûr garant que le troisième et dernier volume de la série, qui vient de paraître, sera accueilli avec la même faveur.

L'attrait de ces dernières conférences, faites par nos meilleurs historiens, ne le cède en rien à celui de leurs devancières; jamais les éminents conférenciers n'ont fait œuvre plus littéraire et plus générale. Ils ont étudié, cette année, les *Mémoires*, source la plus précieuse à consulter pour se faire une idée exacte de ce que furent les mœurs et les usages de l'armée depuis les temps les plus reculés jusqu'à nos jours.

M. Guiraud s'est attaché, comme précédemment, à l'étude du soldat de l'antiquité : cette année, c'est le soldat grec et le soldat romain qu'il peint de façon remarquable, l'un d'après l'*Anabase* de Xénophon, l'autre d'après les *Commentaires* de César. M. Lehueur nous donne une étude des plus complètes et des plus remarquables sur la *Chanson de Roland*, ce monument incomparable de notre littérature nationale. M. Coville traite des grands chroniqueurs du moyen âge, seule source d'informations digne de foi que nous possédions sur cette époque, et M. Gebhart des chroniqueurs de la Renaissance, en particulier des curieux *Commentaires* de ce soldat de fortune que fut Blaise de Montluc, « mal polis comme sortant de la main d'un soldat et encore d'un gascon ». Nous sommes au siècle de Louis XIV et les *Mémoires* deviennent plus nombreux. M. Lehueur les passe en revue : les uns, écrits par des militaires, sont peu connus; les autres sont beaucoup plus populaires, comme ceux de Saint-Simon. M. Chuquet commente les *Mémoires* de la Révolution, écrits par les généraux qui combattirent de 1792 à 1795, et M. Vandal les innombrables *Mémoires* inspirés par l'épopée napoléonienne. La conférence de M. Rambaud est du plus haut intérêt : il suit pas à pas l'action politique, religieuse, militaire de l'émir Abd-el-Kader, d'après ses écrits et les *mémoires* du temps. Enfin l'ouvrage se termine par les superbes pages qu'a écrites M. Sorel sur les romanciers du XIX^e siècle, sur ceux qui ont transporté la vie militaire dans leurs fictions, c'est-à-dire Balzac, Alfred de Vigny, Mérimée, Stendhal, etc.

Tel est cet ouvrage, doublement intéressant parce que, en même temps qu'il évoque certains aspects du passé, il apporte une heureuse contribution à l'histoire littéraire. C'est pour ces raisons que non seulement nos futurs officiers le liront avec profit, mais que sa place est marquée dans toutes les bibliothèques et sur toutes les tables de lecture. — F. C.

Publié sous la direction de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — **Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne (1808-1809)**, par le commandant breveté BALAGNY. — Tome 1^{er} : Durango, Burgos, Espinosa. — 1 vol. in-8 de 499 pages, avec 14 cartes, plans et croquis. — Paris, Berger-Levrault et C^e.

La *Campagne de l'empereur Napoléon en Espagne (1808-1809)* fait partie de l'importante série des campagnes de la Révolution et de l'Empire, dont la Section historique de l'État-Major de l'Armée a entrepris la publication et qui s'accroît chaque année de plusieurs volumes nouveaux. On n'a donc plus à faire l'éloge de cette précieuse collection, non plus que de la méthode qui préside à la rédaction de ses diverses parties.

Dans la série, la campagne de 1808-1809 en Espagne occupe une place à part. Tandis que les autres campagnes de Napoléon, celles que l'on nomme à bon droit « classiques », ont fait l'objet de nombreux travaux, rien n'a été entrepris en France sur la guerre d'Espagne, pas même pour la période où l'Empereur présida en personne aux opérations. Cependant, comme le fait remarquer à bon droit M. le commandant Balagny, « une campagne d'aussi large envergure, dirigée par l'Empereur entre Friedland et Wagram, alors qu'il était à l'apogée de sa grandeur militaire, ne pouvait manquer de porter le sceau de son génie ». C'est ce dont on ne tarde point à se convaincre effectivement, en lisant le premier volume, qui a pour titre : *Durango, Burgos, Espinosa*. Ce volume comprend l'ensemble des opérations engagées avant l'arrivée de l'Empereur, ainsi que la marche sur Burgos et les opérations en Biscaye jusqu'au milieu de novembre 1808. Cette période de l'histoire militaire du Premier Empire ne le cède en intérêt à aucune autre et n'est pas moins féconde en utiles enseignements.

L'auteur de ce travail ne s'est d'ailleurs pas borné à rassembler les documents qui existaient en grand nombre aux Archives de la guerre et aux Archives nationales. Il a fouillé également les archives du Dépôt de la guerre de Madrid et a mis largement à profit les documents espagnols et anglais. Il a de plus parcouru lui-même le théâtre des opérations, suivi les itinéraires principaux de nos armées et visité les champs de bataille les plus importants. Il en a rapporté des croquis d'après nature qui, joints aux cartes et plans reproduits d'après les originaux conservés aux Archives du Service géographique et où les positions respectives des belligérants ont été reportées avec le plus grand soin, donnent à l'ouvrage un attrait nouveau et à son étude une facilité que le lecteur ne saurait manquer d'apprécier. — P.

Le Propriétaire-Gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et C^e, 2, rue Christine.

JOURNAL
DES
SCIENCES MILITAIRES.

REVUE MILITAIRE FRANÇAISE.

Juin 1902.

LE
SERVICE DE DEUX ANS

DEVANT
le Sénat et la Chambre¹.

Le service de deux ans devant la Chambre.

Ainsi que nous l'avons expliqué plus haut, nous avons pris comme base de discussion du service de deux ans le rapport de l'honorable M. Rolland comme étant le plus étudié et le plus complet sur la question.

Toutefois, le Sénat n'a pas été seul saisi. A la Chambre des députés, le rapporteur du budget de la guerre, l'honorable M. Berteaux, sans en faire l'objet d'une proposition de loi, a exposé, dans son travail, ses idées sur la réduction du service militaire à deux années.

¹ Voir la livraison de mai 1902.

Son rapport, véritable encyclopédie, ne se borne pas à étudier le côté budgétaire, à équilibrer les dépenses et les recettes, à rechercher les économies, à supprimer les frais inutiles. On peut dire que cela a été la moindre de ses préoccupations tant il a étendu le champ de ses investigations.

Il examine, en détail, toutes les questions intéressant le personnel : officiers, sous-officiers, troupe ; l'administration, le matériel, les établissements de toute nature.

Il passe en revue tout ce qui concerne l'organisation, le commandement, l'instruction : recrutement des officiers, Prytanée militaire, écoles d'enfants de troupe, officiers de réserve, état-major de l'armée, service télégraphique, fusion des états-majors de l'artillerie et du génie, déclassement des forteresses, manœuvres avec cadres, manœuvres de garnison, manœuvres d'automne, période d'instruction des réservistes, des territoriaux, endivisionnement de l'artillerie, etc., etc.

Bien plus encore, il pose les bases de la revision de notre législation militaire : loi de recrutement, loi des cadres et des effectifs, loi sur l'avancement, loi sur le haut commandement, organisation des pouvoirs publics en cas de guerre..... Rien n'est omis, rien n'est oublié.

Il ne nous coûte pas de le reconnaître : c'est un véritable tour de force que le rapporteur a accompli ; alors que les quatre ou cinq mois dont il disposait auraient paru bien employés par l'examen du budget, l'honorable M. Berteaux a trouvé le moyen d'exposer ses idées sur les innombrables questions d'ordre plus ou moins technique qui concernent l'armée et même l'art militaire. Que disons-nous ? Exposer ses idées ? Sur la plupart des points, il n'a pas hésité à tracer des règles, à énoncer des principes, à recommander des procédés, à donner des conseils, ne se faisant pas faute de gourmander à l'occasion l'Administration de la guerre.

Et si l'on songe que ce pénible labeur n'a point empêché l'honorable député de participer aux travaux de la Chambre et de prendre une part, quelquefois énergique, à la discussion, on ne peut que rendre hommage à sa puissance d'assimilation.

Seulement, nous demandons en vertu de quel mandat le rapporteur a ainsi procédé ?

De deux choses l'une : ou bien la Commission du budget a été

appelée à voter sur les « mille et une » propositions inscrites dans le rapport en dehors des questions budgétaires, et nous ne pouvons que nous étonner de cette longue incursion dans le domaine de la Commission de l'armée;

Ou bien les idées émises sont absolument personnelles au rapporteur et, dans ce cas, on ne voit pas à quel titre elles figurent dans le rapport.

Que l'honorable député en fasse l'objet d'autant de propositions de loi; qu'il dépose ces propositions et qu'elles soient ensuite renvoyées à l'examen de la Commission de l'armée, rien de mieux. Mais profiter, — abuser, dirions-nous volontiers, — de son titre de rapporteur du budget, pour s'ériger, de son autorité privée, en critique et en juge de l'organisation entière de l'armée, dans son ensemble et dans ses détails, voilà ce qui paraît véritablement intolérable. Autre chose est de tenir les cordons de la bourse, et autre chose d'étudier les réformes à introduire dans notre organisation militaire.

Réunir les deux attributions, c'est vouloir exercer sur le Ministre une pression que rien ne justifie et dont les inconvénients sautent aux yeux.

Que peut faire le Ministre devant cette invitation d'avoir à prendre telle mesure, à modifier telle organisation, à présenter tel projet de loi, alors qu'elle émane du rapporteur du budget ?

S'il résiste, n'est-il pas à craindre que l'accueil à lui fait ne s'en ressente, et que le budget de la guerre ne soit sabré ?

A moins que cette crainte ne le détermine à céder sur certains points, à faire la part du feu et à accepter telle ou telle manière de voir qui n'aurait jamais été admise sans cela ?

Que deviennent, dans ces conditions, les intérêts de l'armée dont le Ministre a seul, cependant, la charge et la responsabilité ?

Le travail législatif a pour base les projets et propositions de loi présentés aux Chambres et soumis ensuite à l'examen des Commissions nommées à cet effet.

Ici, rien de semblable : ni propositions de loi régulièrement déposées, ni études de ces propositions par la Commission compétente.

Les propositions non budgétaires contenues dans le rapport constituent un flagrant empiétement sur les attributions d'une

autre Commission. Mais elles constituent surtout une intrusion du pouvoir législatif dans le pouvoir exécutif, contre laquelle nous ne saurions trop nous élever.

Cette façon de procéder n'est pas nouvelle, du reste, mais c'est un motif de plus pour protester contre un usage qui tend à s'établir, faussant les rouages du régime parlementaire et contribuant à affaiblir le Gouvernement, déjà trop porté à faire bon marché de son initiative et à s'effacer devant les Chambres.

Que chacun reste dans les limites de ses attributions, et les affaires n'en iront que mieux.

Qu'on nous pardonne cette digression à laquelle nous nous sommes laissé entraîner après avoir lu le rapport de M. Berteaux, à la recherche du chapitre relatif au service de deux ans.

Nous devons le déclarer tout de suite : les deux rapporteurs ont absolument la même opinion et leurs arguments sont identiques. Pour M. Berteaux comme pour M. Rolland, les deux vices imputés à la loi de 1889 se trouvent dans l'institution des dispensés et dans l'emploi des combattants aux services accessoires de l'armée : régimentaires et extra-régimentaires. Les deux remèdes sont naturellement aussi les mêmes : suppression des dispenses et utilisation des hommes des services auxiliaires.

Seulement, le rapporteur du budget à la Chambre, traitant dans son travail *de omni re scibili militari*, ne pouvait consacrer à la question autant de développements que le rapporteur spécial au Sénat.

Il n'entre donc pas autant dans le détail, mais il attaque avec non moins de vigueur l'organisation actuelle :

« Tout le monde connaît les contradictions et l'esprit d'inégalité qui caractérisent la loi de recrutement....., elle a laissé subsister une des plus criantes inégalités des lois antérieures : l'inégalité du temps de service.

« L'effet le plus clair de cette législation bâtarde, a été de pousser vers les hautes études un nombre considérable de jeunes gens aisés, dans le but unique d'éviter deux années de service militaire ¹. »

Nous n'avons qu'à le répéter : Qui donc a exagéré, sans

¹ Rapport sur le budget de la guerre pour 1902, par M. Maurice Berteaux, député, page 276.

mesure et sans besoin, le nombre des cas de dispenses de l'article 23, sinon le législateur qui va sans cesse en ajoutant une catégorie nouvelle? Et qui empêcherait ce même législateur, éclairé par ces critiques, de réduire les dispenses dans une juste proportion? Qui empêcherait d'insérer dans la loi, comme cela est proposé, une clause imposant aux dispensés l'obligation de devenir officier de réserve, sous peine de perdre le bénéfice de leur dispense et de compléter leurs trois années de régiment? Et qu'est-ce que tout cela a à faire avec la durée du service militaire?

L'honorable rapporteur du budget allègue aussi que la loi actuelle « aboutit en dernière analyse à ne plus faire peser l'obligation de trois ans de service que sur les fils des cultivateurs, des ouvriers, des petits commerçants ou entrepreneurs »¹.

Cette phrase est à placer à côté de cette citation du rapport Rolland :

« C'est cette loi qui fait regorger les collèges et les universités de postulants innombrables, acharnés à des études généralement sans lendemain...; c'est elle qui dépeuple nos campagnes »².

Encore une fois, il y a du vrai dans cet abus des dispenses, mais de grâce, Messieurs, ne vous échauffez point, est-on tenté de leur dire, et daignez considérer qu'il ne s'agit, après tout, que de 5,000 jeunes gens sur 210,000 et qu'il ne tient qu'à vous de les réduire au moins de moitié. Il n'y a, tout de même, pas là de quoi dépeupler nos campagnes, d'autant qu'elles fournissent leur contingent de dispensés non moins que les villes, car s'il se rencontre dans les campagnes moins de diplômés, on y trouve infiniment davantage d'élèves instituteurs et d'élèves ecclésiastiques.

Nous ne parlons pas, bien entendu, des dispenses dites de droit (art. 21), uniformément réparties entre toutes les classes de la société, non plus que des dispenses à titre de soutien de famille (art. 22) qui s'appliquent exclusivement aux malheureux. *Tout compte fait, les pauvres participent infiniment davantage que les classes aisées aux 66,000 dispenses accordées par an.*

¹ *Rapport Berteaux*, page 276.

² *Rapport Rolland*, page 10.

Nous ne trouvons pas plus dans un rapport que dans l'autre, de critique sérieuse contre les dispenses résultant des articles 21 et 22, sinon qu'elles violent le grand principe de l'égalité. A cela nous avons déjà répondu que ces dispenses satisfont en revanche l'équité et l'humanité. Il est vrai que ces derniers principes ne sauraient prévaloir, nous l'avons vu, contre celui de l'égalité, dans l'esprit de nos modernes réformateurs.

Quoiqu'il en soit, on peut dire que ceux-ci ont voulu spécialement atteindre les 5,000 dispenses de l'article 23 et que les 61,000 autres sont supprimées par-dessus le marché. Nous verrons, lorsque viendra le moment de voter la suppression des dispenses, si tous les députés montreront cette belle ardeur.

L'honorable M. Berteaux aborde ensuite la question de l'utilisation des hommes appartenant aux services auxiliaires.

Il fait remarquer que, dès 1893, il avait déjà fait adopter par la Chambre des députés un projet de résolution tendant à réglementer « l'organisation du service auxiliaire, de manière à assurer, sans prélèvement sur les effectifs des combattants, les services intérieurs des unités, les services régimentaires et les services extra-régimentaires.

« La Chambre, ajoute-t-il, a voté cette résolution, mais l'Administration de la guerre n'en a tenu aucun compte. »

Il aurait même pu dire que la Chambre elle-même n'avait pas paru s'en soucier davantage, car en six ans, si elle l'eût voulu, il lui eût été facile de rafraîchir la mémoire de l'Administration.

On sait avec quelle facilité les Chambres votent des résolutions, facilité qui n'a d'égale que celle avec laquelle elles les oublient.

Ce sont des démonstrations toutes platoniques qui produisent une impression favorable sur les électeurs, sans engager en rien ceux qui les votent. Elles ne deviendraient gênantes que lorsqu'il s'agirait de les transformer en lois ; aussi préfère-t-on, le plus souvent, les laisser tomber dans l'oubli.

Une seule chose subsiste quelquefois : l'amertume au cœur de l'auteur du projet délaissé :

« Si l'Administration de la guerre avait déféré à la volonté de la Chambre, peut-être eût-il été encore temps, à cette époque, de réviser et de compléter dans ce sens la loi de 1889. Cette solution,

qui aurait été acceptable, au moins provisoirement, en 1895, ne l'est plus aujourd'hui.

« La loi de 1889 ne nous paraît pas susceptible d'amélioration ; elle nous a donné des déboires tels, sous tous les rapports, qu'elle doit disparaître de nos institutions »¹.

De quels déboires, grands Dieux ! s'agit-il et que s'est-il donc passé, depuis 1895, qui ait rendu la loi de 1889 absolument hors service ?

L'armée, il faut l'avouer, ne s'en est pas aperçue. Mais elle est si ignorante de ce qui lui convient, si peu au fait de ses véritables intérêts, elle a si peu l'habitude d'être consultée, depuis quelque temps surtout, qu'il ne faut pas s'en étonner ni s'y arrêter.

Cependant, nous qui partageons cette ignorance, nous préférierions beaucoup, à ces affirmations péremptoires, une bonne énumération de ces vices rédhibitoires dont on nous parle sans nous les montrer, car nous ne pouvons regarder comme tels les deux inconvénients signalés et qu'il est si facile de corriger sans toucher au principe de la loi.

En attendant, si nous examinons, à la suite de M. Berteaux, quelles sont les ressources en hommes des services auxiliaires, nous voyons qu'elles s'élèvent, par an, à 19,500 hommes auxquels s'ajoutent 15,000 ajournés de la classe précédente, en tout 34,500 hommes².

De son côté, M. Rolland donne, à la place des chiffres ci-dessus : 20,896 hommes de la classe, 2,590 ajournés soit 23,486³. Différence entre les deux estimations : 11,000 hommes.

Si l'on veut savoir ce que produiront les services auxiliaires, maintenus deux ans sous les drapeaux, on trouve, d'après M. Berteaux 52,500 hommes. Le même calcul avec les chiffres de M. Rolland donne 45,600 hommes. Différence : 6,900 hommes.

Il va sans dire que les deux rapporteurs prennent pour base les documents du ministère de la guerre.

Ce sont là les gâtés de la statistique.

Si nous passons à l'évaluation des besoins, les divergences ne sont pas moindres.

¹ *Rapport Berteaux*, pages 283-284.

² *Ibid.*, page 285.

³ *Rapport Rolland*, page 80.

L'honorable rapporteur du Sénat adopte d'abord le chiffre de 80,000 hommes pour le réduire plus loin à 30,000, oscillant du simple à plus du double.

Quant au rapporteur de la Chambre, il prend le nombre de 41,470 hommes pour les services régimentaires augmenté de 7,000 hommes pour les services en dehors des corps de troupe, en tout, 48,470 hommes.

En réalité, ils n'ont, ni l'un ni l'autre, aucune base positive et leurs fixations sont de la fantaisie pure.

Pour combler le déficit créé par le service de deux ans, M. Berteaux adopte le système préconisé par M. Rolland ; il remplace les manquants par des hommes des services auxiliaires.

Ce déficit, calculé bien entendu, lui aussi, d'après les documents du ministère de la guerre, est évalué par M. Rolland à 50,400 hommes et par M. Berteaux à 41,193.

Cette précision est bien faite pour inspirer confiance.

L'effectif des hommes des services auxiliaires appelés pour deux ans se montant, d'après l'honorable rapporteur du budget à 52,500, il y trouve naturellement le nombre d'hommes suffisant pour parer au déficit. Il admet, en outre, qu'on puisse y ajouter « un certain nombre d'engagés, 4,000 par exemple »¹.

Il remplace ainsi par des hommes impropres au service armé les employés pris jusqu'ici dans les rangs des combattants et qui, à son dire, « constituent en réalité de véritables non-valeurs »¹.

C'est en vain qu'on ferait observer à ces messieurs que, en mettant les choses au pire, en admettant toutes leurs critiques, ces employés ne sont pas moins des soldats qui ont reçu l'instruction militaire avec les autres recrues ; que, s'ils ne sont pas exercés quotidiennement, ils le sont du moins fréquemment ; qu'une fois dans le rang, encadrés par les camarades, ils sauraient y faire bonne figure ; enfin, que leur substituer des hommes impropres au service armé, ce serait, à proprement parler, « remplacer son cheval borgne par un aveugle ».

Rien n'y ferait, et c'est ici qu'apparaît leur tactique.

Lorsqu'ils s'écrient : « La loi de 1889 présente de tels incon-

¹ *Rapport Berteaux*, page 282.

vénients qu'il est indispensable de la remplacer », ils ne disent pas absolument le fond de leur pensée.

La réfutation, si facile, des deux seules critiques adressées à la loi les touche peu, car, à vrai dire, ce n'est pas ainsi qu'ils comprennent la question. Ce qu'ils veulent, c'est l'adoption du service de deux ans, de cette réforme qui fait si bien sur les affiches électorales et qui assurera la réélection de ses partisans. Leur raisonnement est celui-ci : Il nous faut le service de deux ans, trouvons donc, dans la loi du service de trois ans, des inconvénients tels qu'il paraisse indispensable de la remplacer.

Et ils ont cherché et ils n'ont pas trouvé grand'chose. Il a fallu se battre les flancs pour donner des raisons vaille que vaille, enflant outre mesure les critiques, mettant sur le dos de la loi, qui n'en peut mais, des usages plus ou moins abusifs, mais en tout cas absolument en dehors du principe de la durée du service. Et si, malgré tout, le dossier du réquisitoire n'est pas suffisamment corsé, eh bien ! on remplace les raisons par des affirmations ; on accuse la loi de « dépeupler les campagnes », on ne veut plus en entendre parler : « elle a donné tant et tant de déboires qu'elle doit disparaître » !

On fait intervenir « l'opinion publique », qui « s'est enfin émue », qui « veut l'égalité absolue du service pour tous les citoyens ». On lui promet une « solution qui, tout en assurant mieux qu'aujourd'hui la solidité de l'armée et la sécurité des frontières, réalise une réduction des charges qui pèsent lourdement sur les travailleurs, et qui entravent d'une façon si regrettable le développement agricole, industriel et économique du pays »¹.

Cette dernière phrase ne ressemble-t-elle pas à la fameuse formule à l'usage des candidats à la députation :

« Augmenter le produit des impôts tout en dégrevant les contribuables ? »

L'une et l'autre sont en effet de la même famille.

Il est bien certain qu'en proclamant bien haut, comme le fait l'honorable M. Berteaux, que la réduction du temps de service,

¹ *Rapport Berteaux*, page 277.

loin d'avoir des inconvénients, n'amènera que des avantages, on finira par déterminer un courant d'opinion.

Quel est donc celui qui n'accepterait avec empressement un dégrèvement d'impôt ? Nous l'avons vu à propos de la suppression des octrois. Il y avait bien les taxes de remplacement, mais nul, parmi les partisans de la suppression, n'a attiré sur elles l'attention des contribuables jusqu'au moment où la mesure était irrévocable.

Et c'est bien une manœuvre de ce genre que nous craignons !

Ce n'est pas en réduisant la durée du service, en diminuant l'effectif des combattants, en altérant la valeur des cadres inférieurs, en compromettant leur recrutement, que l'on pourra arriver à accroître si peu que ce soit « la solidité de notre armée et la sécurité de nos frontières ».

Nous l'avons surabondamment démontré et le simple bon sens suffirait à le prouver, si la thèse n'avait été obscurcie comme à dessein par ces digressions sur les dispenses et sur les « embusqués ».

D'où vient cet engouement pour le service de deux ans, engouement difficile cependant à expliquer, si l'on s'en tient aux seules considérations militaires ?

C'est ici qu'interviennent, il faut bien le dire, les considérations politiques.

Non certes que les honorables sénateur et député dont nous combattons les idées sur cette question spéciale, aient affiché dans leurs rapports leurs opinions politiques. Ils s'en sont, au contraire, scrupuleusement abstenus, ainsi qu'ils devaient le faire, et nous ne mettons pas un instant en doute leur impartialité.

Cependant, il faut bien le reconnaître, pour impartial que l'on soit, on n'en a pas moins sa manière de voir, qu'il est parfaitement légitime de chercher à faire prévaloir.

Or, tous les partis de gauche, depuis les radicaux-socialistes jusqu'aux collectivistes, en passant par les socialistes purs, professent une aversion plus ou moins marquée pour les armées permanentes auxquelles ils préfèrent les milices.

Seulement, la très grande majorité des hommes politiques appartenant à ce côté des Chambres, comprennent fort bien que

le système qui a leurs sympathies ne saurait être adopté sans transition.

Une excellente raison s'y oppose. Réduite à ses milices, la France, en face de l'Europe armée jusqu'aux dents, courrait grand risque d'être écrasée.

Et, si nous voulions ne pas trop déchoir, continuer à tenir notre rang de grande puissance, ne pas courir le risque d'être absorbés par des voisins gourmands, comme le fut jadis la Pologne, force serait, à côté des jeunes soldats, ne demeurant sous les drapeaux que le temps strictement nécessaire à leur instruction, de conserver un nombre très considérable d'engagés et de rengagés : 200,000 hommes, suivant l'estimation de M. Berteaux, tant pour encadrer et instruire les jeunes soldats, que pour conserver les effectifs reconnus indispensables.

Or, il le déclare, on ne trouvera pas le nombre d'engagés et de rengagés nécessaires; les trouvât-on, leur entretien imposerait au pays d'énormes sacrifices budgétaires; enfin, la présence dans l'armée d'un aussi grand nombre de soldats de métier « pourrait n'être pas sans danger pour la paix intérieure¹ ».

Tels sont les motifs pour lesquels l'honorable rapporteur se déclare partisan du service de deux ans, sans dissimuler toutefois sa préférence théorique pour celui d'un an².

Ce qui l'en détourne, détourne également le rapporteur du Sénat. C'est ce qui nous explique pourquoi, sous la plume de l'honorable M. Rolland, nous rencontrons maints arguments en faveur du service d'un an qu'il préfère, et non du service de deux ans, qu'il soutient !

On comprend dès lors qu'il nous dise que l'armée active « doit être une grande école militaire, où la nation entière, dans le moins de temps possible, mais dans un délai égal pour tous, sera tenue de s'instruire complètement dans le métier des armes³ », ou bien encore que « les hommes ne doivent être retenus sous les drapeaux que durant le temps strictement nécessaire à l'instruction technique du soldat⁴ ».

¹ Rapport Berteaux, page 280.

² *Ibid.*, page 278.

³ Rapport Rolland, page 17.

⁴ *Ibid.*, page 44.

C'est à se demander si ces phrases ne sont pas extraites d'un rapport tout préparé sur la supériorité des milices et utilisé ici prématurément...

MM. Rolland et Berteaux manifestent d'ailleurs une égale répugnance pour les rengagés, qu'ils regardent d'un œil soupçonneux et qu'ils n'admettent qu'à titre d'exception¹.

En résumé, ce que les deux rapporteurs redoutent dans le système des milices, ce ne sont pas les miliciens eux-mêmes, mais bien les anciens soldats que, dans les conditions actuelles, on serait forcé d'y adjoindre.

De son côté, la *Petite République*, dans un article déjà cité, spécifie bien les intentions du parti collectiviste : « Gardons-nous, dit-elle, de confondre la théorie avec la pratique. La théorie c'est le service d'un an, la simple milice et même moins, car il faut espérer que les hommes ne seront pas éternellement les victimes des gredins qui les mènent en agitant devant eux la loque patriotique. La pratique, c'est la réduction immédiate à deux ans sans surenchère. Ne laissons pas échapper l'occasion qui se présente de libérer la jeunesse française d'une année de bagne et d'abrutissement. »

Ainsi les deux ailes du parti socialiste sont d'accord pour adopter le service de deux ans.

Nous n'entendons pas, est-il besoin de le dire, solidariser ces deux ailes et nous sommes, au contraire, bien convaincu que les honorables rapporteurs n'ont pas, de l'armée actuelle, l'opinion que professe la *Petite République*, opinion contre laquelle, du reste, l'armée se gardera de réclamer, se tenant pour satisfaite d'être traitée sur le même pied que le drapeau et que la Patrie, et d'avoir pour ennemis ceux qui n'ont que mépris et insultes envers l'honneur et le patriotisme.

Il n'en est pas moins acquis, et c'est là où nous voulions en venir, que tous les partisans des milices sont actuellement unanimes à réclamer le service de deux ans... en attendant mieux.

On ne trouvera donc pas mauvais que nous qui, au contraire, regardons l'armée permanente c'est-à-dire composée, pour la plus grande partie, de soldats rompus au métier, comme indis-

¹ Rapport Rolland, pages 69 à 72, Rapport Berteaux, page 289.

pensable à la grandeur et à l'existence même de la France, nous nous méfions du cadeau qu'on veut nous faire.

« *Timeo Danaos et dona ferentes.* »

Et, pendant que nous y sommes, qu'on nous permette d'indiquer à notre méfiance un autre motif encore... c'est la constatation de ce fait que la plupart des partisans du service de deux ans, s'il faut en croire M. Rolland et les nombreuses citations à l'appui de son opinion, nient absolument l'esprit militaire ¹.

Non seulement ils ne croient pas à son existence dans l'armée, mais ils affirment qu'on ne saurait l'inculquer aux hommes, quelle que soit la durée du service : « Il ne saurait être au pouvoir de nos officiers de former le courage et l'âme de citoyens français. »

D'ailleurs l'esprit militaire n'est plus nécessaire :

« C'est une ancienne conception qui n'est plus envisagée de nos jours, par beaucoup d'hommes pratiques et autorisés, comme une des nécessités indispensables à la vaillance de notre armée. »

Et le rapporteur ajoute pour son compte : « Nous ne sommes pas convaincu de l'action moralisatrice de la caserne. »

Officiers qui ne croyez pas votre tâche terminée lorsque vous avez appris à vos soldats « dans le moins de temps possible à manier leurs armes, à marcher et à combattre », vous, qui vous efforcez, par vos récits, par vos conseils, par votre exemple, de faire pénétrer dans leurs cœurs les sentiments de dévouement et de patriotisme,

Vous vous évertuez en vain !

Vous leur montrez toute la hauteur de leur mission qui diffère radicalement des professions ordinaires dont l'intérêt personnel est le but légitime, alors que, dans l'armée, le but c'est le sacrifice.

Et cette conviction de la grandeur de votre rôle est pour vous une faible compensation à la médiocrité de votre vie, à l'impuissance où vous êtes, quels que soient vos efforts et votre intelligence, d'atteindre même la plus modeste aisance.

¹ *Rapport* Rolland, pages 38 à 43.

Prenez garde cependant, en vous exprimant ainsi, de vous attarder dans la contemplation d'un ordre de choses qui n'est plus, dans le souvenir du soldat « professionnel, homme de métier, célibataire et nomade ».

Et ne perdez pas de vue que cet « instrument de nos victoires d'autrefois, s'il devait ressusciter, serait le langage certain de la défaite ».

Lorsque des hommes imbus de semblables idées s'avisent de toucher à l'armée, on doit frémir pour elle, fussent-ils animés des meilleures intentions.

De ce qu'ils veulent réformer, ils ignorent tout : son esprit, ses mobiles, ses sentiments, son âme enfin.

« Mieux vaudrait un sage ennemi », comme dit le fabuliste.

Qu'est-ce donc que cet esprit militaire qui a fait son temps et dont on ne veut plus ?

D'après l'auteur anonyme d'un article du *Temps* cité par le rapporteur, ce serait « en temps de paix, la satisfaction de se croire supérieur aux autres citoyens et la fierté de s'en distinguer par l'uniforme ».

C'est prendre les choses par le petit côté et nous préférons relever dans la même citation cette autre phrase :

« A nos soldats nous arrivons à inspirer le sentiment du devoir, une certaine dignité, une grande confiance en soi, en leurs camarades, en leurs chefs, surtout le patriotisme, mais l'esprit militaire ? Non. »

Eh bien ! mais l'auteur de ces lignes imite, sans le vouloir, ce bon M. Jourdain qui faisait de la prose, sans le savoir.

C'est bel et bien l'esprit militaire, ne lui en déplaise, et du meilleur, qu'il inculque à ses soldats.

Car l'esprit militaire n'est autre chose que le sentiment du devoir rendu plus vif, plus profond, plus élevé par l'estime de soi-même, par la solidarité avec ses camarades, par la confiance en ses chefs, par l'exemple reçu et donné. C'est le sentiment du devoir surexcité, transfiguré, devenu *l'amour du devoir*. Il s'appuie sur l'esprit de corps qui consiste, lui, dans une union plus étroite avec les frères d'armes du régiment, dans une noble fierté de porter un uniforme illustré par les hauts faits inscrits sur son drapeau, dans la volonté d'égaliser les anciens si l'occasion s'en présente. Et il s'y ajoute aussi, il faut le dire, une

certaine pointe de supériorité à l'égard de ceux qui ne peuvent se recommander de devanciers aussi glorieux, ou qui ne font pas, comme le combattant, profession de mourir pour leur pays.

C'est cet esprit militaire qui rend plus léger, presque joyeux, l'accomplissement de la tâche qui incombe à l'armée, tâche noble entre toutes, car, faite tout entière de discipline, de courage et d'abnégation, elle est exclusive de tout calcul de prudence et d'intérêt personnel.

Il faut plaindre les militaires qui en sont dépourvus. Pour qui ne le possède pas, inné dans son cœur, il ne saurait s'apprendre dans les bureaux. Mais l'officier qui possède ce don le transmet naturellement à ses hommes et, sans même attendre l'épreuve du combat, il sait se les attacher par un lien de confiance que rien plus ne délie.

Ceux-là, et ceux-là seuls, méritent le nom de « chefs ».

Il est fâcheux que ce ne soit pas à l'un de ces officiers-là que le rapporteur se soit adressé. Il aurait mieux pénétré l'âme de l'armée et il aurait compris qu'il n'y a pas à faire fi d'un des sentiments les plus généreux et les plus élevés qui puissent servir à conduire les hommes.

CONCLUSIONS

Nous avons fini avec l'examen du service de deux ans et des propositions Rolland et Berteaux.

Nous avons fait ressortir l'inanité des reproches adressés au service de trois ans, en montrant que les critiques, d'ailleurs exagérées, adressées à l'organisation actuelle ne touchaient en rien à la durée du service.

Nous avons fait voir que si, sous certaines réserves fort importantes, deux années de service pouvaient être considérées comme suffisantes pour former les soldats, le système tel qu'on le proposait, était hors d'état de maintenir l'armée à son effectif et impuissant à former les cadres.

Nous avons dévoilé enfin la pensée véritable de la plupart des partisans de la réduction du temps de service qui acceptent le service de deux ans comme un acheminement vers le système des milices et font fi de l'esprit militaire.

DE LA

CONSTITUTION DES CORPS D'ARMÉE

EN

TROUPES DE TOUTES ARMES

Si, en principe, la division est demeurée la base de toute formation d'armée, le corps d'armée en est devenu, en fait, l'unité constitutive et a été pourvu, afin de lui permettre de jouer son rôle, de toutes les armes et de tous les services nécessaires. Ainsi en a décidé la loi d'organisation générale de 1873, complétée par celle des cadres de 1875, dont les auteurs se sont manifestement inspirés de la magistrale *Réforme de l'Armée*, du colonel LEWAL¹.

Imposée, après nos désastres, par les exigences de la guerre moderne, faite non plus seulement par des armées de métier restreintes, mais bien par toutes les forces vives des nations, cette nouvelle organisation aurait gagné à suivre de plus près les préceptes de l'auteur de la *Réforme de l'armée*, puisqu'on tend à s'en rapprocher aujourd'hui après trente ans de tâtonnement. Il ne paraîtra donc pas inutile de traiter à nouveau la question de la constitution des corps d'armée en troupes de toutes armes et d'examiner si elle répond bien aux besoins.

¹ Paris 1871, librairie J. Dumaine ; actuellement, R. Chapelot et C^e, 30, rue Dauphine.

INFANTERIE.

La moins coûteuse en soi des trois armes et comprenant naturellement la plus grande masse des soldats sans spécialité professionnelle bien particulière, l'infanterie est répartie entre les corps d'armée, divisions, brigades, régiments, bataillons et compagnies formant corps en nombre proportionné à l'importance de leur rôle.

La plupart des vingt corps d'armée ne comprennent chacun que deux divisions, *minimum* indispensable à leur existence. Seuls, ceux de la frontière Nord-Est, la plus exposée, ont chacun trois ou quatre divisions, ainsi que celui de l'Algérie-Tunisie qui devrait être dédoublé, et il semble que, pour la même raison de proximité de frontières dangereuses, celui du Nord et ceux de l'Est seraient avantageusement dotés chacun d'une troisième division, le premier pour parer aux incertitudes de la neutralité belge, les seconds en la même prévision par rapport à la neutralité suisse et pour mieux assurer la défense des Alpes basses et maritimes et de la Corse. Des trois corps du Sud-Ouest, il n'y a guère que les deux extrêmes qui puissent avoir quelque chose à craindre de l'Espagne, et l'adjonction de trois bataillons de chasseurs à chacun d'eux suffirait pour les aider à parer à toute éventualité de ce côté.

De même, la composition des régiments varie avec les corps d'armée dont ils font partie. A effectif plus ou moins renforcé dans les corps à trois ou quatre divisions, les régiments n'en ont qu'un *minimum* dans la plupart des autres¹, et le nombre de leurs bataillons qui, après de trop nombreuses fluctuations, avait été généralisé à quatre, est retombé à trois dans plusieurs d'entre eux, par suite de la suppression de 69 compagnies sous prétexte d'insuffisance de contingent. Il aurait mieux valu les

¹ Il existe quatre sortes de régiment à effectif normal, à effectif demi-renforcé, à effectif de la loi des cadres et à effectif renforcé. Cette année, les compagnies à effectif normal sont constituées à 113 hommes seulement, celles à effectif demi-renforcé en comprendront 145, celles à effectif de la loi des cadres 120 et celles d'effectif renforcé 165 hommes. Ces chiffres concernent les compagnies des trois premiers bataillons, celles des quatrièmes bataillons

conserver, en y incorporant nombre d'hommes indûment dispensés et les 23,000 secrétaires, commis et ouvriers d'administration que remplaceraient utilement autant d'hommes abusivement classés dans les services auxiliaires. Ce maintien eût été préférable aussi à l'introduction en France de quelques bataillons de zouaves, dont la place est en Algérie-Tunisie, et qui dans la métropole ne sont plus des zouaves que de nom, comme ceux de l'ex-garde impériale. Nous savons bien qu'on les a appelés pour servir de noyau à leurs régiments dédoublés et recevoir leurs réservistes continentaux en cas de mobilisation, dans la crainte de ne pouvoir assurer leur traversée au moment du besoin. Mais alors il faudrait opérer dès maintenant le dédoublement et s'en servir pour augmenter le 15^e corps d'une division, comme nous l'avons demandé plus haut. Il résulte de ce qui précède que les tirailleurs algériens d'Algérie-Tunisie ne devraient, pas plus que les zouaves, compter dans les troupes mobilisables pour une guerre européenne, malgré l'important appoint qu'ils apporteraient, eux aussi, aux armées métropolitaines, mais être exclusivement consacrés à la défense de la *seconde France* qui ne manquerait pas d'être assaillie en même temps que la mère-patrie.

Pour d'autres raisons non moins graves, mais d'ordre différent, en outre des précédentes, les deux régiments étrangers ne peuvent pas non plus concourir à nos guerres européennes et sont employés sur place, en Algérie où il y a encore beaucoup à faire, surtout dans le Sud-Oranais limitrophe du Maroc. De plus, la loi du 7 juillet 1900 les a affectés spécialement comme réserve à l'infanterie coloniale, avec plus de raison que les tirailleurs algériens qui ont déjà un double rôle à jouer, comme les zouaves, et ne peuvent guère en remplir un troisième, à moins

n'ont que 100 hommes dans les 6^e, 7^e, 20^e corps et à Briançon, et seulement 75 dans les autres corps d'armée; cependant les compagnies des quatrièmes bataillons des 2^e, 71^e, 138^e et 163^e régiments ont aussi 100 hommes chacune.

Dans les bataillons de chasseurs, les alpins de la 15^e région ont 165 hommes par compagnie, et tous les autres 145 seulement.

Les compagnies de zouaves stationnées en France ont toutes un effectif réduit de cinq unités.

Tous ces effectifs sont portés à 250 hommes, lors de la mobilisation par l'adjonction des réservistes.

qu'on n'augmente leur nombre dans des proportions que leur loyalisme ne permet pas de redouter. Mais il en devrait être de même à *fortiori* des régiments coloniaux sur lesquels on compte à tort pour en disposer comme d'un 21^e corps d'armée lors de la mobilisation, en vertu du proverbe : *on ne peut être à la fois au four et au moulin*. En cas de guerre, en effet, leur mission coloniale sera assez absorbante pour les exclure de toute autre ; c'est seulement faute de mer libre qu'ils ne pourraient s'y consacrer entièrement et qu'on aurait la latitude de les employer sur le continent, et encore faudrait-il augmenter leurs effectifs, ce que les ressources du contingent ne permettraient pas et ce qui empêche encore de compter sur eux à *priori*. Alors à quoi bon la 3^e division d'infanterie coloniale qu'on projette de créer, comme embryon de ce 21^e corps et dont une partie résiderait près de Paris, c'est-à-dire loin d'un port qui devrait être sa place si elle avait simplement à renforcer les deux autres ? Comment d'ailleurs en remplir les cadres, puisqu'il est déjà difficile de recruter celles-ci ? Mieux vaudrait, en abandonnant ce projet, faire appel aux contingents créoles de toutes nos anciennes colonies¹ pour compléter leurs effectifs par des sujets acclimatés et par suite très résistants aux intempéries des tropiques sous lesquels sont situées toutes nos nouvelles possessions coloniales.

De nos 30 bataillons de chasseurs à pied, 12 sont consacrés exclusivement à la défense de la frontière du Sud-Est, sous le nom de chasseurs alpins. Des 18 autres, répartis entre les corps d'armée du Nord-Est, 6 pourraient en être distraits avantageusement pour garder, par moitié, les deux extrémités des Pyrénées basses et orientales, comme nous l'avons dit².

Les 5 bataillons d'infanterie légère d'Afrique ne peuvent guère être employés qu'en Algérie-Tunisie ou opérer, à la rigueur et à l'occasion, dans nos nouvelles colonies où ils ont déjà rendu de bons services, à cause de leur recrutement particulier, et, pas plus que les régiments étrangers, indigènes et coloniaux, ils ne sauraient entrer en ligne dans une guerre européenne. Il en est

¹ Comme à celui de la Réunion, en étendant la mesure à la Guadeloupe, la Martinique, etc.

² Mais tous, comme les suivants, devraient être commandés par des lieutenants-colonels ayant chacun un chef de bataillon sous leurs ordres.

de même, à plus forte raison, des compagnies de fusiliers de discipline, dont nous ne parlons que pour mémoire.

Les bataillons formant corps sont d'ailleurs des spécialités, et il y en a déjà trop pour en introduire de nouvelles dans l'infanterie comme, par exemple, les compagnies de cyclistes. Leur utilité est trop grande pour se priver de leurs services, mais, au lieu de les constituer en trop petit nombre et de toutes pièces à l'état permanent, il est préférable d'en généraliser l'emploi sous forme de *fractions franches* à la *Lewal*¹, prélevées au moment du besoin sur les corps et y rentrant ensuite, après avoir joué leur rôle d'éclaireurs, de partisans, de soutiens de cavalerie ou d'artillerie, moyennant un dressage préalable.

Ainsi organisée et répartie entre les corps d'armée, notre infanterie restera *la reine des batailles* et continuera de tenir tête victorieusement à toutes celles de l'Europe, comme elle l'a fait à la fin du XVIII^e siècle et au commencement du XIX^e. Si elle a été battue en 1870-1871, c'est qu'elle était trop peu nombreuse, insuffisamment préparée et mal commandée. Nous avons mis 30 ans à y remédier, et il ne nous reste plus qu'à la maintenir en l'état où elle est jusqu'au jour, prochain peut-être, où elle aura de nouveau à faire ses preuves.

ARTILLERIE.

Après n'avoir occupé, durant longtemps, que le troisième rang dans l'armée, où elle était seulement presque un simple accessoire, l'artillerie a pris depuis un siècle une importance de plus en plus grande par ses progrès incessants, et deviendrait même l'arme prépondérante si, comme il est à craindre, la force de l'armée diminuait avec la durée du service actif. Toutes les fois, en effet, que, pour une cause ou une autre, les armées s'affaiblissent, on est obligé d'augmenter leur artillerie afin de les renforcer.

Pour le moment la proportion d'artillerie de campagne de 4 pièces par 1000 hommes sur l'ensemble de l'armée active

¹ Voir les *Études de guerre* du général LEWAL. Librairie militaire J. Dumaine; actuellement, R. Chapelot et C^e, Paris, rue et passage Dauphine, 30.

devant suffire, il nous faut environ 600 batteries tant divisionnaires, de corps et à cheval, et il serait utile de remplacer dans ces dernières par des mitrailleuses¹ la 3^e batterie qui leur a été enlevée. Ces 600 batteries existent largement et même au delà, au moins en matériel, en prévision des pertes à remplacer et des formations de réserve et territoriales à pourvoir d'artillerie, en cas de mobilisation, ce qui impose l'obligation d'en doubler au moins le nombre et même de le tripler ; mais elles sont réparties sur le pied de paix, d'une façon assez vicieuse à laquelle on commence seulement à mettre ordre un peu timidement. Et cependant, dès 1871, le colonel Lewal indiquait, dans sa *Réforme de l'Armée*, leur répartition rationnelle en régiments divisionnaires et de corps, à laquelle il faudra bien souscrire complètement. Un premier pas vient d'être fait dans ce sens par l'affectation tactique des demi-régiments divisionnaires d'artillerie aux divisions d'infanterie, mais c'est insuffisant à cause de l'éloignement de la plupart d'entre eux des généraux de ces divisions, faute de casernement, et parce que la même administration ne peut convenablement régir deux demi-régiments séparés, même sur le pied de paix, quoiqu'on ait eu la prétention de l'imposer en campagne. La logique veut donc qu'on en fasse des régiments autonomes de 7 batteries chacun, dont une à cheval pour le régiment de cavalerie divisionnaire dont l'utilité n'est pas moindre, comme nous le verrons plus loin, et qu'on forme, par suite, un régiment divisionnaire de plus à partager en deux² pour les 41^e et 42^e divisions.

Mais il est à l'organisation actuelle de l'artillerie un vice plus grand encore et qui consiste dans le *dédoublement* et même le *détriplement* des batteries pour satisfaire à tous les besoins de la mobilisation. Qu'est-ce d'abord que dédoubler, détripler une chose simple ? N'y a-t-il pas là plus qu'une antinomie, un véritable barbarisme, qui aurait dû empêcher de concevoir une opération qui d'une bonne chose en fait deux ou trois médiocres ou mauvaises ? Puis, nous verrons à la fin de ce travail, et, au

¹ Une batterie de mitrailleuses pourrait être aussi avantageusement affectée à chaque régiment d'infanterie.

² Le 19^e corps d'armée exige seulement quelques batteries de montagne comme artillerie de campagne.

sujet de l'infanterie, qu'il faut renoncer aux formations de réserve, à cause de leur peu de valeur malgré l'appauvrissement des cadres actifs à leur profit. Eh bien ! c'est aussi vrai pour l'artillerie dont la territoriale seule est utile à préparer et doit être organisée avec ses moyens propres, au moins en personnel. Donc plus de dédoublement ni de détriplement de personnel actif, mais seulement un matériel double et triple à tenir prêt dans le but de pourvoir de l'artillerie nécessaire l'armée active doublée de ses réservistes et l'armée territoriale.

Toutes les batteries de cette artillerie de campagne sont à six pièces, mais nul n'ignore que, depuis l'invention du canon à tir rapide de 75^{mm}, il est question de réduire à quatre le nombre des pièces de chacune de ces batteries, sous prétexte de l'énorme supériorité des nouvelles pièces sur les anciennes. S'il en devait être ainsi, ce serait amoindrir gravement l'avantage de notre découverte, à moins d'augmenter d'une batterie le nombre de celles de chaque groupe pour maintenir, ou à peu près, la proportion reconnue nécessaire de 4 pièces par 1000 hommes. Cette nécessité s'imposerait d'autant plus que nos adversaires futurs ont déjà fait une découverte presque équivalente à la nôtre, et qu'en affectant toute une brigade d'artillerie à chacune de leurs divisions d'infanterie, ils ne songent nullement à réduire le nombre des pièces de leurs batteries. Il est vrai qu'ils ont en même temps supprimé leur artillerie de corps, dira-t-on, mais l'expression est impropre, car ils l'ont vraiment fusionnée avec l'artillerie divisionnaire, en augmentant d'un tiers le nombre total de leurs batteries de campagne¹. Nous ne voulons pas les suivre dans la voie de ce fusionnement, parce que le commandant de corps d'armée doit pouvoir plus que doubler au combat l'artillerie d'une de ses divisions sans emprunter celle d'une ou des autres ; mais nous insistons pour qu'on ne réduise pas le nombre des pièces des batteries de campagne, sans accroître par compensation celui des batteries de chaque groupe.

¹ Les partisans du fusionnement donnent pour raison les difficultés de l'instruction des régiments séparés, faute de chevaux et d'hommes ; l'argument, peu technique, est facilement réfutable par la voie budgétaire qui complètera les effectifs de l'artillerie au nombre nécessaire, comme ceux des autres armes, au lieu de réduire de 5 à 10 unités celui des batteries, ainsi qu'on l'a fait cette année.

Les bataillons d'artillerie à pied paraissent satisfaire convenablement, tels qu'ils sont organisés¹, aux besoins qui ont motivé leur création. Peut-être faudrait-il, cependant, après avoir porté leur nombre de 16 à 18, le pousser à 20 pour leur permettre de suffire à de nouvelles nécessités reconnues sur nos frontières fortifiées, et en Corse, ainsi qu'en Algérie et en Tunisie.

Le train des équipages militaires, rattaché sans motifs suffisants à l'artillerie, devrait l'être plutôt à la cavalerie pour des raisons d'organisation générale et d'avancement, qui ne peuvent trouver place ici et qui ont, du reste, été données déjà par ailleurs². Mais chaque escadron devrait détacher une compagnie auprès de chacune des divisions d'infanterie, les autres restant affectées aux divers autres corps et services du corps d'armée. Il en résulte qu'au lieu de 3 compagnies, à *dédoubler* lors de la mobilisation, les escadrons du train devraient en comprendre, *sans dédoublement*, un nombre proportionnel aux besoins, soit 4 dans les corps d'armée à deux divisions, et 5 ou 6 dans les autres. Chacun d'eux serait alors commandé par un lieutenant-colonel, ayant un chef d'escadron en sous-ordre.

CAVALERIE.

D'arme principale qu'elle était dès avant la création des armées permanentes, et qu'elle est restée longtemps encore après l'invention de la poudre, la cavalerie est passée au deuxième, puis au troisième rang, au fur et à mesure des perfectionnements des armes à feu.

D'autre part, coûteuse et difficile à recruter en hommes et en chevaux, la cavalerie doit être limitée strictement en nombre aux besoins de l'armée. Et cependant, outre un régiment de cavalerie par division d'infanterie et par corps d'armée³, il faut

¹ Sauf qu'ils devraient avoir à leur tête des lieutenants-colonels au-dessus de leurs chefs de bataillon.

² Voir nos études signées H. P. L. et Général X... dans les livraisons antérieures du *Journal des Sciences militaires*.

³ Il importe d'affecter un régiment de cavalerie de corps à chaque commandant de corps d'armée pour la même raison qu'on laisse à sa disposition un régiment d'artillerie de corps, et aussi afin de lui conserver toute l'importance de son commandement, d'abord exagéré, mais que diminuerait trop l'attribution de toute son artillerie et de toute sa cavalerie à ses divisionnaires. D'ail-

bien, au moins, une division de cavalerie indépendante de 6 régiments par armée active.

A ce compte, ayant condamné les formations de réserve, nous n'avons à pourvoir de cavalerie que 5 armées, 19 corps d'armée continentaux et 42 divisions d'infanterie, le corps d'Algérie-Tunisie (19^e) en possédant une propre de 10 régiments (6 de chasseurs d'Afrique et 4 de spahis). Il faudra donc seulement 10 régiments de cuirassiers, 10 de dragons et 10 de chasseurs ou hussards pour 5 divisions de cavalerie indépendante (au lieu des 7 existantes), mais 19 régiments de dragons de corps d'armée et 42 de chasseurs ou de hussards divisionnaires, soit 91 régiments de cavalerie continentale.

Or, nous n'en avons que 79, d'où la nécessité d'en créer 12 nouveaux, mais seulement de cavalerie légère, c'est-à-dire les moins coûteux et les plus faciles à recruter en hommes et en chevaux, car nous devons transformer 3 régiments de cuirassiers en dragons et 5 de dragons en hussards, de façon qu'après la double opération de création et de transformation, nous ayons :

- 10 régiments de cuirassiers,
- 10 — de dragons,
- 10 — de chasseurs-hussards, pour nos 5 divisions de cavalerie indépendante;
- 19 régiments de dragons, pour nos 19 corps d'armée continentaux;
- 21 régiments de chasseurs,
- 21 — de hussards, pour nos 42 divisions d'infanterie continentale.

Nous aurons ainsi la cavalerie nécessaire et suffisante à satisfaire à tous les besoins des armées, corps d'armée et divisions d'infanterie, à la condition que, à l'exemple de l'artillerie divisionnaire, les régiments divisionnaires de cavalerie fassent *partie*

leurs, il est bien entendu que les régiments d'artillerie et de cavalerie divisionnaires et de corps ne sont que tactiquement rattachés aux divisions d'infanterie et au corps d'armée et qu'ils demeurent soumis techniquement à leurs généraux spéciaux.

intégrante des divisions d'infanterie et ne s'en séparent jamais¹, de sorte que les généraux de celles-ci commandent en permanence leur cavalerie, comme leur artillerie et leur infanterie, car ces divisions marcheront souvent et opéreront isolément, et devront être couvertes et secondées par leurs régiments de cavalerie².

Tous nos régiments continentaux de cavalerie seront à 4 escadrons de guerre et 1 de dépôt³, et armés comme ils le sont aujourd'hui, sauf que la lance sera réservée aux seuls cuirassiers, derniers successeurs des chevaliers du moyen âge et de leurs hommes d'armes bardés de fer ainsi que leurs chevaux, et que le fusil leur sera retiré, son usage étant gêné par le port de la cuirasse et les embarrassant plus qu'il ne leur est utile. Par contre il sera conservé par tous les autres cavaliers qui peuvent s'en servir efficacement, mais la lance sera retirée aux dragons, sauf peut-être à leurs 19 régiments de corps d'armée qui la porteront alors à l'exclusion du fusil, vraiment incompatible avec elle. La lance ajoutera à la puissance du choc des cuirassiers des divisions de cavalerie indépendante et des dragons de corps d'armée servant de cavaliers de réserve aux autres cavaliers de ces divisions et de ces corps, qui seront suffisamment et convenablement armés de leurs fusils, sabres et revolvers⁴, pour leur servir en campagne et surtout pour le combat à pied, qui deviendra de plus en plus fréquent.

Ainsi organisée, répartie et armée, notre cavalerie, qui a dû céder le pas successivement aux deux autres armes, n'en conti-

¹ *La Réforme de l'Armée.*

² Répartition des troupes et Services de campagne, par le général X... (*Journal des Sciences militaires* de 1899. Paris, Imprimerie R. Chapelot et Co.)

³ Mais, au lieu de réduire leur effectif de 15 unités comme on l'a fait cette année, il faut le reporter à 160 dans les escadrons à effectif renforcé et à 140 dans les autres. La raison en est que la cavalerie ne doit guère compter sur l'appoint des réservistes, et que, par conséquent, son effectif de paix représente à peu près l'effectif de guerre réellement utilisable.

⁴ Il est bien entendu que tous les cavaliers resteront armés du sabre et du revolver, avec le fusil ou la lance, mais il faut ici vider la question de la lance qui reste pendante depuis trop longtemps.

De Brack a bien dit que « la lance est l'arme dont l'effet moral est le plus puissant et dont les coups sont les plus meurtriers ». Il semblerait alors nécessaire d'en pourvoir tous nos cavaliers, d'autant plus, ajoutent ses partisans, que tous les cavaliers allemands en sont munis depuis 1890. Nul ne songe cependant à doter de la lance nos chasseurs d'Afrique et nos spahis, sous prétexte que c'est l'arme principale des Touaregs. Nous avons fait la plupart de

nnera pas moins à rendre les éclatants services qui ont arraché des cris d'admiration à nos ennemis eux-mêmes. Indispensable à toute armée, puisqu'elle en reste *l'œil et l'oreille*, elle sera encore appelée à se signaler et même à jouer parfois le premier rôle dans les combats de cavalerie contre cavalerie, sinon, ce qu'à Dieu ne plaise, dans des circonstances aussi critiques que celles de notre dernière et malheureuse guerre, où elle a eu trop souvent à sauver l'honneur des armes.

GÉNIE.

Sans vouloir rabaisser son importance qui a grandi avec les extensions de la guerre moderne, on peut dire que le génie, qui n'est pas à proprement parler une arme, est plutôt l'auxiliaire indispensable des trois armes combattantes, tout en combattant lui-même, à l'occasion, avec la bravoure que l'on sait.

On a vu qu'en principe les troupes et services, qui opèrent en campagne avec les corps d'armée, doivent leur être affectés, autant que possible, dès le temps de paix. Il en résulte que les bataillons de sapeurs-mineurs, au moins, devraient être répartis en permanence entre les 20 corps d'armée, au lieu d'être groupés, sous le prétexte des nécessités de leur instruction, en 4 régiments qui se disloquent à la mobilisation. Ils trouveraient aux écoles d'artillerie de ces corps tous les éléments de leur instruction théorique et la mettraient en pratique sur leurs polygones. Il faudrait seulement composer chacun de ces bataillons de 6 compagnies : une compagnie de sapeurs-mineurs, une de sapeurs de chemins de fer, une d'aérostiers, télégraphistes et pigeonniers ; une de pontonniers, une de sapeurs-conducteurs, et une de dépôt, comprenant autant de sections que de spécialités. A cause de leur importance, ces bataillons seraient commandés

nos grandes guerres sans lanciers, et notre cavalerie a dû tous ses succès à l'habileté de ses sabreurs. Les nécessités du combat à pied imposent à la cavalerie légère et à presque toute la cavalerie de ligne l'usage du fusil, incompatible avec celui de la lance ; bornons-nous donc à la donner à la grosse cavalerie et aux dragons de corps d'armée, et n'ayons aucune crainte d'engager nos cavaliers ainsi armés contre ceux de l'ennemi même tous munis de la lance, la supériorité de l'escrime au sabre des nôtres continuera à leur prouver l'avantage sur leurs adversaires.

par des lieutenants-colonels, ayant sous leurs ordres chacun un chef de bataillon, commandant en second.

A la rigueur, on pourrait conserver les régiments spéciaux et supplémentaires de sapeurs de chemins de fer et de pontonniers pour les besoins des armées et groupes d'armées, quoique les réserves générales de troupes du génie ne soient guère plus nécessaires que celles de l'artillerie, auxquelles on a sagement renoncé. Mais c'est la seule concession que nous puissions faire à la défectueuse organisation des troupes du génie. Nous ne parlons pas de son service, plus défectueux encore et qui devrait être fusionné avec celui de l'artillerie¹, ne nous occupant ici que des armes et de leurs troupes. Mais nous voulons terminer cette étude par quelques considérations générales et complémentaires qui lui serviront de résumé.

Avant tout il faut, à tout prix, établir la fixité dans les effectifs de paix et leur donner le minimum indispensable à une bonne instruction, par compagnie, escadron et batterie, *et tel qu'à la mobilisation il n'entre pas dans le rang plus d'un réserviste par soldat de l'armée active du pied de paix*; d'où il résulte que l'effectif de celle-ci doit être, au moins, la moitié de celui du pied de guerre.

Or, ce minimum, seulement atteint le jour de l'incorporation des classes, ne tarde pas à être réduit par les décès, réformes, renvois et prélèvements de toute sorte faits sur les unités actives au profit de services auxiliaires et même accessoires plus ou moins secondaires; il est donc nécessaire de le reconstituer au fur et à mesure que se produisent des vides dans le rang des combattants et, pour cela, de constituer une réserve de recrutement. Rien n'est plus facile, à la condition de ne pas appauvrir nos contingents par des dispenses de toute sorte et le classement abusif dans les services auxiliaires de jeunes gens auxquels on n'impose aucune obligation militaire en temps de paix.

Il est bien entendu que les hommes de cette réserve de recrutement seraient exercés, pendant quelques semaines tous les ans,

¹ Celui-ci aurait également grand besoin d'être amélioré et surtout simplifié.

jusqu'à leur incorporation ou leur passage dans la réserve de l'armée active, et, à propos de leurs périodes d'instruction, il n'est pas inutile d'exprimer un *desideratum* au sujet de celles des réservistes et des territoriaux rappelés, les premiers pendant 28 jours dans leurs troisième et septième année de réserve, les seconds pendant 13 jours seulement dans les premières années de leur passage dans l'armée territoriale. Ces rappels, trop espacés, sont de peu d'effet et pèsent lourdement sur ceux qui doivent y répondre, alors que la plupart d'entre eux ont déjà fondé une famille et sont engagés dans une profession qui réclame tous leurs instants. Ne vaudrait-il pas mieux rappeler, *pour quatre semaines pleines et pendant quatre années de suite*, les réservistes dès leur sortie de l'armée active ? A peine rentrés dans la vie civile et presque tous encore célibataires, ils reviendraient plus facilement au corps et reprendraient mieux leurs habitudes militaires, profiteraient par conséquent davantage de leurs périodes d'instruction. De plus, les corps gagneraient en homogénéité et en force par le rappel annuel d'hommes n'ayant quitté le drapeau que pour le rallier en vue d'une mobilisation toujours possible.

Mais ces rappels coûteraient le double de ceux qui sont en vigueur, et, pour compenser, au moins en grande partie, le surcroît de dépense qui en résulterait, nous proposons de supprimer les appels des territoriaux. Ceux-ci sont encore moins efficaces, ne durant que 13 jours, réduits à 9 jours d'instruction effective, et ne se renouvelant pas une seule fois en 12 ans; on peut donc les supprimer sans inconvénient, et nous demanderions même la suppression de tous les corps territoriaux, comme nous avons réclamé celle des corps de réserve, si quelques-uns des premiers n'étaient nécessaires dès les premiers jours de la mobilisation pour l'occupation des places fortes et la garde des voies de communication.

Nous avons, en effet, condamné la formation de corps de réservistes, à cause de leur médiocre valeur et aussi et surtout parce qu'ils empruntent à ceux de l'armée active une partie de leurs cadres et les appauvrissent d'autant sans se renforcer eux-mêmes de façon appréciable. Nous sommes d'ailleurs en cela de l'avis du colonel von Bernhardt qui disait, à la conférence du 9 février 1898 à la Société militaire de Berlin : « En aucun cas,

on ne serait excusable d'emprunter à la véritable armée de combat des cadres ou des effectifs pour les attribuer aux formations de deuxième ou troisième ligne, et de donner ainsi à ces dernières l'apparence de troupes capables de prendre part aux opérations dès leur début. Ce serait un mirage trompeur qu'on n'obtiendrait qu'au prix de la paralysation de l'instrument de combat dont dépend le succès ». Nous ajouterons que les dédoublements d'unités actives et les formations de réserve et territoriales ont d'autant moins de raison d'être, sous la réserve spécifiée plus haut pour ces dernières, qu'à notre sens réservistes et territoriaux ne devraient être employés qu'à compléter d'abord les corps actifs en cas de mobilisation, puis à y remplir les vides qui s'y produisent au cours des opérations, alimentés que sont ceux-ci partiellement avec les ressources de contingents nouveaux.

Tout ce qui précède implique, il est vrai, le maintien du service de trois ans¹ que nous considérons comme intangible et seulement susceptible d'être amélioré, ainsi que nous l'avons proposé ici même², ou tout au plus amendé par l'adoption du projet Montebello. Nous croyons fermement, en effet, que le service de trois ans est un minimum nécessaire, car « pour façonner le cœur et l'âme de l'homme de guerre, pour lui donner la trempe d'un acier flexible et résistant, il faut un long temps, plus long assurément que pour lui inculquer les seules notions techniques. Le temps est le facteur essentiel; sans lui, l'instruction et l'éducation ne se créent ni ne subsistent; sans l'instruction et l'éducation, il n'y a pas d'homme de guerre et, sans cet élément constitutif, il n'y a point d'armée, mais seulement une cohue³ ».

Par ces moyens, nous obtiendrons le nombre indispensable et la qualité nécessaire, puisque nous faisons appel à tout le contingent des forces viriles du pays, que nous gardons les hommes

¹ Voir, à ce sujet, la *Réforme de la loi militaire* (Service de trois ans. — Service de deux ans. — Service d'un an), par Henry HOUSSEAU, de l'Académie française. Paris, librairie militaire R. Chapelot et Co, 30, rue et passage Dauphine, 1902.

² La Durée du service militaire (*Journal des Sciences militaires* de janvier 1902.)

³ Introduction à un Essai sur l'armée, par L. AMPHOUX. (*Journal des Sciences militaires* de novembre 1901.)

le temps nécessaire pour en faire de véritables soldats et que nous les rappelons assez tôt, assez longtemps et assez souvent pour les tenir en haleine et en faire un tout homogène et fort au jour du danger. Vienne la mobilisation, et pendant que sept classes¹ tiendront tête à l'ennemi, six classes de réservistes rejoindront les dépôts et, s'y remettant au pas, se tiendront prêtes à remplir les vides de l'armée d'opérations, en même temps qu'une classe de recrues s'y instruira afin de l'alimenter pour sa part.

Si la guerre dure, on aura recours de même aux classes territoriales, mais tout autorise à croire que de pareils efforts nous auront permis d'imposer auparavant la paix à nos adversaires.

Avec de telles ressources, loin de réduire le nombre de nos unités comme certains le voudraient, nous pourrions l'augmenter rationnellement, ainsi que nous l'avons proposé, et compléter tous nos régiments d'infanterie de ligne à 4 bataillons, former au moins un 164^e régiment pour occuper la Corse avec le 163^e, porter de 18 à 20 le nombre des bataillons d'artillerie à pied, et de 79 à 91 celui des régiments de cavalerie continentaux. Les hommes ne manqueront pas avec le service de 3 ans bien appliqué, et le budget de la guerre mieux utilisé y suffira largement. Mais, ces résultats une fois acquis, il faudra les conserver coûte que coûte, et renoncer définitivement aux changements arbitraires qui n'ont que trop affecté notre état militaire depuis trente ans. La permanence des institutions est, en effet, une source de force qu'il importe de ne pas négliger plus que le nombre et la qualité des troupes si l'on veut avoir chance de vaincre dans la guerre moderne car, à égalité de nombre² et de valeur, la meilleure armée est celle dont la constitution est la plus stable.

Les Allemands auxquels le P. Didon, qui les connaissait bien, n'accordait de génie que dans les sciences et la poésie, ont cependant, à son dire, *une grande supériorité par leur discipline, leur*

¹ Trois actives et quatre de disponibles, comme on devait appeler les réservistes destinés à doubler les soldats actifs du temps de paix.

² Le nombre sur lequel nous insistons est aussi indispensable que la qualité des troupes, car il faut se défendre sur toutes les frontières où l'on est attaqué et former autant d'armées que l'ennemi. (Principes généraux des plans de campagne ; *Journal des Sciences militaires* de janvier 1902.)

*travail et leur organisation*¹. Rien ne devrait pourtant nous empêcher de les égaier, au moins, sous ce triple rapport. Malgré un certain relâchement dans la discipline, auquel il serait facile de remédier, et un reste de tendance au *débrouillez-vous*, incessamment combattu par une grande ardeur au travail, nous avons fait en trente ans d'immenses progrès en matière d'organisation sous le coup de fouet de nos désastres, nous le reconnaissons très volontiers et aussi même que nous n'avions peut-être plus qu'un pas à faire pour dépasser nos rivaux. Mais nous sommes bien obligé de constater que, depuis quelque temps, nous semblons craindre d'aller trop loin dans cette voie et nous tendons à nous arrêter, sinon à revenir en arrière. En fait d'organisation militaire, cependant, on ne saurait créer rien d'excessif, et nous voudrions même qu'on allât aux extrêmes.

Par exemple, sous prétexte qu'à l'étranger on n'a pas organisé dès le temps de paix les armées actives en grands commandements effectifs, on se refuse à le faire en France, comme si la situation y était la même.

Presque partout ailleurs, le chef de l'État est en même temps le commandant permanent plus ou moins effectif des forces de terre et de mer, connaît leur haut personnel, exerce sur lui une action directe et est à même de lui départir les commandements à bon escient ; il n'y a donc pas d'inconvénient à attendre le dernier moment pour le faire. Chez nous, au contraire, rien de semblable, puisque le Président de la République, un civil incompetent, n'est que le chef nominal des armées continentales et navales, et que leur commandement suprême est confié à des ministres civils ou militaires, plus ou moins idoines, mais éphémères. On a bien cherché à remédier à ce vice capital d'organisation par l'institution d'états-majors généraux et de conseils supérieurs de la guerre et de la marine, d'inspecteurs commandants éventuels d'armées et même de groupes d'armées (d'un pseudo-généralissime), de chefs d'escadres et d'une façon d'amiralissime. Mais nos ministres, devenus forcément politiciens et, par conséquent, ombrageux et méfiants, cherchent, depuis deux ou trois ans, à revenir sur ces excellentes créations pour les

¹ Correspondance inédite du P. DUBOIS. (*Revue des Deux-Mondes* des 1^{er} et 15 février 1902.)

saye, nous concluerons donc : « Gardons nos soldats de trois ans ¹ ».

C'est grâce à eux que la France pourra toujours se dire la grande nation qu'elle a la légitime prétention d'être encore.

Général PRUDHOMME.

¹ Brochure déjà citée.



ARCHIVES ET CORRESPONDANCE

DU

Général de division JEAN HARDY¹

I^{re} PARTIE

DE VALMY A MAËSTRICHT

(1792-1794)

CHAPITRE V.

ARMÉE DE LA SAMBRE.

Pichegru à Charbonnié.

16 floréal (8 mai).

Je te préviens, général, que j'ai donné l'ordre à Desjardins de réunir, au camp de Jeumont, les trois divisions sous Maubeuge, pour opérer, de concert avec toi et le plus tôt possible, un mouvement sur Mons.

Ferrand se tiendra sur la défensive au camp de Guise avec 23,000 hommes. Il observera l'ennemi afin de tomber sur ses derrières, s'il se dégarnit, vis-à-vis de lui, pour se porter de votre côté.

Je vais agir pour me rendre maître de la navigation de l'Escaut comme je le suis de celle de la Lys; ce qui réduira l'ennemi à s'approvisionner par des charrois, chose très difficile, pour ne pas dire impossible.

¹ Publiées par son petit-fils, le général HARDY DE PÉRINI, commandant la 12^e brigade d'infanterie, membre du Comité technique de la Cavalerie.

Voir les livraisons de février et mars 1902.

Si vous réussissez à prendre Mons, et nous Ypres et Tournai, la position de l'ennemi deviendra aussi désavantageuse qu'elle est favorable en ce moment.

Charbonnié communiqua ces instructions, le 7 mai, à un conseil de guerre, réuni à Silenrieux et composé de Desjardins, commandant la division de Maubeuge, de Marceau, commandant



la 1^{re} division de l'armée des Ardennes¹, de Tharreau, chef d'état major, d'Augier, général de brigade, de Charpentier et de Semonville, adjudants-généraux.

Le conseil arrêta les dispositions suivantes :

L'armée des Ardennes, après avoir laissé sur les hauteurs de

¹ 1^{re} Brigade : 12^e bataillon des Fédérés, 1^{er} de la Vendée, 4^e de l'Aisne, 19^e des volontaires nationaux. — 2^e Brigade : 1^{er} bataillon du 13^e d'infanterie (Bourbonnais), 4^e de la Manche, 9^e de Seine-et-Oise, 9^e demi-brigade légère (composée, le 21 mars 1794, du 9^e bataillon de chasseurs des Cévennes, du bataillon de chasseurs de l'Aisne et de celui de Seine-et-Marne). — Cavalerie : 20^e chasseurs à cheval (Légion de la Moselle), 5^e dragons (Colonel général), 10^e dragons (Mestre-de-camp général).

Silencieux un corps de 5,000 hommes¹, pour maintenir les communications de Philippeville à Beaumont, se portera du camp de Bossus vers les hauteurs de Cour-sur-Heure, la droite au hameau d'Hurlege. L'avant-garde, commandée par le général Hardy², quittera ses cantonnements au nord-est de Beaumont³ pour faire sa jonction à Tully avec la gauche du corps d'armée et marcher sur Thuin par Reumont. Tous les préparatifs seront faits pour jeter des ponts sur la Sambre⁴.

Les divisions du Nord se dirigeront sur Buvrinnes et le Mont-Sainte-Geneviève; l'armée des Ardennes, sur Leval-Trahegnies, en laissant un corps de réserve en observation vis-à-vis Fontaine-l'Evêque.

Les circonstances pouvant changer les mouvements à exécuter pour se porter sur Mons, les généraux se réservent d'arrêter les opérations ultérieures.

PRISE DE THUIN (21 floréal-10 mai).

Marceau, général de division, à Charbonnié, général en chef.

Thuin, 21 floréal (10 mai).

Conformément aux ordres et aux dispositions arrêtées, je suis parti du camp de Bossus et me suis mis en route, ce matin, à 2 h. 1/2. J'ai rallié, sur les hauteurs de Cour, l'avant-garde, venue de Beaumont.

L'ennemi, qui avait ses postes dans la plaine, a été bientôt forcé de les abandonner; nous avons pris sans obstacle notre formation de marche sur Thuin. Les bois en avant de la place ont été quelque peu défendus, mais nos chasseurs les ont enlevés, et l'ennemi a dû se renfermer dans ses redoutes et dans la ville elle-même, qu'il avait fortifiée d'une manière formidable.

Le général Hardy, commandant l'avant-garde, a fait investir Thuin

¹ Sous le commandement du général de division Vezu, six bataillons et une compagnie du 23^e de cavalerie.

² 11^e chasseurs à cheval, 16^e et 26^e bataillons d'infanterie légère, 166^e demi-brigade, 8^e bataillon du Nord.

³ Clermont, Strée, Donstienne.

⁴ « Le capitaine d'artillerie Sénarmont est autorisé (le 9 mai) à prendre tous les ouvriers d'artillerie propres au service des ponts, ainsi que des auxiliaires tirés des compagnies de sapeurs, au nombre qu'il jugera nécessaire; il requerra des chaudronniers et leurs ustensiles. » Le 7, 18 pontons ont été pris à Givet et conduits à Philippeville.

par ses troupes légères, pendant qu'il protégeait, avec quelques pièces d'artillerie, le déploiement des deux divisions des Ardennes sur les hauteurs qui dominent la place.

L'ennemi, voulant à tout prix la conserver parce qu'elle le rendait maître du cours de la Sambre, j'ai dû employer le moyen révolutionnaire et français : la baïonnette, qui a procuré une nouvelle victoire à l'armée des Ardennes.

Nos chasseurs, soutenus par l'artillerie, ont enlevé redoutes et remparts. Les Autrichiens nous ont cédé Thuin, en y laissant beaucoup de morts et quelques prisonniers.

Annonce à la République que, si l'armée des Ardennes a bien mérité de la Patrie pour avoir repoussé, à Bossus-lez-Walcourt, la cavalerie à la baïonnette, la cavalerie, elle aussi, a donné à Thuin des preuves d'héroïsme. Le 11^e chasseurs a chassé l'ennemi jusque dans ses redoutes et a sauté les retranchements pour entrer dans la ville.

La division de l'armée du Nord, qui devait attaquer Thuin sur la gauche, ayant été retardée par des causes imprévues, n'est arrivée qu'après l'assaut. Mais elle a eu sa part à la fête en enlevant une position que l'ennemi avait conservée derrière la place ; elle s'y est établie.

Je ne nommerai personne en particulier. Je peux t'assurer que tous ceux qui ont été employés à l'attaque ont fait leur devoir. J'attends des ordres pour demain et j'espère que l'essai d'aujourd'hui prouvera à tous nos ennemis ce que nous sommes en état de faire par la suite.

Salut et fraternité.

MARCEAU.

PREMIER PASSAGE DE LA SAMBRE.

Charbonnié au Comité de Salut public.

22 floréal (11 mai).

Je marche sur la position de Leernes, en passant la Sambre à l'abbaye d'Aulne. Desjardins attaquera demain le camp de Merbes-Sainte-Marie et Binche. J'ai fourni pour cette expédition les 8,000 hommes de la division Jacob. Marceau, occupant avec sa division les hauteurs de Leernes, tiendra en échec les 10,000 à 11,000 Autrichiens qui sont à Charleroi.

Mais Kaunitz prend l'offensive.

Pendant que Desjardins établit des ponts de bateaux en amont et en aval de Thuin pour faciliter le passage de la Sambre, son

avant-garde, commandée par Duhesme est, le 11 mai à midi, vigoureusement attaquée sur la rive gauche.

Il se porte à son secours, le 12, avec les divisions Fromentin et Despeaux, passe la Sambre à Ghoy, enlève Merbes-le-Château, hérissé de redoutes, et marche sur Binche par Merbes-Sainte-Marie et l'Abbaye de Bonne-Espérance. Il fait 200 prisonniers, prend un canon et cinq caissons.

La nuit a arrêté notre marche, écrit-il à Ferrand, qui commande à Maubeuge; j'espère forcer Binche demain, ce qui nous ouvrirait le chemin de Maubeuge, assurerait notre retraite et le transport des subsistances.

Occupe la redoute d'Assevent, fais rétablir les ponts de Marpent et de Jeumont en cas de retraite, bien que je ne songe pas à la faire. Tu entendas battre la charge à 3 heures du matin. Frappons!

Le 13 mai, Charbonnié est à Fontaine-l'Évêque, à deux petites lieues à l'ouest de Charleroi. Le général Lorge occupe, sur la rive droite de la Sambre, Montignies-le-Tilleul, dans l'estuaire formé par l'Heure. Marceau et Augier tiennent les hauteurs de Leernes, sur la rive gauche, et le passage de la Sambre à l'abbaye d'Aulne. Hardy est en reconnaissance vers Charleroi. L'ennemi occupe les hauteurs de Monceau à l'ouest de la place.

Charbonnié au Comité de Salut public.

24 floréal (13 mai).

Desjardins s'est battu hier et aujourd'hui. La première journée a été fort heureuse et l'ennemi s'est retiré sur les fortifications de Grand-Reng. Aujourd'hui, ce village a été pris et repris trois fois.

Les difficultés dans cette partie doivent se multiplier, vu le long séjour que les ennemis ont fait sur ce terrain et le soin qu'ils ont eu de s'y fortifier.

Si Desjardins réussit demain, j'ai pris toutes les mesures pour me porter sur Charleroi. J'espère que cette attaque ne durera pas plus de vingt-quatre heures.

Le parc d'artillerie n'a pas encore reçu de chevaux. J'aurais besoin d'un général ou d'un chef de brigade d'artillerie; le directeur du parc a de la bonne volonté, mais il manque des connaissances nécessaires à l'emploi.

CHARBONNIÉ.

Desjardins à Favereau.

24 floréal (13 mai).

Des hauteurs de Grand-Reng, 4 heure après-midi.

Nous rencontrons une vigoureuse résistance. Nous sommes entrés dans Grand-Reng, mais l'ennemi nous en a repoussés, pas loin, à la vérité. Il a beaucoup de cavalerie et d'artillerie¹.

Ma gauche est appuyée à Jeumont; fais rétablir le pont et envoie-moi des munitions. Je ferai mon possible pour aller à Maubeuge, ce soir, me concerter avec toi. Si tu peux faire une diversion, ce sera bien.

3 heures du soir.

Envoie-moi sur-le-champ six pontons à Jeumont, afin d'y établir un pont.

5 h. 1/2 du soir.

Il faut faire filer sur Solre-sur-Sambre les munitions de guerre et de bouche que j'ai demandées.

7 heures du soir.

J'ai été forcé de me retirer. Duhesme va prendre position à Lobbes, Muller sur les hauteurs de Merbes-le-Château (rive gauche de la Sambre), Despeaux au camp de Jeumont (rive droite)².

LA RETRAITE.*Charbonnié à Marceau.*

25 floréal (14 mai).

J'ai appris, mon camarade, à l'abbaye de Lobbes, à 1 h. 1/2 du matin, que le général Desjardins avait repassé la Sambre avec la gauche de l'armée. La droite se repliera sur l'abbaye de Lobbes et sur Thuin. Il n'y a donc pas un moment à perdre pour te préparer à te retirer.

¹ Cobourg, en apprenant que Moreau et Souham avaient, encore une fois, battu Clerfayt devant Courtrai, le 11 mai, s'était porté à son secours dans la Flandre maritime et avait envoyé 20,000 hommes sur la Sambre au secours du comte de Kaunitz.

² *Lettre de Bruxelles* : « L'armée des Ardennes et l'aile droite de l'armée du Nord ont passé la Sambre, le 11 mai, en trois fortes colonnes, dont deux se dirigeaient sur Charleroi, la troisième sur Binche. A cette nouvelle, l'empereur a détaché de l'armée de Landrecies un corps de 20,000 hommes, composé surtout de cavalerie, qui s'est porté sur la Sambre à marches forcées. A l'approche de ce renfort, les Français se sont repliés sur leurs forteresses ».

Tu ordonneras de suite aux généraux Augier et Hardy de mettre leurs brigades sous les armes; les pièces de position fileront aussitôt qu'elles seront attelées, et se porteront sur les hauteurs, en arrière à gauche de l'abbaye d'Aulne.

Le chemin qui conduit aux pontons étant moins escarpé, on y dirigera la colonne d'artillerie; trois divisions d'infanterie suivront ce mouvement avec toutes les pièces de bataillon.

Le reste de l'infanterie, la cavalerie, le 26^e bataillon de chasseurs et l'artillerie légère fileront ensuite, sur deux colonnes, l'une sur les pontons, l'autre sur le pont de Lobbes.

Tu laisseras jusqu'à nouvel ordre un ou deux bataillons de chasseurs dans les gorges et les bois, sur la rive droite de la Sambre.

Les bataillons et pièces de Montigny-le-Tilleul se retireront sur la brigade Lorge, qui doit être en arrière de Jamioulx.

Tu placeras des pièces sur les hauteurs qui protègent la retraite et le passage.

A Desjardins.

Aussitôt que la division Jacob sera arrivée de Binche, elle se portera sur les hauteurs, à gauche de Thuin, faisant face à l'abbaye de Lobbes. Je crois qu'il serait nécessaire de réunir ton avant-garde à cette division pour nous maintenir dans cette position, qui nous rendrait maîtres de tout le pays entre Sambre et Meuse. Ce corps serait, en outre, en mesure de faire un nouveau mouvement, de concert avec les divisions qui seraient à sa gauche.

Desjardins à Favereau.

Consolré¹, 27 floréal (16 mai).

Mon avant-garde (Duhesme) est à l'abbaye de Lobbes; la division Fromentin en arrière de Fontaine-Val-Mont; la division Despeaux à Jeumont, au bois de Solre et le long de la Sambre; la division Muller à La Buissière; son général, à la ferme Dausonspenne.

Le général Soland, commandant la cavalerie, est à la ferme de Fosteau; le grand parc sur la hauteur de Thirimont, en avant de Beaumont.

L'ennemi a voulu passer la Sambre, mais il a été obligé de se retirer après une vive canonnade. Nous sommes toujours maîtres de la position.

¹ Six kilomètres ouest de Beaumont, sur la route de Maubeuge.

LES ORDRES DE PICHEGRU

(17 mai).

Jusqu'à nouvel ordre et pour l'expédition du Brabant, les trois divisions de droite de l'armée du Nord¹ et les deux divisions de l'armée des Ardennes² formeront un seul *corps d'armée*, dont les opérations seront concertées entre les généraux Charbonnié, Desjardins, Kleber et Scherer.

Kleber et Scherer, adjoints au général Desjardins, auront chacun sous leurs ordres deux divisions; les officiers généraux de ces divisions leur seront subordonnés pour le détail des opérations.

Le général Desjardins prendra position sur la rive gauche de la Sambre, la droite à Merbes-le-Château, la gauche vers Erquelines. Il gardera, par des détachements poussés jusqu'à Thuin, les défilés du bois de Bonne-Espérance. Il s'emparera de tous les vivres qu'il pourra trouver sur la rive gauche de la Sambre, pour les faire refluer sur Maubeuge et sur Thuin, où l'on entretiendra en magasin de quoi nourrir toute l'armée pendant quatre jours. Il livrera bataille à l'ennemi toutes les fois qu'il pourra le faire avec quelque chance de succès, afin de lui infliger des pertes continuelles, de dissiper ses rassemblements et d'empêcher la jonction de ses troupes.

Il établira des ponts sur la Sambre pour opérer sa retraite en trois colonnes en cas d'insuccès. Mais s'il passe sur la rive droite, il devra s'y maintenir à tout prix, afin de nous assurer la navigation de la Sambre. Cet objet tient essentiellement au plan général des opérations, comme celui de s'emparer de la navigation de la Haine, qui ne réussira que par l'occupation de Mons et de Saint-Ghislain.

Le siège de ces deux places ne sera entrepris que lorsque nous serons maîtres de la campagne, parce qu'une pointe sur Mons, en laissant l'ennemi à Bavai et à Charleroi, c'est-à-dire en position de nous couper dans cette pointe, pourrait avoir les suites les plus funestes. On agira le plus en masse que l'on pourra et l'on attaquera tous les convois.

Le général Desjardins devra reconnaître une nouvelle position du côté de Boussois, entre Erquelines à droite et Assevent à gauche. Cette position lui permettra de s'emparer du cours de la Sambre depuis Neuville jusqu'à Maubeuge, d'éclairer la route directe de Maubeuge à Binche et

¹ Fromentin, Despeaux, Muller.

² Vêzu et Mayer, qui a remplacé Jacob, nommé au commandement de la division de Guise.

celle de Binche à Bavai, qui est la plus suivie par les convois ennemis. C'est surtout dans cette seconde position que le général Desjardins devra établir des ponts sur la Sambre pour assurer les communications avec ses derrières.

Si le Conseil, bien informé des forces que l'ennemi peut lui opposer sur la Sambre et de la résistance qu'il rencontrerait à l'attaque de Charleroi, juge qu'il peut s'emparer facilement de cette place, il doit le tenter sur-le-champ. Il est autorisé à exécuter tous les mouvements avantageux à la République, à la condition de ne pas nuire au plan général en divisant ses forces imprudemment et en les éloignant des points principaux où il est indispensable de les maintenir.

Le plan général consiste :

- 1° A déborder l'aile gauche de l'ennemi;
- 2° A rompre ses communications;
- 3° A intercepter ses convois.

La première opération aura lieu le plus tôt possible et, au plus tard, après-demain, 30 floréal.

Le général Favereau, commandant à Maubeuge, en sera prévenu, afin qu'il puisse seconder les attaques par des sorties de la garnison.

C'étaient 60,000 hommes que Pichegru groupait à l'aile droite. Il en avait déjà 72,000 à l'aile gauche et 18,000 au centre, en avant de Guise.

Les deux divisions des Ardennes, Mayer et Vêzu, réunies sous le commandement de Marceau, devinrent l'aile droite de l'armée de la Sambre, qui eut ainsi deux généraux en chef, à pouvoirs égaux ¹, Desjardins et Charbonnié; 3 commandants de corps d'armée, Kleber, Scherer et Marceau; 5 divisionnaires, Fromentin, Despeaux, Muller, Mayer, Vêzu; 2 généraux de brigade par division; autant d'adjudants-généraux ² et un nombreux état-major d'adjoints aux adjudants-généraux ³.

Le Conseil de l'armée de la Sambre, réuni le 18 mai, exécuta immédiatement les ordres de Pichegru. Quatre ponts permanents furent construits à Lobbes, à La Buisnière, entre La Buisnière et Solre, à Solre.

¹ « Que pouvait-on attendre d'une armée commandée à la fois par deux généraux ! Un corps à deux têtes est un monstre. » (MARESCOT.)

² Ayant rang de chef de brigade (colonel).

³ Capitaines ou lieutenants. Il n'y avait qu'un chef d'état-major, le général Tharreau, de l'armée des Ardennes.

L'infanterie fut répartie sur un front de quatre lieues, depuis Erquelines, en avant du pont de Solre, jusqu'au plateau de Leernes. Elle était couverte, en avant des bois, par la cavalerie légère et l'*artillerie volante*¹.

Sur la rive droite, les réserves d'infanterie, les dragons et la grosse cavalerie gardaient les ponts. Le parc d'artillerie était en arrière, à l'ouest de La Buissière. En potence, face à Charleroi et couvrant l'aile droite, les 12 bataillons de la division Vézé à cheval sur la Sambre, depuis les hauteurs de Jamioulx (rive droite) jusqu'au plateau de Leernes (rive gauche).

DEUXIÈME PASSAGE DE LA SAMBRE.

Charbonnié au Comité de Salut public.

3 prairial (22 mai).

J'ai passé la Sambre; la division Vézé est à Fontaine-l'Évêque, celle de Mayer à Binche. J'ai pris l'ambulance de l'ennemi; je l'ai envoyée à Vedette².

J'ai pris beaucoup de chevaux et de bestiaux.

Le représentant Levasseur est avec moi; nous ne travaillons jamais sans nous être concertés; son courage et son zèle sont un aiguillon pour l'armée, à la tête de laquelle il se montre toujours.

Le pillage est arrêté; Thuin est la seule ville qui l'ait subi.

Un chasseur du 2⁶e bataillon a eu le bras emporté par un boulet; il l'a ramassé et, avec le sang-froid qui caractérise le vrai courage, il a dit aux canonniers :

— « Mettez ce bras dans un canon et envoyez-le à la tête de ces b...-là ! »

Le comte de Kaunitz s'était fortement retranché au nord de Maubeuge qu'il devait investir; sa droite au camp de la Grisvelle, sur la grande route de Mons; son centre sur les hauteurs de Grand-Reng (dont Desjardins n'avait pu le débusquer, le 13 mai); sa gauche à la Cense d'Haubreux. Il faisait face, en

¹ Les pièces attelées par les compagnies d'artillerie légère. C'est notre artillerie montée; en 1794, elle n'existait pas encore.

² Vedette républicaine, Philippeville.

même temps, aux ponts de Solre et de Merbes, par lesquels l'aile gauche de l'armée française devait déboucher.

Le Conseil décida de le faire attaquer sur son flanc gauche par Kleber et Marceau, pendant que Desjardins, avec le corps de Scherer, l'attaquerait de front. Hardy fut détaché de la division Vézu pour rejoindre Marceau à Anderlues vers Binche, sur la grand'route de Charleroi à Mons¹.

Mais, avant que l'attaque de flanc ait pu se dessiner, Kaunitz, renforcé par 24 bataillons venus de Landrecies, avait pris l'offensive, le 24 mai, de grand matin, et rejeté Desjardins sur la rive droite de la Sambre.

Desjardins à Favereau.

Thuin, 6 prairial (25 mai).

Nous avons été attaqués hier en deux points sur la gauche; la débâcle n'a pas duré plus d'un quart d'heure. La plupart des vedettes et des grand'gardes ont été enlevées. Les troupes étaient au bivouac, avec l'ordre de se tenir en bataille une heure avant la pointe du jour. Il faut que quelqu'un n'ait pas fait son métier.

Je suis à Thuin; mon avant-garde (Duhesme) est à Lobbes avec la division Mayer, des Ardennes; Fromentin, à La Buissière; Montaigu, à Solre; la première division des Ardennes (Vézu), au pont de l'abbaye d'Aulne.

Je crois que des coquins ou le diable en personne informent l'ennemi de ce que nous voulons faire. Avant peu, tu verras une affaire sanglante; il faut vaincre ou périr!

Levasseur (de la Sarthe) au Comité de Salut public.

Thuin, 6 prairial (25 mai).

Le 5, avant le jour, les avant-postes ont été attaqués au-dessus de Merbes-le-Château.

¹ « Il est ordonné au général Vézu de réunir sur les hauteurs de Leernes, le 4 prairial (23 mai), à 3 heures du soir, les 16^e et 26^e bataillons d'infanterie légère, toutes les compagnies de grenadiers de la division, le 20^e chasseurs à cheval et quelques pièces d'artillerie légère. Ces troupes seront conduites à Anderlues, où elles seront réunies à un corps d'armée commandé par les généraux Kleber et Marceau, dont le général Hardy prendra les ordres et instructions. »

officiers d'artillerie et du génie. Marescot reçut l'ordre d'ouvrir la tranchée le soir même¹.

Il avait préparé, sur la rive droite, des emplacements pour les mortiers et les pièces de 16. Il trouva, sur la rive gauche, un chemin creux qui, avec un léger travail, devint une batterie toute faite, à 400 toises de la ville, pour les obusiers et les pièces de 12. La première parallèle et les communications avec la deuxième étaient creusées ; Marescot se proposait de l'ouvrir à 120 toises de la porte de Bruxelles, point d'attaque le plus favorable. Le représentant Guyton de Morveau avait inspecté les travaux, quand les généraux ordonnèrent de les suspendre. Ils avaient reçu l'avis que l'ennemi arrivait, à marches forcées, au secours de Charleroi.

En revanche, Jourdan était à Dinant, après avoir refoulé vers Charleroi Beaulieu, qui avait vainement tenté d'arrêter sa marche. L'armée de la Moselle allait enfin passer la Meuse et opérer sa jonction avec l'armée de la Sambre.

C'est pour s'y opposer que le prince de Cobourg s'était porté en personne au secours de Charleroi et que le prince héréditaire d'Orange² avait pris le commandement des 90,000 Austro-Hollandais chargés de la défense du Brabant.

TROISIÈME PASSAGE DE LA SAMBRE.

L'armée française avait repassé la Sambre, le 31 mai, de Solre à Landelies, pour faire un grand mouvement de conversion, l'aile droite en avant.

Le général Hardÿ, avec une colonne de 6,800 hommes, avait dépassé Fontaine-l'Évêque, traversé la plaine de Piéton et pris position sur la chaussée de Brunchaut pour observer les débou-

¹ La division Mayer, chargée du siège, s'établit entre Marchienne-au-Pont et Marcinelle ; la cavalerie et quelques bataillons de soutien, détachés de la division Vêzu, établissent des postes d'observation à hauteur de Ransart, à une lieue et demie au nord de Charleroi. Les divisions Fromentin, Muller et Despeaux bordent la Sambre, de Monceau à l'abbaye d'Aulne, sous la protection des avant-gardes, qui atteignent la chaussée de Brunchaut vers Herlaimont.

² Guillaume-Frédéric, fils du stathouder Guillaume V ; né en 1772, il a 22 ans. Il sera, en 1815, le premier roi des Pays-Bas.

chés de Binche et de Nivelles. Mais il ne savait à qui entendre, entre les quatre généraux qui partageaient le commandement. Desjardins lui avait ordonné de maintenir sa position ; Kleber, de la quitter, à l'instant, pour se retirer sur les hauteurs de Leernes, en le prévenant que des pontons avaient été établis sur la Sambre, entre l'abbaye d'Aulne et Landelies. Hardy prit un terme moyen ; il établit ses troupes autour du château de la Marche, aux sources du Piéton, un peu en avant de Fontaine-l'Évêque.

Mais l'avis de Kléber était le bon. A 4 heures du soir, 15,000 Autrichiens, lui coupant la retraite, occupaient, sur la Sambre, le village de Landelies.

COMBAT DE FONTAINE-L'ÉVÊQUE (31 mai).

Hardy résolut de se faire jour avec la 172^e demi-brigade, les 3^e et 8^e bataillons du Nord et le 5^e dragons. L'adjutant-général Cacault le soutint avec les 16^e et 26^e bataillons d'infanterie légère, les grenadiers réunis, les 11^e et 20^e chasseurs et toute l'artillerie de la colonne. Il était convenu que Cacault se retirerait ensuite et que Hardy le soutiendrait à son tour, après avoir occupé les hauteurs de Leernes.

Cette retraite, en deux échelons, s'exécuta sans beaucoup de pertes. Hardy réussit à traverser Fontaine-l'Évêque ; mais il trouva des forces supérieures qui l'attendaient à la sortie de la ville, sur le chemin de Leernes.

L'affaire fut des plus chaudes. Hardy passa cependant au pas de charge, en colonne. Il enfonça, à la baïonnette, les bataillons autrichiens ; mais ils démasquèrent, en se retirant, des batteries, qui ouvrirent un feu terrible à boulets et à mitraille. Le 5^e dragons chargea ces batteries, que la brigade Augier (la deuxième de la division Vêzu), établie sur les hauteurs de Leernes, prit d'écharpe avec 4 canons et 4 obusiers.

L'échelon de Cacault passa à son tour. Le 11^e chasseurs fit des prodiges pour protéger le défilé de l'artillerie.

A 9 heures du soir, l'avant-garde était ralliée tout entière sur le plateau de Leernes.

Hardy et son adjudant-général recevaient les félicitations des généraux que la canonnade avait attirés. L'avant-garde des

Ardennes repassa la Sambre à 3 heures du matin, le 13 prairial (1^{er} juin) et prit position à l'abbaye d'Aulne, pour en garder le pont.

LE GÉNÉRAL MARCEAU.

Le général Marceau avait pris le commandement des deux avant-gardes. Il avait sous ses ordres : Hardÿ pour les divisions des Ardennes, Duhesme pour celles du Nord. Pendant que Hardÿ reposait ses troupes, fatiguées par deux jours de marche et de combats, et se ravitaillait en vivres et en munitions à l'abbaye d'Aulne, Duhesme gardait le plateau de Leernes, sous la protection de la cavalerie légère.

Rapport de Marceau sur les affaires des 14 et 15 prairial (2 et 3 juin).

14 prairial.

L'ennemi, ayant reçu des renforts considérables, se disposait à m'attaquer; aussi, je pris toutes les précautions nécessaires pour le bien recevoir et pour éviter une surprise, dont les suites auraient pu être funestes.

Le matin, à la pointe du jour, sa cavalerie fit replier nos vedettes et nos petits postes. Fièrre de cette espèce de succès, elle voulut enlever les grand'gardes du 4^e hussards et du 11^e chasseurs à cheval.

Le chef de brigade Boyer s'en étant aperçu, la chargea, à la tête du 11^e chasseurs, d'une manière si vigoureuse qu'il mit le régiment des Hussards de l'Empereur dans une déroute complète, lui tua ou blessa beaucoup de monde et fit quelques prisonniers.

Nous avons eu, dans cette charge, 2 tués et 5 blessés.

La leçon fut assez bien sentie, car les Impériaux, quoique beaucoup plus nombreux, n'osèrent plus rien tenter. On se tirailla beaucoup; l'ennemi manœuvra toute la journée pour nous donner le change.

15 prairial.

Les précautions de la veille nous avaient trop bien servi pour que nous ne fussions pas sur nos gardes, d'autant que nous savions que nous serions attaqués. Aussi l'ennemi, en se présentant sur tous les points, trouva partout les troupes bien disposées à lui faire face.

Une colonne de cavalerie et d'infanterie, avec du canon, attaqua le 6^e chasseurs, qui était à la droite. Ce régiment se replia d'abord un peu; mais j'arrivai, accompagné du général d'Hautpoul, et le 6^e chasseurs regagna le terrain qu'il avait perdu.

L'ennemi fut reçu de même au centre, où étaient le 4^e hussards et le 11^e chasseurs, soutenus par deux bataillons d'infanterie.

La reconnaissance que j'avais faite ne m'ayant pas procuré l'exacte connaissance des desseins de l'ennemi, je résolus de l'attaquer moi-même pour protéger l'aile gauche de l'armée, qui canonnait vigoureusement.

Je renforçai le centre de ma première ligne de cavalerie d'un bataillon de grenadiers et j'ordonnai au général Duhesme de quitter les hauteurs de Leernes pour me rejoindre à Fontaine-l'Évêque, d'où je voulais me diriger sur Forchies-la-Marche et Courcelles.

Mais des prisonniers et des déserteurs m'ayant averti qu'une colonne de 8,000 Autrichiens se dirigeait sur notre gauche par Anderlues, je fis reprendre aux bataillons de Duhesme leur première position sur les hauteurs de Leernes, autant pour protéger la retraite de ma cavalerie que pour ne pas être tourné.

L'ennemi ayant été renforcé sur notre front, le 4^e hussards, les 6^e et 11^e chasseurs se replièrent en très bon ordre. Le général d'Hautpoul, qui les commandait, a donné des preuves du talent et de la bravoure que tout le monde lui reconnaît. Ses manœuvres, faites avec justesse et sang-froid, me permirent de recevoir l'attaque. Le général Duhesme et le chef de brigade Bernardeau s'y étaient si bien préparés que l'ennemi fut arrêté court à Fontaine-l'Évêque et ne put se déployer en avant de cette ville.

Nos bataillons et nos escadrons de première ligne prirent les positions indiquées. Jamais on ne vit plus d'ordre dans la manœuvre et dans la marche sous les boulets et les obus. Malgré l'énorme supériorité numérique, pas un soldat n'a quitté son rang.

Nous en étions là, quand j'appris, par trois officiers successivement, la retraite de l'armée. Le dernier m'apporta l'ordre de former l'arrière-garde.

Je manœuvrai de manière à tromper l'ennemi et à laisser à mes bagages le temps de filer vers la Sambre. La 71^e demi-brigade, deux régiments de cavalerie et une partie de l'artillerie suivirent le chemin de l'abbaye d'Aulne; le reste des troupes, celui de Landelies.

Il ne restait plus que les piquets de cavalerie et un bataillon sur la ligne de bataille, lorsque je fus invité à défendre, ou à reprendre, la position du Moulin-à-vent. Nous enlevâmes donc le village de Leernes, qui avait été occupé par l'ennemi après que nous l'avions évacué.

Une colonne de cavalerie et d'infanterie venait, du château de Monceau, nous attaquer de flanc et à revers; je fus forcé de lui opposer une partie des forces que j'avais laissées à Fontaine-l'Évêque.

Le 3^e bataillon de grenadiers, le 6^e chasseurs et deux pièces légères culbutèrent cette colonne et l'obligèrent à se retirer dans le bois de Monceau.

Je profitai de son désordre pour opérer ma retraite, qui devenait nécessaire, car l'ennemi était maître de Monceau et de Marchienne-au-Pont.

Le combat a duré de 4 heures du matin à 8 heures du soir. Il ne m'a coûté qu'une dizaine d'hommes et une quinzaine de chevaux.

J'ai des éloges à adresser à la 71^e demi-brigade et à son chef, Bernardeau ; au 4^e hussards, au 6^e chasseurs, au 26^e bataillon d'infanterie légère. Tout le monde, au surplus, a fait son devoir.

MARCEAU.

Desjardins à Pichegru.

Thuin, 15 prairial.

L'avant-garde couvrait notre flanc gauche. Elle fut attaquée vivement, à la pointe du jour, et soutint courageusement le choc de l'ennemi qui, en même temps, canonnait notre centre. Ce feu fut très bien supporté par nos troupes pendant plus de six heures. Enfin, l'ennemi, portant toutes ses forces sur notre droite, parvint à la tourner en débussant notre infanterie du bois qu'elle occupait. Sa cavalerie assaillait la division Mayer devant Charleroi, au moment même où la garnison exécutait une vigoureuse sortie ; la communication a été rétablie entre l'armée impériale et la place.

J'ai dû ordonner la retraite ; elle s'est faite dans le plus grand ordre et a coûté plus cher à l'ennemi qu'à nous-mêmes. C'est au 8^e de cavalerie et aux cuirassiers qu'on le doit.

Le capitaine Sénarmont et les ouvriers d'artillerie, qui retiraient le pont de bateaux établi entre Monceau et Landelies, ont continué leurs travaux sous le feu croisé de plusieurs batteries.

Je dois te signaler aussi le 16^e chasseurs à cheval¹ qui, depuis le commencement de la campagne, a toujours mérité les plus grands éloges.

DESJARDINS.

LE PONT DE MONCEAU.

Rapport d'Alexandre Sénarmont, capitaine commandant la 5^e compagnie d'ouvriers d'artillerie au général Desjardins.

Ferme de la Baudribu, 16 prairial (4 juin).

Je vais, général, d'après tes ordres, te rendre un compte détaillé de la levée du pont de Monceau.

Les braves gens, dont les efforts n'ont pas été inutiles à l'armée dans sa retraite, ne demandent pour récompense qu'un sourire de la Patrie.

¹ Ex-chasseurs de La Bretesche.

Lorsque toute la colonne eut défilé et que les deux bataillons d'infanterie légère, chargés de la soutenir, eurent passé le pont pour se former en bataille sur la rive droite, nous commençâmes notre opération déjà préparée.

L'ennemi nous chauffait et, sans la protection des pièces d'artillerie, établies par le général d'artillerie Laprun et commandées par le chef de bataillon Grosclaude, il nous eut été impossible d'achever notre opération.

J'avais avec moi six ouvriers; leurs noms méritent d'être connus : Bretznet, sergent-major; Poinsignon, caporal; La Jeunesse, Gigout, Martin, Michel, soldats. Jusqu'à la fin de la levée du pont, ils ont travaillé avec la plus grande ardeur. J'avais quelques sapeurs de la compagnie Siouville et les grenadiers du 19^e bataillon des volontaires nationaux. Ces grenadiers se sont retirés sans mon ordre, à l'exception du sous-lieutenant Fourcade et du grenadier Lafaye, alors en faction. Ces deux braves se sont approchés de moi et m'ont dit :

— « Citoyen, la Patrie nous a confié ce poste, nous y mourrons avec « vous ou nous sauverons le pont! »

La Patrie doit de la reconnaissance à ces braves gens.

Dans ce moment, un haquet eut son timon brisé par suite de la frayeur des chevaux; un des pontons eut le bec crevé à l'angle par un boulet; un soldat fut coupé en deux; un cheval d'artillerie et le cheval d'un officier d'infanterie légère furent blessés. Cependant, avec l'aide des chasseurs et des charretiers ou conducteurs, nous emmenâmes tous nos pontons, moins celui dont le haquet avait eu le timon brisé.

J'envoyai chercher des ouvriers, un timon et des chevaux au parc. Quelques ouvriers opposèrent des difficultés à la demande du capitaine d'artillerie légère Méras; l'ouvrier La Pointe s'avança et dit :

— « Eh bien! ce n'est pas mon tour, mais j'irai! »

Il fut suivi par Jean Jungmann et Lapayne. Je les rencontrai, conduits par le caporal Poinsignon; nous retournâmes chercher le ponton qui fut ramené sans accident.

Récompense ces braves gens, Général, en faisant connaître leur conduite aux Législateurs.

SÉNARMONT.

Charbonnié au Comité de Salut public.

Montignies-le-Tilleul, 15 prairial.

L'ennemi nous a attaqués aujourd'hui dans notre position au-dessus de Charleroi. Après avoir tenu pendant trois heures contre tous ses efforts, nous nous sommes aperçus qu'il cherchait à couper nos communications avec la Sambre.

Comme cette manœuvre pouvait, si elle eut réussi, compromettre l'armée entière, nous avons cru devoir ordonner la retraite et opérer notre jonction avec l'armée de la Moselle, sur la rive droite de la Sambre. Nous recommencerons notre opération de concert avec Jourdan. La Sambre a été repassée sans perte et avec ordre.

Les Représentants du peuple ont conféré le commandement en chef au général Jourdan et réuni mes deux divisions aux siennes. Je vais prendre à Sedan le commandement territorial des Ardennes et m'occuper des objets essentiels qui concernent les places de cet arrondissement.

Jourdan, après avoir laissé 6,000 hommes à Dinant pour garder le passage de la Meuse, avait fait occuper, par la division Hardy, le camp autrichien de Saint-Gérard et campait, avec trois autres divisions, sur les hauteurs de Stave, à cinq lieues de Charleroi. Il s'en fallait d'une demi-journée de marche qu'il ne fût arrivé à temps au secours de Charbonnié et qu'il n'eut changé en victoire décisive l'échec du 3 juin.

On avait envoyé un courrier au général Jourdan, écrit Marescot à son ami Carnot, pour l'engager à faire approcher son armée; lui-même en avait envoyé un à nos généraux pour régler sa marche vers la Sambre. Desjardins et Charbonnié étaient absents et n'avaient pas dit où on les trouverait. Le courrier a passé trois heures à les chercher; retard fatal! L'armée de la Moselle n'est arrivée qu'au moment de la retraite; trois heures plus tôt, elle eut tout réparé!

Ce qui prouve qu'à la guerre l'occasion est un éclair.

Les événements dont je suis témoin me convainquent que l'on ne fait pas assez attention aux généraux à qui l'on confie des expéditions importantes. Je ne vois que trop que le courage et le patriotisme ne suffisent pas; il faut y joindre la capacité. Un habile général aurait prévenu tous ces échecs, qui proviennent de nos mauvaises dispositions. Nos soldats sont bons, mais tout ceci les fait murmurer et les décourage. Chaque jour me confirme que la guerre est un jeu d'audace et que, à la longue, le succès appartient à celui des deux généraux qui a le plus de génie. La République ne doit confier le commandement de ses troupes qu'à des chefs intelligents, dont les talents sont aussi connus que le civisme.

MARESCOT.

(A continuer.)

Général HARDY DE PÉRIN.



IN-SALAH

ET

LE TIDIKELT¹

LE TIDIKELT

Etude sur la route. — La route suivie par la colonne d'In-Salah pour se rendre dans le Tidikelt, par la province d'Alger, est certainement la plus directe, si l'on ne considère que les deux points extrêmes, Alger—In-Salah, abstraction faite des voies ferrées existant actuellement. Est-elle la meilleure et la plus logique ? Nous ne le pensons pas, géographiquement parlant. Les deux voies nouvelles pour se rendre d'Algérie dans le Tidikelt sont :

1^o Celle de l'Oued Messaoura (ou Zousfana) à l'Ouest, par le Gourara et le Touat ;

2^o Celle d'Ouargla, par la vallée de l'Oued Mya, à l'Est.

Cependant, au moyen de quelques travaux simples, on pourrait rendre très praticable la route du Tadmaït, à partir d'El Goléa. Et comme ce poste d'El Goléa existe, qu'il a même une importance capitale, en ce sens que de là on peut rayonner facilement vers le Gourara, l'Aoulef et le district d'In-Salah, il est probable que pendant longtemps encore on suivra cette route plus directe. Voyons donc sommairement ce qu'elle est et ce que l'on pourrait faire pour l'améliorer. Nous dirons ensuite un mot du Tidikelt actuel, tel que nous l'avons vu.

¹ Voir les livraisons de février, mars et avril 1902.

Le pays conquis entre El Goléa et Hassi-el-Mongar, principalement sur le plateau du Tadmaït, est d'un parcours généralement assez difficile. Vu l'absence complète de travaux quelconques, jusqu'à ce jour du moins, la piste est souvent âpre et dure et, en certains endroits, le passage est même dangereux. Il faut prendre de grandes précautions, ne s'avancer souvent qu'à la file indienne, ce qui ralentit considérablement la marche d'un convoi un peu important. Il en est ainsi à presque tous les points où il faut traverser les oueds, et ils sont nombreux. Cependant, les premières difficultés ont été quelque peu amoindries par suite du nombre considérable d'animaux qui ont pratiqué, frayé et aplani les pistes primitives. Au retour de la colonne, chacun a constaté que les « Medjebed », dans les oueds et les sentiers, sur les plateaux, étaient mieux marqués, quelque peu frayés et plus faciles à suivre. Le défilé d'Aïn-el-Guettara, par exemple, très dangereux lors du passage du premier convoi, où plusieurs chameaux se brisèrent les reins, était presque praticable, un par un, bien entendu, au retour de la colonne; les pieds des chameaux et la mélinite du génie avaient rompus les obstacles primitifs du bâten. On put passer, fort lentement encore et un par un, mais sans perte d'animaux du fait des difficultés du chemin. Evidemment, il y a encore beaucoup à faire pour rendre la route, non pas carrossable, mais simplement praticable aux convois de chameaux, partout et en toute saison. Ainsi, il faudrait de suite adoucir et régulariser les pentes de tous les passages des oueds principaux (Oued Ghallousen, Oued Sarret, entre El Goléa et Miribel; Oued Tabaloutet, Oued Tiboukh'ar, Oued Tilemdjan, etc..., au delà de Miribel). Il faudrait, comme l'ont fait en certains endroits les indigènes eux-mêmes, par piété et pour élever des Mekam à leurs saints, débarrasser la route des nombreuses pierres roulées et cailloux pointus qui l'encombrent. Une équipe de ksouriens, bien dirigés par quelques sapeurs du génie et un officier, suffiraient, avec quelques coups de pioche et des pétards, pour améliorer la voie et en faire un chemin plus sûr et moins pénible. Le sol est dur et ferme généralement, en dehors bien entendu des dunes, et il est naturellement empierré.

On peut aussi utiliser la route plus directe de Fort Miribel au Tiddkelt, en passant par Kreg-Reg et Afissés, ainsi que l'a fait

une fraction de la colonne, au retour. Cette voie est même préférable pour les animaux, tant au point de vue de la praticabilité, qu'à celui de la nourriture sur place ; il y a à peu près autant d'eau.

Que l'on suive l'une ou l'autre voie, le sol diffère peu : c'est toujours du rocher, un lit de rivière desséchée ou la dune. Ce n'est que dans les fonds de Daya que l'on rencontre un terrain de reg doux et uniforme. Les gîtes d'étape ne sont pas indiqués, sauf là où il y a de l'eau ; ces derniers points sont rares. Mais partout, le sol se prête à l'installation des camps et l'on peut bivouaquer où l'on veut, puisque l'on a tout, vivres et eau, avec soi. Il suffit seulement de tenir compte de la fatigue des hommes et des animaux, des circonstances atmosphériques, ainsi que des ressources en bois et pâturages, pour raccourcir ou allonger l'étape, selon les nécessités du moment. Une règle générale est cependant à observer : *parcourir le plus rapidement possible les espaces sans eau*. Quand on arrive ensuite dans des lieux plus favorisés par la nature, on se repose et l'on mange et boit à discrétion. C'est ainsi que font les caravaniers pour traverser les régions désertiques.

Eau. — Le manque d'eau est le premier obstacle à vaincre, la difficulté la plus sérieuse à surmonter, pour tout chef de colonne opérant dans l'Erg, comme sur les hauts plateaux du Tadmaït ou dans les régions sahariennes. Avec le temps et une connaissance plus complète du pays, on arrivera certainement à découvrir de nouveaux points d'eau. Il y a de sérieuses études à faire à ce sujet. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, le tilmas de Chebbaba, dans l'Oued Moussa-ben-Yaïch, à 7 ou 8 kilomètres avant d'arriver au col d'El Guettara, était inconnu lors du premier passage de la colonne. Au retour, à la suite de recherches et de quelques travaux pour creuser des puits, on trouva de quoi abreuver abondamment tous les animaux. Il doit en être de même dans certains oueds, affluents de l'Oued Mya. Mais, outre la connaissance des points d'eau, il est indispensable aussi d'étudier le rendement approximatif de chaque tilmas et de savoir la quantité de liquide qu'il renferme, pour en surveiller le débit. Un tilmas, en effet, n'est pas un puits, ni une source dont l'eau se renouvelle plus ou moins rapidement ; c'est une

sorte de citerne, renfermant une certaine quantité d'eau mélangée avec du sable et garantie par celui-ci contre les rayons solaires. Cette eau provient des pluies; elle filtre à travers le sable et se trouve arrêtée à une certaine profondeur par une couche imperméable, de l'argile généralement, formant cuvette. Quand il a plu beaucoup, l'eau dépasse la surface du sable saturé et apparaît alors à l'extérieur. Dans le cas contraire, ce qui est la généralité, car les pluies sont rares dans ces contrées, l'eau reste invisible, et il faut la rechercher et l'extraire du sable au moyen de trous dont on garnit le fond et les parois, soit avec des pierres sèches, soit au moyen de branches de palmier ou autre bois. On peut organiser ainsi des puits permanents, comme à Djelguem, à Ferkla, etc..., recouverts d'une coupole maçonnée, faciles à reconnaître de loin. La pompe Pithoy, du génie, est utile aussi pour extraire l'eau des tilmas : elle a très bien fonctionné à Ferkla, à Igosten et en quelques autres endroits. En pays inconnu, l'existence des tilmas se révèle habituellement par la présence sur le sol d'herbages verdoyants, de palmiers plus ou moins touffus, de jones, etc.

Outre les tilmas, on trouve parfois de véritables puits, mais l'eau en est généralement moins bonne; il faut les nettoyer fréquemment et s'assurer, chaque fois qu'on veut en utiliser l'eau, que celle-ci n'est pas contaminée par les cadavres d'animaux tombés involontairement en voulant boire, ou jetés là par une main malveillante ou criminelle. Ce fait se produit fréquemment. Dans ce cas, il y a lieu de retirer d'abord la charogne du puits, de le vider et nettoyer complètement à plusieurs reprises, jusqu'à ce que l'eau redevienne claire et sans odeur; on peut aussi y jeter de l'alun, si l'on en a.

Vu la rareté de l'eau et sa valeur, les indigènes de ces contrées ont contracté, dès les temps les plus reculés, la bonne habitude de signaler la présence des puits, sources et tilmas, au moyen de « Djeddars » ou tas de pierres, qui jalonnent aussi la route. Mais le tilmas pouvant être épuisé et le puits empoisonné, il est d'une importance capitale, avant de se mettre en route, de faire reconnaître les points d'eau et de les surveiller ensuite, si l'on ne veut pas risquer des mécomptes et même une catastrophe.

Enfin, quand il n'y a le long du chemin à suivre ni source, ni puits, ni tilmas, on emporte un convoi d'eau, soit dans des ton-

nelets de 50 litres environ, soit dans des « guerbas » ou peaux de bouc, de 15 à 20 litres. On base ses calculs sur une consommation journalière de 5 litres par homme et 20 litres par animal (cheval ou mulet). Cela suffit largement en hiver; il est bon d'en prévoir davantage, si possible, en été.

Telle est la route; voyons le Tidikelt proprement dit :

Étude du Tidikelt. — Le Tidikelt est, en réalité, une vaste plaine de reg plus ou moins dur, plus ou moins sablonneux, parsemée de dunes élevées, qui constituent généralement les oasis. Cette plaine s'étend de l'Est à l'Ouest sur une longueur de 250 kilomètres environ, avec une largeur de 60 à 80 kilomètres. Elle commence au pied méridional de la falaise inférieure du Tadmaït et se développe en forme de grand rectangle presque régulier. Les limites géographiques du Tidikelt sont assez difficiles à définir et il n'y a guère que vers le Nord qu'elles existent naturellement. De ce côté, en effet, on trouve le Tadmaït, dont les berges s'élèvent souvent à pic et même surplombent la plaine; comme l'Ang-el-Djemel, non loin d'In-Salah. Au Sud, on rencontre le thalweg de l'Oued Djiareh (ou Botha), que l'on peut considérer comme la limite de ce pays avec le terrain de course des Touareg; cette rivière (sans eau) va se jeter ou mieux se perdre dans un élargissement mal défini de l'Oued Messaoura, vers le district de Sali. A l'Est, est une série de petites collines, bordant la vallée de l'Oued Massui et s'étendant du Nord au Sud depuis la naissance de l'Oued El Mongar jusqu'à l'Oued Djiaret. Enfin, à l'Ouest, sont les districts du Reggah et de Sali, qui bordent l'Oued Messaoura.

Cette plaine est riche en terrains d'alluvions. Une série de petites vallées transversales, orientées du Nord-Nord-Est au Sud-Sud-Ouest, la coupent et se dirigent en pente douce vers l'Oued Djiareh. Une nappe d'eau souterraine, fort étendue probablement, alimente de nombreuses sources ou puits plus ou moins profonds. C'est l'origine de toutes les foggaras (feggaguir) qui forment les oasis, avec la dune. On y rencontre parfois des bas-fonds dangereux, comme ceux qui se trouvent à l'ouest de la sortie de l'oasis d'In-Salah, lesquels sont sans doute le réceptacle de toutes les eaux non utilisées, amenées dans les jardins par les conduites souterraines.

population sédentaire du pays. Ils sont paisibles et calmes, et l'on pourra facilement s'accommoder avec eux.

Quant aux *négres*, esclaves ou affranchis, ils serviront qui le voudra.

Tous les habitants appartiennent à la religion musulmane, qu'ils soient blancs ou de couleur, libres ou esclaves. Les ordres religieux les plus suivis sont ceux de Mouley Taieb et de Sidi Abd-el-Kader el Djilani. On compte aussi quelques adeptes de Mohamed ben Ali S'noussi.

En général, tous ces gens-là nous détestent et ne nous servent que par force ou par intérêt. Chaque centre est divisé en deux *soff* ennemis :

1° Le *soff* Ihamed.

2° Le *soff* Soflian.

Le premier domine en ce moment dans le Tidikelt. Chacun d'eux cherchera naturellement à s'appuyer sur les maîtres du pays, actuellement les Français, pour opprimer le *soff* adverse. C'est ainsi qu'il faut comprendre l'empressement de ces gens à se soumettre et à faire leurs offres de service dès qu'un chef de colonne se présente dans un *ksar* à la tête d'une troupe. Inutile de dire qu'il est d'une bonne politique d'user de ces discordes intestines pour régner.

Subdivisions politiques et administratives du Tidikelt.

Le pays connu sous le nom du Tidikelt se subdivise en districts politiques et administratifs, qui sont au nombre de 7.

Ce sont, en allant de l'Est à l'Ouest, les districts de : *Foggaret*, *Igosten*, *In-Salah*, *In-Rhar*, *Tit*, *Akabli* (le plus méridional) et l'*Aoulef*. Ce dernier est la clef du Tidikelt qu'il rattache au Touat. Tous ces centres principaux, qui forment des agglomérations bien distinctes l'une de l'autre, géographiquement parlant, se ressemblent cependant : qui en a vu un, les a tous vus dans l'ensemble.

Il y a toujours ces trois choses élémentaires constitutrices des oasis habitées et cultivées : l'eau, la dune, le *ksar*. L'intervalle qui sépare un centre de son voisin est assez considérable (voir journal de marche, 55 kilomètres d'*In-Salah* à *In-Rhar*, par exemple); dans cet espace, il n'y a rien ou presque rien, sauf

dans les bas-fonds de la Rabah et autour de deux ou trois puits. Entre Tit et l'Aoulef (42 kilomètres), il n'y a absolument aucune végétation. Par contre, l'Aoulef est de beaucoup le district le plus riche du pays. C'est aussi le plus important. Outre la place forte de Timokten, il comprend deux belles oasis, séparées l'une de l'autre par la nature du sol et le caractère des habitants : *L'Aoulef Cherfa* et *L'Aoulef Arab*. Naturellement ces deux groupements sont ennemis l'un de l'autre.

Ksours et casbahs. — Les ksours du Tidikelt ne sont point entourés d'une muraille continue, comme on l'a si souvent écrit sans l'avoir vu. Toutefois, les maisons extérieures peuvent former une ceinture solide et une bonne ligne de défense, avec quelques barricades et coupures à l'extrémité des ruelles de sortie vers la plaine. Mais chacun d'eux possède une ou plusieurs « casbahs » qui sont de véritables forteresses. On peut même dire qu'elles sont imprenables sans canon, si ce n'est par surprise, comme le fut celle d'In-Salah. C'est surtout sur elles que comptent les ksouriens pour se défendre et se garantir contre les incursions des Touareg. Toutes se ressemblent au point de vue de l'organisation intérieure et des moyens de défense : il y a toujours trois rangs de créneaux dans la ligne des courtines, des bastions aux angles pour le flanquement, des machicoulis au-dessus des portes et au sommet des murailles.

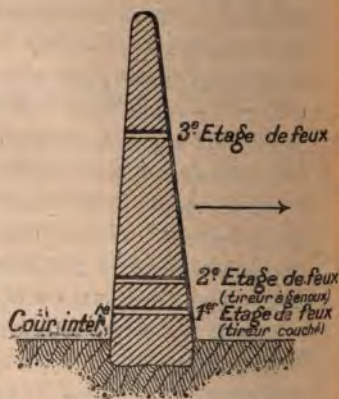
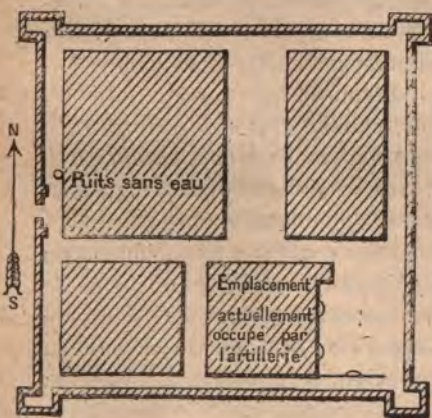
Quelques-unes sont entourées, comme celles d'In-Rhar, d'un fossé de 2 à 3 mètres de profondeur, creusé dans le roc. C'est là que tous se réfugient, gens et bêtes, en cas de danger. Ce sont alors de véritables fourmilières. Chaque famille a sa case marquée d'avance ; chaque tribu a son carré. Il y a fréquemment un rez-de-chaussée et un premier étage complet. Les casbahs de Ksar-Lekal (In-Rhar) étaient de beaucoup les plus fortes de toute la contrée ; c'est ce qui explique l'idée pratique du pacha d'en faire sa première et sa principale ligne de résistance, et aussi la reddition sans combat de toutes les autres, après la prise d'assaut de la plus forte. Le fusil ne peut rien contre elles ; il faut du canon et des obus à la mélinite pour détruire ces repaires.

L'étude détaillée de la casbah des Ba-Djouda, à In-Salah, nous donnera une idée des autres : c'est le type général des casbahs sans fossé. Le croquis d'ensemble ci-après en ex-

plique la disposition extérieure. Les murs sont en terre argileuse noirâtre, fortement tassée, et non revêtus. A l'intérieur, le terrain présente une pente générale descendante; il n'est pas

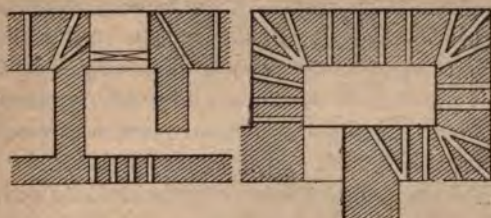


damé, et le sable recouvre les ruelles et forme des monticules dans les encoignures. Certains créneaux de la rangée inférieure sont même ensablés. Une petite banquette soutenue par des troncs de palmier fixés dans la muraille donne accès aux créneaux supérieurs. Le long des murs est ménagé un chemin de ronde de 1 m. 60 environ de largeur pour les tireurs et la circulation. Toute la surface intérieure est bâtie et forme de nom-



breux ilots de constructions enchevêtrées et crénelées. Les murailles ont 1 m. 50 environ d'épaisseur à la base, et 1 m. 30 au moins au sommet. A chaque angle sont de solides bastions, plus élevés encore et aux murs plus épais. Ces bastions ont deux

étages de feux au rez-de-chaussée (couché et à genoux) et un sur la première plate-forme pour tireur debout; une deuxième plate-forme au sommet permet de couronner le bastion. Des pièces de bois (palmier) fichées dans les murs servent d'échelles pour y monter. Le sommet des bastions est à un mètre au-dessus des courtines, qui ont de 6 à 7 mètres de hauteur. Une solide porte, en madriers de palmier, ferme l'entrée unique de la casbah; elle est battue par le bastion et des machicoulis. Cette casbah bien



conservée est une des mieux construites de la région. La porte a environ 2 m. 80 de hauteur. Les créneaux sont faits d'un simple trou cylindrique sur toute sa longueur. Ils présentent cette particularité que n'ayant qu'une ouverture à l'intérieur, il y a deux et même trois trous de sortie, ce qui permet au même tireur de tirer dans trois directions différentes et de mieux voir et battre le terrain. Dans les angles des bastions, les murs ont jusqu'à 3 et 4 mètres d'épaisseur. C'est très solide et à l'épreuve de la balle. L'obus ordinaire à mitraille lui-même n'y fait qu'un trou; il faut l'obus allongé, chargé à la mélinite, pour faire une brèche.

Ajoutez à cet ensemble un fossé extérieur de trois ou quatre mètres de largeur et d'autant de profondeur, et vous aurez la casbah d'In-Rhar (se reporter au Journal de marche).

Administration. — Religion. — Mœurs. — Le Tidikelt, avant notre arrivée, était sous la domination du pacha de Timmi et reconnaissait la suprématie du Maroc. Mais l'autorité du sultan était plus nominale qu'effective: il n'avait pas assez de troupes pour assurer la rentrée des impôts et on lui payait le tribut rarement, difficilement et seulement lorsqu'on avait une faveur à

demander. Les familles puissantes du pays, Ba Djouda et autres descendants des Arabes conquérants, détenaient en réalité le pouvoir et exerçaient une administration sommaire. Il a été constaté que les registres les mieux tenus étaient ceux du caïd des eaux. Ce qui démontre une fois de plus l'importance de l'eau dans ces régions brûlées par le soleil, ravagées par le simoun. Ce qu'on a pu constater aussi dès l'arrivée, c'est que les sentiments de la classe dirigeante envers nous sont loin d'être amicaux et bienveillants ; seuls les « miséreux », Harratin ou nègres, nous voient venir sans appréhension et même avec plaisir. Pour les premiers, nous sommes la « race maudite », ainsi que l'écrivait le pacha de Timmi à son collègue de Timmimoun, lorsqu'il le pressait de venir avec lui nous chasser du Tidikelt envahi. Pour les seconds, nous sommes la Providence libératrice. Cela seul suffit pour justifier l'occupation.

Le Maroc donc, et cela ne fait aucun doute pour quiconque s'est occupé sérieusement des choses du Sahara, entretenait deux « pachas » dans ces régions lointaines : l'un à Timmimoun (Gourara), l'autre à Adrar, dans le district de Timmi (Touat). Ce dernier comptait le Tidikelt dans ses domaines. Le pacha de Timmimoun s'est enfui à l'approche de nos colonnes et l'on semble ignorer ce qu'il est devenu. Celui de Timmi, plus obéissant ou plus belliqueux, s'est laissé prendre à In-Rhar. Après avoir prêché la guerre sainte un peu partout et principalement à Timokten, place forte du pays d'Aoulef, et à Akabli, il s'était porté avec ses partisans, croisés des temps anciens, sur le district d'In-Rhar. Les casbahs avaient été restaurées ; des armes et des provisions y avaient été réunies ; des menaces étaient proférées contre les Français assez téméraires pour s'aventurer dans ces contrées. La prise d'assaut de la forteresse des Ouled Hadega mit fin à cette effervescence, et aujourd'hui le pacha Ed Driss ben el Kouri est prisonnier à Laghouat.

Outre leur religion, les Arabes conquérants ont apporté dans ces régions leurs coutumes et leurs mœurs ; ils y ont, en partie seulement, importé leur costume. L'habillement des riches est superbe ; malgré ses couleurs vives et trop criardes, il en impose à la populace. Le dominateur se promène à travers les rues, la tête haute et fière, une lance à la main, signe de la supériorité

matérielle. La tenue des pauvres est des plus simples : une gandoura (chemise) sale et crasseuse suffit. Les enfants sont nus ou à peu près.

Les Harratin, ainsi que les nègres, sont laids et malpropres ; ils vivent misérablement et travaillent beaucoup ; ils ne songent à rien. C'est le résultat de la domination arabe ; à nous de les relever. Ils ne manquent pas d'intelligence et ils sont attentifs aux ordres et aux observations ; on peut en faire des hommes.

Les oasis sont bien tenues, les jardins sont bien cultivés, les arbres sont plantés en ligne droite, les irrigations peuvent servir de modèle en Europe même ; on reconnaît à cela l'intelligence pratique des sangs-mêlés et des nègres, qui, seuls, cultivent la terre. Pas un arpent de terrain irrigable n'est perdu et l'on peut presque affirmer que tout ce qui est cultivable est cultivé. Je doute que l'on puisse faire beaucoup mieux. Cependant, toute l'eau n'est pas encore utilisée comme il convient ; peut-être même pourrait-on en extraire davantage du sol au moyen de puits artésiens ou autres. Alors seulement il serait possible de faire augmenter la production et de la perfectionner. Il n'y a que fort peu de vivres à tirer actuellement du pays pour la nourriture des Européens et même des troupes sahariennes de garnison ; mais cet état de choses ne saurait s'éterniser et il se modifiera avec le temps. On pourra créer des jardins potagers dans les oasis et y implanter quelques légumes d'espèces plus variées que celles actuellement cultivées. Les troupeaux deviendront plus nombreux, etc... Enfin et surtout, il faudra à tout prix rétablir les transactions commerciales avec les Touareg et le Soudan.

Relations commerciales. — Avant de parler des caravanes, disons un mot de la monnaie employée dans le Tidikelt pour les transactions commerciales. Les pièces sont nombreuses et de forme variée ; il est assez difficile de s'y reconnaître au début. Celles ayant cours sont :

- 1° Le mizouna, valant 0 fr. 06 ;
- 2° L'oukia, valant 4 mizouna ou 0 fr. 24 ;
- 3° Le stiti, valant 6 mizouna ;
- 4° Le réal, valant 6 oukia ;

5° Le dirhem, valant 2 oukia ;	} Pièces frappées à Paris pour le compte du gouvernement marocain.
6° Le 1/2 dirhem, valant 1 oukia ;	
7° La pièce de 5 oukia Hassani ;	
8° Mithkhal, valant 10 oukia ;	
9° Pièce de 8 oukia ;	} Toutes trois de
10° Pièce de 4 oukia ;	
11° Enfin, les pièces de 5 francs françaises et espagnoles (douros) valent de 17 à 20 oukia.	} frappe tunisienne.

La pièce la plus originale est le douro portant l'effigie de Marie-Thérèse d'Autriche et le millésime de 1780; elle est très répandue et était à peu près seule connue avant notre arrivée. Comment est-elle parvenue dans le Tidikelt ? Il n'est pas douteux que ce ne soit par le Maroc.

La pièce française de 1 franc vaut 4 oukia, 3 seulement si elle est oblitérée et percée d'un trou, ce qui est fréquent.

Le mithkhal d'or vaut 15 francs.

Le mizouna n'existe pas comme pièce frappée, mais s'obtient en fractionnant un oukia en 4 parties.

Des caravanes.

Organisation et marche. — Des relations commerciales constantes existent de temps immémorial entre le Tidikelt et le Soudan, entre Akabli et Tombouktou. On peut affirmer que presque tous les hommes du pays d'Akabli vont au Soudan, au moins une fois dans leur vie. « On n'est un homme que quand on a fait ce voyage », disent-ils. Tous s'accordent à reconnaître que les Français qu'ils ont vus à Tombouktou sont gens de bonnes relations, riches et ayant apporté le bien-être dans la contrée.

Les caravanes partent au commencement du printemps. Une des dernières, comprenant des gens d'Akabli, est partie à la fin du mois de février 1900, par la route du Tanez Rouft. Les caravaniers de l'Aoulef, de Tit et d'Akabli se réunissent habituellement à Akabli même, soit à la Zaouïa de Chikh bou Mâama, soit à celle de Sidi el Abed, qui se trouvent toutes deux dans le Ksar. Ceux du Touat se concentrent dans le Reggan, à En-Tchent; ceux d'In-Salah et d'In-Rhar se rassemblent à une demi-journée de marche à l'est d'Akabli, dans la rabah, où les chameaux

trouvent des pâturages. Souvent même ces derniers se joignent de suite aux premiers, à la Zaouïa de Chikh bou Maâma également.

On passe l'été dans la région de Tombouktou et l'on revient en automne.

C'est là la règle générale. Mais il se forme aussi d'autres petites caravanes à d'autres époques de l'année, suivant les circonstances.

On évite d'entrer à Tombouktou en mars, à cause de certaines mouches qui y pullulent en cette saison et font aux chameaux des piqûres mortelles. Ce n'est qu'en avril qu'on pénètre dans la grande cité soudanaise. On passe l'été dans la région, pour opérer les transactions et les échanges. C'est surtout vers la fin de l'été et au commencement de l'automne, alors que le Niger coule à pleins bords et amène de nombreuses embarcations, que le commerce bat son plein. On reprend la route du Nord vers la fin de l'automne.

Le nombre et l'importance des caravanes varient chaque année, selon la situation économique du pays. Dans les bonnes années, une soixantaine de gens d'Akabli partent, soit au Hoggar, soit dans l'Adrar, soit au Soudan. Les caravaniers se réunissent par groupes plus ou moins nombreux ; il y a des caravanes de deux, quatre et cinq personnes ; il y en a qui comptent soixante et même cent individus. Au temps de la prospérité d'In-Salah, alors que tout le pays commençait avec Gh'Adamès et Gh'At, on formait, paraît-il, des caravanes de 250 à 300 hommes.

Le nombre des chameaux varie dans la même proportion ; il n'est pas rare de voir des groupes de deux à quatre chameaux se diriger vers l'Adrar ou même le Hoggar, sous la conduite d'un ou de deux hommes. La caravane, partie d'Akabli en février 1900 par Tombouktou, comprenait deux Ouled-Zenan, un domestique hartani et un guide ; soit quatre hommes, conduisant vingt et un chameaux chargés de tabac à priser, de sucre et de dattes. Le tabac est fourni par le Touat ; c'est une des principales denrées d'exportation. L'Aoulef donne des dattes. On charge aussi beaucoup de sucre venant du M'Zab, de Tripoli ou du Tafilelt. Quant aux étoffes, on y a renoncé depuis que les Français sont à Tombouktou, à moins que ce ne soit pour les vendre en cours

de route ou pour les échanger contre du sel au Ksar de Mâmour.

Le sel, en effet, n'est pas emporté du Tidikelt à Tombouktou ; il est chargé en cours de route par les caravanes qui se procurent également les chameaux nécessaires pour son transport. Le sel de la région de Mâmour et celui recueilli à Tasdeni surtout, où il existe en grande quantité, est extrait du sol en plaques de 0^m.025 millimètres et même 0^m.05 centimètres d'épaisseur, que l'on taille aussi régulièrement que possible sur une longueur de 1^m.50 et 0^m.50 centimètres de largeur, pour faciliter le transport. Quatre de ces plaques constituent le chargement normal d'un chameau. C'est aussi de la monnaie courante pour les échanges ; chaque banc a une valeur déterminée comme une pièce d'argent.

Les caravanes sont toujours dirigées par un guide de profession. Rien n'est plus facile, en effet, que de s'égarer dans le Sahara où rien n'arrête la vue, où rien ne borne l'horizon, où aucun point de repère n'existe. C'est généralement la tribu nomade des Rahala qui fournit ces guides dont l'importance est capitale.

Enfin, chaque caravane doit payer un *droit de passage* aux chefs des territoires qu'elle traverse. Ce tribut consiste généralement en effets d'habillement : pantalon et haïck au chef des Betmaten (Adrar), par exemple ; deux « melhafas » à celui des Berabiche, etc. Puis à l'arrivée, la douane perçoit 1/10 de la valeur des marchandises qui ne sont pas de provenance française. En outre, on a à craindre en cours de route les actes de brigandage de bandes isolées malfaisantes et de coupeurs de routes dont le vol est la principale occupation. Toutefois, il faut reconnaître qu'en général, entre Akabli et Tombouktou, les routes sont relativement sûres et les relations des caravaniers avec les Touareg bonnes et amicales. A notre arrivée à Akabli, il y avait dans les ksour une caravane de gens du Taïtok, qui prit la fuite à notre approche.

Itinéraires généralement suivis. — Il existe deux routes principales pour se rendre d'Akabli à Tombouktou : celle de l'Adrar Ahnet et celle du Tanez-Rouft. Quelques indications sommaires ont pu être recueillies à ce sujet pendant le séjour de la colonne.

La première route est la plus longue, mais elle est aussi la plus

sûre et elle offre beaucoup plus de ressources en eau et pâturages. On rencontre des points d'eau à peu près tous les deux jours, sauf entre In-Ziza et Timissar, dont la distance exige trois jours de marche sans eau. Une lourde caravane met environ 40 jours pour accomplir le parcours.

La seconde, plus courte, mais plus aride, coupe le désert redouté et redoutable du Tanez-Rouff ; il faut huit jours environ pour le franchir et l'on n'y trouve pas une seule goutte d'eau, pas un brin d'herbe. Pour traverser cette région désertique, les caravanes marchent du matin au soir, sans arrêt. Avant de s'y aventurer, on gave les chameaux de nourriture et on les surcharge de drinn. Au début de la marche, on ne leur donne absolument rien à manger, les laissant ruminer le fourrage absorbé avant le départ. Puis peu à peu on leur délivre le drinn emporté pour les derniers jours de la traversée. Cette route passe par Ouallen (eau en grande quantité), Tindarsen, Tikirt, Mâ-moun, etc. Il faut de vingt-cinq à trente jours pour atteindre Tombouktou. L'allure est aussi rapide que possible dans les parties dénudées du pays traversé ; ailleurs les chameaux paissent en marchant.

Les caravanes se mettent en mouvement au lever du soleil ; elles marchent jusqu'à l'« Aceur » (quatre heures environ de l'après-midi) pour s'arrêter au point d'eau. Quand il n'y en a pas, on s'installe où l'on se trouve, en plein désert.

Importations. — Au retour, les caravanes reprennent généralement le même chemin. Elles rapportaient autrefois des esclaves et quelques plumes d'autruche, des étoffes et des bijoux du Soudan (principalement de Sansanding). Un esclave acheté 125 francs à Tombouktou était revendu 300 francs, en moyenne, dans le Tidikelt et le Touat.

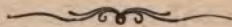
Quant aux Touaregs, ils importent dans le Tidikelt, soit au printemps, soit en automne, des chameaux, des moutons, quelques étoffes bleues du Soudan, des peaux tannées et travaillées et quelques plumes d'autruche. Les Hoggar viennent surtout en automne ; ceux de l'Adrar au contraire arrivent au printemps. Ceux-ci apportent, outre les animaux précités, du beurre, du fromage (tikomaine), de la viande séchée, des réci-pients en bois, etc.

Enfin des gens du Nord, Hamyan ou Zoua, Beraber, Beni M'Hammed, Ghadamésiens, se rendent aussi dans ces contrées et y apportent de la laine, du blé, de l'orge, du fromage, du sucre et du café.

En ce moment, les Touareg s'abstiennent ; ils sont en mauvaise intelligence avec les habitants du Tidikelt. Les Douï Menia et les Chambâ leur sont, de même, hostiles et ne viennent plus dans le pays. Mais il faut espérer que dans un avenir plus ou moins prochain, les relations commerciales anciennes pourront être reprises, malgré la disparition de la traite des esclaves, dont la suppression a supprimé la base même du commerce. A nous de faire le nécessaire pour rétablir les transactions avec les Touareg d'une part, pour réorganiser des caravanes sur Tombouktou d'autre part. Il n'est pas besoin de voie ferrée, en ce moment du moins, pour drainer le pays ; deux caravanes par an, bien organisées, suffiraient pour assurer les relations et les transactions commerciales entre Akabli et Tombouktou. Quant aux communications télégraphiques, il faut attendre pour les établir à travers le désert que l'on ait découvert la transmission sans fil à grande distance.

Colonel d'Eu.

(A continuer).



ÉTUDE
SUR LE
SERVICE EN CAMPAGNE
ET LA DEUXIÈME PARTIE
DES
RÈGLEMENTS DE MANŒUVRES
DE L'INFANTERIE

AVANT-PROPOS.

La présente étude, traitée sous forme de conférence de garnison, faisait suite, en les développant davantage, aux considérations émises en une première conférence faite sur le même objet, le 28 février 1900.

Ces considérations s'inspiraient de cette idée, alors *dans l'air*, qu'une refonte du règlement de manœuvre de l'infanterie était imminente.

A la date du 13 juillet 1901, en effet, ce règlement refondu a été promulgué *pour être mis en expérience* dans les régiments des 11^e et 18^e corps, et sous le titre de « *Projet* ».

Il a depuis été maintenu à titre d'expérience dans un régiment de chaque corps d'armée.

Il ne semble donc pas que la discussion soit close, et l'auteur de cette étude toute militaire a pu penser qu'il était encore temps de la soumettre à la bienveillante réflexion de tous ses camarades de combat.

Étayés d'exemples probants, appuyés d'éloquents propos des plus illustres maîtres militaires, les quelques arguments qui suivent, uniquement inspirés de l'esprit guerrier traditionnel de notre armée française, procèdent encore aujourd'hui de ce même sujet, inépuisable à la vérité : action de l'infanterie à la guerre, instruction raisonnable, suffisante, mais nécessaire, des troupes de fantassins pour faire leur métier en présence de l'ennemi.

En présence de l'ennemi, c'est-à-dire en service en campagne suivant l'expression consacrée, pour la sûreté, pour le combat, double rôle procédant l'un de l'autre et ne faisant qu'un, du jour où la guerre commence et jusqu'à la conclusion de la paix, que les armées soient en station, en marche ou engagées dans la bataille, toujours basé sur les circonstances et l'utilisation du terrain¹.

L'utilisation du terrain.

C'est, nous dit Frédéric II, dans ses Instructions militaires, « c'est un talent supérieur que de savoir distinguer au premier moment tous les avantages à tirer du terrain ; on peut acquérir ce talent et le perfectionner, pour peu qu'on soit né avec un génie heureux pour la guerre, pour la guerre où il faut savoir se servir alternativement de la peau du lion et de celle du renard. »

Donc, « suivant le terrain et les circonstances, se servir alternativement de la peau du lion et de celle du renard », n'est-ce pas tout le secret du « voir sans être vu », du « tuer en ne se faisant tuer que le moins possible », que l'on combatte ou que l'on protège ceux qui reposent ou ceux qui marchent, que l'on veille ou que l'on épie, que nous fassions enfin *tout ce que les troupes ont à faire à la guerre*, définition donnée, par Guillaume II lui-même, du « service en campagne », en tête de ses règlements du 23 mai 1887 et du 1^{er} janvier 1900².

C'est l'un des généraux prussiens les plus fidèles disciples de l'école du Roi-Soldat, c'est l'auteur de cet axiome d'instruction,

¹ École régimentaire de tir, commandant breveté ALLEGRET, du 2^e tirailleurs, et Règlement du 28 mai 1895. Chapitre XIV, article 137.

² Règlement sur le service en campagne du 23 mai 1887 et du 1^{er} janvier 1900, sur le service en campagne dans l'armée allemande. Introduction, § 18.

éternel autant que profond : « Les troupes font toujours ce que le commandement leur demande », c'est le général de Waldersee, le grand éducateur de l'infanterie allemande, le père du maréchal commandant en chef des alliés en Chine, qui nous dit : « Si dans l'instruction on voit ressortir deux éléments principaux, le combat et le service de sûreté (qu'on a l'habitude de comprendre sous la désignation de service en campagne), les troupes ne pourront être considérées comme suffisamment préparées et mûres pour l'instruction du dernier degré, c'est-à-dire des grandes manœuvres, que quand les exercices de combat et de service en campagne, conduits au début parallèlement, se seront reliés les uns aux autres ¹ », et de telle sorte que, comme nous le lisons dans le rapport au Président de la République, précédant notre décret du 28 mai 1895 ², « les troupes soient prêtes désormais pour toutes les opérations de la guerre, *opérations qui sont essentiellement variables et doivent se plier aux circonstances*, en une doctrine commune à toutes les armes qui leur fournisse les principes d'exécution et la manière dont les diverses troupes doivent intervenir dans le combat. »

Or « l'art d'engager les troupes », a dit le maréchal Bugeaud, « a une puissante influence sur le sort des combats ³. »

Ainsi débutait en 1832, le colonel du 56^e dans sa célèbre conférence à ses officiers sur les *Principes physiques et moraux du combat de l'infanterie*.

Ce serait mentir à notre titre de fantassin breveté que de pousser le particularisme d'arme jusqu'à faire de cet axiome de Bugeaud l'épigraphe de cette étude, en faveur du seul travail de l'infanterie à la guerre ; nous n'oublierons pas cette sublime et chaude loi de la « solidarité complète qui doit régner entre toutes les armes, de l'union la plus parfaite, du dévouement à toute épreuve qui doivent caractériser tous nos rapports ⁴ »

¹ Général comte DE WALDERSEE, *Méthode d'enseignement du combat de tirailleurs pour l'infanterie prussienne*. Traduction Dargnier, 1873.

² Règlement du 28 mai 1895, sur le service des armées en campagne. — Rapport au Président de la République, titre XIV.

³ *Principes physiques et moraux du combat de l'infanterie*. — *Aperçus sur quelques détails de la guerre*, rédigés pour le 56^e régiment d'infanterie. — Leneveu-Dumaine 1860, page 130.

⁴ Règlement du 28 mai 1895. Titre XIV, article 138.

Ainsi le veut, nous le savons tous, notre commun règlement sur le service en campagne.

Nous appuierons néanmoins notre dissertation, sur le profond et trop rare bon sens du fameux « *En définitive de quoi s'agit-il ?* » de Verdy du Vernois, auquel répond le non moins clair bon sens militaire de ces affirmations du général Maillard, de notre temps, passées en proverbe à l'École de guerre¹ :

Un seul but, battre l'ennemi !

Tout en vue du combat de l'infanterie !

De même que, dans une étude précédente, nous invoquions toute cette haute sagesse pour examiner ensemble, nos moyens à nous, fantassins, de faire du bon ouvrage sur le champ de bataille, de même, aujourd'hui, pour les considérer à nouveau, et sur quelques autres faces, c'est sur l'axiome du vainqueur d'Isly que nous nous appuierons pour dire avec ce grand fantassin : « L'art d'engager les troupes d'infanterie a une influence puissante sur le sort des combats. »

Car, avait coutume de dire aussi le maréchal de Castellane, un cavalier pourtant : « C'est avec l'infanterie qu'on fait réellement la guerre et qu'on peut acquérir la véritable gloire. »

In pedite robur ! proclamait César.

« L'infanterie est la reine des batailles », a écrit Napoléon. Guillaume II le proclame aussi : « L'élément de l'armée, qui est le principal dans toutes les circonstances, qui peut seul assurer la victoire, je l'ai nommé : c'est l'infanterie² ! »

L'infanterie, l'arme allemande aristocratique par excellence, nous le savons, « c'est à elle qu'incombe la tâche la plus rude, mais aussi la plus glorieuse de la bataille³. »

Or ces deux dernières lignes où les trouvons-nous ? Tout simplement à l'article 134 de notre service en campagne qui poursuit en ces termes :

« Par cela même qu'elle a besoin de toutes ses forces, de toute son énergie, et qu'elle se prodigue sans compter au moment de l'attaque, *il faut la ménager, lui éviter des pertes inutiles, pendant*

¹ Commandant MAILLARD, 1^{er} Cours de tactique d'infanterie fait en 1883-1884, à l'École supérieure de guerre,

² Journal des Sciences militaires, décembre 1899.

³ Règlement du 28 mai 1895. Titre XIV, article 134.

Le déploiement, et l'amener au feu à l'abri des vues de l'ennemi en utilisant le terrain autant que possible. »

Enfin, de tous ces arguments empruntés à d'irréfutables textes, comme aux plus augustes bouches, et que nous pourrions nous plaire à multiplier à l'infini, cette dernière opinion, plus modeste, mais non moins sage, paraît digne, pour conclure, d'intéresser encore.

Elle n'émane cette fois ni d'un puissant guerrier ni d'un texte réglementaire, mais du judicieux et consciencieux savoir du bon professeur de logique militaire qu'est le major prussien Grippenkerl.

C'est dans son instructif et amusant *Recueil de thèmes tactiques gradués* que nous la prenons ¹ :

« Pour savoir laquelle des deux ailes de l'ennemi, il convient d'attaquer, voyez d'abord de *quel côté l'infanterie trouvera les meilleurs cheminements* ; c'est du fantassin seul que dépend le succès de l'attaque ; *quand il aura pris pied* sur la position ennemie, *vous tiendrez la victoire*. Les autres dispositions n'ont qu'un but, préparer l'assaut de l'infanterie. On doit encore, en principe, diriger son attaque contre l'aile la plus faible ou la plus rapprochée de la ligne de retraite de l'ennemi. — Là où l'ennemi a un excellent champ de tir les conditions sont défavorables à l'approche ; en résumé, donc, il faut choisir l'aile devant laquelle *l'infanterie trouve les meilleurs cheminements*. »

Et, de la bonne école allemande, basée sur le bon sens du champ de bataille, le major Grippenkerl se montre bon élève de Clausewitz qui, dans ses « Principes essentiels pour la conduite de la guerre » rédigés en 1812 pour le prince de Prusse, écrivait ainsi ² :

« Quant à l'assaillant, l'utilisation du terrain l'intéresse surtout sous les deux points de vue suivants : premièrement *trouver pour le point d'attaque un terrain qui ne soit pas trop difficile* ; deuxièmement *pouvoir cheminer, autant que possible, à travers un terrain où l'adversaire ait de la peine à reconnaître sa force*. »

Ceci, c'était donc la doctrine prussienne de 1812. A-t-elle

¹ Traduction Richert, édition 1900, page 210.

² *Conseils de Clausewitz au prince Henri de Prusse, 1812 ; Principes essentiels de la guerre*, interprétés par le général DRAGOMIROFF. — Dumaine, 1889.

changé depuis 90 ans et le major Grippenkerl innove-t-il ou nous reflète-t-il bien la véritable tradition constante de l'infanterie allemande ?

L'avis que voici, du général von Schlichting, supprime de nos esprits toute préoccupation et tout doute à cet égard¹ :

« A l'égard de l'utilisation du terrain sur le champ de bataille qu'il suffise de dire que le terrain coupé permet les formations compactes et que la plaine battue par le feu de l'ennemi, les exclut. On doit donc rester sur la défensive ou déployer de l'artillerie devant les glacis et avancer par les couverts et le terrain ondulé.

« Avant d'essayer de traverser sous le feu de l'ennemi une plaine découverte ou un glacis sans abri, il faut attendre que les troupes collatérales, *qui s'avancent par les couverts*, soient arrivées sur le flanc des défenseurs du glacis, ou que notre artillerie accable ceux-ci de feux convergents². »

Mais, voilà que, sous le prétexte d'un nouveau coup d'œil sur nos règlements de manœuvre et de service en campagne, semble percer la déplorable prétention d'entamer un cours de tactique, à commencer par des considérations sur la ligne de retraite de l'adversaire et des citations de Clausewitz.

Que nos lecteurs se rassurent. Nos intentions ne sont pas si noires ; qu'ils ne nous prennent pas pour un tacticien, mais bien pour un simple exécutant, pour un combattant convaincu, sincèrement, profondément convaincu, d'abord que c'est « quand le fantassin aura pris pied sur la position ennemie que nous tiendrons la victoire », mais surtout de cette vérité encore plus vraie : que jamais l'infanterie n'y prendra pied, sur la position ennemie,

¹ Général PIERRON, *Stratégie et Tactique allemandes au début du XX^e Siècle*.

² Au sujet de cette convergence des feux de l'artillerie, le général Philibert dit, depuis longtemps d'ailleurs, que c'est aussi l'une des tâches des feux de l'infanterie, maintenant que son fusil a une très longue portée, de coopérer à ce travail préparatoire de l'attaque : « Il est bon d'y insister », ajoute le général, « parce qu'en France, jusqu'à présent, on refuse ce devoir à l'infanterie, confondant le rôle de la ligne générale de combat avec la mission préparatoire de l'attaque par les feux convergents de fractions détachées, isolées, s'il est nécessaire, et bien postées à cet effet. »

Consulter sur le même sujet :

Lieutenant-colonel U. ALLASON, de l'artillerie italienne, *La Poudre sans fumée, les Nouvelles armes et la Tactique* ; traduction du capitaine DE CASSAGNAC.

tant que dans ses règlements pour le combat, au sein des meilleurs conseils, on lui maintiendra les plus fâcheuses contradictions pour l'empêcher de les suivre.

C'est ce que nous avons déjà essayé de démontrer¹.

C'est le même air que nous voulons encore jouer aujourd'hui, mais avec assez de variations pour que notre *leitmotiv* ne paraisse pas trop monotone.

Ne suivons donc pas le major Grippenkerl dans ses considérations sur la ligne de retraite de l'adversaire, quelque judicieuses et profitables qu'elles soient toutefois².

En citant tout à l'heure son texte entier, nous voulions seulement expliquer, par un dernier argument (nous pourrions en offrir bien d'autres encore), les motifs qui nous maintiennent dans l'étude exclusive des moyens d'action de l'infanterie dans le « service en campagne » comme au « combat », dans ces deux situations théoriquement différentes et qui n'en font qu'une à la guerre *et ne devraient en faire qu'une à l'instruction*, ainsi que l'enseignant Waldersee et son bon élève Guillaume II, par la préface, que nous avons rappelée, du règlement de l'armée allemande pour le service en campagne.

« Le service en campagne, c'est tout ce que les troupes ont à faire à la guerre », et tout ce que les troupes ont à faire à la guerre, et en particulier tout ce que l'infanterie a à y faire, procède exclusivement de son adresse, de sa souplesse, de l'endurance, de l'esprit de discipline et de dévouement du soldat, de la résolution, du savoir-faire, du cœur, de l'esprit d'initiative, je dirai même plus, de l'indépendance d'action du chef en face de l'objectif assigné à l'effort de son intelligente audace et de sa claire volonté.

« Le but du combat est d'imposer cette volonté à l'adversaire³ », c'est de le battre « à fond et sans merci », comme

¹ Dans notre conférence antérieure de 1900.

² Nous vous rappelons certaine petite manœuvre de garnison qui a essayé d'esquisser par l'aile droite de l'attaque, le geste indiqué par Grippenkerl et précisément par l'aile devant laquelle l'infanterie de cette attaque trouvait des cheminements bien meilleurs que sur les glacis étendus, aux pentes découvertes autant que raides, qui avoisinent et précèdent la classique position défensive qu'avait, comme il est d'usage, cru devoir prendre l'adversaire.

³ Règlement sur le service des armées en campagne. Titre XIV, art 128.

disait, en vrai cavalier qu'il était, l'un de nos maîtres de l'École de guerre¹.

Pour cela, pas deux moyens, un seul : « il faut s'assurer la supériorité sur le point décisif », affirme le maréchal de Molke, résumant la parole de notre grand Empereur : « Il faut être le plus fort en un point donné et à un moment donné. »

Notre service en campagne s'est approprié cet axiome, mais pourquoi faut-il que nous n'y puissions lire que défigurée et comme obscurcie d'un doute la magistrale parole sous cette forme infiniment moins lapidaire : « Être le plus fort au point et au moment voulus, tel paraît être le secret du succès² ».

En résumé, de quoi s'agit-il ? Toujours « de saisir l'ennemi du fort au faible », suivant la définition favorite du général Pierron, qu'il nous semble encore lui entendre affirmer, avec l'énergie coutumière de sa parole, à l'amphithéâtre de l'École supérieure de guerre³. Après tout, « point et moment donnés », « point et moment voulus », qu'importe ! Pour nous combattants, exécutants, c'est l'objectif⁴, l'objectif du titre II (n° 256), du titre III (n° 157), du titre IV (n° 107), du titre V (n° 39 et 40), l'objectif, *point donné, point voulu*, sur lequel il ne s'agit pas seulement de marcher, *mais surtout d'arriver*, et d'arriver *le plus fort et au moment voulu*.

Ce moment voulu quel sera-t-il ? Le titre III (n° 168), le titre IV (n° 114), le titre V (n° 43) nous le montrent. Ce sera le moment où le capitaine, le chef de bataillon, le colonel, sent à son cœur cette « étincelle morale qui prononce » et sous la flambante chaleur de laquelle il n'hésite pas à brusquer l'attaque quand il est possible d'enlever la position par un coup d'audace. Titre III (n° 169), titre IV, (n° 115), titre V (n° 43) et enfin règlement sur le service en campagne, Titre XIV, art. 130⁵⁻⁶. Nous voilà donc fixés sur le

¹ Lieutenant-colonel CHERFILS, *Cours de Tactique de Cavalerie* (1885-1887).

² Règlement sur le service des armées en campagne. Titre XIV, art. 137.

³ Général PIERRON, *Stratégie et Tactique allemandes* au début du XX^e siècle.

⁴ Règlement sur l'exercice et les manœuvres de l'infanterie, du 29 juillet 1884, modifié par décision du 15 avril 1894 :

Titre II, 2^e partie, chap. II, art. II, n° 256 ; titre III, 2^e partie, chap. II, art. I, n° 157 ; titre IV, 2^e partie, art. I, n° 107 ; titre V, 2^e partie, chap. II, nos 39 et 40.

⁵ Titre III, 2^e partie, chap. II, art. I, nos 168-169 ; titre IV, 2^e partie, art. I, nos 114-115 ; titre V, 2^e partie, chap. II, nos 43-44.

⁶ Règlement sur le service des armées en campagne, du 28 mai 1895. Titre XIV, chap. II, art. 130.

but de nos efforts : *être les plus forts là où il faudra et quand il faudra.*

Eh bien ! pour être les plus forts, il faut d'abord être les plus vivants. Pour brusquer l'attaque, enlever la position, donner le coup d'audace, quelle est la condition première, suffisante, mais nécessaire ? Arriver, et arriver les plus forts.

Conclusion : limiter la casse, en route, au minimum inévitable. « *Il faut d'abord, dit le général Maillard, amener l'infanterie le plus près possible de l'ennemi, mais à couvert, c'est-à-dire à l'abri de ses coups et de ses vues*¹ ».

En somme, continue le général Maillard, et nous ne l'avons pas oublié : « Il nous faut parcourir 2,500 mètres en combat d'approche, mettons-y du temps et du savoir-faire, nous y arriverons par le feu, par le mouvement, par la pelle et la pioche, jamais par l'emportement irréfléchi. »

« *Des couverts et des points d'appui* », nous disait encore à l'École supérieure de guerre, cet excellent maître de bons sens militaire, qu'était notre commandant Maillard d'alors, « *des couverts et des points d'appui, voilà les champs de bataille de tous les temps*² » ; c'est par le moyen des couverts, c'est-à-dire par l'utilisation du terrain, ce seul juste et raisonnable bouclier de l'infanterie, que dans les combats de demain comme dans ceux d'hier, le plus fort pourra arracher au moins fort ses points d'appui, pour les retourner contre lui et repartir, dès qu'il sera possible, par d'autres couverts sur des points d'appui nouveaux, en vertu de ce principe de Clausewitz, que « ce qu'il y a de plus important à la guerre, après la victoire, c'est la poursuite ». C'est pourquoi, comme l'enseigne le général Dragomiroff à l'infanterie russe³, « les chefs des fractions à rangs serrés doivent tâcher de se bien familiariser avec les procédés qui permettent de mettre leur troupe à l'abri du feu, avec toute la perfection possible. Ils doivent se rappeler, que, chaque fois qu'un manque de savoir,

¹ Commandant MAILLARD, *Cours de Tactique appliquée d'infanterie à l'École supérieure de guerre en 1884-1885*.

² Voir développement de cette idée dans : lieutenant-colonel d'artillerie italienne ALLASON, *La Poudre sans fumée, les Nouvelles Armes et la Tactique*.

³ Général DRAGOMIROFF, *Manuel pour la préparation des troupes au combat*. — Baudouin, 1885.

ou l'indifférence du chef pour son métier, sont la cause de la perte inutile d'un soldat, la conscience du chef en question assume une responsabilité aussi lourde que s'il avait tué le même soldat de ses propres mains ».

Et comment le grand chef russe enseigne-t-il le moyen, pour le chef d'une troupe de fantassins, d'épargner à sa conscience une amertume aussi douloureuse et à son drapeau tant d'inutiles victimes en lui gardant pour tout à l'heure autant de bons vivants qui seront les généreux ouvriers de sa gloire ? Quel est le procédé qui permet au chef de *drainer* ainsi ses soldats, avec toute la perfection possible, de l'entrée du champ de bataille jusqu'à l'objectif ?

Nous le connaissons bien aujourd'hui ; voici vingt ans que Dragomiroff l'enseigne à l'infanterie russe, tandis que, depuis trente ans passés, Waldersee le père et le duc Guillaume de Wurtemberg l'apprennent à l'infanterie allemande, et que Autrichiens et Italiens en ont fait, eux aussi, depuis longtemps leur procédé d'approche et de progression du champ de bataille, rénovant tous¹ avant nous, qui restons les derniers à la face du soleil, sous lequel rien n'est nouveau, les deux principes de Clausewitz pour l'utilisation du terrain. C'est en 1812 qu'il les posait pour l'édification du prince de Prusse, son royal élève, instruit par l'expérience des combats de l'Épopée où c'est nous qui étions passés maîtres dans l'art pratique des opérations de guerre, choix du point d'attaque, cheminements invisibles. Le général Maillard, le premier, nous les a rappelés en nous invitant à la *méthode du temps et du savoir-faire* pour aller à l'ennemi. Mais laissons parler le général Dragomiroff lui-même.

Voici donc son *Manuel pour la préparation des troupes au combat*. — *Préparation de la compagnie*, œuvre charmante et profonde, que vraiment tout officier de l'infanterie française devrait

¹ Allemagne. — Duc Guillaume de Wurtemberg ; général comte de Waldersee ; général Verdy du Vernois, Ouvrages précédemment invoqués ; d'Arnim, *Journal d'un chef de compagnie*, 1873. Voir instruction pratique de la compagnie d'infanterie pour le service en campagne et le combat par un officier supérieur du IV^e corps ; Dumaine, 1877.

Autriche. — Le Sammeln. *Règlement d'exercice de l'infanterie austro-hongroise*, 1874.

Italie. — Nouvelle méthode dite « Gymnastico-militaire pour l'instruction des recrues (*Revue Militaire de l'Etranger*, décembre 1900).

posséder, méditer, ne serait-ce que pour mieux connaître le cœur et l'esprit de nos camarades Russes.

C'est dans ce petit livre que nous trouvons tout de suite, « le temps et le savoir-faire » mis en fonctions de notre problème de la marche à l'attaque¹, « n° 67, cheminement de la chaîne : la chaîne s'avance, non pas tout entière à la fois, mais par segments, en quittant une position pour en reprendre une autre, et en s'arrêtant dans chacune pour tirer. Il faut éviter de tirer en marchant et veiller perpétuellement à ce que les hommes ne s'entassent pas à découvert. C'est le chef de la chaîne qui détermine les positions pour les arrêts, en indiquant à l'un des chefs d'escouade un objet à atteindre pour s'arrêter. Les autres escouades se transportent à la même hauteur que les premières et, suivant leur commodité, prennent position quelque peu en avant ou en arrière de la ligne générale. »

Ah ! que diraient donc nos amis Russes si nous leur laissions voir, à l'heure qu'il est, vingt ans après l'impression, pour leurs compagnies d'infanterie, de ce bon petit livre, que diraient-ils donc de certains numéros 163, 164 et 166, je crois, de notre titre III, qui ne date que de 1894 pourtant, et par lequel il est enseigné à nos capitaines fantassins, à nous, que « dès que la formation par le flanc devient vulnérable, en principe à 1,300 mètres de l'ennemi, et qu'ils ne peuvent plus avancer sans tirer, il faut qu'ils entament vigoureusement l'action, en commençant le feu sur toute la ligne (n° 165)² ». Or, c'est à ce moment même où tout l'ascendant du capitaine, où tout son cœur, où toute sa volonté doivent rayonner sur sa compagnie et donner à tous ses chefs de peloton, de section, l'empoignant exemple qui entraîne la troupe vers l'objectif indiqué, eh bien ! par une contradiction si étrange qu'on se demande si le rapporteur du règlement du 15 avril 1894 a bien relu sa copie avant de la faire imprimer, c'est à ce moment-là que nos capitaines doivent former leur compagnie « *tout entière en ligne sur un rang de 150 mètres ! avec direction au centre ! et porter ainsi*

¹ Manuel pour la préparation des troupes au combat. — Préparation de la compagnie, pages 96 et 97.

² Règlement du 29 juillet 1884, modifié par décision du 15 avril 1894. Titre III, 2^e partie, chap. II, art. 1^{er}, n°s 163, 164, 165 et 166.

en avant, à la fois ! généralement tout entière », cette longue et fragile ligne déployée, quelles que soient les circonstances, quel que soit le terrain « et le feu, autant que possible par salves, alternant avec la marche¹. »

Osons le dire : l'erreur, la gêne, que cette formule malheureuse fait peser sur l'instruction de notre infanterie française, c'est tout simplement encore le déconcertant fantôme du dessin linéaire si longtemps imposé chez nous par certains grands pontifes de la tactique en épures. C'est le spectre insaisissable et narquois des trop fameux *fascicules* qui nous ont si bien empoisonnés en 1887, que la courte ivresse d'une heure de patriotique enthousiasme semble nous alcooliser et nous aveugler encore.

C'est surtout, je crois, le fatal atavisme de cette néfaste *instruction sommaire pour les combats* de 1867 qui, éblouie, hallucinée par les effets, exagérés comme toujours, des expériences de polygone du fusil Chassepot, des nouvelles armes, *dange-reuses de loin*, nous avait pour la première fois préconisé cette défensive dont le maréchal de Villars avait coutume de dire : « l'on ne périt que par elle² ».

La première conséquence de cette erreur fut de nous précipiter bien vite du haut de nos gloires d'Afrique, de Crimée, d'Italie, où nous avaient si justement conduits les principes d'élan et d'action, l'esprit d'agression et d'initiative, qui étaient dans nos mœurs militaires d'alors, tout simplement parce qu'ils étaient en principe dans nos règlements d'alors³.

A. LAMEY,

Commandant breveté, chef d'état-major
du gouverneur de Bayonne.

(A continuer.)

¹ Règlement du 29 juillet 1884, modifié par décision du 15 avril 1894. Titre III, 2^e partie, chap. II, art. 1^{er}, nos 163, 164, 165 et 166.

² « *Principes essentiels* »..... de Clausewitz, interprétés par DRAGOMIROFF.

³ Capitaine breveté GÉROME, *Essai sur la Tactique de l'infanterie depuis l'organisation des armées permanentes jusqu'à nos jours*.

LES

MANŒUVRES DE L'EST

EN 1901¹

Esprit des populations.

L'esprit des populations en général est bon. Presque partout le troupiér a été bien reçu : on peut même dire qu'à ce point de vue il y a grand progrès, progrès qui s'accroît d'année en année, et qui est dû en grande partie au service obligatoire.

Il est bien rare maintenant, soit à la ville, soit à la campagne, de trouver une femme qui n'ait eu, ou qui n'ait encore au moins un de ses membres, soldat, et plus d'une fois quelque brave femme a dû dire en montrant son sac, le fameux vers de la poésie de Longueville : « J'ai mon gas soldat comme toi ! »

Combien de fois aussi nous avons été répondu par une vieille, alors que nous la remercions de ses attentions pour nos nouilles : « C'est bien la moindre des choses, moi aussi j'ai fait les manœuvres et j'en sais par expérience les petites misères du soldat. »

Il y a eu quelques exceptions évidemment, mais presque toujours ce n'est pas le genre très âgé, rester un peu de leur temps à ce point de vue, puis, comme la plupart des vieillards, surtout à la campagne, n'aiment pas être dérangés, craignant même quelque malin.

¹ Voir le *Journal d'Avril* et mai 1902.

De leur côté, les troupiers ont-ils été toujours très convenables ?

En général oui, mais il faut reconnaître que malheureusement il y a eu également de leur part des exceptions, exceptions qui n'auraient pas dû se produire ; quelques faits des plus regrettables ont été signalés qui auraient pu être très facilement évités si, depuis un certain nombre d'années, ne régnait dans notre armée cette « indulgence aveugle » dont nous reparlerons plus loin, à propos de la discipline.

Il est d'ailleurs assez curieux de remarquer que les faits dont nous parlons se sont produits uniquement dans l'infanterie, c'est-à-dire la seule arme qui, pendant les manœuvres, possédait des réservistes. C'est là un symptôme très caractéristique qui montre bien d'une part d'où vient le mal, et d'autre part où il est urgent, dès maintenant, d'appliquer le fer rouge.

Sans doute on nous parle bien de discipline coercitive et de discipline librement consentie, et nous sommes même le premier à reconnaître qu'avec l'excellent fond de notre soldat il n'y a pas à hésiter ; nous devons nous efforcer d'obtenir surtout la seconde. Mais nous ne saurions fermer les yeux sur la campagne menée depuis quelques années par les antimilitaristes, campagne qui a déjà obtenu des résultats, quand cela ne serait que cette singulière indulgence qui a envahi l'armée et dont profitent surtout les mauvaises têtes.

Nous devons bien nous pénétrer de cet axiome : c'est qu'avec les immenses effectifs dont nous disposerons dans la prochaine guerre, nous n'obtiendrons des résultats que si nous pouvons concentrer toute notre attention du côté de l'ennemi.

S'il nous faut encore jeter un regard derrière nous, il vaut mieux ne pas risquer la partie.

Pour cela il faut que, dès le temps de paix, dès les manœuvres, les quelques mauvais éléments que nous aurons parmi les réservistes soient bien convaincus, qu'au premier méfait, la discipline librement consentie se transformera en discipline coercitive et qu'ils seront punis sans pitié.

C'est là une question sur laquelle on ne saurait trop insister, car elle peut devenir pour le pays, à un certain moment, une véritable question de vie ou de mort.

La cause de cette « funeste indulgence » qui depuis quelques

Il est évident que l'échelle du 1/50,000, au point de vue militaire, ne peut présenter que des avantages, surtout pour les pays de montagne où la carte au 1/80,000 est trop noire, trop confuse ; de plus le tirage en cinq couleurs en ferait certainement une carte des plus faciles à lire.

Mais c'est là un travail de longue haleine et qui coûtera fort cher ; or, pour le service géographique comme pour les autres services, ce sont les fonds qui manquent le plus.

La solution que nous préconisons plus haut semble, à ce point de vue, ne pas entraîner de trop grosses dépenses, et en tout cas permettrait d'attendre la carte au 1/50,000.

Les arbitres.

Il nous a semblé que la question des arbitres avait fait un certain progrès.

Aux manœuvres, le rôle des arbitres ne doit pas consister seulement à servir de juges entre deux troupes en contact, mais aussi, et surtout, à empêcher autant qu'il est possible les invraisemblances.

Cette seconde partie de leur tâche est de beaucoup la plus importante, et aussi la plus délicate, car dès que les troupes adverses entrent en contact, étant donné qu'il n'y a pas de balles dans les fusils, il est certain qu'il se produit de très nombreuses invraisemblances. C'est là d'ailleurs le gros inconvénient des manœuvres, inconvénient qu'il faut chercher à réduire dans la plus large mesure possible. Il est donc indispensable que les arbitres aient une grande autorité s'ils veulent vraiment remplir leur rôle, et par conséquent soient tous d'un grade très élevé, sinon il se produit des scènes des plus regrettables, comme aux manœuvres de Beauce, en 1900, et cela malheureusement en présence de la troupe.

Cette année, le nombre des généraux, à qui avaient été confiées ces fonctions était assez considérable, mais encore insuffisant.

A notre avis, tous les arbitres devraient être officiers généraux, et en nombre suffisant pour se rendre compte, non seulement de l'ensemble, mais aussi du détail des opérations ; quelques officiers supérieurs ou subalternes pourraient cependant leur

être adjoints, mais en nombre très limité, au plus un par général.

Ces arbitres seraient pris dans les corps d'armée qui ne participent pas aux grandes manœuvres d'armée ou de corps d'armée.

Leur présence à la critique permettrait ainsi au généralissime de répandre dans toute l'armée « l'unité de doctrine », ainsi que son opinion sur les quelques questions à l'ordre du jour qui prêtent à discussion.

La discipline.

Nous n'aurions assurément pas traité cette question qui est particulièrement délicate, si quelques journaux n'avaient exploité certains incidents pour en conclure que la discipline avait disparu de notre armée.

Nous tenons à remettre les choses au point.

Certes plus que personne, nous savons que la discipline « fait la force principale des armées », ainsi que le dit notre règlement dans une page que tout Français devrait savoir par cœur, et que nous voudrions voir afficher dans nos écoles.

Sans elle pas de succès possible, et cela est d'autant plus vrai de nos jours où les armées atteignent des effectifs inconnus jusqu'ici.

Les Allemands, depuis quelques années, ne cessent de répéter à leurs soldats que les armées françaises et allemandes se valent sensiblement au point de vue du nombre, de l'armement et de l'instruction, mais que cette dernière possède en plus une force de premier ordre, un facteur puissant qui lui donnera la victoire : la discipline, alors qu'elle disparaît de jour en jour dans l'armée française.

A l'extérieur comme à l'intérieur, les ennemis de l'armée sont donc unanimes.

Aussi la presse d'outre-Rhin a-t-elle reproduit avec le plus grand empressement les articles de nos journalistes, les exagérant même bien entendu et ne manquant pas de les citer comme preuves à l'appui de la thèse indiquée ci-dessus.

Les Anglais n'ont pas manqué, eux aussi, de faire chorus, mais ont tiré de ces faits des conclusions tout à fait inattendues.

informé des positions de chacun afin de pouvoir, s'il le faut, remettre les choses au point.

D'aucuns prétendent que ce serait même le moment d'arrêter complètement la manœuvre ; il est certain que dès que les mouvements sont amorcés, toute la partie intéressante de la manœuvre est terminée.

On a reproché à cet arrêt vers 10 h. 1/2 de permettre à certains chefs d'unités de rectifier leurs positions, et, par suite, de transformer le cours de la bataille. Il se peut que le fait se soit produit, mais il y aurait eu là un véritable manque de loyauté qui ne saurait se renouveler.

En tout cas, étant donnée la température particulièrement élevée que les troupes eurent à supporter en 1900, cet arrêt vers 10 heures, 10 h. 1/2, quelquefois même 11 heures, suivant la marche de la manœuvre, a donné de très bons résultats.

En 1901, pendant les manœuvres de l'Est, on a suivi un système tout à fait opposé, et sauf dans certaines journées où il y eut malentendu, la manœuvre s'est déroulée sans interruption pour prendre fin généralement vers 1 heure, 1 h. 1/2 ou 2 heures.

Et cette organisation a donné également des résultats très satisfaisants ; nous dirons même plus, elle s'imposait en raison du temps presque constamment pluvieux, froid et humide qu'il a fait pendant la première quinzaine de septembre.

L'ensemble de ces faits nous amène à conclure que dans l'organisation des manœuvres, comme en tactique, comme en bon nombre d'autres questions, il ne saurait y avoir de « schéma » et qu'il faut, avant tout, se baser sur les circonstances,

Enfin, nous ajouterons que l'innovation du ballon et de ses attributs (cône et sphère) pour indiquer la fin ou la reprise de la manœuvre, et en même temps l'emplacement de la critique, a été très appréciée, étant données les grosses difficultés que l'on éprouvait, les années précédentes, pour distinguer nettement les sonneries et surtout découvrir ce dernier emplacement.

Que l'on interroge la plupart des capitaines d'infanterie, de cavalerie ou d'artillerie, qu'on leur demande s'ils possèdent dans leur compagnie, escadron ou batterie, ce que l'on appelle généralement « des crapulards », tous seront bien embarrassés pour en désigner.

Encore réduit-on très facilement ces quelques fortes têtes quand on sait les prendre par cet éternel levier qui s'appelle l'amour-propre, et les transforme-t-on en excellents soldats.

Mais, par contre, s'ils résistent, il faut les traiter avec la dernière sévérité ; l'intérêt supérieur de l'armée l'exige.

Il est de toute nécessité que ceux qui fourniront plus tard des recrues aux ennemis de notre armée, soient bien convaincus que lorsqu'ils y reviendront comme réservistes, ils seront traités aussi impitoyablement.

Malheureusement il n'en est pas ainsi : nos colonels ne sont plus maîtres dans leur régiment, et les médecins, s'ils ne veulent pas à chaque instant attirer des « histoires » à leurs chefs de corps, sont obligés d'en passer souvent par les caprices des mauvais troupiers.

Jusqu'ici il n'y a eu que demi-mal, grâce à l'excellent fond de notre soldat, mais il est temps de rendre aux chefs de notre armée l'autorité qui leur est indispensable et qui leur permettra d'enrayer cette tendance à l'indulgence qui ne profite qu'aux mauvaises natures.

Quant à l'infériorité que les Allemands attribuent à l'armée française au point de vue de la discipline, ils oublient que les tempéraments des deux armées diffèrent complètement, et qu'en France nous n'avons nullement besoin de cette discipline dure, étroite et égale pour tous, qui règne dans leur armée.

Ils devraient se rendre compte que chez nous, il n'y a pas entre l'officier et le soldat cette différence de caste qui établit entre les deux, une barrière presque infranchissable et qui, précisément, nécessite la discipline rigide, coercitive dont nous parlions.

L'officier français parle à ses subordonnés ; il sait s'en faire comprendre, surtout quand il parle à leur cœur, et dans ce cas en obtient tout ce qu'il veut. L'officier allemand non seulement ne le fait pas, mais n'y a même jamais songé ; il lui faut donc employer d'autres moyens, ceux-là dans notre armée ne doivent être que l'exception.

En résumé, notre armée, en dépit de l'opinion de tous ses ennemis extérieurs et intérieurs, n'est pas encore contaminée, mais il y a lieu toutefois de prendre des mesures préventives qui seraient d'ailleurs bien simples, puisqu'elles consisteraient uniquement à laisser nos chefs de corps complètement maîtres chez eux. Ce jour-là, ils se borneraient à appliquer « pour les bons », cette discipline librement consentie que nous avons essayé d'esquisser, et pour les « mauvais » cette discipline coercitive, si chère à nos voisins.

Nous pourrions dès lors envisager l'avenir avec confiance, et cela malgré les assauts des antimilitaristes, français ou étrangers.

Les automobiles.

C'est seulement depuis 4 ou 5 ans, que des essais ont été entrepris parmi les grandes puissances européennes pour utiliser les automobiles en campagne. Ces essais ont été envisagés à trois points de vue :

- 1° Pour le transport des officiers généraux et de leurs états-majors ;
- 2° Pour le transport des troupes ;
- 3° Pour le transport des vivres et munitions.

1° *Automobiles destinés aux états-majors.*— Jusqu'ici il semble que ces essais n'ont donné de solution ferme que pour le transport des généraux ou de leurs officiers d'état-major. C'est la France d'ailleurs qui, en raison même de son avance considérable dans la construction des automobiles, a pris l'initiative de cette innovation.

Les résultats ont été si satisfaisants que déjà pendant les manœuvres de Beauce, en 1900, tous les quartiers généraux de corps d'armée étaient dotés de voitures automobiles et de tri-cycles à moteurs. Les rapports fournis à ce sujet ont été unanimes : ce nouveau genre de locomotion est appelé à rendre les plus grands services en campagne, non seulement parce qu'il permet aux généraux de se multiplier et de jeter un peu partout « le coup d'œil du maître », mais encore parce qu'il assure la liaison entre les quartiers généraux et les états-majors subordonnés, en particulier pour la transmission des ordres qui

représente, comme nous l'avons vu, une des parties les plus délicates du service d'état-major.

La constitution du matériel ne présente aucune difficulté, vu le nombre restreint d'automobiles ou de tricycles qui seront nécessaires et qui pourront être fournis, très facilement, au moyen de la réquisition, par des procédés analogues à ceux employés pour les voitures et les chevaux.

2° Automobiles destinés au transport des troupes. — A la suite de la guerre du Transvaal, les Anglais, enthousiasmés par les services que leur a rendus l'infanterie montée, en ont conclu que cette « nouvelle arme », comme ils l'appellent, était appelée à jouer également un rôle considérable sur les futurs champs de bataille européens.

Sans tomber dans pareille exagération, il a été admis cependant par un certain nombre de grandes puissances militaires, qu'étant données les conditions nouvelles de la guerre, il pourrait y avoir intérêt, à certains moments et dans certaines circonstances, à pouvoir transporter rapidement sur un point situé en dehors des voies ferrées, un ou plusieurs bataillons d'infanterie. Et l'on s'est demandé dès lors si les automobiles ne pourraient pas permettre de réaliser ce desideratum.

Des essais à ce sujet ont été faits en Allemagne (manœuvres de 1901), mais surtout en Autriche ; il semble jusqu'ici que les résultats n'ont pas été très satisfaisants.

Il y a lieu d'ailleurs de tenir compte, qu'en admettant même que l'on eût trouvé le modèle vraiment pratique, la question budgétaire a dû certainement intervenir pour faire différer la réalisation d'un projet qui n'a rien d'absolument urgent.

Il est certain, en effet, que l'industrie de la fabrication des automobiles prend de jour en jour plus d'extension et qu'il arrivera une époque (qui semble même prochaine) où l'automobile-omnibus, déjà adopté par de nombreuses familles, deviendra très répandu et fournira des ressources suffisantes pour la réalisation du projet précité. Là encore la réquisition nous viendra en aide et il paraît préférable de réserver les ressources budgétaires, toujours si limitées, pour des besoins plus urgents.

3° Automobiles pour le transport des vivres et des munitions.

— Il n'en saurait être de même pour les automobiles destinés au transport des vivres et des munitions. Nous abordons là une question tout à fait à l'ordre du jour et qu'il est important de résoudre le plus tôt possible.

Après la guerre de 1870, qui montra la nécessité absolue de munir nos unités combattantes de grosses réserves en vivres et en munitions qu'elles aient constamment à leur disposition, on constitua, non seulement les trains régimentaires, les trains de combat, mais encore les convois administratifs et les parcs de munitions. Ces deux derniers éléments ont même été montés si luxueusement que l'on est en droit de se demander si, dans la pratique, l'on arriverait à les faire fonctionner aussi bien qu'on l'a fait jusqu'ici sur le papier.

Il est permis d'en douter, et il semble admis en effet, actuellement, que l'on aurait bien du mal à trouver les attelages nécessaires pour assurer ce service de ravitaillement qui, tel qu'il est organisé, présente les gros inconvénients d'absorber un personnel nombreux, d'alourdir singulièrement les armées d'opérations et d'encombrer les voies de communication.

Il nous semble, et nous ne sommes pas seul de cet avis, que cette organisation est un peu archaïque et que l'on ne tient pas compte suffisamment du développement considérable du réseau ferré européen. Tout porte à croire que si l'on utilise à fond les voies ferrées, ce ne sera que dans des cas relativement exceptionnels que l'on devra avoir recours aux immenses convois actuels.

Il y aurait donc tout avantage à les remplacer par des convois d'automobiles qui seraient plutôt un « organe de transport » qu'une « réserve roulante » et qui, grâce à leur vitesse ainsi qu'à leur capacité de résistance, se composeraient d'un nombre de voitures des plus restreint.

C'est d'ailleurs presque uniquement dans cette voie que, pendant ces dernières années, se sont poursuivis les essais en Allemagne, en Angleterre et en France.

Ce genre d'automobiles a été appelé d'une façon générale « automobiles lourds », qui comprennent les Tracteurs (trains Scott, Matta de Foyle, Renard) et les Porteurs (Dietrichs principalement).

Jusqu'ici, il semble que ce sont les Tracteurs qui ont donné

les résultats les plus pratiques ; bien qu'ayant une vitesse moyenne plus faible que les Porteurs, ils possèdent le grand avantage d'exiger un personnel moins nombreux et, toutes choses égales d'ailleurs, de coûter meilleur marché, aussi bien comme prix d'achat que comme entretien. Ils permettraient de plus d'utiliser les fourgons actuels, ce qui constituerait encore une grosse économie.

Ils ont, par contre, l'inconvénient de ne donner des résultats satisfaisants que sur de bonnes routes, inconvénient relativement léger d'ailleurs, si nous nous reportons à l'hypothèse que nous avons envisagée.

Quoi qu'il en soit, les « automobiles lourds » présenteraient le grand avantage de pouvoir parcourir plusieurs fois par jour, et même par nuit, la distance séparant la station tête d'étapes de guerre des centres de ravitaillement, ce que ne sauraient faire les convois actuels. D'où gain de temps et diminution considérable des nombreux impedimenta qu'une armée traîne à sa suite.

Pendant les dernières manœuvres de l'Est, un certain nombre de modèles répondant à ces différents desiderata ont été expérimentés.

Nous nous sommes laissé dire que l'un d'eux avait semblé réunir toutes les conditions voulues et que son adoption avait été discutée.

Toutefois, la création d'un matériel de cette importance nécessitant des dépenses considérables, il est assez naturel qu'il y ait encore quelques hésitations.

Nous ne pouvons que souhaiter, et cela en raison même des considérations exposées précédemment, que ces hésitations durent le moins longtemps possible.

CONCLUSION.

De l'ensemble de cette étude, peut-être un peu longue mais en tout cas sincère, et nous ne saurions trop le répéter, inspirée uniquement par le souci de rendre service à notre armée, de la voir devenir encore plus instruite, encore plus « une », nous tirerons les conclusions suivantes :

1° Un des principaux résultats des manœuvres de l'Est en 1901, a été de démontrer l'utilité des « manœuvres d'armées » très discutée encore l'année dernière et aujourd'hui presque unanimement reconnue.

2° Leur organisation, basée sur un thème général, pouvant, au besoin, être modifié chaque jour, suivant la situation finale de chaque armée, est certainement le système le plus logique que l'on puisse employer et qui surtout se rapproche le plus de la réalité.

Toutefois, puisque l'on doit viser à faire des manœuvres, dans la plus large mesure possible, « une image de la guerre », il est regrettable que la nécessité de rassembler toutes les troupes à une date et à un lieu fixés d'avance pour la revue ait empêché de placer les deux armées, dès le début des opérations, à une distance telle (80 à 100 kilomètres) qu'il leur ait été possible de manœuvrer « stratégiquement »¹.

3° Au point de vue *tactique générale*, notre commandement a paru vouloir adopter de plus en plus une tactique de combat essentiellement « nationale » et laisser aux Allemands leurs nouvelles méthodes de combat qui, au fond, ne sont qu'un retour au système « du cordon » où, à force de vouloir être fort partout, on finit par n'être fort nulle part.

Après plusieurs années d'essais, de tâtonnements, nos généraux semblent enfin être entendus sur la façon dont doit se présenter et être conduite l'attaque décisive, en qui nous pouvons avoir toute confiance, à condition toutefois que d'une façon générale elle soit menée sensiblement comme celle du 13 septembre dernier.

D'autre part, nous avons encore des tendances à prendre des fronts trop étendus, à abuser des rassemblements préalables et à manœuvrer beaucoup trop vite. L'attaque et la défense des points d'appui laissent encore bien à désirer. Enfin, l'instruction tactique des officiers des corps de troupe, au point de vue de la

¹ Lors des dernières grandes manœuvres russes (1901), les gros des deux partis opposés se trouvaient placés au début à 260 kilomètres l'un de l'autre.

liaison des armes, est encore insuffisante ; il y a lieu d'y remédier par les stages dans les autres armes, les Kriegspiels, les voyages de cadres et, toutes les fois que cela est possible, par des visites de champs de bataille de 1870 qui constituent, quand elles sont bien dirigées, un enseignement excellent.

Bien que la formation par huit pour l'infanterie et par voiture doublée pour l'artillerie ait de nombreux partisans, du moins pour les marches d'approche, elle n'a été pour ainsi dire jamais employée pendant les dernières manœuvres.

C'est d'autant plus regrettable, qu'avec les effectifs considérables des colonnes actuelles, le commandement sera obligé d'attendre de longues heures avant de pouvoir tenter quelque chose avec tous ses moyens.

Par contre, on a pu constater une tendance bien marquée à utiliser beaucoup plus largement les chemins de terre qui, jusqu'ici, semblaient frappés d'un ostracisme vraiment inexplicable.

De même, grand progrès au point de vue du cantonnement ; l'on peut de ce côté n'avoir aucune inquiétude : les manœuvres de l'Est ont montré en particulier qu'un état-major prévoyant pourrait presque toujours faire cantonner ses troupes, et cela quel que soit leur effectif. Tout n'est pas parfait évidemment, mais les quelques perfectionnements à apporter doivent être plutôt demandés aux états-majors.

La direction des manœuvres, avec juste raison, n'a pas fait exécuter d'opérations de nuit proprement dites ; toutefois, il eut été peut-être intéressant de prescrire pendant la nuit à de grosses unités telles que divisions ou corps d'armée, des déplacements d'une certaine envergure.

4° *L'infanterie* au combat semble encore hésiter pour ses formations et ne pas employer suffisamment la seule qui cependant soit logique sous le feu : la formation en ligne. Encore beaucoup trop de colonnes et cela aux moyennes, et même aux petites distances.

Elle est par contre beaucoup trop absolue pour les feux, n'employant plus que le feu à volonté et rejetant complètement le feu de salve ; peut-être y a-t-il là un peu d'exagération.

Mais ce qui frappe le plus dans notre infanterie au combat,

c'est qu'elle ne cherche jamais à utiliser le terrain, et cela alors que les progrès de l'armement, pendant ces dernières années, en ont fait une condition *sine qua non* du succès. Il y a là une véritable aberration et qui pourrait au début d'une guerre nous coûter très cher.

Le sentiment « de la sûreté » pénètre davantage de jour en jour parmi nos officiers d'infanterie, sauf cependant sur le champ de bataille où le combat est presque toujours conduit de la même manière, et cela, que l'on soit encadré ou non : la flanc-garde de combat paraît une précaution tout à fait inutile.

En station, les avant-postes ont été pris assez souvent et assez logiquement ; peut-être cependant n'emploie-t-on pas suffisamment les réserves d'avant-postes.

La tenue de l'infanterie est loin d'être parfaite ; espérons que le casque remplacera bientôt le képi actuel, que le sac sera allégé, et que les outils portatifs seront mieux répartis.

5° *La cavalerie* agit encore beaucoup trop sans tenir compte des autres armes. On lui reproche de rechercher plus que jamais les belles « chevauchées » et ne pas vouloir se plier au rôle presque secondaire que lui impose la coopération des trois armes. On exagère, car elle a certainement fait beaucoup de progrès à ce point de vue, mais il faut l'avouer, ils ne sont pas complets.

Les reconnaissances d'officiers deviennent de plus en plus invraisemblables ; il y a là certainement un vice auquel il ne pourrait être remédié que par une réglementation sévère.

Enfin, on reproche encore aux officiers de cavalerie, et avec plus de raison certes qu'à ceux de l'artillerie et de l'infanterie, de ne pas se mettre suffisamment au courant de la tactique des autres armes.

6° *L'artillerie* n'a pas montré cette année, aux manœuvres, tout l'allant que l'on est habitué à trouver dans cette arme ; elle a paru même un peu s'en désintéresser. Serait-ce l'attente du nouveau règlement qu'elle vient enfin de recevoir, et par suite une abstention voulue, justifiée par l'incertitude qui régnait depuis quelques années ? C'est possible ; espérons qu'aux prochaines manœuvres, elle sera complètement pénétrée des prin-

cipes nouveaux, et montrera aux autres armes les modifications apportées à la tactique générale par le nouveau matériel.

7° *Le génie*, comme toujours, n'a pas été employé par le commandement, surtout sur le champ de bataille, où il n'a presque jamais marché avec les têtes de colonne, ce qui est cependant son rôle principal.

8° Il semble que les manœuvres de l'Est ont permis de trancher enfin la question des *bicyclistes*, considérés en tant que combattants. Sans exagérer leur rôle, comme bon nombre de leurs partisans, nous croyons qu'ils pourraient rendre certains services comme soutiens de cavalerie. Toutefois, comme ces nouveaux éléments ne pourraient être pris que dans l'infanterie, et qu'il importe d'être plus avares que jamais des effectifs de cette arme, il serait peut-être prudent de ne créer que le nombre de compagnies cyclistes strictement nécessaire, c'est-à-dire une pour chacune de nos divisions de cavalerie indépendantes.

9° En général, les critiques militaires n'ont pas été tendres pour nos *États-Majors* et leur ont adressé des reproches sévères. C'est là d'ailleurs presque une habitude, et notre service d'état-major sait fort bien que, quoi qu'il arrive, il sera toujours plus ou moins « le bouc émissaire ». Il faut cependant reconnaître, en toute justice, que certains de ces reproches étaient un peu mérités, notamment en ce qui concerne l'exagération de la « paperasse », la lenteur dans la confection des ordres et la défectuosité de leur transmission. Il y a d'excellents éléments parmi nos officiers d'état-major, malheureusement on ne cherche pas à les utiliser et ce n'est pas le travail d'archiviste, qu'on leur impose actuellement pendant toute l'année, qui peut les préparer au rôle qu'ils sont appelés à remplir en campagne.

Quant aux autres services, ils ont assez bien fonctionné, et c'est tout au plus si l'on a pu lancer quelques attaques contre l'intendance et le service de la trésorerie et des postes.

10° Il serait à souhaiter que le directeur des manœuvres profitât de la *critique*, non seulement pour y étudier la manœuvre même qui vient d'être exécutée, mais aussi pour y rattacher les

quelques questions qui sont à l'ordre du jour et qui prêtent à discussion. Il serait bon que l'armée connût aussi l'opinion de ses grands chefs sur ces questions, qui sont en général assez délicates.

11° L'organisation journalière de la manœuvre a complètement différée, en 1901, de celle de 1900 (considérée cependant comme des plus pratiques) et n'en a pas moins donné de très bons résultats; ce qui prouve que rien d'absolu ne doit être conclu à ce sujet, et que tout dépend surtout de la température et quelque peu aussi des circonstances.

12° Notre *carte* au 1/80,000 a paru insuffisante, en ce sens qu'elle ne parle pas assez aux yeux, et l'armée attend avec impatience qu'on lui donne cette même carte, si l'on veut, mais en couleur.

13° On a continué, pendant les manœuvres de l'Est, les expériences sur l'utilisation des *automobiles* en campagne. On en a conclu que pour le transport des généraux ou officiers d'état-major, il était inutile d'adopter un modèle particulier, l'automobile ordinaire étant très suffisant. Pour le transport des troupes, la question a été réservée. Enfin, pour le transport des vivres et des munitions, ce ne serait pas, dit-on, les modèles qui manqueraient le plus, mais bien les fonds.

14° Les *arbitres* n'étaient pas assez nombreux et n'avaient pas l'autorité suffisante pour accomplir leur mission. C'est à eux qu'il appartient de réduire au minimum les invraisemblances; mais pour ce faire, il faut que chacun s'incline sans discussion devant leur décision. Et le moyen le plus militaire c'est de ne prendre autant que possible comme arbitres que des officiers d'un grade supérieur à tous ceux qui ont un commandement, c'est-à-dire uniquement des généraux.

15° On a prétendu que la *discipline* allait en s'affaiblissant de jour en jour dans notre armée. Jusqu'ici elle n'a pas été entamée, mais il est certain que si les influences politiques continuaient à se faire sentir dans le sein même de nos régiments,

nos colonels finiraient par se trouver débordés et désarmés. Déjà se fait sentir, et très visiblement, une certaine indulgence; demain elle peut se transformer en faiblesse, et après-demain cette faiblesse serait exploitée par les mauvaises têtes.

*
* *

En résumé, les grandes manœuvres de 1901 n'ont pas permis de trancher évidemment toutes les questions qui sont actuellement à l'ordre du jour; ce n'est d'ailleurs pas en l'espace d'une semaine que l'on peut arriver à une solution ferme, mais elles ont permis d'étudier ces questions et surtout de les discuter. Or à la longue, malgré le proverbe bien connu, c'est de la discussion que jaillit la lumière, et elle jaillira certainement quelque jour, si elle n'a pas encore réussi à le faire. En tout cas, il est certain que pour tout le monde : commandement, état-major, troupe et services, elles ont fourni bon nombre d'enseignements. Espérons que l'on saura en profiter.

Mais l'impression générale qui s'est dégagée de ces manœuvres, du moins parmi ceux qui y ont pris part, c'est que cette armée française, si attaquée depuis quelque temps, a conservé cependant un esprit de sacrifice et de dévouement vraiment extraordinaire. Le soldat est resté ce qu'il a toujours été : plein d'allant et prêt à tous les sacrifices quand il est commandé par un chef qui a su s'en faire aimer. Les officiers ont évidemment ce défaut bien français de critiquer leur chef, mais que ce même chef, et au même instant, vienne faire appel à leur dévouement, ils n'hésiteront pas une minute à répondre à son appel. C'est là un fait tellement connu qu'il devient presque banal de le rappeler.

Afin de ne pas tomber dans ce même défaut, nous ne parlerons pas des officiers généraux...; ils ont d'ailleurs auprès d'eux le corps d'état-major qui renferme, et en très grand nombre, des officiers supérieurs de grande expérience et d'une haute valeur intellectuelle.

On peut donc dire que l'armée française comprend des éléments de premier ordre; il faudrait peu de chose, des réformes

bien faciles à réaliser, un espace de temps relativement peu considérable pour en faire cette armée que réclament les « jeunes », et que nous devrions posséder, car nous en avons tous les moyens.

Avec cette armée là on pourrait tout oser.

Capitaine J. B.



UNE DIVISION ALLEMANDE D'INFANTERIE

AU COMBAT

(Froeschwiller, Sedan, sur la Loire).

AVANT-PROPOS.

« Malgré le tir par rafales et autres inventions de l'artillerie, avons-nous dit dans une étude antérieure¹, c'est encore à l'énergie et à l'habileté de leurs officiers d'infanterie qu'ils (les Allemands) s'adresseront en dernier ressort. »

C'est la recherche de la manifestation de cette énergie et de cette habileté de l'officier prussien sur les champs de bataille de 1870 qui nous a fait entreprendre et poursuivre ce travail.

Dans l'étude des combats de la 3^e brigade d'infanterie, nous avons vu à l'œuvre une troupe faisant partie de la 1^{re} armée, de laquelle on a pu dire que « le service y était académique » et nous avons pu apprécier la justesse de cette expression.

Nous aurions voulu, cette fois, suivre une brigade également, mais une brigade qui ait été engagée plus à fond dans quelques-unes des grandes batailles où la rigidité académique n'était plus de mise; mais alors l'enchevêtrement des éléments de cette unité avec les éléments voisins nous apparût tel que nous fûmes amené à examiner forcément l'action de deux brigades voisines.

C'est dans ces conditions que nous avons choisi la 22^e division du XI^e corps de la III^e armée.

La 22^e division était sous les ordres du lieutenant général de Gersdorff; elle comprenait :

¹ Une brigade allemande d'infanterie au combat. (*Journal des Sciences militaires*, livraisons de 1900 (décembre) et 1901.)

43^e brigade, colonel de Kontzki. $\left\{ \begin{array}{l} 32^{\text{e}} \text{ rég., colonel Færster.} \\ 95^{\text{e}} \text{ rég., colonel Beckedorff.} \end{array} \right.$
 44^e brigade, général-major de $\left\{ \begin{array}{l} 83^{\text{e}} \text{ rég., colonel Bieberstein.} \\ 94^{\text{e}} \text{ rég., colonel Bessel.} \end{array} \right.$
 Schkopp.

Cavalerie divisionnaire : 13^e hussards, lieutenant-colonel Heudück.

Artillerie. — 4 batteries : 3^e et 4^e lourdes, 3^e et 4^e légères du 11^e régiment d'artillerie; 2^e et 3^e compagnies de pionniers.

La 21^e division était commandée par le général de Schachtmeyer.

Le général de Bose était à la tête du XI^e corps.

Les 94^e et 95^e régiments étaient de création récente : 1867.

La 22^e division prit part aux deux batailles de Froeschwiller et de Sedan; elle assista également à la plupart des combats livrés sur la Loire : Orléans, Loigny, Josnes, Le Mans.

Notre plan de travail sera celui de l'an dernier; après une étude détaillée de la part prise par la division dans chacun de ces combats, nous examinerons pour chacun d'eux :

1^o Le *combat de la division* : action du commandement; emploi de l'artillerie et de la cavalerie;

2^o Le *combat des petites unités* : brigades, régiments ou bataillons.

Les documents consultés ont été les suivants :

Relation officielle du Grand État-Major allemand;

Les ouvrages du lieutenant-colonel Roussel et de Pierre Lehautcourt.

La notation des unités est toujours la même :

$\frac{1}{95}$ (1^{er} bataillon du 95^e); $\frac{1^{\text{re}}}{95}, \frac{2^{\text{e}}}{13^{\text{e}} \text{ H.}}$ (1^{re} compagnie du 95^e régiment; 2^e escadron du 13^e hussards).

Enfin, pour apprécier à leur juste valeur les efforts demandés à la 22^e division, nous nous sommes efforcé de donner, sur les croquis du moins, le dénombrement exact des corps de troupe français qui lui furent opposés.

FRÆSCHWILLER

(6 AOÛT).

Le 5 août dans l'après-midi, la 22^e division, venant de Wissembourg, s'établissait au bivouac derrière la 21^e, au sud de Soultz; elle se couvrait par des postes établis à Ober et Niederbetschdorff, se reliant à l'Ouest à ceux de la 21^e division à Surbourg, à l'Est à ceux des Wurtembergeois à Rittershofen.

On comptait le lendemain marcher sur Haguenau.

Dans la soirée, les bivouacs étaient traversés par la brigade de cavalerie Bernhardi, 4^e division, revenant de sa reconnaissance dans la forêt et regagnant le campement de sa division à Schoenbourg; au débouché sud des bois, en face d'Haguenau, elle s'était heurtée à des troupes d'infanterie françaises qui l'avaient arrêtée, puis suivie quelque temps dans la forêt.

A la réception de l'ordre du Prince royal prescrivant pour la journée du 6, le changement de front vers l'Ouest, le commandant du XI^e corps donnait ses instructions pour le lendemain : « La 21^e division ira avec son gros bivouaquer au sud-ouest de Hoelschloch, tenant avec son avant-garde la forêt située en avant et à l'Ouest et se reliant par Gunstett avec le V^e corps.

« La 22^e division bivouaquera aux environs de Surbourg, devra occuper ce village, porter particulièrement son attention dans la direction de Haguenau et établir la liaison avec le corps Werder (Reimersweiler); l'artillerie de corps se dirigera sur Hoelschloch, les trains sur Soultz. »

Le 6 août, à 6 heures du matin, pendant que la 21^e division commençait son mouvement par la grande route, la 22^e division rompait, probablement par Reimersweiler, sur Schwabwiller, lieu de réunion indiqué aux troupes d'avant postes. A la même heure, le $\frac{III}{95}$ et le 13^e hussards, envoyés en reconnaissance, pénétraient dans la forêt de Haguenau par le Heinmühl, sud d'Oberbetschdorff.

A 7 heures, au moment où le canon grondait dans le Nord-Ouest, la tête de la division entra à Schwabwiller et s'engageait sur le chemin de Surbourg; on traversait cette localité dans sa

partie sud et, peu après 8 heures, la division commençait son rassemblement face à l'Ouest, aux environs de la cote 170; le $\frac{III}{32}$ avait été laissé à la garde de Surbourg et de la route de Haguenau.

La canonnade venait de cesser et tout semblait présager que, en effet, la journée du 6 serait une journée de repos.

A 9 h. 1/2, la 22^e division était rassemblée et allait prendre ses dispositions de bivouac, lorsque le canon se remit à tonner, mais cette fois avec violence; peu après une certaine animation se manifestait parmi la 21^e division, et bientôt l'artillerie de cette dernière s'engageait au trot dans la direction de Gunstett, l'infanterie la suivait aussitôt.

La 22^e division devait donc s'attendre à intervenir bientôt dans le combat qui semblait s'engager sérieusement dans l'Ouest.

Vers 11 heures, le général de Gersdorff recevait du général en chef l'ordre de marcher sur Gunstett; l'artillerie de corps y était également appelée.

La 22^e division marche au combat. — La voie ferrée, qui barrait le front du rassemblement, n'offrait qu'un seul débouché : le pont de la route de Surbourg.

La division rompt aussitôt, le 95^e régiment en tête. Le pont franchi, la tête de colonne tourne à gauche — la route étant encombrée par des voitures de l'artillerie de corps — et s'engage sur le chemin aboutissant à la sortie sud de Gunstett.

Le général de Gersdorff, qui jusque-là avait accompagné sa division, ne devait avoir que de très problématiques renseignements sur la marche actuelle du combat. Peut-être parlait-on déjà d'un échec de la 21^e division; en tout cas, ce qu'il y avait de mieux à faire pour le moment, c'était de mettre la division dans la bonne direction et d'aller au galop s'assurer personnellement de l'état des choses; le 95^e continuera sur Gunstett où il se rassemblera contre la lisière Est; le 32^e coupera à travers la partie défrichée de Westerholz, rasera la corne du bois et marchera sur la partie sud du village; il sera suivi par la 44^e brigade; l'artillerie avec le 95^e.

Ces ordres donnés, le général gagnait Gunstett aux grandes allures.

Il trouvait sur le mamelon au nord du village, près des batteries en action de la 21^e division, l'état-major du corps d'armée et celui de son camarade Schachtmeyer, 11 h. 30 ; les visages étaient graves ; chacun sentait que, en raison de l'absence inexplicable du Prince royal, de la décision qu'allait prendre le général de Bose, allait dépendre le sort de la journée, et cette décision, il la fallait prompte et énergique, car le spectacle qui se déroulait alors sous les yeux était loin d'être réconfortant.

A l'instant même où le général de Gersdorff parvenait sur le plateau 223, les dernières des troupes prussiennes du XI^e corps, qui avaient franchi la Sauer dans la matinée, étaient expulsées violemment du grand saillant boisé que projette vers l'Est le Niederwald et poursuivies la baïonnette dans les reins ; cette masse confuse, dans laquelle toute organisation tactique avait disparu, ne s'arrêtait qu'au delà de la rivière, débris de 10 compagnies de la 21^e division.

Au Nord, le V^e corps ne pouvait que se défendre dans Wörth ; quelques compagnies seules, réfugiées derrière les talus du conde de la grande route de Haguenau, se maintenaient dans cette position critique, certaines qu'elles étaient d'être écrasées si elles quittaient leur abri pour gagner la rivière.

Au Sud, une attaque tentée par des éléments de la 21^e division, par les ponts de Gunstett, venait d'être repoussée et on voyait distinctement la ligne ennemie, maîtresse de la plaine, tenir les abords des ponts sous son feu concentrique.

Cette ligne était soutenue par des fractions déployées vers l'embranchement du chemin d'Eberbach, sur la route de Haguenau.

Plus au loin encore, Morsbronn paraissait occupé, mais faiblement. On pouvait estimer à une division les forces adverses alors en vue. Le Niederwald était occupé par des zouaves ; au pont de Gunstett on avait eu affaire à des tirailleurs algériens, de la ligne et des chasseurs à pied. Il était probable que ces troupes, alors toutes engagées, devaient avoir des réserves importantes à l'abri, vers Eberbach ; enfin l'artillerie française, assez disséminée et silencieuse d'ailleurs, se tenait aux abords de la cote 222.

En réalité, sur cette partie du champ de bataille ne se trouvait que la 4^e division française, division de Lartigue, forte

seulement de trois régiments d'infanterie et un bataillon de chasseurs — le 4^e régiment était resté à Strasbourg —. Toute la division était déployée en première ligne et n'avait derrière elle que la brigade de cavalerie Michel.

Ordres du commandant en chef. — A midi, le général de Bose se décidait à attaquer la position ennemie de front et de flanc. L'attaque de front, par Spachbach, sur le Niederwald, sera exécutée par les troupes encore disponibles de la 21^e division ;

L'attaque de flanc, par Gunstett, la route d'Eberbach et la lisière sud du Niederwald, est confiée à la 22^e division.

Le général de Gersdorff, renseigné et fixé sur son point d'attaque, n'avait plus qu'à se porter au-devant de sa division.

Cette dernière lui arrivait plus forte de deux bataillons et de trois escadrons.

Le bataillon du 95^e et le 13^e hussards en reconnaissance dans la forêt, entendant le canon dans le Nord-Ouest et ne trouvant rien devant eux, s'étaient hâtés de revenir par Surbourg rejoindre leur division ; ils laissaient un seul escadron en observation sur la route de Haguenau.

Le chef du $\frac{III}{32}$, laissé par la colonne pour assurer la garde de Surbourg, n'hésitait pas un seul instant à les suivre ; maintenant à tout hasard une compagnie (12^e) dans le village, ce bataillon rejoignait la queue de la 44^e brigade dans le Westerholtz. Le 13^e hussards longeait la colonne au Sud ; quant au $\frac{III}{95}$, prenant plus au Nord, il arrivera à Gunstett vers midi 1/2.

Le général sans doute ignorait ces détails et, pour lui, sa brigade de tête (43^e) ne comptait que quatre bataillons.

Quoi qu'il en soit, à midi, au moment où le commandant de la 22^e division recevait l'ordre ferme d'attaquer dans la direction d'Eberbach, sa division était ainsi disposée :

La tête du 95^e arrivait à la lisière Est de Gunstett ; le 32^e commençait à se rassembler au Sud, vers la cote 154 ; l'artillerie, sans attendre d'ordres, avait doublé la colonne au trot, avait cherché à se mettre en batterie au sud du village et, ne trouvant pas d'endroit favorable, avait rejoint depuis quelque

temps déjà la grande batterie du XI^e corps; la 44^e brigade venait seulement de déboucher de la corne Sud du Westerholtz.

Quant à l'infanterie française qui se tenait aux abords de la Sauer, écrasée par le feu violent de l'artillerie de Gunstett, elle se repliait peu à peu et venait garnir les fossés de la route de Haguenau, sa droite ne dépassant que de quelques centaines de mètres l'embranchement sur Eberbach; ses réserves, peu nombreuses, et son artillerie garnissaient les pentes jusqu'à la cote 222. Morsbronn paraissait toujours occupé.

Ordres du commandant de la 22^e division. — Le général de Gersdorff envoie au 32^e (2 bataillons) l'ordre de se porter immédiatement par les ponts de Dürrenbach sur Morsbronn;

Le 95^e se rapprochera du Bruckmühl et franchira la Sauer en même temps que la 21^e division débouchera de Spachbach;

La 44^e brigade viendra en réserve à Gunstett; disons de suite que cette dernière partie de l'ordre ne fut pas exécutée et que, pour des motifs que nous exposerons plus tard, le 83^e régiment seul se rendit à Gunstett; le 94^e, avec le général de brigade, suivit le 32^e régiment.

Le 32^e régiment à Morsbronn. — Le 32^e rompait vers midi 15 et s'engageait sur le chemin de Dürrenbach. Il était suivi du 94^e tout entier et rejoint par son 3^e bataillon venant de Surbourg; le 13^e hussards accompagnait également la colonne.

Cette attaque fera l'objet d'une étude ultérieure.

Exposons sommairement les faits : à 1 heure, Morsbronn, évacué par les deux compagnies de tirailleurs qui l'occupaient, était envahi par le 32^e régiment; vers 1 h. 15, la colonne repoussait les charges de la cavalerie Michel et, à 1 h. 1/2, reprenait sa marche le long et à gauche du chemin Morsbronn—Elsasshausen.

Le général de Schkopp, commandant la 44^e brigade, avait pris le commandement depuis le passage du Sauerbach.

Attaque du 95^e régiment. — A midi 1/2, alors que le 32^e prenait pied sur les premières pentes au nord-ouest de Dürrenbach, les deux attaques de Gunstett et de Spachbach se prononçaient simultanément. L'adversaire avait peu à peu abandonné la route

de Haguenau et avait reformé une ligne de défense à 300 ou 400 mètres en arrière.

Le 95^e régiment avait dû laisser deux compagnies — 7^e et 8^e — comme soutien d'artillerie, de sorte que six compagnies seulement étaient massées aux abords du pont ; à droite, au Bruckmühle, se trouvaient les troupes de la 41^e brigade, les moins éprouvées dans la lutte sanglante de la matinée, et en particulier le 11^e bataillon de chasseurs ; d'autres fractions de la 41^e brigade également se tenaient derrière le 95^e prêts à le suivre ; au total vingt compagnies.

L'attaque partie de Spachbach comprenait un peu plus de quatre bataillons.

Au signal donné, les six compagnies du 95^e traversent le pont en paquet, à la course, dans un désordre apparent ; au delà tout va se débrouiller : les compagnies du I^{er} bataillon se jettent au nord de la route, celles du II^e au sud, et chacun gagne à toute vitesse la chaussée de Haguenau ; là, on souffle et on achève de se reformer — les pertes ont été peu sensibles, l'ennemi surpris a à peine eu le temps de régler son tir — ; le mouvement a été imité par toutes les autres troupes de la 41^e brigade, qui venaient se placer à droite et à gauche des compagnies du 95^e.

Quelques minutes après, les tirailleurs franchissaient la route et, gagnant les houblonnières voisines, ne tardaient pas à ouvrir le feu ; on était à 400 mètres de la première ligne ennemie.

L'artillerie française, à 900 ou 1000 mètres, lançait bien quelques obus ; mais, écrasée aussitôt par les feux de l'artillerie du XI^e corps, elle disparaissait bientôt. L'infanterie opposait une résistance vigoureuse, et, pour tenir tête aux contre-attaques énergiques sorties du Niederwald, les compagnies prussiennes se fondaient petit à petit dans leurs lignes de tirailleurs.

L'attaque allemande, à ce moment, était formée sur deux lignes :

Cinq compagnies du 95^e en première ligne, à cheval sur la route d'Eberbach, prolongées au Sud par deux compagnies de la 41^e brigade ;

Au Nord, le 11^e bataillon de chasseurs marchait sur l'Albrechtchauserdoff — nous écrirons désormais : Albrechhoff —.

La $\frac{2}{95}$, au milieu de la confusion inévitable qui avait suivi le passage du pont, se trouvait derrière les chasseurs.

La seconde ligne, tout entière au sud du chemin d'Eberbach, était constituée par huit compagnies de la 41^e brigade.

L'emplacement de cette seconde ligne correspondait-il à une idée tactique ou bien ces huit compagnies avaient-elles été attirées là par les abris nombreux qui s'y trouvaient ? Mystère ! En tout cas les chasseurs, mal soutenus, ne purent faire aucun progrès, et si l'artillerie allemande n'eût été là pour arrêter par son feu toutes les contre-attaques du 3^e zouaves avant qu'elles n'eussent eu leur plein effet, il est certain que cette attaque aurait eu le sort des précédentes.

Au sud de la route d'Eberbach, au contraire, les Français se retiraient peu à peu, surtout depuis l'évacuation de Morsbronn ; les compagnies prussiennes s'élevaient de houblonnières en houblonnières vers les crêtes, et peu après 1 heure, le 95^e arrivait à l'origine du chemin conduisant à la ferme si énergiquement défendue ; les compagnies de droite font à-droite et marchent sur l'Abrechhoff dont elles dominent les constructions ; ces dernières, démolies par l'artillerie, devenaient alors intenable ; la garnison — une compagnie du 1^{er} chasseurs — l'évacue et disparaît dans le Niederwald.

Les autres compagnies du 95^e continuaient à marcher et atteignaient enfin la croisée des routes de la cote 222 ; elles se blottissaient aussitôt dans l'abri naturel formé par la réunion des chemins creux.

Quant aux compagnies de seconde ligne, assaillies à leur sortie des dernières houblonnières par une violente fusillade que l'ennemi reformé sur la dernière crête dirigeait contre elles, les unes se précipitent dans les chemins creux où elles augmentent considérablement la confusion, les autres descendent sur l'Abrechhoff où elles comptent se trouver à l'abri.

Le combat a été mené rapidement, mais le désordre est tel qu'on ne peut songer pour le moment à marcher sur le Niederwald dont la lisière sombre domine, à courte distance cependant, les positions conquises ; les officiers s'efforcent donc de reformer leurs compagnies, et l'artillerie, en prévision du mouvement prochain, fouille de ses obus la partie sud de la forêt.

Les vigoureuses contre-attaques françaises sorties du Niederwald avaient fait supposer au général de Gersdorff que l'ennemi était en forces considérables dans cette partie du champ de bataille et, à 1 heure, il avait donné au reste de sa division, III et 83^e régiment, l'ordre d'entrer en ligne.

Le 95^e rejeté au bas des pentes. — Vers 1 h. 15, les compagnies encore en voie d'organisation dans les chemins creux virent tout à coup passer, à 200 ou 300 mètres sur le flanc gauche, une trombe de cavaliers français filant à toute vitesse dans la direction de Morsbronn (8^e cuirassiers); quelques fractions eurent à peine le temps de faire face et de tirer quelques salves; peu après, une nouvelle masse de cavaliers (6^e lanciers) se présentait également dans la même direction; le feu dirigé sur elle parut être très efficace, mais les fractions allemandes ne purent jouir longtemps de leurs succès; entraînées subitement par un mouvement de recul qui devait leur paraître incompréhensible, elles se trouvaient quelques instants plus tard au pied des pentes gravies une heure auparavant.

Voici ce qui s'était passé :

Les compagnies, entassées aux abords de l'Albrechoff, ne se reformaient que difficilement; l'arrivée des compagnies de seconde ligne n'avait fait qu'ajouter au désordre, désordre encore accru par le feu roulant qui partait de la lisière sud de la forêt; la position était critique et l'ennemi sut en profiter.

A 1 h. 1/2, deux compagnies de zouaves débouchent brusquement de la corne sud du Niederwald et avec elles la ligne française tout entière se reporte en avant. Albrechoff, abordé le premier, est enlevé en un instant; les fractions allemandes n'ont pu attendre le choc, elles cèdent et, la panique aidant, entraînent avec elles les compagnies établies au carrefour, tout est balayé et une masse de fuyards couvre les pentes du plateau. Zouaves, tirailleurs et lignards ont dépassé de 300 à 400 mètres la ferme reconquise; ils ne peuvent aller plus loin, foudroyés par l'artillerie de Gunstett dont les vues ont été dégagées par la fuite des contingents prussiens; menacés sur leur droite par l'approche de la colonne de Morsbronn, ils reculent et cherchent à former

une nouvelle ligne de résistance par l'Albrechoff et le carrefour déjà cité.

La 22^e division à 1 h. 1/2. — Arrêtons-nous un instant et jetons un coup d'œil d'ensemble sur le champ de bataille de la 22^e division.

Peu après 1 h. 1/2, la division du général de Gersdorff était séparée en deux groupes tactiques : l'un, fort de six bataillons et trois escadrons, presque intact, débouchait de Morsbronn et marchait droit au Nord ; l'autre se composait :

1^o d'une cohue descendant en désordre les pentes de l'Albrechoff et formée d'éléments du 95^e et de la 21^e division ;

2^o De quatre bataillons frais, 83^e et $\frac{III}{95}$, achevant de franchir la Sauer et se formant face à l'Ouest.

Les quatre batteries avec leur fidèle soutien, $\frac{7^e, 8^e}{95}$, étaient toujours en action au nord de Gunstett avec toute l'artillerie du XI^e corps

L'attaque dirigée par Spachbach avait occupé le grand saillant boisé, sans avoir pu pénétrer dans la forêt proprement dite.

Quant à l'adversaire, on avait, du plateau de Gunstett, décidément exagéré ses forces ; ses réserves, que l'on supposait nombreuses, se bornaient aux deux régiments de cavalerie que l'on avait vus charger sur Morsbronn et disparaître ensuite plus au Sud ; personne ne s'opposait plus à la marche du général de Schkopp et, si l'ennemi avait eu des réserves sérieuses dans le Niederwald, nul doute qu'elles ne fussent entrées en ligne depuis longtemps. Cela était malheureusement vrai pour nous, et les troupes qui venaient de reconquérir si vaillamment la position de l'Albrechoff étaient celles-là mêmes qui, dès 10 heures, avaient entamé la lutte contre la 21^e division.

Bien plus, des trois régiments de la division de Lartigue, la moitié du 3^e tirailleurs, deux bataillons du 56^e et les trois batteries, épuisés par cette lutte si longue et si meurtrière, se repliaient à ce moment au delà de l'Eberbach. Il n'y avait plus à l'Albrechoff que deux bataillons du 3^e zouaves, quelques compagnies de tirailleurs et de chasseurs à pied.

A partir de 1 h. 1/2, 10 bataillons frais de la 22^e division vont

Un peu avant 2 heures, le général de Bose, voyant les affaires en bonne voie d'exécution, donnait à la presque totalité de l'artillerie l'ordre de franchir la Sauer et de se porter au nord du Niederwald, dont on escomptait déjà la conquête; le général en chef et les deux divisionnaires se transportaient alors sur le théâtre même de la lutte.

Revenons à notre 22^e division et suivons chacune des deux colonnes qui vont partir l'une des abords de Gunstett sur l'Albrechoff, l'autre de Morsbronn sur la lisière sud de la forêt.

Attaque du 83^e régiment et du $\frac{\text{III}}{95}$. — A 1 h. 1/2, ces quatre bataillons achevaient de franchir la Sauer, les trois bataillons de tête en ligne de colonnes doubles.

La ligne ennemie se reformait à 1000 mètres environ dans l'Ouest; un détachement important sorti du Niederwald était établi face au Sud-Est.

Le canon de Gunstett tonnait sans relâche sur la ligne française, dont quelques éléments se repliaient déjà et disparaissaient derrière les crêtes vers Eberbach.

Le colonel von Bieberstein, du 83^e, prit vraisemblablement la direction du mouvement : le $\frac{\text{III}}{95}$ marchera sur le détachement établi au Nord-Ouest; les deux bataillons du 83^e marcheront à cheval sur le chemin d'Eberbach avec comme objectif la cote 222; le $\frac{\text{III}}{83}$ suivra l'attaque du $\frac{\text{III}}{95}$ en le débordant à droite.

Les bataillons s'ébranlaient peu après 1 h. 1/2. Le $\frac{\text{III}}{95}$ fait un demi-à-droite et marche groupé jusqu'à la route; là, il se forme en ligne de colonnes de compagnie et pénètre dans le flot des fuyards du 11^e bataillon de chasseurs; au delà, les pelotons de tirailleurs sont déployés et, soutenus de près par leurs soutiens, ils descendent rapidement dans le vallon qui vient de l'Albrechoff; la pente opposée est gravie d'un seul élan; l'ennemi s'est replié et occupe la lisière; à 150 mètres, le feu est ouvert, les compagnies serrent sur leurs pelotons de tirailleurs et les poussent à l'attaque; la lisière est enlevée; mais l'ennemi se

défend vigoureusement à l'intérieur et les quatre compagnies du $\frac{\text{III}}{95}$ sont amenées peu à peu à se déployer tout entières.

En raison de la rapidité de cette attaque, le $\frac{\text{III}}{83}$ est resté fort loin en arrière; son chef, voyant le $\frac{\text{III}}{95}$, dont il est chargé d'appuyer le mouvement à droite, pénétrer sous bois, forme sa troupe en colonne de bataillon, suit d'abord la route de Wœrth, puis oblique à gauche pour pénétrer dans la grande clairière, au sud du saillant boisé. Nous le retrouverons plus tard.

Les deux premiers bataillons du 83^e devaient attaquer, avons-nous vu, par le chemin d'Eberbach; ils se portaient en avant en même temps que le $\frac{\text{III}}{95}$, dont nous venons de suivre le mouvement.

Arrivés à la route de Haguenau, la formation de combat est prise — formation réglementaire —: les deux compagnies de tête de chaque colonne double forment la première ligne; les compagnies de queue restant accolées (demi-bataillon) suivent en réserve.

Là aussi, il fallut se frayer un chemin au travers des fractions en désordre de la 21^e division; bon nombre de ces dernières firent demi-tour et accompagnèrent le 83^e. Mais l'ennemi, menacé par l'approche des troupes de Morshronn, abandonnait de nouveau sa position et se repliait partie vers l'Ouest, partie vers le Sud.

A la croisée des chemins, cote 222, les deux bataillons changent de direction à droite et le $\frac{\text{I}}{83}$, prenant la tête, marche sur le mamelon 233. Sur le point d'en couronner le sommet, il est brusquement assailli sur son flanc gauche par des fractions ennemies débouchant de la forêt par la route d'Elsasshausen, le bataillon est rejeté en arrière de quelques centaines de pas; l'arrivée du $\frac{\text{II}}{83}$ rétablit le combat; le mamelon 233 est enlevé et, sans désespérer, les deux bataillons descendent tambour battant sur la lisière du Niederwald qui est là, à moins de 200 mètres.

La fusillade française s'éteint bientôt et le 83^e pénètre sous le couvert; les contingents non encore rassemblés de la 21^e division et du 95^e y pénètrent également.

La colonne, partie de Morsbronn, atteignait la lisière à l'ouest du chemin d'Elsasshausen peu d'instant après. Il était 2 heures.

Cette attaque, à laquelle l'artillerie de Gunstett avait prêté son puissant concours et qui s'était exécutée contre deux bataillons de zouaves déjà exténués et considérablement réduits par six heures de lutte, n'avait coûté que fort peu de monde. Il n'en sera pas de même tout à l'heure dans les fourrés du Niederwald.

Marche des 32^e et 94^e régiments sur le Niederwald. — Revenons à présent aux troupes de Morsbronn.

A 1 heure, si l'on s'en souvient, le général de Schkopp était à Morsbronn, en même temps que la première attaque, partie de Gunstett, enlevait l'Albrechoff; il repoussait, vers 1 h. 1/4, les charges de la cavalerie Michel et se disposait ensuite à marcher sur le Niederwald. Remarquons en passant que le fameux ordre du Prince royal, soi-disant donné à 1 heure seulement, n'avait pu encore lui parvenir; le général avait donc parfaitement apprécié la mission que les circonstances allaient imposer à la 22^e division.

Les troupes du général de Schkopp étaient ainsi disposées :

Le 32^e régiment avait ses trois bataillons en première ligne, la droite à quelques pas du chemin de Morsbronn—Elsasshausen;

Au 94^e, le II^e bataillon est dans les jardins, à l'ouest de Morsbronn;

Le III^e bataillon, qui s'était jeté dans les maisons au moment des charges, se reformait à la sortie sud-ouest du bourg;

Le I^{er} bataillon, arrivant de Dürrenbach, allait atteindre l'entrée Est; un groupe d'isolés appartenant à la compagnie de pionniers qui a été foulée aux pieds des chevaux, et deux compagnies de la 21^e division, venues-là on ne sait pourquoi, étaient derrière le centre du 32^e régiment;

Le 13^e hussards suivait la vallée de l'Eberbach.

A ce moment, ne l'oublions pas, les Français venaient de reconquérir l'Albrechoff, et les soldats du 95^e redescendaient

les pentes à toutes jambes, dans un désordre affligeant — 1 h. 1/2.

Le général de Schkopp paraît avoir donné les ordres suivants :

Le 32^e régiment marchera sur la lisière sud du Niederwald, sa gauche rasant les bouquets de bois d'Eberbach ; le $\frac{\text{III}}{94}$ prolongera, à gauche, l'attaque du 32^e, les $\frac{\text{I}, \text{II}}{94}$ se porteront à droite sur la cote 222 ;

Le 13^e hussards assurera la sécurité du flanc extérieur, sur Schirlenhoff.

Conduite résolument, cette marche prenait à revers la nouvelle ligne française et pouvait lui causer un désastre.

Les troupes s'ébranlent vers 1 h. 1/2. Le 32^e a pris la formation réglementaire de combat ; son III^e bataillon — la 12^e est restée à Surbourg — à cheval sur le chemin qui écorne les bouquets de bois au sud d'Eberbach ;

Le $\frac{\text{III}}{94}$ se met en route quelques instants plus tard, formé par demi-bataillon ;

Le II^e bataillon fait à-droite et s'efforce d'atteindre le plus vite possible la route d'Elsasshausen ; le I^{er} bataillon entre dans Morsbronn.

On ne tarde pas à voir des fractions ennemies, sur lesquelles l'artillerie de Gunstett tire sans relâche, se retirer de la ligne de combat, traverser le plateau et disparaître dans les couverts au sud d'Eberbach, d'où elles ouvrent le feu sur le 32^e régiment.

Les pentes au delà du ruisseau se couvraient de troupes françaises, et de l'artillerie prenait position à l'ouest du village.

Le 32^e engage son III^e bataillon, ainsi qu'une partie du II^e, dans cette nouvelle direction et entame une action de pied ferme qui ne cessera qu'à l'arrivée du $\frac{\text{III}}{94}$, qui est descendu dans la vallée ; l'ennemi évacuait les bouquets de bois et passait sur l'autre rive.

Le 32^e régiment reprenait aussitôt sa marche vers le Nord, mais on avait perdu dix minutes, et ce simple incident avait suffi pour enlever toute efficacité à la manœuvre du général :

les fractions ennemies établies à la cote 222, menacées de front par l'attaque sortie de Gunstett — 83^e — eurent le temps de se retirer, sans que les bataillons du général Schkopp pussent entraver leur retraite.

Le 32^e et les $\frac{I, II}{94}$ atteignaient le chemin Gunstett—Eberbach au moment où les deux bataillons du 83^e, faisant à-droite, marchaient sur la cote 233.

Ce mouvement allait placer la brigade en seconde ligne ; cela ne pouvait convenir au général de Schkopp : croyant la curée prochaine, il va tenter pour son compte une nouvelle manœuvre enveloppante dont il se promet les meilleurs résultats. Il désigne le 32^e pour attaquer et refouler au loin les débris de la 4^e division française qui essayaient de se rallier sur les hauteurs d'Eberbach ; l'objectif définitif assigné à ce régiment, qu'accompagnera le 13^e hussards, est la route Fröschwiller—Reichshoffen, puis se mettant lui-même à la tête du 94^e, il le dirige sur la corne sud-ouest du Niederwald, dans le fond de la vallée, qu'il pense remonter jusqu'à Fröschwiller.

L'attaque de la position d'Eberbach par le 32^e sera traitée plus tard ; disons de suite que ce régiment n'arrivera que vers 5 h. 1/2 sur la route de Reichshoffen ; son action, complètement isolée, n'aura aucune influence sur les événements qui vont se dérouler au sud de Fröschwiller ; le $\frac{III}{94}$, après la prise d'Eberbach, s'empressera de rejoindre le gros du régiment, et les trois bataillons du 94^e seront réunis, peu après 2 heures, à la corne sud-ouest du Niederwald.

La 22^e division dans le Niederwald. — A 2 heures, la 22^e division presque tout entière était engagée dans le Niederwald, mais dans un état tel que toute direction d'ensemble était impossible. Les troupes qui tenaient la tête du mouvement étaient les $\frac{I, II}{83}$ à cheval sur la route d'Elsasshausen ; en arrière suivaient quelques compagnies reconstituées avec les débris de la 21^e division et des $\frac{I, II}{95}$, et, plus en arrière encore, une masse confuse

d'hommes appartenant à tous les régiments du corps d'armée.

A quelques centaines de mètres à droite, le $\frac{\text{III}}{95}$ se frayait péniblement un chemin à travers les fourrés, cherchant à se rapprocher de la route d'Elsasshausen.

Plus au Nord, vers la naissance du secteur boisé, on entendait la violente fusillade engagée par l'attaque venue de Spachbach ; enfin, dans la vallée de l'Eberbach, le 94^e, massé, se disposait à appuyer le mouvement à gauche.

D'organisation par brigade, par régiment même, sauf au 94^e, il ne peut plus en être question ; il y a là seulement un total de dix bataillons du XI^e corps s'efforçant d'atteindre, chacun pour son compte, la lisière nord de la forêt.

Des douze bataillons de la 22^e division, six seulement sont immédiatement utilisables : deux du 83^e, un du 95^e-94^e en entier ; le 32^e est au delà de l'Eberbach.

Le $\frac{\text{III}}{83}$, au lieu d'appuyer le $\frac{\text{III}}{95}$, a trouvé plus simple de suivre la route de Wœrth ; des deux bataillons du 95^e qui ont mené l'attaque sur l'Albrechhoff, à 1 heure, il ne reste rien que quelques compagnies hâtivement reformées et qui, incapables de tout effort, vont suivre l'attaque, ballottées par toutes les fluctuations de la lutte.

Quant à l'artillerie divisionnaire, elle passe en même temps que l'artillerie de corps sur la rive droite de la Sauer, accompagnée fidèlement par ses deux compagnies de soutien : $\frac{7^e, 8^e}{95^e}$.

Quels nouveaux ennemis vont s'opposer à la marche des bataillons de la 22^e division ? Hélas, ce sont toujours les mêmes, deux bataillons du 3^e zouaves, ceux qui ont déjà semé le tiers de leur effectif, le matin en face de Gunstett, à 1 heure à l'Albrechhoff, et qui à présent, menacés de front par la 22^e division, tournés au Nord par les troupes de la 21^e, vont néanmoins mettre près d'une heure pour reculer de 900 mètres.

Le 83^e — deux bataillons —, après avoir bordé la lisière sud du Niederwald, lançait en avant tous ses pelotons de tirailleurs, le 1^{er} à droite, le II^e à gauche de la route d'Elsasshausen, mais l'ennemi résiste d'une façon désespérée et l'on est obligé de

s'arrêter fréquemment pour repousser des détachements qui viennent se jeter sur le flanc droit de la colonne. Ces détachements n'étaient autres que les fractions repoussés par le $\frac{III}{95}$ et les bataillons de la 21^e division qui agissaient dans la partie orientale de la forêt.

Vers 3 heures seulement, le 83^e, qui a dû déployer ses huit compagnies, atteint la lisière nord ; chacun se hâte de remettre un peu d'ordre dans cette longue et épaisse ligne de tirailleurs dont les mouvements sont encore paralysés par l'arrivée d'une foule d'isolés qui cherchent à se placer dans les intervalles.

Une fusillade terrible qui part d'un petit bois situé à 200 mètres dans le nord, vient mettre le comble au désordre ; presque aussitôt une colonne française surgit de la lisière et tombe sur le 83^e, hors d'état de résister, les compagnies prussiennes lâchent pied et se dispersent dans toutes les directions, entraînant dans

leur panique le $\frac{III}{95}$ et deux bataillons de la 21^e division, en aussi mauvais état et qui avaient pris place à leur droite. Cette débâcle achevait de ruiner l'organisation des troupes encore en 2^e ligne. Ces dernières, ainsi que la presque totalité des deux bataillons du 83^e, ne reparaitront plus de la journée.

Cette contre-attaque vigoureuse avait été exécutée par deux compagnies du 96^e de ligne ; le reste du bataillon descendait massé, le long de la lisière occidentale du Petit-Bois.

Le 94^e, que nous avons laissé avec le général de Schkopp, remontant la vallée d'Eberbach en ligne de colonnes doubles, couvert par trois pelotons de tirailleurs, n'ayant pas à combattre, était arrivé depuis un instant déjà sur la lisière nord de la forêt.

Averti de ce qui se passe par le tumulte qui se propage jusque sur ses derrières, le général lance aussitôt ses deux bataillons de droite dans le flanc de la contre-attaque et déploie le 3^e face au nord.

Les $\frac{I.II}{94}$ font demi-à-droite, se déploient et abordent les deux malheureuses compagnies éparpillées à la poursuite du 83^e ; les Français sont rejetés hors du Niederwald, et les deux bataillons du 94^e les suivent à la course dans le Petit-Bois où vainqueurs

et vaincus pénètrent pêle-mêle. Les défenseurs, entraînés par le recul des deux compagnies du 96^e et menacés par des troupes fraîches venant de Spachbach, se replient sur Elsasshausen.

Entre temps le $\frac{III}{94}$ avait dispersé par un feu à volonté exécuté à 400 mètres le reste du bataillon du 96^e qui descendait massé le long de la lisière du Petit-Bois.

Il était 3 h. 15 environ.

La 22^e division à Elsasshausen. — Le Petit-Bois conquis, on était alors directement en face du flanc droit de la position française.

Cette dernière était nettement accusée par la longue croupe qui barrait la vue à moins de 300 mètres. Elsasshausen, légèrement sur la droite, n'était plus qu'un monceau de ruines ; au loin vers le nord, de lourds tourbillons de fumée indiquaient l'emplacement de Frœschwiller incendié par les obus du V^e corps.

Quelques batteries françaises, en action à droite et à gauche d'Elsasshausen, canonnaient avec violence les nouvelles positions conquises ; l'infanterie, déployée du hameau jusque vers l'Eberbach, faisait un feu roulant sur les troupes prussiennes massées dans le Petit-Bois et aux abords.

A partir de ce moment, il devient difficile sinon impossible d'analyser les différents combats qui vont se succéder jusqu'à la prise finale de Frœschwiller.

Les régiments, les divisions sont tellement enchevêtrés qu'on ne peut plus, dans ce qui va suivre, discerner la part qui revient à chacun, et cet encombrement va encore être augmenté lors de l'entrée dans le champ d'action du XI^e corps, de toute la gauche du V^e et des Wurtembergeois.

Il n'y aura plus là que des nuées épaisses de tirailleurs sur 5, 10, 20 rangs de profondeur et les quelques bataillons frais qui accourront prendre part à la lutte, auront vite fait de disparaître noyés dans la masse qui les enveloppera.

La désagrégation du commandement sera complète et la présence au milieu des combattants des généraux de Bose, de Gersdoff et Schachtmeyer sera impuissante à rétablir l'ordre.

Les Allemands ont déclaré depuis la guerre qu'il y avait eu, le 6 août, un moment, un seul, où la victoire a failli leur

échapper ; ils n'ont pas dit lequel. — A notre avis, il faut placer ce moment peu après 3 heures, entre la prise du Petit-Bois et celle d'Elsasshausen, qui eût lieu à 3 h. 1/2. Toute l'artillerie du XI^e corps était engagée dans la vallée sur la route de Wœrth, l'artillerie du V^e corps franchissait la Sauer ; l'infanterie, presque à bout de forces, était à la merci du moindre retour offensif sérieux ; toute hésitation, tout temps d'arrêt eût été fatal ; le général de Bose qui sentait la panique prochaine fit sonner « Tout le monde en avant » ; la crise était passée.



Revenons à la 22^e division.

Un peu avant 3 h. 1/2, elle était ainsi disposée : deux bataillons du 94^e, près de la sortie du Petit-Bois, aux abords de la route de Frœschwiller ;

Le III^e bataillon se rassemblait à la corne nord-ouest du Niederwald ; dans le Petit-Bois, avec la presque totalité des troupes disponibles de la 21^e division, se trouvaient quelques compagnies du $\frac{III}{95}$; le $\frac{III}{83}$ venu par la route de Woerth était à 500 mètres à l'Est, au milieu des troupes du V^e corps.

Ces cinq bataillons — 32^e régiment non compris — représentaient alors toute la 22^e division ; le reste, $\frac{I.II}{95}$, $\frac{I.II}{83}$, peuplait le Niederwald.

L'artillerie de la division avait cherché à devancer l'artillerie de corps et sa batterie de tête prenait position vers la cote 228, à 1,000 mètres dans le sud-est d'Elsasshausen.

Dans ce qui va suivre, nous ne nous occuperons plus désormais que du 94^e régiment que conduisait toujours le général de Schkopp ; c'est la seule troupe, de l'aveu de la *Relation* officielle, qui ait conservé « une formation à peu près régulière ».

A la sonnerie « Tout le monde en avant », les masses du XI^e corps et du V^e corps débouchent du Petit-Bois et des houblonnières voisines et se lancent sur Elsasshausen, les deux bataillons du 94^e partent à la course et franchissent d'un seul élan l'intervalle qui les sépare de la route de Gundershoffen ; les bataillons se reforment et attendent l'arrivée du III^e bataillon appelé du Niederwald.

Le spectacle qui se déroulait alors à 600 ou 700 mètres dans le Nord-Est était saisissant : de longues lignes de cavalerie ennemie disparaissaient au galop dans les vallons au nord d'Elsasshausen, chargeant dans la direction des troupes du V^e corps ; une masse imposante d'artillerie descendait de Fröschwiller à grande allure et peu après se mettait en batterie partie face au Sud, partie face à l'Est ; à ce moment, les derniers défenseurs d'Elsasshausen, violemment expulsés du hameau, se repliaient vers le Nord, serrés de près par les colonnes prussiennes — $\frac{III}{83}$ tenait la tête du mouvement — ; en un instant, ces dernières se trouvaient au milieu des batteries françaises qui ont à peine eu le temps de tirer ; soudain les assaillants s'arrêtent : un régiment de tirailleurs algériens, déployé en bataille, apparaît sur la

crête à moins de 150 mètres et part à la charge ; les Allemands font demi-tour et s'enfuient à toutes jambes vers le Sud. La panique s'étend aux bataillons, aux régiments entassés aux abords d'Elsasshausen, le village est évacué et toute la ligne disparaît dans le Petit-Bois et dans le Niederwald.

C'était le moment d'agir pour le 94^e, qu'une direction habile avait jusque-là préservé du désordre ; le général de Schkopp jette deux de ses bataillons dans le flanc des assaillants ;

les $\frac{\text{I.III}}{94}$ font à-droite, se déploient en avançant de quelques centaines de pas et ouvrent un feu des plus meurtriers sur l'ennemi qui pénétrait alors dans le Petit-Bois.

A l'autre aile, les canons prussiens tirent à mitraille sur les tirailleurs qui ne battent en retraite qu'à 100 mètres des pièces.

Les débris du 1^{er} tirailleurs se retirent sur Frœschwiller. Au point de vue particulier de la 22^e division, cette contre-attaque a eu pour résultat de disperser le dernier des bataillons encore organisé du 83^e et les dernières compagnies du 95^e.

Le 94^e régiment à Frœschwiller. — Vers 4 heures, une fois les derniers Tirailleurs écrasés dans le Petit-Bois et jusque dans le Niederwald, les troupes prussiennes couronnaient de nouveau la croupe d'Elsasshausen et se disposaient à marcher à l'attaque de Frœschwiller ; 15 batteries des V^e et XI^e corps s'établissaient à droite et à gauche du hameau et canonnaient furieusement le réduit de la position française. Il n'y avait plus alors à Frœschwiller, comme unité organisée, qu'une compagnie du génie, autour de laquelle s'étaient ralliés quelques centaines d'isolés, anciens défenseurs du Petit-Bois et d'Elsasshausen contre le XI^e corps, survivants des combats sanglants livrés depuis le matin en face de Wœrth contre le V^e, dans les bois de Frœschwiller contre les Bavares, tous décidés à vendre chèrement leur vie.

Peu après 4 heures, cinq bataillons frais wurtembergeois entraient en ligne au milieu des masses des V^e et XI^e corps, et la marche concentrique sur Frœschwiller est entamée sous un feu épouvantable ; c'est à ce moment que fut blessé grièvement le général de Bose.

Le 94^e tenait la gauche de la ligne, son III^e bataillon toujours

en réserve; au milieu des fluctuations de la lutte précédente, un bataillon de la 21^e division : $\frac{\text{III}}{82}$, était venu dans la vallée de l'Eberbach et marchait alors à la gauche du 94^e.

Le général de Schkopp, autant pour éviter de voir son régiment disparaître dans la cohue qui marche à sa droite, que pour se soustraire au feu de l'ennemi, dirige le 94^e dans le vallon qui aboutit à la sortie ouest de Fröschwiller; il est bientôt dépassé par un bataillon de chasseurs wurtembergeois qui forçant l'allure se dirige sur la route de Reichshoffen.

A 500 mètres de la sortie du village, le général se préparait à obliquer à droite lorsque le bataillon de chasseurs, en avant et à gauche, s'arrête brusquement et ouvre le feu. Laisant le 1^{er} bataillon continuer dans la nouvelle direction, les deux autres bataillons du régiment se portent déployés sur la ligne des Wurtembergeois : ces derniers étaient aux prises avec une forte ligne de tirailleurs, soutenue aux deux ailes par de grosses colonnes; ces dernières s'éparpillent bientôt sous le feu rapide des deux bataillons du 94^e et du $\frac{\text{III}}{82}$, et disparaissent dans le Grosserwald; la ligne de tirailleurs moins vulnérable, fait meilleure contenance, bien que n'étant qu'à 200 mètres; elle recule lentement vers la forêt où des troupes fraîches les recueillent; une batterie démasquée par ce mouvement, crible de mitraille les compagnies prussiennes. Ces dernières se redressent parallèlement à la route et le $\frac{\text{III}}{82}$, filant le long de la lisière abandonnée, se précipite sur la batterie; les servants, leur dernière salve envoyée dans la figure des assaillants, disparaissent dans la forêt.

A la même heure, 4 h. 1/2, les Allemands pénétraient de toutes parts dans Fröschwiller; la défaite de l'armée française était consommée.

Le 94^e bivouaquait auprès d'Elsasshausen, rendez-vous assigné à toutes les troupes passablement dispersées de la 22^e division. Le 32^e n'y arrivait que fort tard dans la nuit.

Pertes. — Les pertes étaient de :

32^e régiment : 9 officiers, 249 hommes (surtout sur la rive droite de l'Eberbach) ;

95^e régiment : 27 officiers, 381 hommes (le colonel et le chef du 1^{er} bataillon étaient blessés) ;

83^e régiment : 22 officiers, 385 hommes (les chefs des 1^{er} et II^e bataillons étaient blessés) ;

94^e régiment : 14 officiers, 272 hommes (les chefs des II^e et III^e bataillons étaient blessés) ;

Les régiments de la division qui ont lutté sous bois — 95^e et 83^e — ont leur corps d'officiers réduit de près de moitié ; nous avons eu occasion de faire la même observation dans l'étude précédente sur la 3^e brigade d'infanterie.

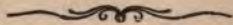
Le 13^e hussards comptait 18 hommes et 35 chevaux hors de combat ; les pertes de l'artillerie divisionnaire, comme celles des pionniers, étaient insignifiantes.

D'une façon générale, les bataillons de la 22^e division, après le 6 août, comptaient environ 830 hommes chacun, et c'est avec cet effectif qu'ils vont prendre part à la bataille de Sedan.

GRANGE,

Capitaine au 48^e rég. d'infanterie.

(A continuer.)



LA
LÉGION ÉTRANGÈRE
ET LES
TROUPES COLONIALES¹

CHAPITRE II.

CONSIDÉRATIONS SUR L'ORGANISATION ET LES EFFECTIFS
DES CONTINGENTS EUROPÉENS DE L'INFANTERIE COLONIALE².

Exposé des conditions actuelles du recrutement de l'infanterie coloniale. — Organisation actuelle des contingents européens de cette arme. — Parallèle entre le développement des formations européennes d'outre-mer de l'infanterie coloniale et les ressources de cette arme dans les conditions actuelles de son recrutement. — Vicissitudes des effectifs de l'infanterie coloniale de 1893 à 1900. — Examen des diverses affectations de l'infanterie coloniale. Insuffisance des ressources de cette arme. Nécessité de l'adjonction de la légion étrangère à l'infanterie coloniale.

On sait que l'application des dispositions de la loi du 30 juillet 1893 supprimant l'attribution des premiers numéros du contingent métropolitain aux troupes de la marine a mis ces troupes, à dater de 1893, dans une situation très fâcheuse en ce qui concerne la constitution de leurs effectifs.

Déjà la substitution du service de trois ans à celui de cinq ans,

¹ Voir la livraison de janvier 1902.

² Il ne sera question, dans la présente étude, que des contingents européens de l'infanterie coloniale, et en aucune façon des troupes indigènes encadrées par elle. L'expression *formations européennes*, qui sera souvent employée, doit être prise, ici, dans le sens de *formations composées de soldats européens* ; ces formations peuvent être *métropolitaines* ou *coloniales*.

en 1889, avait porté un premier et sensible coup aux troupes coloniales en leur enlevant la faculté de n'envoyer aux colonies que des soldats complètement dressés et formés, et de tirer ainsi tout le parti possible du contingent incorporé. Avec le service de cinq ans, il était en effet loisible de ne désigner pour les colonies que des hommes comptant de dix-huit mois à deux ans de services, de les maintenir ensuite deux ans complets aux colonies, enfin de les utiliser encore en France, durant plusieurs mois après leur rapatriement et en attendant leur libération.

Après l'adoption du service de trois ans, on fut contraint de désigner les jeunes soldats pour les colonies dès la fin de leur première année de service, puis de les rapatrier prématurément en vue de leur libération.

Les conditions imposées aux troupes coloniales par la réduction du service militaire de cinq à trois années n'étaient donc, certes, pas brillantes ; mais encore ces troupes pouvaient-elles, à la rigueur, s'accommoder de ce système, quand survint le vote néfaste de la loi du 30 juillet 1893.

Cette loi, supprimant l'incorporation annuelle du contingent métropolitain dans les troupes coloniales, leur porta un coup dont elles ne se sont pas relevées, car elle tarit ainsi leur principale et meilleure source de recrutement.

Nous n'avons pas à parler ici des considérations politiques qui ont dicté les dispositions de la loi du 30 juillet 1893. En décrétant l'abolition des mauvais numéros, les législateurs de 1893 avaient sans doute admis que des engagements volontaires et des rengagements, les uns et les autres souscrits moyennant avantages pécuniaires, suffiraient pour alimenter en personnel les troupes coloniales.

On sait les mécomptes auxquels a donné lieu l'application de ce système ; il s'est trouvé que, malgré les primes, les engagements et les rengagements n'ont pas été souscrits dans la proportion attendue, laissant ainsi descendre les effectifs bien au-dessous des fixations réglementaires.

Les troupes coloniales, dont l'organisme avait été déjà bien éprouvé par la réduction de la durée du service militaire, eurent donc singulièrement à souffrir de la suppression de l'incorporation annuelle des jeunes soldats du contingent métropolitain ; leurs effectifs tombèrent de suite à des chiffres dérisoires. C'est

alors qu'on vit apparaître ces compagnies et batteries squelettes réduites aux simples cadres, avec quelques dizaines d'hommes à l'effectif.

Pour remédier à cette situation, la marine dut faire appel au bon vouloir du département de la guerre, et il fut convenu qu'on ferait passer chaque année dans les régiments d'infanterie et d'artillerie de marine un certain nombre de soldats volontaires prélevés sur l'ensemble des troupes métropolitaines.

Depuis quelques années, plusieurs milliers d'hommes étaient ainsi annuellement versés par les régiments de l'armée métropolitaine à l'infanterie et à l'artillerie de marine. Cet état de choses n'était pas l'une des moindres raisons de l'opportunité du passage à la guerre des troupes coloniales, dites de la marine, puisque, en fin de compte, c'est au ministre de la guerre que les cadres de ces troupes étaient obligés de s'adresser pour recruter leurs propres effectifs.

Les prélèvements opérés sur les troupes métropolitaines restèrent toutefois insuffisants, et l'on fut amené, par la force même des choses, à prendre peu à peu, et sans avoir recours à l'action parlementaire, une série de mesures qui constituent non seulement un correctif, mais pour ainsi dire une abrogation des dispositions vicieuses de la loi de 1893.

D'après ces nouvelles mesures, et en plus des volontaires qui leur sont passés par les corps métropolitains, les troupes coloniales incorporent maintenant les jeunes gens du contingent annuel qui, après le tirage au sort, demandent à devancer l'appel en exprimant le désir d'être placés dans les troupes coloniales ; elles incorporent aussi, en vue de compléter leurs effectifs métropolitains, et d'office, un certain nombre de jeunes soldats du contingent, *non volontaires* pour le service colonial, avec cette réserve que ces jeunes gens ne sont pas astreints à servir aux colonies et ne peuvent y être envoyés que s'ils en font la demande par écrit après leur incorporation.

Grâce à toutes ces mesures, les funestes effets de la loi du 30 juillet 1893 ont pu être en partie réparés. Ces dispositions restent toutefois insuffisantes pour rendre à l'infanterie coloniale les effectifs que lui procurait l'incorporation pure et simple du contingent annuel, sans aucune restriction au sujet de son emploi colonial.

*
* *

Examinons maintenant les vicissitudes de l'organisation de l'infanterie de marine depuis 1883, époque du début de l'expansion coloniale, en rappelant que nous ne nous occupons ici que des contingents européens de cette arme.

En 1883, l'infanterie de marine comprenait en France, quatre régiments métropolitains, à nombre variable de compagnies. Chacun de ces régiments détachait aux colonies un certain nombre de compagnies qui s'y trouvaient groupées en régiments ou bataillons *de marche*. Il y avait ainsi les régiments de marche du Tonkin et de l'Annam, les bataillons de marche du Sénégal, de la Calédonie et des Antilles.

En 1890, lors de l'organisation du corps d'armée de la marine, mobilisable en vue de la défense nationale, les régiments métropolitains d'infanterie de marine furent portés de quatre à huit par voie de dédoublement. A la même époque, les bataillons ou régiments de marche aux colonies furent constitués en régiments définitifs et formèrent : ceux du Tonkin et de l'Annam, les 9^e, 10^e et 11^e régiments, ceux de Calédonie le 12^e régiment.

En 1895, en vue de l'expédition de Madagascar, fut créé le 13^e régiment d'infanterie de marine, qui fut définitivement maintenu à Madagascar après la conquête.

En 1898, l'affaire de Fachoda eut pour contre-coup la création de quatre nouveaux régiments métropolitains d'infanterie de marine, dits de garnison¹ ; on organisait ces nouveaux régiments en vue de constituer, à la mobilisation, la garnison de guerre des ports militaires après le départ des régiments de campagne numérotés de 1 à 8, et qui devaient constituer le corps d'armée de la marine mobilisable à la frontière métropolitaine.

En 1899-1900, l'organisation des points d'appui de la flotte aux colonies, amena la création du 14^e régiment d'infanterie de marine à Dakar et du 15^e régiment à Diégo-Suarez.

Nous ne citerons que pour mémoire les trois régiments nouveaux créés en 1900, en vue de l'expédition de Chine (16^e, 17^e,

¹ Deux seulement furent organisés en 1898 : les 2^e et 4^e de garnison (Brest et Toulon), aujourd'hui dénommés 21^e et 22^e coloniaux.

18^e régiments), ces régiments devant probablement être licenciés à la clôture des opérations ; nous en tenant à l'énumération faite dans le décret d'organisation du 28 décembre 1900, nous constaterons, qu'il est actuellement prévu, régulièrement, un total de dix-huit régiments d'infanterie coloniale, dont douze métropolitains¹ et six stationnés aux colonies, plus un certain nombre de bataillons et compagnies formant corps, également stationnés aux colonies².

L'organisation des douze régiments métropolitains est arrêtée par ledit décret à trois bataillons de quatre compagnies. Répartis en trois divisions, ils doivent constituer, en vue de leur participation à la défense de la métropole, un corps d'armée spécial dit corps d'armée des troupes coloniales, sous le commandement d'un officier général de ces troupes. Ce corps d'armée, dont l'organisation définitive est arrêtée par un décret en date du 11 juin 1901, complètera ses effectifs, à la mobilisation, à l'aide des hommes de la réserve ayant servi dans les troupes coloniales.

Les douze régiments métropolitains d'infanterie coloniale ont donc à tenir, désormais, plusieurs rôles bien distincts :

1^o Se tenir prêts, en tout temps, pour la mobilisation générale en France, rôle identique à celui des régiments subdivisionnaires d'infanterie de ligne, ou pour la défense des côtes et des places maritimes de la métropole, rôle identique à celui des régiments régionaux d'infanterie de ligne garnisons de places frontière ;

2^o Assurer la relève du personnel européen des formations européennes et des formations indigènes de l'infanterie coloniale stationnées outre-mer.

Les formations européennes d'infanterie coloniale stationnées aux colonies ont été arrêtées ainsi qu'il suit par le décret du 28 décembre 1900³ :

¹ Il n'en existe jusqu'à présent (avril 1902) que dix par suite de la non organisation de deux des quatre régiments de garnison tout d'abord prévus.

² Le numérotage des régiments d'infanterie coloniale va de 1 à 22, mais il existe des lacunes dans la liste. Le 12^e régiment organisé en Nouvelle-Calédonie en 1890, a cessé d'exister depuis l'expédition de Chine, ses effectifs ayant contribué à la formation des 16^e, 17^e et 18^e régiments en Chine ; le décret du 28 décembre 1900 n'a pas prévu la reconstitution du 12^e régiment. Les numéros 19 et 20 sont vacants ; ils avaient sans doute été réservés aux deux régiments de garnison non encore organisés.

³ *Bulletin officiel guerre*, 1900, p. r. ; n^o 54.

Au Tonkin : deux régiments, les 9 ^e et 10 ^e , savoir :		
le 9 ^e à 3 bataillons de 4 compagnies.	12	compagnies.
le 10 ^e à 4 — — — .	16	—
En Annam et Cochinchine : un régiment,		
le 11 ^e , à 3 bataillons de 4 compagnies.	12	—
A Madagascar : deux régiments, les 13 ^e et 15 ^e , savoir :		
le 13 ^e en Imérina, à 4 bataillons de 4 compagnies	16	—
le 15 ^e , à Diégo-Suarez, à 3 bataillons de 4 compagnies	12	—
Au Sénégal : un régiment, le 14 ^e , à Dakar et Saint-Louis, à 2 bataillons de 4 compagnies		
	8	—
A la Guyane : un bataillon formant corps .	2	—
En Nouvelle-Calédonie : un bataillon formant corps		
	4	—
A la Martinique : un bataillon formant corps	4	—
A la Guadeloupe :	(1)	—
A Taïti :	1	
Enfin, un décret du 30 juin 1901 a prévu, pour la Guadeloupe, l'organisation d'un bataillon formant corps à deux compagnies ; un autre décret, en date du 14 août 1901, a rétabli l'ancien bataillon formant corps de la Réunion, constitué à 4 compagnies ; il faut donc rectifier et compléter le tableau précédent ainsi qu'il suit :		
A la Guadeloupe : un bataillon formant corps	2	
A la Réunion : un bataillon formant corps.	4	—

Cela fait donc, au 1^{er} janvier 1902, un total de 93 compagnies d'infanterie coloniale légalement prévues, en ce qui concerne les formations européennes d'occupation coloniale.

En tenant compte des 16^e, 17^e et 18^e régiments (à 3 bataillons de 4 compagnies) organisés au printemps 1900, en vue de l'expédition de Chine, régiments non mentionnés au décret du

28 décembre 1900, mais existant encore au commencement de 1902, on constate un total de 129 (cent-vingt-neuf) compagnies européennes d'infanterie coloniale, actuellement stationnées outre-mer (avril 1902).

Outre ses compagnies actives, chacun des régiments ou bataillons formant corps stationnés outre-mer, y compris ceux de Chine, compte une section hors rang ; il en est de même des régiments indigènes ; dans ceux-ci, le personnel hors rang est européen. Enfin, en plus des formations régimentaires, il existe aux colonies certaines catégories de personnel (secrétaires d'état-major, cadres des compagnies de discipline, télégraphistes, etc.) qui comptent dans le contingent européen de l'infanterie coloniale. Le tableau n° 12, annexé au décret du 28 décembre 1900, donne le détail de ces personnels hors rang ; les chiffres indiqués dans ce tableau doivent être augmentés des effectifs des sections hors rang des trois régiments créés en Chine, et des sections hors rang du bataillon de la Guadeloupe et du bataillon de la Réunion.

*
**

Étant données les conditions actuelles de son recrutement, l'infanterie coloniale est-elle en mesure d'assurer à la totalité des formations européennes d'outre-mer énumérées à l'article précédent le complet des effectifs réglementaires prévus ? En second lieu, est-elle en état d'assurer, dans de bonnes conditions, la relève du personnel prévu dans ces formations ? Enfin, les effectifs d'outre-mer et leur relève étant supposés assurés, reste-t-il à l'infanterie coloniale des effectifs suffisants pour entretenir ses douze régiments métropolitains sur le pied normal prévu ? C'est ce que nous allons examiner.

Nous envisagerons d'abord les formations proprement dites d'occupation coloniale, celles fixées par le décret du 28 décembre 1900¹ ; nous ferons intervenir ensuite les effectifs à prévoir pour les trois régiments de Chine, y compris leur relève.

¹ Complété par les décrets du 30 juin 1901 (bataillon de la Guadeloupe), *B. O.*, Guerre, p. r. ; n° 27, et du 14 août 1901 (bataillon de la Réunion), *B. O.*, p. r. ; n° 42.

La décomposition de l'effectif budgétaire d'une compagnie européenne aux colonies est de :

Adjudant	1
Sergent-major	1
Sergent-fourrier	1
Sergents	6
Caporal-fourrier	1
Caporaux	12
Soldats de 1 ^{re} et de 2 ^e classe et clairs	128
TOTAL	150 hommes.

En laissant de côté les cadres¹, on voit que le chiffre de soldats de 1^{re} et de 2^e classe² nécessaire pour assurer le complet budgétaire de 93 compagnies européennes d'occupation coloniale est 93×128 , soit 11,904.

A ce chiffre, il faut ajouter l'effectif des soldats de 1^{re} et 2^e classe du personnel européen hors rang entretenu dans les formations coloniales. Le tableau n° 12 annexé au décret du 28 décembre 1900 donne pour cet effectif le chiffre de 529 ; il faut y ajouter l'effectif (soldats) des sections hors rang des bataillons de la Guadeloupe et de la Réunion, organisés postérieurement au décret du 28 décembre 1900³.

Cela porté à 12,451 le total des soldats européens budgétaire-

¹ Dans la discussion qui va suivre nous ne nous occuperons pas des cadres (sous-officiers et caporaux), mais seulement des soldats.

² Y compris les clairs.

³ Voici le détail des personnels hors rang (soldats) des formations coloniales, non compris les régiments de Chine :

État major hors cadres	48	<i>Report</i>	416
Secrétaires d'état-major	50	5 bataillons formant corps (Ca-	
Télégraphistes	81	lédonie, Martinique, Guyane,	
Compagnies de discipline	34	Guadeloupe et Réunion), cha-	
9 ^e , 11 ^e et 15 ^e régiments, cha-		cun 9 hommes	45
cun 35 hommes	105	10 régiments indigènes à 7	
10 ^e et 13 ^e régiments, chacun		hommes chacun	70
32 hommes	64	4 bataillons indigènes formant	
11 ^e régiment	34	corps, à 4 hommes	16
<i>A reporter</i>	416	TOTAL	517

ment prévus pour l'ensemble des formations d'occupation coloniale de l'infanterie coloniale¹.

Rappelons qu'en vertu des dispositions législatives actuelles, aucun homme des troupes coloniales ne peut être envoyé aux colonies avant l'âge de vingt et un ans révolus ; rappelons aussi que les jeunes soldats du contingent annuel versés *d'office* dans les troupes coloniales pour l'entretien de leurs effectifs métropolitains ne peuvent pas être envoyés aux colonies à moins d'en avoir exprimé le désir formel par écrit après leur incorporation.

Il s'ensuit que, pour l'entretien des effectifs des formations européennes d'outre-mer, on ne peut tabler que sur les trois catégories ci-après : 1^o les rengagés ; 2^o les engagés volontaires de plus de vingt et un ans ; 3^o les jeunes gens venus par devancement d'appel et les volontaires versés par les troupes métropolitaines ; à cette catégorie, il faut ajouter les quelques soldats d'office rentrant dans les conditions mentionnées ci-dessus.

Les 12,451 soldats de 1^{re} et 2^e classe (ou clairons) nécessaires aux formations d'outre-mer de l'infanterie coloniale et prélevés sur les trois catégories que nous venons d'énoncer, étant supposés rendus à leurs postes aux colonies, il faut, pour assurer leur relève en fin de séjour colonial, compter un nombre d'hommes au moins égal à maintenir en réserve en France, toujours prélevés sur les mêmes catégories.

Mais pour que le jeu de la relève soit convenablement assuré et en tenant compte des cas d'indisponibilité, des déchets de toutes sortes, des congés de convalescence indispensables au personnel rapatrié et de la nécessité d'assurer à ce personnel environ deux ans de séjour sous le climat de France, il n'est pas exagéré de majorer de moitié l'effectif des catégories utilisables pour le service colonial à entretenir en France en réserve et de la fixer à $12,451 + \frac{12,451}{2}$ soit 18,676² ; autrement dit d'entre-

¹ Le tableau n° 12 ne donne comme total que 11,793, mais à ce chiffre il faut ajouter 640 soldats pour les 5 compagnies nouvelles créées à la Guadeloupe et à la Réunion et 18 soldats pour le personnel hors rang de celles-ci ; ce qui fait bien au total 12,451.

² Le tableau n° 11 annexé au décret du 28 décembre 1900, prévoit seulement 16,373 soldats y compris les cadres du dépôt de discipline d'Oléron, les secrétaires d'état-major et les télégraphistes.

tenir sur ces catégories trois hommes en France pour deux aux colonies.

Il semble difficile de descendre au-dessous de cette proportion sans occasionner le surmenage et l'usure prématurée du personnel; mais il est encore d'autres raisons à faire valoir en faveur de l'adoption de cette proportion.

Puisque, en plus de leurs préoccupations coloniales, les régiments métropolitains d'infanterie coloniale doivent songer à se tenir prêts en vue d'une mobilisation éventuelle en Europe, il est sage de tenir en permanence leurs effectifs, autant que possible, sur le même pied que ceux de l'infanterie de ligne. Ceci implique une certaine stabilité dans le personnel. Comme en ce qui concerne la valeur des troupes coloniales participant à la guerre européenne on fait grandement état de ce qu'elles peuvent mettre en ligne des éléments réputés aguerris, cette considération s'ajoute aux précédentes pour démontrer la nécessité de maintenir en France une assez forte proportion d'hommes des catégories propres au service colonial.

Si, dans le but de renforcer les unités stationnées aux colonies, on venait à réduire outre mesure le temps de séjour en France du personnel rapatrié, il faudrait, en vue du maintien des effectifs métropolitains, combler aussitôt les vides produits en France par le renvoi prématuré des hommes aux colonies; ce qui, en raison de la limitation des éléments colonielement utilisables, ne saurait avoir lieu qu'en majorant l'effectif des catégories de jeunes soldats non mobilisables pour les colonies. Cette mesure aurait pour conséquence un affaiblissement de la valeur des régiments métropolitains d'infanterie coloniale en vue d'une campagne européenne et limiterait leurs éléments réputés aguerris à peu près aux seuls réservistes dont l'entraînement spécial reste problématique après plusieurs années passées dans la vie civile.

La proportion de trois soldats coloniaux en réserve en France pour deux présents aux colonies nous paraît donc rationnelle. 18,676 soldats en France, 12,451 aux colonies, cela porte à 31,127 hommes l'effectif total indispensable à l'infanterie coloniale, en ce qui concerne les soldats de 1^{re} et 2^e classe, pour tenir aussi près que possible du complet budgétaire les 93 compagnies européennes stationnées aux colonies ainsi que les personnels hors rang des formations coloniales.

Le tableau n° 11, annexé au décret du 28 décembre 1900, fixe à 28,166 soldats européens le chiffre total prévu budgétairement pour toute l'infanterie coloniale. Ce chiffre représente en conséquence le maximum de l'effectif qu'il est légalement loisible d'entretenir dans toute l'arme ; donc, ce chiffre englobe non seulement les catégories utilisables pour le service colonial, mais aussi la catégorie des jeunes soldats qui ne doivent pas être envoyés aux colonies, enfin les non-valeurs de toutes sortes. Encore faut il voir dans ce chiffre une fixation théorique prévue sur le papier et non sans doute atteinte en réalité.

On est donc bien loin de posséder les 31,127 soldats de 1^{re} ou 2^e classe, *tous disponibles pour le service colonial*, c'est-à-dire rengagés, engagés volontaires de plus de 21 ans et jeunes soldats volontaires, que nous avons reconnus ci-dessus nécessaires à l'entretien des effectifs des 93 compagnies coloniales, des sections hors rang et autres personnels coloniaux, toutes les non-valeurs étant éliminées. Il apparaît donc qu'il soit bien difficile, dans les conditions actuelles du recrutement de l'infanterie coloniale, de tenir ces 93 compagnies sur le pied budgétaire prévu ; il semblerait manquer pour cela environ 3,000 hommes.

Mais les déficits apparaîtront encore plus flagrants quand nous aurons fait intervenir dans cette discussion les effectifs à prévoir, pour les 16^e, 17^e et 18^e régiments créés au printemps 1900 en vue de l'expédition de Chine, et dont nous n'avons pas tenu compte encore. En comptant ces régiments, nous trouvons un total de 129 compagnies européennes d'infanterie coloniale actuellement stationnées outre mer (commencement de 1902).

A 128 soldats par unité, et en laissant de côté les gradés, 129 compagnies représentent 16,512 soldats, exigeant pour leur relève un total de $2 \times 16,512 + \frac{16,512}{2}$ soit 41,280 hommes.

Les trois régiments de Chine ont en outre chacun une section hors rang de 35 soldats ; en conséquence, au chiffre de 547 soldats hors rang entretenus aux colonies (décret du 28 décembre 1900), il faut ajouter les 105 soldats hors rang des régiments de Chine, ce qui fait 652 soldats hors rang entretenus actuellement outre-mer, exigeant pour leur relève un chiffre de $2 \times 652 + \frac{652}{2}$ soit 1630 hommes à ajouter aux 41,280. Total général : 42,910.

Pour justifier l'existence de 129 compagnies européennes stationnées outre-mer et du personnel hors rang des formations correspondantes, il faudrait donc posséder un minimum de 42,910 soldats de 1^{re} et de 2^e classe. En outre, et conformément aux dispositions légales en vigueur, ces 42,910 soldats devraient appartenir, sans exception, aux catégories utilisables pour le service colonial.

Or nous avons dit que l'effectif maximum prévu pour toute l'infanterie coloniale, par le tableau n° 11 du décret du 28 décembre 1900, en ce qui concerne les soldats, n'est que de 28,166 hommes. Les effectifs budgétaires présentent donc actuellement un déficit d'environ 14,000 hommes sur ceux qu'on devrait posséder pour justifier le chiffre atteint de 129 compagnies d'outre-mer.

En ne comptant qu'un homme à maintenir en réserve, en France, pour un en service aux colonies, l'entretien de 129 compagnies et des personnels hors rang correspondant, exigerait encore au bas mot 34,328 hommes ; ce qui maintiendrait encore le déficit actuel à environ 6,000 hommes.

De l'exposé qui précède il est facile de conclure :

1^o Que le chiffre actuellement atteint de 129 compagnies d'infanterie coloniale stationnées outre-mer est exagéré par rapport aux ressources qu'il est loisible à cette arme de mettre en jeu pour les relèves ; qu'en conséquence, ce chiffre ne peut être admis que temporairement, pour la durée de l'expédition de Chine, et qu'il ne saurait être maintenu à titre définitif ;

2^o Que le chiffre, normalement fixé, de 93 compagnies d'infanterie coloniale, stationnées aux colonies, est déjà bien considérable pour les ressources de l'arme et, en tout cas, représente le maximum de ce que peut fournir l'infanterie coloniale dans les conditions actuelles ;

3^o Que les ressources insuffisantes du recrutement de l'infanterie coloniale sembleraient imposer à cette arme de ne pas dépasser certaines limites dans le développement de ses formations d'outre-mer, qu'elles soient expéditionnaires ou d'occupation coloniale ;

4^o Que l'extension des formations au delà de la limite rationnellement imposée occasionne des déficits dans les effectifs de chaque compagnie. Le chiffre total des compagnies augmentant

constamment sans que le recrutement de l'arme suive un accroissement proportionnel, il en résulte fatalement un affaiblissement sensible de l'effectif de chaque unité.

*
* *

Un fait est à noter, c'est que la période d'extension des formations de l'infanterie coloniale (1890-1895) a précisément coïncidé avec l'époque où l'on supprimait aux troupes de la marine l'incorporation des appelés du contingent métropolitain ; les déficits étaient donc inévitables. A cette cause d'affaiblissement, il faut ajouter, en ce qui concerne les compagnies stationnées outre-mer, celle résultant des nombreux cas d'indisponibilité qui se produisent fatalement dans ces unités : hospitalisés, malades, convalescents, rapatriés non remplacés et surtout *employés* de toutes catégories.

Dans les années qui suivirent la suppression de l'incorporation des appelés (1893) la moyenne générale de l'effectif présent sous les armes dans les compagnies d'infanterie de marine, métropole et colonies, n'a certainement jamais dépassé de beaucoup la moitié des effectifs légalement prévus.

Cette situation dura plusieurs années. Pour la faire cesser il fallut l'adoption des mesures dont nous avons parlé au début du présent chapitre, mesures qui constituent un correctif des dispositions défectueuses de la loi de 1893, sans être toutefois suffisamment efficaces pour rendre à l'infanterie coloniale ses effectifs d'antan.

En déterminant dans le nombre des compagnies stationnées outre-mer un accroissement subit de 36 unités (16^e, 17^e et 18^e régiment), l'ouverture des opérations de Chine, en 1900, occasionna une nouvelle baisse des effectifs, et cette situation se prolongea pendant toute la durée des opérations, les régiments de Chine drainant à eux toutes les ressources pour se maintenir, en raison de l'état de guerre, sur un pied satisfaisant.

Il faut ajouter que les effectifs des compagnies nouvelles furent prélevés, pour une bonne part, sur les unités d'occupation coloniale, ce qui ne fit qu'aggraver la situation déjà précaire de celles-ci. En ce qui concerne les 9^e et 10^e régiments, au Tonkin, on peut dire que leurs effectifs furent, en 1900, à peu près

réduits à néant par suite des prélèvements effectués pour la constitution des régiments créés en Chine. Ce fut cette situation tout autant que les événements à redouter sur la frontière du Tonkin qui déterminèrent, à cette époque, l'envoi en Indo-Chine de plusieurs bataillons de la légion, de tirailleurs algériens et d'infanterie légère d'Afrique, les régiments métropolitains d'infanterie coloniale s'étant trouvés à bout de ressources.

Le 12^e régiment, alors stationné en Nouvelle-Calédonie, fut, à la même époque, transporté presque en entier de Nouméa à Takou, et ses effectifs passèrent aux régiments de nouvelle formation en Chine; il ne resta plus comme garnison en Calédonie que quelques pelotons très réduits. Depuis lors le 12^e régiment a disparu de la liste, et le décret du 28 décembre 1900 n'a prévu pour la Nouvelle-Calédonie qu'un simple bataillon de quatre compagnies.

Telles furent les vicissitudes des effectifs des compagnies d'infanterie coloniale d'Indo-Chine et de Calédonie au cours de l'année 1900.

Il est juste de dire que, depuis cette époque, la situation s'est améliorée dans ces deux colonies, aussi bien par suite de la cessation des hostilités en Chine qu'en conséquence des relèves que les régiments métropolitains purent envoyer peu à peu en désignant pour le service colonial les appoints récemment reçus du contingent de France (jeunes soldats devant l'appel pour servir aux troupes coloniales et volontaires des régiments de ligne). Les effectifs totaux de l'arme restant toutefois insuffisants, ce renforcement des unités coloniales ne s'est cependant pas accompli sans occasionner, par contre-coup, des déficits dans les effectifs métropolitains d'infanterie coloniale.

Il est également opportun de rappeler qu'au moment où se produisait en Extrême-Orient et en Nouvelle-Calédonie la baisse des effectifs que nous venons de mentionner, une amélioration se manifestait par contre dans les corps stationnés à Madagascar, en conséquence de l'application d'une mesure législativement prévue depuis 1889, mais qu'on ne s'était résolu que bien tardivement à mettre en vigueur; il s'agit de l'incorporation des contingents créoles des colonies.

La mesure fut appliquée pour la première fois en 1899, mais elle ne concerne que le contingent créole de la Réunion. Depuis

cette époque les 13^e et 15^e régiments d'infanterie coloniale stationnés à Madagascar incorporent chaque année l'appoint fourni par l'île de la Réunion; les compagnies de ces deux régiments, où sont incorporés les jeunes créoles bourbonnais, ont leurs effectifs de 150 hommes au complet. Cette amélioration des effectifs par l'incorporation des jeunes créoles est toutefois limitée aux unités stationnées à Madagascar, car, jusqu'à ce jour, on n'a pas encore réussi à étendre aux contingents créoles des autres colonies, et particulièrement à ceux des Antilles, les dispositions appliquées depuis 1899 au contingent de la Réunion.

En résumé, ainsi que nous l'avons déjà dit, il semble que, dans les conditions actuelles de son recrutement, l'expression maximum des formations européennes de l'infanterie coloniale, formations métropolitaines et formations d'outre-mer, soit donnée par le décret d'organisation du 28 décembre 1900 complété par les décrets des 30 juin et 14 août 1901. S'étendre au delà semble interdit à moins d'engendrer des formations condamnées à n'avoir jamais qu'un effectif bien inférieur aux fixations réglementaires, à moins aussi de favoriser l'éclosion de cadres non en rapport avec les effectifs, cadres conséquemment surabondants et occasionnant une lourde charge budgétaire.

Il apparaît en conséquence que, lorsqu'il s'est agi de constituer le groupe expéditionnaire de Chine, il ait été peu rationnel de créer de toutes pièces, et en partie par voie de promotions, les cadres de trois régiments nouveaux dont les effectifs ne pouvaient être réunis qu'en puisant dans des formations métropolitaines ou coloniales déjà tenues les unes et les autres au-dessous des complets réglementaires.

Il eût été plus sage et bien suffisant d'organiser le groupe expéditionnaire en prélevant des unités toutes constituées sur l'ensemble des régiments métropolitains. Mais l'occasion s'offrait de créer de nouveaux débouchés et l'on n'y a pas manqué.

En créant périodiquement outre-mer de nouvelles formations régimentaires on n'augmente cependant pas en réalité d'un seul homme le nombre des soldats européens préposés à la garde de nos établissements coloniaux; ces mesures n'ont d'autre résultat que celui d'occasionner de continuelles augmentations de cadres, peu utiles, fort onéreuses et dont le seul avantage est d'accélérer l'avancement dans l'arme.



Pourrait-on remédier à la situation que nous avons exposée dans les paragraphes précédents ? C'est ce que nous allons examiner. Cette situation peut se résumer ainsi : trop de formations, pas assez d'hommes.

En conséquence, il s'agit : 1^o De voir dans quelles mesures on pourrait restreindre l'extension des formations, de façon à obtenir une meilleure condensation des effectifs ; 2^o de voir si les effectifs de l'infanterie coloniale pourraient être majorés, surtout en ce qui concerne les éléments utilisables pour le service colonial.

L'infanterie coloniale revendique, depuis 1890, l'accomplissement d'une tâche colossale, celle d'être concurremment :

1^o Une troupe de campagne d'Europe, organisée en vue de prendre part à la défense nationale, en s'y faisant représenter par tout un corps d'armée organisé et outillé sur le même pied que les corps d'armée métropolitains ;

2^o Une troupe de garnison de forteresse, en ce qui concerne la défense des places maritimes et points d'appui de la flotte métropolitains ;

3^o Une troupe d'occupation coloniale organisée et outillée de façon à constituer, à elle seule, les contingents européens nécessaires à la défense de nos immenses possessions d'outre-mer, en fournissant en outre les cadres de toutes les troupes indigènes des colonies ;

4^o Une troupe expéditionnaire organisée et outillée de façon à réaliser, autant que possible, par ses propres moyens, les entreprises de démonstration militaire ou de conquête que le pays aurait à lui confier.

Il semble que, en raison des limites imposées depuis 1893 à son recrutement, l'infanterie coloniale ne puisse assumer à elle seule, sans de très sérieuses difficultés, l'accomplissement de cette tâche assurément grandiose, mais exagérée.

Compiquée du fait de la réduction des effectifs, la multiplicité des rôles que cette arme prétend remplir, ne peut que nuire au bon accomplissement de chacun de ces rôles en particulier ; de plus, cette multiplicité d'affectations prête à l'extension indéfinie des formations.

Des rôles quelque peu contradictoires, que nous venons d'énu-

mérer, il en est dont l'importance paraîtrait ne devoir être que très secondaire pour une infanterie *coloniale* : tel celui concernant la défense de nos frontières de France, comme aussi et surtout celui ayant trait à la défense des ports et arsenaux maritimes métropolitains.

Sans doute il est indispensable que d'importantes réserves en personnel soient, en tout temps, maintenues en France, en vue d'assurer dans les meilleures conditions possible le jeu des relèves coloniales ; il est nécessaire aussi que les officiers et les gradés rentrant des colonies soient pourvus d'un commandement effectif pendant leur séjour dans la métropole ; enfin il est essentiel que les troupes coloniales stationnées en France soient groupées, comme le reste de l'armée, par brigades et par divisions.

En conséquence, il doit rester admis que le chiffre total des régiments d'infanterie coloniale à entretenir en France, en vue de jouer le double rôle d'infanterie subdivisionnaire dans le corps d'armée des troupes coloniales et de réserve assurant les relèves coloniales, soit maintenu à huit.

Toutefois il semble qu'il n'y aurait que des avantages à limiter à ce chiffre le nombre des régiments d'infanterie coloniale ayant des préoccupations de mobilisation en vue d'une campagne d'Europe, ou tout au moins en vue d'un rôle quelconque à remplir dans la défense de la métropole ; les quatre régiments aujourd'hui encore affectés au rôle de garnison des places maritimes sembleraient donc n'avoir plus de raisons d'exister avec cette affectation.

Si la garde des arsenaux et le rôle de garnison des ports maritimes a pu, jadis, constituer la spécialité de l'infanterie de la marine, ces destinations sont devenues de moins en moins importantes pour cette arme à dater du jour où elle s'éloigna de son affectation primitive pour devenir plus particulièrement troupe coloniale.

Aujourd'hui ces affectations spéciales semblent n'avoir plus aucun rapport avec la destination moderne de l'infanterie coloniale, surtout depuis son rattachement au département de la Guerre. Il apparaît, en conséquence, que la protection des arsenaux et établissements maritimes dût incomber désormais à des contingents ressortissant au département de la Marine, par exemple à des bataillons de fusiliers marins.

D'autre part, la défense du front de terre des places maritimes relevant actuellement de l'armée métropolitaine au même titre que la défense des autres places frontières, il semblerait que la garnison de guerre de ces places, en ce qui concerne l'infanterie, dût être constituée non par des régiments *coloniaux*, dont les préoccupations doivent être ailleurs, mais par de simples régiments de ligne (régiments régionaux).

Les quatre régiments d'infanterie coloniale, dits de garnison des places maritimes, étant désaffectés de leur rôle actuel, quelle pourrait être leur nouvelle destination ?

En insistant dans les articles précédents sur le cas des trois régiments créés en 1900, à l'occasion de l'expédition de Chine, nous avons cherché à faire ressortir que l'une des causes de l'extension continuelle des formations de l'infanterie coloniale réside en ce fait qu'il n'a pas été prévu, jusqu'à ce jour, que cette arme comportât des régiments particulièrement organisés en vue du rôle expéditionnaire et spécialisés dans ce rôle.

Il en résulte qu'à chaque expédition nouvelle on crée des régiments nouveaux destinés, en principe, à faire simplement face à l'éventualité du moment. Mais il arrive ceci : c'est qu'une fois leur besogne expéditionnaire terminée, les régiments expéditionnaires sont transformés en régiments d'occupation coloniale. Tant que le maximum du développement des formations européennes d'occupation coloniale *en fonction* des ressources du recrutement de l'arme ne fut pas atteint, ces transformations furent absolument logiques ; ce fut, par exemple, le cas du 13^e régiment colonial, en 1895, après la conquête de Madagascar.

Mais aujourd'hui ce maximum est atteint. Il semble donc que les régiments expéditionnaires d'infanterie coloniale, une fois leur besogne terminée, dussent, à l'avenir, être ramenés dans la métropole et non maintenus dans une colonie quelconque à titre de nouvel appoint d'occupation coloniale.

Il est bien évident que ces conditions ne sauraient être réalisées que si l'organisation de régiments spécialisés dans le rôle expéditionnaire était prévue. On aurait alors sous la main, en permanence, des formations toutes prêtes à être utilisées le moment venu, et l'on n'aurait plus à envisager, à chaque expédition nouvelle, la création de régiments nouveaux.

Il serait avantageux que le groupe expéditionnaire d'infanterie

coloniale ainsi réalisé en permanence, fût constitué sur le pied d'une division, soit quatre régiments ; ce pourrait devenir l'affectation nouvelle des quatre régiments actuellement dits de garnison ; ils nous sembleraient tout désignés pour se voir transformés en régiments expéditionnaires.

Éloignés des ports, dégagés de toute préoccupation en vue de la mobilisation métropolitaine ou de la défense des places, ces quatre régiments n'auraient d'autres visées que celle de se tenir constamment prêts à être employés, le cas échéant, et au premier signal, sur tel point du globe où leur action serait nécessaire ; leurs effectifs seraient, en conséquence, tenus particulièrement au complet. Leur besogne d'outre-mer terminée, ils rentreraient dans la métropole pour s'y reconstituer et s'y tenir, derechef, prêts à toute nouvelle éventualité du même genre.

Étant adoptée, cette combinaison aurait comme conséquence, en ce qui concerne la situation présente, de réaliser la fusion des trois régiments de Chine (16^e, 17^e et 18^e) avec les quatre régiments actuels de garnison (21^e, 22^e et les deux à créer), ceux-ci ayant au préalable subi la transformation proposée ¹.

Le total actuel des formations serait ainsi diminué de trois groupements régimentaires, économie budgétaire appréciable, et l'on obtiendrait du même coup une meilleure condensation des effectifs. Enfin, cette organisation semblerait de nature à enrayer l'extension indéfinie des formations.

Les formations métropolitaines de l'infanterie coloniale pourraient comprendre, en conséquence :

1^o Huit régiments constituant plus particulièrement la réserve entretenue en France en vue des relèves coloniales et constituant en outre l'infanterie subdivisionnaire du corps d'armée métropolitain des troupes coloniales ; ces huit régiments étant seuls mobilisables en France ;

2^o Quatre régiments maintenus à part des précédents et constituant un groupe expéditionnaire de la force d'une division ².

¹ Les bataillons des 16^e, 17^e et 18^e régiments, actuellement en Chine et au Tonkin, seraient dès lors considérés comme détachés des régiments expéditionnaires, les dépôts de ceux-ci restant stationnés en France.

² Les huit régiments subdivisionnaires resteraient organisés, comme actuellement, à 3 bataillons de 4 compagnies, plus un cadre complémentaire et un

Il reste bien entendu, qu'en temps normal, l'ensemble des régiments présents en France, contribuerait à fournir les relèves coloniales, les régiments expéditionnaires participant à ces relèves au même titre que les régiments subdivisionnaires, hors le cas d'expédition.

Cette organisation étant réalisée, il resterait à désirer que les effectifs totaux d'infanterie coloniale stationnés en France, fussent suffisants pour assurer le jeu des relèves coloniales sans nuire au rôle expéditionnaire et réciproquement; en d'autres termes, que les régiments expéditionnaires venant à être employés outre-mer, il restât dans les régiments subdivisionnaires suffisamment d'hommes pour que le jeu normal des relèves coloniales ne fût pas compromis. En effet, on ne saurait retomber dans les errements que nous avons signalés et qui ont consisté à dégarnir certaines colonies pour trouver de quoi faire face à la situation critique se produisant ailleurs.

Toutes ces considérations semblent de nature à démontrer que, pour réaliser une organisation sérieuse des formations européennes de l'infanterie coloniale, il faudrait de très sérieux effectifs, beaucoup d'hommes, et que ces hommes appartenissent en outre, pour le plus grand nombre, aux catégories utilisables pour le service d'outre-mer.

Or nous avons exposé qu'on en manquait dès maintenant pour assurer dans de bonnes conditions le jeu des relèves coloniales; que si l'incorporation des créoles avait peut-être permis de trouver le complément des effectifs de 93 compagnies d'occupation coloniale, les déficits se maintenaient néanmoins à plusieurs milliers d'hommes en tablant sur 129 compagnies stationnées outre-mer.

Il semble donc qu'on soit bien loin des chiffres qu'il faudrait réaliser pour assurer à la fois un bon fonctionnement du rôle

personnel à la suite. Les quatre régiments expéditionnaires seraient organisés à 4 bataillons de 4 compagnies, de façon qu'en cas d'envoi outre-mer de trois de ses bataillons, chaque régiment puisse conserver en France un bataillon à titre de dépôt.

En suite de cette réorganisation, le numérotage général des régiments de l'arme serait à réviser: les régiments subdivisionnaires conserveraient les numéros de 1 à 8; les régiments expéditionnaires seraient numérotés de 9 à 12; les régiments d'occupation coloniale continueraient la série à partir du numéro 13.

d'occupation coloniale et un bon fonctionnement du rôle expéditionnaire. Ce qui démontre qu'il ne peut y avoir que des avantages à restreindre les préoccupations de l'infanterie coloniale en vue de la guerre d'Europe, ces préoccupations ayant pour effet d'immobiliser des effectifs qui seraient mieux employés par ailleurs.

*
* *

Serait-il possible de relever les effectifs de l'infanterie coloniale ? Pourrait-on trouver le moyen d'en réaliser le renforcement dans des conditions telles que cette arme acquit la possibilité de faire face à elle seule aux exigences de ses multiples affectations ? Celà paraît bien difficile. Il semble qu'en raison même des dispositions législatives qui régissent actuellement le recrutement de l'armée, il ne soit guère possible d'escompter une augmentation sérieuse des effectifs à mettre à la disposition de l'infanterie coloniale, surtout en ce qui concerne les éléments utilisables pour le service d'outre-mer.

Nous avons exposé la faillite de toutes les mesures prises depuis quelques années pour remédier aux fâcheuses dispositions de la loi du 30 juillet 1893. Nous avons vu qu'engagements, rengagements, appels aux volontaires des troupes métropolitaines, devancements d'appel des jeunes appelés du contingent restent mesures insuffisantes pour atteindre les effectifs désirables.

Autrement dit, le nombre des gens s'offrant volontairement reste au-dessous du nécessaire, et pour le relever il faudrait majorer les primes d'engagement et de rengagement dans des conditions tellement onéreuses pour le Trésor qu'on ne saurait guère en venir à cette solution. Il semblerait donc que seul le retour à l'incorporation annuelle et d'office du contingent métropolitain, sans aucune restriction au point de vue de l'emploi colonial, pût rétablir la situation.

Or ce n'est évidemment pas dix ans après que cette mesure a cessé d'être appliquée, et au moment où l'on parle de réduire à deux ans la durée du service militaire, que l'on peut espérer un retour en arrière au sujet des dispositions votées en 1893. Ne faut-il pas plutôt escompter, en cas d'adoption du service de

deux ans, la suppression complète de tout appoint colonialement utilisable à provenir du contingent de France ?

S'il est actuellement loisible de désigner pour le service d'outre-mer certaines catégories d'hommes de ce contingent, c'est en raison de ce que ces hommes servent encore trois ans; quand ils ne feront plus que deux ans, cette ressource s'évanouira d'elle-même; on aura beau, pour faire nombre, compléter les effectifs des régiments métropolitains d'infanterie coloniale avec autant d'appelés du service de deux ans que l'on voudra, on en sera quand même réduit, pour assurer le service d'outre-mer, aux seuls engagés volontaires et rengagés, tout comme dans les années qui suivirent 1893.

Il n'y a pas à se le dissimuler, si la question est grosse de difficultés dans le présent, elle le sera encore davantage dans un avenir prochain.

Il apparaît en conséquence qu'en l'état actuel des institutions militaires du pays il y ait impossibilité presque absolue de doter l'infanterie coloniale des effectifs qui lui seraient nécessaires pour faire face à *elle seule* à ses multiples affectations. Donc il semblerait désirable que cette arme fût *secondée*; particulièrement en ce qui concerne l'occupation coloniale, rôle dans lequel nous avons vu qu'elle est obligée de se limiter, aussi bien par défaut de ressources que pour être en mesure de faire face ailleurs.

Ceci nous amène à rechercher si, en dehors des ressources métropolitaines, il n'existerait pas des contingents européens dont la composition serait propice à une spécialisation complète en vue du service colonial, dont l'organisation serait à l'abri des fluctuations d'effectifs, et dont la juxtaposition à l'infanterie coloniale, *légalement consacrée*, permettrait de réaliser un ensemble présentant l'effectif européen indispensable à la sécurité de nos possessions en temps de paix et à leur défense en temps de guerre.

Ces contingents sont tout indiqués : ce sont ceux de la légion étrangère.

Nous exposerons dans le chapitre suivant la valeur du rendement colonial que l'on peut attendre de ces contingents, en conséquence des dispositions organiques qui les régissent.

(A continuer.)

G. M.



TABLE DES MATIÈRES

DU TOME XIV DE LA 10^e SÉRIE

ANONYMES.

<i>Le Ravitaillement des Armées en campagne</i>	92
<i>Le Service de deux ans devant le Sénat et la Chambre</i>	161, 321
<i>Tactique de la Cavalerie</i> . — Exercices de Division en 1901.	
— Les Échelons.....	302

BIOTTOT (lieutenant-colonel).

<i>Le Morvan dans la Défense de la France</i> (suite).....	228
--	-----

EU (colonel D').

<i>In-Salah et le Tidikelt</i> (suite).....	51, 379
---	---------

G. M.

<i>La Légion étrangère et les Troupes coloniales</i> (suite).....	455
---	-----

GRANGE (capitaine).

<i>Une Division allemande d'infanterie au combat</i> (Frœschwiller, Sedan, sur la Loire).....	430
---	-----

HARDY DE PÉRINI (général).

<i>Archives et Correspondance du général de division Jean Hardy</i> (suite).....	359
1 ^{re} partie : De Valmy à Maëstricht (1792-1794) (suite)....	359

J. B. (capitaine).

<i>Les Manœuvres de l'Est en 1901</i>	28, 255, 409
---	--------------

LAMEY (chef de bataillon).

*Étude sur le Service en campagne et la deuxième Partie
des Règlements de manœuvres de l'Infanterie.....* 397

MOURRAT (lieutenant).

Guerres dans les Alpes..... 109

NIESSEL (capitaine).

*Assouplissement de l'Infanterie en vue de son emploi dans
le Combat moderne (fin).....* 71, 285

PICARD (lieutenant-colonel).

*La Remonte de la Cavalerie et la Préparation du Cheval
de guerre.....* 203

PRUDHOMME (général).

*De la Constitution des Corps d'armée en Troupes de toutes
armes.....* 340

VON SCHELL.

*Le Commandant d'un Détachement pendant les Manœuvres
d'automne. — Traduction de M. le général GRISOT
(fin).....* 5, 193

Z. (major).

*La Guerre de la Succession d'Autriche (1740-1748)
(suite). — Campagnes de 1741-1743. — Opérations
militaires dans la Haute-Autriche et en Bavière (suite).* 133

Comptes rendus de livres militaires.

C. D.

Studien über den Krieg, auf Grundlage der deutsch-französischen Kriege 1870-1871. — II ^e partie: Ueber Strategie (VERDY DU VERNOIS).....	156
Die Kriege Friedrichs des Grossen. — <i>La guerre de Sept ans.</i> — II. Prague. — III. Kolin.....	157
Urkundliche Beiträge und Forschungen zur Geschichte des preussischen Heeres. — I. « Die Anfänge der Alten Armee » (JANY). — II. « Briefe preussischer Soldaten » 1756-1757	158

E.

Festung und Feldarmee im Kriege 1870-1871 (GUNDELACH)	156
--	-----

F. C.

La Traction mécanique et ses Applications à la guerre. — Son Emploi dans la campagne sud-africaine (O. LAYRIZ) ; traduit de l'allemand par G. BODENHORST	153
L'Armée à travers les Ages. — 3 ^e série: les Mémoires. — Conférences faites en 1900 à l'Ecole spéciale militaire de Saint-Cyr.	319

G. Z.

Essais de Critique sur l'histoire militaire des Gaulois et des Français (DURET).....	160
La Télégraphie sans fil et les Ondes électriques (J. BOULANGER et G. FERRIÉ). — 2 ^e édition	160

H.

Publication de la Section historique de l'État-Major de l'Armée. — La guerre de 1870-1871. — VI ^e fascicule, journée du 5 août.	154
--	-----

J. B.

Chinas Kriege, seit 1840, etc.....	154
------------------------------------	-----

J. H.

Le maréchal Ney (DE LA BEDOYÈRE).....	158
Souvenirs du lieutenant général vicomte de Reiset (1810-1814). — Tome II	159

P.

Soixante problèmes tactiques discutés et traités sur la carte de Rethel (DEVAUREIX). — 2 ^e édition, revue et augmentée	155
Mémoires du général de Suremain (1794-1845).....	159
Publié sous la direction de la Section historique de l'Etat-Major de l'Armée. — Campagne de l'Empereur Napoléon en Espagne (1808-1809) (BALAGNY). — Tome 1 ^{er} : Durando, Burgos, Espi- nosa.....	320

X.

Atlas-Manuel de Géographie de Stieler. — Nouvelle édition.....	153
--	-----

X. P.

La Guerre sud-africaine (G. GILBERT).....	155
---	-----

Cartes, planches et figures.

Le Ravitaillement des Armées en campagne (2 figures).....	92
Tactique de la Cavalerie. — Exercices de Division en 1904 (3 figures).....	302
Archives et Correspondance du général Jean Hardy (1 croquis). ..	359
In-Salah et le Tidikelt (3 plans, 1 croquis).....	31, 379
Une Division allemande d'infanterie au combat (2 croquis).	430

Le Propriétaire-gérant : R. CHAPELOT.

Paris. — Imprimerie R. CHAPELOT et C^e, rue Christine, 2.







V2
J66
Ser. 10
V. 14
1902

Stanford University Libraries
Stanford, California

Return this book on or before date due.

--	--	--

